

N°	Signature <i>Signatur</i>	Genre <i>Typ</i>	Affaire <i>Geschäft</i>	Traitement <i>Behandlung</i>	Personnes <i>Personen</i>	Remarques <i>Bemerkungen</i>	Cat. <i>Kat.</i>
1.	2013-GC-4	Divers <i>Verschiedenes</i>	Communications <i>Mitteilungen</i>				
2.	2023-GC-236	Mandat <i>Auftrag</i>	Etablissement d'une convention avec la fête de lutte et des jeux alpestres au Lac Noir <i>Vereinbarung mit dem Trägerverein Schwing- und Äplerfest Schwarzsee abschliessen.</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Bertrand Morel Carole Baschung Daniel Bürdel Achim Schneuwly Adrian Brügger Pascal Lauber Bruno Riedo Brice Repond Nicolas Bürgisser Susanne Schwander <i>Auteurs / Urheber</i> Pierre-Alain Bapst Christine Jakob <i>Auteurs remplaçants / Stv. Urheber</i> Romain Collaud Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		

N°	Signature Signatur	Genre Typ	Affaire Geschäft	Traitement Behandlung	Personnes Personen	Remarques Bemerkungen	Cat. Kat.
3.	2024-GC-128	Rapport <i>Bericht</i>	CIP 'détention pénale': rapport aux parlements pour l'année 2023 <i>IPK 'Strafrechtlicher Freiheitsentzug': Bericht an die Parlamente für das Jahr 2023</i>	Discussion <i>Diskussion</i>	Lucie Menétrey Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Romain Collaud Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		
4.	2024-GC-139	Rapport d'activité <i>Tätigkeitsbericht</i>	Conseil de la magistrature (2023) <i>Justizrat (2023)</i>	Discussion <i>Diskussion</i>	Bertrand Morel Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Johannes Frölicher Représentant du Conseil de la magistrature <i>Justizratvertreter</i>		
5.	2023-GC-319	Motion <i>Motion</i>	Financement des frais de transport des élèves SAF <i>Finanzierung der Transportkosten für Schülerinnen und Schüler des Förderprogramms Sport-Kunst-Ausbildung</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Marc Pauchard Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Pierre-Alain Bapst Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Sylvie Bonvin-Sansonens Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		

N°	Signature <i>Signatur</i>	Genre <i>Typ</i>	Affaire <i>Geschäft</i>	Traitement <i>Behandlung</i>	Personnes <i>Personen</i>	Remarques <i>Bemerkungen</i>	Cat. <i>Kat.</i>
6.	2024-GC-138	Rapport <i>Bericht</i>	Commission interparlementaire de contrôle de la Convention scolaire romande (CIP CSR) - 2023 <i>Interparlamentarischen Kommission für die Kontrolle der Westschweizer Schulvereinbarung (IPK CSR) - 2023</i>	Discussion <i>Diskussion</i>	Gaétan Emonet Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Sylvie Bonvin-Sansonnens Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		

Sortie des groupes : 10 h 30
Fraktionsausflug : 10.30



Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Mandat 2023-GC-236

Etablissement d'une convention avec la fête de lutte et des jeux alpestres au Lac Noir

Auteur-e-s :	Brügger Adrian / Riedo Bruno / Schneuwly Achim / Bürdel Daniel / Baschung Carole / Morel Bertrand / Bürgisser Nicolas / Repond Brice / Schwander Susanne / Lauber Pascal
Nombre de cosignataires :	30
Dépôt :	11.10.2023
Développement :	11.10.2023
Transmission au Conseil d'Etat :	12.10.2023
Réponse du Conseil d'Etat :	26.03.2024

I. Résumé du mandat

La fête de lutte et des jeux alpestres au Lac Noir existe depuis 1937 et a pris de plus en plus d'importance au fil des années du point de vue de la perception publique et du tourisme. Elle doit être conservée sur le site directement au bord du lac près du Campus pour accueillir les 4000 visiteurs de toute la Suisse, qui découvrent, avec le lac et les montagnes, un événement sportif d'importance nationale dans un cadre tout à fait convivial.

Les auteurs et cosignataires du mandat demandent au Conseil d'Etat d'assurer une solution pour qu'à l'avenir, (période suivant la construction de la nouvelle salle de sport triple), la fête de lutte et des jeux alpestres du Lac Noir puisse avoir lieu chaque année sur la pelouse située entre le lac et la nouvelle salle de sport triple. L'Etat de Fribourg est donc chargé de conclure une convention avec l'association responsable de la fête de lutte et des jeux alpestres du Lac Noir. Cette convention doit porter sur l'utilisation du site du Campus à Schwarzsee, y compris la pelouse située entre le lac et la nouvelle salle de gymnastique triple, pour l'organisation de la fête de lutte et des jeux alpestres au Lac Noir.

Dans leur demande, ils précisent qu'une solution alternative pendant la durée des travaux de deux ans a été trouvée sur un site provisoire situé à l'est du Campus du Lac Noir. Ce terrain n'est pas aussi bien adapté que le terrain en gazon mieux situé entre les bâtiments du Campus et le lac. Indépendamment de la qualité de celui-ci, il ne pourrait plus être utilisé à l'avenir pour la fête de lutte et des jeux alpestres au Lac Noir, car ce terrain fait partie d'une autre planification. Ils précisent aussi que le fait d'utiliser les bâtiments et les places existants au Campus paraît plus respectueux de l'environnement, d'autant plus qu'il y a beaucoup moins de besoins de constructions provisoires comme des tentes, cuisines, etc.

II. Réponse du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat est pleinement conscient des inquiétudes qui gravitent autour de la fête de lutte et des jeux alpestres au Lac Noir. Au cours des derniers mois, il a régulièrement fait part de ses observations à ce sujet, exprimant de manière constante son soutien en faveur du maintien de cet événement emblématique.

1. Contexte

La problématique soulevée réside dans l'emplacement de la fête, qui se déroule sur le terrain du site du Campus. Ce terrain, qui a été revalorisé pour plus de 450 000 francs, nécessite un entretien fréquent pour rester accessible aux utilisateurs sportifs du Campus. D'une part, la tenue de la fête entraîne une augmentation significative des coûts d'entretien. D'autre part, son occupation avant, pendant et après l'événement empêche les organisateurs de camps et de formations sportives d'utiliser cet espace pendant la période estivale, qui constitue la saison haute pour le Campus. Il convient également de prendre en compte l'augmentation progressive du nombre de réservations au Campus, soulignant ainsi l'importance de rendre le site entièrement disponible pour ses visiteurs. A cette problématique s'ajoute la construction de la halle triple qui limite l'espace disponible pour la manifestation engendrant une utilisation accrue des espaces restants. Toutes ces explications ont par ailleurs déjà été fournies lors de précédentes questions parlementaires.

La solution validée par le Grand Conseil en novembre dernier, dans le cadre de l'octroi d'un crédit d'engagement complémentaire en vue de la construction de la halle triple et de la rénovation des bâtiments, vise à assurer la coexistence harmonieuse entre la fête de lutte et les activités sportives du Campus. Cette solution repose sur la construction d'un terrain de sport extérieur supplémentaire pour le Campus, permettant ainsi une meilleure conciliation entre les différents usages de ce site.

2. Points mentionnés dans la convention

L'établissement d'une convention entre l'Etat de Fribourg et l'association de soutien de la fête de lutte et des jeux alpestres représente la suite logique des échanges entre les différentes parties. Le Conseil d'Etat a attentivement examiné les éléments présentés dans le cadre de la rédaction de cette convention et prendra en compte les éléments précisés par les mandants, à savoir notamment :

- > Le terrain en gazon ainsi que les bâtiments et infrastructures sont loués par l'Etat de Fribourg à l'association responsable de manière à couvrir les frais ;
- > L'association responsable communique à l'Etat de Fribourg, au plus tard deux ans à l'avance, les dates exactes d'utilisation du site des futures fêtes de lutte et des jeux alpestres au Lac Noir, afin que les deux parties puissent commencer leur planification ;
- > La durée de location pour le montage, le déroulement de la fête de lutte et des jeux alpestres et le démontage des infrastructures doit être limitée au plus strict nécessaire ;
- > La prise en charge des coûts par l'association de soutien de la fête de lutte et des jeux alpestres du Lac Noir comprend, outre la location convenue, le travail et les frais de remise en état rapide du terrain en herbe après l'organisation de la manifestation sportive ;
- > La convention entre l'Etat de Fribourg et l'association de soutien de la fête de lutte et des jeux alpestres du Lac Noir pourra être finalisée dès que l'emplacement du futur terrain supplémentaire aura été défini et validé par les parties prenantes et que sa construction sera au bénéfice des autorisations nécessaires. Elle sera conclue pour une durée indéterminée et sera valable tant que la fête de lutte et des jeux alpestres du Lac Noir sera organisée par l'association de soutien de la

fête de lutte et des jeux alpestres du Lac Noir sur ce site traditionnel situé directement au bord du lac sur le campus du Lac Noir.

3. Conclusion

Le Conseil d'Etat est d'avis que les points mentionnés ci-dessus devraient contribuer à établir un environnement équilibré pour l'exploitation du site et à favoriser une collaboration saine entre les deux parties. Cette convention est toutefois soumise aux délais de construction de la salle triple et du terrain de sport extérieur supplémentaire. Il accepte donc ce mandat et une convention sera signée dans un délai d'environ 2 ans, pour autant que les conditions évoquées ci-dessus soient remplies.



Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Auftrag 2023-GC-236

Vereinbarung mit dem Trägerverein Schwing- und Älplerfest Schwarzsee abschliessen

Urheber/innen:	Brügger Adrian / Riedo Bruno / Schneuwly Achim / Bürdel Daniel / Baschung Carole / Morel Bertrand / Bürgisser Nicolas / Repond Brice / Schwander Susanne / Lauber Pascal
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	30
Einreichung:	11.10.2023
Begründung:	11.10.2023
Überweisung an den Staatsrat:	12.10.2023
Antwort des Staatsrats:	26.03.2024

I. Zusammenfassung des Auftrags

Das Schwing- und Älplerfest Schwarzsee existiert seit 1937 und hat im Laufe der Jahre in der öffentlichen Wahrnehmung und für den Tourismus zunehmend an Bedeutung gewonnen. Sein Standort direkt am See neben dem Campus muss erhalten bleiben, damit die 4000 Besucherinnen und Besucher aus der ganzen Schweiz im Schwarzsee empfangen werden und mit dem See und den Bergen einen ein Sportereignis von nationaler Bedeutung mit rundum einladender Kulisse erleben können.

Die Verfasser und Mitunterzeichnenden des Auftrags fordern den Staatsrat auf, zu gewährleisten, dass das Schwing- und Älplerfest Schwarzsee in Zukunft (Zeitraum nach dem Bau der neuen Dreifachturnhalle) jedes Jahr auf der Wiese zwischen dem See und der neuen Dreifachturnhalle stattfinden kann. Der Staat Freiburg wird somit beauftragt, mit dem Trägerverein des Schwing- und Älplerfests Schwarzsee eine Vereinbarung abzuschliessen. Diese Vereinbarung soll die Nutzung des Campusgeländes in Schwarzsee – einschliesslich der Wiese zwischen dem See und der neuen Dreifachturnhalle – für die Durchführung des Schwing- und Älplerfests Schwarzsee zum Gegenstand haben.

Die Verfasser und Mitunterzeichnenden des Auftrags führen aus, dass eine alternative Lösung für die zweijährige Bauzeit an einem provisorischen Standort östlich des Campus Schwarzsee gefunden wurde. Dieses Gelände sei jedoch nicht so gut geeignet wie der besser gelegene Rasenplatz zwischen Campus und See und könne unabhängig davon künftig nicht für das Schwing- und Älplerfest Schwarzsee genutzt werden, da das Areal anderweitig beplant werde. Sie weisen zudem darauf hin, dass die Nutzung der bestehenden Gebäude und Plätze auf dem Campus umweltschonender sei, zumal es viel weniger provisorische Bauten wie Zelte, keine Küche usw. installiert werden müssten.

II. Antwort des Staatsrats

Der Staatsrat ist sich der Unsicherheiten in Bezug auf das Schwing- und Älplerfest Schwarzsee voll bewusst. In den letzten Monaten hat er sich regelmässig zu diesem Thema geäussert und dabei immer wieder seine Unterstützung für den Erhalt dieser symbolträchtigen Veranstaltung zum Ausdruck gebracht.

1. Ausgangslage

Die angesprochene Problematik besteht darin, dass das Fest auf dem Campusgelände selbst stattfindet. Dieses Gelände, das für über 450'000 Franken aufgewertet wurde, muss häufig gepflegt werden, damit es für die Nutzerinnen und Nutzer des Campus zugänglich bleibt. Die Durchführung des Festes führt einerseits zu einem erheblichen Anstieg der Instandhaltungskosten. Andererseits bewirkt die Belegung des Geländes vor, während und nach dem Schwing- und Älplerfest, dass die Organisatoren von Sportlagern und -kursen diesen Raum während der Sommermonate – also in der Hauptsaison des Campus – nicht nutzen können. Zu berücksichtigen ist ausserdem, dass die Buchungen des Campus allmählich zunehmen. Die vollständige Verfügbarkeit des Standorts für seine Nutzerinnen und Nutzer gewinnt demnach an Bedeutung. Zusätzlich erschwert wird die Lage durch den Bau der Dreifachturnhalle, der den für das Schwing- und Älplerfest verfügbaren Raum verkleinert, was zu einer erhöhten Nutzung der verbleibenden Flächen führt. All diese Erklärungen wurden im Übrigen bereits als Antwort auf frühere parlamentarische Anfragen gegeben.

Die Lösung, die der Grosse Rat im November letzten Jahres im Rahmen der Bewilligung eines zusätzlichen Verpflichtungskredits für den Bau der Dreifachturnhalle und die Renovierung der Gebäude genehmigt hat, soll das harmonische Nebeneinander von Schwingfest und Sportaktivitäten auf dem Campus gewährleisten. Die Lösung besteht im Bau eines zusätzlichen Aussensportplatzes für den Campus, der eine bessere Vereinbarkeit der verschiedenen Nutzungsarten ermöglicht.

2. Inhalt der Vereinbarung

Der Abschluss einer Vereinbarung zwischen dem Staat Freiburg und dem Trägerverein des Schwing- und Älplerfests ist die logische Folge des Austauschs zwischen den verschiedenen Parteien. Der Staatsrat hat die bei der Ausarbeitung der Vereinbarung vorgelegten Punkte sorgfältig geprüft und wird die im Auftrag präzisierten Elemente einbeziehen, das heisst insbesondere:

- > Der Rasenplatz sowie die Gebäude und Einrichtungen werden vom Staat Freiburg kostendeckend an den Trägerverein vermietet.
- > Der Trägerverein teilt dem Staat Freiburg spätestens zwei Jahre im Voraus die genauen Daten, an denen er das Gelände für die künftigen Schwing- und Älplerfeste Schwarzsee nutzen will, mit, damit beide Parteien mit der Planung beginnen können.
- > Die Mietdauer für den Aufbau, die Durchführung des Festes und den Abbau der Infrastruktur ist auf das Notwendigste zu beschränken.
- > Die Kostenübernahme durch den Trägerverein des Schwing- und Älplerfests Schwarzsee umfasst neben der vereinbarten Miete auch die Arbeit und die Kosten für die rasche Instandsetzung des Rasenplatzes nach der Durchführung der Veranstaltung.
- > Die Vereinbarung zwischen dem Staat Freiburg und dem Trägerverein des Schwing- und Älplerfests Schwarzsee kann abgeschlossen werden, sobald der Standort des künftigen Aussensportplatzes festgelegt und von den beteiligten Parteien genehmigt wurde und die nötigen Bewilligungen für seinen Bau vorliegen. Sie wird auf unbestimmte Zeit abgeschlossen und gilt, solange das Schwing- und Älplerfest Schwarzsee vom Trägerverein Schwing- und Älplerfest

Schwarzsee an diesem traditionellen Ort direkt am See auf dem Campus Schwarzsee organisiert wird.

3. Fazit

Der Staatsrat ist der Ansicht, dass die oben aufgeführten Punkte dazu beitragen sollten, ausgewogene Bedingungen für den Betrieb des Campus zu schaffen und eine konstruktive Zusammenarbeit zwischen den beiden Parteien zu fördern. Die Vereinbarung ist jedoch an die Fristen für den Bau der Dreifachturnhalle und des zusätzlichen Aussensportplatzes gebunden. Der Staatsrat nimmt den Auftrag somit an und wird innerhalb von etwa zwei Jahren eine Vereinbarung unterzeichnen, sofern die obgenannten Bedingungen erfüllt sind.

RAPPORT

de la Commission interparlementaire ‘détention pénale’ aux parlements des cantons de Fribourg, de Vaud, du Valais, de Neuchâtel, de Genève, du Jura et du Tessin du 6 mai 2024

La Commission interparlementaire (CIP) chargée du contrôle de l'exécution des concordats latins sur la détention pénale¹, composée des délégations des cantons de Fribourg, Vaud, Valais, Neuchâtel, Genève et Jura, vous transmet son rapport².

Mission et mode de travail de la Commission interparlementaire

La Commission est chargée d'exercer la haute surveillance sur les autorités chargées de l'exécution des deux concordats. Pour accomplir ses tâches, la Commission se fonde sur un rapport qui lui est soumis par la Conférence latine des chefs des départements de justice et police (CLDJP). Cette information est complétée par des questions orales adressées en cours de séance au représentant de la Conférence.

Rapport de la CLDJP du 10 avril 2024 / observations de la CIP

La Commission remercie la Conférence pour son rapport, qu'elle accueille favorablement et avec intérêt. Les points suivants ont spécialement retenu son attention :

1. Niveau intercantonal

A) Commission pour l'exécution des sanctions pénales (CoESP)

> La CIP salue l'institution, au 1^{er} janvier 2024, d'une Commission permanente pour l'exécution des sanctions pénales (CoESP). Cet organe de la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police (CCDJP) doit permettre d'améliorer et de renforcer le pilotage politique de l'exécution des peines et des mesures au niveau national. La CoESP est ainsi chargée de veiller à l'échange, la coordination et l'harmonisation entre les concordats. Elle est appelée à fournir à la CCDJP les éléments lui permettant d'émettre des recommandations à l'intention des cantons et prendre position sur des thèmes importants concernant l'exécution des sanctions pénales. Ses tâches principales sont les suivantes :

- identifier et analyser les développements actuels déterminants au niveau suisse en matière d'exécution des sanctions pénales ;
- évaluer si des affaires relatives à l'exécution des sanctions pénales sont d'importance nationale et doivent être traitées de manière uniforme au niveau suisse ;

¹ Concordat du 10 avril 2006 sur l'exécution des peines et mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons romands et du Tessin ; concordat du 24 mars 2005 sur l'exécution de la détention pénale des personnes mineures des cantons romands (et partiellement du Tessin).

² Dans le but de limiter le décalage entre les faits évoqués dans son rapport et la transmission de celui-ci aux parlements, la CIP a choisi de ne plus le structurer par année civile. Le présent rapport porte ainsi sur les faits survenus ou constatés dans une période comprise entre le 1^{er} janvier 2023 et le 6 mai 2024.

- définir et piloter le processus de traitement des thèmes politiques et techniques d'importance nationale ou attribuer et transmettre l'affaire à l'organe compétent (concordats, cantons, tiers externes) ;
- valider les résultats des travaux pour les thèmes traités à l'échelle nationale ;
- préparer les décisions de l'assemblée plénière ;
- surveiller la mise en œuvre des décisions.

La CoESP est présidée en 2024 par M^{me} la Conseillère d'Etat Karin Kayser Frutschi (NW). Elle le sera en 2025 par M. le Conseiller d'Etat Romain Collaud (FR), puis en 2026 par M^{me} la Conseillère d'Etat Jacqueline Fehr (ZH).

- > La CIP note que l'institution de la CoESP équivaut à un retour à la situation qui prévalait avant que ne soit confiée au Centre suisse de compétences en matière d'exécution des sanctions pénales (CSCSP) la mission d'harmonisation des pratiques dans le domaine de l'exécution des sanctions pénales. Ce mandat politique était auparavant rempli par le Comité des Neuf (Neunerausschuss), aujourd'hui dissout. La pratique a cependant montré qu'il n'était pas judicieux que le CSCSP mène ce pilotage politique. Ainsi, la CoESP en sera désormais chargée, tandis que le CSCSP se concentrera sur ses tâches techniques (*voir ci-après*).

B) Centre suisse de compétences en matière d'exécution des sanctions pénales (CSCSP)

- > La CIP prend acte du fait que le Centre suisse de compétences en matière d'exécution des sanctions pénales (CSCSP) a été libéré, au 1^{er} janvier 2024, de ses tâches de pilotage politique et qu'il est désormais clairement positionné comme une organisation professionnelle, dont les tâches principales sont les suivantes :
 - mener la formation de base, continue et supérieure – théorique et pratique – des professionnels actifs dans le domaine pénitentiaire ;
 - conduire la formation des personnes détenues dans les établissements d'exécution des sanctions pénales ;
 - élaborer des bases, promouvoir les échanges interdisciplinaires et assurer la gestion des informations dans le domaine spécialisé de l'exécution des sanctions pénales.
- > La CIP accueille avec satisfaction ce recentrage du CSCSP sur ses missions de formation, de partage d'informations et d'échanges entre spécialistes.

C) Système d'information dans l'exécution des peines (SI-EP) et projet de concordat sur l'échange intercantonal de données électroniques

- > La CIP prend connaissance de la mise en place du service [SI-EP](#) (Système d'information dans l'exécution des peines), qui doit permettre d'optimiser et d'automatiser la collecte et la mise à disposition d'informations statistiques dans le secteur pénitentiaire suisse. « Les processus de livraison des données seront ainsi simplifiés et la qualité des données augmentée », expose la CLDJP. Qui précise encore que les informations sur les personnes incarcérées et sur les places disponibles dans les établissements d'exécution seront consultables par les autorités habilitées grâce à des fonctions de recherche. Cette base de

données centralisée simplifiera et accélérera le travail des services pénitentiaires. Cela permettra par ailleurs de savoir rapidement si une personne est incarcérée dans un établissement suisse ; ce n'est actuellement pas le cas, ce qui vaut à la Suisse des critiques dans le cadre de l'application de la [Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées](#).

- > La CIP retient que la mise en œuvre du service SI-EP nécessite une base légale. Aussi la CCDJP propose-t-elle la ratification par les cantons d'un concordat sur l'échange intercantonal de données électroniques dans le domaine de l'exécution des sanctions pénales, de la détention avant jugement et de la détention administrative. « A titre d'organisme responsable du système d'information électronique et du système d'échange électronique de dossiers, elle [la CCDJP] en assurerait l'exploitation », indique le rapport de la CLDJP.

Les cantons, pour leur part, seraient tenus de transmettre les données désignées par le concordat. La possibilité de consulter la base de données serait quant à elle donnée aux autorités d'exécution des sanctions pénales et, dans la mesure où cela s'avère nécessaire à l'accomplissement de leurs tâches, aux autorités policières cantonales et fédérales.

Enfin, les données stockées sur SI-EP seront mises à jour en permanence, puis détruites ou anonymisées dès lors qu'elles ne sont plus nécessaires.

- > La CIP accueille favorablement la numérisation du domaine pénitentiaire proposée par le service SI-EP, qui devrait se traduire par un gain de temps et d'efficacité pour les autorités, ainsi que par une harmonisation des systèmes et des données – la qualité de ces dernières s'en trouvant améliorée. Cela dit, la Commission insiste particulièrement sur la sécurité de ces données très sensibles et attend que dite sécurité soit assurée selon les exigences maximales en la matière.
- > La CIP aurait jugé utile qu'une commission interparlementaire soit constituée en vue d'examiner le projet de concordat élaboré par la CCDJP. Elle prend cependant acte du fait que cela n'est guère envisageable, faute de temps : en effet le concordat devrait être adopté par la CCDJP en novembre 2024 avant d'être soumis à ratification par les cantons. La CIP estime cependant que ce projet de concordat devrait, à tout le moins, être soumis au Bureau interparlementaire de coordination (BIC).

2. Concordat latin sur la détention pénale des adultes et des jeunes adultes

A) Prix de pension

- > La CIP accueillait avec satisfaction, l'an dernier, la volonté de facturer séparément les prestations « sécuritaire » et « thérapeutique » fournies par Curabilis³. Les pathologies psychiques étant des maladies au sens de la loi fédérale sur la partie générale du droit des assurances sociales (LPGA), il se justifie en effet de grever les assureurs LAMal du coût des traitements thérapeutiques exécutés dans le cadre d'une mesure institutionnelle. Cela permettra d'alléger la charge des cantons.

³ Le prix de pension journalier à Curabilis se monte à 1286 francs ; ce prix se décompose en un montant de 670 francs pour la prestation « sécuritaire » et en un montant de 616 francs pour la prestation « thérapeutique ».

Annoncée pour le 1^{er} janvier 2024, cette facturation séparée a cependant été reportée, car « pas aussi simple qu'il y semblait de prime abord » à mettre en œuvre, relève la CLDJP : « Outre certaines modalités pratiques impactant les cantons placeurs devant encore être éclaircies, une discussion concertée avec les assurances s'est révélée nécessaire, notamment pour prévenir tout litige potentiel avec celles-ci, voire obtenir un tarif négocié. » Cette discussion doit intervenir dans le courant de l'été.

La CIP profite ici de témoigner son soutien au projet de modification de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal)⁴, qui vise à introduire l'obligation de s'assurer pour les personnes détenues qui ne sont pas domiciliées en Suisse. Cette modification – nécessaire dans le but de garantir une égalité de traitement médical dans le cadre de la privation de liberté – doit aboutir le plus rapidement possible.

- > Si la Commission comprend que certains obstacles doivent encore être levés, elle n'en regrette pas moins le ralentissement du processus devant conduire à la conclusion d'un accord sur la facturation des prestations « sécuritaire » et « thérapeutique » fournies par Curabilis. Elle appelle la CLDJP à s'appliquer à une mise en œuvre dans les meilleurs délais.

B) Planification concordataire

- > La CIP salue la volonté d'élaboration d'une base de planification commune à l'échelle nationale, admise par les Conférences des trois concordats. A l'heure où les établissements pénitentiaires suisses affichent un taux d'occupation global supérieur à 90% (plus de 100% pour le Concordat latin)⁵ et où chaque canton se demande où ses condamnés pourront aller purger leur peine, il semble judicieux de réfléchir ensemble aux besoins et aux moyens d'y répondre. D'autant plus urgemment que le problème de surpopulation carcérale commence à toucher également les deux concordats alémaniques, relève le rapport de la CLDJP.

C) Processus latin d'exécution des sanctions orientée vers le risque et les ressources (PLESORR)

- > La CIP prend acte de l'adoption par la CLDJP, le 2 novembre 2023, du règlement concordataire sur le Processus latin d'exécution des sanctions orientées vers le risque et les ressources (PLESORR), qui marque l'aboutissement de ce projet initié en 2017. Ce règlement entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2025 et s'imposera à tous les cantons latins. Différents modules de formation à PLESORR seront proposés aux collaborateurs des entités cantonales durant cette année 2024.

Pour mémoire, le processus PLESORR vise à harmoniser les principes et la mise en pratique de la gestion des risques dans le cadre de l'exécution des sanctions pénales. La standardisation des procédures doit permettre une collaboration plus efficace entre les acteurs concernés (autorités d'exécution, de probation et établissements pénitentiaires) et une meilleure prise en charge des cas sensibles avec, à la clé, une diminution de la récidive.

⁴ [Modification de la LAMal: assurance des personnes détenues](#), Office fédéral de la santé publique

⁵ [Monitoring de la privation de liberté](#), Centre suisse de compétences en matière d'exécution des sanctions pénales

Il convient de rappeler que le processus débute par un tri initial qui permet de classer uniformément tout nouveau cas en fonction de la nature du délit (indicateurs de gravité) et de la catégorie de risque de récidive que présente la personne en exécution de sanction (indicateurs de récidive).

Indicateurs de gravité	Indicateurs de récidive
<p><i>Nature des délits :</i></p> <p>A. infractions non violentes</p> <p>B. infractions violentes mais non listées à l'art. 64 al. 1 CP</p> <p>C. infractions listées à l'art. 64 al. 1</p> <p>D. infractions graves listées à l'art. 64 al. 1 CP (peine minimale de 1 an ou infractions au sens de l'art. 64 al. 1bis CP)</p> <p><i>Durée de la sanction (peine brute) :</i></p> <p>1 an ; 3 ans ; 5 ans.</p>	<p>Nombre d'inscriptions au casier judiciaire suisse (3 dernières années)</p> <p>Troubles psychiques en lien avec le délit (mesure thérapeutique)</p> <p>Echec antérieur du délai d'épreuve</p> <p>Sursis</p> <p>Diversité des délits</p> <p>Age</p>

Ce tri initial débouche sur une classification différenciée des cas (rouge, orange ou vert), qui détermine les ressources évaluatives à mettre en œuvre – notamment la nécessité d'une évaluation criminologique – et les dispositions appropriées pour la prise en charge du cas. Une évaluation criminologique est systématiquement faite pour les cas rouges, peut l'être pour les cas orange et ne l'est pas pour les cas verts.

Il sied de relever que 15 à 20% de l'ensemble des condamnations prononcées sont concernées par le processus PLESORR et que seuls 20% de ces condamnations impliquent une évaluation criminologique.

3. Concordat latin sur l'exécution de la détention pénale des personnes mineures

A) Pramont

- > La CIP constate que le Centre éducatif de Pramont (VS), destiné à l'exécution de mesures en milieu fermé prononcées à l'encontre de garçons mineurs et de jeunes adultes, reste surchargé⁶. Pour mémoire, Pramont – seule structure de ce type en Suisse romande – offre 24 places, ce qui est largement insuffisant.

La Commission n'a de cesse, depuis de nombreuses années maintenant, d'exhorter les cantons concordataires à corriger cette situation dommageable tant pour la société que pour les jeunes concernés. Après l'abandon, fin 2022, du projet de réhabilitation du foyer de Prêles, elle attend désormais l'extension du Centre éducatif de Pramont (18 places supplémentaires). Un postulat demandant la réalisation de ce projet dans les meilleurs délais a été accepté par le Grand Conseil valaisan et transmis au Conseil d'Etat.

- > La CIP espère une construction rapide par le canton du Valais des nouvelles infrastructures de Pramont, mais retient cependant que celle-ci dépendra de l'argent à disposition dans le Fonds de financement de l'investissement et de la gestion des immeubles de l'Etat (Fonds FIGI), aujourd'hui épuisé. La commission

⁶ Le rapport de la CLDJP indique, pour 2023, un taux d'occupation annuel de 96,61 % et, au 8 mars 2024, une liste d'attente comprenant 18 mineurs.

se réjouit d'apprendre qu'un relèvement du plafond de ce fonds sera prochainement soumis au Grand Conseil valaisan, comme elle se réjouit d'apprendre que le projet d'extension du Centre éducatif de Pramont devrait figurer au nombre des priorités du canton du Valais.

B) EDM Aux Léchaïres

- > La Commission relève que le taux d'occupation des 18 places affectées aux mineurs de l'établissement mixte de détention pour mineurs et jeunes adultes (EDM) *Aux Léchaïres*, à Palézieux, destiné à la détention avant jugement et à l'exécution de peines privatives de liberté en milieu fermé, se maintient, à 84,7% (85,7% en 2022). Pour mémoire, le prix de pension ordinaire est calculé sur un taux d'occupation de 90%. Si ce taux n'est pas atteint, une « treizième facture » est adressées aux cantons afin de combler le déficit.
- > La CIP retient que, pour la deuxième année consécutive depuis l'intégration des jeunes adultes (18 à 22 ans) dans l'effectif, les jours de détention des mineurs (5572) ont été supérieurs à ceux des majeurs (4587). Le canton de Vaud a dès lors proposé de passer de 18 à 24 places pour les mineurs. A terme, une affectation des 36 places de l'EDM à des pensionnaires mineurs n'est pas exclue. La CIP estime qu'augmenter le nombre de places de détention pour les mineurs aux Léchaïres ne suffit pas. Il convient également de rechercher des places supplémentaires en institution pour l'exécution des mesures afin d'éviter que des mineurs, faute d'alternative adéquate, doivent prolonger leur séjour à l'EDM (détention avant jugement et exécution anticipée de peine). La CIP note encore que l'augmentation du nombre de places pour mineurs se fait au détriment des jeunes adultes, qui se retrouveront dans des établissements moins adaptés à leur situation.
- > La Commission relève encore l'évolution notoire du placement de jeunes filles : 25 en 2023 contre 9 en 2022.

C) Etablissement fermé pour jeunes filles

- > La CIP apprend avec satisfaction l'ouverture, en juillet 2024 à Fribourg, de l'unité d'accueil Time Up, qui proposera quatre places destinées à l'exécution de mesures pénales en milieu fermé prononcées à l'encontre de jeunes filles. Une telle structure, inexistante jusqu'ici, comblera enfin un manque au sein du concordat latin. La CIP tempère cependant son enthousiasme, estimant que ces quatre places ne suffiront certainement pas à répondre aux besoins, dont elle ne manquera pas de suivre l'évolution.

4. Divers

- > La CIP demande à la CLDJP de lui fournir une statistique des mandats d'arrêt émis par les cantons concordataires qui ne sont pas exécutés faute de places à disposition dans les établissements pénitentiaires. La Commission considère qu'un tel panorama permettra, dans le cadre de la planification pénitentiaire, de nourrir les réflexions sur le nombre de places nécessaires.
- > La CIP demande par ailleurs à la CLDJP de lui fournir une statistique des causes de décès en prison (suicide, mort naturelle, accident, etc.).

Au nom de la Commission interparlementaire 'détenion pénale'

(Sig.) Stéphane Ganzer (VS)

Président

(Sig.) Patrick Pugin

Secrétaire

Fribourg, le 6 mai 2024

BERICHT

der interparlamentarischen Kommission «strafrechtlicher Freiheitsentzug» an die Parlamente der Kantone Freiburg, Waadt, Wallis, Neuenburg, Genf, Jura und Tessin vom 6. Mai 2024

Die interparlamentarische Kommission (IPK), die mit der Kontrolle des Vollzugs der lateinischen Konkordate über den strafrechtlichen Freiheitsentzug¹ beauftragt ist und sich aus Delegationen aus den Kantonen Freiburg, Waadt, Wallis, Neuenburg, Genf und Jura zusammensetzt, stellt Ihnen ihren Bericht zu.²

Aufgabe und Arbeitsweise der interparlamentarischen Kommission

Die IPK hat die Aufgabe, die Oberaufsicht über die Behörden, die mit dem Vollzug der beiden Konkordate beauftragt sind, auszuüben. Damit die Kommission ihre Aufgaben erfüllen kann, stützt sie sich auf einen Bericht, der ihr von der Westschweizer Justiz- und Polizeidirektorenkonferenz (LKJPD) unterbreitet wird. Diese Informationen werden durch Antworten auf mündliche Fragen, die während der Sitzung an die Vertreterin oder den Vertreter der Konferenz gerichtet wurden, ergänzt.

Bericht der LKJPD vom 10. April 2024 / Beobachtungen der IPK

Die Kommission bedankt sich bei der Konferenz für deren Bericht, den sie mit Interesse und zustimmend zur Kenntnis nimmt. Folgende Punkte haben ihre Aufmerksamkeit besonders geweckt:

1. Auf interkantonomer Ebene:

A) Kommission für den Justizvollzug (JVK)

- > Die IPK begrüsst die Schaffung einer ständigen Kommission für den Justizvollzug (JVK) auf den 1. Januar 2024. Dieses Organ der Konferenz der kantonalen Justiz- und Polizeidirektorinnen und -direktoren (KKJPD) soll die politische Steuerung des Straf- und Massnahmenvollzugs auf nationaler Ebene verbessern und verstärken. Die JVK hat also den Auftrag, für den Austausch, die Koordination und die Harmonisierung zwischen den Konkordaten zu sorgen. Sie soll der KKJPD die Grundlagen liefern, damit diese Empfehlungen an die Kantone abgeben und zu wichtigen Themen im Justizvollzug Stellung nehmen kann. Sie hat folgende Hauptaufgaben:
 - die entscheidenden aktuellen Entwicklungen im Justizvollzug in der Schweiz zu identifizieren und zu analysieren;

¹ Konkordat vom 10. April 2006 über den Vollzug der Freiheitsstrafen und Massnahmen an Erwachsenen und jugendlichen Erwachsenen in den Kantonen der lateinischen Schweiz; Konkordat vom 24. März 2005 über den Vollzug der strafrechtlichen Einschliessung Jugendlicher aus den Westschweizer Kantonen (und teilweise aus dem Kanton Tessin).

² Die IPK hat sich dafür entschieden, ihren Bericht nicht mehr nach Kalenderjahr zu gliedern; auf diese Weise liegen die beschriebenen Ereignisse bei der Zustellung des Berichts an die Parlamente zeitlich weniger weit zurück. Dieser Bericht konzentriert sich somit auf Tatsachen, die in der Zeitspanne zwischen dem 1. Januar 2023 und dem 6. Mai 2024 eingetreten sind oder festgestellt wurden.

- zu beurteilen, ob Angelegenheiten im Zusammenhang mit dem Justizvollzug von nationaler Bedeutung sind und schweizweit einheitlich behandelt werden sollten;
- den Prozess der Behandlung politischer und technischer Fragen von nationaler Bedeutung festzulegen und zu steuern oder die Angelegenheit der zuständigen Stelle (Konkordate, Kantone, externe Dritte) zuzuweisen und an diese weiterzuleiten;
- die Ergebnisse der Arbeiten für die behandelten Fragen auf nationaler Ebene zu bestätigen;
- die Entscheide der Plenarversammlung vorzubereiten;
- die Umsetzung der Entscheide zu überwachen.

Die JVK wird 2024 von Regierungsrätin Karin Kayser Frutschi (NW) präsiert. 2025 übernimmt Staatsrat Romain Collaud (FR) und 2026 Regierungsrätin Jacqueline Fehr (ZH) den Vorsitz.

- > Die IPK stellt fest, dass die Schaffung der JVK einer Rückkehr zur Situation gleichkommt, die herrschte, bevor dem Schweizerische Kompetenzzentrum für den Justizvollzug (SKJV) die Aufgabe übertragen wurde, die Praktiken im Justizvollzug zu harmonisieren. Dieser politische Auftrag wurde zuvor vom Neunerausschuss erfüllt, der inzwischen aufgelöst wurde. Die Praxis hat jedoch gezeigt, dass es nicht sinnvoll ist, dass das SKJV diese politische Steuerung übernimmt. Künftig ist die JVK dafür zuständig, während sich das SKJV auf seine technischen Aufgaben konzentriert (*siehe unten*).

B) Schweizerisches Kompetenzzentrum für den Justizvollzug (SKJV)

- > Die IPK nimmt zur Kenntnis, dass das Schweizerische Kompetenzzentrum für den Justizvollzug (SKJV) auf den 1. Januar 2024 von seinen politischen Steuerungsaufgaben befreit wurde und künftig klar als Fachorganisation positioniert ist; seine Hauptaufgaben sind:
 - die theoretische und praktische Grundausbildung, Weiterbildung und höhere Berufsbildung der im Strafvollzug tätigen Personen durchzuführen;
 - die Ausbildung der inhaftierten Personen in den Justizvollzugsanstalten zu leiten;
 - im Fachbereich Justizvollzug Grundlagen zu erarbeiten, den interdisziplinären Austausch zu fördern und das Informationsmanagement sicherzustellen.
- > Die IPK begrüsst diese Neuausrichtung des SKJV auf seine Aufgaben in der Ausbildung, im Informationsaustausch und im Austausch zwischen Fachleuten.

C) Informationssystem Justizvollzug (IS-JV) und Entwurf eines Konkordats über den Austausch elektronischer Daten zwischen den Kantonen

- > Die IPK nimmt Kenntnis von der Implementierung von [IS-JV](#) (Informationssystem Justizvollzug), mit dem das Sammeln und das Bereitstellen von statistischen Informationen im Schweizer Justizvollzug optimiert und automatisiert werden sollen. Die LKJPD erklärt, dass so die Qualität der Datenlieferung und die Datenqualität in den Prozessen erhöht werden können. Sie weist weiter darauf hin, dass die Informationen über die inhaftierten Personen und die verfügbaren

Plätze in den Vollzugsanstalten von den zuständigen Behörden mit Suchfunktionen abgerufen werden können. Diese zentrale Datenbank wird die Arbeit der Strafvollzugsbehörden vereinfachen und beschleunigen. Ausserdem wird es möglich sein, schnell zu erfahren, ob eine Person in einer Schweizer Anstalt inhaftiert ist; das ist derzeit nicht der Fall, was der Schweiz Kritik im Zusammenhang mit der Umsetzung des [Übereinkommens zum Schutz aller Personen vor dem Verschwindenlassen](#) einbringt.

- > Die IPK hält fest, dass es für die Einführung des Informationssystems IS-JV eine gesetzliche Grundlage braucht. Die KKJPD schlägt deshalb vor, dass die Kantone ein Konkordat über den Austausch elektronischer Daten im Bereich des Justizvollzugs, der Untersuchungshaft und der Administrativhaft zwischen den Kantonen ratifizieren. Im Bericht der LKJPD wird angegeben, dass sie *[die KKJPD]* als für das Informationssystem verantwortliches Organ den Betrieb sicherstellen würde.

Die Kantone ihrerseits wären verpflichtet, die im Konkordat bezeichneten Daten zu übermitteln. Die Möglichkeit, die Datenbank abzufragen, soll den Justizvollzugsbehörden und, soweit dies für die Erfüllung ihrer Aufgaben erforderlich ist, den kantonalen und eidgenössischen Polizeibehörden eingeräumt werden.

Schliesslich werden die im IS-JV gespeicherten Daten ständig aktualisiert und vernichtet oder anonymisiert, sobald sie nicht mehr benötigt werden.

- > Die IPK begrüsst die vom Informationssystem IS-JV angebotene Digitalisierung des Justizvollzugs, die zu einer Zeitersparnis und Effizienzsteigerung für die Behörden sowie zu einer Harmonisierung der Systeme und Daten und damit zu einer Verbesserung der Datenqualität führen dürfte. Die Kommission legt besonderen Wert auf die Sicherheit dieser äusserst schützenswerten Daten und erwartet, dass diese Sicherheit gemäss den höchsten Sicherheitsanforderungen gewährleistet wird.
- > Die IPK hätte es als sinnvoll erachtet, wenn eine interparlamentarische Kommission zur Prüfung des von der KKJPD erarbeiteten Konkordatsentwurfs gebildet worden wäre. Sie nimmt jedoch zur Kenntnis, dass dies aus Zeitmangel kaum möglich ist: Das Konkordat müsste im November 2024 von der KKJPD angenommen werden, bevor es den Kantonen zur Ratifizierung vorgelegt wird. Die IPK ist hingegen der Ansicht, dass dieser Konkordatsentwurf zumindest der Interparlamentarischen Koordinationsstelle (IKS) vorgelegt werden sollte.

2. Konkordat über den strafrechtlichen Freiheitsentzug an Erwachsenen und jungen Erwachsenen

A) Pensionspreis

- > Die IPK begrüsst im vergangenen Jahr die Absicht, die von Curabilis erbrachten «Sicherheits-» und «therapeutischen» Leistungen getrennt in Rechnung zu stellen³. Da psychische Erkrankungen Krankheiten im Sinne des Bundesgesetzes über den Allgemeinen Teil des Sozialversicherungsrechts (ATSG) sind, ist es gerechtfertigt, die KVG-Versicherer mit den Kosten für therapeutische

³ Der Pensionspreis pro Tag in Curabilis beläuft sich auf 1286 Franken; dieser Preis setzt sich zusammen aus einem Betrag von 670 Franken für die «Sicherheits»leistung und einem Betrag von 616 Franken für die «therapeutische» Leistung.

Behandlungen zu belasten, die im Rahmen einer institutionellen Massnahme durchgeführt werden. Dadurch werden die Kantone entlastet.

Die für den 1. Januar 2024 angekündigte getrennte Rechnungsstellung wurde jedoch verschoben, da es laut der LKJPD «nicht so einfach ist, wie es auf den ersten Blick schien», sie umzusetzen: Neben einigen praktischen Modalitäten, die sich auf die platzierenden Kantone auswirken und noch geklärt werden müssen, hat sich eine mit den Versicherungen abgesprochene Diskussion als notwendig erwiesen, insbesondere um potenziellen Streitigkeiten mit ihnen vorzubeugen oder einen ausgehandelten Tarif zu erhalten. Diese Diskussion soll im Laufe des Sommers 2024 stattfinden.

Die IPK nutzt hier die Gelegenheit, ihre Unterstützung für die geplante Änderung des Bundesgesetzes über die Krankenversicherung (KVG)⁴ zu bezeugen, mit der die Versicherungspflicht für inhaftierte Personen ohne Wohnsitz in der Schweiz eingeführt werden soll. Diese Änderung – die notwendig ist, damit eine medizinische Gleichbehandlung im Freiheitsentzug gewährleistet ist – muss so schnell wie möglich zustandekommen.

- > Die Kommission versteht zwar, dass noch einige Hindernisse aus dem Weg geräumt werden müssen, bedauert jedoch, dass sich das Verfahren, das zu einer Vereinbarung über die Rechnungsstellung für die von Curabilis erbrachten «Sicherheits-» und «therapeutischen» Leistungen führen soll, verlangsamt. Sie fordert die LKJPD auf, sich für eine schnellstmögliche Umsetzung einzusetzen.

B) Konkordatsplanung

- > Die IPK begrüsst die Absicht der Konferenzen der drei Konkordate, eine gemeinsame gesamtschweizerische Planungsgrundlage zu erarbeiten. Jetzt, wo die schweizerischen Strafvollzugsanstalten eine Gesamtauslastung von über 90 % (über 100 % für das lateinische Konkordat) aufweisen⁵ und sich jeder Kanton fragt, wohin die Verurteilten zur Verbüsung ihrer Strafe gehen können, scheint es sinnvoll, gemeinsam über die Bedürfnisse und die Mittel zu deren Erfüllung nachzudenken. Dies ist umso dringlicher, als das Problem der Überbelegung der Gefängnisse allmählich auch die beiden deutschsprachigen Konkordate betrifft, wie im Bericht der LKJPD festgestellt wird.

C) Risiko- und ressourcenorientierter Justizvollzugsprozess der lateinischen Schweiz (PLESORR)

- > Die IPK nimmt zur Kenntnis, dass die LKJPD am 2. November 2023 das Konkordatsreglement über den Risiko- und ressourcenorientierten Justizvollzugsprozess der lateinischen Schweiz (PLESORR) verabschiedet hat, womit das Projekt, das 2017 gestartet wurde, erfolgreich abgeschlossen wurde. Dieses Reglement tritt am 1. Januar 2025 in Kraft und ist für alle lateinischen Kantone verbindlich. Den Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern der kantonalen Einheiten werden im Laufe des Jahres 2024 verschiedene Schulungsmodulare zu PLESORR angeboten.

⁴ [Änderung des KVG: Versicherung von inhaftierten Personen](#), Bundesamt für Gesundheit.

⁵ [Monitoring Justizvollzug](#), Schweizerisches Kompetenzzentrum für den Justizvollzug.

Zur Erinnerung: Mit dem PLESORR-Prozess sollen die Grundsätze und die Umsetzung des Risikomanagements im Justizvollzug harmonisiert werden. Die Standardisierung der Verfahren soll zu einer effizienteren Zusammenarbeit zwischen den beteiligten Akteuren (Vollzugsbehörden, Bewährungshilfe und Haftanstalten) und zu einer besseren Behandlung heikler Fälle führen, was wiederum die Rückfallquote senken soll.

Es sei daran erinnert, dass der Prozess mit einer anfänglichen Triage beginnt, bei der jeder neue Fall einheitlich nach der Art des Delikts (Schweregradindikatoren) und der Kategorie des Rückfallrisikos, das die Person im Justizvollzug aufweist (Rückfallindikatoren), eingestuft wird.

Schweregradindikatoren	Rückfallindikatoren
<p><i>Art der Delikte:</i></p> <p>A. gewaltfreie Delikte</p> <p>B. Gewaltdelikte, die jedoch nicht in Art. 64 Abs. 1 StGB aufgezählt werden</p> <p>C. Delikte, die in Art. 64 Abs. 1 aufgezählt werden</p> <p>D. Schwere Delikte, die in Art. 64 Abs. 1 StGB aufgezählt werden (Mindeststrafe 1 Jahr oder Delikte im Sinne von Art. 64 Abs. 1bis StGB)</p> <p><i>Dauer der Strafe (Bruttostrafmass):</i></p> <p>1 Jahr; 3 Jahre; 5 Jahre.</p>	<p>Anzahl Einträge im Schweizer Strafregister (letzte 3 Jahre)</p> <p>Psychische Störungen im Zusammenhang mit dem Delikt (therapeutische Massnahme)</p> <p>Früheres Scheitern der Probezeit</p> <p>Bedingte Strafe</p> <p>Vielfältige Delikte</p> <p>Alter</p>

Diese anfängliche Triage führt zu einer differenzierten Einstufung der Fälle (rot, orange oder grün), aus der sich die einzusetzenden Ressourcen zur Beurteilung – insbesondere die Notwendigkeit einer kriminologischen Evaluation – und die geeigneten Vorkehrungen für die Betreuung des Falls ergeben. Eine kriminologische Evaluation wird systematisch bei roten Fällen vorgenommen, kann bei orangen Fällen vorgenommen werden und wird bei grünen Fällen nicht vorgenommen.

Es ist zu beachten, dass 15-20 % aller Verurteilungen vom PLESORR-Prozess betroffen sind und nur 20 % dieser Verurteilungen zu einer kriminologischen Evaluation führen.

3. Lateinisches Konkordat über den Vollzug der strafrechtlichen Einschliessung Jugendlicher

A) Pramont

- > Die IPK stellt fest, dass das Massnahmenzentrum Pramont (VS) – das für den geschlossenen Vollzug von Massnahmen, die gegen minderjährige Knaben und junge erwachsene Männer angeordnet werden, vorgesehen ist – weiterhin überbelegt ist⁶. Zur Erinnerung: Pramont – die einzige Einrichtung dieser Art in der Westschweiz – bietet 24 Plätze, was bei weitem nicht ausreicht.

⁶ Der Bericht der LKJPD nennt für 2023 einen jährlichen Belegungsgrad von 96,61 % und am 8. März 2024 eine Warteliste, die sich auf 18 Minderjährige beläuft.

Die Kommission hat die Konkordatskantone nun schon seit vielen Jahren immer wieder ermahnt, diese Situation, die sowohl für die Gesellschaft als auch für die betroffenen Jugendlichen schädlich ist, zu korrigieren. Nachdem das Projekt zur Sanierung des Heims Prêles Ende 2022 aufgegeben wurde, wartet sie nun auf die Erweiterung des Erziehungszentrums Pramont (18 zusätzliche Plätze). Ein Postulat, das forderte, dass dieses Projekt so bald wie möglich umgesetzt wird, wurde vom Grossen Rat des Kantons Wallis angenommen und an den Walliser Staatsrat weitergeleitet.

- > Die IPK hofft, dass der Kanton Wallis die neuen Infrastrukturen in Pramont bald erstellt, hält jedoch fest, dass das von den Geldern abhängt, die im Fonds zur Finanzierung der Investitionen und der Geschäftsführung von staatlichen Immobilien (Fonds FIGI) zur Verfügung stehen; er ist allerdings mittlerweile erschöpft. Die Kommission ist erfreut zu erfahren, dass dem Walliser Grossen Rat demnächst eine Erhöhung der Obergrenze dieses Fonds vorgelegt werden soll. Ebenso freut sie sich zu erfahren, dass das Projekt zur Erweiterung des Erziehungszentrums Pramont zu den Prioritäten des Kantons Wallis gehören soll.

B) EDM Aux Léchaies

- > Die Kommission stellt fest, dass die Auslastung der 18 Plätze für Minderjährige in der gemischten Anstalt für Minderjährige und junge Erwachsene (EDM) *Aux Léchaies* in Palézieux, die für die Untersuchungshaft und den geschlossenen Vollzug von Freiheitsstrafen bestimmt ist, mit 84,7 % (85,7 % im Jahr 2022) stabil bleibt. Zur Erinnerung: Der reguläre Pensionspreis wird auf einer Auslastung von 90 % berechnet. Wenn diese Quote nicht erreicht wird, wird den Kantonen eine «dreizehnte Rechnung» zugestellt, um das Defizit auszugleichen.
- > Die IPK hält fest, dass im zweiten Jahr in Folge seit der Aufnahme der jungen Erwachsenen (18 bis 22 Jahre) in den Bestand die Hafttage der Minderjährigen (5572) höher waren als die der Erwachsenen (4587). Der Kanton Waadt schlug daher vor, die Zahl der Plätze für Minderjährige von 18 auf 24 zu erhöhen. Langfristig ist eine Nutzung der 36 Plätze des EDM für minderjährige Bewohnerinnen und Bewohner nicht ausgeschlossen.
Die IPK ist der Ansicht, dass es nicht ausreicht, die Anzahl der Haftplätze für Minderjährige in Les Léchaies zu erhöhen. Es sollte auch nach zusätzlichen Plätzen in Einrichtungen für den Massnahmenvollzug gesucht werden, um zu verhindern, dass Minderjährige mangels geeigneter Alternativen länger im EDM (Untersuchungshaft und vorzeitiger Strafvollzug) bleiben müssen.
Die IPK stellt weiterhin fest, dass die Erhöhung der Anzahl der Plätze für Minderjährige auf Kosten der jungen Erwachsenen geht, die sich in Anstalten wiederfinden, die für ihre Situation weniger geeignet sind.
- > Die Kommission stellt weiterhin fest, dass die Platzierung von Mädchen deutlich zugenommen hat: von 9 im Jahr 2022 auf 25 im Jahr 2023.

C) Geschlossene Anstalt für Mädchen

- > Die Kommission nimmt befriedigt zur Kenntnis, dass im Juli 2024 die Aufnahmeeinheit Time Up in Freiburg eröffnet wird und vier Plätze für den Vollzug von Strafmassnahmen in geschlossenen Einrichtungen anbietet, die gegen Mädchen verhängt wurden. Eine solche Struktur, die es bislang nicht gab, wird endlich eine Lücke im lateinischen Konkordat schliessen.

Die IPK dämpft jedoch ihren Enthusiasmus, da sie der Ansicht ist, dass diese vier Plätze sicherlich nicht ausreichen werden, um den Bedarf zu decken, dessen Entwicklung sie bestimmt verfolgen wird.

4. Verschiedenes

- > Die IPK fordert die LKJPD auf, ihr eine Statistik über die von den Konkordatskantonen ausgestellten Haftbefehle vorzulegen, die nicht vollstreckt werden, weil nicht genügend Plätze in den Strafvollzugsanstalten zur Verfügung stehen. Die Kommission ist der Ansicht, dass ein solcher Überblick die Überlegungen über die Anzahl der nötigen Plätze bei der Gefängnisplanung unterstützen wird.
- > Die IPK fordert die LKJPD zudem auf, ihr eine Statistik über die Todesursachen in den Gefängnissen (Selbstmord, natürlicher Tod, Unfall usw.) zu liefern.

Im Namen der Interparlamentarischen Kommission «strafrechtlicher Freiheitsentzug»

(Sig.) Stéphane Ganzer (VS)

Präsident

(Sig.) Patrick Pugin

Sekretär

Freiburg, 6. Mai 2024



Le Secrétaire général

Fribourg, le 10 avril 2024

20^{ème} rapport de la CLDJP à la Commission interparlementaire de contrôle des concordats latins du 10 avril 2006 sur la détention pénale des adultes et du 24 mars 2005 sur la détention pénale des personnes mineures - séance du 6 mai 2024 à Fribourg

PLAN DU RAPPORT

1.	INTRODUCTION	2
2.	FONDEMENT DES CONCORDATS	2
3.	NIVEAU INTERCANTONAL	3
	A. <i>Commission pour l'exécution des sanctions pénales</i>	3
	B. <i>Centre suisse de compétence en matière d'exécution des sanctions pénales</i>	4
	C. <i>Système d'information dans l'exécution des peines (SI-EP)</i>	4
	D. <i>Projet de concordat sur l'échange intercantonal de données électroniques dans le domaine de l'exécution des sanctions pénales, de la détention avant jugement et de la détention administrative</i>	5
4.	CONCORDAT LATIN DU 10 AVRIL 2006 SUR LA DÉTENTION PÉNALE DES ADULTES ET DES JEUNES ADULTES	6
	A. <i>Prix de pension</i>	6
	B. <i>Modification de la réglementation concordataire</i>	6
	C. <i>Statistiques</i>	7
	D. <i>Planification concordataire</i>	7
	E. <i>Processus latin d'exécution des sanctions orientée vers le risque et les ressources (PLESORR)</i>	8
	F. <i>Surpopulation carcérale</i>	9
5.	CONCORDAT LATIN DU 24 MARS 2005 SUR L'EXÉCUTION DE LA DÉTENTION PÉNALE DES PERSONNES MINEURES	10
	A. Pramont	10
	a) <i>Taux d'occupation pour l'année 2023</i>	10
	b) <i>Liste d'attente au 8 mars 2024</i>	10
	c) <i>Répartition des mineurs et journées de placement par canton en 2023</i>	10
	B. EDM Aux Léchaïres	10
	<i>Statistiques 2023</i>	11
	a) <i>Occupation par canton</i>	11
	b) <i>Taux d'occupation</i>	11
	c) <i>Journées de détention par mois</i>	11
	d) <i>Journées par régime et nombre de placements</i>	11
	e) <i>En chiffres consolidés selon plusieurs variables</i>	12
	f) <i>Placements par âge et sexe</i>	12
	g) <i>Placements mineurs – jeunes adultes</i>	12
	C. Etablissement fermé pour jeunes filles	12

1. Introduction

La Conférence latine des chefs des départements de justice et police (CLDJP) est présidée depuis le 1^{er} janvier 2024 par M. le Conseiller d'Etat Frédéric Favre, chef du Département de la sécurité, des institutions et du sport (DSIS) du canton du Valais. Cette présidence s'étend également à la Conférence latine des Chefs des Départements compétents en matière d'asile et des migrants (CLDAM) et à la Conférence latine des Directrices et Directeurs des affaires militaires et de la protection de la population (CLAMPP). M. le Conseiller d'Etat Norman Gobbi, chef du département des institutions de la République et canton du Tessin, assume la vice-présidence.

M. le Conseiller d'Etat Romain Collaud, à la tête de la Direction de la sécurité, de la justice et du sport (DSJS) du canton de Fribourg, préside le concordat latin sur la détention pénale des adultes et des jeunes adultes, ainsi que du concordat latin sur la détention pénale des personnes mineures.

M. le Conseiller d'Etat Alain Ribaux siège toujours au comité de la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police (CCDJP) avec la fonction de co-président, fonction partagée avec Mme la Conseillère d'Etat Karin Kayser-Frutschi (NW).

MM. les Conseillers d'Etat Frédéric Favre et Norman Gobbi sont toujours membres du comité de la CCDJP.

Quant à la CLDJP, son organigramme est le suivant :

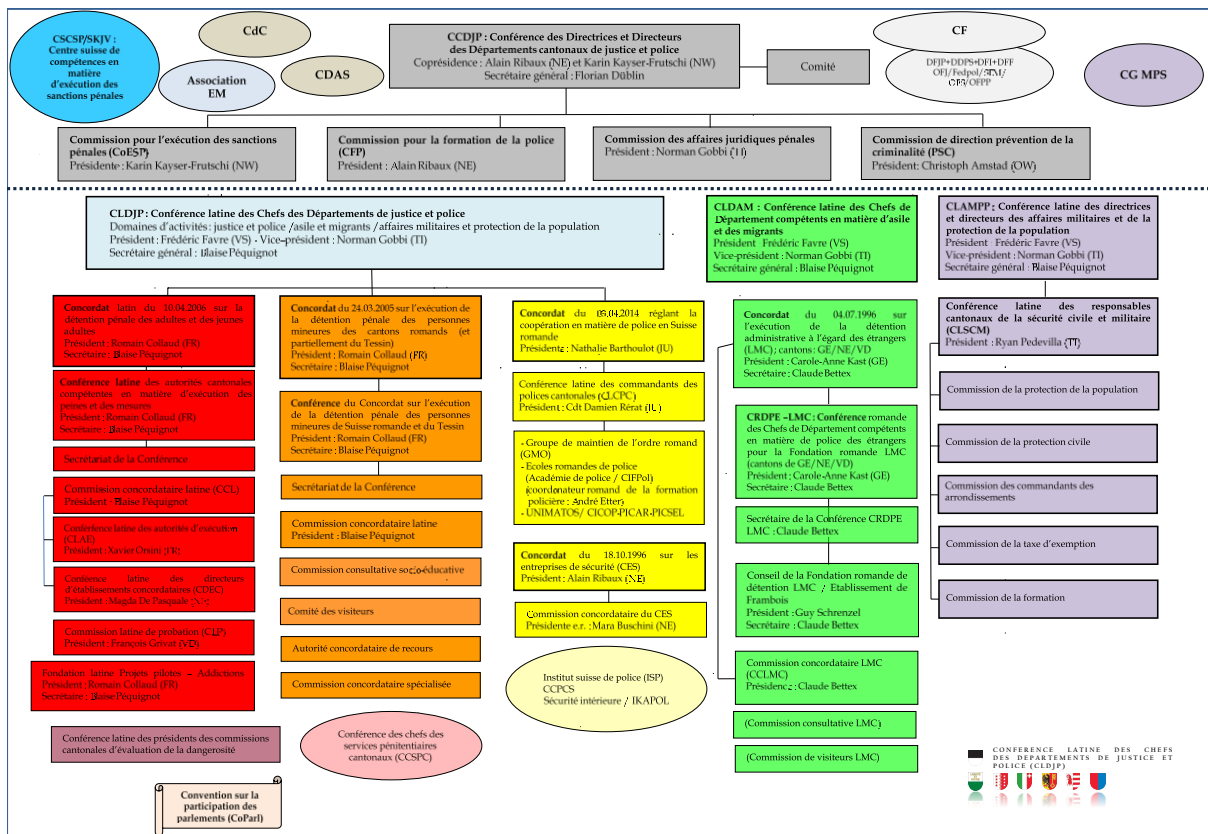


Tableau 1

2. Fondement des concordats

Selon le principe posé par l'art. 123 al. 2 Cst, l'exécution des peines et des mesures en matière de droit pénal est du ressort des cantons. Il découle de ce principe constitutionnel que ces derniers doivent non seulement créer et exploiter les établissements pour ce faire, mais encore exécuter les jugements rendus par leurs tribunaux pénaux, conformément à l'injonction de l'art. 372 al. 1 CP. Ils sont également tenus d'exécuter les jugements rendus par les autorités pénales de la Confédération, moyennant remboursement de leurs frais.

Les cantons n'ayant pas les possibilités financières d'exploiter, chacun sur leur propre territoire, des établissements permettant d'assurer l'exécution de tous les régimes de détention découlant de la mise œuvre des jugements pénaux, la mutualisation des ressources leur permet de faire face à leur obligation d'exécuter les peines et les mesures selon le réquisit de l'art. 372 CP. Conformément à l'art. 378 CP, ils ont conclu, par le biais des concordats, des accords sur la création et l'exploitation conjointes d'établissements d'exécution des peines et des mesures ou sur le droit d'utiliser des établissements d'autres cantons.

3. Niveau intercantonal

A. Commission pour l'exécution des sanctions pénales

Depuis le 1^{er} janvier 2024, la redéfinition du paysage pénitentiaire est entrée en vigueur.

Pour rappel, lors de l'assemblée de printemps du 13 avril 2023 à Berne, le plénum de la CCDJP a décidé de créer une Commission pour l'exécution des sanctions pénales (CoESP) en tant que commission permanente de la CCDJP. L'adaptation des statuts et l'élection des membres de la commission ont eu lieu lors de l'assemblée d'automne 2023.

Zusammensetzung JuvKo ab 1.1.2024 / Composition de CoESP dès 1.1.2024

Name/ Nom	Vorname/ Prénom	Funktion/ Fonction	Vertretung/ Représentation
Fehr	Jacqueline	RR ZH; Präsidentin OSK	OSK, KKJPD
Tamagni*	Dino	RR SH	OSK, KKJPD
Kayser Frutschi	Karin	RR NW, Präsidentin NWI	NWI, KKJPD
Müller*	Phillippe	RR BE	NWI, KKJPD
Collaud	Romain	SR FR, Président CL	CL, KKJPD
Kast*	Carole-Anne	SR GE	CL, KKJPD
Hofer***	Alain	Stv. Generalsekretär KKJPD	KKJPD
Stämpfli**	Romilda	Amtschefin BE, Präsidentin KKLJV	KKLJV
Reiffer	Barbara	Amtschefin SG	KKLJV
Brossard	Raphaël	Chef service pénitentiaire VD	KKLJV
Schnyder-Walser***	Katja	Geschäftsführerin KKLJV	KKLJV
Péquignot	Blaise	Secrétaire général	CL
Weiss	Stefan	Konkordatssekretär NWI-OSK	OSK, NWI
Zangger	Tanja	Stv. Konkordatssekretärin NWI-OSK	OSK, NWI
Gramigna	Ronald	Chef Fachbereich SMV BJ	BJ

* Stellvertretung nach Art. 3 Abs. 1 lit. a des Geschäftsreglements/ Suppléance selon l'art. 3, al. 1, let. a du règlement interne

** Vorsitz in fachlicher Zusammensetzung

*** Sekretariat / Secrétariat

Le règlement sur les commissions permanentes de la CCDJP, ainsi qu'un règlement séparé pour la nouvelle commission, ont été mis au point par la Conférence de coordination des affaires pénitentiaires (CoCAP). Le Comité de la CCDJP les a adoptés lors de sa séance des 14 et 15 septembre 2023. Parallèlement, il a dissous la CoCAP avec effet au 31 décembre 2023.

Lors de la séance constitutive du 19 janvier 2024, la présidence de la Commission pour l'exécution des sanctions pénales a été fixée pour les trois premières années :

- 2024 : Mme la Conseillère d'Etat Karin Kayser Frutschi,
- 2025 : M. le Conseiller d'Etat Romain Collaud
- 2026 : Mme la Conseillère d'Etat Jacqueline Fehr

La CoESP fonctionne soit en composition politique, soit en composition opérationnelle. Dans ce cas, elle est présidée par Mme Romilda Stämpfli, présidente de la Conférence des chefs des services pénitentiaires cantonaux (CCSPC(KKLJV)).

Les affaires du domaine de l'exécution des sanctions pénales (dont font partie la détention en vertu de la procédure pénale, l'exécution des peines et des mesures et la détention administrative en application du droit des étrangers) qui concernent l'ensemble de la Suisse doivent être pilotées par la CCDJP. Dans l'intérêt d'une pratique d'exécution uniforme, la CCDJP doit émettre des recommandations à l'intention des cantons et prendre position sur des thèmes importants concernant l'exécution des sanctions pénales. C'est afin d'améliorer et de renforcer ce pilotage (politique) de l'exécution des peines et des mesures au niveau national que la Commission pour l'exécution des sanctions pénales (CoESP) a été créée, avec les tâches principales suivantes :

- Identifier et analyser les développements actuels déterminants au niveau suisse en matière d'exécution des sanctions pénales ;
- Évaluer si des affaires relatives à l'exécution des sanctions pénales sont d'importance nationale et doivent être traitées de manière uniforme au niveau suisse ;
- Définir et piloter le processus de traitement des thèmes politiques et techniques d'importance nationale ou attribuer et transmettre l'affaire à l'organe compétent (p. ex. concordats, cantons/CCSPC, tiers externes) ;
- Valider les résultats des travaux pour les thèmes traités à l'échelle nationale ;
- Préparer les décisions de l'assemblée plénière ;
- Surveiller la mise en œuvre des décisions.

La CoESP devient en outre l'interlocutrice des autorités fédérales en ce qui concerne les questions relatives à l'exécution des sanctions pénales et assure la coordination des thèmes avec d'autres conférences (p. ex. CDS, CDAS, CPS).

B. Centre suisse de compétence en matière d'exécution des sanctions pénales

Lors de la création du Centre suisse de compétences en matière d'exécution des sanctions pénales (CSCSP) en 2018, le Conseil de fondation du CSCSP s'est vu confier une partie des tâches du Comité des Neuf (commission permanente de la CCDJP), qui a été supprimé en même temps. En outre, l'art. 2 ch. 2 let. c des statuts avait chargé le CSCSP d'élaborer des standards communs pour le développement, la planification et l'exécution des sanctions pénales. Ce mélange de tâches techniques et de tâches de pilotage en partie politiques a eu pour conséquence que le rôle du CSCSP et du Conseil de fondation n'a jamais été très clair.

Le CSCSP est maintenant positionné comme une organisation purement professionnelle sans mandat de pilotage politique ni d'harmonisation autonome. Dans ce cadre, la composition du Conseil de fondation a été modifiée. Ce dernier est composé de cinq à sept membres (anciennement treize), soit :

- a) une personne proposée par la CCDJP ;
- b) un·e spécialiste par concordat d'exécution des peines et des mesures, cette personne étant proposée par l'organe suprême du concordat ;
- c) un·e représentant·e de l'Office fédéral de la justice ;
- d) une personne qui possède de l'expérience en gestion de la formation.

Le 7^{ème} siège est pour l'heure laissé vacant, à charge pour le nouveau conseil d'en déterminer le besoin et le profil (volontairement non défini dans les statuts).

Siègent ainsi depuis le 1^{er} janvier 2024, dans l'ordre de l'art. 5 al. 1 des statuts :

Andreas Michel, président
 Christian Clerici, vice-président,
 Silvio Stierli
 Pascal Ludin
 Beatrice Kalbermatten
 Joël Gapany

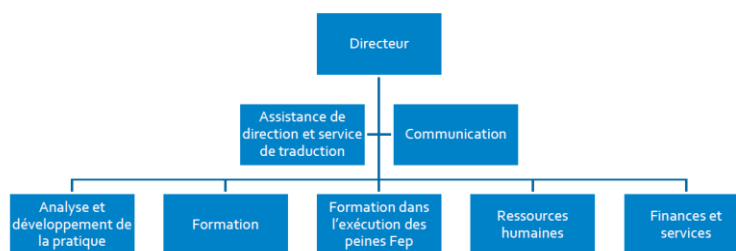
Le nouveau Conseil de fondation a tenu sa première le 8 janvier 2024.

Il a notamment décidé de diffuser après chacune de ses séances une « *Information interne à l'attention des organes intercantonaux de l'exécution judiciaire* ».

Le CSCSP est toujours sous la direction de M. Patrick Cotti.

Le Comité de direction a aussi été restructuré et se présente ainsi :

ORGANIGRAMME AU 1.4.2024



Une convention de prestations quadriennale conclue avec la CCDJP fixe les axes principaux des activités du CSCSP et lui en donne les ressources financières. La nouvelle convention 2026-2029 est en cours d'élaboration.

Les 22 et 23 novembre 2023 a eu lieu à Aarau le 5^e Forum de la détention et de la probation sur le thème « A quel point le système pénitentiaire est-il (a)social ? ».

Le prochain Forum se tiendra les 20 et 21 novembre 2024 à Berne et sera consacré à la thématique des étrangères et étrangers en détention et en probation.

C. Système d'information dans l'exécution des peines (SI-EP)

Le service Système d'information dans l'exécution des peines (SI-EP) prévoit d'optimiser et d'automatiser la collecte et la mise à disposition d'informations statistiques dans le secteur pénitentiaire suisse. Les processus de livraison des données seront ainsi simplifiés et la qualité des données augmentée. Les données collectées seront à l'avenir utilisées à des fins statistiques et de reporting. En outre, les informations sur les personnes et les places disponibles dans les établissements d'exécution seront également consultables grâce à des fonctions de recherche. Le traitement des données sensibles - c'est-à-dire la collecte, le stockage et l'échange de données au niveau

intercantonal ainsi que les dispositions légales correspondantes – doit faire l’objet d’une réglementation spécifique.

Dans ce cadre, il est prévu de proposer aux cantons l’adoption d’un concordat pour donner une base légale à cet échange de données entre les autorités d’exécution des sanctions pénales.

D. *Projet de concordat sur l’échange intercantonal de données électroniques dans le domaine de l’exécution des sanctions pénales, de la détention avant jugement et de la détention administrative*

Ce concordat a pour objectif de faciliter l’accomplissement des tâches dans le domaine principal de l’exécution des peines, et de rendre le travail des autorités plus efficace et plus ciblé grâce à la transmission et à la consultation électroniques des données. À l’avenir, toutes les personnes en détention (détention avant jugement, exécution de peines, détention administrative) devraient pouvoir être répertoriées dans une base de données intercantonale commune consultable par les autorités cantonales d’exécution des sanctions pénales et les établissements de privation de liberté, ainsi que, de manière très ciblée, par la police.

Par ailleurs, il est prévu de créer un dossier électronique d’exécution des peines permettant l’échange de dossiers entre les autorités cantonales via un système électronique.

Succinctement, ce projet retient que la CCDJP est responsable de l’exécution du concordat. À titre d’organisme responsable du système d’information électronique et du système d’échange électronique de dossiers, elle en assurerait l’exploitation. Hormis d’adopter les dispositions d’exécution et de désigner le secrétariat du concordat, elle décide du recours à des tiers pour l’exploitation du système d’information électronique, autorise la sous-traitance du traitement des données à des tiers et exerce la surveillance de l’organisation et veille au bon déroulement opérationnel de l’exploitant du système d’information électronique. Elle est responsable de la sécurité des données et de l’information.

Les cantons sont habilités et tenus de transmettre au système d’information électronique les données désignées par le concordat, à savoir :

- a. Données de base :
 1. Noms, prénoms et pseudonymes
 2. Date de naissance
 3. Sexe
 4. Nationalité et lieu d’origine
 5. Autorisation de séjour et d’établissement
 6. Adresses
 7. Numéro d’assuré LAVS
- b. Autorité d’exécution ou de placement compétente
- c. Établissement de détention

En outre, les données suivantes devraient être saisies :

- a. établissement dans lequel se trouve la place ;
- b. spécifications relatives à la place ;
- c. disponibilité d’une place.

La règle serait en outre que les données du système d’information électronique peuvent être rendues accessibles aux autorités suivantes via une procédure de consultation électronique, pour autant que cela soit nécessaire à l’accomplissement de leurs tâches légales respectives :

- a. autorités d’exécution des sanctions pénales ;
- b. autorités policières cantonales et fédérales, dans la mesure où cela s’avère nécessaire aux fins de l’accomplissement de leurs tâches lors d’une recherche du lieu de séjour, d’une interpellation à des fins de contrôle d’identité, de recherches ou en application de la loi fédérale du 18 décembre 2015 relative à la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

Les données personnelles stockées sur le système d’information électronique sont mises à jour en permanence. Elles sont détruites ou anonymisées dès lors qu’elles ne s’avèrent plus nécessaires aux fins du traitement

Il est prévu que les cantons gèrent un système électronique commun d’échange de dossiers d’exécution des peines, via lequel ils transmettent sous forme électronique les dossiers d’exécution nécessaires dans le cadre de leur activité, pour autant que la nature de l’affaire ne l’interdise pas. L’autorité ordonnant l’exécution de sanctions pénales peut, dans le cadre de la collaboration intercantonale, autoriser les autorités d’exécution des sanctions pénales d’autres cantons à consulter les dossiers électroniques d’exécution des peines en vue de l’accomplissement de leurs tâches légales.

4. Concordat latin du 10 avril 2006 sur la détention pénale des adultes et des jeunes adultes

A. Prix de pension

Pour rappel, la Conférence latine avait adopté lors de sa séance du 29 mars 2018 les nouveaux prix de pension sur la base des travaux effectués par KPMG. Ils devaient entrer en vigueur de manière échelonnée sur trois ans, à raison d'un premier tiers (de la différence entre les prix alors déterminant et les nouveaux prix proposés) en 2019, d'un deuxième tiers en 2020 et du dernier tiers en 2021. Ces prix ont cependant été validés provisoirement dans la mesure où des travaux complémentaires devaient encore être effectués. Les nouveaux prix de pension ont ainsi été fixés par décision du 31 mars 2022, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2023.

S'agissant plus spécialement de Curabilis, il a été précisé que le prix fixé à CHF 1'286.- se décomposait, sur la base des calculs effectués à l'époque par KPMG, en un montant de CHF 670.- pour la prestation « sécuritaire » et de CHF 616.- pour la prestation « thérapeutique ». En outre, dès que les HUG auront accepté de facturer séparément cette prestation thérapeutique afin que les cantons placeurs puissent la soumettre aux assureurs LAMal en vue de sa prise en charge, seule la prestation sécuritaire constituera le prix de pension. La part éventuellement non couverte par l'assurance-maladie restera à la charge des cantons placeurs.

Comme déjà précisé dans le rapport 2023, la mise en œuvre de cette facturation séparée n'est pas aussi simple qu'il y semblait de prime abord. Une rencontre avec le directeur général des HUG afin de définir les modalités de cette facturation des prestations thérapeutiques devait avoir lieu dans le courant de l'année 2023.

Cet entretien a eu lieu le 19 décembre 2023. Sur la base de l'échange intervenu, il est apparu que l'introduction de cette facturation au 1er janvier 2024, comme décidée un peu abruptement par le chef du Département de la santé et des mobilité (DIS), ministre de tutelle des HUG, serait prématurée. Outre certaines modalités pratiques impactant les cantons placeurs devant encore être éclaircies, une discussion concertée avec les assurances s'est révélée nécessaire, notamment pour prévenir tout litige potentiel avec celles-ci, voire obtenir un tarif négocié. De plus, l'introduction de cette facturation ne saurait intervenir sans modifier au préalable la Décision concordataire sur les prix de pension du 31 mars 2022. La CLDJP a alors demandé, par courrier du 20 décembre 2023, de surseoir à la facturation, par les HUG dès le 1er janvier 2024, des prestations thérapeutiques dispensées à Curabilis jusqu'à ce que les modalités et conséquences pratiques en aient été éclaircies.

Une rencontre tenue le 16 janvier 2024 entre l'adjointe de la direction des finances des HUG et le soussigné a permis de poser un certain nombre d'éléments, notamment en vue de la discussion à intervenir avec les assurances dans le courant de l'été.

B. Modification de la réglementation concordataire

La modification du Règlement du 31 octobre 2013 concernant l'octroi d'autorisations de sortie aux personnes condamnées adultes et jeunes adultes (Règlement sur les sorties) avait été soumise à la Conférence latine pour adoption lors de sa séance du 30 mars 2023. Cette modification visait à mettre en conformité la norme concordataire avec la jurisprudence du Tribunal fédéral au terme de laquelle les compétences décisionnelles en matière d'exécution anticipée de la peine ou de la mesure, hormis de statuer sur les demandes de mise en liberté (art. 233 CPP) et d'autoriser dans son principe l'exécution anticipée de la peine et de la mesure (art. 236 al. 1 CPP), revenaient également à la direction de la procédure¹.

Une divergence d'interprétation de la portée de cette jurisprudence, à savoir si elle ne s'appliquait qu'à l'exécution des peines et non à celle des mesures, avait conduit la Conférence à renvoyer le dossier à la CCL, pour clarification. Au surplus, cette jurisprudence ne faisait pas l'unanimité auprès de plusieurs ministères publics et tribunaux cantonaux, notamment romands.

Lors de sa séance du 26 mai 2023, la CCL a repris ce dossier. Après discussions, elle a conclu que rien ne permettait de déduire des arrêts du TF que cette jurisprudence ne s'appliquerait qu'à l'exécution anticipée des peines, à l'exclusion de celle des mesures. Elle avait décidé de maintenir la proposition de modification telle que présentée initialement.

Lors de sa séance du 2 novembre 2023, la Conférence latine n'a pas pu trouver une position unanime sur la controverse toujours ouverte. Elle a ainsi renvoyé sa décision à la séance de printemps 2024.

Dans un arrêt 2C 523/2021 du 25 avril 2023 - dont la publication est au demeurant prévue - rendu cette fois non pas par la première Cour de droit public, mais par la deuxième Cour de droit public, le TF s'est spécifiquement référé à son arrêt 1B_122/2022. Dans cette affaire, il s'agissait d'un détenu qui avait été placé en exécution anticipée de mesure avant d'être condamné par la suite à une mesure institutionnelle au sens de l'art. 59 CP. Il résulte des considérants du TF qu'il n'y a aucune raison juridique pertinente, sous l'angle particulier des

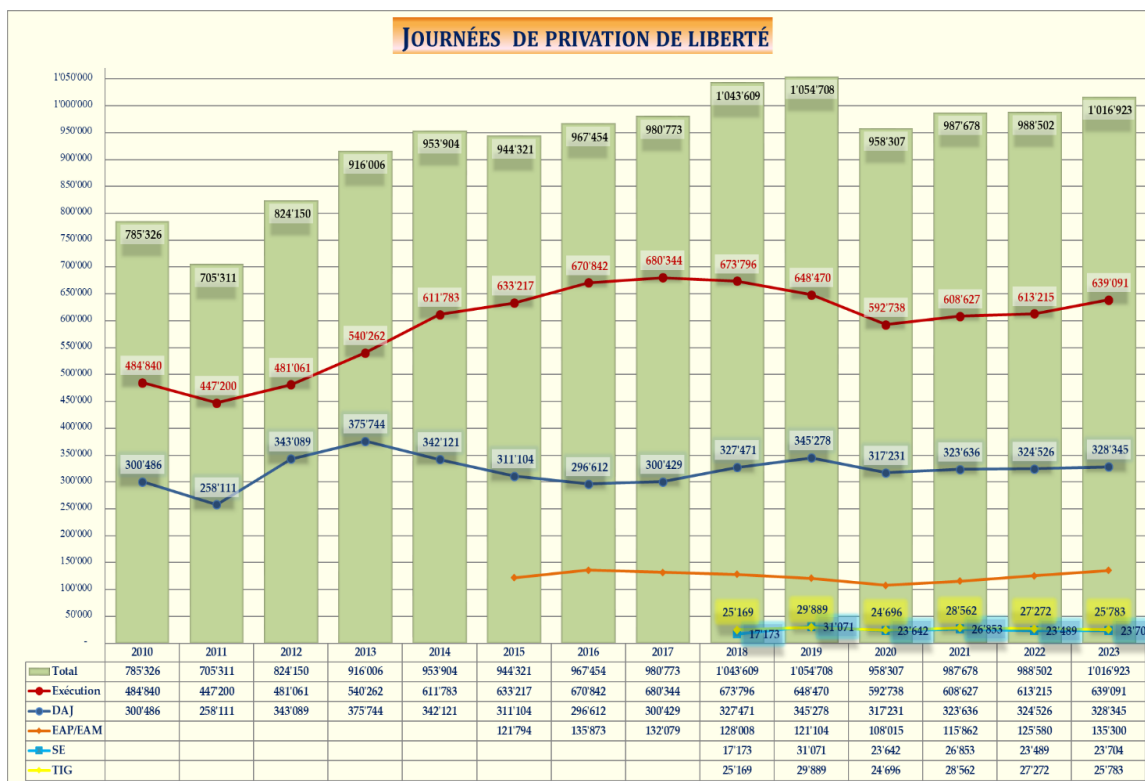
¹ ATF 1B 636/2021 du 21 décembre 2021 et 1B 122/2022 du 20 avril 2022.

compétences de la direction de la procédure, qui conduirait à ne pas soumettre l'exécution anticipée de mesures au même régime procédural que l'exécution anticipée de peines.

La modification du règlement sur les sorties a ainsi été adopté par la Conférence latine lors de sa séance du 21 mars 2024. Au surplus, le texte adopté, comportant une possible délégation de la direction de la procédure à l'autorité de placement, notamment en ce qui concerne le moment, la durée ainsi que les conditions et les charges, se calque sur celui également validé par les deux concordats allemands

C. Statistiques

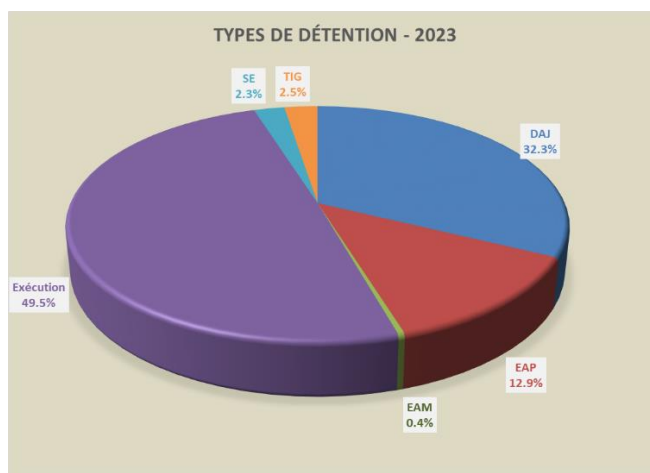
Globalement, au niveau du concordat :



Graphique 1

Par rapport à l'année 2022, on constate une nouvelle augmentation du total des journées de privation de liberté (+0.08%). La DAJ augmente de 1.17% et les exécutions de peines et de mesures de 4.22%. A noter que l'exécution anticipée de peines et de mesures progresse de 7.74%. Si les journées exécutées sous surveillance électronique augmentent très légèrement de 0.91%, celles sous forme de TIG marquent une baisse de 5.46%.

Dans le détail :



Graphique 2

D. Planification concordataire

L'EDFR, site de Bellechasse, a terminé ses travaux destinés à séparer les régimes ouverts et fermés, comme annoncé dans le cadre de la planification fribourgeoise.

Le nouveau bâtiment de Crêtelongue (VS) est mis progressivement en service depuis l'automne 2023.

Se basant sur une proposition de la CoESP du 19 janvier 2024, les conférences des 3 concordats ont admis, lors de leurs séances de printemps 2024, le principe de l'élaboration d'une base de planification commune à l'échelle nationale.

E. Processus latin d'exécution des sanctions orientée vers le risque et les ressources (PLESORR)

1.1 Le *Processus latin d'exécution des sanctions orientée vers le risque et les ressources* (PLESORR) tend à modéliser, en tenant compte des particularités - notamment institutionnelles et linguistiques - de la Suisse latine, une démarche à la base identique à celle de ROS² (formalisation des étapes tri, évaluation, planification, suivi). Il s'agit aussi d'avoir un langage commun, des outils, des définitions et des documents communs.

La différence essentielle avec ROS réside en réalité dans le fait que l'évaluation du détenu ne se conçoit pas sans entretien(s) avec ce dernier. PLESORR cherche aussi à valoriser d'autres approches, qui ont des paradigmes propres, telle la désistance par exemple.

En outre, l'optique était de ne pas modifier les structures cantonales, ni de créer, contrairement aux deux concordats alémaniques, une entité supracantonale d'évaluation criminologique (Abteilung für forensisch-psychologische Abklärung - AFA).

1.2 Le 2 novembre 2023, la Conférence latine a adopté le règlement concordataire sur le processus latin d'exécution des sanctions orientée vers le risque et les ressources (Règlement PLESORR). Il entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2025.

Ce règlement, en tant que norme concordataire, s'imposera à tous les cantons latins (art. 48 al. 4 et 5 Cst. féd. et art. 4 al. 2 let. b du concordat).

1.3 Les différents documents utilisés dans le cadre de PLESORR ont été validés par la Commission concordataire latine (CCL) et la Commission latine de probation (CLP), lesquelles sont également compétentes pour émettre des directives d'application.

Divers modules de formation à PLESORR, organisés par le CSCSP, ont lieu durant l'année 2024

1.4 Le processus se décline comme suit :

a) Tri initial

Le tri initial permet de classer rapidement, objectivement et uniformément tout nouveau cas en fonction de la nature du délit et de la catégorie de risque de récidive que présente la personne en exécution de sanction.

Il prend en compte des indicateurs de gravité liés à la nature des délits et à la durée de la sanction prononcée, d'une part, et, d'autre part, des indicateurs de récidive :

Le tri initial débouche sur une classification différenciée des cas (cas **rouges**, **orange** ou **verts**). Cette classification détermine uniquement les ressources évaluatives à mettre en œuvre, notamment la nécessité d'une évaluation criminologique, et les dispositions appropriées pour la prise en charge du cas. Le tri initial ne constitue donc en aucune manière une évaluation de la dangerosité.

Les cas « rouges » nécessitent systématiquement une évaluation approfondie des risques et des besoins.

Les cas « orange » sont soumis à une évaluation au moyen de l'outil LS/CMI³ et, en cas de hauts scores obtenus en lien avec une infraction au sens de l'art. 64 al. 1 CP et /ou de violence conjugale et/ou sexuelle, l'analyse sera approfondie avec d'autres outils d'évaluation criminologique.

Les cas « verts » ne nécessitent pas d'évaluation criminologique standardisée.

b) Evaluation

L'évaluation criminologique débouche sur un rapport standardisé (canevas) proposant les interventions nécessaires à la prise en charge de la personne en exécution de sanction en regard du risque et des ressources identifiées.

Un canevas « avis criminologique », pour les (rares) cas où une évaluation ne peut être faite que sur dossier, a également été élaboré.

c) Planification

Le *Plan d'exécution de la sanction* (PES) est la pièce maîtresse du processus puisqu'il contient les besoins d'intervention identifiés et les objectifs (généraux et spécifiques) qui y sont liés, ainsi que les phases

² Fondé sur un projet pilote (ZH, TG, LU et SG) soutenu par l'Office fédéral de la justice, ROS (Risikoorientierter Sanktionenvollzug) a ainsi été introduit dans le concordat de la Suisse orientale, puis ultérieurement dans le concordat de la Suisse centrale et du nord-ouest.

³ Le LS/CMI (Level of Service/Case Management Inventory) est un outil d'évaluation du risque de récidive et de gestion de cas. Il s'agit d'un instrument standardisé qui permet d'identifier les facteurs de risque et les besoins criminogènes des personnes ayant commis des infractions, afin de réduire le risque de récidive.

d'élargissements et les conditions qui s'y rapportent. Le PES sert ainsi de base commune au travail de tous les intervenants durant l'exécution de la sanction, y compris pour la phase de l'assistance de probation.

A noter qu'avant même de procéder à une éventuelle évaluation criminologique et/ou de rédiger un PES, une planification initiale, sommaire et factuelle, est systématiquement établie, sous forme d'une « fiche d'orientation », par l'autorité de placement ou celle désignée par le canton pour les personnes en privation de liberté. Elle est remise sans tarder à la personne en exécution de sanction avec l'ordre/la fiche d'exécution, ainsi qu'à l'établissement ou l'institution de privation de liberté. Cette fiche contient également quelques règles de comportement et d'attitudes attendues de toute personne en exécution. Les dates de l'ordre/de la fiche d'exécution sont déterminantes pour les échéances de l'exécution de la peine.

Le même modèle de base s'applique tant pour les peines privatives de liberté, les mesures institutionnelles ou ambulatoires (en détention) et les mandats d'assistance de probation. Il est utilisé indépendamment des cas rouges, orange et verts, avec ou sans évaluations criminologiques : son contenu variera en fonction de l'orientation donnée par le tri initial. Il sera donc également utilisé pour les cas qui n'entrent pas dans le périmètre PLESORR.

d) Suivi

Des bilans réguliers et planifiés de l'évolution de la personne en exécution de sanction doivent être effectués sur la base de rapports dont les contenus sont standardisés. Ces rapports doivent permettre, sur la base des observations retranscrites, d'évaluer l'évolution de la personne en exécution et, le cas échéant, d'intervenir, éventuellement par une nouvelle évaluation criminologique et/ou une expertise psychiatrique et/ou une saisine de la commission cantonale d'évaluation de la dangerosité, en présence d'indices critiques.

Si la forme de ces rapports est laissée à l'appréciation des intervenants dont les observations et avis sont requis, le contenu minimal qui doit y être documenté est par contre défini par une directive validée par la CCL en collaboration avec la CLP. Ainsi, les rapports attendus renseigneront sur des points bien précis selon qu'ils seront rédigés par les établissements de privation de liberté, par les thérapeutes mandatés ou encore par les entités de probation.

F. Surpopulation carcérale

La Conférence des chefs des services pénitentiaires cantonaux (CCSPC) a entamé des réflexions relatives à la surpopulation carcérale, cette problématique commençant à toucher également les deux concordats alémaniques. Après un sondage auprès des cantons via les commissions concordataires respectives, sondage visant à faire un point de situation et à dégager les mesures possibles et envisageables à court, moyen et long termes, la CCSPS a consacré une partie de sa séance plénière des 14 et 15 mars 2024 à débattre du résultat de ce sondage et à en dégager des solutions possibles. Elle a établi un document de suivi qui sera régulièrement mis à jour et discuté à chaque séance de son comité.

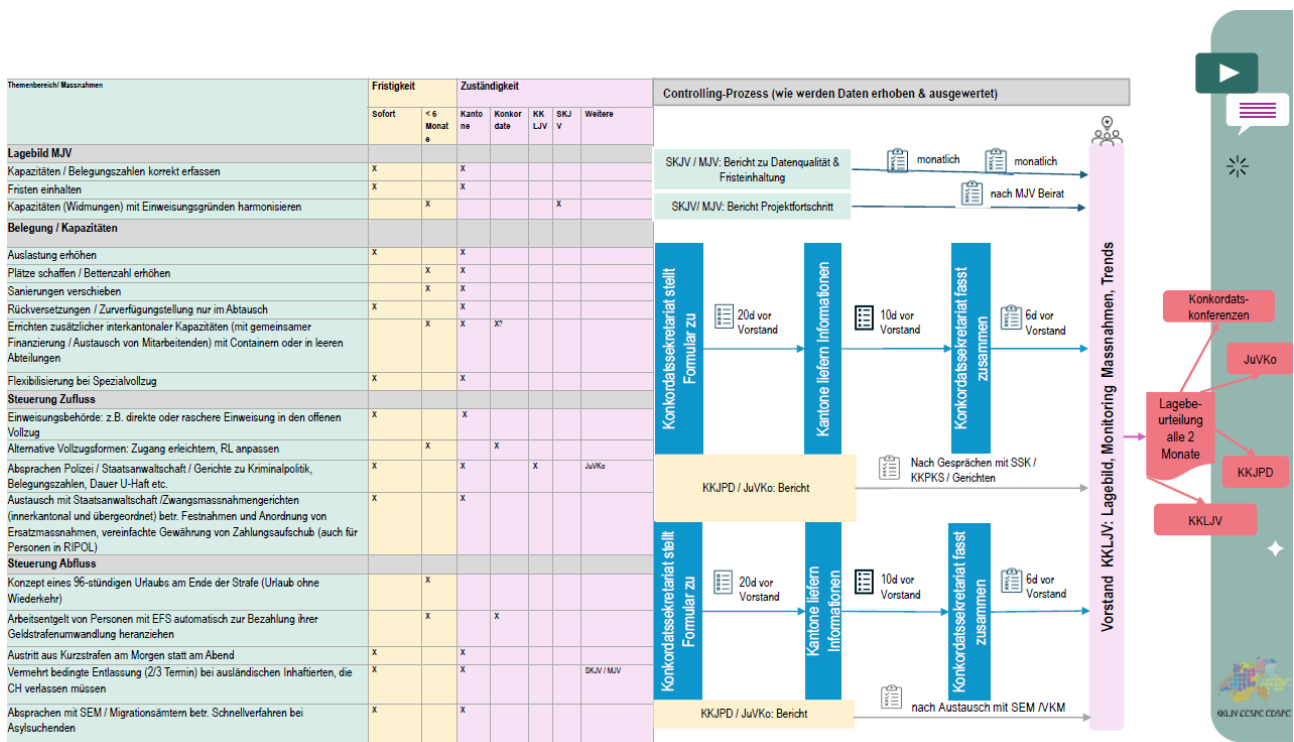


Tableau 2

5. Concordat latin du 24 mars 2005 sur l'exécution de la détention pénale des personnes mineures

A. Pramont

a) Taux d'occupation pour l'année 2023

Régimes	Nuitées	Taux d'occupation
Mesures mineurs (15 DPMIn) et jeunes adultes (61 CP)	8463	96.61%

Tableau 3

b) Liste d'attente au 8 mars 2024

Article 15 al. 2 DPMIn	Mineurs	18
Article 61 CP	Jeunes adultes	0

Tableau 4

c) Répartition des mineurs et journées de placement par canton en 2023

	Secteurs concordataires (24 places)				Secteurs non concordataires (9 places)							
	Article 15 DPMIn*		Garde provisionnelle (GP)*		Garde provisionnelle (GP) courte durée*		Articles 16 et 25 DPMIn		Détention avant jugement		TOTAUX	
	Nbre mineurs	Nbre journées	Nbre mineurs	Nbre journées	Nbre mineurs	Nbre journées	Nbre mineurs	Nbre journées	Nbre mineurs	Nbre journées	Nbre mineurs	Nbre journées
Fribourg	3	510	2	370	0	0	3	12	4	47	12	939
Genève	2	340	1	32	0	0	7	39	2	18	12	429
Vaud	8	1498	4	782	8	33	2	11	2	13	24	2337
Neuchâtel	0	0	2	265	0	0	0	0	0	0	2	265
Jura	1	242	1	165	0	0	2	11	1	6	5	424
Valais	1	365	3	590	12	93	6	38	46	356	68	1442
Tessin	2	577	0	0	0	0	0	0	0	0	2	577
Berne	1	365	0	0	0	0	0	0	0	0	1	365
TOTAL	18	3897	13	2204	20	126	20	111	55	440	126	6778

*Régimes à prendre en compte pour le nombre de mineurs concernés par le calcul de 13^{ème} facture (6227 journées)

Tableau 5

B. EDM Aux Léchaïres

Généralités

Le taux d'occupation 2023 est de 84.7%, soit très proche de 2022 (85.7%). Compte tenu d'une durée de séjour moindre, ce taux s'explique par le nombre de placements bien supérieur, soit 199 (+ 42 par rapport à 2022).

Le nombre de jours de détention (5572) est quant à lui inférieur de 62 unités par rapport à 2022.

En 2023, la durée moyenne des séjours des mineurs était de 28 jours (36 en 2022).

Les mineurs placés aux Léchaïres étaient âgés de 13 à 21 ans, contre 11 à 20 ans en 2022.

L'essentiel de l'effectif reste la tranche des 16 à 18 ans sur les 2 années.

L'évolution notable est celle des jeunes filles puisque 25 placements les ont concernées en 2023 contre seulement 9 en 2022.

Dès 2018 et jusqu'en 2021, l'intégration des majeurs dans l'établissement dépasse l'effectif mineurs.

En 2023, et pour la deuxième année consécutive depuis l'intégration des majeurs dans l'effectif, les jours de détention mineurs ont été supérieurs à ceux des jeunes adultes.

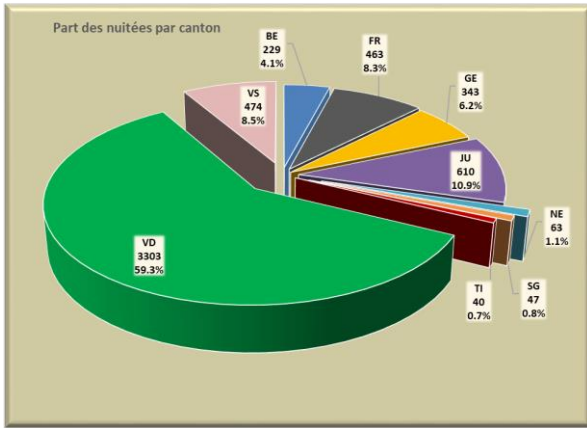
Si 5'572 jours de détention ont été enregistrés pour les mineurs, les jeunes adultes ont quant eux occupé l'EDM durant 4'587 jours. Ainsi les mineurs ont occupé 54.85% de l'effectif total de l'établissement.

Extension des places pour mineurs

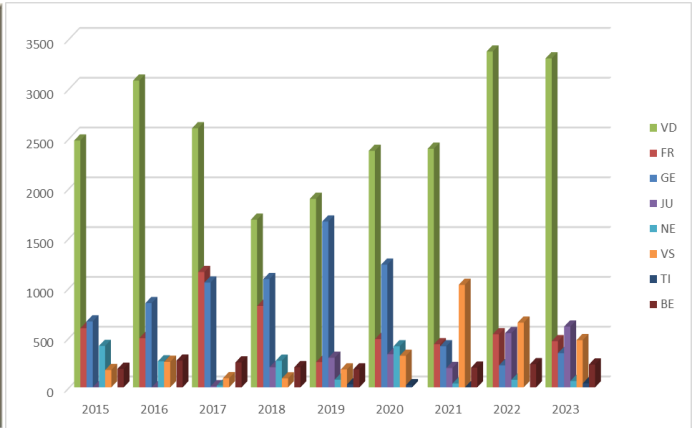
Lors de la séance de la Conférence latine du 2 novembre 2023, le canton de Vaud a proposé de passer de 18 à 24 places pour les mineurs à l'EDM. Par la suite, par tranches de 6 places, l'évolution jusqu'à 36 n'est pas exclue. Toutefois, si le premier stade de 24 places peut être atteignable sans grand changement du personnel, les étapes suivantes devraient se réaliser dans le respect des conditions de l'OFJ en matière de taux d'encadrement.

Statistiques 2023

a) Occupation par canton

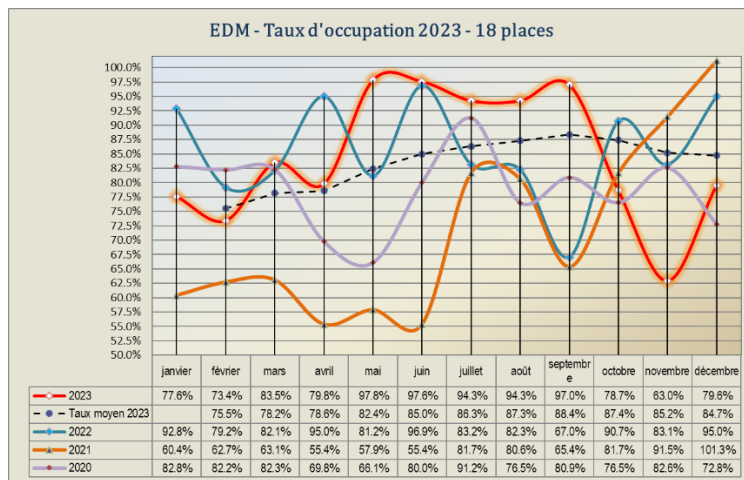


Graphique 3



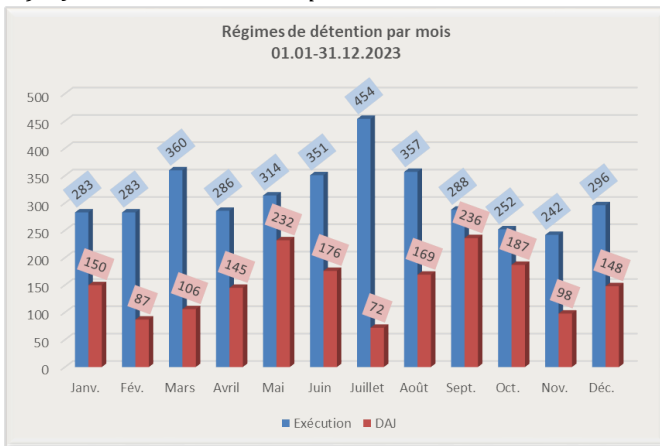
Graphique 4

b) Taux d'occupation

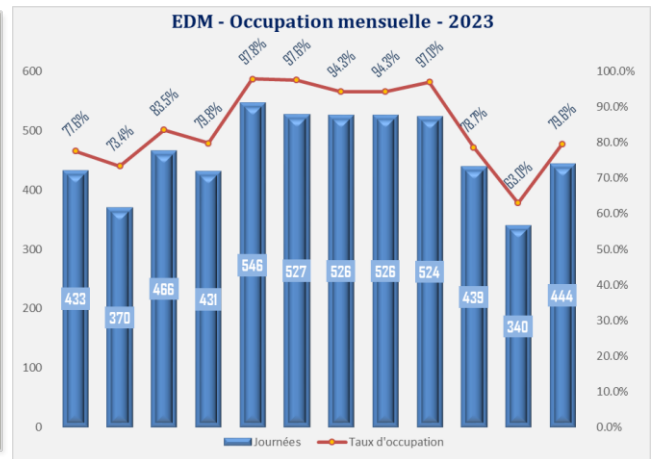


Graphique 5

c) Journées de détention par mois

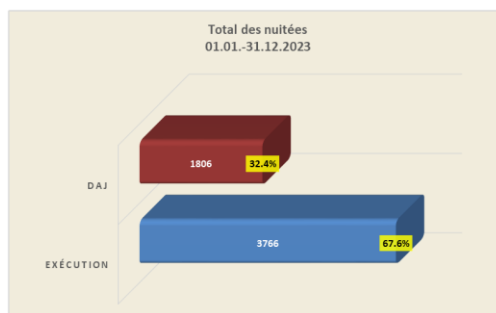


Graphique 6



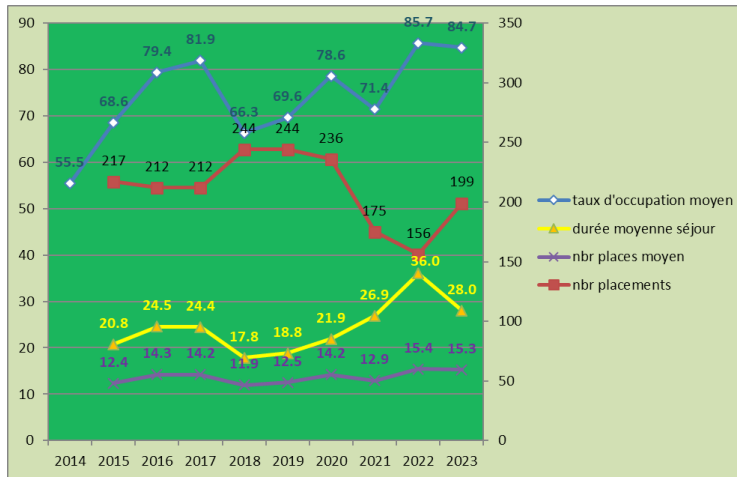
Graphique 7

d) Journées par régime et nombre de placements



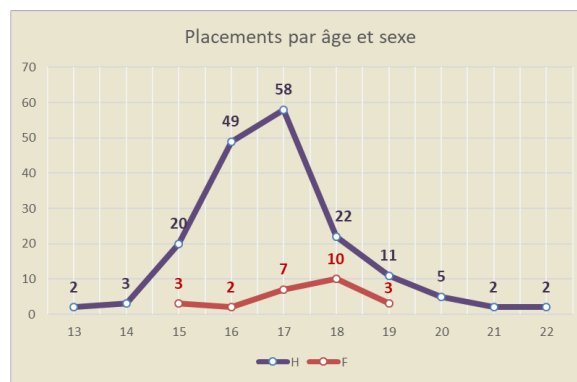
Graphique 8

e) En chiffres consolidés selon plusieurs variables



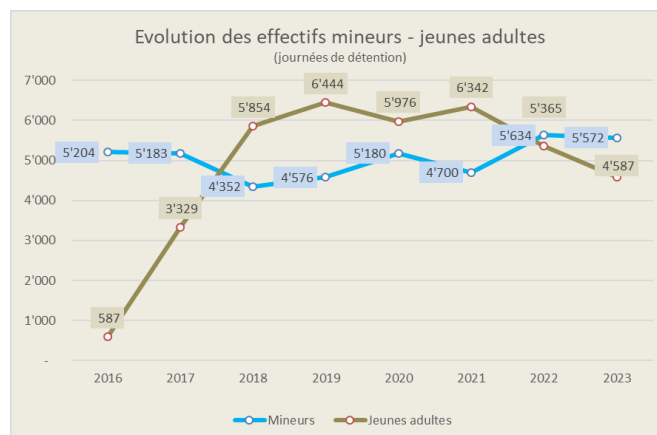
Graphique 9

f) Placements par âge et sexe



Graphique 10

g) Placements mineurs – jeunes adultes



Graphique 11

C. Etablissement fermé pour jeunes filles

L'ouverture de la structure concordataire pour jeunes filles « Time – Up » (4 places) est prévue pour le mois de juillet 2024.

Blaise Péquignot
Secrétaire général

Rapport annuel

—

2023



**POUVOIR JUDICIAIRE
GERICHTSBEHÖRDEN**

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

**Conseil de la magistrature CM
Justizrat JR**

Table des matières

1	Le Conseil de la magistrature	6
1.1.	Conseil et secrétariat	6
1.2.	Déménagement du Conseil	7
1.3.	Séances plénières et des commissions	7
1.4.	Elections, nominations, départs et modifications de taux d'activité	7
1.4.1.	Elections	7
1.4.2.	Nominations	11
1.5	Pouvoir de surveillance	12
1.5.1	Surveillance administrative	12
1.5.2	Surveillance disciplinaire	13
1.5.3	Levée d'immunité	14
1.6	Communication	14
1.7	Consultations	14
1.8	Enquêtes	14
1.9	Analyse du pouvoir judiciaire et plan directeur du pouvoir judiciaire	15
1.10	Divers	16
1.10.1	Commission de justice du Grand Conseil	16
1.10.2	Rapports du Conseil de la magistrature et des Autorités judiciaires	16
1.10.3	Archives judiciaires	16
1.10.4	Rappel de l'art. 62 al. 1a let. a LJ	17
1.10.5	Programme e-Justice	17
1.10.6	Echanges	17
1.10.7	Autorité de surveillance du registre foncier et Direction des finances	17
1.10.8	Formation des magistrat-es	17
1.10.9	Heures supplémentaires des magistrat-es	18
1.10.10	Nouveau programme informatique pour le recrutement	18
2	Le Pouvoir judiciaire en 2023	19
2.1	Synthèse et éléments marquants de l'année	19
2.1.1	Charge de travail et dotation des autorités judiciaires	19
2.1.2	Locaux	20
2.1.3	Salaire des magistrat-es et des assesseur-es	20
2.1.4	Système de gestion de dossiers pour les Préfectures	21

2.2	Informatique	21
2.2.1	Centre de compétences informatiques du pouvoir judiciaire – JUS-TIC	21
2.2.2	Digitalisation de la justice	22
2.2.3	Nouvel environnement de travail de bureau publié Citrix	22
2.2.4	Informatique des différentes commissions rattachées au pouvoir judiciaire	22
2.3	Charge de travail (entrées et liquidations)	23
2.3.1	Nouvelles entrées	25
2.3.2	Liquidations	26
2.4	Dotation des autorités judiciaires en 2023	27
3	Activités des juridictions	28
3.1	Tribunal cantonal TC	28
3.1.1	Ressources humaines	29
3.1.2	Remarques sur l'activité	29
3.1.3	Charge de travail – statistiques	30
3.1.4	Rapport détaillé du Tribunal cantonal	36
3.2	Ministère public MP	37
3.2.1	Ressources humaines	37
3.2.2	Remarques sur l'activité	38
3.2.3	Charge de travail – statistiques	38
3.2.4	Rapport détaillé du Ministère public	40
3.3	Tribunal des mesures de contrainte TMC	41
3.3.1	Ressources humaines	41
3.3.2	Remarques sur l'activité	42
3.3.3	Charge de travail – statistiques	42
3.3.4	Rapport détaillé du Tribunal des mesures de contrainte	42
3.4	Tribunal pénal des mineurs TPM	43
3.4.1	Ressources humaines	43
3.4.2	Remarques sur l'activité	44
3.4.3	Charge de travail - statistiques	44
3.4.4	Rapport détaillé du Tribunal pénal des mineurs	45
3.5	Cellule judiciaire itinérante CELLIT	46
3.5.1	Ressources humaines	46
3.5.2	Remarques sur l'activité	47
3.5.3	Charge de travail - statistiques	47
3.5.4	Rapport détaillé de la Cellule judiciaire itinérante	48

3.6	Tribunal pénal économique TPE	49
3.6.1	Ressources humaines	49
3.6.2	Remarques sur l'activité	50
3.6.3	Charge de travail – statistiques	50
3.6.4	Rapport détaillé du Tribunal pénal économique	50
3.7	Tribunaux d'arrondissement TA	51
3.7.1	Ressources humaines	51
3.7.2	Charge de travail – statistiques	53
3.7.3	Tribunal d'arrondissement de la Sarine TASA	70
3.7.4	Tribunal d'arrondissement de la Singine TASI	73
3.7.5	Tribunal d'arrondissement de la Gruyère TAGR	76
3.7.6	Tribunal d'arrondissement du Lac TALA	79
3.7.7	Tribunal d'arrondissement de la Glâne TAGL	82
3.7.8	Tribunal d'arrondissement de la Broye TABR	85
3.7.9	Tribunal d'arrondissement de la Veveyse TAVE	88
3.8	Justices de paix JP	91
3.8.1	Ressources humaines	91
3.8.2	Charge de travail - statistiques	92
3.8.3	Justice de paix de la Sarine JPSA	98
3.8.4	Justice de paix de la Singine JPSI	100
3.8.5	Justice de paix de la Gruyère JPGR	102
3.8.6	Justice de paix du Lac JPLA	104
3.8.7	Justice de paix de la Glâne JPGL	106
3.8.8	Justice de paix de la Broye JPBR	108
3.8.9	Justice de paix de la Veveyse JPVE	110
3.9	Préfectures PR	112
3.9.1	Activité judiciaire pénale - Charge de travail – statistiques	112
3.9.2	Préfecture de la Sarine PRSA	114
3.9.3	Préfecture de la Singine PRSI	115
3.9.4	Préfecture de la Gruyère PRGR	116
3.9.5	Préfecture du Lac PRLA	117
3.9.6	Préfecture de la Glâne PRGL	118
3.9.7	Préfecture de la Broye PRBR	119
3.9.8	Préfecture de la Veveyse PRVE	120

3.10 Commissions de conciliation en matière de bail CCB	121
3.10.1 Charge de travail – statistiques	121
3.10.2 Commission de conciliation en matière de bail de la Sarine CCBSA	123
3.10.3 Commission de conciliation en matière de bail de la Singine et du Lac CCBSL	124
3.10.4 Commission de conciliation en matière de bail de la Gruyère, de la Glâne, de la Broye et de la Veveyse CCBSUD	125
3.11 Commission de recours de l'Université CRU	126
3.11.1 Remarques sur l'activité	126
3.11.2 Charge de travail – statistiques	126
3.11.3 Rapport détaillé de la Commission de recours de l'Université	127
3.12 Commission de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail CCEGAL	128
3.12.1 Remarques sur l'activité	128
3.12.2 Charge de travail - statistiques	128
3.12.3 Rapport détaillé de la Commission de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail	129
3.13 Commission de recours en matière d'améliorations foncières CRAF	130
3.13.1 Remarques sur l'activité	130
3.13.2 Charge de travail – statistiques	130
3.13.3 Rapport détaillé de la Commission de recours en matière d'améliorations foncières	130
3.14 Commission d'expropriation CEXP	131
3.14.1 Remarques sur l'activité	131
3.14.2 Charge de travail – statistiques	131
3.14.3 Rapport détaillé de la Commission d'expropriation	132
3.15 Autorité de surveillance du registre foncier ASRF	133
3.15.1 Remarques sur l'activité	133
3.15.2 Charge de travail – statistiques	133
3.15.3 Rapport détaillé de l'Autorité de surveillance du registre foncier	134
3.16 Commission de recours en matière de premier relevé CRPR	135
3.16.1 Remarques sur l'activité	135
3.16.2 Charge de travail – statistiques	135
3.16.3 Rapport détaillé de la Commission de recours en matière de premier relevé	135
3.17 Tribunal arbitral en matière d'assurance maladie et accidents TARB	136
3.17.1 Remarques sur l'activité	136
3.17.2 Charge de travail – statistiques	136
3.17.3 Rapport détaillé du Tribunal arbitral en matière d'assurance maladie et accidents	136

Introduction

L'article 127 alinéa 3 de la Constitution du canton dispose que le Conseil de la magistrature renseigne annuellement le Grand Conseil sur son activité.

Le rapport est structuré en trois parties. La première partie porte sur l'activité proprement dite du Conseil de la magistrature. La deuxième est une synthèse des éléments marquants du Pouvoir judiciaire au cours de cet exercice. Enfin, la troisième partie est consacrée aux différentes autorités judiciaires. Pour chacune d'elles, un lien électronique renvoie à leurs rapports officiels et statistiques détaillées qui ont été établis conformément à un formulaire uniformisé et mis à disposition par le Conseil.

1 Le Conseil de la magistrature

Mission et compétences

Le Conseil de la magistrature (CM) est l'organe de surveillance du Pouvoir judiciaire et du Ministère public.

Il est indépendant des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. La surveillance administrative comprend l'examen des rapports annuels et l'inspection annuelle des autorités judiciaires et du Ministère public. La surveillance administrative des autorités judiciaires de première instance peut être déléguée, pour une durée limitée, au Tribunal cantonal. Le Conseil de la magistrature préavise, à l'intention du Grand Conseil, les candidatures aux postes du pouvoir judiciaire et du Ministère public. Il peut, à l'égard des autorités judiciaires et du Ministère public, émettre des directives, donner des instructions et prendre toute autre mesure nécessaire.

Site du CM : <https://www.fr.ch/cmag>.

Organisation et composition au 31.12.2023

Johannes Frölicher, Président ; Damien Colliard, Vice-président ; Nicolas Charrière, Alessia Chocomeli, Michel Heinzmann, Romain Collaud, Gaël Gobet, Katharina Thalmann-Bolz, Caroline Gauch, Membres

- > Commission interne des élections : Damien Colliard, Président ; Johannes Frölicher, Katharina Thalmann-Bolz, Membres
- > Commission interne de surveillance disciplinaire : Nicolas Charrière, Président ; Alessia Chocomeli, Michel Heinzmann, Membres
- > Commission interne de surveillance administrative : Caroline Gauch, Présidente ; Romain Collaud, Gaël Gobet, Membres
- > Secrétariat : Marjorie Jaquet, Secrétaire générale ; Yolande Brünisholz, Secrétaire

1.1. Conseil et secrétariat

Au cours de cet exercice, le Conseil de la magistrature (ci-après le Conseil ou le CM) n'a pas subi de modification dans sa composition.

En revanche, certaines commissions ont été remaniées. Michel Heinzmann a souhaité quitter la commission des élections et intégrer la commission de surveillance disciplinaire. La rocade s'est faite avec Damien Colliard, lequel a repris la présidence de la commission des élections. Damien Colliard, réélu en 2022 pour un nouveau mandat de cinq ans, a en outre été reconduit dans sa fonction de vice-président pour une nouvelle période de trois ans.

Le personnel du secrétariat est composé de Marjorie Jaquet, Secrétaire générale, et de Yolande Brünisholz-Waeber, Secrétaire.

Le Président du Conseil, Johannes Frölicher est co-mandant, avec le Directeur de la sécurité et de la justice, du programme e-Justice qui vise à digitaliser la justice. Quant à Marjorie Jaquet, elle représente le Conseil au sein de la Commission informatique des autorités judiciaires (ci-après la CIAJ) et poursuit par ailleurs son activité à 10% pour le programme e-Justice.

1.2. Déménagement du Conseil

Afin de libérer des locaux supplémentaires pour le Tribunal des mesures de contrainte, le Conseil a déménagé en avril 2023 dans les locaux sis à la Rue de la Poste 1. Ces locaux sont des locaux provisoires le temps que le Service des bâtiments puisse trouver une solution définitive.

Le Conseil a profité de ce déménagement pour archiver un nombre important de dossiers.

1.3. Séances plénières et des commissions

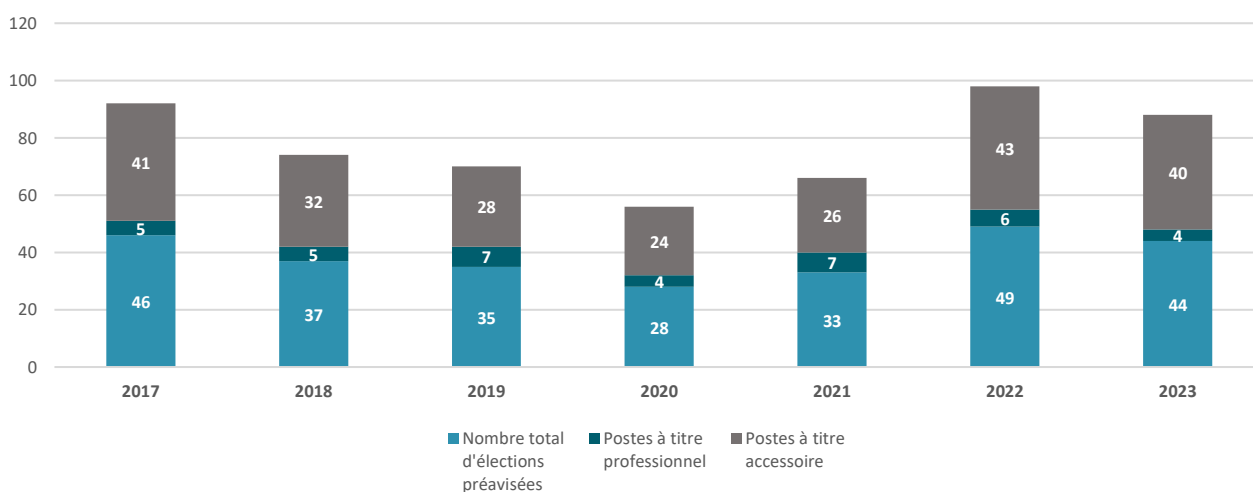
En 2023, le Conseil a tenu quinze séances plénières. Il a siégé jusqu'en avril dans les locaux de la Chancellerie afin de laisser libre sa salle de séance pour une Juge du Tribunal des mesures de contraintes. Dès son déménagement, il a pu utiliser la salle sise à la rue de la Poste.

Les commissions se sont réunies en présentiel et par visioconférence en fonction des besoins. Le Conseil a en outre procédé aux inspections des autorités judiciaires. La Commission des élections a également auditionné des candidats aux fonctions judiciaires à titre professionnel.

1.4. Elections, nominations, départs et modifications de taux d'activité

1.4.1. Elections

Elections - préavis du CM 2017-2023



Elections 2023

Personne élue	Fonction	Remplacement
Tribunal cantonal		
Stéphanie Uwineza Colella	Juge cantonal-e 100%	Marianne Jungo
Vanessa Thalmann	Juge cantonal-e 70%	Yann Hofmann
Philippe Tena	Juge suppléant-e	Erika Schnyder
Marianne Jungo	Juge suppléant-e	Nouveau poste
Pas de remplacement en 2023	Juge suppléant-e	Stéphanie Uwineza Colella
Tribunal pénal des mineurs		
Daniel Thomas Wirth	Assesseur-e	Irène Hämmerli
Inès Bruggisser	Assesseur-e suppléant-e	Nicolas Rime
Tribunal d'arrondissement de la Sarine		
Vanessa Winckler	Assesseur-e	Sandra Herren
Johan Dick	Assesseur-e	Yolande Flury
Gilles de Reyff	Assesseur-e	Louis Singy
Tribunal d'arrondissement de la Broye		
Anita Moullet	Assesseur-e	Claire-Lise Sudan
Roman Hapka	Assesseur-e	Francis Marchand
Tribunal d'arrondissement du Lac		
Poste déjà repourvu 09.2022	Assesseur-e	Jonas Petersen
Tribunal d'arrondissement de la Singine		
Stephan Schick	Assesseur-e	Robert Aeberhard
Tribunal d'arrondissement de la Veveyse		
Aurélien Espinasse	Assesseur-e	Jean-Bernard Jaquet
Tribunal des prud'hommes de la Gruyère		
Maude Duc-Brunner	Assesseur-e (travailleurs)	Pierre Rouiller
Christian Schafer	Assesseur-e suppléant-e (employeurs)	Philippe Clément
Tribunal des prud'hommes de la Broye		
Roland Waeber	Assesseur-e (travailleurs)	Nouveau poste
Laurent Derivaz	Assesseur-e (employeurs)	Nouveau poste
Patrick Pillonel	Assesseur-e suppléant-e (employeurs)	Francis Michel

Elections 2023**Personne élue****Fonction****Remplacement****Tribunal des prud'hommes de la Sarine**

Maude Borgognon

Assesseur-e suppléant-e
(travailleurs)

Marc Fischer

Gilberto d'Alessandro

Assesseur-e suppléant-e
(travailleurs)

Nouveau poste

Tribunal des prud'hommes de la Singine

Christa Baeriswyl

Assesseur-e suppléant-e
(travailleurs)

Urs Maurer

Tribunal des prud'hommes du Lac

Christine Joller

Président-e 10%

Nouveau poste

Josef Haag

Assesseur-e suppléant-e
(travailleurs)

Anne-Marie Coopt

Tribunal des baux de la Singine et du Lac

Alicia Daniela Loosli

Président-e 10%

Nouveau poste

Mischa Poffet

Assesseur-e suppléant-e
(locataires)

Ivo Hubmann

Justice de paix de la Sarine

Yvan Sallin

Assesseur-e (domaine social)

Lucas Chocomeli

Jean-Louis Sciboz

Assesseur-e (domaine social)

Christian Seydoux

Anne Schrago

Assesseur-e (domaine social)

Michel Allemann

Justice de paix de la Gruyère

Annette Denise Menoud

Assesseur-e (contrôle des
comptes)

Virginie Oliveira da Silva

Delphine Dougoud

Assesseur-e (contrôle des
comptes)

Daniel Bovigny

Yves Charles Erwan Gremion

Assesseur-e (domaine social
et/ou éducatif)

Elisabeth Dunand

Christine Raboud

Assesseur-e (contrôle des
comptes)

Nouveau poste

Justice de paix de la Broye

Elisabeth Chardonnens

Assesseur-e (comptabilité,
gestion de biens)

Sylvie Bise

Pas de remplacement en 2023

Assesseur-e (assurances
sociales, domaine agricole)

Rimaz Benoît

Elections 2023

Personne élue	Fonction	Remplacement
Justice de paix de la Glâne		
Pas de remplacement en 2023	Assesseur-e	Robyr Jaques Mélanie
Laurent Périsset	Assesseur-e (santé mentale et addiction)	Marguerite Morand-Delabays
Rita Menoud	Assesseur-e (social – éducatif - coaching – psychologie)	Bernard Sansonnens
Justice de paix de la Veveyse		
Maria José Oriola Bicho	Assesseur-e (psychologie/médical)	Charles Ducrot
Marta Preti	Assesseur-e (psychologie/médical)	Simon Cottet
Autorité de surveillance du Registre foncier		
Sébastien Dorthe	Membre suppléant	Maryse Pradervand-Kernen
Julien Francey	Membre	Pierre-Henri Gapany
Commission de recours de l'Université		
Pas de remplacement en 2023	Assesseur-e	Sarah Riedo
Commission d'expropriation		
Antonin Charrière	Vice-président-e	Pierre-Henri Gapany
Simone Zurwerra	Vice-président-e	Danielle Julmy
Commission de conciliation en matière de bail de la Singine et du Lac		
Gilberte Schär	Assesseur-e (propriétaires)	Jean-Claud Goldschmid
Dominique Murielle Studer	Assesseur-e (propriétaires)	Nouveau poste
Pas de remplacement en 2023	Assesseur-e (locataires)	Gabriella Weber Morf
Commission de conciliation en matière de bail de la Sarine		
Frédéric Baechler	Assesseur-e (propriétaires)	Ragonesi Olivier

Le Conseil exprime sa gratitude à toutes les personnes ayant œuvré pour le Pouvoir judiciaire.

Dans son activité relative à l'élection de personnes pour des fonctions d'assesseurs, le Conseil constate que certaines mises au concours restent sans écho. Les procédures pour des fonctions dans des Tribunaux ou Commissions avec des représentations paritaires ou nécessitant des connaissances très spécifiques sont extrêmement problématiques. Le Conseil ne peut que le regretter sans véritablement avoir la possibilité d'y remédier, puisque même des contacts avec les différentes organisations syndicales et autres n'apportent aucun changement.

Par ailleurs, le recrutement de personnes bilingues, respectivement capables de siéger dans des séances tant francophones que germanophones, est également difficile.

1.4.2. Nominations

Il est rappelé que dans des situations exceptionnelles et urgentes, le Conseil est habilité à nommer de sa propre autorité un ou une juge pour une durée maximale de six mois (art. 91 al.1 let. d LJ). Lorsqu'il est vraisemblable qu'un magistrat ou une magistrate sera empêché pour une période plus longue, il peut pourvoir à son remplacement pour douze mois au maximum, moyennant approbation du Grand Conseil, sur préavis de la Commission de justice (art. 91 al. 1 let. d^{bis} LJ). Par ailleurs, en cas d'empêchement, chaque juge professionnel dispose d'un ou plusieurs suppléants ordinaires. Le suppléant ou la suppléante est choisi par le Conseil de la magistrature parmi les juges professionnels de l'autorité judiciaire concernée, dans l'ensemble des arrondissements ; il doit disposer des mêmes compétences professionnelles et linguistiques pour traiter de manière convenable les dossiers du juge empêché. Les dispositions relatives à la désignation d'un remplaçant pour le procureur général et les juges du Tribunal cantonal demeurent réservées (art. 22 al. 1 et 2 LJ).

Dans le cadre de ces nominations ad hoc, le magistrat ou la magistrate à remplacer est toujours consulté quant à la personne qui pourrait entrer en ligne de compte pour être nommée. La présidence administrative de l'autorité concernée se prononce désormais également.

Dans la mesure où il n'est pas toujours possible de nommer des greffiers de l'autorité concernée, le Conseil a décidé il y a plusieurs années de constituer un réservoir de candidats susceptibles de faire l'objet d'une telle nomination. Durant cet exercice, il a procédé à une mise à jour de la liste des greffiers et greffières ayant un intérêt à assumer un mandat ad hoc. Vingt-six personnes se sont annoncées.

A l'issue d'un mandat ad hoc, les personnes ayant accompli un tel mandat se voient délivrer une attestation. Le Conseil, conscient que ces nominations ad hoc constituent une opportunité d'assurer une certaine relève au sein même des autorités, a souhaité pouvoir mieux « exploiter » ces nominations. Il a dès lors pris la décision, afin de compléter les informations contenues dans le rapport final remis par le magistrat ou la magistrate ad hoc à la fin de son mandat, de demander également un rapport à la présidence administrative de l'autorité concernée.

En 2023, le Conseil a nommé six magistrats et magistrates ad hoc (art. 91 al.1 let. d LJ) ainsi qu'une Cour ad hoc pour le Tribunal cantonal (art. 22 al. 4 LJ).

Nominations 2023		
Personne nommée	Fonction	Base légale
Ministère public		
Sophie Moeschler (nommée en 2022 pour 2023)	Procureure ad hoc (100%)	Art. 91 al. 1 let. d LJ
Tribunal d'arrondissement de la Sarine		
Vlad Pocol	Président ad hoc (100%)	Art. 91 al. 1 let. d LJ
Cellule judiciaire itinérante		
Marion Mili	Juge itinérante ad hoc (80/100%)	Art. 91 al. 1 let. d LJ
Cindy Cao	Juge itinérante ad hoc (50%)	Art. 91 al. 1 let. d LJ
Justice de paix de la Singine		
Yannick Riedo	Juge de paix ad hoc (50%)	Art. 91 al. 1 let. d LJ

Nominations 2023

Personne nommée	Fonction	Base légale
Justice de paix de la Sarine		
Diana Herkommer	Juge de paix ad hoc (70/35%)	Art. 91 al. 1 let. d LJ
Célia Fuentes	Juge de paix ad hoc (70/35%)	Art. 91 al. 1 let. d LJ
Tribunal cantonal		
Raphaël Inderwildi	Président ad hoc	Art. 22 al. 4 LJ
Isabelle Guisan	Juge cantonale ad hoc	Art. 22 al. 4 LJ
Jacques Dubey	Juge cantonal ad hoc	Art. 22 al. 4 LJ

En vertu de l'art. 6 LJ, le Conseil a enfin admis des exceptions pour des dossiers particuliers et prolongé les mandats de plusieurs assesseurs.

1.5 Pouvoir de surveillance

L'art. 127 de la Constitution (Cst.) charge le Conseil de la surveillance administrative et disciplinaire du Pouvoir judiciaire et du Ministère public (al. 1). Le Conseil est autorisé à déléguer au Tribunal cantonal la surveillance administrative des autorités judiciaires de première instance (al. 2).

1.5.1 Surveillance administrative

Outre l'inspection du Tribunal cantonal qui lui revient d'office, le Conseil a inspecté les autorités suivantes :

- > Le Tribunal des mesures de contrainte
- > Les Tribunaux d'arrondissement de la Veveyse et de la Glâne
- > La Justice de paix de la Gruyère
- > Le Ministère public
- > Le Tribunal pénal des mineurs
- > L'Autorité de surveillance du registre foncier
- > La Cellule judiciaire itinérante
- > La Commission d'expropriation
- > La Commission de recours en matière d'améliorations foncières.

L'inspection des autres autorités a été déléguée au Tribunal cantonal comme l'autorise l'art. 127 al. 2 Cst.

Se fondant sur les inspections et rapports des autorités, il a formulé des remarques pour chacune d'elles au chapitre 3.

Dans l'ensemble, les inspections n'ont pas révélé de dysfonctionnement. Le Conseil note cependant que beaucoup d'autorités se plaignent d'une surcharge pour certaines en partie liée à une nouvelle jurisprudence fédérale en matière de contribution d'entretien et d'un manque important de ressources (cf. point 2.1.1). Certaines autorités souffrent en outre de l'exiguïté de leurs locaux (cf. point 2.1.2).

En vertu de l'art. 101 al. 3 LJ, le Conseil de la magistrature exerce sa surveillance d'office, sur la base des informations qu'il recueille, de plaintes ou de dénonciations. Dans le contexte de cette surveillance générale, le Conseil a ordonné une enquête préliminaire dans une autorité.

Statistiques – informatique

Dans le cadre de la surveillance administrative, le Conseil examine et analyse les statistiques des autorités non seulement pour l'établissement de son rapport annuel sur l'activité judiciaire, mais également en vue des inspections évoquées ci-dessus. La connaissance de ces chiffres est indispensable pour réagir aux surcharges et aux retards, identifier tout problème concernant les méthodes de travail des juges et utiliser de manière efficace la Cellule itinérante, destinée à soulager les autorités temporairement surchargées. C'est également un outil précieux pour identifier les problèmes de dotation des tribunaux et soutenir de manière étayée auprès des autorités politiques les demandes d'EPT supplémentaires pour ceux qui sont durablement sous-dotés.

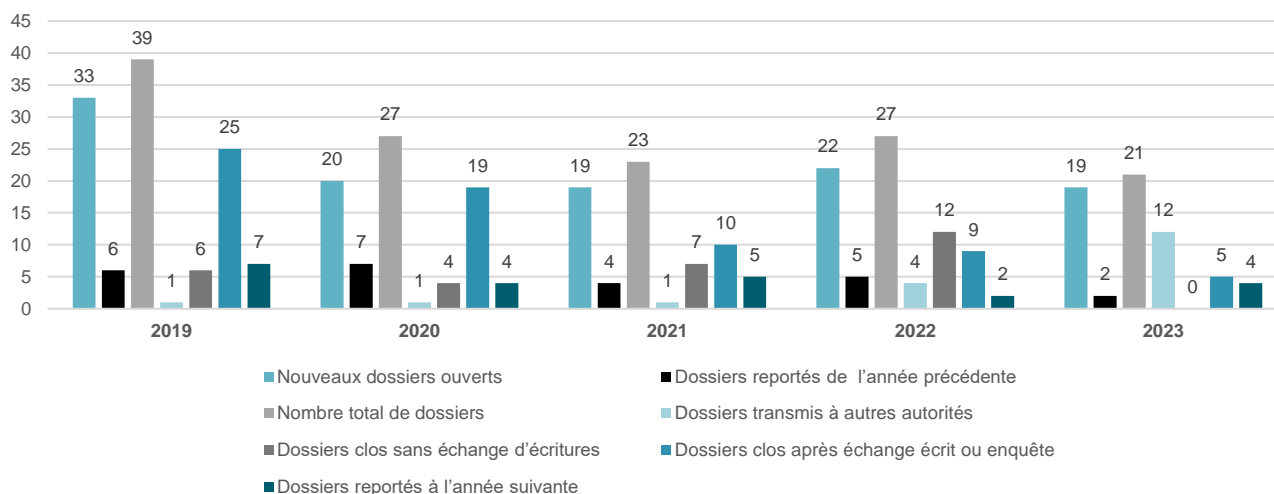
A ce titre, le Conseil rappelle l'importance et la nécessité de disposer d'un outil lui permettant de regrouper et de mieux comparer l'ensemble des statistiques des autorités. Dans cette optique, un enregistrement uniformisé des dossiers devra impérativement être mis en place par une coordination entre les différentes instances.

En outre, comme répété à plusieurs reprises, la base de données vieillissante regroupant l'ensemble des magistrats professionnels et non professionnels du canton ne permet pas de travailler de manière rationnelle et efficace. Le Conseil devrait pouvoir disposer d'un outil moderne et performant pour gérer les ressources en juges et informer, respectivement répondre rapidement aux questions posées par les autorités politiques et les justiciables en relation avec la composition des autorités judiciaires. Le Conseil en a fait la demande.

Bien que sans rapport direct avec son activité de surveillance, il y a lieu de relever, à ce stade du rapport relatif aux outils informatiques, que le Conseil devrait pouvoir disposer d'un programme de gestion des dossiers afin de gagner un temps précieux dans la numérisation de l'ensemble de son activité. Le Conseil en a également fait la demande et espère pouvoir en bénéficier dans un avenir proche.

1.5.2 Surveillance disciplinaire

Surveillance disciplinaire CM - évolution 2019-2023



Tous les dossiers clos durant l'année ont été classés sans suite.

Après avoir ouvert une procédure de révocation combinée à une suspension dans ses fonctions du magistrat concerné, la procédure est devenue sans objet suite à la démission du magistrat.

Le nombre de nouvelles dénonciations est resté stable par rapport aux deux dernières années. A relever que plusieurs intervenants reviennent à la charge une ou plusieurs fois après la décision de classement du Conseil. Ces interventions réitérées, qui concernent des éléments sur lesquels le Conseil s'est déjà prononcé, ne sont pas comptabilisées comme de nouvelles entrées. Elles représentent néanmoins une charge de travail certaine.

Dans un souci d'efficacité, il a été fait usage durant cet exercice à plusieurs reprises de l'art. 43 du code de procédure et de juridiction administrative qui permet de demander la régularisation des interventions.

1.5.3 Levée d'immunité

En vertu de l'art. 111 al. 3 LJ, le Conseil a établi un rapport à l'intention du Grand Conseil sur la demande de levée d'immunité d'une magistrate. Il a préavisé négativement la demande.

1.6 Communication

La conférence de presse pour la publication du rapport annuel a eu lieu le 19 juin 2023.

Dit rapport a été présenté au Grand Conseil lors de sa session du 29 juin 2023. Le Président du Conseil a assisté à cette présentation comme le veut la loi (art. 198a de la loi sur le Grand Conseil).

1.7 Consultations

Le Conseil a été consulté sur le projet de règlement sur la sécurité de l'information et sur la motion portant sur la modification des articles 153 al. 1 de la loi sur le Grand Conseil et 13 al. 1 de la loi sur la justice.

Il a également été sollicité par le Service du personnel pour la modification de sa Directive du 19 août 2008 relative aux congés payés octroyés aux collaborateurs et collaboratrices assumant une charge publique non obligatoire.

Faisant suite à différents échanges avec le Conseil et le Service de la justice, l'Association fribourgeoise des magistrats (AFM) a abordé le Prof. Michel Heinzmann afin de voir si un partenariat entre l'Université et leur association serait envisageable pour parvenir à la rédaction d'une loi sur le statut des magistrats. Une telle collaboration pourrait être envisageable dans le cadre d'un séminaire dont le but pourrait être d'étudier les différentes réglementations légales sur le statut des magistrats qui existent dans d'autres cantons ou à l'étranger.

Enfin, il a répondu à un certain nombre de questions de l'Université de Genève portant sur le projet de recherche « La pratique du droit de la famille pendant la pandémie de COVID-19 : justice numérique et inégalités de genre ».

1.8 Enquêtes

Abréviations des Autorités judiciaires fribourgeoises

En 2022, le Conseil avait procédé à une enquête concernant les abréviations utilisées pour désigner les autorités judiciaires fribourgeoises et constaté que différentes variantes d'abréviations étaient parfois utilisées (comptabilité, Tribuna, Sitel, adresses e-mail, site web de l'État), sans qu'il existe une liste officielle de ces abréviations.

Dans un but d'uniformisation et de clarification, le Conseil a établi une liste officielle des abréviations, l'uniformisation des abréviations étant indispensable, notamment dans le cadre du projet e-Justice.

Les Autorités judiciaires et étatiques avaient été consultées et avaient réservé un accueil plus que favorable à cette uniformisation.

Les nouvelles abréviations ont dès lors pu être communiquées au cours de cet exercice et les dispositions nécessaires pour l'application de ces nouvelles abréviations sur tous les supports concernés (Internet, Intranet, ATI, courriels, documents divers, etc.) ont été prises. Des délais raisonnables pour la mise en œuvre ont toutefois été prévus.

Mise à jour du « réservoir » de candidat-e-s susceptibles d'assumer un mandat ad hoc

Comme signalé au point 1.4.2., l'ensemble des greffiers et greffières du Pouvoir judiciaire ont été invités à manifester leur intérêt à figurer sur la liste des personnes ayant un intérêt à assumer en cas de besoin de remplacement un mandat de magistrat ad hoc. Vingt-six personnes se sont annoncées. Il a été pris bonne note de leurs spécialisations et de leurs connaissances linguistiques.

1.9 Analyse du pouvoir judiciaire et plan directeur du pouvoir judiciaire

Le Conseil de la magistrature a complété sa vision pour le Pouvoir judiciaire dans son plan directeur 2023-2028. Celui-ci a été publié le 14 août 2023 et transmis aux Autorités judiciaires, au Conseil d'Etat et au Grand Conseil par l'intermédiaire de la Commission de justice.

En 2017, le Conseil de la magistrature a élaboré un plan directeur 2017-2021 qui décrivait l'évolution de la justice dans le canton de Fribourg pour les prochaines années. Ce plan devait être compris comme un outil de planification qui décrit les objectifs, les missions et les projets. Il permettait d'amorcer la vision stratégique de l'avenir de la justice fribourgeoise à court et moyen terme.

La vision pour la justice fribourgeoise, décrite par le plan directeur 2017-2021, a été définie de la manière suivante. La justice fribourgeoise est une institution organisée de manière moderne, prête et capable de réagir aux changements sociaux et légaux et d'assurer en tout temps une administration rapide et de qualité de la justice.

Le plan directeur 2023-2028 s'inscrit dans la ligne de ce premier plan. Il a pour but d'accompagner la réorganisation de la justice et ses nouvelles façons de travailler. Il aborde également la question du changement et la nécessité d'un accompagnement ainsi que certaines questions sensibles relatives au statut du personnel des magistrats.

Le **premier thème prioritaire** relatif aux nouvelles structures et façons de travailler aborde la **réorganisation de la justice** suite à l'analyse du pouvoir judiciaire lancée par le Conseil d'Etat. Il traite ainsi du regroupement de différentes autorités judiciaires et de l'éventuelle mise en place d'un organe de conduite du pouvoir judiciaire. La **charge de travail**, thème récurrent et largement préoccupant des autorités, est ensuite abordée sous l'angle des réflexions qui devront être menées sur plusieurs niveaux, du particulier au global et sociétal :

- > Prise en considération de l'augmentation de la population et par voie de conséquence augmentation des forces de travail dans les autorités ;
- > Modifications législatives pouvant potentiellement réduire les lourdeurs actuelles ;
- > Adaptation des processus et outils de travail ;
- > Formation du monde judiciaire aux nouveaux outils et nouvelles technologies ;
- > Formation aux « nouveaux » outils sociologiques ;
- > Réflexions sur l'indépendance, la responsabilité et l'éthique du juge ;
- > Réflexions sur le type de justice souhaitée pour le canton et sur son rôle.

La réorganisation de la justice ne saurait se décliner sans une justice digitalisée. Les travaux en matière de digitalisation, respectivement le **programme e-Justice** du canton de Fribourg, sont actuellement suivi avec attention tant par les autres cantons que par la Confédération. En effet, notre canton peut se féliciter d'être considéré comme un pionnier en la matière. Les objectifs visés traduits en projets répondront aux attentes tant fédérales que cantonales. Flexibilité, gain de temps, augmentation de l'efficacité et réduction des coûts, les avantages sont nombreux sans compter la modernisation de l'administration de la justice. Enfin, aujourd'hui, un plan directeur ne saurait passer sous silence la question de l'utilisation de l'**intelligence artificielle**. Certains systèmes judiciaires y ont d'ailleurs déjà recours.

Le **deuxième thème prioritaire** aborde la **gestion du changement** et la nécessité d'une démarche participative tant dans la réorganisation de la justice que dans sa digitalisation. Enfin, le **troisième thème prioritaire** mène une réflexion sur le **statut du personnel des magistrats**.

En conclusion, le Conseil est d'avis que le défi du troisième pouvoir consistera à faire face à une augmentation de la charge de travail, liée notamment à une complexification des questions juridiques et une augmentation de la population, et à l'évolution de la technologie.

Ceci conduira à promouvoir une simplification de l'organisation territoriale et administrative, une centralisation des tâches administratives dans le but de permettre aux juges de se consacrer entièrement à leur première tâche, soit de rendre des jugements.

L'intelligence artificielle devrait permettre de dégager du temps pour plus d'écoute des justiciables, voire d'oralité de certaines procédures. Ce « nouveau » rôle du magistrat pourrait permettre une meilleure compréhension des législations et des procédures applicables et à terme une plus grande acceptation des jugements.

La mise en œuvre du programme e-Justice est inévitable et nécessaire. Le financement de ce programme doit être assuré. Le programme doit impérativement être accompagné d'un effort considérable en ce qui concerne le *change management* et l'accompagnement du personnel. Le changement fondamental des processus de travail qui devra être réalisé par un personnel déjà surchargé constitue un risque important à ne surtout pas sous-estimer.

1.10 Divers

1.10.1 Commission de justice du Grand Conseil

Faisant suite aux échanges avec la Commission de justice lors de la présentation de son rapport annuel 2022, le Conseil a remonté au Service de la justice les échanges concernant la pratique du canton de Fribourg relative au remboursement de l'assistance judiciaire et les réflexions menées sur l'éventualité que les commissions de conciliation en matière de bail rédigent des projets de jugement et non plus des autorisations de procéder afin de désengorger les Tribunaux des baux.

S'agissant de la formation des magistrats et magistrates en matière de conciliation, plusieurs possibilités sont actuellement à l'étude. Etant entendu que l'obtention de statistiques de conciliation équivalente à celles de cantons disposant d'autorités de conciliation institutionnalisées sera difficile compte tenu précisément des organisations et structures différentes.

1.10.2 Rapports du Conseil de la magistrature et des Autorités judiciaires

Poursuivant son exercice de facilitation du travail des personnes en charge des rapports annuels tant au sein des autorités qu'au sein du Conseil, les supports des modèles et les modèles des rapports modifiés l'an dernier pour les Tribunaux d'arrondissement ont été étendus aux Justices de paix pour le présent rapport.

Un travail d'uniformisation des textes descriptifs des autorités a en outre été amorcé ; il se poursuivra dans les prochains rapports.

1.10.3 Archives judiciaires

Un état des lieux des archives judiciaires a été dressé avec les Archives cantonales, le Tribunal cantonal et le Service de la justice. Une planification des plans de classement des Autorités a été élaborée par l'Archiviste judiciaire. Le plan du Conseil est au demeurant à bout touchant.

Les défis des prochaines années toucheront principalement les lieux et/ou espaces de stockage.

1.10.4 Rappel de l'art. 62 al. 1a let. a LJ

Par courrier du 16 août, le Conseil a rappelé aux Autorités prud'hommales du canton le contenu de l'art. 62 de la loi sur la justice, et plus particulièrement l'alinéa 1a let. a (entré en vigueur le 1^{er} janvier 2022), qui prévoit que l'Autorité de conciliation en matière d'égalité est compétente pour traiter l'entier du litige lorsqu'une prétention relevant de la compétence du tribunal des prud'hommes s'ajoute à une prétention fondée sur la loi sur l'égalité.

Les Autorités ont été invitées à transmettre ces litiges à la Commission de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail.

1.10.5 Programme e-Justice

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme e-Justice, le Conseil a été amené à rendre plusieurs décisions principalement des autorisations d'accès aux sessions de Tribuna.

Il a en outre validé le principe de regrouper les fonctions métier au sein de groupes de sécurité IT.

1.10.6 Echanges

A l'initiative du canton de Fribourg, la première rencontre des Conseils de la magistrature latins a eu lieu le 16 novembre 2023. Des délégations des cantons de Fribourg, Genève, Jura, Neuchâtel, Valais, Vaud et Tessin ont ainsi pu échanger sur leurs différentes pratiques. Les discussions furent instructives et constructives. Les difficultés rencontrées au sein des différents Conseils sont similaires et ce malgré des compétences parfois différentes.

L'échange d'expériences des différentes autorités permettra de gagner en efficacité. Ces rencontres seront institutionnalisées.

1.10.7 Autorité de surveillance du registre foncier et Direction des finances

En 2022, une convention relative au traitement des tâches administratives de l'Autorité avait été signée entre le Conseil, l'Autorité et la Direction des finances. Cette solution a permis d'assurer le fonctionnement à court et moyen terme.

Dans la mesure où cette solution ne saurait être considérée que comme provisoire, le Conseil a réactivé la reprise des échanges.

1.10.8 Formation des magistrat-es

En adéquation avec sa politique RH, l'Etat de Fribourg accompagne ses cadres en veillant au développement de leurs compétences managériales. Ainsi, lors de l'engagement de nouveaux cadres, des formations introductives sont proposées par le Service du personnel et d'organisation (SPO) et doivent obligatoirement être suivies.

Conscient des spécificités des fonctions de magistrat, le SPO a abordé l'AFM pour la mise en place d'une formation adaptée en termes de durée et de contenu aux magistrats et magistrates du Pouvoir judiciaire et l'a élaborée en étroite collaboration avec elle.

Le Conseil de la magistrature, qui doit veiller à la formation continue de ces derniers, a validé le contenu de cette nouvelle formation introductive et spécifiquement pensée pour le Pouvoir judiciaire. Le parcours de formation englobe trois modules d'une demi-journée chacun, répartis sur une durée d'environ 5 mois, à savoir : Techniques d'entretien de recrutement, Conduite par Objectifs, du Développement et de l'Evaluation (ODE) et Gestion et prévention des conflits.

Cette formation est ouverte à tous et toutes. Le Conseil a toutefois souhaité la rendre obligatoire à l'avenir pour les magistrats et magistrates nouvellement élus ainsi que pour celles et ceux qui assument un poste de magistrat dans le canton depuis le 1^{er} janvier 2018.

Les premiers modules ont débuté en septembre 2023 en français uniquement. En 2024, dite formation devrait être donnée également en allemand.

1.10.9 Heures supplémentaires des magistrat-es

Il est rappelé que les magistrats et magistrates qui demandent la validation de leurs heures supplémentaires ou complémentaires (pour les personnes à temps partiel) en vue de leur paiement doivent les justifier.

Faisant suite à différentes demandes tardives de paiement d'heures, le Conseil a souhaité préciser certains points dans un courrier transmis à l'ensemble des magistrats et magistrates. Il leur a en outre été demandé de formuler leurs demandes de paiement ou de report auprès du Conseil une fois par année pour chaque année civile au plus tard à la fin janvier de l'année suivante. Par ailleurs et afin que les Autorités aient une vue d'ensemble des demandes formulées, il a été souhaité que les différentes demandes soient regroupées auprès de leur Présidence administrative qui aura ainsi la possibilité d'apporter des commentaires ou des explications relatives à la charge de travail globale de l'autorité ainsi que sur les (im)possibilités de compensation avant de les transmettre au Conseil.

Afin d'avoir un suivi des heures supplémentaires/complémentaires effectuées, un contrôle aura lieu d'office en milieu et en fin d'année. Les magistrats et magistrates qui seront amenés à faire des heures supplémentaires ont enfin été invités à aborder ce thème avec les délégations lors des inspections annuelles.

Pour 2023, le Conseil a validé des heures supplémentaires et complémentaires. Le total s'élève à 2800,88 heures. En 2022 et 2021, les totaux s'élevaient à 1085 et 1257,89 heures. Ce chiffre élevé doit être mis en relation tant avec la charge de travail en constante augmentation des autorités qu'avec le courrier du Conseil ayant eu pour conséquence un rattrapage de demandes « tardives » de paiement.

1.10.10 Nouveau programme informatique pour le recrutement

Comme déjà relevé dans le précédent rapport, compte tenu des spécificités de la procédure de recrutement des magistrats et magistrates, ce programme n'est pas adapté aux processus de travail du Conseil et peut même faire perdre un temps significatif à son secrétariat.

2 Le Pouvoir judiciaire en 2023

2.1 Synthèse et éléments marquants de l'année

2.1.1 Charge de travail et dotation des autorités judiciaires

En raison notamment des demandes d'EPT devenant de plus en plus nombreuses, le Conseil d'Etat a ordonné une analyse du pouvoir judiciaire en 2017. Dans l'attente de ces résultats, il revenait à la Cellule itinérante (entrée en fonction au 1^{er} juillet 2016) de tenter de soulager les autorités. Il était toutefois déjà clair que seule la cellule ne pourrait pas résoudre la problématique, laquelle s'est dans l'intervalle largement accentuée et conduit à l'octroi de onze nouveaux postes en 2022.

A l'époque, il avait déjà été signalé que les besoins totaux exprimés par les autorités allaient bien au-delà de ces onze EPT. En effet, les autorités concluaient, en 2020 déjà, à l'octroi de postes urgents pour un total de 15,55 EPT qu'elles jugeaient indispensables pour assurer leur fonctionnement. Certaines autorités, probablement usées par de trop nombreux refus de demandes de postes, ne s'étaient en outre pas prononcées.

Dans le cadre des inspections et de leurs rapports annuels de 2022 et de 2023, la majorité des autorités ont fait valoir des charges de travail importantes nécessitant l'octroi de forces supplémentaires tant en magistrats, qu'en greffiers ou personnel administratif. Ce constat inquiétant fait en 2023 a amené le Conseil à inviter, en début 2024, les autorités à formuler leurs besoins (magistrats, greffe, secrétariat). Il est en effet primordial de constater que, outre les plaintes exprimées lors des inspections, le recours à la Cellule judiciaire itinérante, la nomination de juges ad hoc pour des situations particulières liées à des procédures importantes, complexes ou chronophages, pour pallier l'absence de magistrats ou pour en éviter, l'augmentation des heures supplémentaires, la motivation des plaintes adressées au Conseil contre des magistrats, les critiques portant sur la durée des procédures font partie des éléments qui confirment le manque clair de ressources.

L'ensemble des autorités ont en outre subi de plein fouet la nouvelle jurisprudence fédérale en matière de contribution d'entretien. Cette méthode certes uniforme pour toute la Suisse demeure cependant très complexe et chronophage dans son application au quotidien. A ce titre, il y a lieu de relever que tous les Tribunaux d'arrondissement sont unanimes sur la complexité croissante dans les domaines du droit de la famille et des procédures pénales. Les Justices de paix relèvent quant à elle la complexification des situations qui deviennent de plus en plus difficiles, longues et impactantes, sans que cela ne ressorte des statistiques. Enfin, les autorités pénales redoutent la charge de travail supplémentaire engendrée par les modifications du code de procédure pénale.

Les causes de la surcharge actuelle des autorités judiciaires tiennent à de multiples facteurs :

- > Augmentation de la population
- > Recours plus fréquent aux avocats
- > Procédures plus complexes dues notamment à des modifications de lois (nouveau droit de protection de l'enfant et de l'adulte, modifications du code de procédure civile et du code de procédure pénale à venir) ou à de nouvelles jurisprudences (notamment en matière matrimoniale)
- > Mise en œuvre de la transformation digitale.

Si les mesures retenues par l'analyse du pouvoir judiciaire commandée par le Conseil d'Etat devraient permettre de soulager les autorités, celles-ci n'interviendront qu'au plus tôt en 2027. Dans l'intervalle, les autorités tant civiles que pénales devront jongler avec de nouveaux droits et de nouvelles jurisprudences qui, comme déjà relevé à maintes reprises ne diminueront en rien la charge de travail, et les travaux découlant de la réorganisation et de la digitalisation de la justice.

Les autorités surchargées de longue date ne sauraient remplir leur mission dans les prochaines années sans l'apport de forces supplémentaires conséquentes. Les solutions de « bricolage » mises en place par un Service de la justice pleinement conscient des difficultés rencontrées par les autorités ont clairement atteint leurs limites sans compter le temps et l'énergie dépensés pour leurs mises en place. Il est dès lors impératif que des forces supplémentaires soient octroyées au troisième pouvoir afin de garantir son fonctionnement.

2.1.2 Locaux

Plusieurs autorités souffrent de l'exiguïté de leurs locaux.

Le Tribunal des mesures de contrainte vit désormais dans une solution provisoire. Il est toutefois impératif qu'une solution pérenne et enfin adéquate – notamment en ce qui concerne la sécurisation des locaux - permette à ce tribunal de travailler et de siéger dans de meilleures conditions.

Comme déjà évoqué dans le précédent rapport, la Justice de paix de la Sarine a assisté au déménagement de son service comptable dans un autre bâtiment, rue de la Poste 1. Ce qui a permis de libérer un certain nombre de places de travail pour le reste du personnel dans les locaux de la rue des Chanoines en attendant le déménagement définitif.

Les Tribunaux d'arrondissement de la Broye et de la Veveysse ainsi que la Justice de paix de la Gruyère sont également toujours en attente de solutions.

Il y a lieu enfin de signaler que, faisant suite au courriel du Service de la justice du 12 décembre 2023 relatif au nouveau concept de la Sécurité et de la Protection de la Santé au Travail (SST) précisant qu'il incombe aux dirigeants et dirigeantes, à savoir les Présidents et Présidentes et les Greffiers-chefs et Greffières-cheffes des autorités, de veiller à l'application de la politique, des mesures et des règles SST adéquates et de répondre de la santé et de la sécurité du personnel, le Conseil a été rendu attentif au fait que les locaux actuels du Tribunal de la Broye ne permettent pas et ne permettront jamais d'assurer pleinement la santé et la sécurité au travail du personnel et que, dans ce sens, il n'est pas envisageable que les Présidents et Présidentes et Greffiers-chefs et Greffières-cheffes assument quelque responsabilité que ce soit à ce titre en cas de problème.

2.1.3 Salaire des magistrat-es et des assesseur-es

Comme déjà relevé à plusieurs reprises, le Conseil est parfois confronté au retrait de candidature à des postes professionnels en raison des classifications salariales - trop modiques en comparaison à d'autres cantons notamment - recommandées par le Service du personnel. Le Conseil est inquiet que cela restreigne le vivier des candidats et candidates potentiels.

S'agissant de la rémunération des assesseurs, faisant suite à un postulat, le Conseil d'Etat a transmis son rapport au Grand Conseil. Le 20 décembre 2023, le Grand Conseil a pris acte du rapport. Le rapport prévoit la conclusion suivante : « L'étude démontre que les juges assesseur-es fribourgeois ne sont pas suffisamment rémunérés en comparaison des autres cantons romands. Elle aboutit dès lors à la nécessité d'augmenter les tarifs et les frais alloués aux juges assesseur-es. La question de fixer des tarifs spécifiques pour les juges assesseur-es des justices de paix, de même que la nécessité de continuer à conserver des assesseur-es dans toutes les instances, en particulier dans les cours civiles, seront examinées dans le cadre de la mise en œuvre de l'analyse du pouvoir judiciaire. En fonction des propositions retenues dans le cadre de la mise en œuvre de l'analyse du Pouvoir judiciaire, la Direction de la sécurité, de la justice et du sport proposera une modification du règlement sur la justice pour adapter le mode de rémunération et le tarif des juges assesseur-es. »

2.1.4 Système de gestion de dossiers pour les Préfectures

Les Préfectures ne disposent toujours pas de système de gestion des dossiers électronique pour gérer informatiquement les affaires pénales de sorte qu'elles doivent continuer à travailler avec des listes Excel. Ceci n'est plus acceptable avec les exigences d'efficacité et de rationalité actuelles. Certaines préfectures relèvent également la nécessité d'une digitalisation des transmissions de rapports de police afin d'éviter la double saisie des données.

Le Conseil intervient depuis de nombreuses années auprès de la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts pour que les préfectures puissent bénéficier de Tribuna.

2.2 Informatique

2.2.1 Centre de compétences informatiques du pouvoir judiciaire – JUS-TIC

Au 1^{er} janvier 2023, Michel Corbaz a débuté son activité en qualité de responsable de JUS-TIC. Il a procédé à l'élaboration des différents documents traitant de la mise en œuvre du centre. S'en sont suivis les engagements du personnel, en particulier des intendants numériques. Le centre a officiellement ouvert ses portes le 1^{er} mai.

JUS-TIC est l'interlocuteur en termes de support opérationnel pour toutes les autorités du pouvoir judiciaire (à l'exception des préfectures) et pour le Conseil.

Les objectifs visés sont les suivants :

- > contribuer au bon fonctionnement des autorités judiciaires sur le plan digital au quotidien,
- > permettre aux autorités judiciaires d'assumer correctement les nouveaux rôles métier découlant de la nouvelle ordonnance sur la digitalisation,
- > fournir un support de qualité aux utilisateurs des autorités judiciaires concernant les futures applications déployées.

Le centre est chargé de coordonner et de collaborer avec les correspondants informatiques, les utilisateurs clé et les responsables des processus métier dans les domaines suivants :

- > support : fournir un support de qualité aux collaborateurs et collaboratrices des autorités judiciaires,
- > accompagnement : aider à la compréhension de la valeur ajoutée des outils et services mis à disposition,
- > formation : construire, diffuser et présenter des tutoriels afin de faciliter l'utilisation des logiciels et services,
- > communication : partager les informations et les bonnes pratiques au sein des autorités judiciaires,
- > veille technologique : suivre et comprendre les évolutions technologiques en lien avec les systèmes utilisés dans les autorités judiciaires,
- > anticipation : écouter les besoins et préparer l'environnement de travail de demain.

Les travaux informatiques réalisés et en cours sont les suivants :

- > Renouvellement d'une partie du parc informatique (selon ancienneté du matériel),
- > Equipement de systèmes de visioconférence pour les salles d'audience,
- > Mise à niveau de Tribuna au Tribunal pénal des mineurs (en cours),
- > Nouvelle plateforme d'échanges de dossiers OAI-TC,
- > Mise à disposition d'adresses XXX@fr.ch pour les membres des commissions rattachées au Pouvoir judiciaire, les assesseur-es et les juges suppléants. A relever que les travaux de mise à disposition de Tribuna pour les commissions de conciliation en matière de bail à loyer ont été relancés par la CIAJ (en cours),
- > Mise en application de NewVOSTRA - gestion des casiers judiciaires – (délai fin juin 2024),
- > Traitement des scellés au Tribunal des mesures de contrainte (terminé en 2023),

2.2.2 Digitalisation de la justice

Le projet de digitalisation de la justice est mené avec le soutien du **programme cantonal e-Justice** et le programme fédéral Justitia 4.0 dans lesquels plusieurs autorités judiciaires sont fortement impliquées.

La Juge cantonale Anne-Sophie Peyraud a repris la présidence du COPIL du programme e-Justice à la suite de l'élection de Yann Hofmann au Tribunal fédéral.

En début d'année, le projet EXPED Impressions centralisées du programme e-Justice s'est déployé dans toutes les autorités judiciaires. Des suivis de cette solution sont encore en cours à travers le projet EXPED Evolution.

La mise en œuvre du projet de numérisation et de consultation de dossiers judiciaires à travers l'outil Nomadoc a débuté au cours de cet exercice par l'implication de plusieurs autorités dans la phase pilote. Il est absolument nécessaire de remédier aux défauts de jeunesse de la solution récemment introduite.

A rappeler ici que le programme e-Justice est inclus dans le premier thème prioritaire du Plan directeur du Conseil, qu'il répond aux attentes fédérales et cantonales (flexibilité, gain de temps, augmentation de l'efficacité et réduction des coûts, modernisation de l'administration de la justice) et que la réorganisation de la justice implique une justice digitalisée. La mission du programme, dont les mandants sont Romain Collaud, Directeur de la sécurité, de la justice et du sport, et Johannes Frölicher, Président du Conseil, visent à :

- > Mettre à disposition des solutions IT
- > Rénover les processus métier
- > Harmoniser les pratiques
- > Accompagner le changement avec formation et en promulguant la valeur ajoutée de la transformation de l'organisation.

Le Conseil s'inquiète que la mise en place des différents projets du programme e-Justice soit mise en péril par la surcharge des Tribunaux. En effet, celle-ci conduit à ce que les autorités ne peuvent pas consacrer le temps nécessaire à adapter leurs processus et leur manière de fonctionner pour intégrer les nouvelles applications. Le risque que cette situation conduise à une compromission de l'acceptation de la digitalisation par le personnel est également existant.

2.2.3 Nouvel environnement de travail de bureau publié Citrix

Faisant suite aux recommandations de Microsoft de migrer l'existant Office 2016 vers les outils M365, une nouvelle infrastructure de l'environnement Citrix a été déployée, en automne 2023. La compatibilité du logiciel Tribuna V3 avec la suite Office M365 Apps dans l'environnement Citrix a été garantie par le fournisseur « DeltaLogic », éditeur du logiciel Tribuna V3.

2.2.4 Informatique des différentes commissions rattachées au pouvoir judiciaire

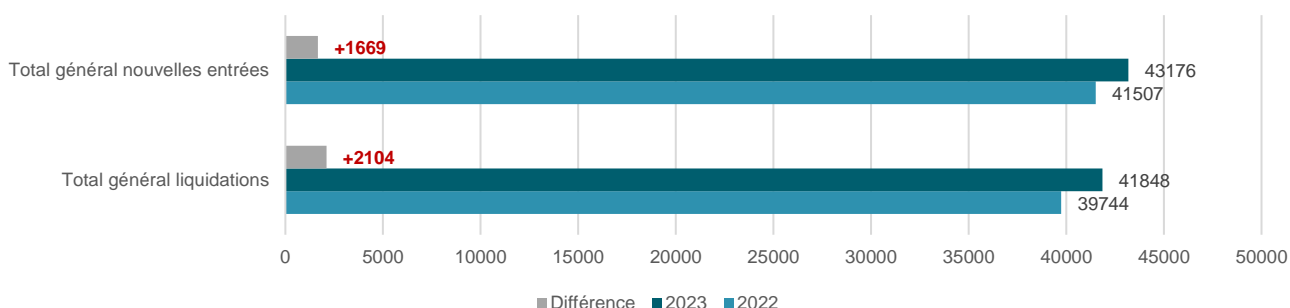
Des échanges sont menés pour mieux tenir compte des besoins des commissions - dont font également partie l'Autorité de surveillance du Registre foncier et le Tribunal arbitral en matière d'assurance-maladie et accidents.

Un courrier leur a notamment été adressé durant cet exercice les informant que la Secrétaire générale du Conseil de la magistrature sera dorénavant leur personne de contact pour ce qui touche à leurs besoins.

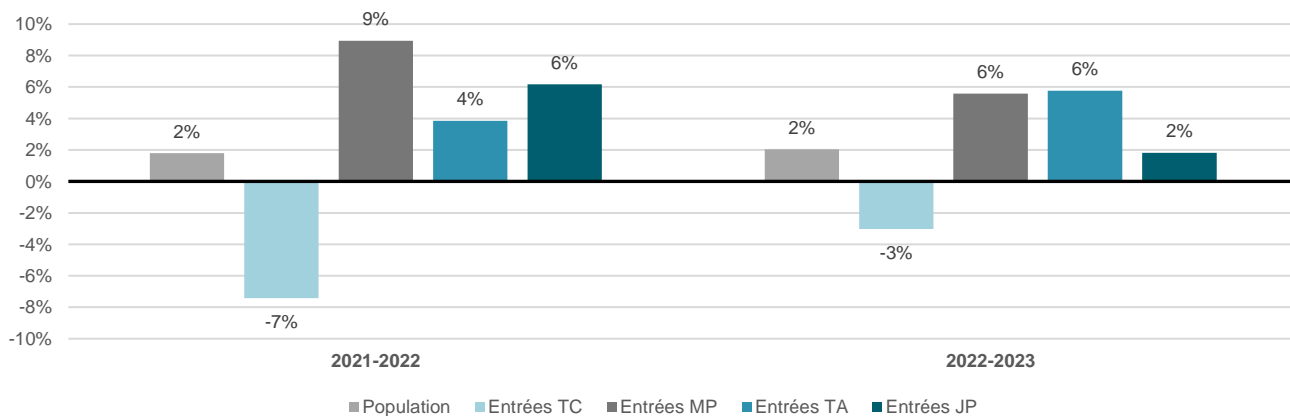
2.3 Charge de travail (entrées et liquidations)

Comme déjà relevé à plusieurs reprises, s'agissant de la charge de travail et des liquidations globales du Pouvoir judiciaire, il est important de relever que sans un outil statistique uniforme applicable à toutes les autorités judiciaires et compte tenu des natures différentes des procédures pendantes auprès des autorités, il est difficile d'en donner une véritable vue d'ensemble. Les diagrammes ci-dessous ne tiennent pas compte des chiffres de la Cellule itinérante qui sont déjà compris dans ceux des autorités lui ayant transmis les dossiers. Il en va de même pour les Préfectures qui ne disposent pas du système Tribuna et dont certaines entrées sont déjà comptabilisées au Ministère public, ainsi que pour les Commissions de conciliation en matière de bail, dont une partie des chiffres se retrouvent dans ceux des tribunaux. Par souci d'exhaustivité, ces chiffres sont toutefois répertoriés dans la seconde partie des tableaux ci-dessous.

Entrées et liquidations des Autorités disposant du logiciel Tribuna - évolution 2022-2023
(sans Commissions et Préfectures)

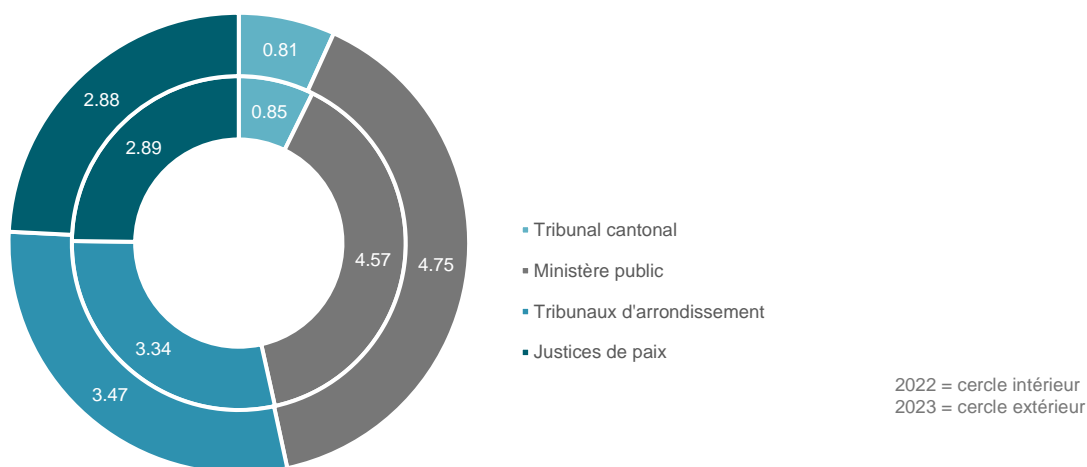


Evolution population¹⁾ et nouvelles entrées 2021-2023
TC - MP - TA - JP



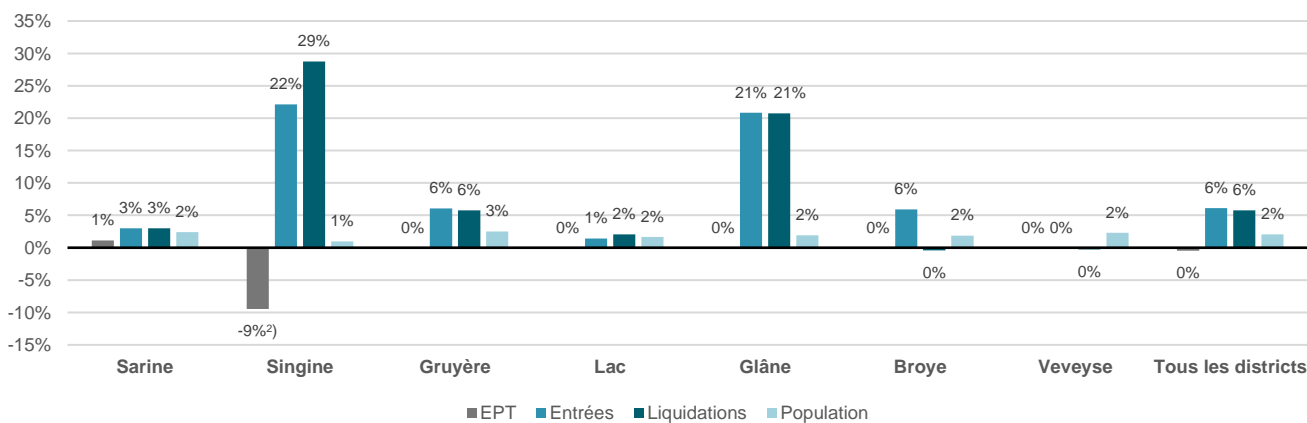
¹⁾ Population résidente permanente (12.2021/12.2022/11.2023)

Affaires inscrites au rôle par 100 habitants¹⁾ 2022-2023



¹⁾ Population résidente permanente (12.2022/11.2023)

Evolution Population¹⁾ - EPT - Entrées - Liquidations Tribunaux d'arrondissement 2022-2023



¹⁾ Population résidente permanente (12.2022/11.2023)

²⁾ La diminution de 9% dans le district de la Singine s'explique par la suppression d'un ETP d'apprenti en 2023.

2.3.1 Nouvelles entrées

Autorités disposant du logiciel Tribuna	2021	2022	2023
Tribunal cantonal	3043	2833	2750
Ministère public	13917	15283	16188
Tribunal des mesures de contrainte	830	711	869
Tribunal pénal des mineurs	1636	1850	1675
Cellule judiciaire itinérante ¹⁾	298	505	446
Tribunal pénal économique	3	10	12
Tribunaux d'arrondissement	10733	11163	11847
Justices de paix	9062	9657	9835
Total	39224	41507	43176

¹⁾ Les entrées de la Cellule itinérante sont déjà comptabilisées dans les autorités qui lui ont transmis les dossiers.

Autres Autorités	2021	2022	2023
Préfectures ¹⁾	17233*	19424	18676
Commissions de conciliations en matière de bail ²⁾	633	516	1307
Commission de recours de l'Université	9	2	7
Commission de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail	1	1	2
Commission de recours en matière d'améliorations foncières	8	0	1
Commission d'expropriation	8	5	18
Autorité de surveillance du registre foncier	3	9	9
Commission de recours en matière de premier relevé	2	3	0
Tribunal arbitral en matière d'assurance maladie et accidents	2	1	0
Total	17899	19961	20020

¹⁾ Une partie des entrées des Préfectures, qui ne disposent pas du système informatique Tribuna, est déjà comptabilisée au Ministère public.

²⁾ Une partie des affaires des commissions figurent dans les rôles des tribunaux.

* Ce chiffre ne correspond pas au rapport précédent, celui-ci était en effet inexact en raison d'un problème informatique. Il a été corrigé dans le présent rapport.

2.3.2 Liquidations

Autorités disposant du logiciel Tribuna	2021	2022	2023
Tribunal cantonal	3095	2837	2776
Ministère public	14127	14699	15953
Tribunal des mesures de contrainte	830	718	852
Tribunal pénal des mineurs	1463	1752	1674
Cellule judiciaire itinérante ¹⁾	304	433	482
Tribunal pénal économique	3	10	12
Tribunaux d'arrondissement	10958	11085	11722
Justices de paix	8191	8643	8859
Total	38667	39744	41848

¹⁾ Les liquidations de la Cellule itinérante sont déjà comptabilisées dans les autorités qui lui ont transmis les dossiers.

Autres Autorités (sans préfectures)	2021	2022	2023
Commissions de conciliations en matière de bail ¹⁾	666	495	805
Commission de recours de l'Université	8	5	6
Commission de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail	1	0	3
Commission de recours en matière d'améliorations foncières	6	2	1
Commission d'expropriation	4	3	10
Autorité de surveillance du registre foncier	5	3	14
Commission de recours en matière de premier relevé	5	4	0
Tribunal arbitral en matière d'assurance maladie et accidents	3	2	0

¹⁾ Une partie des affaires des commissions figurent dans les rôles des tribunaux.

Le **Tribunal cantonal** a vu le nombre global de ses affaires enregistrées et liquidées baisser durant cet exercice. Le nombre d'affaires pendantes a également pu diminuer. Une hausse des affaires volumineuses et complexes est toutefois clairement constatée laquelle n'est pas reflétée dans les chiffres.

Le **Ministère public** continue à devoir gérer une importante charge de travail. En effet, le nombre de procédures enregistrées durant cet exercice a augmenté, à l'image des liquidations. Les procédures pendantes ont également pu baisser.

Le **Tribunal des mesures de contrainte** assiste une nouvelle fois à une augmentation de ses nouvelles entrées.

La baisse d'entrées, en termes de chiffres, constatée au **Tribunal pénal des mineurs** doit être considérée avec réserve, le mode de comptabilisation des affaires entrantes ayant été en effet modifié.

Le nombre de nouvelles affaires, toutes matières confondues, enregistrées par les **Tribunaux d'arrondissement** a augmenté. Si les liquidations ont pu augmenter, elles n'ont toutefois pas permis de faire baisser le nombre d'affaires pendantes au 31 décembre. Comme l'an dernier, la Sarine a vu ses entrées, ses liquidations et ses affaires pendantes augmenter. La Glâne connaît la même évolution durant cet exercice. La Singine, la Gruyère et le Lac ont vu leurs entrées et leurs liquidations augmenter ; leurs affaires pendantes ont toutefois pu baisser. La Broye a vu ses entrées et ses affaires pendantes augmenter et ses liquidations diminuer. Enfin, la Veveyse a eu un nombre identique d'entrées, une baisse de ses liquidations et une augmentation de ses dossiers pendants.

En 2023, la **Cellule judiciaire itinérante** s'est vu attribuer 446 dossiers (505 en 2022) et a pu en liquider 482 (433 en 2022).

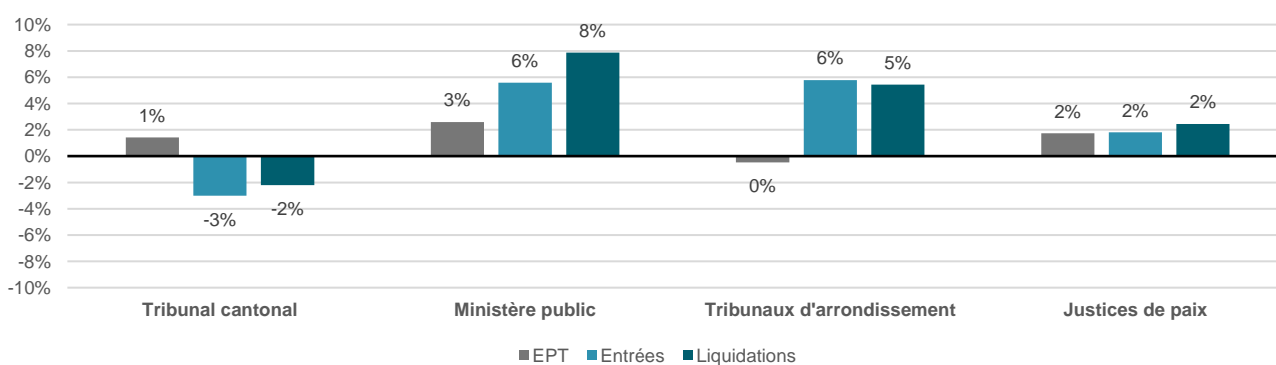
Le volume des nouvelles affaires toutes matières confondues **des Justices de paix** a augmenté. Il en va de même des liquidations, des affaires pendantes et des décisions prises. Cette tendance se retrouve en Sarine, Gruyère et Broye. La Singine a vu ses entrées, ses liquidations et ses décisions baisser tandis que ses affaires pendantes ont augmenté. Le Lac assiste à une augmentation de ses entrées, de ses affaires pendantes et de ses décisions ; ses liquidations baissent. Pour la Glâne, ses décisions prises ont augmenté tandis que ses entrées, ses liquidations et ses affaires pendantes ont baissé. Enfin, la Veveyse assiste à une baisse de ses entrées et de ses liquidations ; ses affaires pendantes et ses décisions augmentent.

Comme relevé plus haut, les **Préfectures** gèrent leurs affaires en s'appuyant sur des tableaux Excel, ce qui implique des pertes de temps et complique le travail de ces autorités déjà largement chargées. La juridiction administrative est toujours exempte de la surveillance du Conseil.

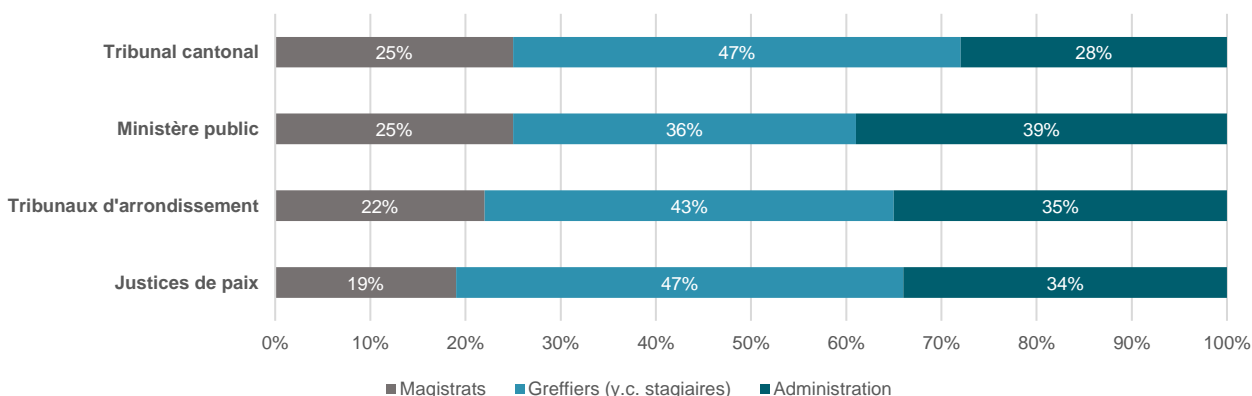
Enfin, les **Commissions de conciliation en matière de bail** ont assisté durant cet exercice à une véritable explosion de leurs cas à mettre naturellement en relation avec l'augmentation du taux d'intérêt.

2.4 Dotation des autorités judiciaires en 2023

Evolution EPT (magistrats, greffiers, administration) - Entrées - Liquidations 2022-2023



Ressources humaines - EPT selon les diverses catégories 2023



3 Activités des juridictions

3.1 Tribunal cantonal TC

Mission et compétences

Le Tribunal cantonal TC est l'autorité supérieure en matière civile, pénale et administrative. En principe, il statue sur les appels et recours contre un jugement d'un Tribunal de 1^{ère} Instance ainsi que sur les actions et recours contre des décisions rendues par des autorités administratives. A ce titre, il assume un double rôle d'autorité juridictionnelle et de surveillance déléguée de l'administration de la justice.

Site du TC : <https://www.fr.ch/tc>

Organisation et composition au 31.12.2023

Marc Sugnaux, Président ; Marc Boivin, Vice-président

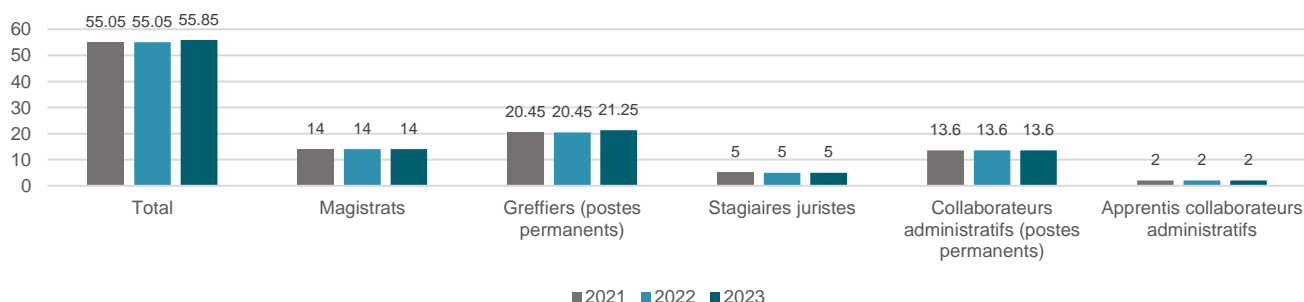
Stéphanie Colella, Jérôme Delabays, Markus Ducret, Michel Favre, Johannes Frölicher, Dominique Gross, Daniela Kiener, Catherine Overney, Anne-Sophie Peyraud, Laurent Schneuwly, Vanessa Thalmann, Cornelia Thalmann El Bachary, Sandra Wohlhauser, Membres

Annick Achtari, François-Xavier Audergon, Felix Baumann, Olivier Bleicker, Mathias Boschung, Sonia Bulliard Grosset, Jenny Castella, Francine Defferrard, Catherine Faller, Susanne Fankhauser, Debora Friedli-Bruggmann, Caroline Gauch, Tarkan Göksu, Catherine Hayoz, Michel Heinzmann, Marianne Jungo, Jean-Benoît Meuwly, Séverine Monferini Nuoffer, Jean-Luc Mooser, Bruno Pasquier, Christian Pfammatter, Armin Sahli, Jean-Marc Sallin, Sandrine Schaller Walker, Daniel Schneuwly, Kurt Schwab, Philippe Tena, Catherine Yesil-Huguenot, Marc Zürcher, Juges suppléant-e-s

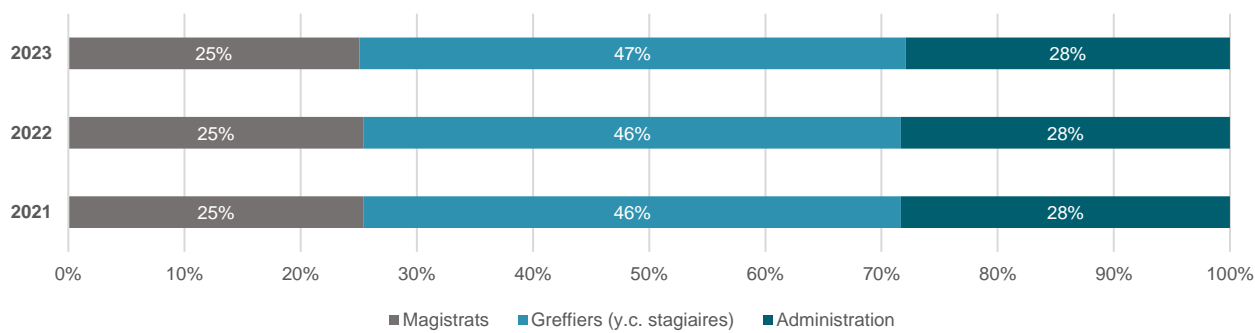
- > Ie Cour d'appel civil : Jérôme Delabays, Président ; Dina Beti, Sandra Wohlhauser, Laurent Schneuwly, Cornelia Thalmann El Bachary, Membres
- > Iie Cour d'appel civil : Dina Beti, Présidente ; Catherine Overney, Michel Favre, Markus Ducret, Membres
- > Chambre des poursuites et faillites : Catherine Overney, Présidente ; Markus Ducret, Michel Favre, Membres
- > Cour de protection de l'enfant et de l'adulte : Sandra Wohlhauser, Présidente ; Jérôme Delabays, Laurent Schneuwly, Vanessa Thalmann, Membres
- > Cour d'appel pénal : Michel Favre, Président ; Catherine Overney, Markus Ducret, Marc Boivin, Membres
- > Chambre pénale : Laurent Schneuwly, Président ; Jérôme Delabays, Sandra Wohlhauser, Membres
- > Ie Cour administrative : Anne-Sophie Peyraud, Présidente ; Dina Beti, Dominique Gross, Stéphanie Colella, Membres
- > Iie Cour administrative : Johannes Frölicher, Président ; Dominique Gross, Anne-Sophie Peyraud, Cornelia Thalmann El Bachary, Vanessa Thalmann, Membres
- > IIIe Cour administrative : Dominique Gross, Présidente ; Johannes Frölicher, Dina Beti, Stéphanie Colella, Membres
- > Cour fiscale : Marc Sugnaux, Président ; Dina Beti, Daniela Kiener, Membres
- > Ie Cour des assurances sociales : Marc Boivin, Président ; Marc Sugnaux, Dominique Gross, Vanessa Thalmann, Stéphanie Colella, membres
- > Iie Cour des assurances sociales : Daniela Kiener, Présidente ; Johannes Frölicher, Anne-Sophie Peyraud, Marc Sugnaux, membres

3.1.1 Ressources humaines

TC - Ressources humaines - EPT au 31.12.



TC - Ressources humaines EPT selon les divers catégories



3.1.2 Remarques sur l'activité

Le Tribunal cantonal constate et rapporte, depuis plusieurs années, une inquiétante tendance à la hausse des affaires volumineuses et complexes, phénomène observé dans tous les cantons et touchant également les Tribunaux fédéraux, liée au fait qu'une part toujours plus importante des justiciables s'oppose avec une vigueur toute systématique aux décisions rendues, faisant un usage accru des voies de droit.

A cela s'ajoutent des modifications légales et jurisprudentielles à répétition, causant un double effet. D'une part, dans de nombreux domaines, les règles de droit se compliquent, générant une multiplication des occasions de recourir. D'autre part, les procédures évoluent, imposant aux autorités judiciaires de statuer plus rapidement. C'est en particulier le cas dans le domaine du droit pénal, avec l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2024 de nouvelles dispositions du Code de procédure révisé prévoyant que la juridiction de recours (Chambre pénale) statue dans les 6 mois et celle d'appel (Cour d'appel pénal) dans les 12 mois. Cela sans compter que, toujours en matière pénale, la jurisprudence du Tribunal fédéral a réduit les possibilités de statuer selon la procédure écrite, avec comme corollaire l'augmentation sensible des séances orales (+40% depuis 2017) occupant obligatoirement trois juges cantonaux ou cantonales, ceci indépendamment des enjeux inhérents à ce type de dossiers.

A relever également la charge importante de la I^e Cour d'appel civil découlant de la poursuite de l'augmentation massive du nombre d'affaires enregistrées consécutivement à la jurisprudence du Tribunal fédéral en matière de fixation des pensions alimentaires, celle de la II^e Cour administrative notamment liée à la révision de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire et à l'adoption du nouveau Plan directeur cantonal.

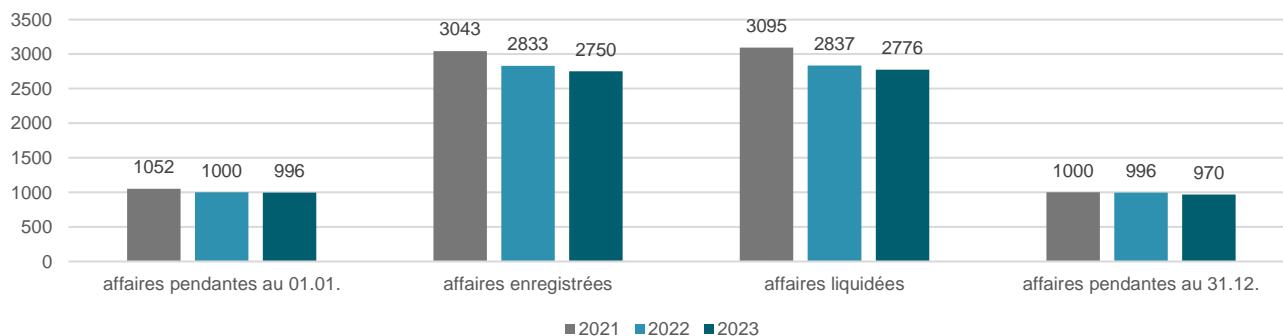
En 2023, le Tribunal cantonal a rendu 2776 arrêts. Si le nombre d'affaires liquidées a diminué par rapport à 2022 (2837) et aux années précédentes, ce chiffre ne reflète pas la réalité quant à la charge de travail du Tribunal cantonal qui demeure très importante. Comme déjà relevé, les procédures se sont considérablement complexifiées depuis plusieurs années de sorte que le volume des dossiers individuels a pris une grande ampleur et la durée du traitement des affaires s'est allongée. Le nombre de nouvelles entrées ayant également baissé (2023 : 2750; 2022 : 2833), le nombre d'affaires pendantes au 31 décembre 2023 s'élève à 970, soit 26 dossiers de moins qu'à fin 2022 (996), ce qui est réjouissant.

Le Tribunal cantonal est par ailleurs très impliqué dans la mise en œuvre du programme e-Justice. Le fait que le Tribunal cantonal se porte volontaire pour être autorité pilote (Impressions centralisées en 2022, NomaDoc en 2023) est un signe positif important pour la conduite du changement dans l'ensemble des autorités.

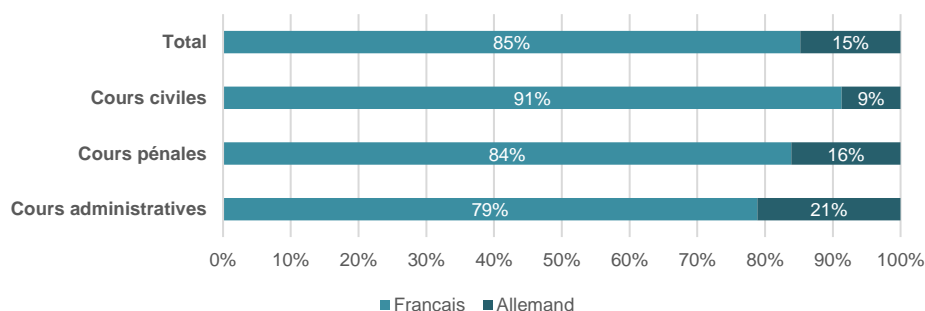
3.1.3 Charge de travail – statistiques

3.1.3.1 En général

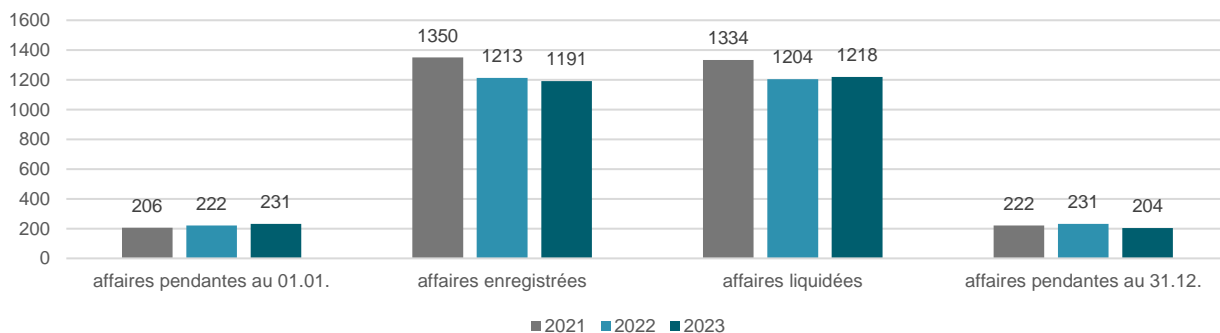
TC - Statistiques générales pour l'ensemble du Tribunal et les différentes cours 2021-2023



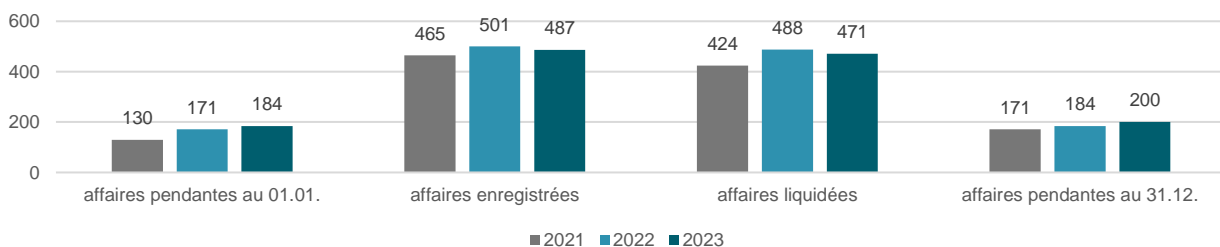
TC - Langue des affaires liquidées 2023



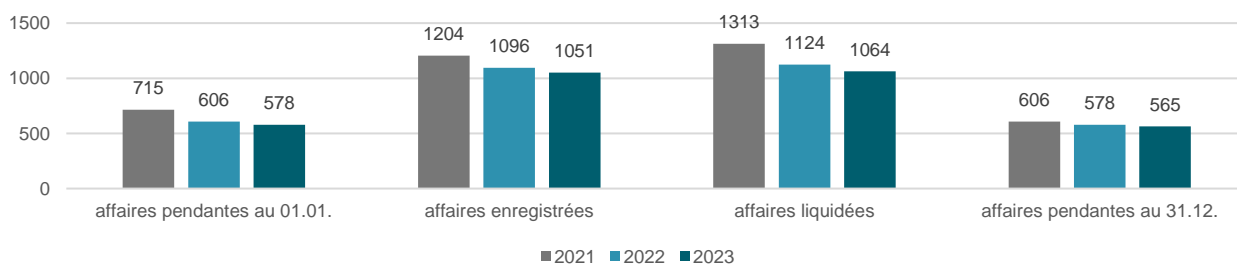
Cours civiles - évolution 2021-2023



Cours pénales - évolution 2021-2023



Cours administratives - évolution 2021-2023

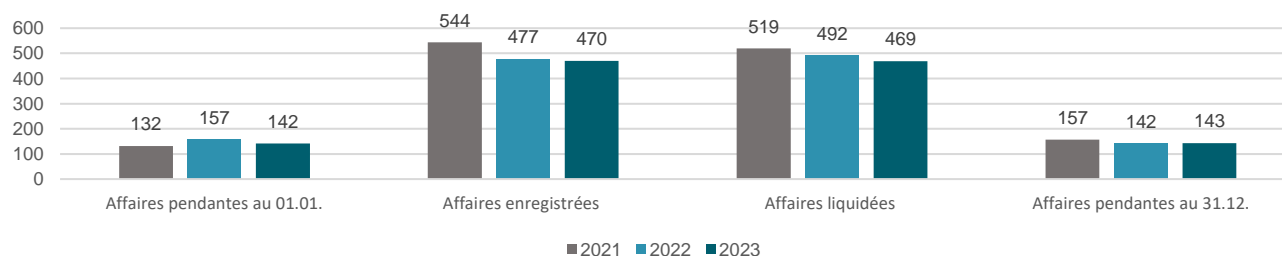


Durée des procédures dans les principales Cours/Chambres	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	>2 ans
le Cour d'appel civil	200	113	70	64	21	1
Ile Cour d'appel civil	135	98	31	12	3	1
Ile Cour d'appel civil – entraide internationale	173	8	0	1	0	0
Chambre des poursuites et faillites	111	38	4	1	0	0
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte	57	50	25	1	0	0
Cour d'appel pénal	34	24	27	78	38	0
Chambre pénale	79	123	52	10	6	0
le Cour administrative	28	49	30	42	13	2
Ile Cour administrative	34	30	25	57	56	11
IIle Cour administrative	40	68	20	43	4	1
Cour fiscale	20	38	17	30	4	0
le Cour des assurances sociales	20	26	28	113	37	2
Ile Cour des assurances sociales	24	24	54	63	9	2

3.1.3.2 Cours civiles

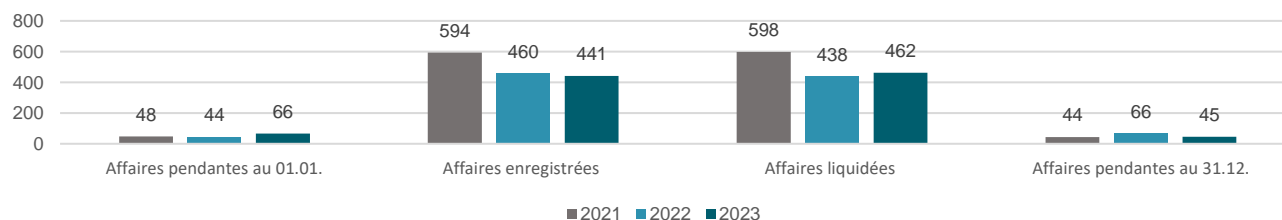
3.1.3.2.1 le Cour d'appel civil

le Cour d'appel civil - statistique générale 2021-2023



3.1.3.2.2 Ile Cour d'appel civil

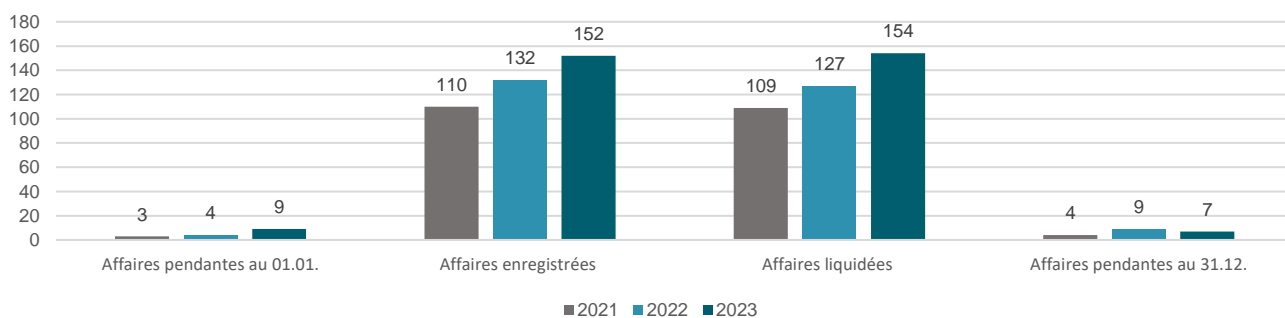
Ile Cour d'appel civil - statistique générale 2021-2023



Sont incluses les demandes d'entraide judiciaire internationale

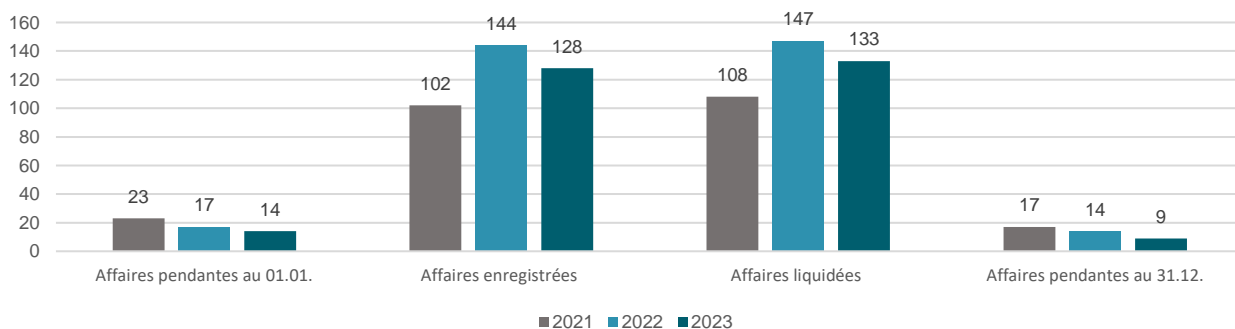
3.1.3.2.3 Chambre des poursuites et faillites

Chambre des poursuites et faillites - statistiques 2021-2023



3.1.3.2.4 Cour de protection de l'enfant et de l'adulte

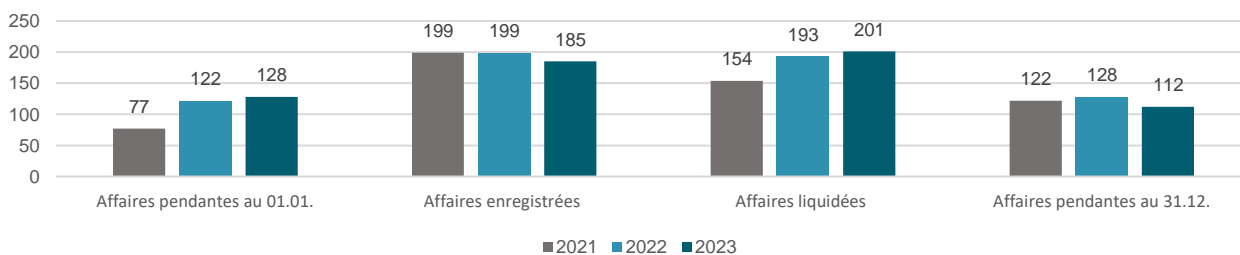
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte - statistique générale 2021-2023



3.1.3.3 Cours pénales

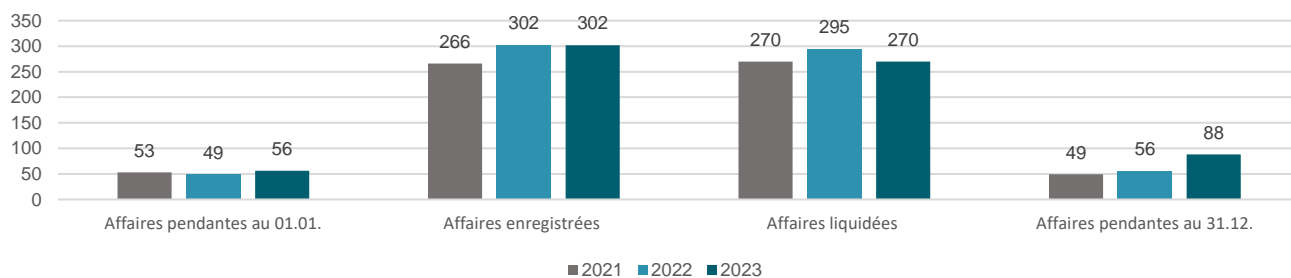
3.1.3.3.1 Cour d'appel pénal

Cour d'appel pénal - statistique générale 2021-2023



3.1.3.3.2 Chambre pénale

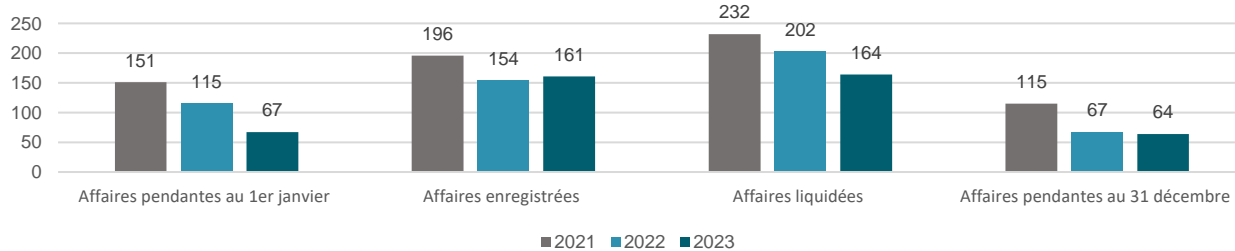
Chambre pénale - statistique générale 2021-2023



3.1.3.4 Cours administratives

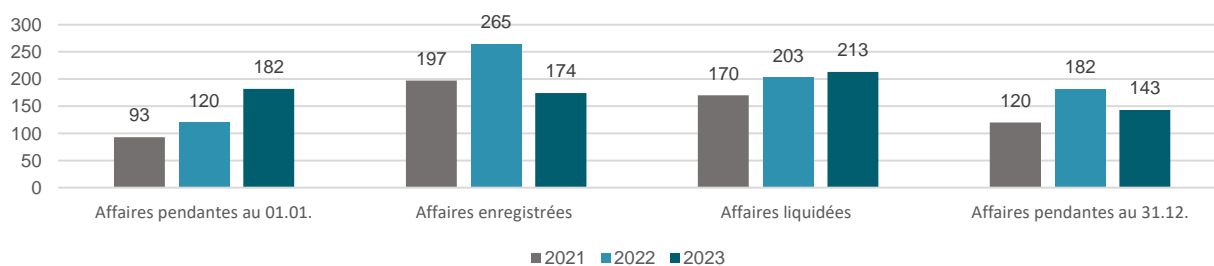
3.1.3.4.1 le Cour administrative

le Cour administrative - statistique générale 2021-2023



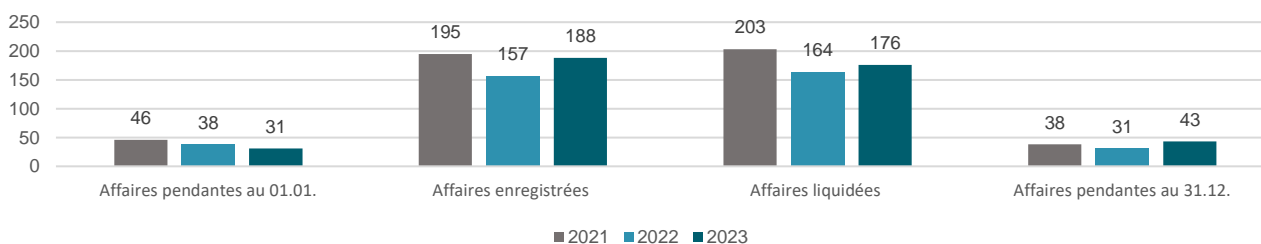
3.1.3.4.2 Ile Cour administrative

Ile Cour administrative - statistique générale 2021-2023



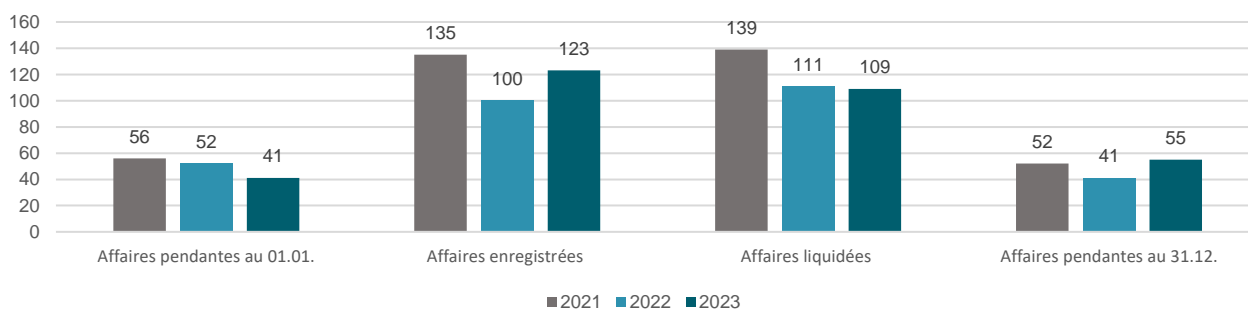
3.1.3.4.3 Ile Cour administrative

Ile Cour administrative - statistique générale 2021-2023



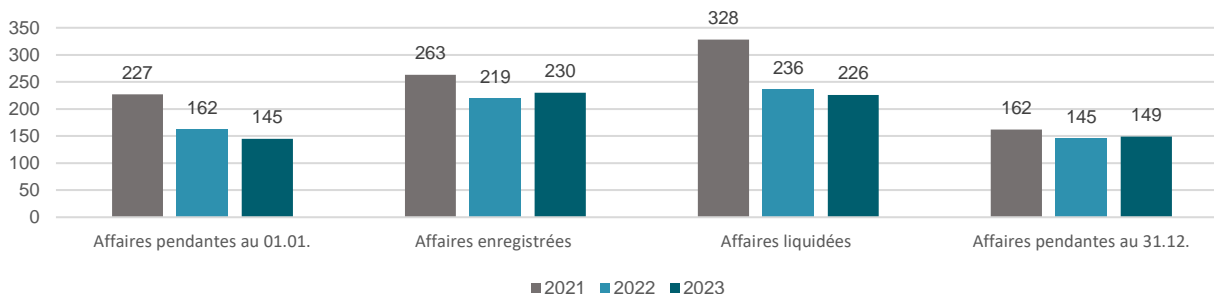
3.1.3.4.4 Cour fiscale

Cour fiscale - statistique générale 2021-2023



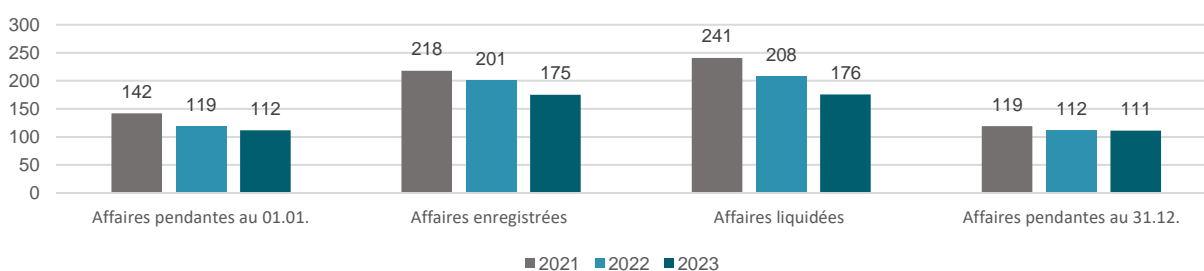
3.1.3.4.5 le Cour des assurances sociales

le Cour des assurances sociales - statistique générale 2021-2023



3.1.3.4.6 Ile Cour des assurances sociales

Ile Cour des assurances sociales - statistique générale 2021-2023



3.1.3.4.7 Recours au Tribunal fédéral

Matières traitées	2021	2022	2023
Ie Cour d'appel civil	24	37	24
Ile Cour d'appel civil	23	24	15
Chambre des poursuites et des faillites	4	6	7
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte	9	7	4
Cour d'appel pénal	50	29	50
Chambre pénale	22	34	41
Ie Cour administrative	30	18	23
Ile Cour administrative	18	16	16
IIle Cour administrative	12	9	6
Cour fiscale	12	11	4
Ie Cour des assurances sociales	32	23	36
Ile Cour des assurances sociales	21	15	17
Total	257	229	243

3.1.4 Rapport détaillé du Tribunal cantonal

[Lien.](#)

3.2 Ministère public MP

Mission et compétences

Le Ministère public MP veille à l'application de la loi et au maintien de l'ordre public. Il instruit les affaires pénales et donne à cet effet les instructions à la police. Il exerce par la suite l'action publique auprès des tribunaux pénaux d'arrondissement, du Tribunal des mineurs, du Tribunal pénal économique, du Tribunal cantonal et du Tribunal fédéral.

Site du MP : <https://www.fr.ch/mp>.

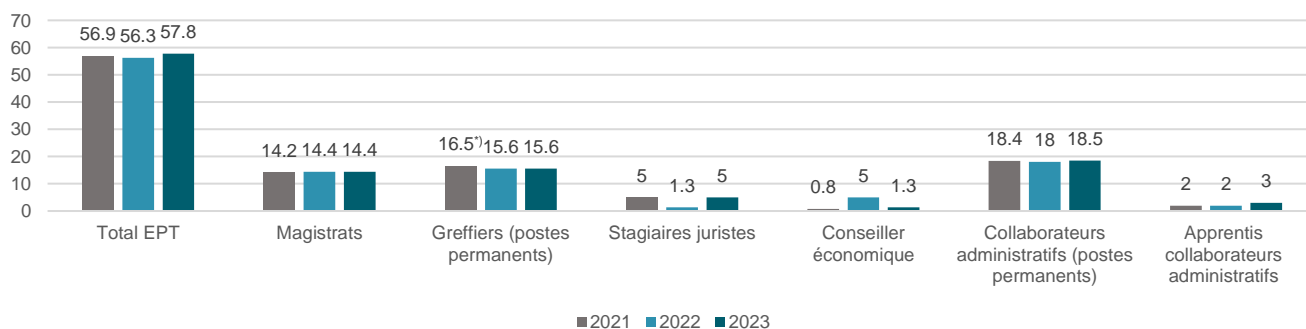
Organisation et composition au 31.12.2023

Fabien Gasser, Procureur général ; Alessia Chocomeli, Procureure générale adjointe ; Raphaël Bourquin, Procureur général adjoint

Stéphanie Amara, Julien Aubry, Philippe Barboni, Marc Bugnon, Sandrine Chardonnens, Frédéric Chassot, Catherine Christinaz, Christiana Dieu Bach, Patrick Genoud, Liliane Hauser, Sonja Hurni, Laurent Moschini, Procureurs

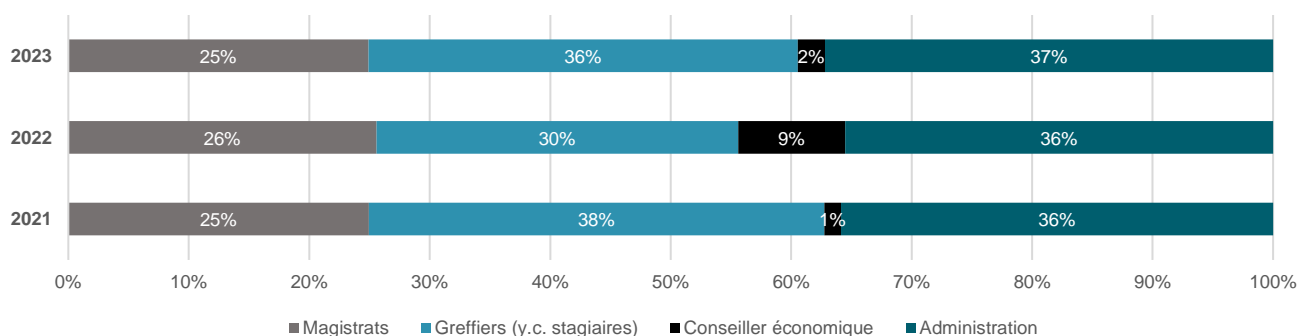
3.2.1 Ressources humaines

MP - Ressources humaines - EPT au 31.12



*) En 2021, le rapport mentionnait un poste de greffier non permanent obtenu sur un budget extraordinaire.

MP - Ressources humaines selon EPT des diverses catégories 2021-2023



3.2.2 Remarques sur l'activité

Le Ministère public a connu une année difficile en termes de charge de travail : une augmentation significative du nombre de procédures enregistrées (+ 905 unités), pour dépasser pour la première fois les 16000 dossiers.

Cette situation a entraîné des retards à tous les niveaux, de l'enregistrement des dossiers à l'inscription au casier judiciaire. Ces retards ont aussi eu pour conséquence que des dossiers prêts à l'envoi devaient être retenus, en raison du dépôt d'un nouveau rapport de dénonciation ou d'une demande de reprise de for d'un autre canton.

Les processus et la priorisation de certaines tâches ont dû être revus et des forces de travail supplémentaires (mais provisoires) ont été octroyées de sorte que les liquidations ont pu être augmentées et contenir ainsi le nombre de dossiers pendants.

Les modifications législatives à venir auront un impact conséquent sur la charge de travail : entrées en vigueur de la révision du code de procédure pénale (au 01.01.2024), des nouvelles dispositions en matière d'infractions sexuelles (au 01.07.2024) et de la loi fédérale sur les faillites frauduleuses (au 01.01.2025). S'agissant du code de procédure pénale (CPP), le nouvel article 352a, qui obligera le Ministère public à auditionner tous les prévenus risquant une peine privative de liberté ferme (ou une révocation d'une pareille peine), fait craindre au Procureur général une explosion du nombre des auditions. L'introduction de l'art. 318 al. 1^{bis} contraignant le Ministère public à informer tous les lésés, même ceux qui ne se sont pas encore portés partie civile, de son intention de rendre une ordonnance de classement, et de leur fixer un délai pour se constituer formellement et présenter leurs réquisitions de preuve rallongera également la procédure.

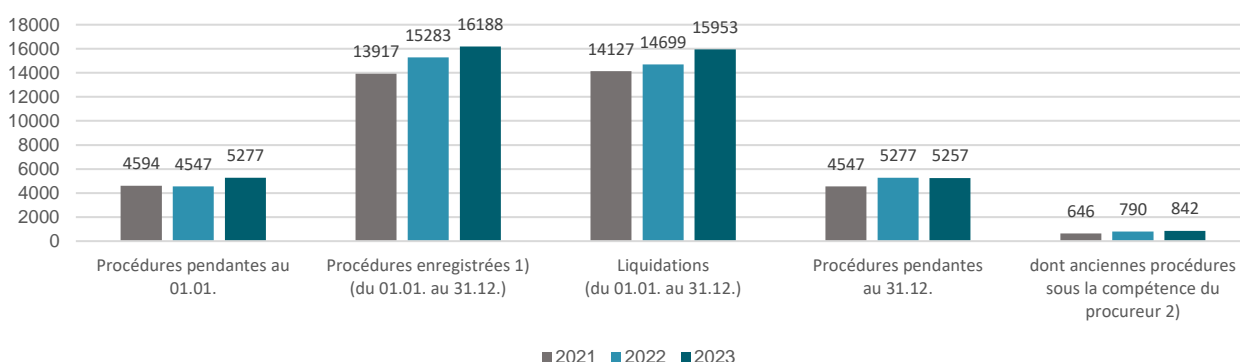
Comme évoqué plus haut, il est impératif que le Ministère public puisse disposer d'une nouvelle dotation durable en 2025 par la création d'une nouvelle cellule judiciaire.

A noter enfin que le Ministère public a réintroduit partiellement les spécialisations dans les domaines des infractions économiques et contre la loi fédérale sur les stupéfiants. L'ensemble des procureurs travaillent désormais dans tous les autres domaines et peuvent faire appel à des référents pour les infractions contre l'intégrité sexuelle et en lutte contre la traite d'êtres humains.

3.2.3 Charge de travail – statistiques

3.2.3.1 En général

MP - Statistique générale 2021-2023

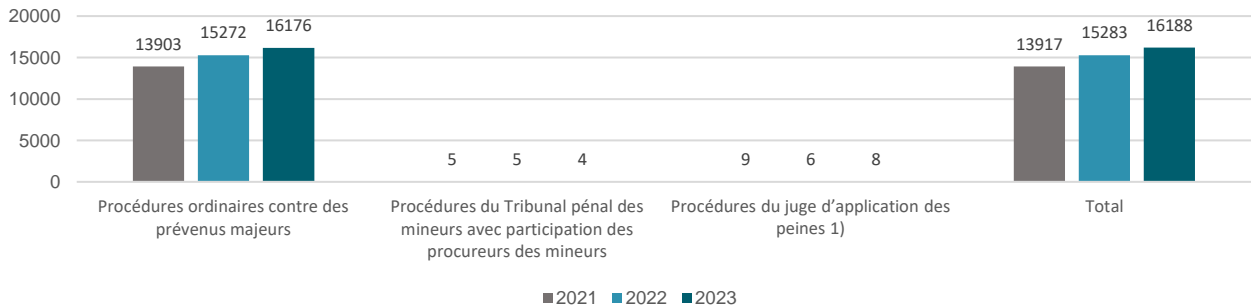


¹⁾ Dans toutes les statistiques présentées ci-après, une unité correspond à une personne prévenue ; il est cependant possible qu'un même dossier physique concerne plusieurs prévenus.
²⁾ Soit ouvertes depuis plus de 12 mois

3.2.3.2 Procédures enregistrées et pendantes

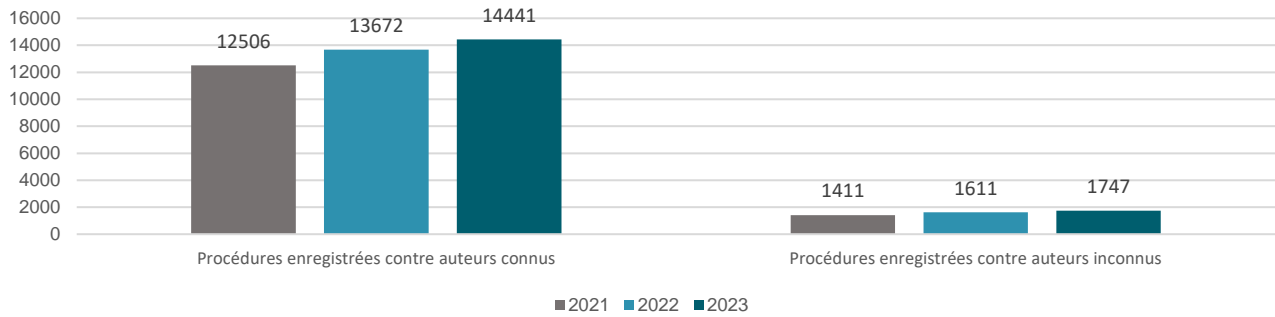
3.2.3.2.1 Procédures enregistrées

MP - Répartition des procédures enregistrées 2021-2023

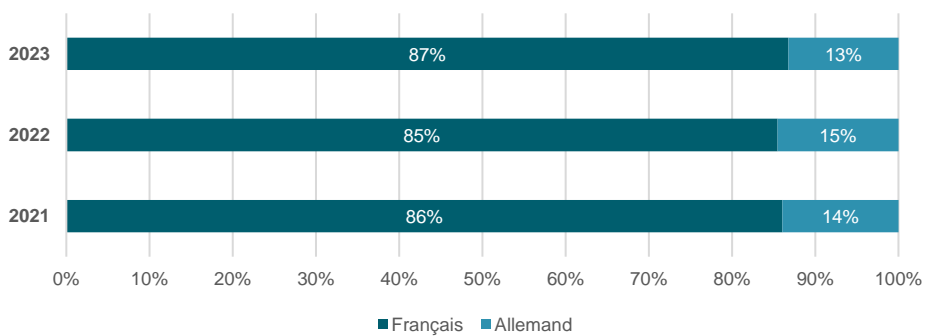


1) Ci-après JAP

MP - Procédures enregistrées contre auteurs connus et inconnus 2021-2023

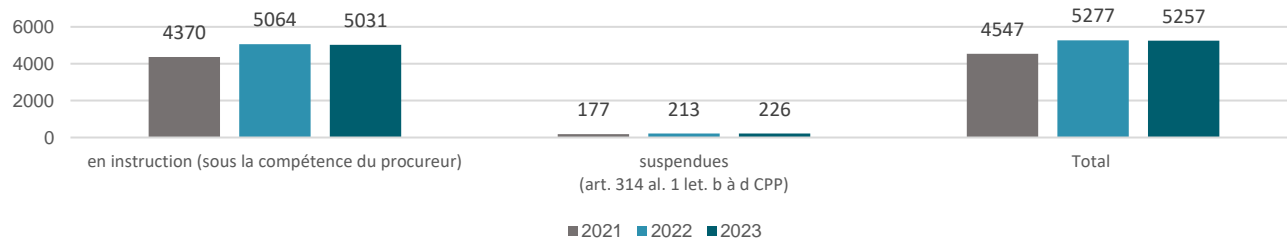


MP - Répartition linguistique procédures enregistrées 2021-2023



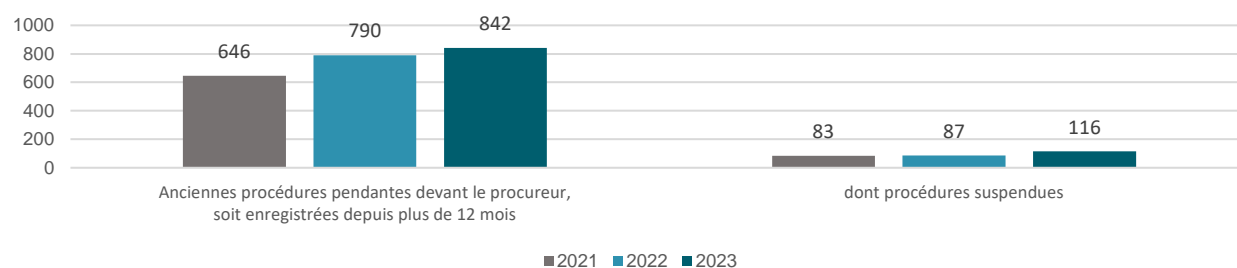
3.2.3.2.2 Procédures pendantes

MP - Procédures pendantes 2021-2023



3.2.3.2.3 Anciennes procédures pendantes

MP - Anciennes procédures pendantes 2021-2023



3.2.4 Rapport détaillé du Ministère public

[Lien.](#)

3.3 Tribunal des mesures de contrainte TMC

Mission et compétences

Le Tribunal des mesures de contrainte TMC est l'autorité cantonale compétente pour approuver, sur requête du Ministère public, du Juge pénal des mineurs, ainsi que du Service de la population et des migrants, des mesures de contrainte particulièrement incisives, tant au niveau pénal qu'administratif. Ses décisions sont rendues par un juge unique.

Le Tribunal ordonne et prolonge la détention provisoire, ordonne la détention pour des motifs de sûreté et décide sur les requêtes de mise en liberté, ordonne ou autorise d'autres mesures de contrainte (notamment la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication, les autres mesures techniques de surveillance et l'investigation secrète) et statue aussi sur les mesures de contrainte dans le domaine du droit des étrangers si la cause doit être jugée par une autorité judiciaire (notamment le contrôle de la légalité de la détention en phase préparatoire ou en vue du renvoi ou de l'expulsion).

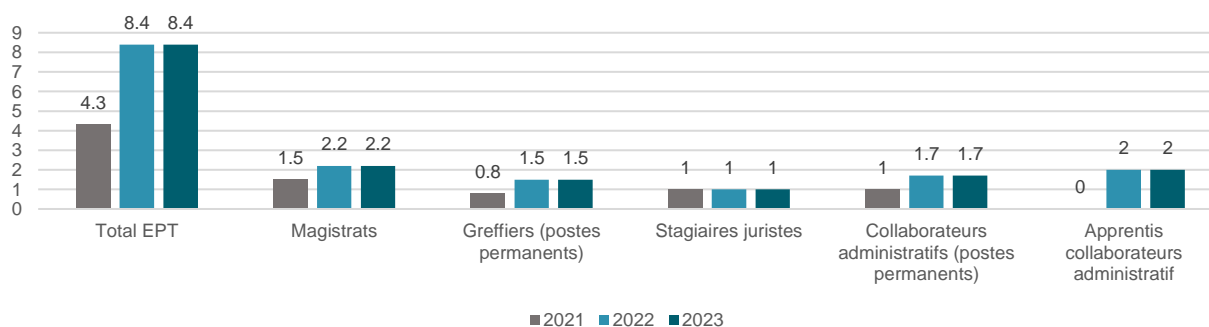
Site du Pouvoir judiciaire : <https://www.fr.ch/pj/institutions-et-droits-politiques/justice/pouvoir-judiciaire-tribunal-des-mesures-de-contrainte>.

Organisation et composition au 31.12.2023

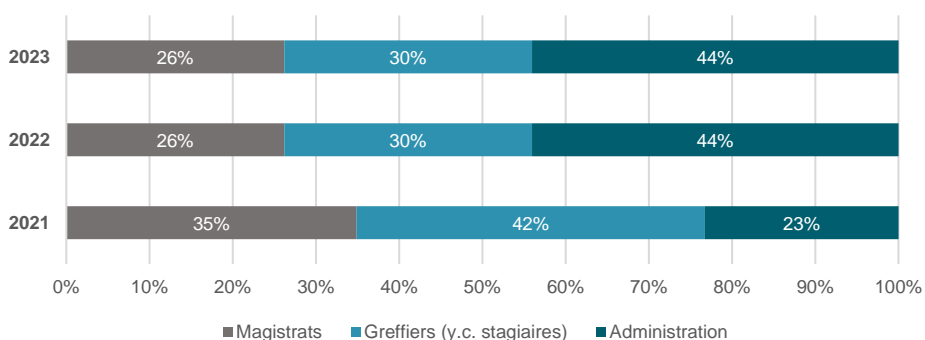
Delphine Maradan, Géraldine Barras, Sonja Walter, Juges ; Adeline Corpataux, Ludovic Farine, Caroline Gauch, Peter Stoller, Juges suppléants

3.3.1 Ressources humaines

TMC - Ressources humaines - EPT au 31.12.



TMC - Ressources humaines (EPT) selon les diverses catégories



3.3.2 Remarques sur l'activité

Après une stabilité de l'activité juridictionnelle en 2022, celle-ci a repris de manière significative durant cet exercice.

En 2023, le Tribunal a été saisi de 869 nouvelles affaires, soit 158 affaires de plus qu'en 2022, ce qui correspond à une augmentation de plus de 22% du nombre d'affaires en une année. De manière générale, depuis la création du Tribunal des mesures de contrainte en 2011, le nombre d'affaires enregistrées a toujours progressé.

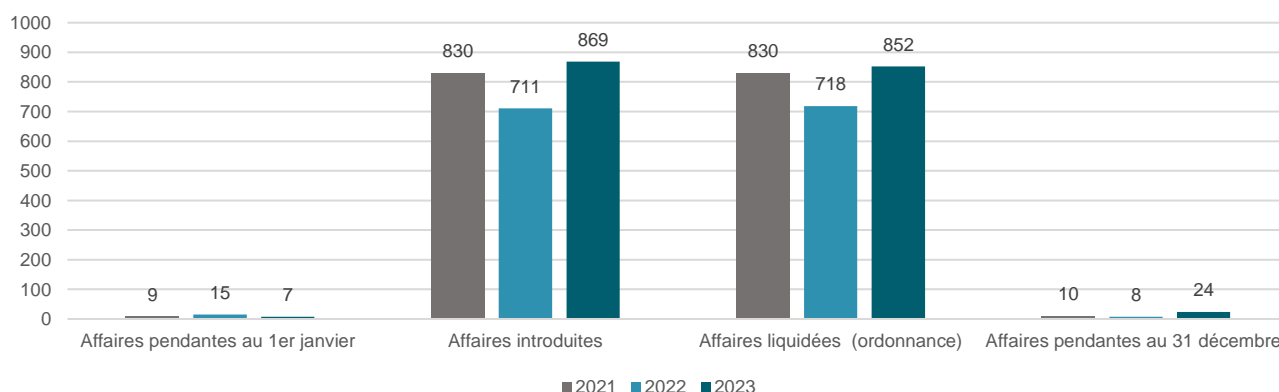
Le Conseil se réjouit que l'organisation interne du TMC et la répartition des dossiers fonctionnent bien. Il salue la transformation d'un poste de greffier en poste de greffier-chef qui permet de soulager les magistrates de nombreuses tâches administratives ainsi que l'installation du PC complet et sécurisé pour les scellés qui permet un sensible gain de temps. Le Conseil a également pris bonne note de la nécessité d'avoir un soutien pour le greffe alémanique.

Enfin, s'agissant des locaux, le Conseil de la magistrature relève que ce Tribunal est toujours installé dans des locaux inadaptés en ce qui concerne la sécurité, trop exigus et sans salle d'audience.

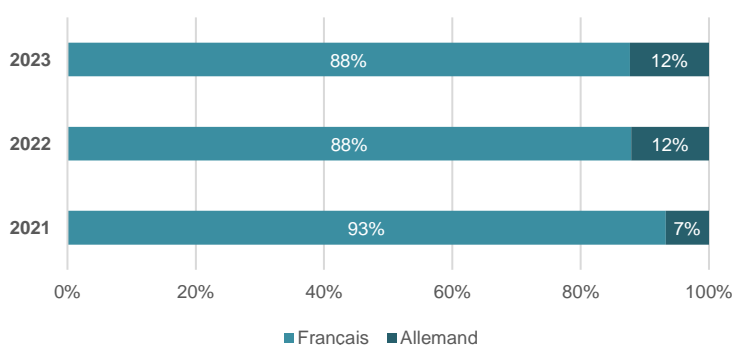
3.3.3 Charge de travail – statistiques

3.3.3.1 Statistique générale

TMC - Statistique générale 2021-2023



TMC - Langue des affaires liquidées 2021-2023



3.3.4 Rapport détaillé du Tribunal des mesures de contrainte

[Lien.](#)

3.4 Tribunal pénal des mineurs TPM

Mission et compétences

Le Tribunal pénal des mineurs TPM traite les infractions pénales commises par des mineurs âgés de 10 à 18 ans. Il fonctionne en qualité d'autorité d'instruction, de jugement et d'exécution.

Le juge des mineurs en sa qualité d'autorité d'instruction clôt l'instruction par une ordonnance de classement, une ordonnance pénale si le jugement de l'infraction n'est pas de la compétence du tribunal des mineurs ou transmet le dossier au Ministère public des mineurs pour la mise en accusation si le jugement de l'infraction est de la compétence du TM.

En sa qualité d'autorité de jugement, le TM statue en première instance sur les infractions pour lesquelles entrent en ligne de compte un placement, une amende de plus de 1000 francs ou une peine privative de liberté de plus de trois mois. Il statue aussi sur les infractions retenues dans une ordonnance pénale ayant fait l'objet d'une opposition.

Site du Pouvoir judiciaire : <https://www.fr.ch/pj/institutions-et-droits-politiques/justice/pouvoir-judiciaire-tribunal-des-mineurs>.

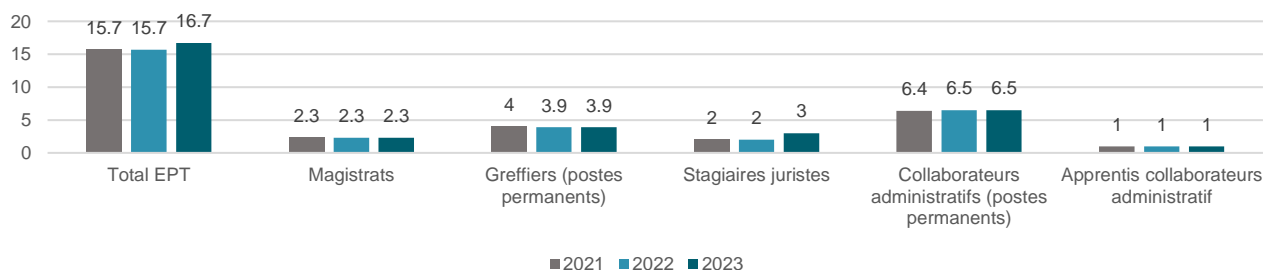
Organisation et composition au 31.12.2023

Sandrine Boillat Zaugg, Pierre-Laurant Dougoud, Arthur Lehmann, Présidents

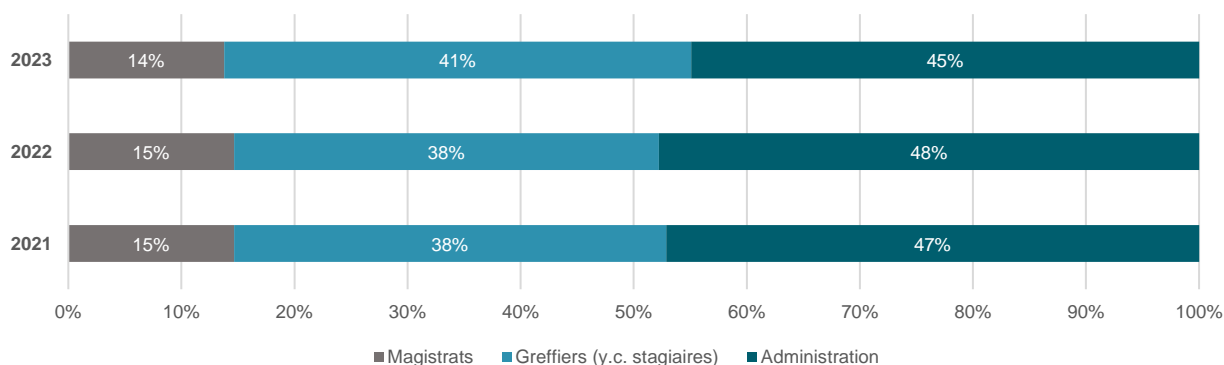
Gisèle Cotting Morf, Irène Hämmerli, Claude Pauchard, Claudine Perroud, Assesseurs ; Brigitte Bauer, Inès Bruggisser, Mario Bugnon, Sylvie Gobet, Assesseurs suppléants

3.4.1 Ressources humaines

TPM - Ressources humaines - EPT au 31.12.



TPM - Ressources humaines EPT selon les diverses catégories 2021-2023



3.4.2 Remarques sur l'activité

En 2023, le Tribunal pénal des mineurs a été saisi de 1'675 nouvelles affaires (2022 : 1'850), lesquelles ont concerné 1'070 mineurs (2022 : 1'189). Si le nombre de mineurs dénoncés se situe dans la norme statistique des dernières années, celui des nouvelles affaires est à considérer avec toute la réserve due au nouveau mode de comptabilisation des affaires entrantes, soit un numéro par mineur (auparavant un numéro par affaire), en vigueur depuis le 1^{er} mars 2023.

Le Conseil de la magistrature a pris note que la charge de travail de cette autorité continue d'augmenter et de se complexifier pour différentes raisons (baisse de l'âge moyen des prévenus mineurs, gravité des infractions, difficultés d'obtenir la collaboration des proches ...).

La célérité des procédures n'est actuellement plus assurée par manque de ressources. Les juges doivent ainsi souvent se résoudre à ne plus pouvoir auditionner les prévenus mineurs alors que cette phase de la procédure est essentielle. L'insuffisance des places en milieu contraignant a pour conséquence que certaines infractions donnent l'impression d'être impunies.

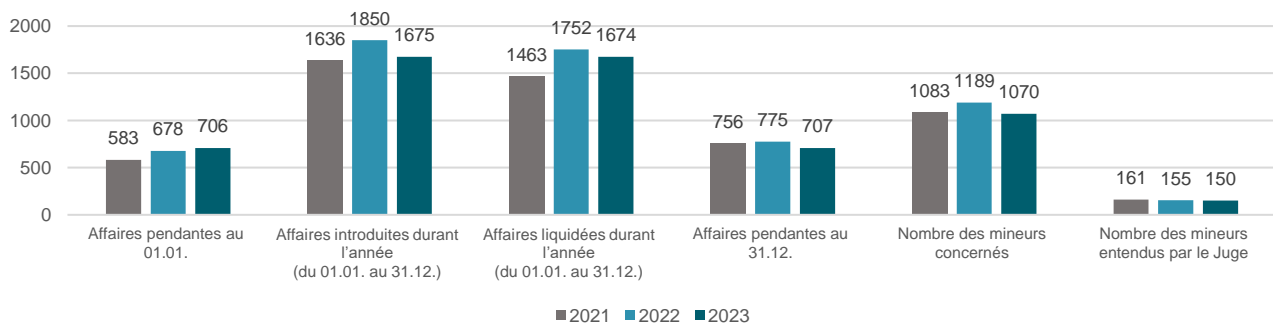
En d'autres termes, le Conseil ne peut que constater que les outils nécessaires à la politique pénale des mineurs et à sa mission sont clairement déficients.

Comme évoqué dans le précédent rapport et ci-dessus, la création d'une cellule supplémentaire (juge/greffe/secrétariat) complète est impérative pour permettre à cette autorité pour tendre vers une mise en œuvre satisfaisante du droit pénal des mineurs.

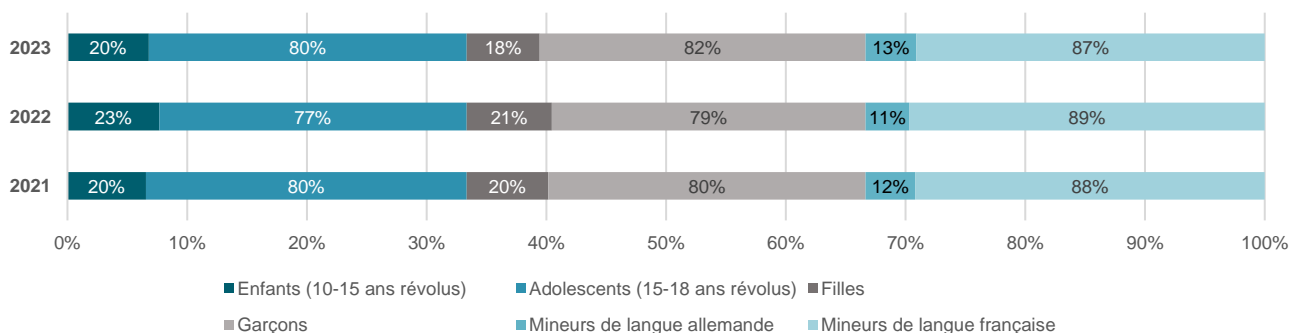
3.4.3 Charge de travail - statistiques

3.4.3.1 Dénonciations et plaintes

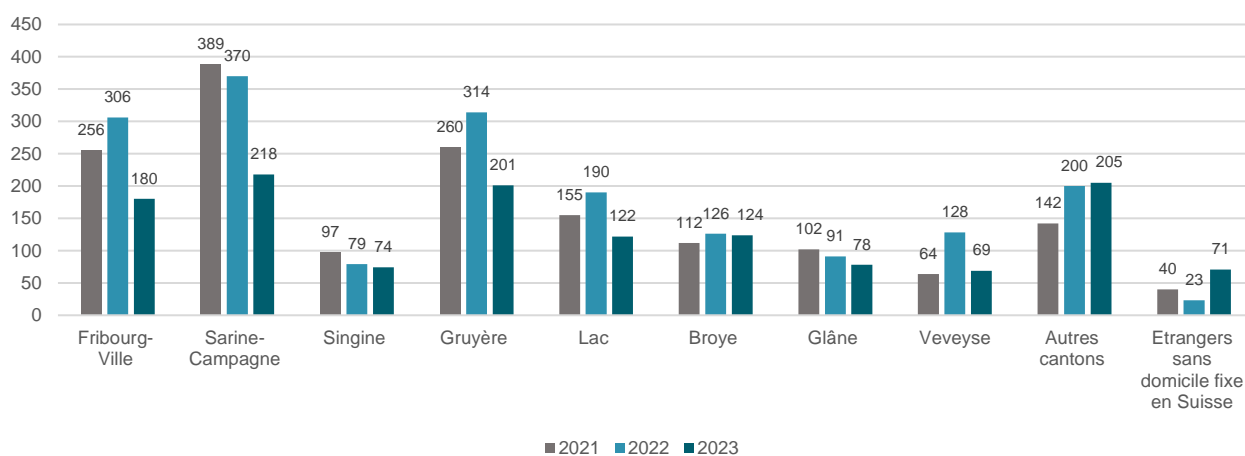
TPM - Statistique générale 2021-2023



TPM - Répartition par âge, sexe et langue 2021-2023

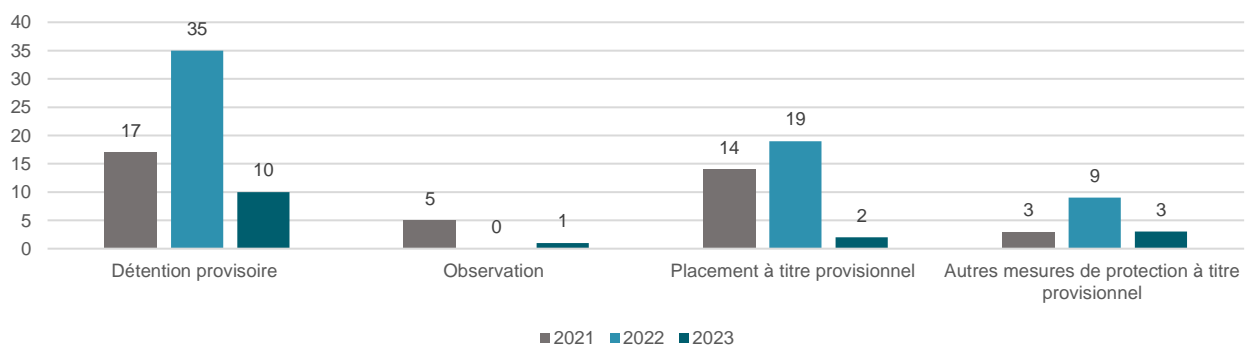


TPM - Répartition selon le domicile 2021-2023



3.4.3.2 Mesures à titre provisionnel

Mesures à titre provisionnel 2021-2023



3.4.4 Rapport détaillé du Tribunal pénal des mineurs

[Lien.](#)

3.5 Cellule judiciaire itinérante CELLIT

Mission et compétences

La Cellule judiciaire itinérante CELLIT se déplace au sein des diverses autorités judiciaires de 1^{ère} instance que compte l'Etat de Fribourg, au gré des dossiers qui lui sont confiés. Elle est amenée à apporter son aide afin de pallier les manques temporels de personnel en cas de surcharge ou d'absence, et en cas de récusation d'un magistrat.

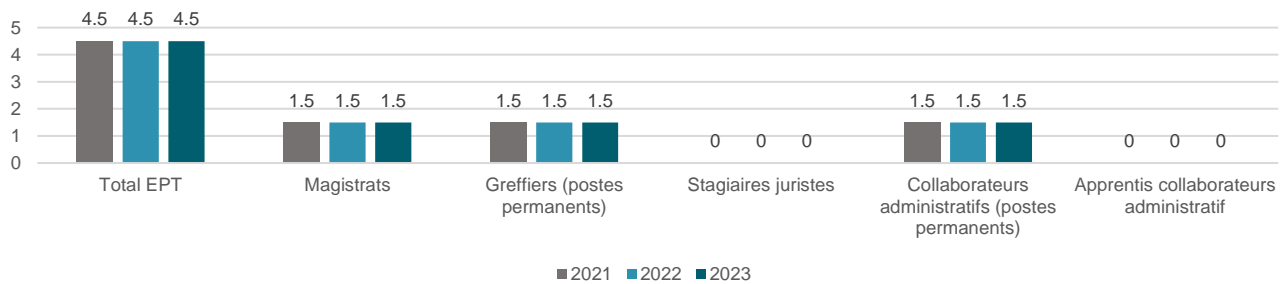
Site du Pouvoir judiciaire : <https://www.fr.ch/pj/institutions-et-droits-politiques/justice/pouvoir-judiciaire-cellule-judiciaire-itinerante>.

Organisation et composition au 31.12.2023

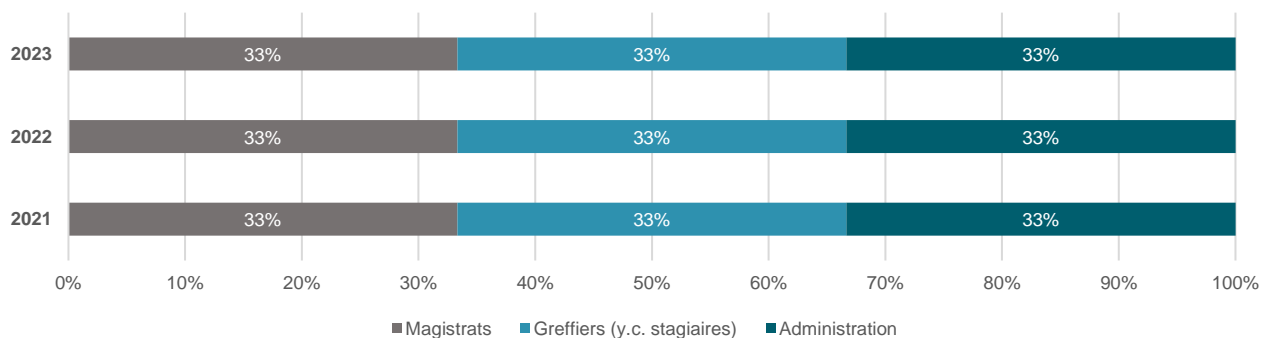
Lorraine Vallet, Nadine Aebischer, juge

3.5.1 Ressources humaines

CELLIT - Ressources humaines - EPT au 31.12.



CELLIT - Ressources humaines (EPT) selon les diverses catégories



3.5.2 Remarques sur l'activité

En 2023, cinq Tribunaux d'arrondissement ont régulièrement fait appel à la Cellule judiciaire itinérante.

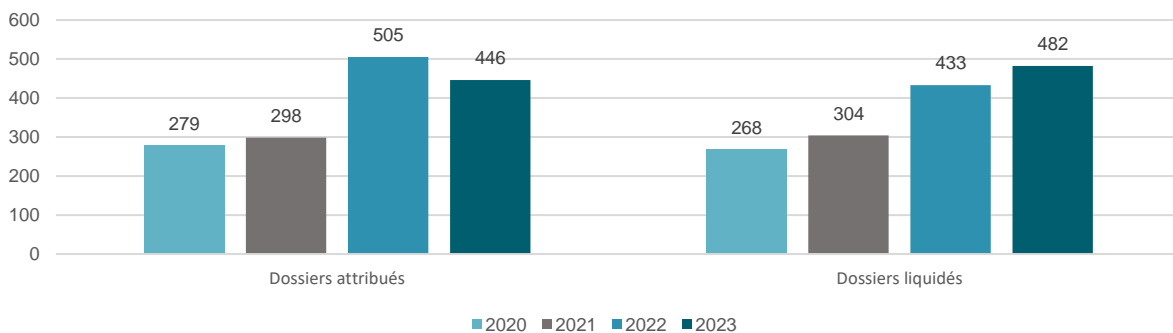
L'augmentation de la charge de travail et sa complexification constatées dans tous les tribunaux sont également constatées dans cette autorité. La charge administrative et organisationnelle induite par la nature même de la cellule complique en outre son fonctionnement quotidien.

Des renforts provisoires (JDE ou CDD de greffiers) ont pu être octroyés dans différentes instances. Toutefois, au vu des augmentations et des fluctuations des charges de travail de certains tribunaux, le Conseil a revu à trois reprises durant cet exercice la clé de répartition des dossiers attribués à la CELLIT.

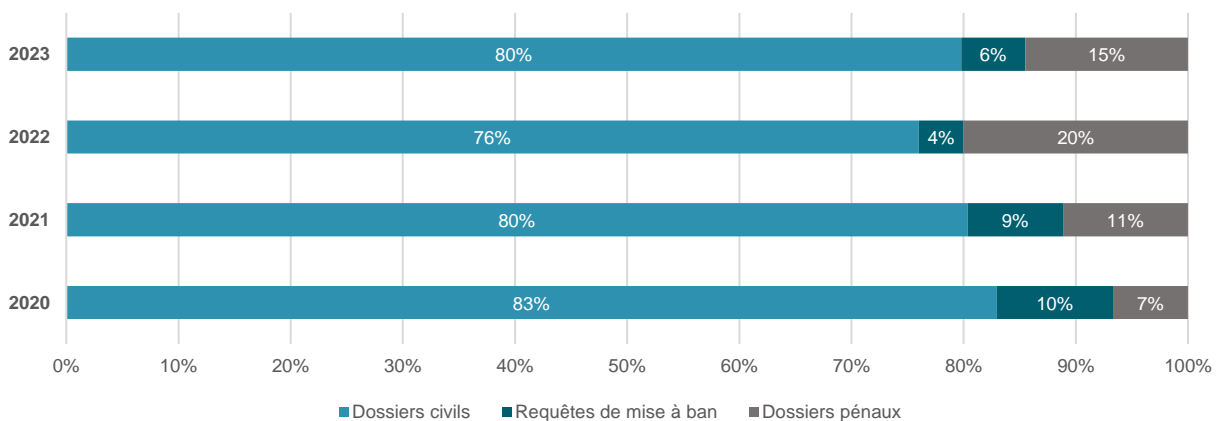
Tandis que la juge à 50% soutient les magistrats impliqués dans le programme e-Justice, la magistrate à 100% doit décharger tous les Tribunaux (affaires en français). Eu égard à la surcharge de toutes les premières instances, la cellule doit également faire face à une charge massive, qui ne ressort pas nécessairement des chiffres compte tenu des types de dossiers qui lui sont attribués.

3.5.3 Charge de travail - statistiques

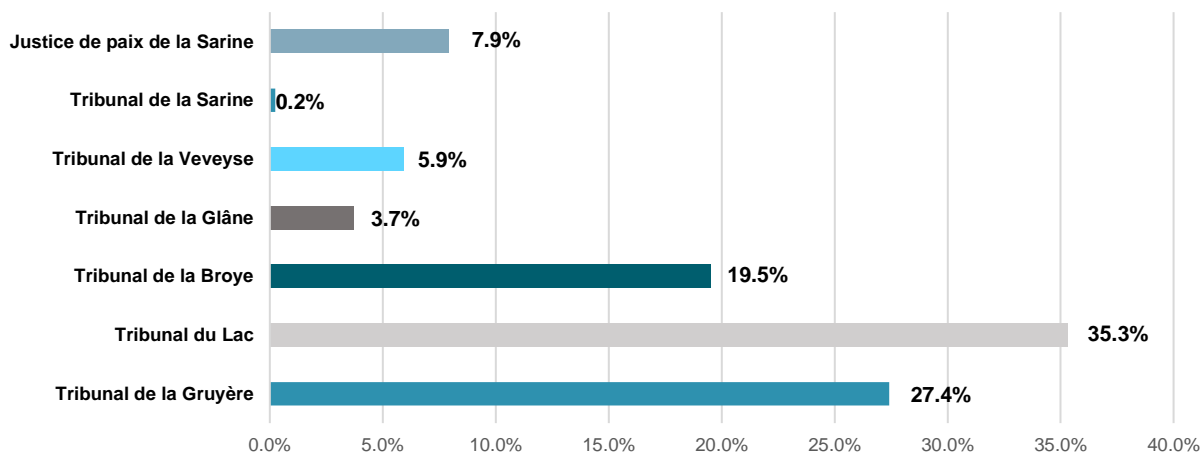
CELLIT - Statistiques 2020-2023



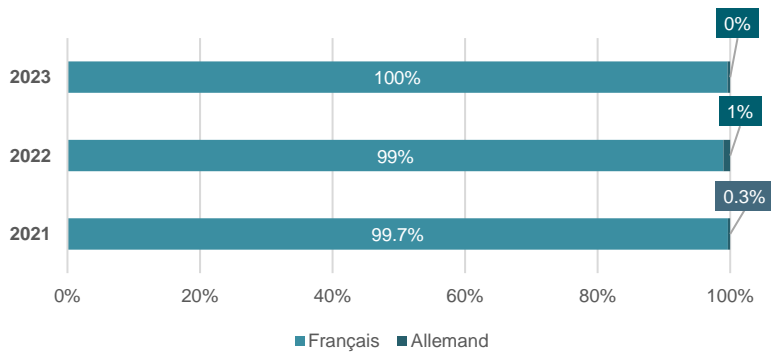
CELLIT - Répartition affaires transmises selon domaine de droit 2020-2023



CELLIT - Répartition dossiers traités selon entité judiciaire 2023



CELLIT - Langue des affaires liquidées 2021-2023



3.5.4 Rapport détaillé de la Cellule judiciaire itinérante

[Lien.](#)

3.6 Tribunal pénal économique TPE

Mission et compétences

Le Tribunal pénal économique TPE est un tribunal de première instance dont le ressort s'étend à l'ensemble du territoire cantonal. Il connaît des affaires portant, pour l'essentiel, sur des infractions contre le patrimoine ou des faux dans les titres, si leur examen requiert des connaissances économiques spéciales ou l'appréciation d'un grand nombre de moyens de preuve écrits.

Site du pouvoir judiciaire : <https://www.fr.ch/pj/institutions-et-droits-politiques/justice/pouvoir-judiciaire-tribunal-penal-economique>.

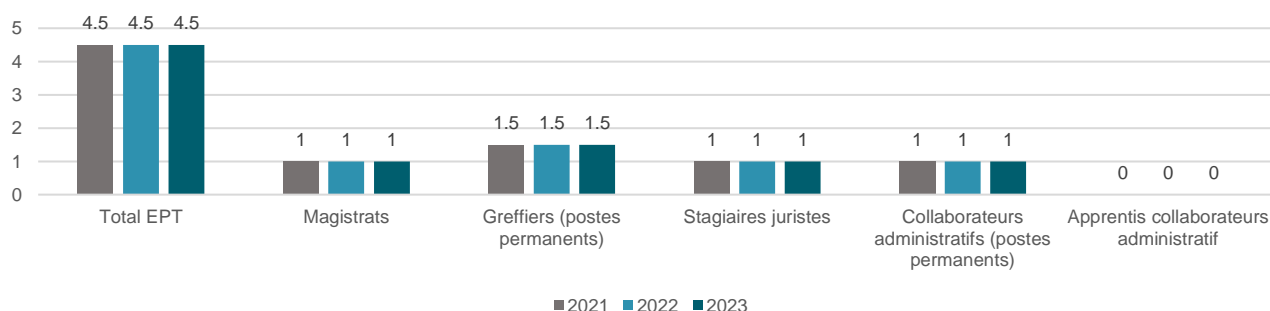
Organisation et composition au 31.12.2023

Alain Gautschi, Président ; Benoît Chassot, José Rodriguez, Jean-Marc Sallin, Suppléants du Président

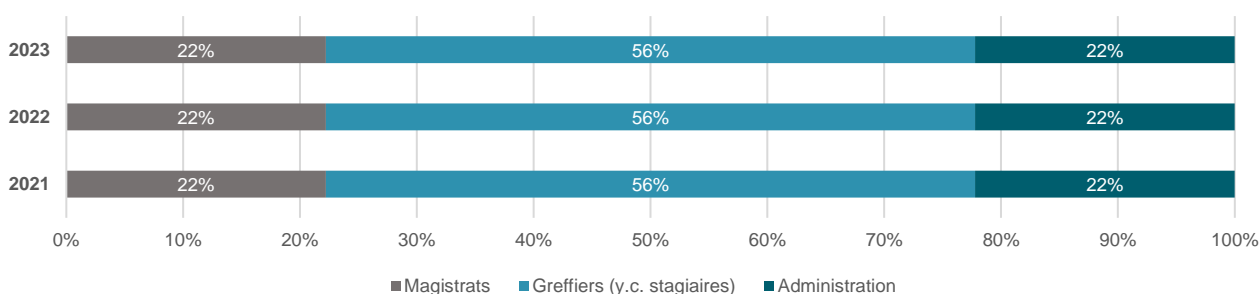
Julien Baechler, Céline Cal-Oberson, Eric Charrière, Julien Joseph Collaud, Dominique Corminboeuf-Strehblow, Joseph Dénervaud, Marie-Christine Dorand, Alexandre Dumas, Laurent Jacot, Bernard Loup, Cédric Margueron, Gisela Marty, Martin Morel, Nicole Moret, Thierry Schmid, Thierry Vial, Franz Walter, Andreas Zbinden, Assesseurs

3.6.1 Ressources humaines

TPE - Ressources humaines - EPT au 31.12.



TPE - Ressources humaines (EPT) selon les diverses catégories



3.6.2 Remarques sur l'activité

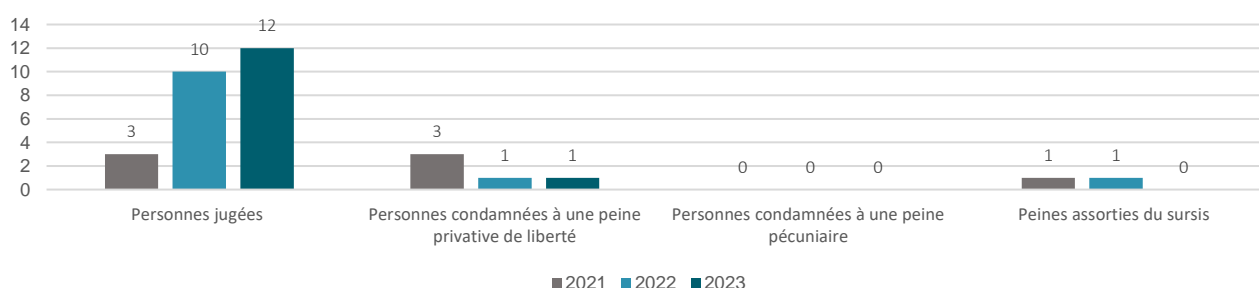
En 2023, le Tribunal pénal économique a siégé de la façon suivante : sept affaires entre février et juillet 2023. En outre, cinq autres décisions ont été rendues ultérieurement.

Le Conseil de la magistrature est conscient des particularités du rôle de cette autorité, soit de l'inscription de dossiers volumineux qui nécessitent un travail concentré quasi exclusivement pendant plusieurs mois.

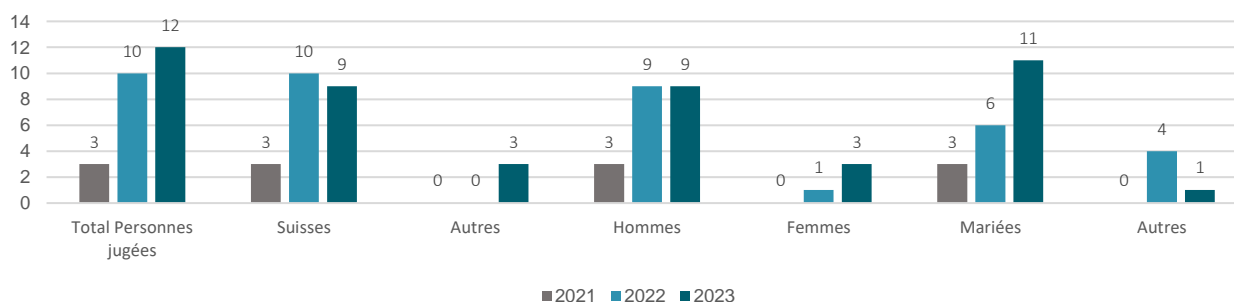
Le Conseil relève enfin qu'aucune solution n'a pu être trouvée pour répondre au besoin de suppléance de la présidence, et ce notamment en raison des spécificités de cette fonction (magistrat bilingue, disposant de solides compétences en matière financière et comptable, prétentions salariales, charge de travail extrêmement variable, ...). Une recherche de solution est en cours de discussion avec le Service de la justice.

3.6.3 Charge de travail – statistiques

TPE - Nombre de personnes jugées 2021-2023



TPE - Personnes jugées - Répartition par nationalité, sexe, état civil 2021-2023



Tableaux comparatifs cf. point 3.7.2.4.3 ci-après (p. 68).

3.6.4 Rapport détaillé du Tribunal pénal économique

[Lien.](#)

3.7 Tribunaux d'arrondissement TA

Mission et compétences

Le canton de Fribourg comprend sept tribunaux d'arrondissement, dont les sièges se trouvent à Fribourg, Tavel, Bulle, Morat, Romont, Estavayer-le-Lac et Châtel-Saint-Denis (cinq de langue française, un de langue allemande et un bilingue).

Chaque tribunal est composé d'un ou plusieurs présidents, de juges et de greffiers. Les présidents sont des magistrats professionnels et les juges des laïcs exerçant leur fonction à titre accessoire.

Les tribunaux d'arrondissement siègent comme tribunal civil ou comme tribunal pénal et ils forment en outre plusieurs juridictions (tribunal des prud'hommes, tribunal des baux, etc.).

Ce sont des juridictions de première instance qui statuent dans de nombreuses causes relevant du droit civil ou du droit pénal.

En matière civile

Le tribunal civil d'arrondissement est la juridiction civile ordinaire. Il statue en première instance sur toutes les causes civiles qui ne sont pas placées dans la compétence d'une autre autorité. Le tribunal civil est composé d'un président et de deux juges.

Le président juge seul les affaires patrimoniales dont la valeur litigieuse ne dépasse pas 30'000 francs, les causes soumises à la procédure sommaire, notamment en matière de mainlevée d'opposition, faillite, séquestre et concordat, ainsi que les autres causes pour lesquelles la loi prévoit sa compétence.

D'autres juridictions sont rattachées au tribunal d'arrondissement : le Tribunal des baux et le Tribunal des prud'hommes.

Le tribunal des baux connaît des litiges relevant du droit du bail et portant sur des immeubles non agricoles.

Le tribunal des prud'hommes connaît des litiges de droit privé portant sur un contrat de travail.

En matière pénale

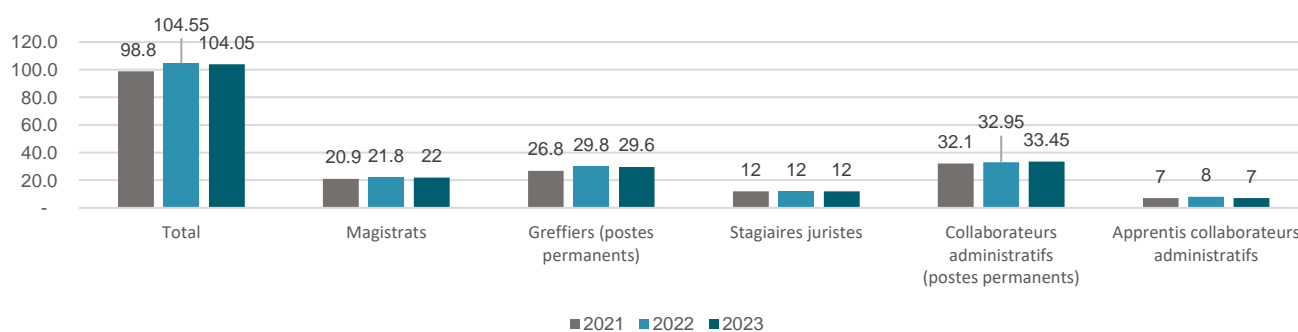
Le tribunal pénal d'arrondissement statue en première instance sur toutes les infractions qui ne relèvent pas de la compétence d'autres autorités. Il est composé d'un président et de quatre assesseurs.

Le juge de police, dont la fonction est exercée par le président du tribunal pénal d'arrondissement, statue seul en première instance, dans la mesure où la loi ne désigne pas d'autre autorité compétente, sur les contraventions ainsi que les crimes qui paraissent devoir entraîner une peine privative n'excédant pas 18 mois.

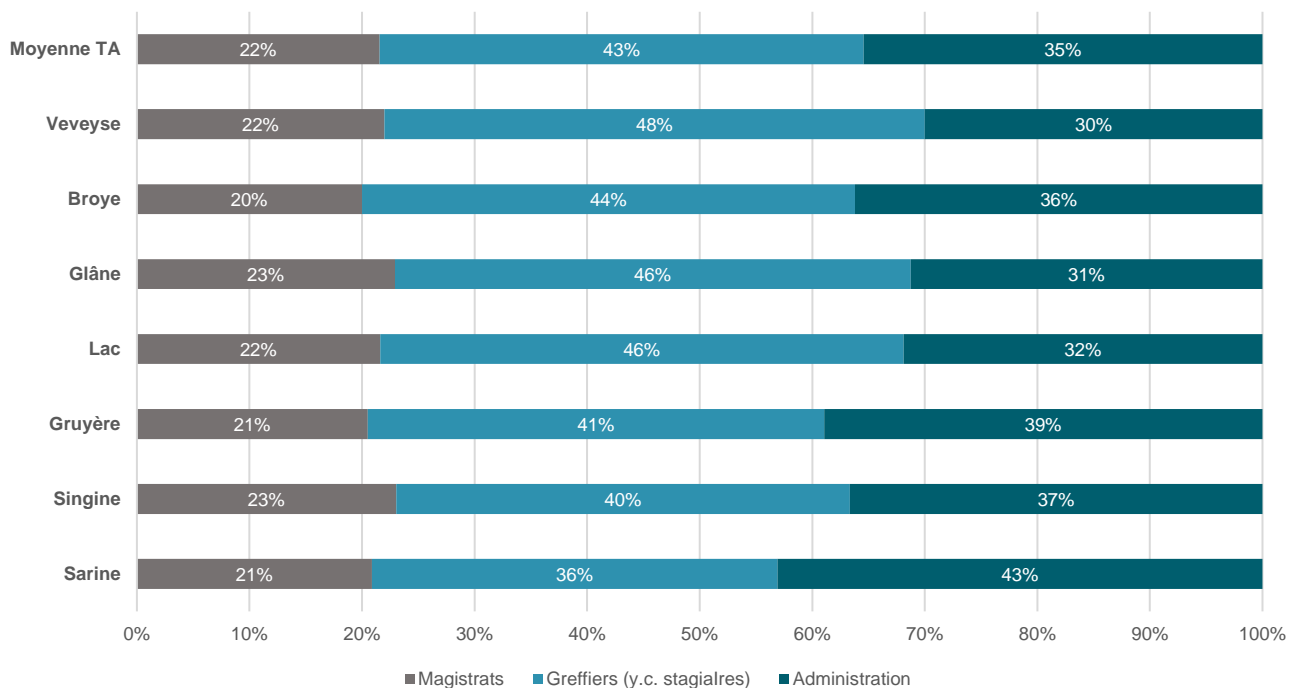
Site du Pouvoir judiciaire : <https://www.fr.ch/institutions-et-droits-politiques/justice/pouvoir-judiciaire-tribunaux-darrondissement>

3.7.1 Ressources humaines

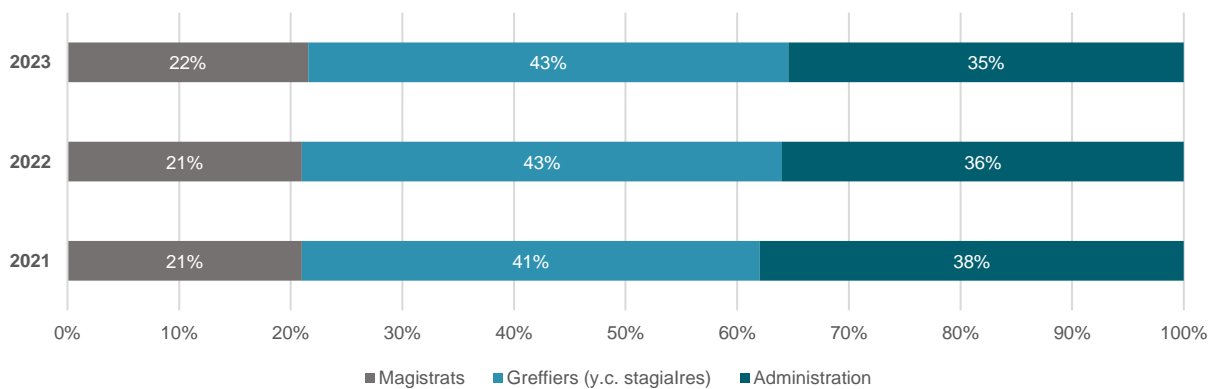
TA - Ressources humaines - EPT au 31.12.



TA - Ressources humaines par catégories (EPT) au 31.12.2023



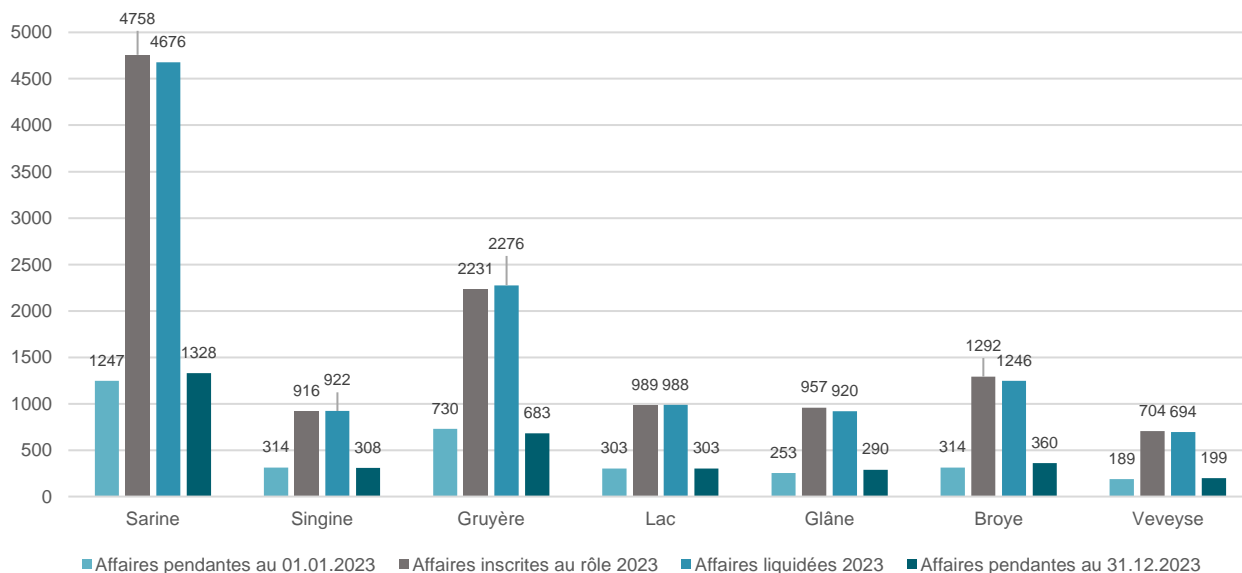
TA - Ressources humaines par catégories (EPT) 2021-2023



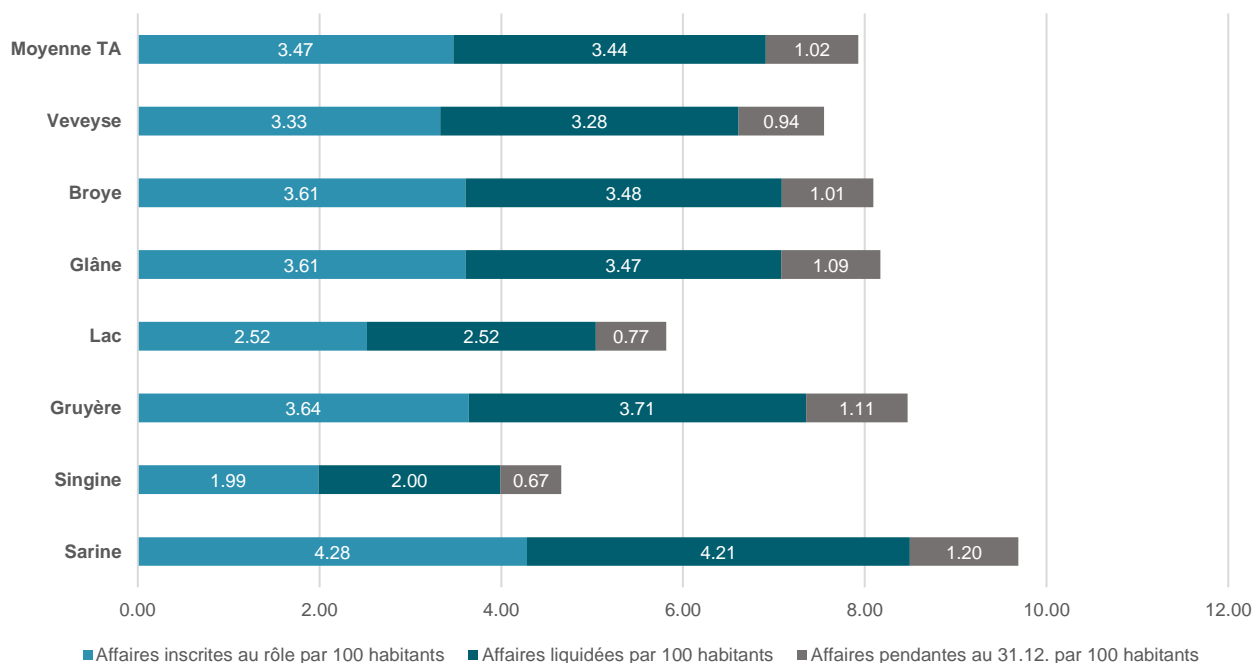
3.7.2 Charge de travail – statistiques

3.7.2.1 En général

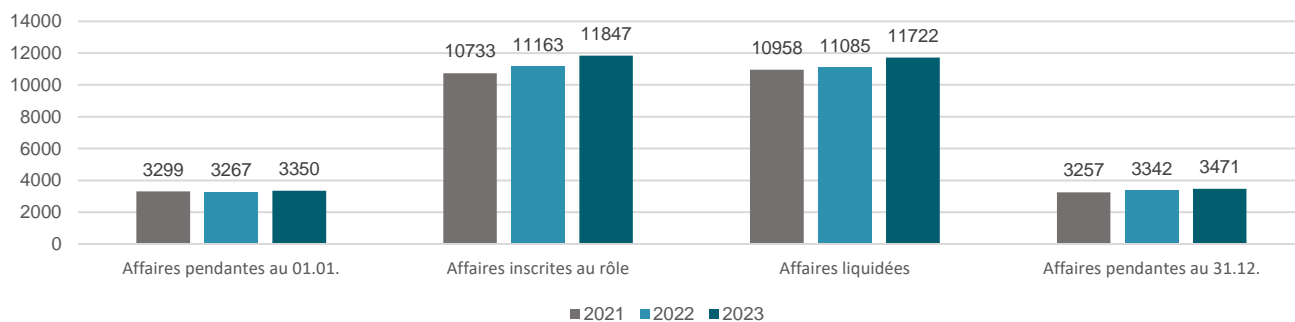
TA - Charge de travail 2023



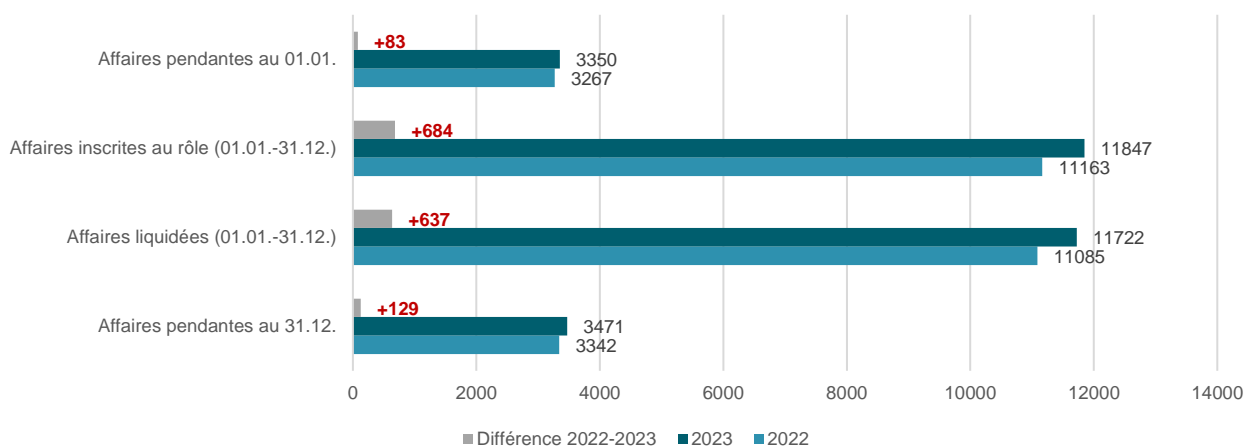
TA - Charge de travail 2023 par 100 habitants (Population résidente permanente 11.2023)



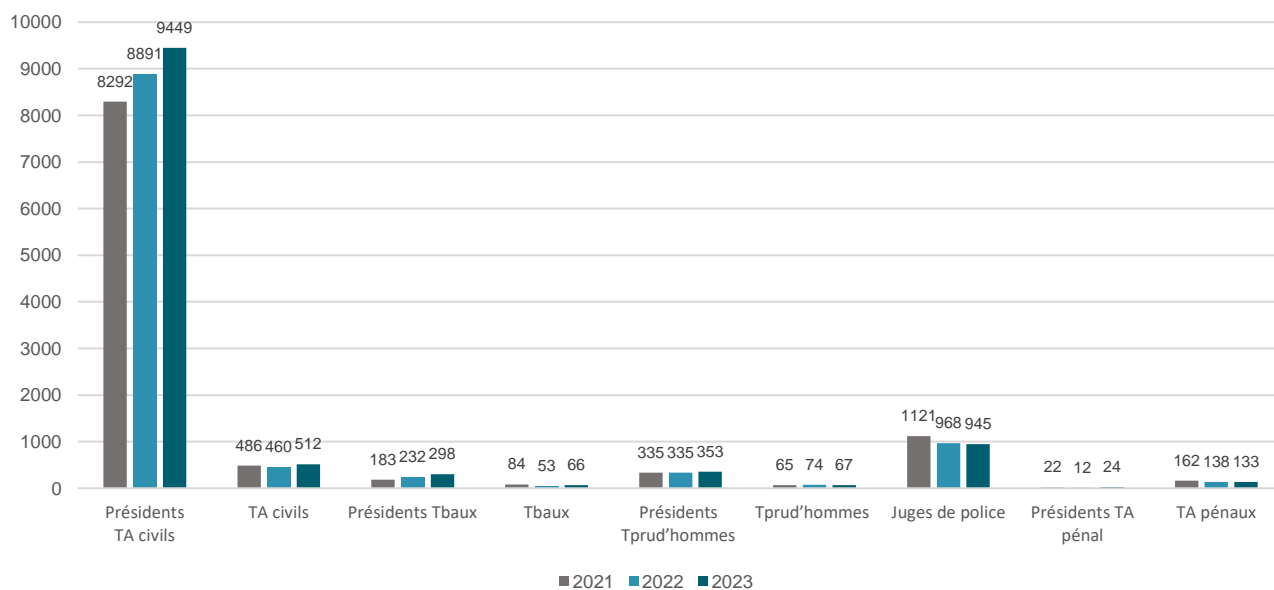
TA - Evolution en général 2021-2023



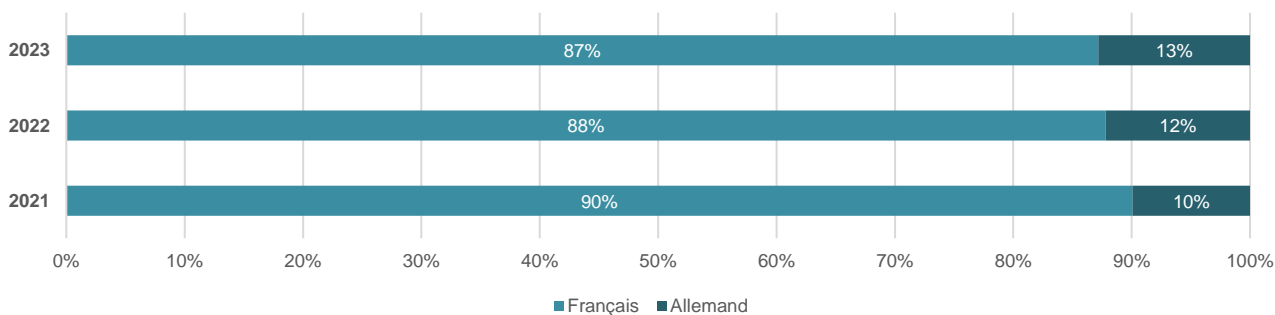
TA - Evolution charge de travail 2022-2023



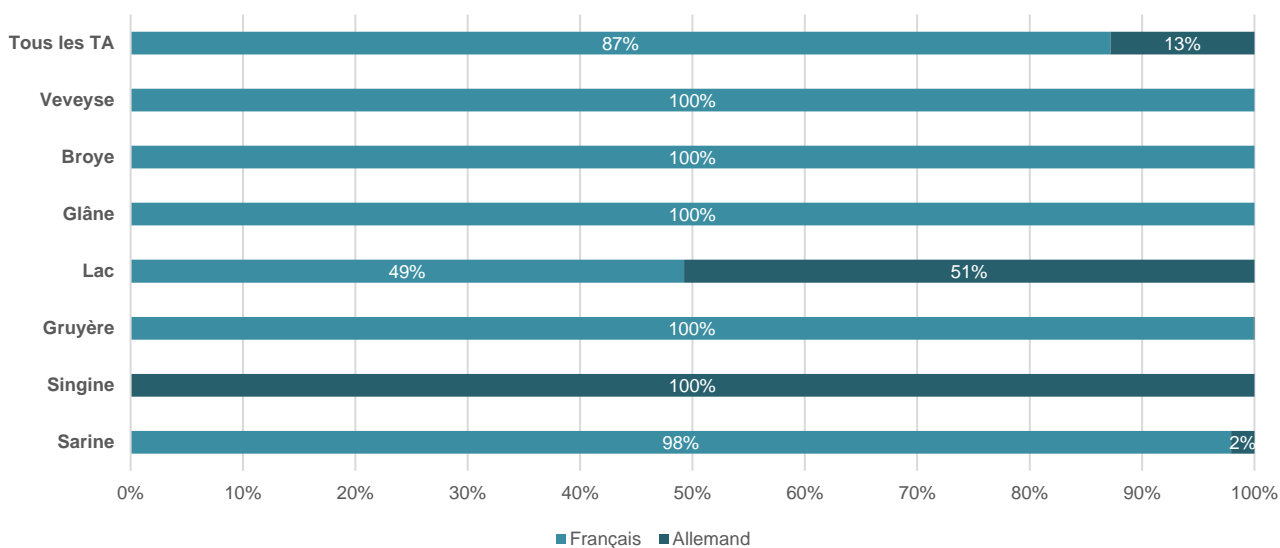
TA - Evolution des affaires inscrites au rôle 2021-2023 (toutes affaires confondues)



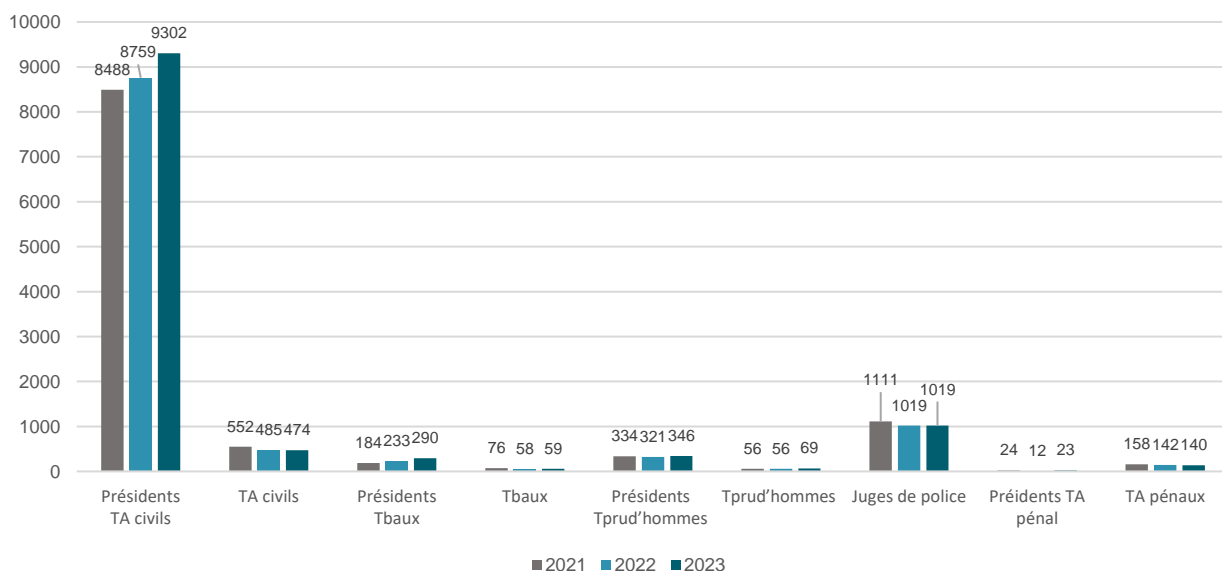
TA - Langue des affaires enregistrées (toutes affaires confondues) 2021-2023



TA - Langue des affaires enregistrées 2023



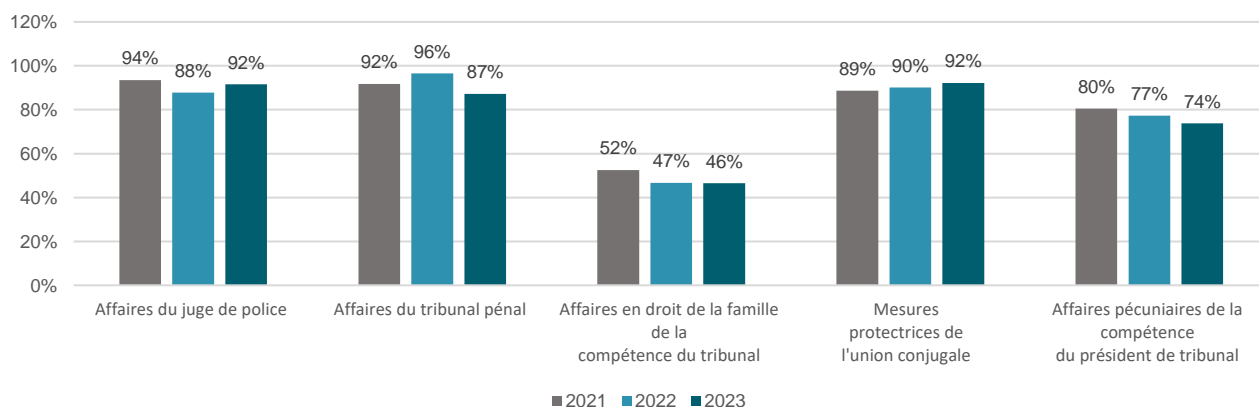
TA - Evolution des affaires liquidées 2021-2023 (toutes affaires confondues)



3.7.2.2 Temps moyen écoulé entre l'enregistrement des causes et le prononcé du jugement

	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	> 2 ans
Juge de répression	121	261	374	203	77	17
Tribunal pénal	9	33	38	29	14	2
Juge de police	112	228	336	174	63	15
Tribunal civil	24	36	47	58	102	93
Droit de la famille	23	35	44	55	98	83
Actions résultant des contrats	1	1	3	3	4	10
Président tribunal civil	495	2239	465	177	76	20
Divorce sur requête commune avec accord complet	34	260	92	21	5	1
Mesures protectrices de l'union conjugale et leur modification	27	114	82	50	19	4
Affaires pécuniaires (art. 51 al. 1 let. a LJ)	24	37	48	60	48	12
Mainlevée	410	1828	243	46	4	3
Juridiction des prud'hommes	81	172	57	33	31	17
Président	81	169	46	21	6	2
Tribunal	0	3	11	12	25	15
Juridiction des baux	81	164	27	20	16	7
Président	81	160	11	5	3	2
Tribunal	0	4	16	15	13	5

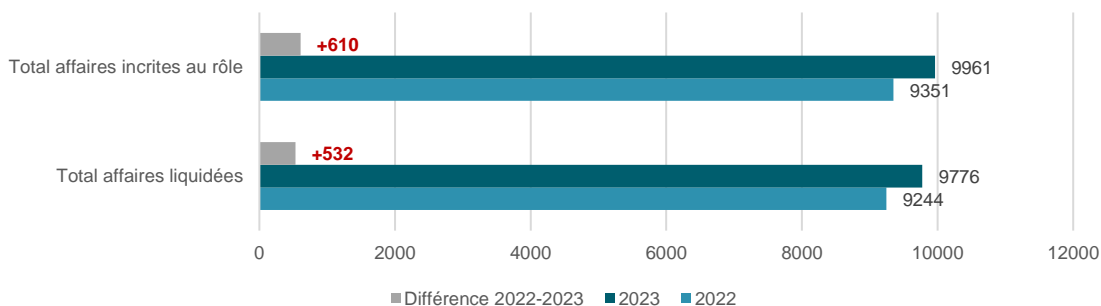
TA - Jugements rendus dans l'année à compter de leur enregistrement 2021-2023



3.7.2.3 Affaires civiles

3.7.2.3.1 En général

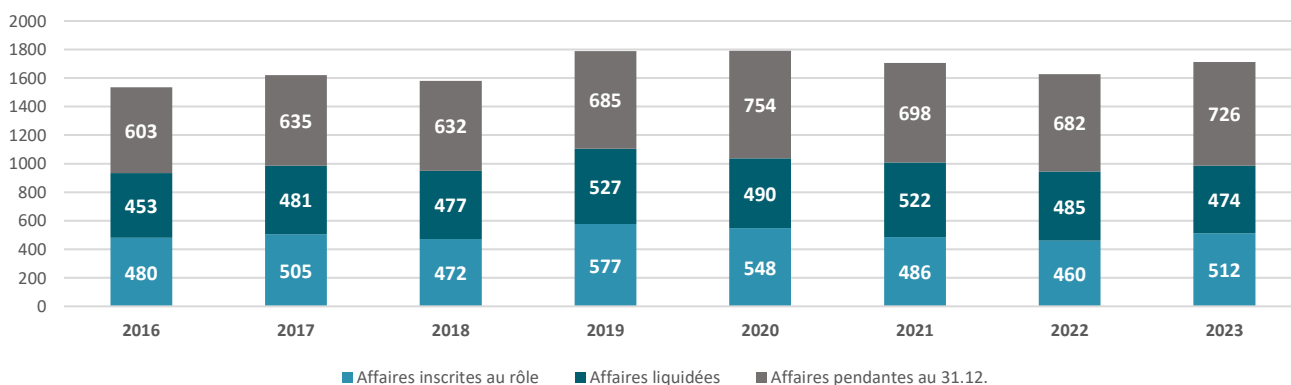
Comparatif affaires civiles entrées et liquidations 2022-2023 - tribunaux d'arrondissement et présidents



3.7.2.3.2 Tribunaux d'arrondissement (TA) - affaires civiles

Répartition 2023	Affaires pendantes au 01.01	Affaires inscrites au rôle (01.01.-31.12.)	Affaires liquidées (01.01.-31.12.)	Affaires pendantes au 31.12.	dont inscrites au rôle jusqu'au 31.12. de l'avant-dernière année
Sarine	255	173	166	261	73
Singine	52	45	56	41	9
Gruyère	158	98	83	173	50
Lac	53	40	34	59	18
Glâne	49	54	42	61	14
Broye	73	71	62	82	11
Veveyse	49	31	31	49	16
Total	689	512	474	726	191

TA - Evolution affaires civiles 2016-2023



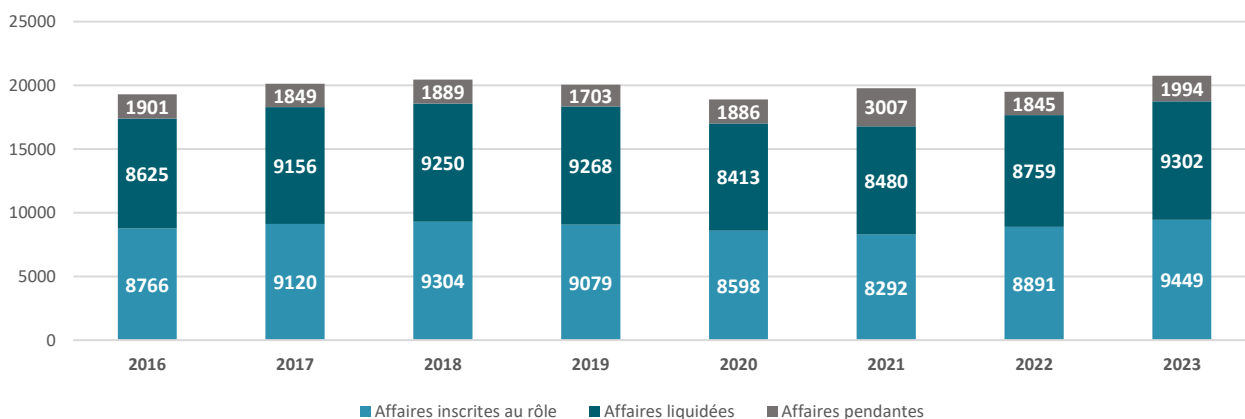
Objets des jugements rendus

	Sarine	Singine	Gruyère	Lac	Glâne	Broye	Veveyse	Total
A. Code civil	138	50	75	30	40	52	24	409
1. Droit des personnes	0	1	0	1	0	0	0	2
2. Droit de la famille	133	48	69	26	37	49	23	385
a) divorce	97	35	52	21	20	29	18	272
b) modification de jugements de divorce	33	13	16	5	17	20	5	109
c) séparation de corps	2	0	0	0	0	0	0	2
d) divers	1	0	1	0	0	0	0	2
3. Droit des successions	2	0	1	1	0	0	0	4
4. Droits réels	3	1	5	2	3	3	1	18
B. Code des obligations	15	4	5	1	1	4	2	32
1. Actions résultant des contrats	12	3	4	1	1	2	2	25
2. Actions résultant d'actes illicites	1	0	0	0	0	1	0	2
3. Droit des sociétés	1	1	0	0	0	0	0	2
4. Autres	1	0	1	0	0	1	0	3
C. Autres lois fédérales ou cantonales	14	2	3	3	1	6	5	34
Total	167	56	83	34	42	62	31	475

3.7.2.3.3 Présidents de tribunaux - affaires civiles

Répartition 2023	Affaires pendantes au 01.01	Affaires inscrites au rôle (01.01.-31.12.)	Affaires liquidées (01.01.-31.12.)	Affaires pendantes au 31.12.	dont inscrites au rôle jusqu'au 31.12. de l'avant-dernière année
Sarine	683	3806	3724	765	15
Singine	180	719	702	197	9
Gruyère	401	1785	1838	348	36
Lac	170	783	774	178	9
Glâne	139	776	717	198	1
Broye	188	1020	1001	207	9
Veveyse	87	560	546	101	1
Total	1848	9449	9302	1994	80

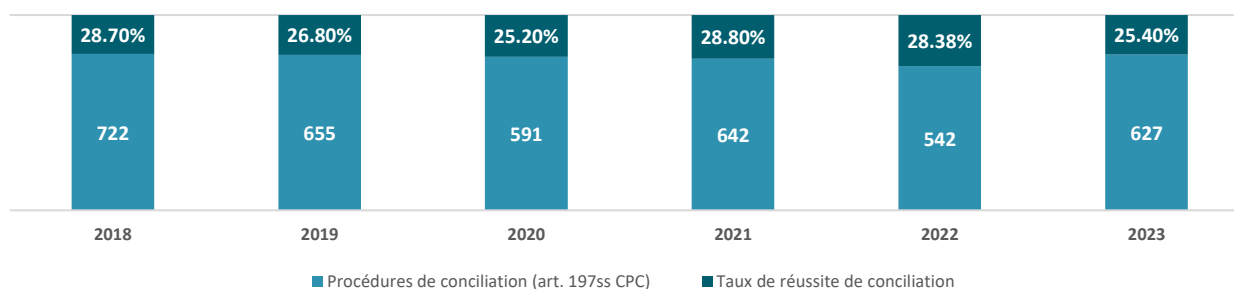
TA - Evolution affaires civiles Présidents 2016-2023



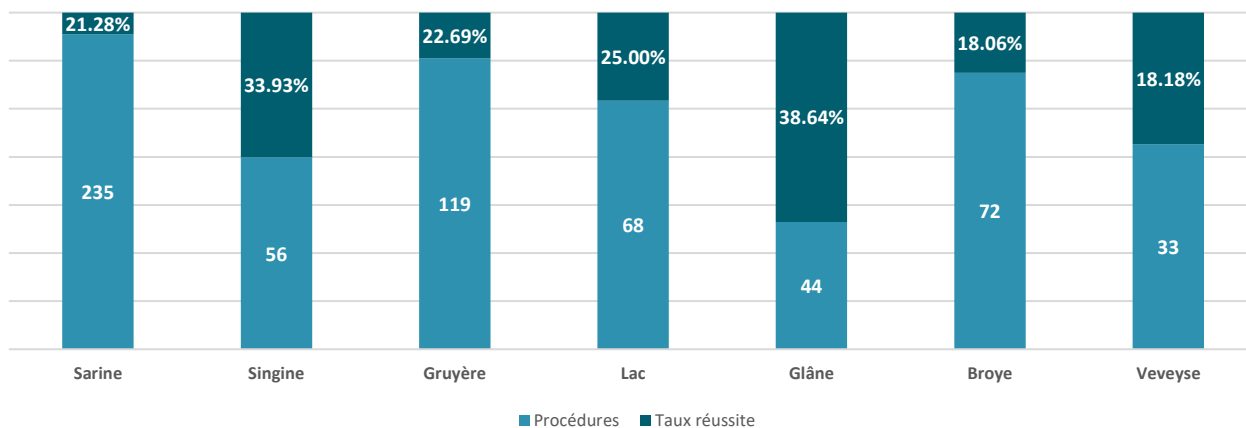
Objets des jugements et ordonnances rendus

	Sarine	Singine	Gruyère	Lac	Glâne	Broye	Veveyse	Total
1. Divorce sur requête commune avec accord complet	144	55	80	47	39	57	50	472
2. Séparation de corps sur requête commune avec accord complet	2	0	0	1	0	0	1	4
3. Mesures protectrices de l'union conjugale et leur modification (art. 172 CC)	110	20	60	33	34	35	24	316
4. Affaires pécuniaires (art. 51 al. 1 let. a LJ)	92	11	62	8	24	17	18	232
5. Mesures provisionnelles et leur modification	327	60	202	61	94	142	40	926
6. Inscription provisoire des hypothèques légales entrepreneurs et artisans	46	1	10	4	11	19	7	98
7. Décisions rendues en matière d'assistance judiciaire	550	88	329	93	110	109	74	1353
8. Décisions rendues en vertu de la LELP	2030	366	878	407	343	487	269	4780
9. Annulation de titres	24	6	20	11	3	12	4	80
10. Commissions rogatoires	4	10	16	12	0	18	11	71
11. Exécution des jugements (art. 339 CPC)	6	2	4	0	1	5	1	19
12. Procédures de conciliation (art. 197 ss CPC)	235	56	119	68	44	72	33	627
13. Divers	154	27	58	29	14	28	14	324
Total	3724	702	1838	774	717	1001	546	9302

Procédures de conciliation et taux de réussite 2018-2023



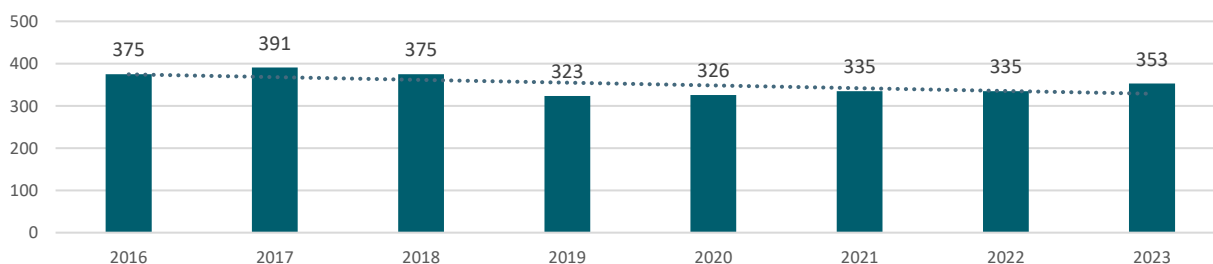
Procédures de conciliation et taux de réussite 2023 - par arrondissement



3.7.2.3.4 Juridiction des prud'hommes

3.7.2.3.4.1 Présidents des tribunaux des prud'hommes

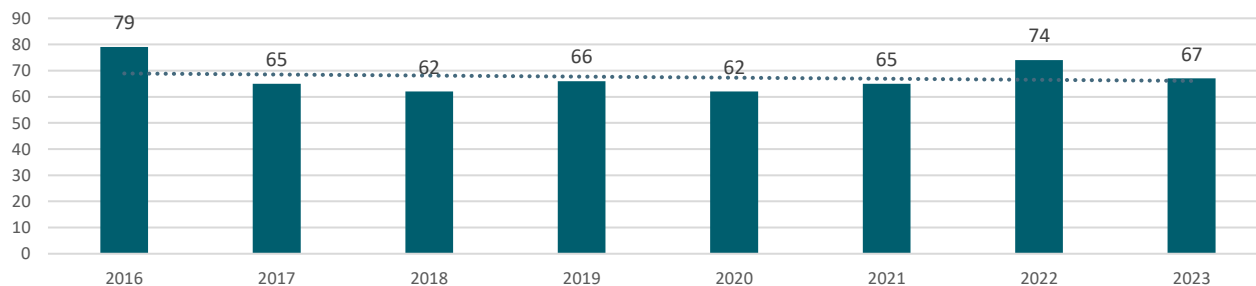
Présidents des tribunaux des prud'hommes - nouvelles affaires inscrites au rôle - 2016-2023



Répartition 2023	Affaires pendantes au 01.01.	Nouvelles affaires inscrites au rôle	Jugements rendus	Affaires liquidées par conciliation/transaction	Autres affaires liquidées	Affaires pendantes au 31.12.
Sarine	38	148	10	28	105	43
Singine	10	13	0	4	17	2
Gruyère	16	65	3	19	35	24
Lac	11	36	1	8	25	13
Glâne	4	15	0	4	12	3
Broye	9	56	7	17	31	10
Veveyse	6	20	2	7	11	6
Total	94	353	23	87	236	101

3.7.2.3.4.2 Tribunaux des prud'hommes (TPR)

TPR - nouvelles affaires inscrites au rôle - évolution 2016-2023

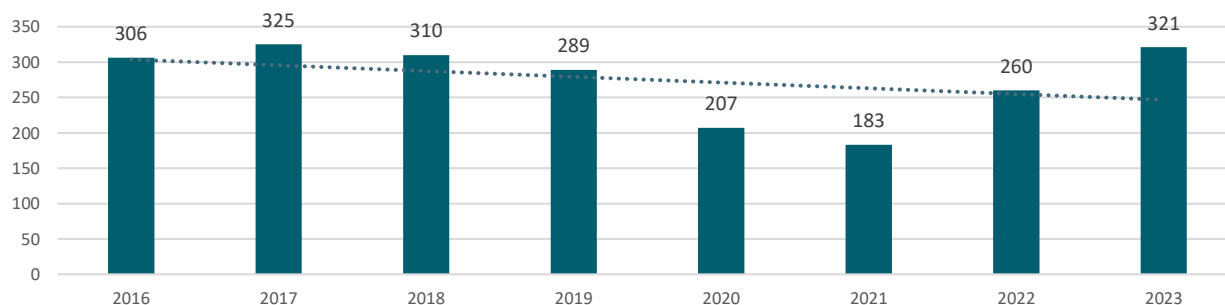


Répartition 2023	Affaires pendantes au 01.01.	Nouvelles affaires inscrites au rôle	Jugements rendus	Affaires liquidées par conciliation/transaction	Autres affaires liquidées	Affaires pendantes au 31.12.
Sarine	60	27	8	12	10	57
Singine	4	4	2	1	0	5
Gruyère	16	9	8	3	1	13
Lac	11	10	6	4	4	7
Glâne	2	4	0	3	0	3
Broye	5	11	3	2	10	10
Veveyse	7	2	1	0	0	8
Total	105	67	28	25	25	103

3.7.2.3.5 Juridiction des baux

3.7.2.3.5.1 Présidents des tribunaux des baux

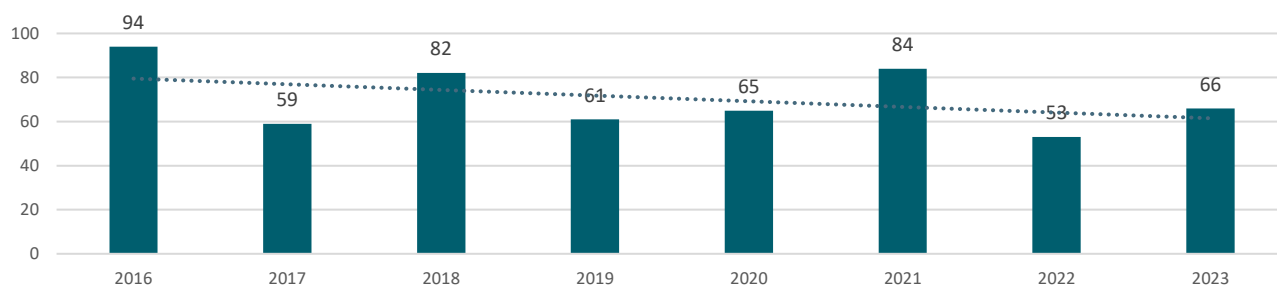
Présidents des tribunaux des baux - nouvelles affaires inscrites au rôle - évolution 2016-2023



Répartition 2023	Affaires pendantes au 01.01.	Nouvelles affaires inscrites au rôle	Jugements rendus	Affaires pendantes au 31.12.
Sarine	18	142	141	19
Singine	5	26	26	5
Gruyère	16	65	3	19
Lac	2	13	12	3
Glâne	3	18	18	3
Broye	2	25	16	11
Veveyse	7	32	33	6
Total	53	321	249	66

3.7.2.3.5.2 Tribunaux des baux (TB)

TB - nouvelles affaires inscrites au rôle - évolution 2016-2023

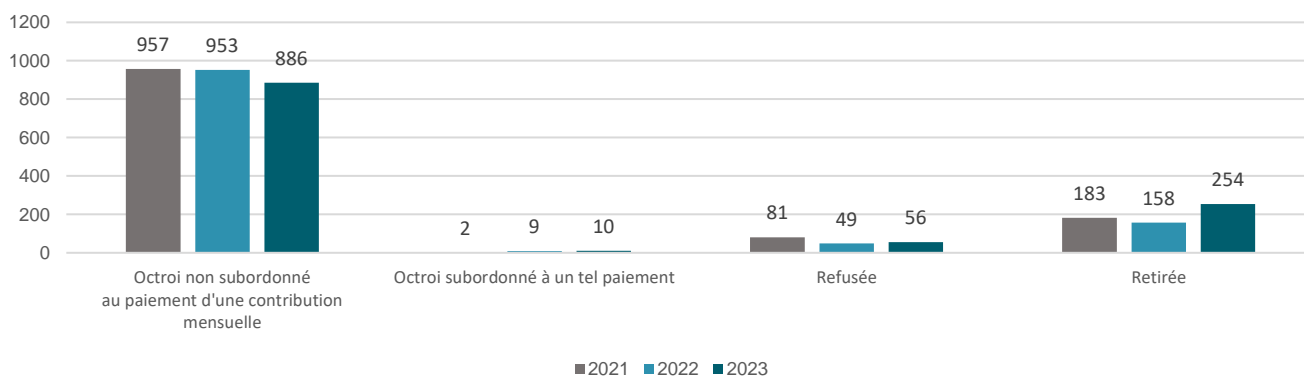


Répartition 2023	Affaires pendantes au 01.01.	Nouvelles affaires inscrites au rôle	Jugements rendus	Affaires pendantes au 31.12.
Sarine	19	22	17	24
Singine	5	9	6	8
Gruyère	0	0	0	0
Lac	6	6	4	8
Glâne	16	8	15	9
Broye	0	8	1	7
Veveyse	20	13	16	17
Total	66	66	59	73

3.7.2.3.6 Assistance judiciaire

3.7.2.3.6.1 En matière civile

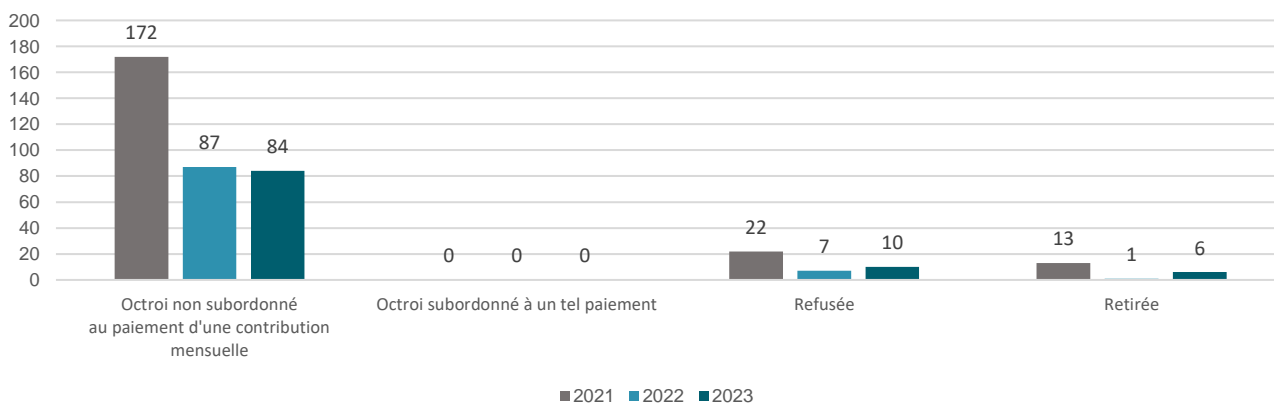
Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés ainsi que la désignation d'un défenseur d'office 2021-2023



Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés ainsi que la désignation d'un défenseur d'office

2023	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle	Octroi subordonné à un tel paiement	Refusée	Retirée
Sarine	372	0	27	137
Singine	53	0	3	17
Gruyère	257	0	12	53
Lac	64	0	5	17
Glâne	80	0	5	15
Broye	0	8	1	7
Veveyse	60	2	3	8
Total	886	10	56	254

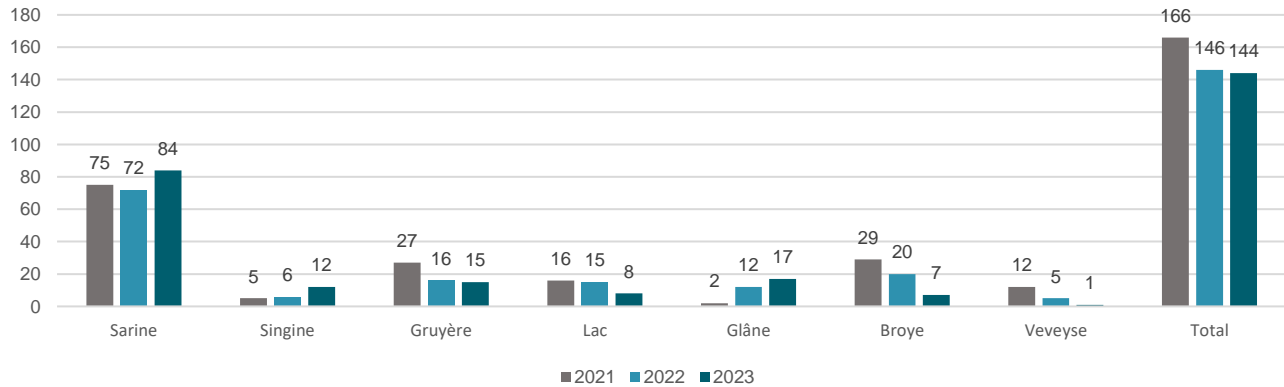
Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés 2021-2023



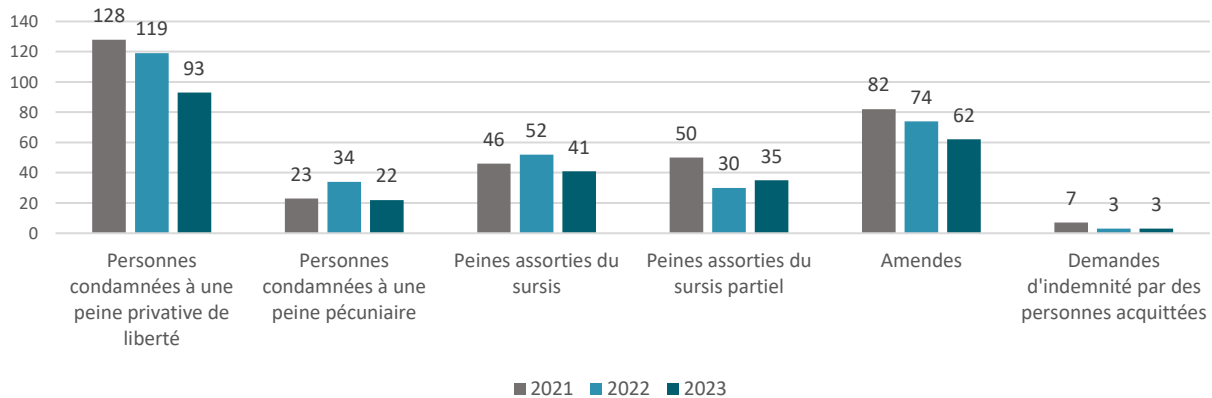
3.7.2.4 Affaires pénales

3.7.2.4.1 Tribunaux pénaux d'arrondissement

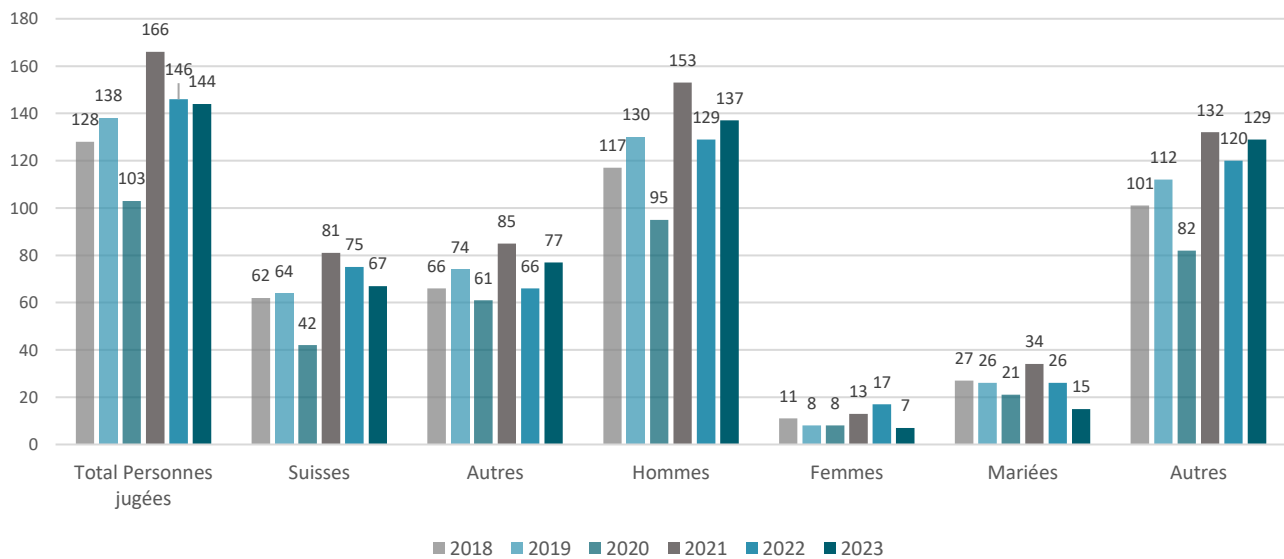
Tribunaux pénaux - nombre de personnes jugées 2021-2023



Tribunaux pénaux - évolution en général 2021-2023 (personnes jugées)



Tribunaux pénaux - Personnes jugées - Répartition par nationalité, sexe, état civil 2018-2023



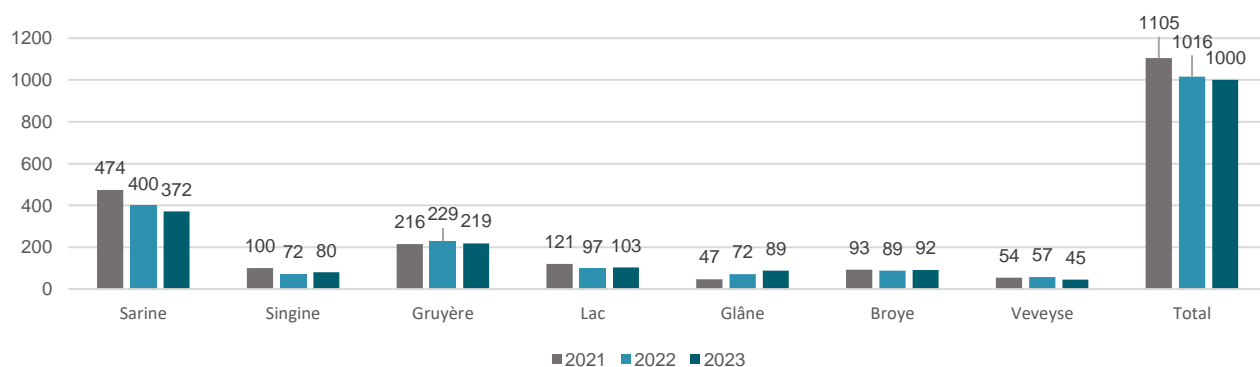
2023	Personnes jugées	Nationalité		Sexe		État civil		Langue de la procédure	
		Suisses	Autres	Hommes	Femmes	Mariés	Autres	Français	Allemand
Sarine	84	30	54	82	2	5	79	80	4
Singine	12	9	3	11	1	1	11	0	12
Gruyère	15	11	4	15	0	2	13	15	0
Lac	8	2	6	7	1	2	6	6	2
Glâne	17	14	3	14	3	4	13	17	0
Broye	7	1	6	7	0	1	6	7	0
Veveyse	1	0	1	1	0	0	1	1	0
Total	144	67	77	137	7	15	129	126	18

Nombre d'infractions

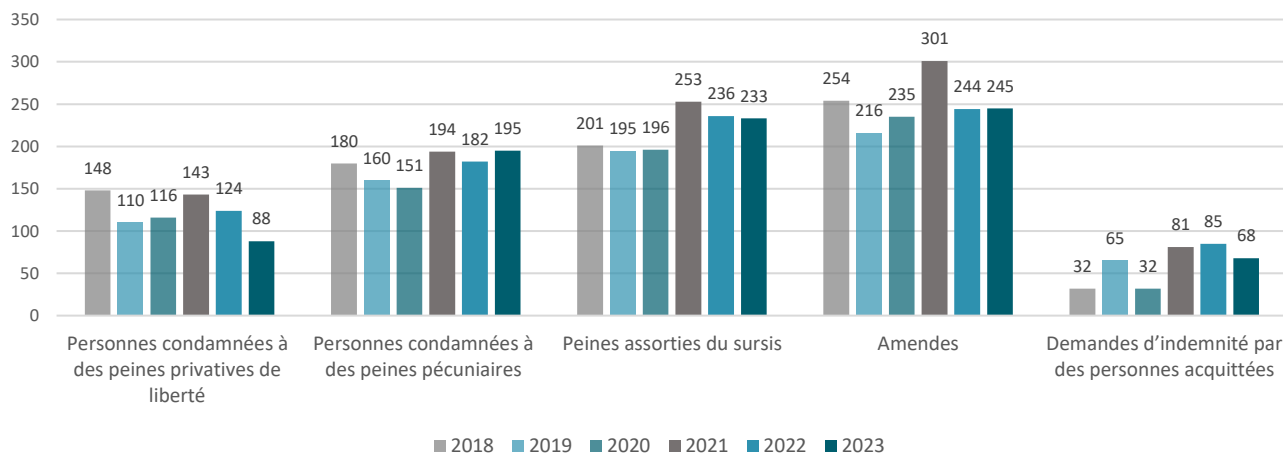
	Sarine	Singine	Gruyère	Lac	Glâne	Broye	Veveyse	Total
1. Infractions contre la vie et l'intégrité corporelle (art. 111-136 CP)	24	16	4	4	4	3	0	55
2. Infractions contre le patrimoine (art. 137-172ter CP)	77	5	15	4	4	0	0	105
3. Infractions contre l'honneur, le domaine secret ou le domaine privé (art. 173-179novies CP)	40	1	1	3	1	0	0	46
4. Crimes ou délits contre la liberté (art. 180-186 CP)	40	3	7	6	2	1	0	59
5. Infractions contre l'intégrité sexuelle (art. 187-200 CP)	22	4	7	10	2	0	0	45
6. Délits contre la famille (art. 213 - 220 CP)	1	0	0	0	1	0	0	2
7. Crimes ou délits créant un danger collectif (art. 221-230 CP)	0	0	0	0	0	0	0	0
8. Crimes ou délits contre les communications publiques (art. 237-239 CP)	0	0	0	0	0	0	0	0
9. Fausse monnaie, falsification des timbres officiels de valeur, des marques officielles, des poids et mesures (art. 240-250 CP)	0	0	0	0	0	0	0	0
10. Faux dans les titres (art. 251-257 CP)	5	0	2	0	2	0	0	9
11. Crimes ou délits contre la paix publique (art. 258-263 CP)	2	0	1	0	0	0	0	3
12. Crimes et délits contre l'Etat et la défense nationale (art. 265-278 CP)	0	0	0	0	0	0	0	0
13. Crimes ou délits contre l'administration de la justice (art. 303-311 CP)	4	1	0	1	0	0	0	6
14. Infractions contre les devoirs de fonction et les devoirs professionnels (art. 312-322 CP)	0	0	0	0	0	0	0	0
15. Corruption (art. 322ter-322octies CP)	0	0	0	0	0	0	0	0
16. Contravention à des dispositions du droit fédéral (art. 323-332 CP)	0	0	0	0	0	0	0	0
17. Infractions à la LCR	33	2	3	5	1	3	3	50
18. Infractions à la LStup	72	11	15	7	13	10	0	128
19. Infractions à la LALEtr	0	0	0	0	0	0	0	0
20. Infractions à la LArm	1	1	0	1	1	0	0	4
21. Infractions à d'autres lois fédérales ou cantonales	51	2	18	3	4	0	1	79
Total	343	46	73	44	35	17	4	562

3.7.2.4.2 Juges de police

Juge de police - nombre de personnes jugées 2021-2023



Juge de police - évolution en général 2018-2023

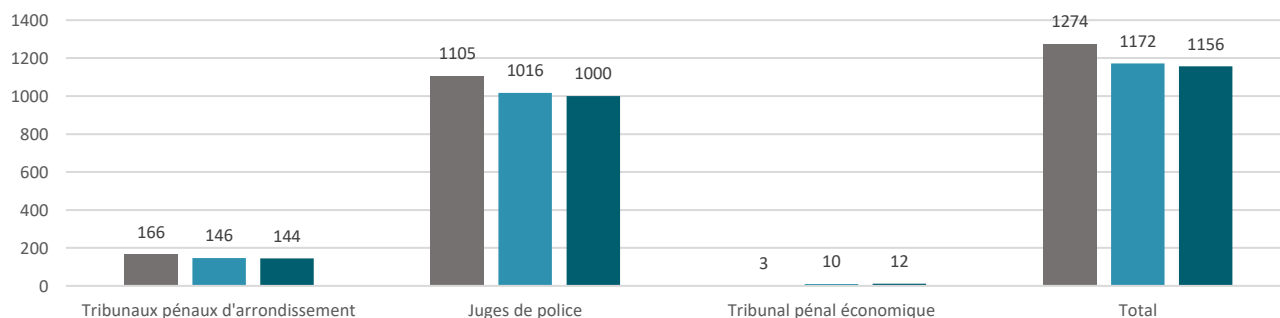


Répartition 2023	Personnes jugées	Condamnées	Acquittées	Retrait de plainte ou d'opposition
Sarine	372	151	63	98
Singine	80	37	9	20
Gruyère	219	67	41	66
Lac	103	41	16	26
Glâne	89	42	16	10
Broye	92	38	8	30
Veveyse	45	19	8	6
Total	1000	395	161	256

Nombre d'infractions	Sarine	Singine	Gruyère	Lac	Glâne	Broye	Veveyse	Total
1. Infractions au CP	135	28	75	47	48	24	11	368
a) Atteinte à l'intégrité corporelle	24	4	8	13	7	5	3	64
b) Infractions contre le patrimoine	5	1	4	2	0	0	2	14
c) Atteinte à l'honneur	6	5	14	10	7	5	1	48
d) Infractions contre l'intégrité sexuelle	46	7	18	2	13	4	2	92
e) Insoumission à une décision de l'autorité	5	1	1	2	0	1	0	10
f) Contravention à des dispositions du droit fédéral	0	0	0	0	0	0	0	0
g) Divers	49	10	30	18	21	9	3	140
2. Infractions à la LACP	5	2	3	2	1	2	0	15
a) Art. 8 LACP	0	0	0	0	0	0	0	0
b) Divers	5	2	3	2	1	2	0	15
3. Infractions	140	41	91	63	44	45	36	460
a) à la loi sur la pêche	0	0	0	0	0	0	0	0
b) à la loi sur la chasse	0	0	0	0	0	0	0	0
c) au code forestier	0	0	0	4	0	0	0	4
d) à la loi sur les denrées alimentaires	0	0	0	0	0	0	0	0
e) à la loi sur la police des étrangers	0	0	0	0	6	0	0	6
f) à la loi sur les étrangers	7	4	4	14	0	0	2	31
g) à la loi sur la protection civile	0	0	0	0	2	0	0	2
h) à la loi sur la protection des animaux	0	0	0	1	3	1	0	5
i) à la loi sur la protection des eaux	0	0	0	0	3	0	0	3
j) à la loi sur les transports publics	7	2	2	0	0	0	0	11
k) à la loi sur les établissements publics et la danse	1	0	0	0	0	0	0	1
l) à la loi sur le chômage	0	0	0	0	0	0	0	0
m) à la loi sur la navigation intérieure	0	0	1	2	0	0	0	3
n) à la loi sur la circulation routière	72	16	44	12	9	20	17	190
o) à la loi sur les stupéfiants	21	7	11	3	6	8	10	66
p) Infractions à la LArm	3	0	3	1	1	2	0	10
q) Divers	29	12	26	26	14	14	7	128
Total	280	71	169	112	93	71	47	843

3.7.2.4.3 Récapitulation affaires pénales

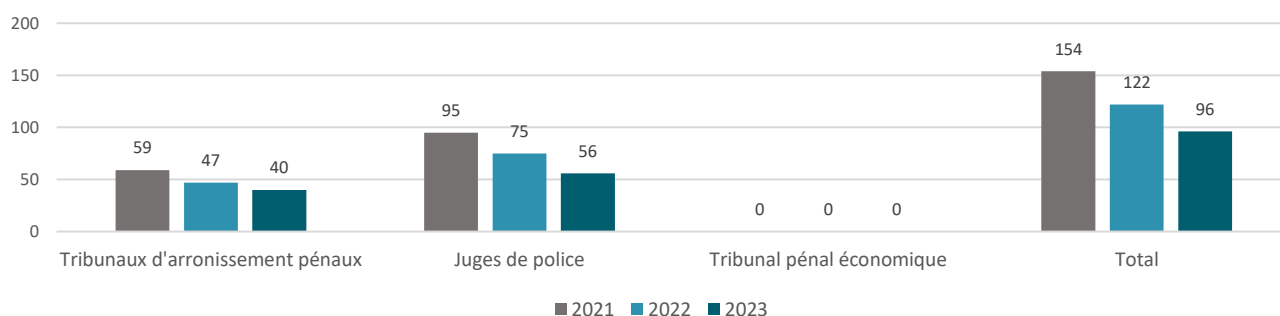
Récapitulation - évolution personnes jugées 2021-2023



Répartition 2023	Tribunal pénal d'arrondissement	Juge de police	Tribunal pénal économique TPE	Total
Sarine	84	372	--	456
Singine	12	80	--	92
Gruyère	15	219	--	234
Lac	8	103	--	111
Glâne	17	89	--	106
Broye	7	92	--	99
Veveyse	1	45	--	46
TPE	--	--	12	12
Total	144	1000	12	1156

3.7.2.4.4 Jugements concernant la révocation ou la prolongation du sursis

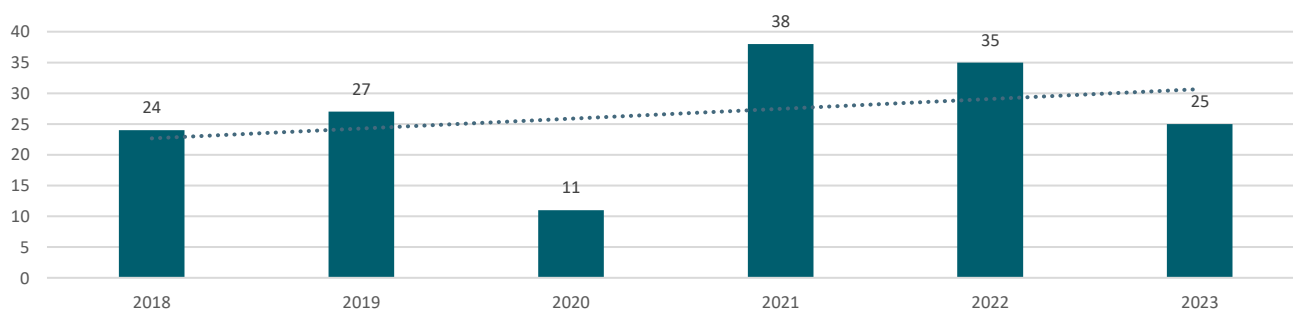
Jugements concernant la révocation ou la prolongation du sursis - évolution 2021-2023



Répartition 2023	Tribunal pénal d'arrondissement	Juge de police	Tribunal pénal économique TPE	Total
Sarine	27	24	--	51
Singine	3	2	--	5
Gruyère	4	12	--	16
Lac	2	7	--	9
Glâne	1	4	--	5
Broye	3	6	--	9
Veveyse	0	1	--	1
TPE	--	--	0	0
Total	40	56	0	96

3.7.2.4.5 Détention préventive

Nombre de prévenus en détention préventive au moment du jugement - évolution 2018-2023



3.7.3 Tribunal d'arrondissement de la Sarine TASA

Organisation et composition au 31.12.2023

François-Xavier Audergon, Benoît Chassot, Adeline Corpataux, Alain Gautschi, Ariane Guye, Rebekka Jutzet, Stéphane Raemy, José Rodriguez, Alexandra Rossi Carré, Jean-Marc Sallin, Président-e-s

Frédérique Bütikofer Repond, Claudia Dey Gremaud, Pascal L'Homme, Jean-Benoît Meuwly, Sandrine Schaller, Suppléant-e-s des Président-e-s

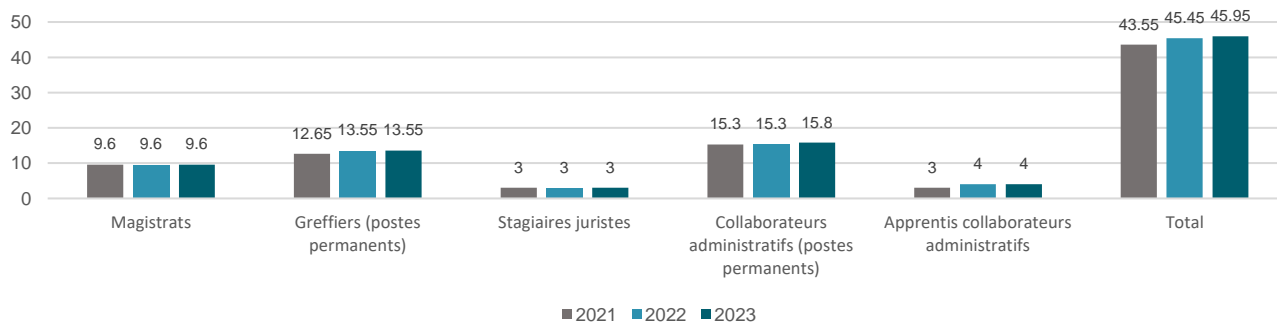
Tribunal civil et pénal : Béatrice Ackermann, Mary-Lise Bapst, Renate Bartosch Krauskopf, Claude Chassot, Hélène Cudré-Mauroux, Caroline de Buman, Gilles de Reyff, Anne de Steiger, Colette Défago, Caroline Déneraud, Johan Dick, Jean-Pierre Droz, Pierre Duffour, Yolande Flury, Christine Frehner, Claudia Häller, Dominique Haller Sobritz, Agnes Hayoz, Catherine Hayoz, Anne Hemmer, Renato Iliescu, Anne Jochem, Jürg Jost, Hans Jungo, Bernard Lauper, Damiano Lepori, Barbara Moigno, Samuel Rar, Sébastien Roch, Anne-Colette Schmutz-Schaller, Gilles Schorderet, Louis Charles Singy, Cécile Thiémard, José Uldry, Petra Vondrasek, Vanessa Winckler, Assesseur-e-s

Tribunal des prud'hommes : Christelle Almeida Borges, Ariane Guye, José Rodriguez, Président-e-s ; Rebekka Jutzet, Suppléante des Président-e-s ; Nicole Madeleine Aeby, David Brugger, Karin Rudaz, Assesseur-e-s ; Maude Borgognon, Gilberto D'Alessandro, Jean-François Feyer, Marc Fischer, Xavier Ganioz, Patrick Gendre, Reto Julmy, Assesseur-e-s suppléant-e-s

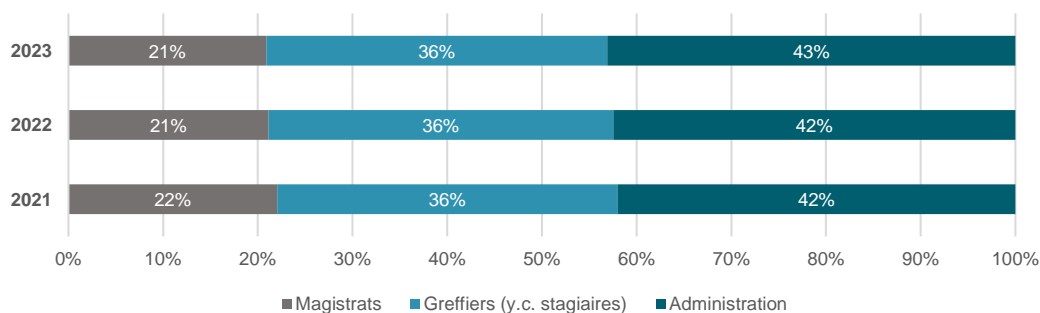
Tribunal des baux : Ariane Guye, Présidente ; Rebekka Jutzet, Alexandra Rossi Carré, Suppléantes de la Présidente ; Matthieu Loup, Isabelle Sob, Claude Terrapon, Pierre Wicht, Assesseur-e-s ; Christian Aebischer, Roxane Casazza, Catherine Hayoz, Marie-Jeanne Piccand, Assesseur-e-s suppléant-e-s

3.7.3.1 Ressources humaines

TASA - Ressources humaines - EPT au 31.12.



TASA - Ressources humaines - EPT selon les diverses catégories 2021-2023



3.7.3.2 Remarques sur l'activité

En 2023, le nombre des affaires inscrites, tant au rôle du Tribunal civil de l'arrondissement de la Sarine qu'à celui des Présidents, s'est élevé à 3'978. Par équivalent plein-temps (ci-après : EPT), cela correspond à 829 dossiers (3'978/ 4,8 EPT).

Le nombre d'affaires enregistrées a connu une augmentation par rapport à l'année 2022 (+2%, soit + 85 dossiers) et une forte augmentation par rapport à 2021 (+20%, soit + 674 dossiers).

Le Tribunal civil et ses Présidents ont liquidé 3'890 affaires en 2023. Le nombre d'affaires liquidées en 2022 s'est élevé à 3'757.

Comme déjà relevé dans le rapport précédent, outre le nombre croissant des affaires civiles, ces dernières se complexifient tant par le nombre de justiciables impliqués que par les domaines qu'elles concernent.

La juridiction des baux a été saisie de 164 nouvelles affaires en 2023 (142 pour la Présidente et 22 pour le Tribunal). De manière globale, le nombre des affaires pendantes au 31 décembre 2023 a augmenté de 16 % par rapport à celles pendantes au 31 décembre 2022 (plus 6 unités, dont 5 pour le Tribunal des baux). La situation ne devrait pas s'améliorer dans le futur en raison de la complexification des affaires et des hausses de loyers successives auxquelles les locataires doivent faire face.

En 2023, le Tribunal pénal de la Sarine a reçu 79 nouveaux dossiers à traiter (76 en français ; 3 en allemand). Il en a liquidé 78. Au 1^{er} janvier 2024, il reste 32 dossiers à traiter.

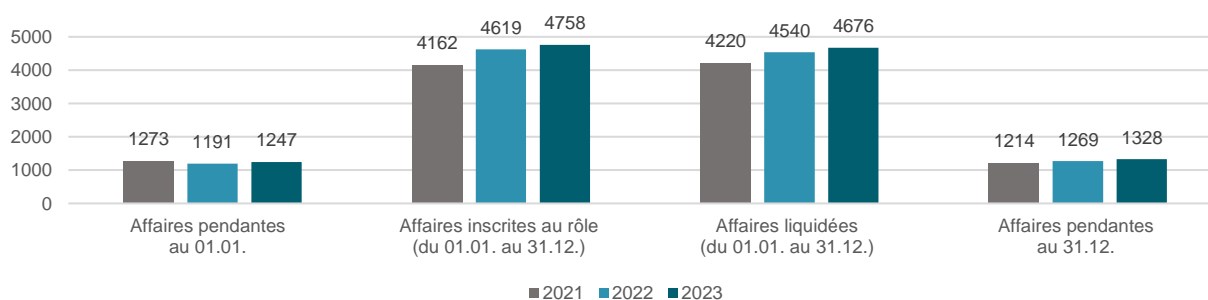
En 2023, les Juges de police de la Sarine ont reçu 354 nouveaux dossiers (332 en français ; 22 en allemand). Ils en ont liquidé 371. Au 1^{er} janvier 2024, il reste ainsi 126 dossiers à traiter.

Les Présidents observent que les dossiers du Juge de police sont souvent tout aussi complexes et volumineux que ceux dévolus au Tribunal pénal.

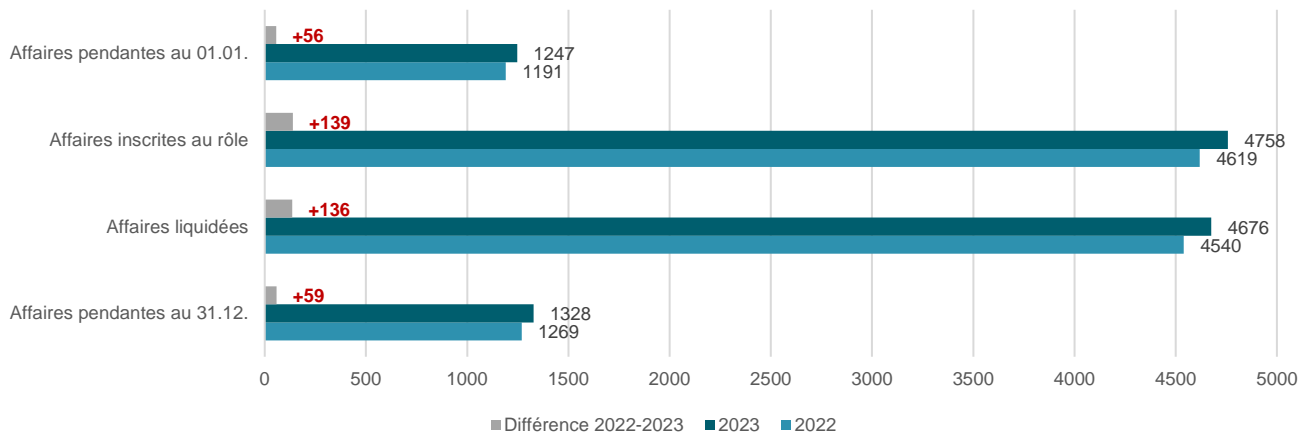
Enfin, comme déjà relevé l'an dernier, les locaux du Tribunal ont atteint les limites de leurs possibilités. La situation relative à la sécurité des locaux reste en outre problématique.

3.7.3.3 Charge de travail – statistiques

TASA - évolution en général 2021 - 2023



TASA - évolution charge de travail 2022-2023



Evolution 2022-2023 (toutes affaires confondues)

	Affaires pendantes au 01.01.		Affaires inscrites au rôle (01.01. au 31.12.)		Affaires liquidées (01.01. au 31.12.)		Affaires pendantes au 31.12.	
	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023
Présidents civils	559	683	3729	3806	3585	3724	703	765
Tribunal civil	262	255	166	172	172	166	256	261
Présidents Tribunal des baux	17	18	111	142	110	141	18	19
Tribunal des baux	21	19	17	22	19	17	19	24
Présidents Tribunal des prud'hommes	48	38	144	148	155	143	37	43
Tribunal des prud'hommes	49	60	42	27	31	30	59	57
Juge de police	209	143	337	354	400	371	146	126
Présidents Tribunal pénal	1	0	1	7	2	6	0	1
Tribunal pénal	25	31	72	79	66	78	31	32
Total	1191	1247	4619	4758	4540	4676	1269	1328

3.7.3.4 Rapport détaillé du Tribunal d'arrondissement de la Sarine

[Lien.](#)

3.7.4 Tribunal d'arrondissement de la Singine TASI

Organisation et composition au 31.12.2023

Debora Friedli-Bruggmann, Caroline Gauch, Pascale Vaucher Mauron, Présidentes ; Peter Stoller, Suppléant de la Présidente

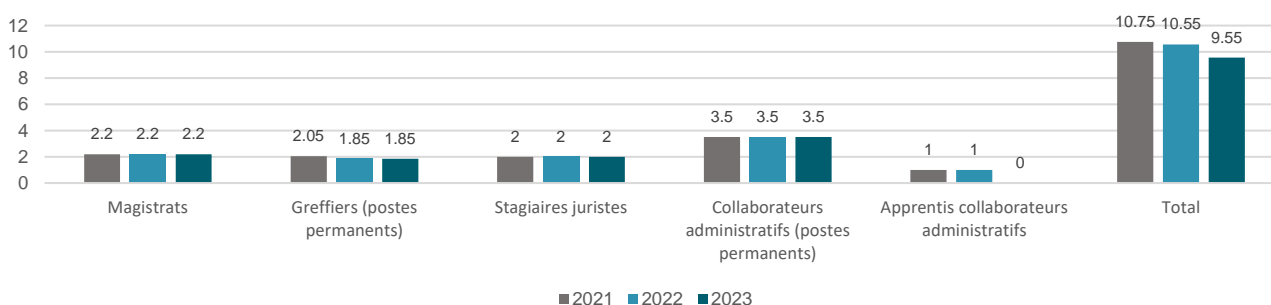
Tribunal civil et pénal : Robert Aeberhard, Judith Berger, Martha Bürgisser, Dominique Chappuis Waeber, Eveline Jungo, Guido Jungo, Urs Kolly, Marianne Portmann, Thomas Reidy, Stephan Schick, Markus Stöckli, Myriam Sturny, Martin Waeber, Assesseurs

Tribunal des prud'hommes : Caroline Gauch, Jonas Kühni, Président ; Debora Friedli-Bruggmann, Suppléante du Président ; Irène Marguet, René Stritt, Assesseurs ; Christa Baeriwyl, Dominique Chappuis Waeber, Pascal Rappo, Michael Zurkinden, Assesseurs suppléants

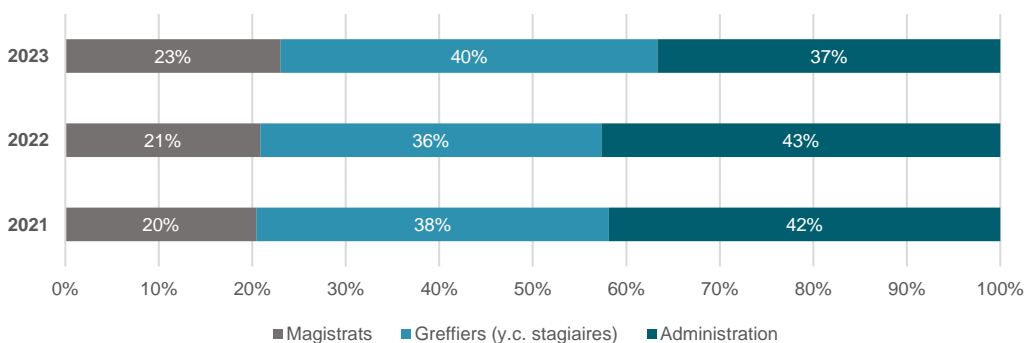
Tribunal des baux de la Singine et du Lac : Nicholas Bürgy, Caroline Gauch, Alicia Daniela Loosli, Pascale Vaucher Mauron, Présidents ; Sandrine Schaller Walker, Peter Stoller, Suppléants des Présidents ; Verena Loembe, Gilberte Schär, Assesseures ; Susanne Genner, Ivo Hubmann, Jean-Louis Jungo, Erika Schneider, Assesseurs suppléants

3.7.4.1 Ressources humaines

TASI - Ressources humaines - EPT au 31.12.



TASI - Ressources humaines- EPT selon les diverses catégories 2021-2023



3.7.4.2 Remarques sur l'activité

En 2023, 816 affaires civiles au total ont été enregistrées (2017 : 936, 2018 : 827, 2019 : 832, 2020 : 780, 2021 : 732, 2022 : 649). Contrairement aux dernières années sous revue, les affaires de droit du bail reçues à Morat n'ont plus été prises en compte pour cette période. 814 procédures ont pu être clôturées (2017 : 907 ; 2018 : 848, 2019 : 819, 2020 : 778, 2021 : 757, 2022 : 634). Le chiffre de 814 se réfère aux décisions mettant fin à une procédure ; toutes les autres décisions, telles que les suspensions, les décisions concernant les expertises et autres décisions intermédiaires, ne sont pas comptabilisées.

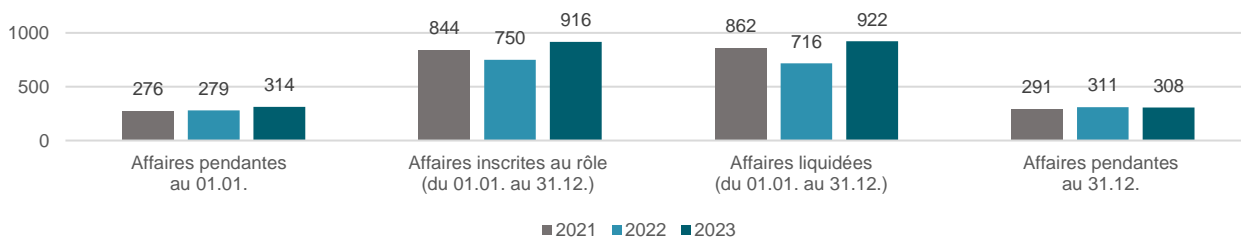
Au total, 100 affaires pénales ont été enregistrées (2017 : 83 ; 2018 : 75, 2019 : 89, 2020 : 85, 2021 : 106, 2022 : 103), 108 affaires ont été réglées (2017 : 93, 2018 : 69, 2019 : 89, 2020 : 77, 2021 : 107, 2022 : 82). Ces chiffres ne tiennent notamment pas compte des dossiers de demandes d'assistance judiciaire compris dans le numéro principal.

La charge de travail est restée très élevée, mais a pu être maîtrisée pour l'essentiel. Les cas sont de plus en plus complexes, les dossiers de plus en plus volumineux, la fréquence des modifications du droit et les exigences en matière de motivation des décisions de plus en plus élevées.

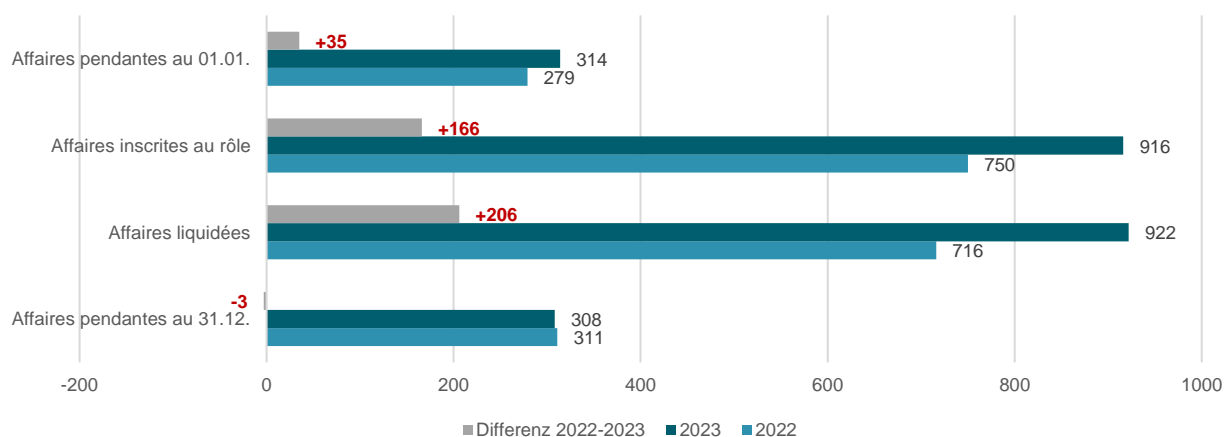
Il convient enfin de mentionner les difficultés à pourvoir les postes de stagiaires malgré des recherches intensives.

3.7.4.3 Charge de travail – statistiques

TASI - évolution en général 2021-2023



TASI - évolution charge de travail 2022-2023



Evolution 2022-2023 (toutes affaires confondues)	Affaires pendantes au 01.01.		Affaires inscrites au rôle (01.01. au 31.12.)		Affaires liquidées (01.01. au 31.12.)		Affaires pendantes au 31.12.	
	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023
	Présidents civils	181	180	560	719	562	702	177
Tribunal civil	40	52	43	45	32	56	52	41
Présidents Tribunal des baux	4	5	16	26	15	26	5	5
Tribunal des baux	8	5	3	9	6	6	5	8
Présidents Tribunal des prud'hommes	4	10	24	13	18	21	10	2
Tribunal des prud'hommes	3	4	3	4	1	3	5	5
Juge de police	29	46	92	88	75	91	45	43
Présidents Tribunal pénal	0	0	0	4	0	3	0	1
Tribunal pénal	10	12	9	8	7	14	12	6
Total	279	314	750	916	716	922	311	308

3.7.4.4 Rapport détaillé du Tribunal d'arrondissement de la Singine

[Lien.](#)

3.7.5 Tribunal d'arrondissement de la Gruyère TAGR

Organisation et composition au 31.12.2023

Frédérique Bütikofer Repond, Claudia Dey Gremaud, Romain Lang, Camille Perroud Sugnaux, Séverine Zehnder, Présidents ; Grégoire Bovet, Debora Friedli-Bruggmann, Pascal L'Homme, Pascale Vaucher Mauron, Suppléants du Président

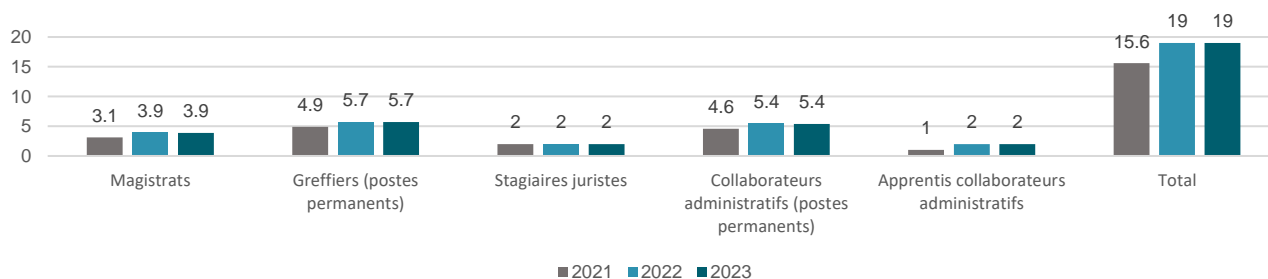
Tribunal civil et pénal : Jacques Aebischer, Philippe Barras, Karine Beaud, Damien Blanc, Soraya Bosson, Jacqueline Brodard, Michel Castella, Barbara Clément Reichenbach, Ludmilla Combriat, Colette Dupasquier, Nicole Fragnière-Morard, Maryse Gapany Joye, Stéphane Giller, Patrice Morand, Jean-Marie Oberson, Rachel Sauge, Corinne Marie Uginet, Christian Wyssmüller, Assesseurs

Tribunal des prud'hommes : Romain Lang, Nicolas Oberson, Présidents ; Claudia Dey Gremaud, Debora Friedli-Bruggmann, Caroline Gauch, Séverine Zehnder, Suppléantes du Président ; Maude Duc-Brunner, Yolande Progin, Assesseurs ; Philippe Clément, François Ducrest, Mathieu Fehlmann, Christian Schafer, Christian Schorderet, Assesseurs suppléants

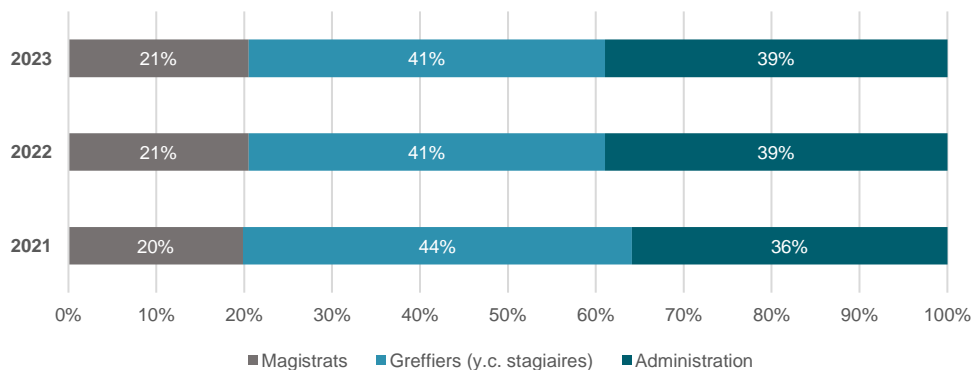
Tribunal des baux de la Gruyère, de la Glâne, de la Broye et de la Veveyse : Grégoire Bovet, Pascal L'Homme, Présidents ; Sonia Bulliard Grosset, Debora Friedli-Bruggmann, Romain Lang, Jean-Benoît Meuwly, Virginie Sonney, Pascale Vaucher Mauron, Suppléants du Président ; Marc Delabays, Marcel Favre, Assesneur ; Pierre-André Defferrard, Justine Dumas, Sandra Martins, Baptiste Morand, Assesseurs suppléants

3.7.5.1 Ressources humaines

TAGR - Ressources humaines - EPT au 31.12.



TAGR - Ressources humaines - EPT selon les diverses catégories 2021-2023



3.7.5.2 Remarques sur l'activité

La charge de travail pour l'année 2023 a encore augmenté, enregistrant un total de 2231 nouvelles affaires contre 2103 l'année dernière. A cela s'ajoute que les dossiers sont de plus en plus complexes et chronophages.

En civil, le nombre d'affaires enregistrées, toutes causes confondues, s'élève cette année à 1999 alors que l'année précédente il s'était élevé à 1870, soit une augmentation de 7% environ.

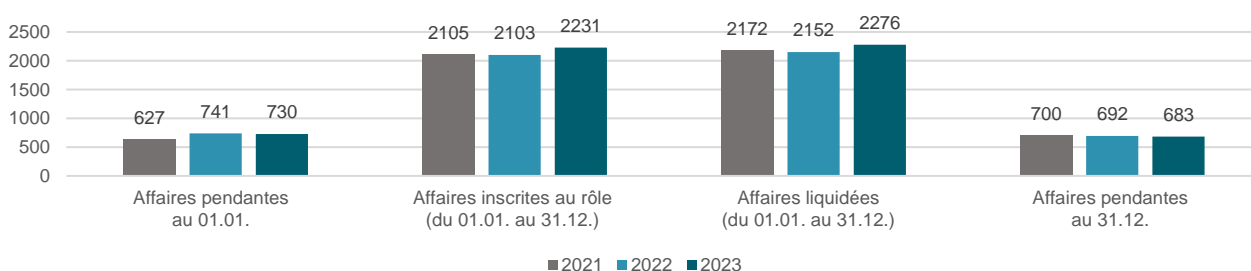
Outre cette augmentation numérique, les causes sont de plus en plus complexes et les exigences imposées par le Tribunal fédéral, notamment en matière de décisions matrimoniales, augmentent fortement la charge de travail en matière de rédaction.

En 2023, le nombre de nouvelles affaires pénales enregistrées s'élève à 232 dossiers, contre 233 l'année dernière. Les Présidentes observent que les dossiers de la compétence du Juge de police sont souvent tout aussi complexes et volumineux que ceux dévolus au Tribunal pénal. En outre, d'une manière générale, les Présidentes constatent que la complexité des affaires pénales augmente.

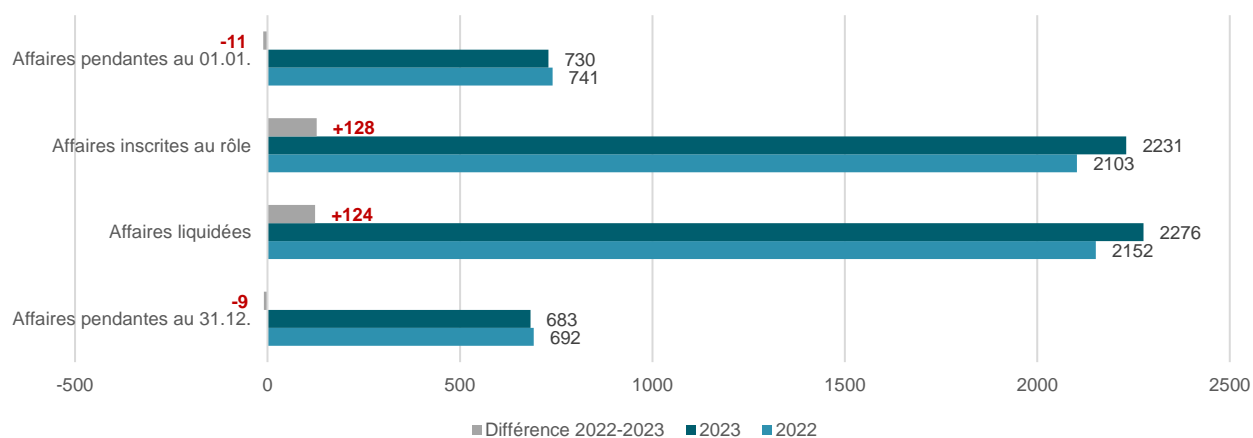
Cette Autorité a pu bénéficier de l'aide de la CELLIT tout au long de l'année 2023. Ainsi, 109 nouveaux dossiers (104 en causes civiles et 5 en causes pénales) lui ont été attribués. En fin d'année, le Conseil de la magistrature a informé le Tribunal de la Gruyère de la nouvelle clé de répartition des dossiers à la cellule avec laquelle il ne peut plus compter sur une semaine d'attribution.

3.7.5.3 Charge de travail – statistiques

TAGR - évolution en général 2021-2023



TAGR - évolution charge de travail 2022-2023



Evolution 2022-2023 (toutes affaires confondues)	Affaires pendantes au 01.01.		Affaires inscrites au rôle (01.01. au 31.12.)		Affaires liquidées (01.01. au 31.12.)		Affaires pendantes au 31.12.	
	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023
Présidents civils	393	401	1686	1785	1707	1838	372	348
Tribunal civil	165	158	91	98	105	93	151	173
Présidents Tribunal des baux (Gruyère)	5	3	29	42	31	44	3	1
Tribunal des baux (Gruyère)	0	0	0	0	0	0	0	0
Présidents Tribunal des prud'hommes	10	16	57	65	51	57	16	24
Tribunal des prud'hommes	15	16	7	9	7	12	15	13
Juge de police	143	125	210	203	229	219	124	107
Présidents Tribunal pénal	2	3	7	7	6	8	3	2
Tribunal pénal	8	8	16	22	16	15	8	15
Total	741	730	2103	2231	2152	2276	692	683

3.7.5.4 Rapport détaillé du Tribunal d'arrondissement de la Gruyère

[Lien.](#)

3.7.6 Tribunal d'arrondissement du Lac TALA

Organisation et composition au 31.12.2023

Sandrine Schaller Walker, Peter Stoller, Présidents

Jean-Benoît Meuwly, Pascale Vaucher Mauron, Suppléants du Président

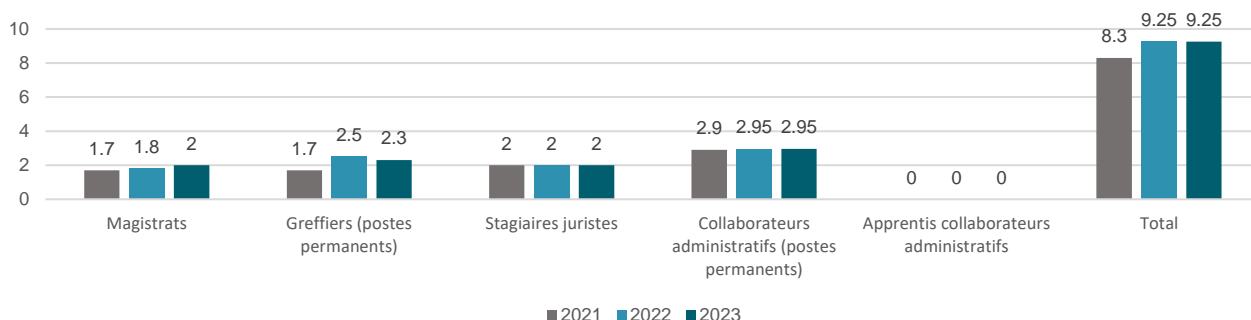
Tribunal civil et pénal : Daniel Baechler, Brigitte Bauer, Nicolas Bienz, Nicole Chuard, Claude Clément, Miriam Deuble, David Humair, Cilette Marchand, Frédéric Plancherel, Thomas Schick, Valentine Tschümperlin, Aline Wälti, Patrick Zehnder, Assesseurs

Tribunal des prud'hommes : Christina Joller, Peter Stoller, Présidents ; Sandrine Schaller Walker, Suppléante du Président ; Bruno Schwander, Eliane Weber, Assesseurs ; Anne-Marie Coopt, Manfred Meyer, Christian Pillonel, Philipp Wieland, Assesseurs suppléants

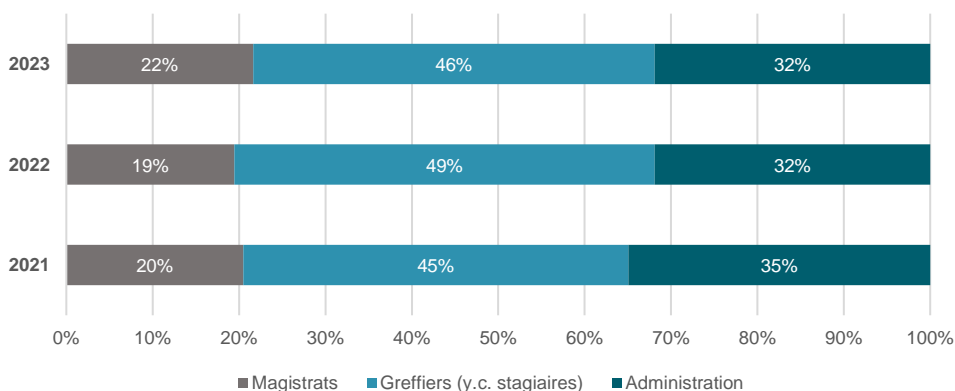
Tribunal des baux de la Singine et du Lac : Nicholas Bürgy, Caroline Gauch, Alicia Daniela Loosli, Pascale Vaucher Mauron, Présidents ; Sandrine Schaller Walker, Peter Stoller, Suppléants du Président ; Verena Loembe, Gilberte Schär, Assesseurs ; Susanne Genner, Ivo Hubmann, Jean-Louis Jungo, Erika Schneider, Assesseurs suppléants

3.7.6.1 Ressources humaines

TALA - Ressources humaines - EPT au 31.12.



TALA - Ressources humaines - EPT selon les diverses catégories 2021-2023



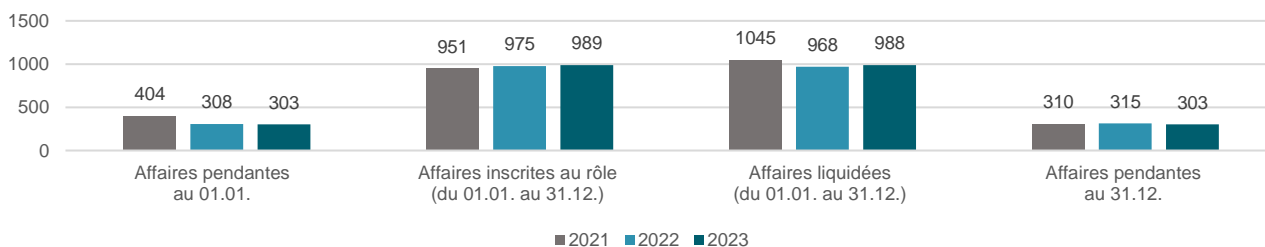
3.7.6.2 Remarques sur l'activité

La charge de travail du tribunal d'arrondissement du Lac reste très élevée, notamment en raison de l'augmentation continue du nombre d'affaires francophones, une tendance qui s'est une nouvelle fois confirmée en 2023. Il convient de noter que si ces affaires représentaient 29% des nouvelles affaires en 2009, ce chiffre est passé à 45% en 2020 et à 50% en 2023.

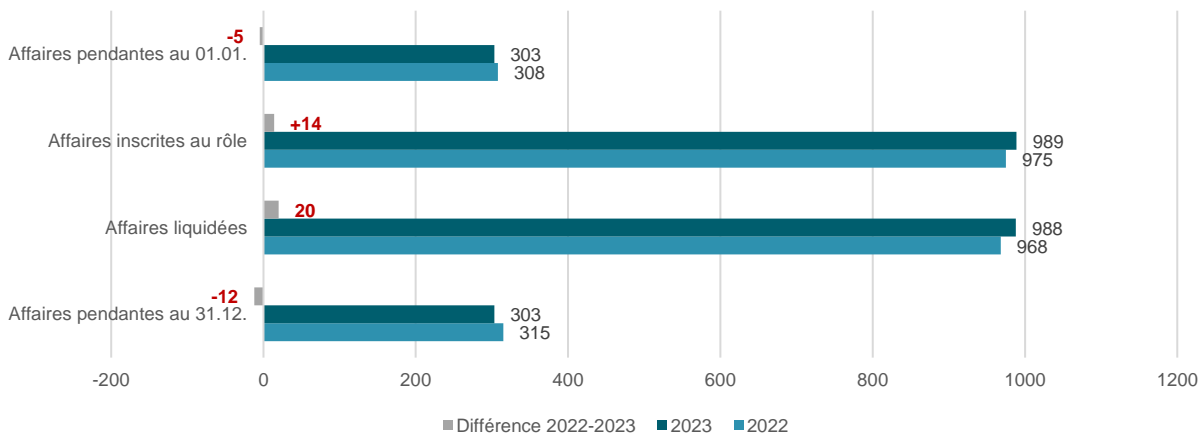
Les deux Présidents sont impliqués dans le Programme e-Justice : la Présidente Schaller travaille également à un taux d'occupation d'environ 40% pour le Programme et le Président Stoller s'est également engagé dans la numérisation de la justice dans le canton en tant que mandant du projet Exped Evolution. La CELLIT a été mise à disposition pour suppléer le pourcentage de la Présidente Schaller consacré au Programme e-Justice.

3.7.6.3 Charge de travail – statistiques

TALA - évolution en général 2021-2023



TALA - évolution charge de travail 2022-2023



Evolution 2022-2023 (toutes affaires confondues)	Affaires pendantes au 01.01.		Affaires inscrites au rôle (01.01. au 31.12.)		Affaires liquidées (01.01. au 31.12.)		Affaires pendantes au 31.12.	
	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023
	Présidents civils	172	170	744	783	767	774	179
Tribunal civil	57	53	30	40	35	34	52	59
Présidents Tribunal des baux (Lac)	2	2	14	13	14	12	2	3
Tribunal des baux (Lac)	9	6	2	6	5	4	6	8
Présidents Tribunal des prud'hommes	4	11	36	36	28	34	12	13
Tribunal des prud'hommes	8	11	10	10	7	14	11	7
Juge de police	47	47	98	95	97	108	48	34
Présidents Tribunal pénal			0		0		0	
Tribunal pénal	9	3	11	6	15	8	5	1
Total	308	303	975	989	968	988	315	303

3.7.6.4 Rapport détaillé du Tribunal d'arrondissement du Lac

[Lien.](#)

3.7.7 Tribunal d'arrondissement de la Glâne TAGL

Organisation et composition au 31.12.2023

Grégoire Bovet, Président ; Sonia Bulliard Grosset, Frédérique Bütikofer Repond, Claudia Dey Gremaud, Romain Lang, Pascal L'Homme, Jean-Benoît Meuwly, Suppléants du Président

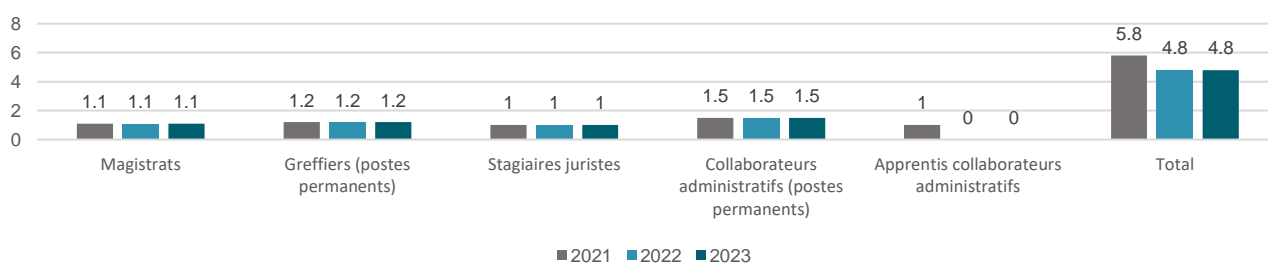
Tribunal civil et pénal : Jean-François Bard, Astrid Bichsel-Zeindl, Marlène Cornu, Guillaume Favre, Maja Fontaine, Christophe Girard, Muriel Joye, Claudine Matthey, Philippe Pache, Assesseurs

Tribunal des prud'hommes : Jacques Menoud, Président ; Grégoire Bovet, Pascal L'Homme, Suppléants du Président ; Vincent Brodard, John Ropraz, Assesseurs ; Christian Deillon, Sébastien Jaquier, Denis Repond, Cédric Rossel, Jacques Terrapon, Jean-François Vuagniaux, Assesseurs suppléants

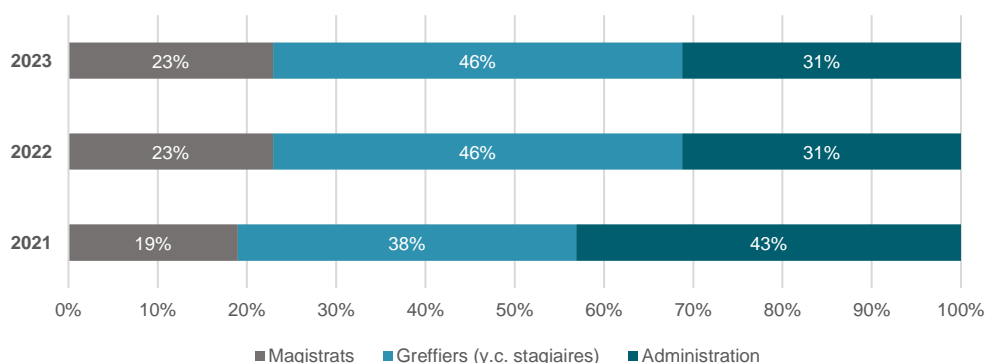
Tribunal des baux de la Gruyère, de la Glâne, de la Broye et de la Veveysse : Grégoire Bovet, Pascal L'Homme, Présidents ; Sonia Bulliard Grosset, Debora Friedli-Bruggmann, Romain Lang, Jean-Benoît Meuwly, Virginie Sonney, Pascale Vaucher Mauron, Suppléants du Président ; Marc Delabays, Marcel Favre, Assesseur ; Pierre-André Defferrard, Justine Dumas, Sandra Martins, Baptiste Morand, Assesseurs suppléants

3.7.7.1 Ressources humaines

TAGL - Ressources humaines - EPT au 31.12.



TAGL - Ressources humaines - EPT selon les diverses catégories 2021-2023



3.7.7.2 Remarques sur l'activité

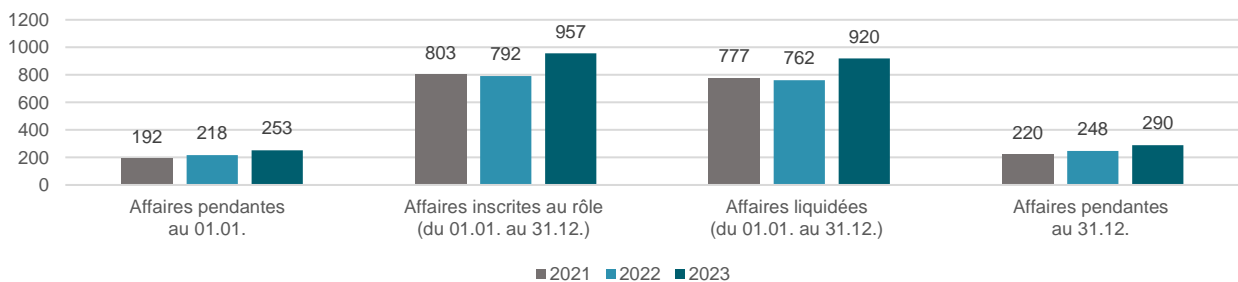
La charge de travail a considérablement augmenté en 2023 (augmentation de 20% du nombre de dossiers, passant de 792 dossiers en 2022 à 957 en 2023) de sorte que le nombre de dossiers ouverts a encore augmenté (passant de 248 à la fin de l'année 2022 à 290 à la fin de l'année 2023) malgré l'engagement constant d'un personnel compétent et dévoué, de la décharge de 40 dossiers par la CELLIT et de nombreuses heures supplémentaires effectuées par le Président.

La réduction des affaires inscrites au rôle du Tribunal des baux s'explique par le fait que les affaires concernant les immeubles sis dans le district de la Broye sont depuis 2023 traitées par les Président(e)s Bulliard Grosset, Sonney et Meuwly.

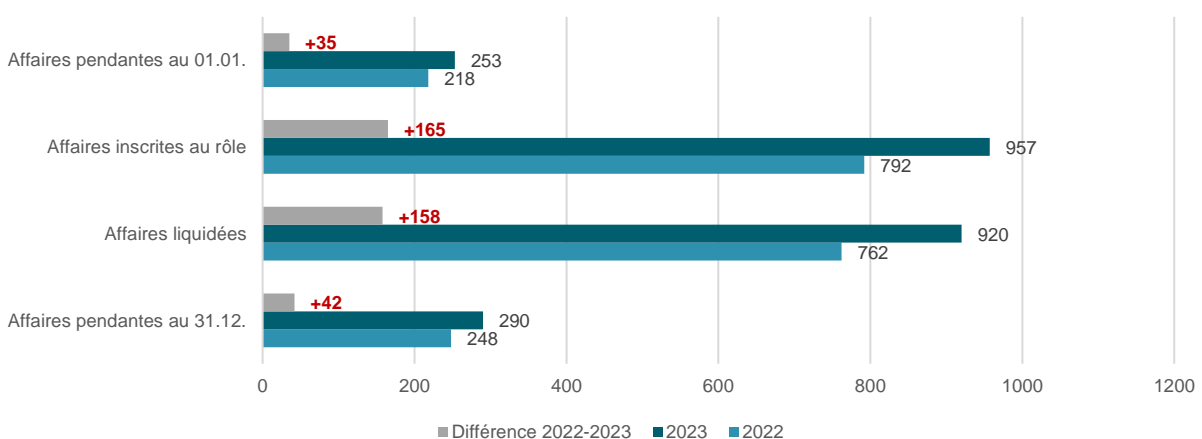
La situation est très critique et nécessite sans délai un renfort en ressources humaines, les décharges mises en place ne suffisant pas à absorber l'augmentation de la charge de travail et sa complexification.

3.7.7.3 Charge de travail – statistiques

TAGL - évolution en général 2021-2023



TAGL - évolution charge de travail 2022-2023



Evolution 2022-2023 (toutes affaires confondues)	Affaires pendantes au 01.01.		Affaires inscrites au rôle (01.01. au 31.12.)		Affaires liquidées (01.01. au 31.12.)		Affaires pendantes au 31.12.	
	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023
Présidents civils	125	139	598	776	588	717	135	198
Tribunal civil	51	49	36	54	38	42	49	61
Présidents Tribunal des baux (Glâne)	6	3	19	18	22	18	3	3
Tribunal des baux (Glâne)	12	16	18	8	14	15	16	9
Présidents Tribunal des prud'hommes	3	4	16	15	15	16	4	3
Tribunal des prud'hommes	0	2	2	4	0	3	2	3
Juge de police	19	31	83	71	72	89	30	13
Présidents Tribunal pénal	0	0	1	3	1	3	0	0
Tribunal pénal	2	9	19	8	12	17	9	0
Total	218	253	792	957	762	920	248	290

3.7.7.4 Rapport détaillé du Tribunal d'arrondissement de la Glâne

[Lien.](#)

3.7.8 Tribunal d'arrondissement de la Broye TABR

Organisation et composition au 31.12.2023

Sonia Bulliard Grosset, Jean-Benoît Meuwly, Virginie Sonney, Présidents ; Grégoire Bovet, Pascal L'Homme, Stéphane Raemy, Alexandra Rossi Carré, Suppléants des Présidents

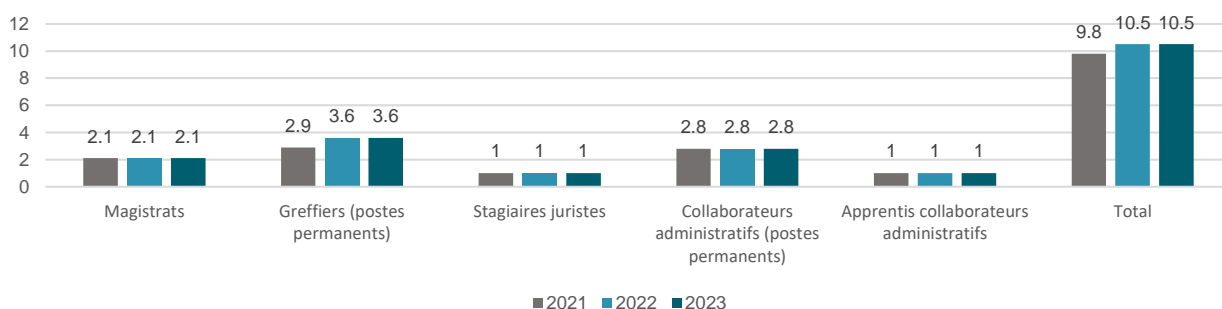
Tribunal civil et pénal : Guy Biland, Maurice Bourqui, Martine Corminboeuf, Francis Duruz, Marcel Godel, Micheline Guerry, Carine Haenni, Claude Jabornigg, Christine Keller, Francis Marchand, Annelise Moser, Irène Rüssi, Assesseurs

Tribunal des prud'hommes : Christian Esseiva, Jean-Benoît Meuwly, Présidents ; Sonia Bulliard Grosset, Suppléante du Président ; Etienne Volery, Laurent Derivaz, Yvan Corminboeuf, Roland Waeber, Assesseurs ; Frédéric Gross, Francis Michel, Patrick Pillonel, Hans Krebs, Christian Müller, Assesseurs suppléants

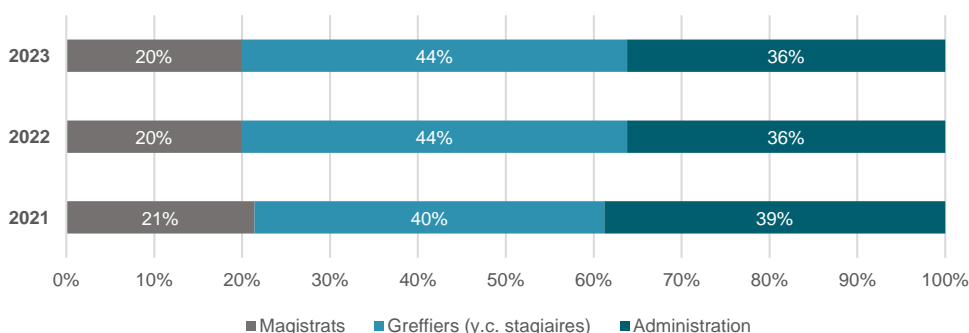
Tribunal des baux de la Gruyère, de la Glâne, de la Broye et de la Veveysse : Grégoire Bovet, Pascal L'Homme, Présidents ; Sonia Bulliard Grosset, Debora Friedli-Bruggmann, Romain Lang, Jean-Benoît Meuwly, Virginie Sonney, Pascale Vaucher Mauron, Suppléants du Président ; Marc Delabays, Marcel Favre, Assesseur ; Pierre-André Defferrard, Justine Dumas, Sandra Martins, Baptiste Morand, Assesseurs suppléants

3.7.8.1 Ressources humaines

TABR - Ressources humaines - EPT au 31.12.



TABR - Ressources humaines - EPT selon les diverses catégories 2021-2023



3.7.8.2 Remarques sur l'activité

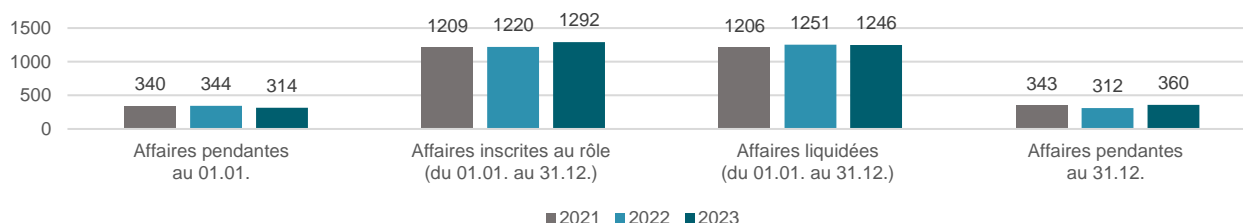
La charge de travail a encore augmenté durant cet exercice avec un nombre de nouvelles entrées de 1'292 unités en 2023 (contre 1'220 en 2022 et 1'209 en 2021). Tandis que les liquidations ont été enregistrées à un niveau élevé de 1'246 dossiers (contre 1'251 en 2022 et 1'206 en 2021), le nombre de dossiers pendants à la fin 2023 a augmenté à 360 (contre 343 en 2022 et 312 en 2021).

Reportée d'année en année en s'accroissant, cette charge de dossiers n'est pas compensée par la décharge de la Cellule itinérante et ne peut plus être absorbée. Des dotations supplémentaires semblent indispensables.

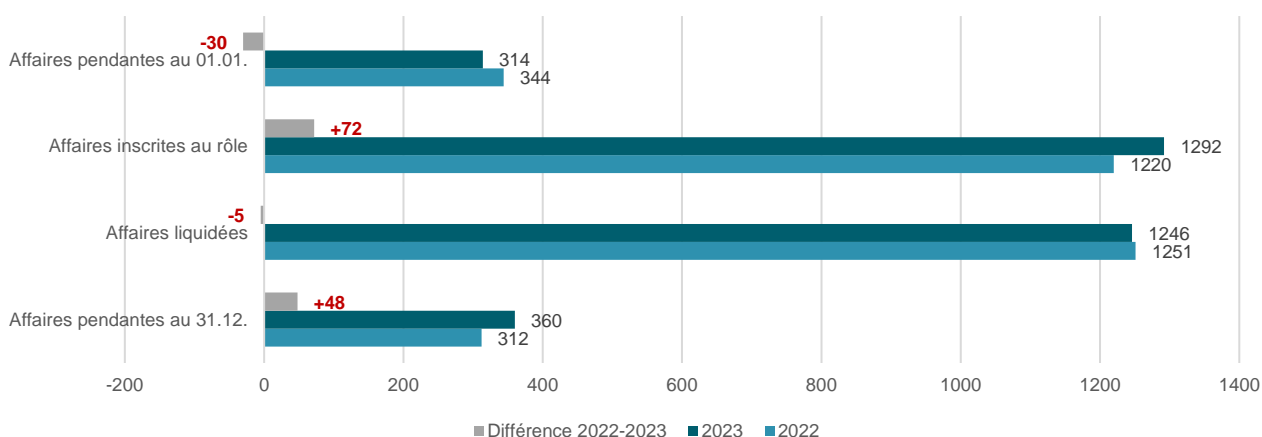
Cette Autorité a pu bénéficier de l'aide de la CELLIT tout au long de l'année 2023. Ainsi, 102 dossiers au total, à savoir 84 affaires de la compétence de la Présidence du Tribunal civil (dont 23 requêtes d'assistance judiciaire), 8 affaires de la compétence du Tribunal civil et 10 affaires de la compétence du Juge de police lui ont été attribués. En fin d'année, le Conseil de la magistrature a informé le Tribunal de la Broye de la nouvelle clé de répartition des dossiers à la cellule avec laquelle il peut désormais compter sur une semaine d'attribution supplémentaire.

3.7.8.3 Charge de travail – statistiques

TABR - évolution en général 2021-2023



TABR - évolution charge de travail 2022-2023



Evolution 2022-2023 (toutes affaires confondues)	Affaires pendantes au 01.01.		Affaires inscrites au rôle (01.01. au 31.12.)		Affaires liquidées (01.01. au 31.12.)		Affaires pendantes au 31.12.	
	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023
	Présidents civils	210	188	993	1020	1014	1001	188
Tribunal civil	72	73	61	71	62	62	71	82
Présidents Tribunal des baux (Broye)	1	2	16	25	15	16	2	11
Tribunal des baux (Broye)	0	0	0	8	0	1	0	7
Présidents Tribunal des prud'hommes	11	9	39	56	41	55	9	10
Tribunal des prud'hommes	8	5	5	11	8	6	5	10
Juge de police	28	37	98	90	89	96	37	31
Présidents Tribunal pénal	0	0	2	2	2	2	0	0
Tribunal pénal	14	0	6	9	20	7	0	2
Total	344	314	1220	1292	1251	1246	312	360

3.7.8.4 Rapport détaillé du Tribunal d'arrondissement de la Broye

[Lien.](#)

3.7.9 Tribunal d'arrondissement de la Veveyse TAVE

Organisation et composition au 31.12.2023

Pascal L'Homme, Président ; Grégoire Bovet, Frédérique Bütikofer Repond, Claudia Dey Gremaud, Romain Lang, Suppléants du Président

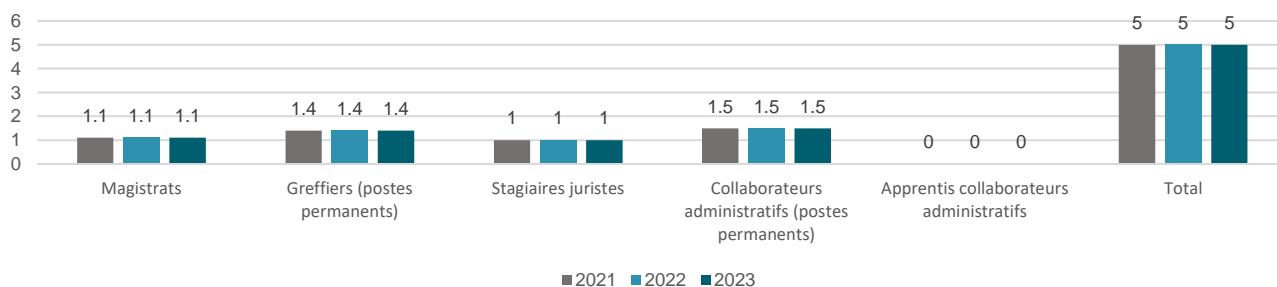
Tribunal civil et pénal : Claudine Aebischer, Noémie Berthoud, Stéphane Broillet, Jeannick Cardinaux, Valérie Dewarrat, Roland Dumoulin, Aurélien Espinasse, Catherine Mossier, Caroline Perroud, François Pilloud, Michel Savoy, Marie Wicht, Assesseurs

Tribunal des prud'hommes : Julia Giallombardo, Pascal L'Homme, Présidents ; Jacques Menoud, Suppléant du Président ; Pascal Emonet, Fabienne Tâche, Assesseurs ; Laurent Gabriel, Daniel Jamain, Eric Maillard, Antonio-Elviro Soares, Assesseurs suppléants

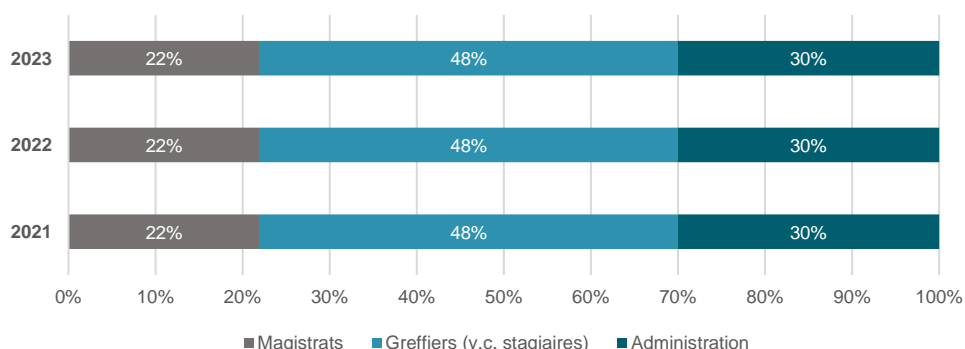
Tribunal des baux de la Gruyère, de la Glâne, de la Broye et de la Veveyse : Grégoire Bovet, Pascal L'Homme, Présidents ; Sonia Bulliard Grosset, Debora Friedli-Bruggmann, Romain Lang, Jean-Benoît Meuwly, Virginie Sonney, Pascale Vaucher Mauron, Suppléants du Président ; Marc Delabays, Marcel Favre, Assesseur ; Pierre-André Defferrard, Justine Dumas, Sandra Martins, Baptiste Morand, Assesseurs suppléants

3.7.9.1 Ressources humaines

TAVE Ressources humaines - EPT au 31.12.



TAVE - Ressources humaines - EPT selon les diverses catégories 2021-2023



3.7.9.2 Remarques sur l'activité

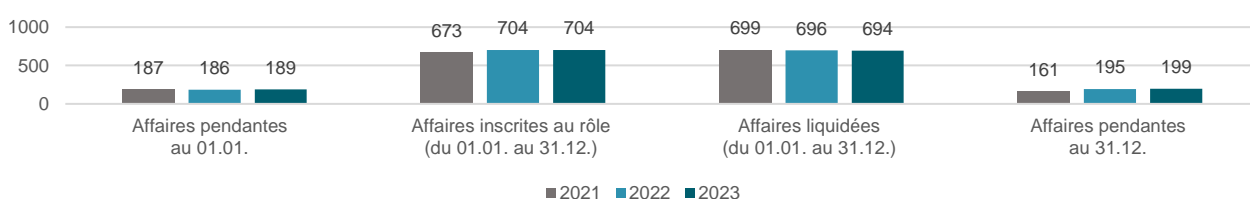
La charge de travail en termes de statistiques est restée la même. La complexification et le volume de certaines affaires contribuent toutefois à alourdir les affaires et la charge de travail. La nouvelle jurisprudence du TF en matière de calcul des pensions alimentaires a également un impact très important.

L'attitude des justiciables est en outre de plus en plus compliquée. Les mesures protectrices de l'union conjugale prennent énormément de temps.

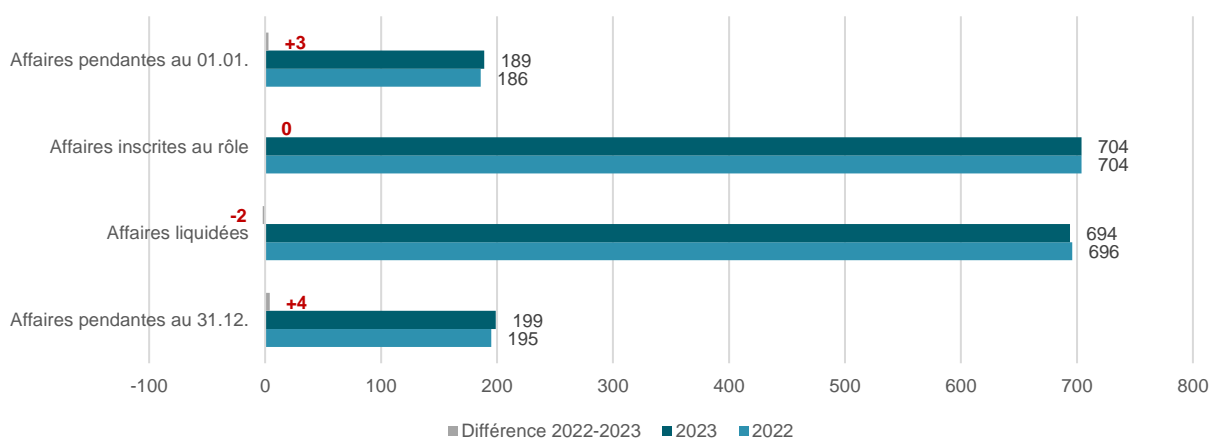
S'agissant du Tribunal des baux, la charge de travail devient de plus en plus conséquente.

3.7.9.3 Charge de travail – statistiques

TAVE - évolution en général 2021-2023



TAVE - évolution charge de travail 2022-2023



Evolution 2022-2023 (toutes affaires confondues)	Affaires pendantes au 01.01.		Affaires inscrites au rôle (01.01. au 31.12.)		Affaires liquidées (01.01. au 31.12.)		Affaires pendantes au 31.12.	
	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023
	Présidents civils	91	87	551	560	536	546	91
Tribunal civil	51	49	33	31	41	31	51	49
Présidents Tribunal des baux (Veveyse)	6	7	27	32	26	33	7	6
Tribunal des baux (Veveyse)	21	20	13	13	14	16	20	17
Présidents Tribunal des prud'hommes	0	6	19	20	13	20	6	6
Tribunal des prud'hommes	4	7	5	2	2	1	7	8
Juge de police	13	13	50	44	57	45	13	12
Présidents Tribunal pénal	0	0	1	1	1	1	0	0
Tribunal pénal	0	0	5	1	6	1	0	0
Total	186	189	704	704	696	694	195	199

3.7.9.4 Rapport détaillé du Tribunal d'arrondissement de la Veveyse

[Lien.](#)

3.8 Justices de paix JP

Mission et compétences

La justice de paix est en premier lieu l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte. Le juge de paix en est le président. L'autorité de protection de l'adulte ordonne une mesure lorsque l'appui fourni à la personne ayant besoin d'aide par les membres de sa famille, par d'autres proches ou par des services privés ou publics ne suffit pas ou semble a priori insuffisant et que le besoin d'assistance et de protection de la personne incapable de discernement n'est pas ou pas suffisamment garanti par une mesure personnelle anticipée (mandat pour cause d'inaptitude et directives anticipées) ou par une mesure appliquée de plein droit (représentation par le conjoint/partenaire enregistré, représentation dans le domaine médical, protection de la personne résidant dans un établissement médico-social ou un home).

L'autorité de protection de l'adulte peut soit instituer une curatelle, soit ordonner le placement de la personne à des fins d'assistance. Il existe quatre types de curatelle : la curatelle d'accompagnement, la curatelle de représentation, la curatelle de coopération et la curatelle de portée générale.

L'autorité de protection exerce aussi le contrôle des décisions de placement à des fins d'assistance prises par un médecin.

L'autorité de protection de l'enfant est compétente pour prendre toutes les mesures de protection en faveur de l'enfant telles que le retrait du droit de garde ou de l'autorité parentale, le placement et la désignation d'un curateur.

L'autorité de protection de l'enfant du domicile de l'enfant reçoit la déclaration commune des parents non mariés concernant l'autorité parentale conjointe lorsqu'elle est déposée après la reconnaissance de l'enfant. Lorsqu'un parent refuse de déposer la déclaration commune, l'autre parent peut s'adresser à l'autorité de protection. Cette dernière institue l'autorité parentale conjointe, sauf si le bien de l'enfant ne commande qu'un seul parent détienne l'autorité parentale.

Les décisions de l'autorité de protection peuvent faire l'objet d'un recours à la Cour de protection de l'enfant et de l'adulte du Tribunal cantonal.

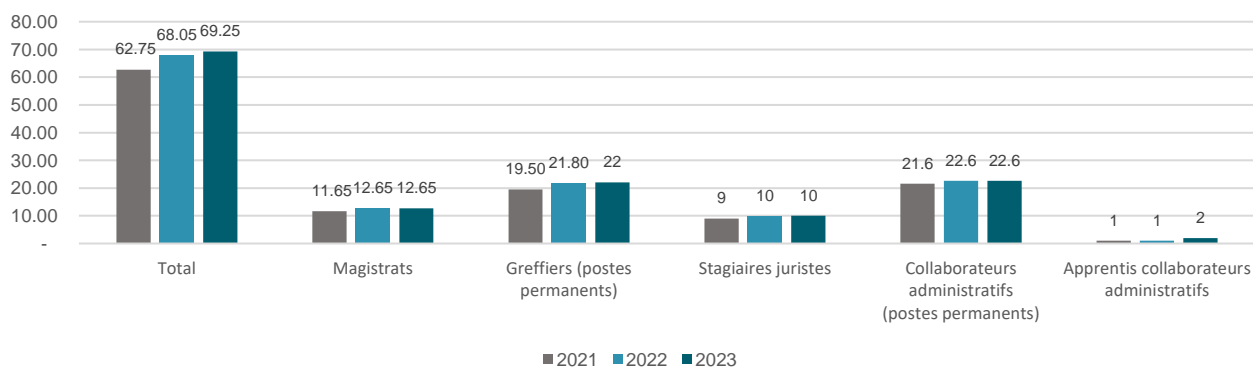
La justice de paix et le juge de paix ont des tâches qui relèvent du droit successoral. Outre les inventaires fiscaux que le juge de paix est appelé à dresser à la suite de chaque décès, celui-ci doit prendre les mesures nécessaires pour assurer la dévolution de la succession. Il est ainsi chargé de l'ouverture des testaments en vue de leur publication et de la délivrance des certificats d'héritiers.

Le juge de paix a notamment la compétence de prononcer les interdictions de pénétrer sur un fonds (ban).

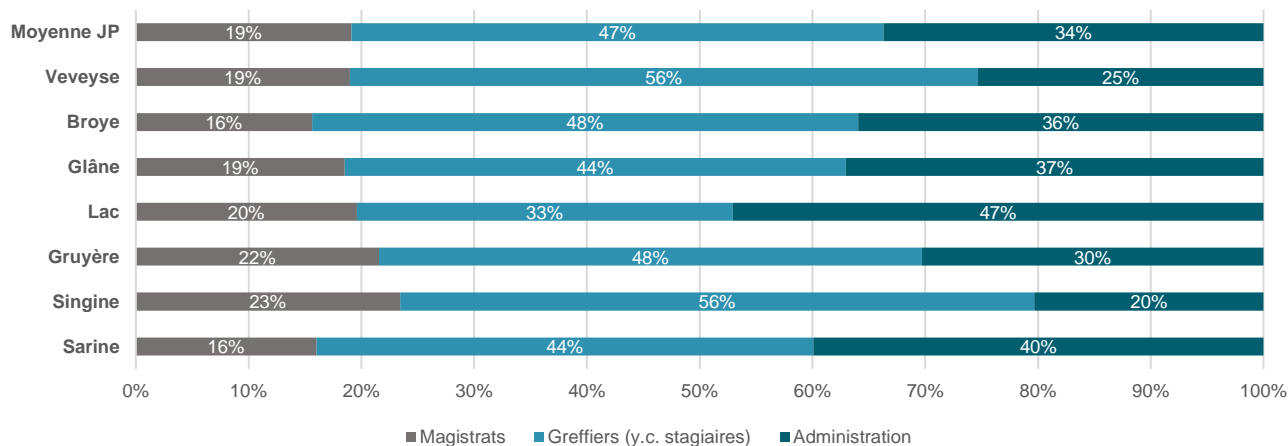
Site du Pouvoir judiciaire : <https://www.fr.ch/institutions-et-droits-politiques/justice/pouvoir-judiciaire-justices-de-paix>

3.8.1 Ressources humaines

JP- Ressources humaines - EPT au 31.12.



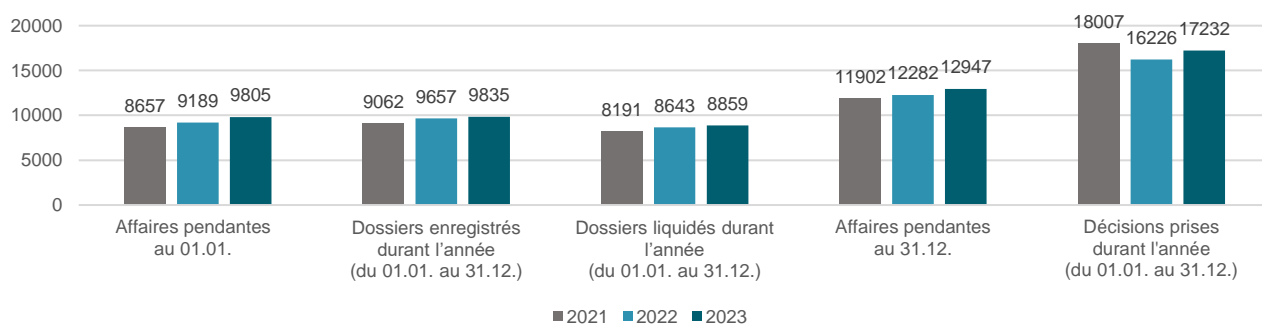
JP - Ressources humaines par catégories (EPT) au 31.12.2023



3.8.2 Charge de travail - statistiques

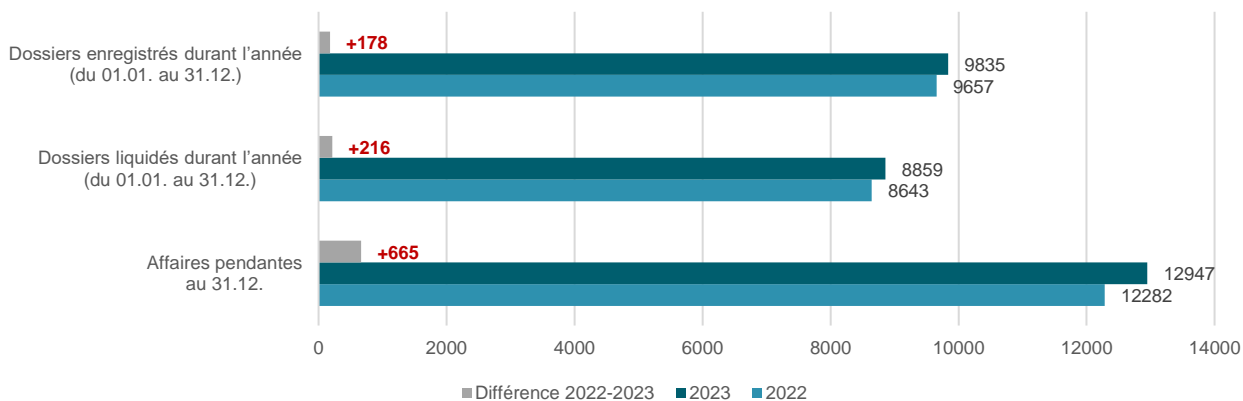
3.8.2.1 Statistique générale

JP - statistique générale 2021-2023

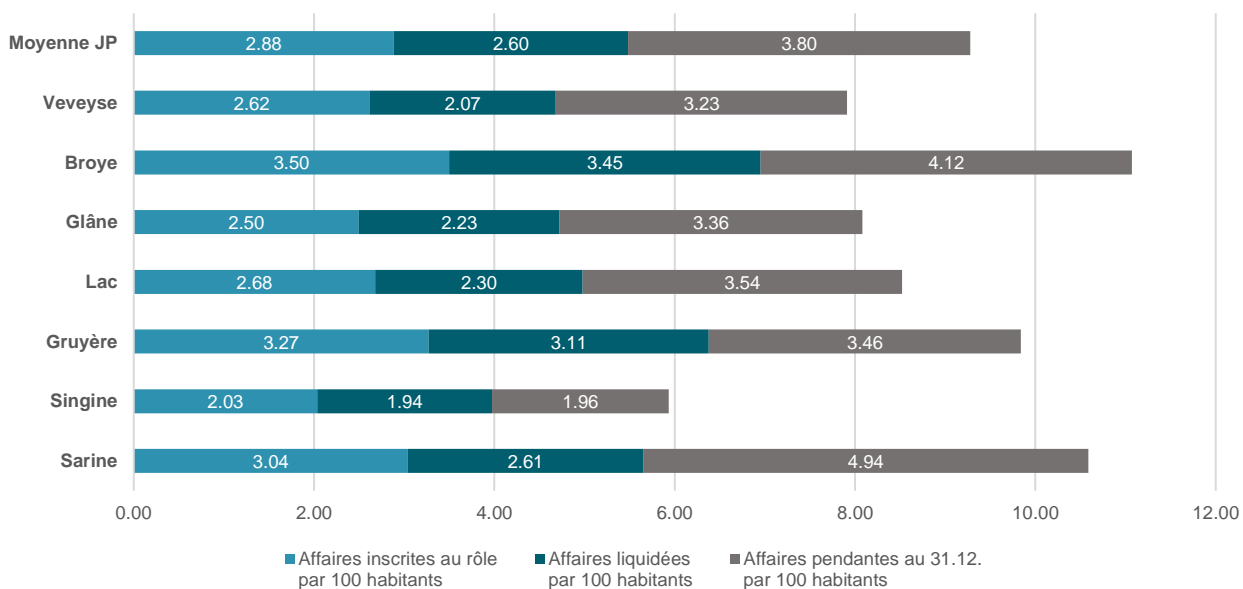


2023	Sarine	Singine	Gruyère	Lac	Glâne	Broye	Veveyse	Total
Affaires pendantes au 01.01.	3847	719	1576	1241	681	1296	445	9805
Dossiers enregistrés durant l'année (du 01.01.-31.12.)	3376	937	2004	1050	662	1253	553	9835
Dossiers liquidés durant l'année (du 01.01.-31.12.)	2897	893	1904	902	590	1236	437	8859
Affaires pendantes au 31.12.	5486	902	2121	1389	891	1475	683	12947
Décisions prises durant l'année (01.01.-31.12.)	6137	2038	4004	1312	1360	1428	953	17232

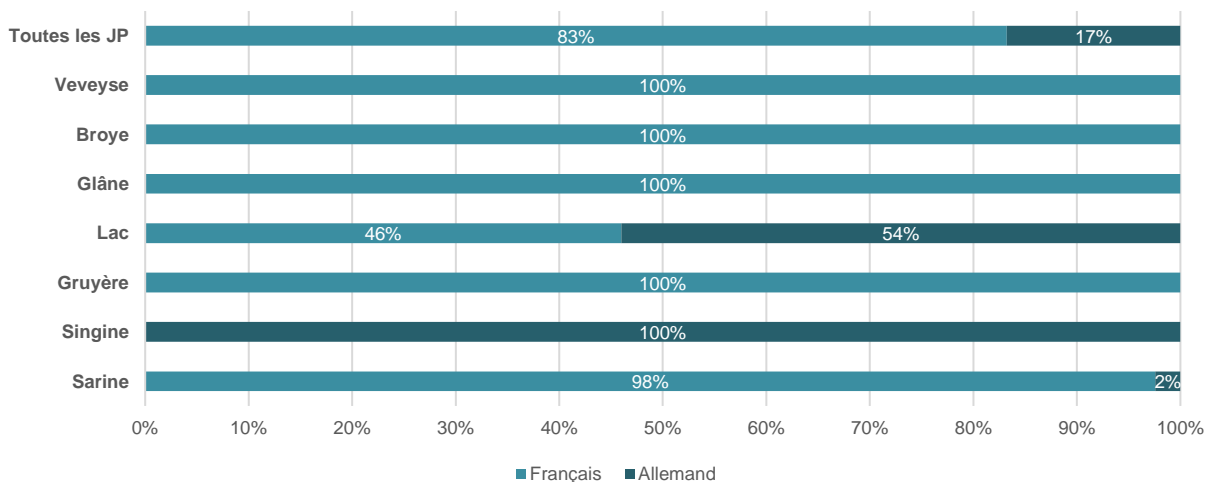
JP - évolution charge de travail en général 2022-2023



JP - charge de travail 2023 par 100 habitants (Population résidente permanente 11.2023)

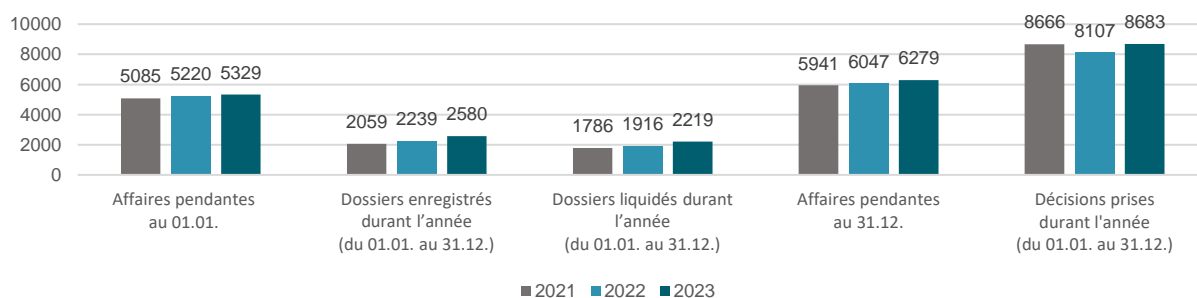


JP - langue des affaires liquidées 2023



3.8.2.2 Protection des adultes

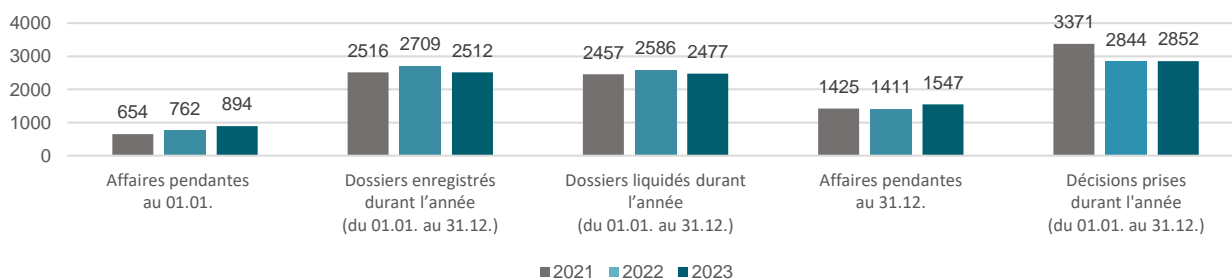
JP - protection des adultes - évolution 2021-2023



2023	Sarine	Singine	Gruyère	Lac	Glâne	Broye	Veveyse	Total
Affaires pendantes au 01.01.	2129	527	1000	479	382	556	256	5329
Dossiers enregistrés durant l'année (du 01.01.-31.12.)	886	246	550	228	199	318	153	2580
Dossiers liquidés durant l'année (du 01.01.-31.12.)	742	227	489	203	177	261	120	2219
Affaires pendantes au 31.12.	2521	618	1207	504	463	636	330	6279
Décisions prises durant l'année (01.01.-31.12.)	2917	922	2133	742	841	655	473	8683

3.8.2.3 Successions

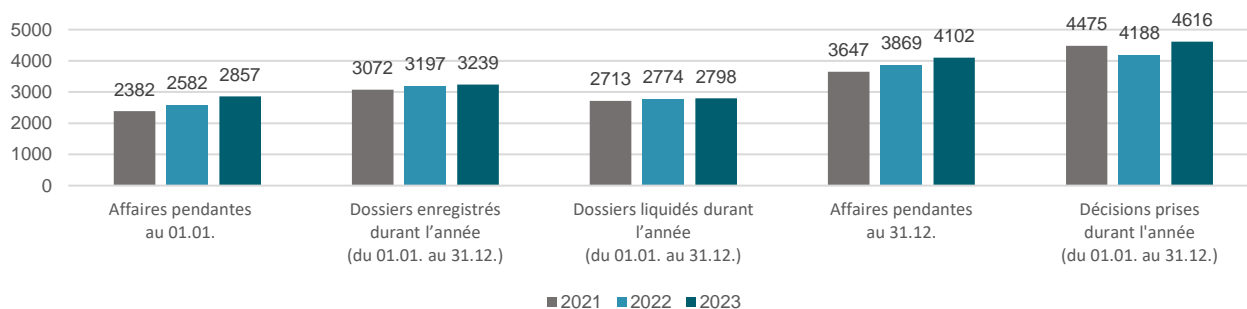
JP - successions - évolution 2021-2023



2023	Sarine	Singine	Gruyère	Lac	Glâne	Broye	Veveyse	Total
Affaires pendantes au 01.01.	215	11	14	205	79	343	27	894
Dossiers enregistrés durant l'année (du 01.01.-31.12.)	785	345	507	286	177	262	150	2512
Dossiers liquidés durant l'année (du 01.01.-31.12.)	792	338	522	222	165	309	129	2477
Affaires pendantes au 31.12.	656	34	49	269	105	345	89	1547
Décisions prises durant l'année (01.01.-31.12.)	817	768	510	128	190	259	180	2852

3.8.2.4 Protection des mineurs

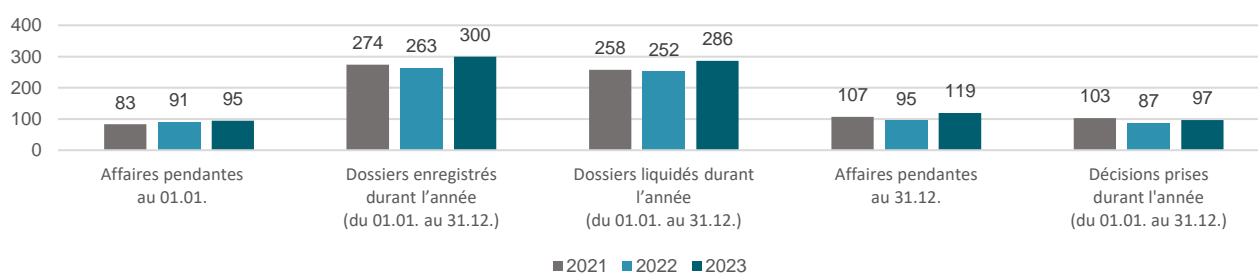
JP - protection des mineurs - évolution 2021-2023



2023	Sarine	Singine	Gruyère	Lac	Glâne	Broye	Veveyse	Total
Affaires pendantes au 01.01.	1166	160	438	457	178	329	129	2857
Dossiers enregistrés durant l'année (du 01.01.-31.12.)	1212	230	666	325	185	450	171	3239
Dossiers liquidés durant l'année (du 01.01.-31.12.)	955	220	620	276	144	453	130	2798
Affaires pendantes au 31.12.	1830	221	690	506	261	395	199	4102
Décisions prises durant l'année (01.01.-31.12.)	2002	285	1112	343	262	391	221	4616

3.8.2.5 Incompétences

JP - incompétences *) - évolution 2021-2023



*) Il s'agit essentiellement de requêtes de mainlevée déclarées irrecevables et rayées du rôle.

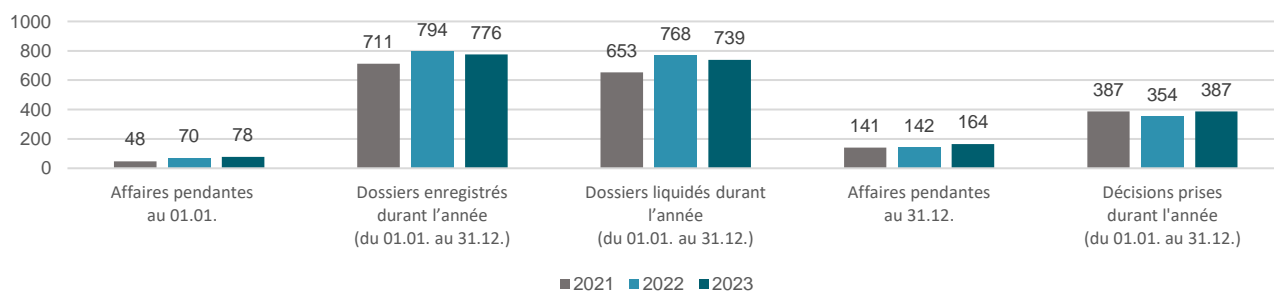
2023	Sarine	Singine	Gruyère	Lac	Glâne	Broye	Veveyse	Total
Affaires pendantes au 01.01.	11	0	0	57	3	24	0	95
Dossiers enregistrés durant l'année (du 01.01.-31.12.)	46	8	24	86	15	111	10	300
Dossiers liquidés durant l'année (du 01.01.-31.12.)	38	8	24	80	15	111	10	286
Affaires pendantes au 31.12.	21	0	0	63	4	31	0	119
Décisions prises durant l'année (01.01.-31.12.)	40	8	24	0	1	14	10	97

3.8.2.6 Irrecevabilité et classement sans suite, avec ou sans décision

2023	Sarine	Singine	Gruyère	Lac	Glâne	Broye	Veveyse	Total
1. Incompétences (art. 59 CPC)	52	10	25	75	10	144	9	325
2. Rayés du rôle, retraits d'action et affaires devenues sans objet	15	2	5	10	5	20	1	58

3.8.2.7 Placement à des fins d'assistance

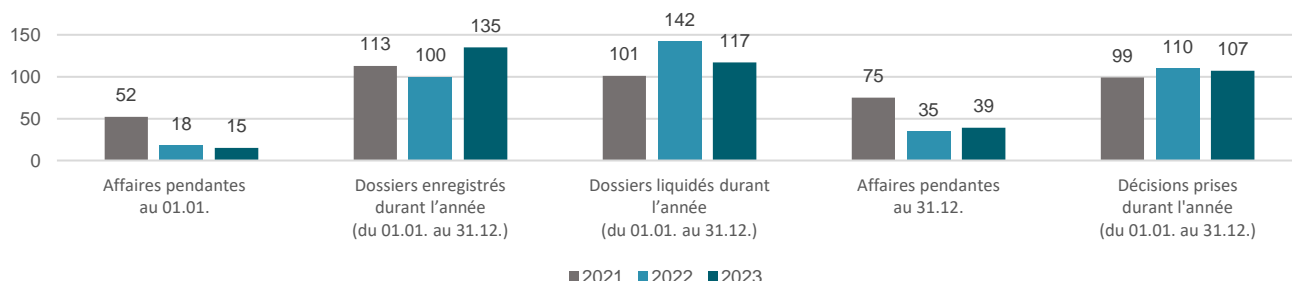
JP - placements à des fins d'assistance - évolution 2021-2023



2023	Sarine	Singine	Gruyère	Lac	Glâne	Broye	Veveyse	Total
Affaires pendantes au 01.01.	49	2	3	8	4	10	2	78
Dossiers enregistrés durant l'année (du 01.01.-31.12.)	313	79	180	49	59	65	31	776
Dossiers liquidés durant l'année (du 01.01.-31.12.)	286	74	179	40	60	67	33	739
Affaires pendantes au 31.12.	99	4	11	17	7	18	8	164
Décisions prises durant l'année (01.01.-31.12.)	167	16	65	27	31	52	29	387

3.8.2.8 Mise à ban

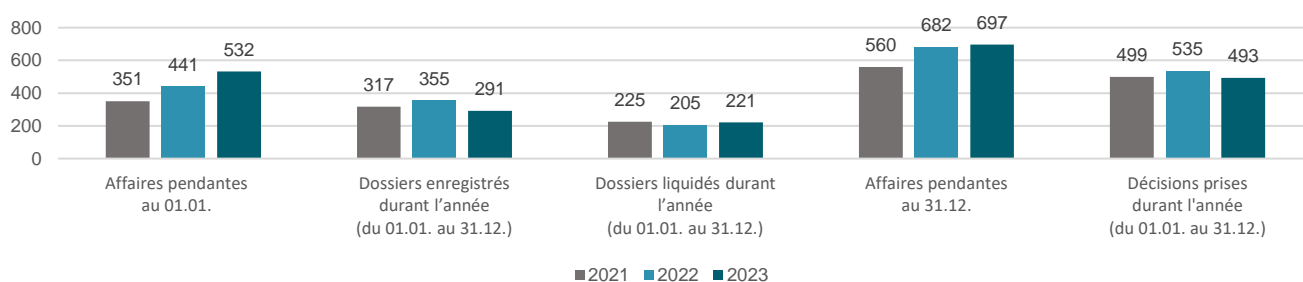
JP - mise à ban - évolution 2021-2023



2023	Sarine	Singine	Gruyère	Lac	Glâne	Broye	Veveyse	Total
Affaires pendantes au 01.01.	0	0	1	1	4	8	1	15
Dossiers enregistrés durant l'année (du 01.01.-31.12.)	42	7	19	14	14	28	11	135
Dossiers liquidés durant l'année (du 01.01.-31.12.)	38	9	19	12	11	21	7	117
Affaires pendantes au 31.12.	5	1	2	3	9	14	5	39
Décisions prises durant l'année (01.01.-31.12.)	32	7	23	5	12	16	12	107

3.8.2.9 Assistance judiciaire

JP - assistance judiciaire - évolution 2021-2023



2023	Sarine	Singine	Gruyère	Lac	Glâne	Broye	Veveyse	Total
Affaires pendantes au 01.01.	275	18	120	35	30	24	30	532
Dossiers enregistrés durant l'année (du 01.01.-31.12.)	92	22	58	60	13	19	27	291
Dossiers liquidés durant l'année (du 01.01.-31.12.)	46	17	51	67	18	14	8	221
Affaires pendantes au 31.12.	354	24	162	28	42	35	52	697
Décisions prises durant l'année (01.01.-31.12.)	162	32	139	67	23	38	32	493

3.8.3 Justice de paix de la Sarine JPSA

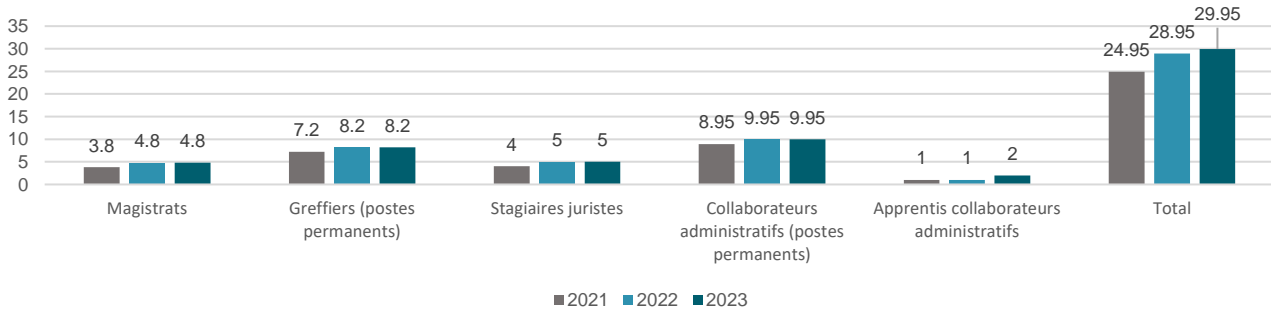
Organisation et composition au 31.12.2023

Samuel Briguet, Gaël Gobet, Mélanie Imhof, Violaine Monnerat, Delphine Queloz, Wanda Suter, Juges de paix ; Martina Gerber-Sturny, Seraina Rohner Stulz, Juges suppléantes

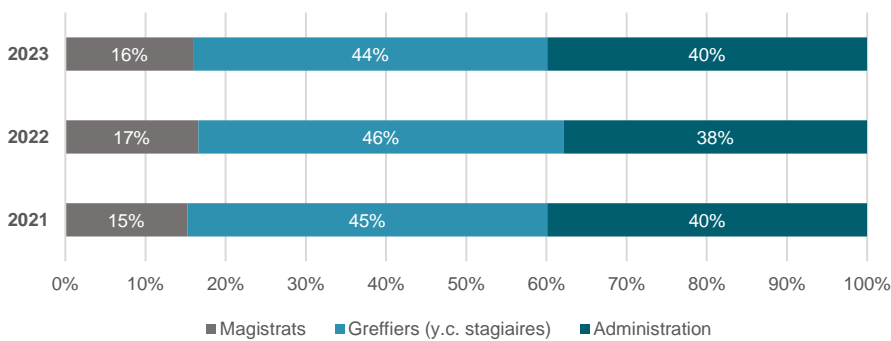
Béatrice Ackermann, Michel Allemann, Fabienne Bapst, Jean-Luc Bourqui, Marcel Bulliard, Catherine Ducrest-Wyssmueller, Laurent Eggertswyler, Philippe Ettlin, Stefanie Frölicher-Güggi, Jean-Pierre Antonio Gauch, Béatrix Guillet, Myriam Guillet, Christian Gummy, Fabienne Jacquat-Bondallaz, Eve-Marine Jordan, Nathalie Mastelli, Danièle Mayer Aldana, Madeleine Merkle, Sonia Nicolet, Blaise Rochat, Claire Roelli, Yvan Sallin, Marie Schaefer, Anne Schrago, Jean-Louis Sciboz, Matthias Wattendorff, Assesseurs

3.8.3.1 Ressources humaines

JPSA - Ressources humaines - EPT au 31.12.



JPSA - Ressources humaines - EPT selon les diverses catégories



3.8.3.2 Remarques sur l'activité

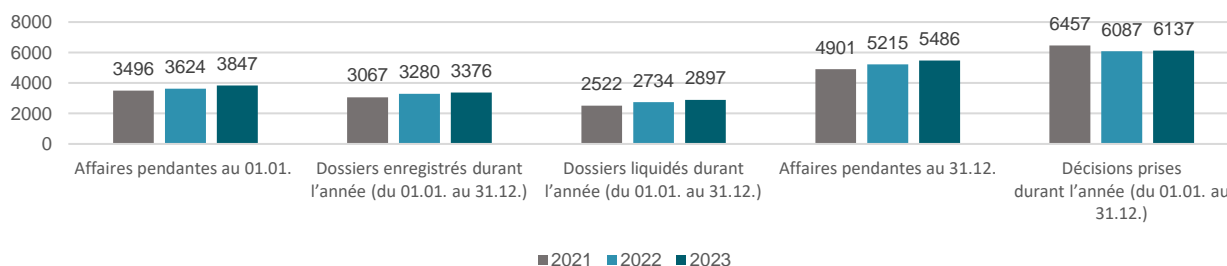
Comme déjà relevé l'an dernier, toutes les Justices de paix s'entendent pour relever une augmentation et une complexification des affaires. Les situations restent très lourdes émotionnellement, voire parfois violentes.

S'agissant de la Sarine proprement dite, une augmentation des nouveaux dossiers enregistrés a pu être constatée, soit 96 signalements de plus qu'en 2022 ce qui signifie 96 instructions supplémentaires à mener. Au niveau des nouvelles affaires, l'autorité comptabilise 3'376 entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2023. Quant aux affaires pendantes au 31 décembre 2023, elle compte 271 de plus que l'année précédente. L'augmentation du nombre d'affaires pendantes concernant la protection de l'enfant (+134) est à relever et s'explique par le traitement plus complexe de certaines affaires.

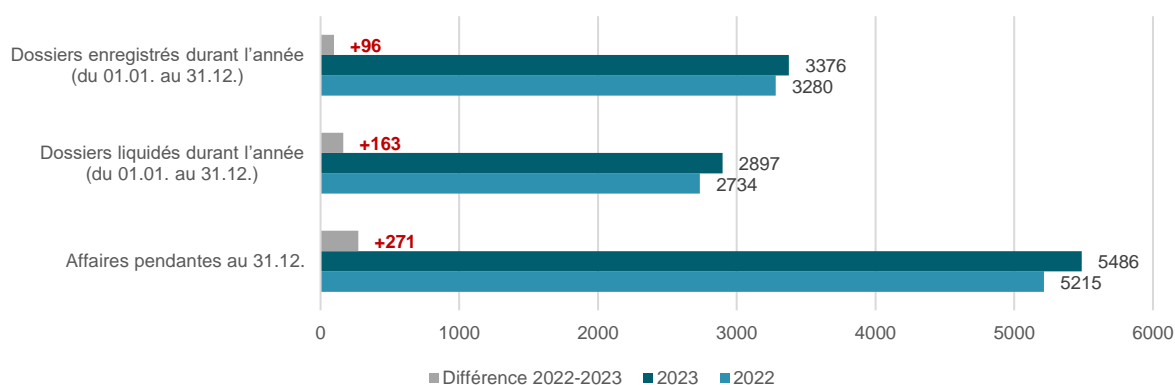
S'agissant des locaux, la recherche de nouveaux locaux se poursuit avec le soutien du Service de la Justice et du Service des bâtiments.

3.8.3.3 Charge de travail – statistiques

JPSA - évolution en général 2021-2023



JPSA - évolution charge de travail 2022-2023



3.8.3.4 Rapport détaillé de la Justice de paix de la Sarine

[Lien.](#)

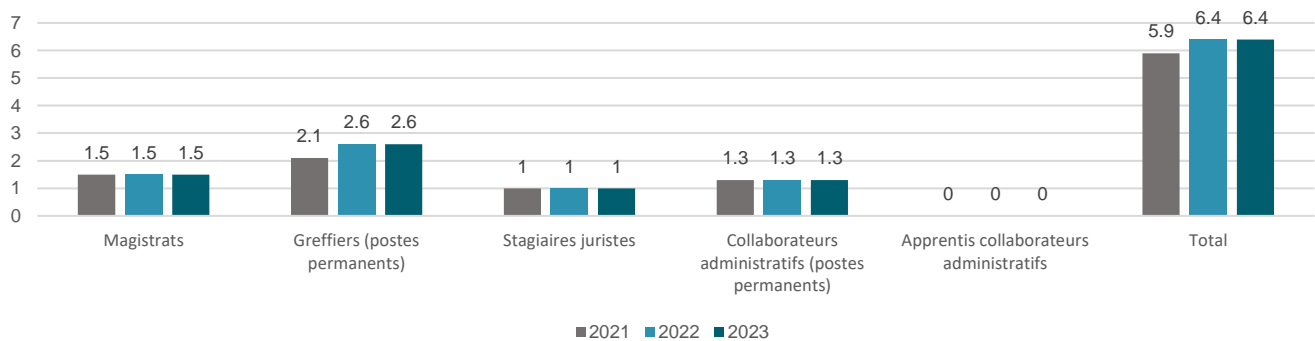
3.8.4 Justice de paix de la Singine JPSI

Organisation et composition au 31.12.2023

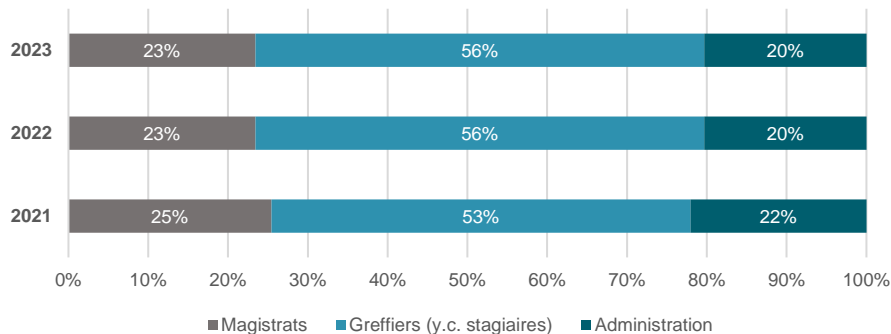
Martina Gerber-Sturny, Seraina Rohner Stulz, Juges de paix ; Claudine Lerf-Vonlanthen, Wanda Suter, Juges suppléantes
 Tamara Aebischer, Brigitte Gauch, Therese Imstepf, Marie-Therese Piller, Sylvia Reidy, Ivo Riedo, Ruth Schärli, Michel Seewer, Assesseurs

3.8.4.1 Ressources humaines

JPSI - Ressources humaines - EPT au 31.12.



JPSI - Ressources humaines (EPT) selon les diverses catégories



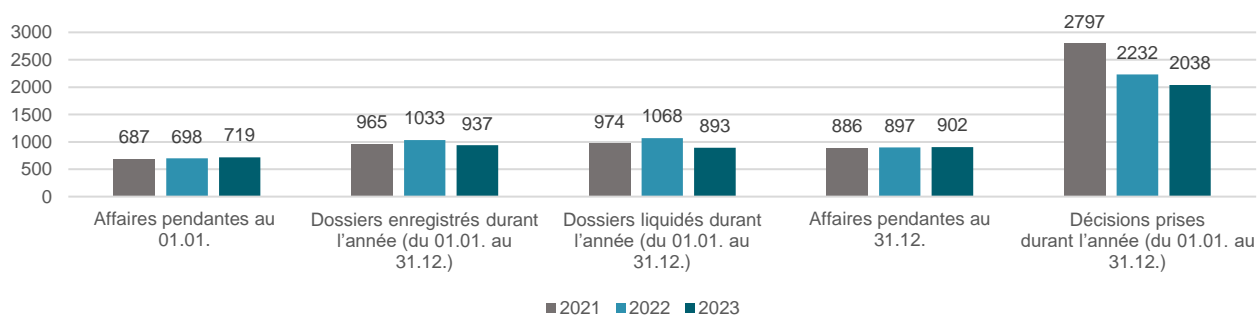
3.8.4.2 Remarques sur l'activité

La charge de travail a à nouveau été élevée en 2023. Les affaires urgentes et les affaires courantes ont largement déterminé les priorités, laissant peu ou pas de place pour d'autres affaires.

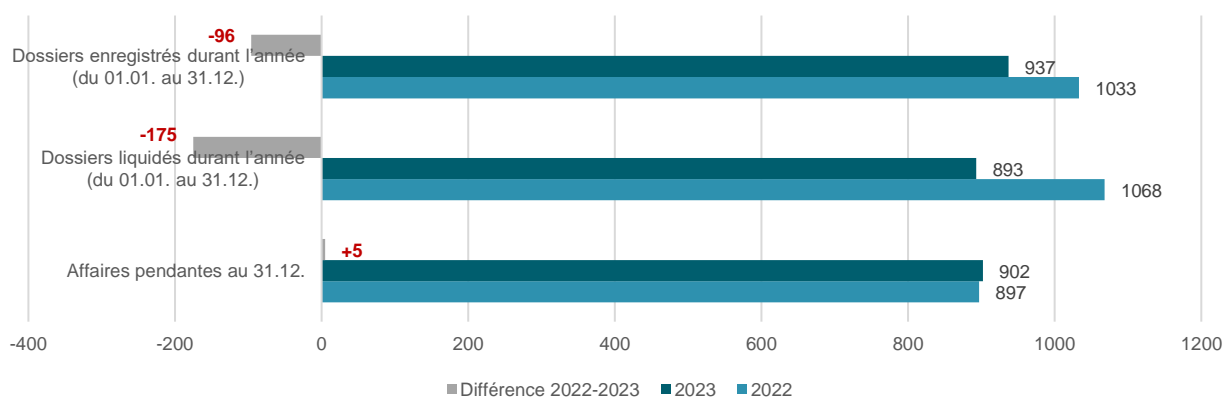
Comme dans la plupart des autorités, la question de la dotation devra être thématifiée.

3.8.4.3 Charge de travail – statistiques

JPSI - évolution en général 2021-2023



JPSI - évolution charge de travail 2022-2023



3.8.4.4 Rapport détaillé de la Justice de paix de la Singine

[Lien.](#)

3.8.5 Justice de paix de la Gruyère JPGR

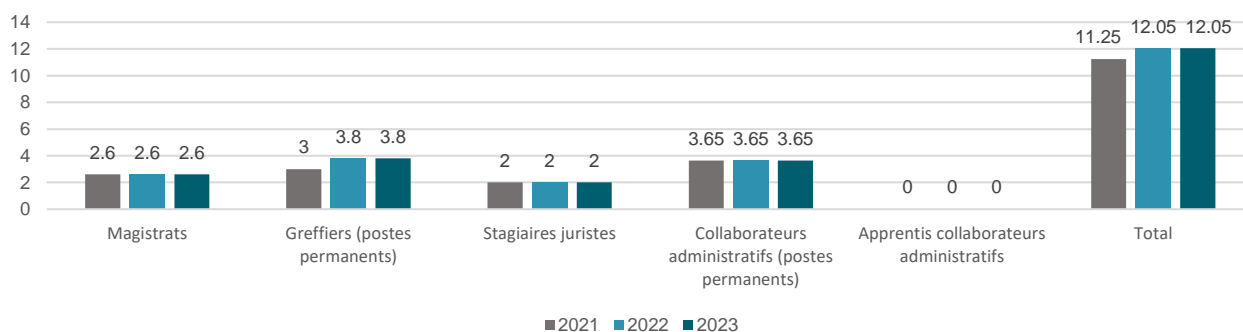
Organisation et composition au 31.12.2023

Jean-Joseph Brodard, Laure-Marie Collaud-Piller, Sophie Margueron Gumy, Marie-Laure Paschoud Page, Juges de paix
Martina Gerber-Sturny, Claudine Lurf-Vonlanthen, Seraina Rohner Stulz, Wanda Suter, Juges suppléantes

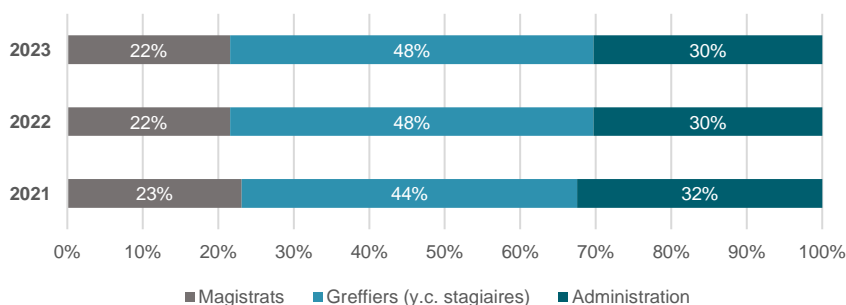
Sylvain Bertschy, Daniel Bovigny, Frédérique Brodard, François Charrière, Liliana Chiacchiari Helbling, Marie-Antoinette Christen Bloch, Robert Combriat, Sara Liliana Delamadeleine, Delphine Dougoud, Elisabeth Dunand, Yves Gremion, Annette Menoud, Maria-Elvira Nordmann, Laurent Oberson, Christine Raboud, Fatima Rey, Dominique Schmutz, Assesseurs

3.8.5.1 Ressources humaines

TAGR - Ressources humaines - EPT au 31.12.



TAGR - Ressources humaines - EPT selon les diverses catégories



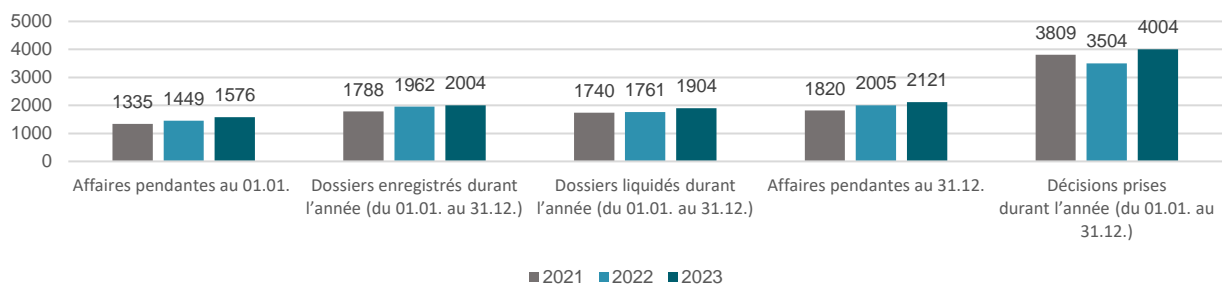
3.8.5.2 Remarques sur l'activité

Une augmentation des affaires peut être constatée, elle est accompagnée de la complexification des dossiers.

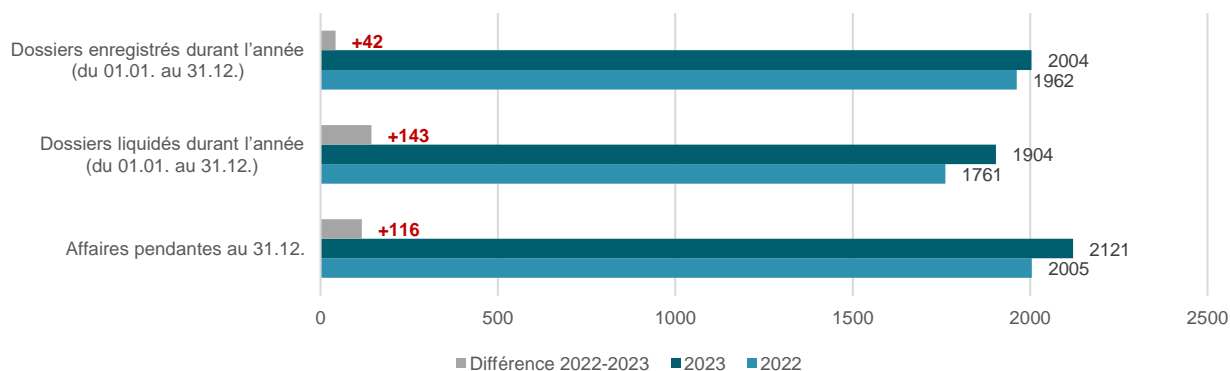
L'Autorité relève qu'elle est souvent démunie dans le processus d'aide par un manque de moyens suffisants en aval de ses décisions que ce soit au niveau institutionnel ou s'agissant des moyens humains disponibles. La situation est particulièrement sensible en matière de protection de l'enfant. Une analyse prospective cantonale approfondie pourrait aider à mettre en place une politique de protection de la personne anticipative.

3.8.5.3 Charge de travail – statistiques

JPGR - évolution en général 2021-2023



JPGR - évolution charge de travail 2022-2023



3.8.5.4 Rapport détaillé de la Justice de paix de la Gruyère

[Lien.](#)

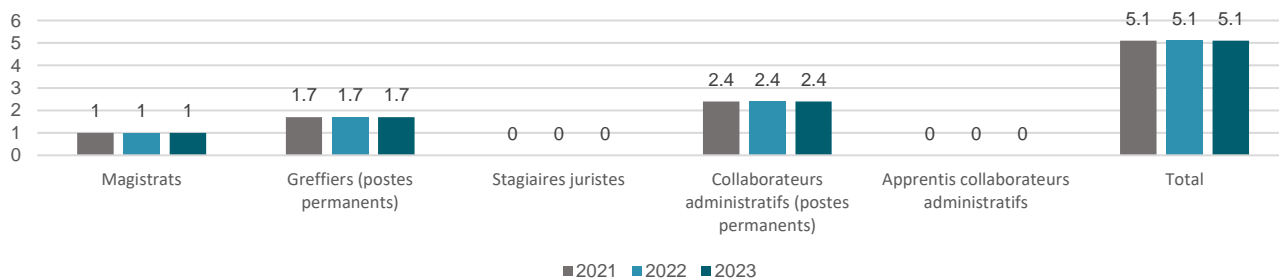
3.8.6 Justice de paix du Lac JPLA

Organisation et composition au 31.12.2023

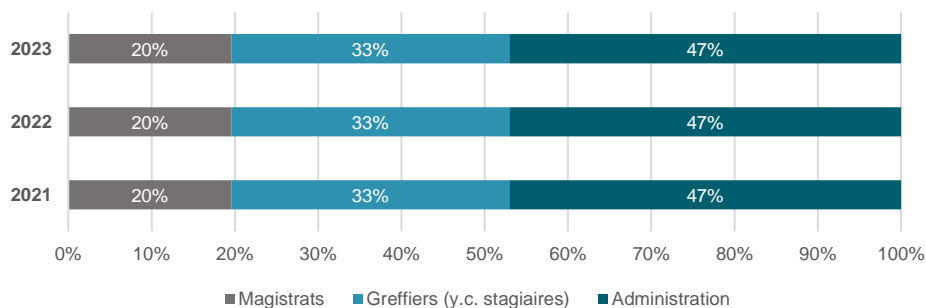
Claudine Lurf-Vonlanthen, Juge de paix ; Martina Gerber-Sturny, Seraina Rohner Stulz, Wanda Suter, Juges suppléantes
 Claudia Achermann, Nicole Aebi, Marie-Madeleine Bovigny Rossy, Els De Kock, Guido Egger, Jacqueline Haefliger, Ivan Progin, Marianne Reinhard Ryser, Olivier Simonet, Sabine Spring, Annakatharina Walser Beglinger, Assesseurs

3.8.6.1 Ressources humaines

JPLA - Ressources humaines - EPT au 31.12.



JPLA - Ressources humaines - EPT selon les diverses catégories



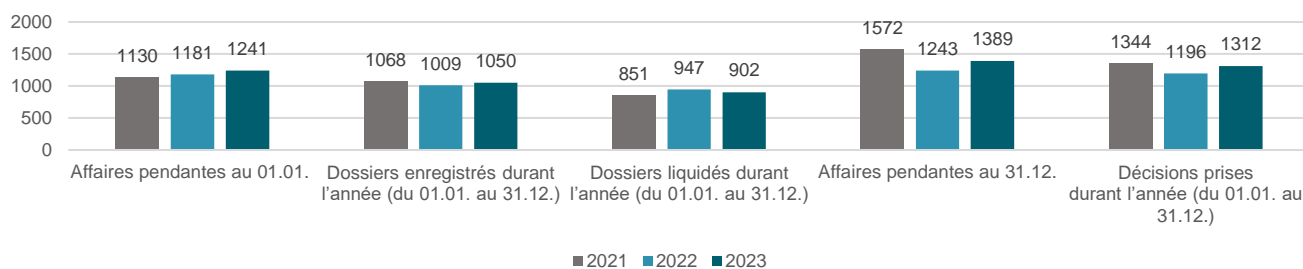
3.8.6.2 Remarques sur l'activité

La charge de travail a de nouveau été élevée pour toutes les collaboratrices. Des heures supplémentaires ont été nécessaires pour venir à bout des tâches et travaux à effectuer.

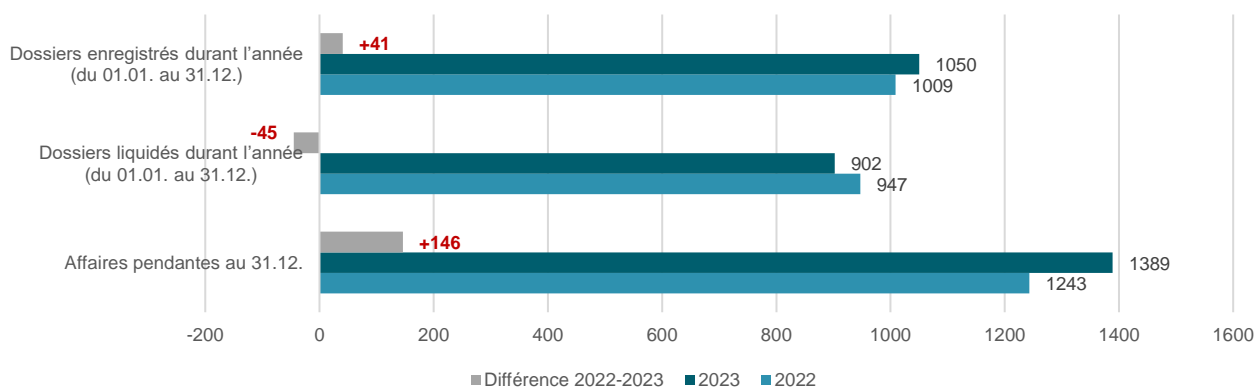
L'Autorité relève que les procédures sont de plus en plus complexes et qu'elles nécessitent par conséquent de plus en plus de temps.

3.8.6.3 Charge de travail – statistiques

JPLA - évolution en général 2021-2023



JPLA - évolution charge de travail 2022-2023



3.8.6.4 Rapport détaillé de la Justice de paix du Lac

[Lien.](#)

3.8.7 Justice de paix de la Glâne JPGL

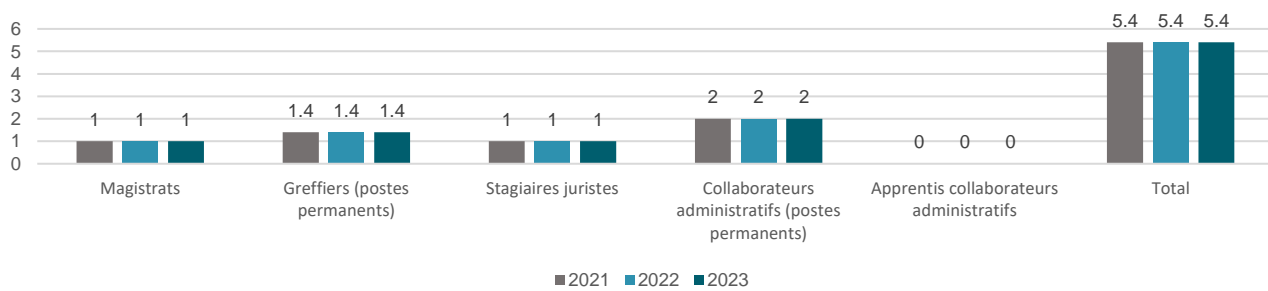
Organisation et composition au 31.12.2023

Marc Butty, Juge de paix ; Sylviane Sauter, Juge suppléante

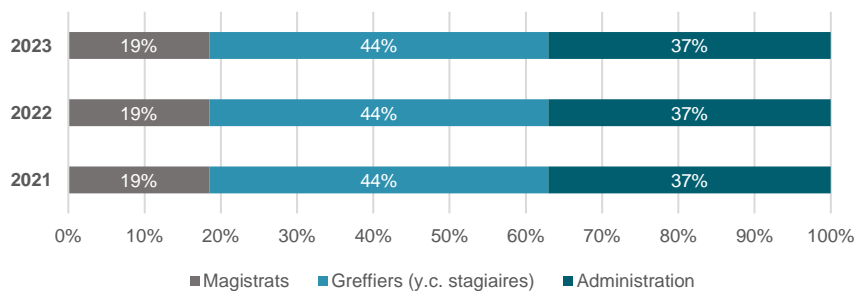
Jean-François Bard, Jean-François Bonfils, Claude-Alain Bürgi, Claudine Codourey, Mircea-Ninel Cuzman, Evelyne Garrido, Benoît Gex, Jean-François Girard, Claudine Jaquier, Marguerite Morand-Delabays, Pascale Mottet, Bernard Sansonnens, Ethan Zaami, Assesseurs

3.8.7.1 Ressources humaines

JPGL - Ressources humaines - EPT au 31.12.



JPGL - Ressources humaines - EPT selon les diverses catégories



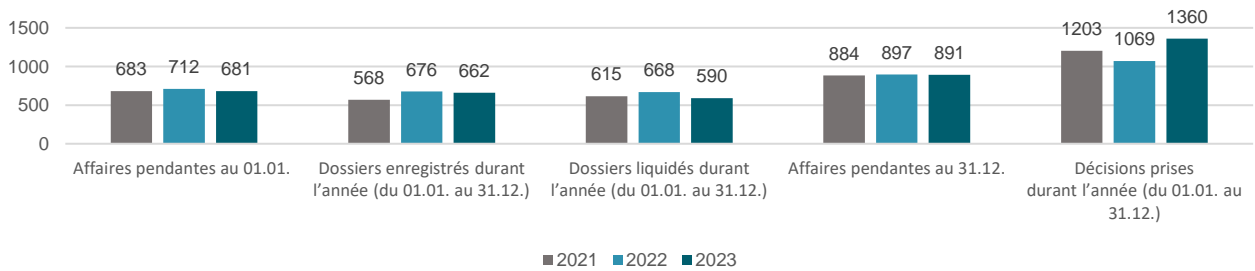
3.8.7.2 Remarques sur l'activité

La complexification des affaires et une charge de travail toujours aussi lourde sont relevées.

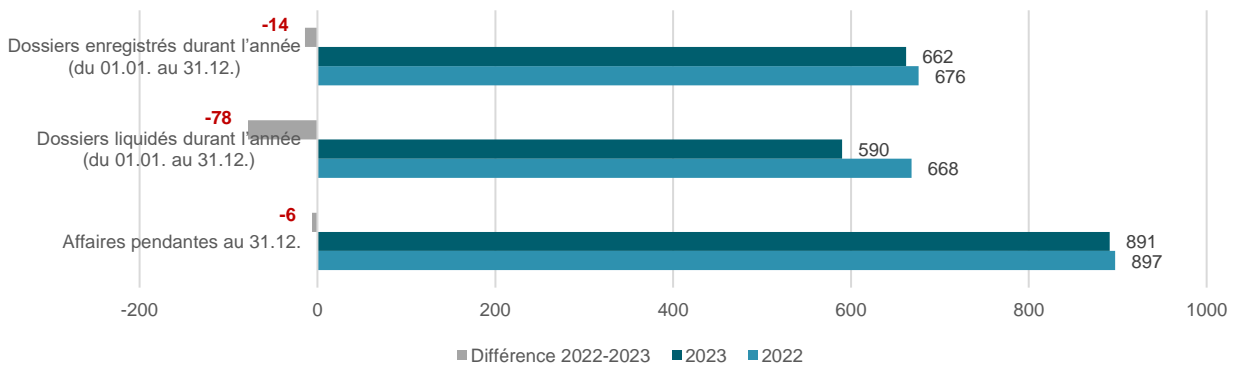
Le secrétariat est en outre en surcharge depuis plusieurs années avec des répercussions sur le greffe et le juge de paix. Enfin, une tendance à plus de contentieux, notamment avec des avocats dans les dossiers de protection de l'enfant, est relevée.

3.8.7.3 Charge de travail – statistiques

JPGL - évolution en général 2021-2023



JPGL - évolution charge de travail 2022-2023



3.8.7.4 Rapport détaillé de la Justice de paix de la Glâne

[Lien.](#)

3.8.8 Justice de paix de la Broye JPBR

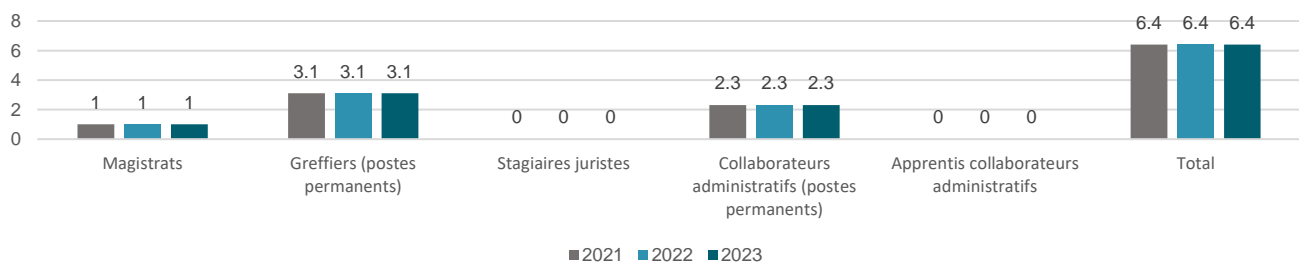
Organisation et composition au 31.12.2023

Sylviane Sauter, Juge de paix ; Sophie Germond, Juge suppléante

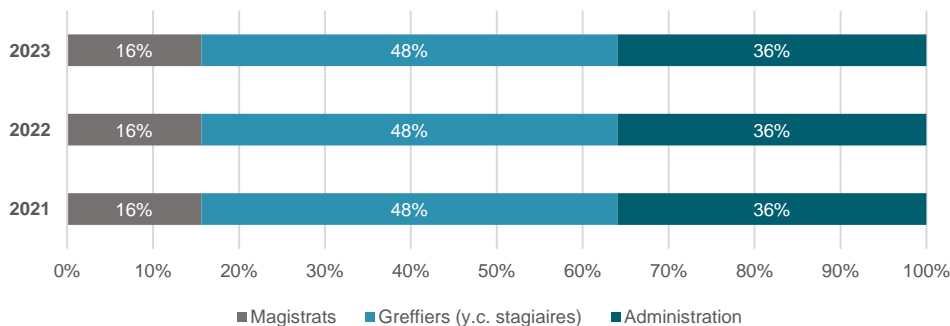
Cristina Boffi, Elisabeth Chardonnens, Marie-Claire Corminboeuf, Eric Haberkorn, Jean-Bernard Renevey, Benoît Rimaz, Rose-Marie Rodriguez, Thierry Schneider, Nathalie Sideris-Corminboeuf, Assesseurs

3.8.8.1 Ressources humaines

JPBR - Ressources humaines - EPT au 31.12.



JPBR - Ressources humaines - EPT selon les diverses catégories



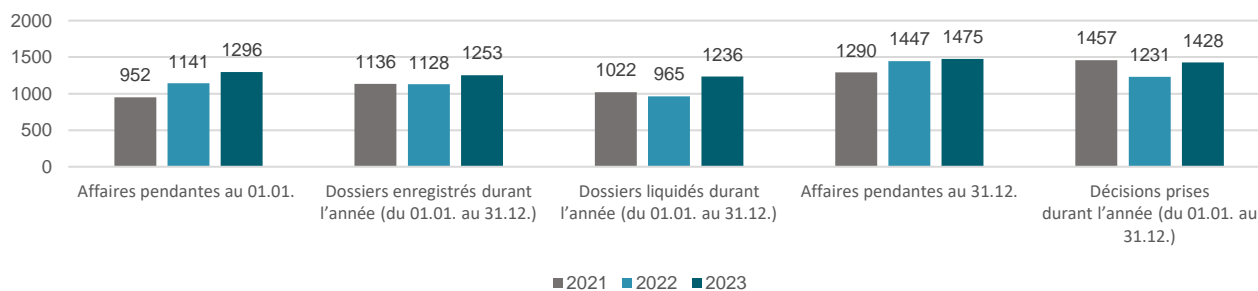
3.8.8.2 Remarques sur l'activité

La charge de travail globale demeure en augmentation.

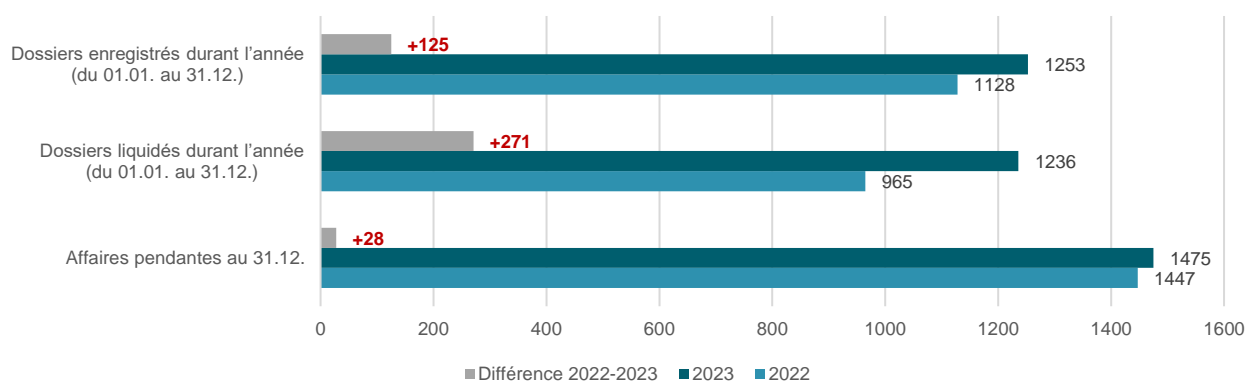
La complexification des situations des personnes concernées, tant au niveau social que familial, l'accroissement de la population, les difficultés (psycho-)sociales et financières d'une population toujours plus fragile, respectivement fragilisée, étant elles-mêmes en augmentation, débouche sur une inquiétude face aux défis à relever de la part de l'Autorité. La charge portée par les organismes sociaux étant elle-même en augmentation, les signalements à l'autorité de protection vont croissant. Cette constatation touche toutes les couches de la population en termes d'âge, de genre et situation personnelle. A relever encore que les conséquences liées à la pandémie de Covid-19 sont malheureusement toujours présentes, cette situation démontrant l'importance d'une cohésion de l'ensemble des structures organisationnelles, humaines, informatiques et, plus largement, technologiques.

3.8.8.3 Charge de travail – statistiques

JPBR - évolution en général 2021-2023



JPBR - évolution charge de travail 2022-2023



3.8.8.4 Rapport détaillé de la Justice de paix de la Broye

[Lien.](#)

3.8.9 Justice de paix de la Veveyse JPVE

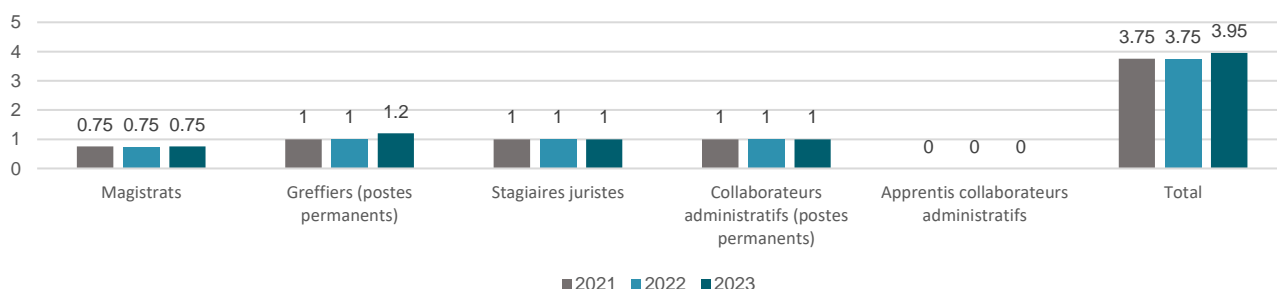
Organisation et composition au 31.12.2023

Sophie Germond, Juge de paix ; Marc Butty, Juge suppléant

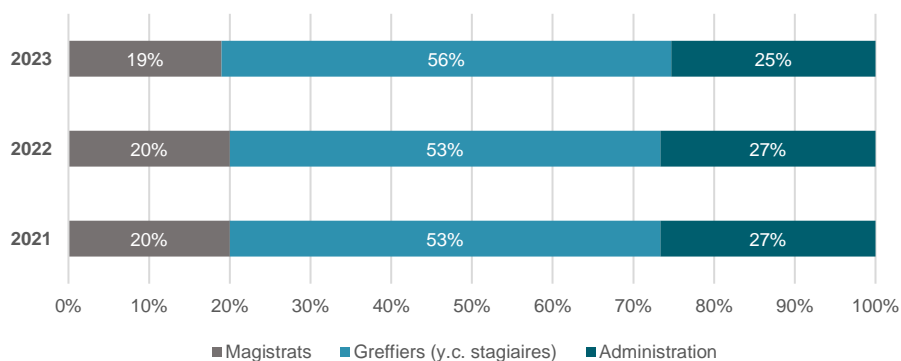
Anne-Lise Chaperon, Isabelle Fluri Ruchet, Marie-Claude Genoud, Séverine Maillard, Roland Mesot, Maria José Oriola Bicho, Nicole Paillard, Yves Pollet, Marta Preti, Jean-Daniel Vial, Maryline Werro, Assesseurs

3.8.9.1 Ressources humaines

JPVE Ressources humaines - EPT au 31.12.



JPVE - Ressources humaines - EPT selon les diverses catégories



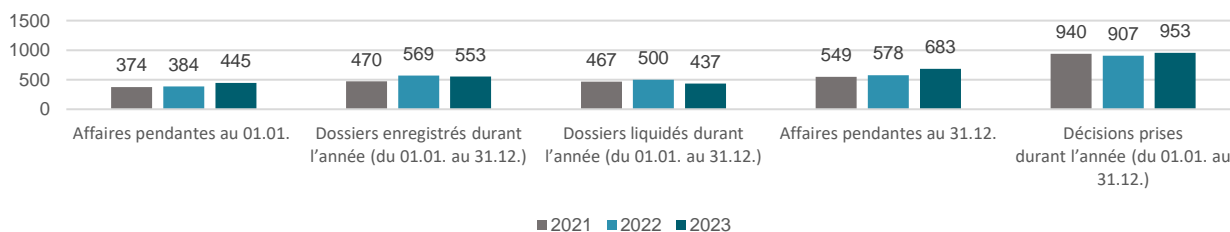
3.8.9.2 Remarques sur l'activité

A fin 2023, la charge de travail globale demeure toujours en augmentation, (+18 %) par rapport à 2022. Cette augmentation reste importante, en particulier dans les dossiers de protection de l'adulte (+21 % de dossiers enregistrés). S'agissant des dossiers de protection des mineurs, le nombre de nouveaux dossiers ouverts reste stable. Toutefois, une augmentation des affaires pendantes (+ 21 %) peut être relevée, ce qui confirme que ces situations, souvent déjà connues de l'Autorité, se complexifient et s'étendent sur la durée.

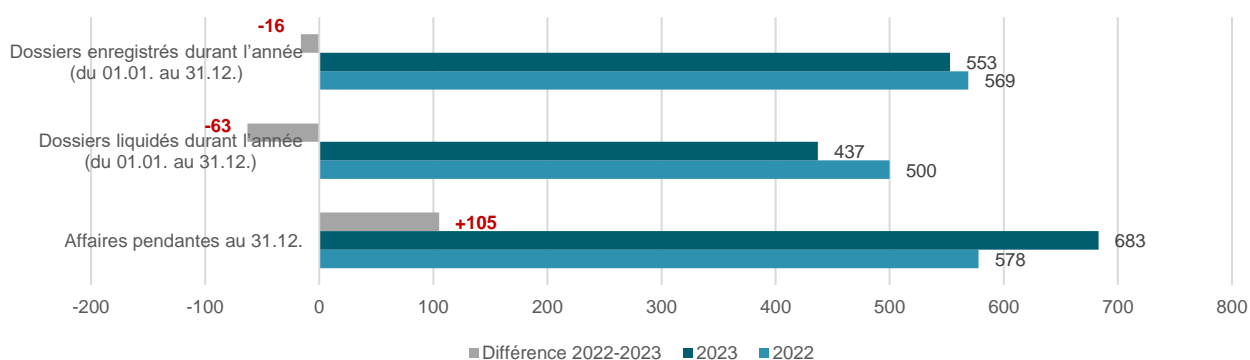
De manière générale, il est une fois de plus souligné la complexification des affaires avec des problématiques qui se greffent les unes sur les autres : dettes, problèmes psychiques, etc.

3.8.9.3 Charge de travail – statistiques

JPVE - évolution en général 2021-2023



JPVE - évolution charge de travail 2022-2023



3.8.9.4 Rapport détaillé de la Justice de paix de la Veveyse

[Lien.](#)

3.9 Préfectures PR

Mission et compétences

Le préfet représente le Conseil d'Etat et chacune de ses Directions dans le district. Il est élu pour cinq ans par l'assemblée électorale de district.

Il contribue au développement de son district ; en particulier il suscite et favorise la collaboration régionale et intercommunale (art. 15 Loi sur les préfets). Il est également responsable du maintien de l'ordre public (art. 19). Outre ses compétences citées ci-dessus, le préfet exerce les attributions que les lois et les règlements lui confèrent (art. 14). Il est ainsi notamment compétent pour l'octroi des permis de construire (cf. Loi sur l'aménagement du territoire et les constructions).

Il connaît des recours contre les décisions des autorités communales conformément à la loi sur les communes et au code de procédure et de juridiction administrative.

Enfin, en matière pénale, le préfet connaît des affaires que la législation spéciale place dans sa compétence, notamment en matière de circulation routière.

La surveillance du Conseil de la magistrature porte uniquement sur l'activité judiciaire pénale des préfets.

Organisation

Le canton de Fribourg comprend sept préfectures qui sont localisées dans les chefs-lieux de chaque district.

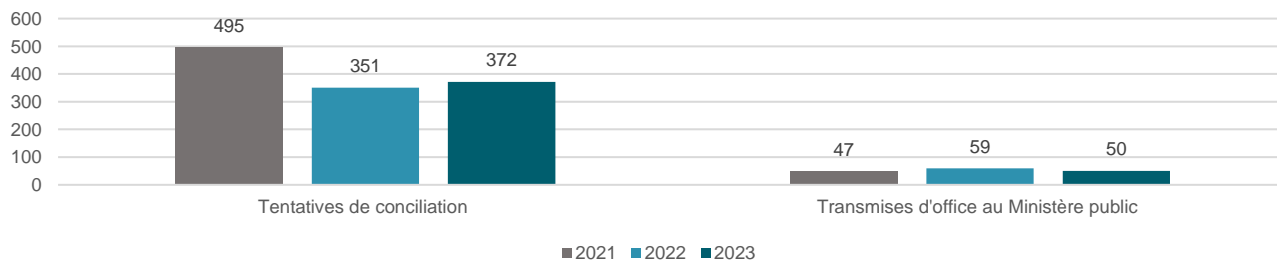
Site du Pouvoir judiciaire : <https://www.fr.ch/pj/institutions-et-droits-politiques/justice/prefectures>.

3.9.1 Activité judiciaire pénale - Charge de travail – statistiques

Plaintes 2023

	Sarine	Singine	Gruyère	Lac	Glâne	Broye	Veveyse	Total
Tentatives de conciliation	149	11	84	31	27	41	29	372
ayant abouti	91	2	56	25	11	9	12	206
ayant échoué, transmise au MP	58	6	28	6	13	16	5	132
en suspens	0	0	16	0	0	7	2	25
Transmises d'office au Ministère public	29	3	5	0	3	10	0	50

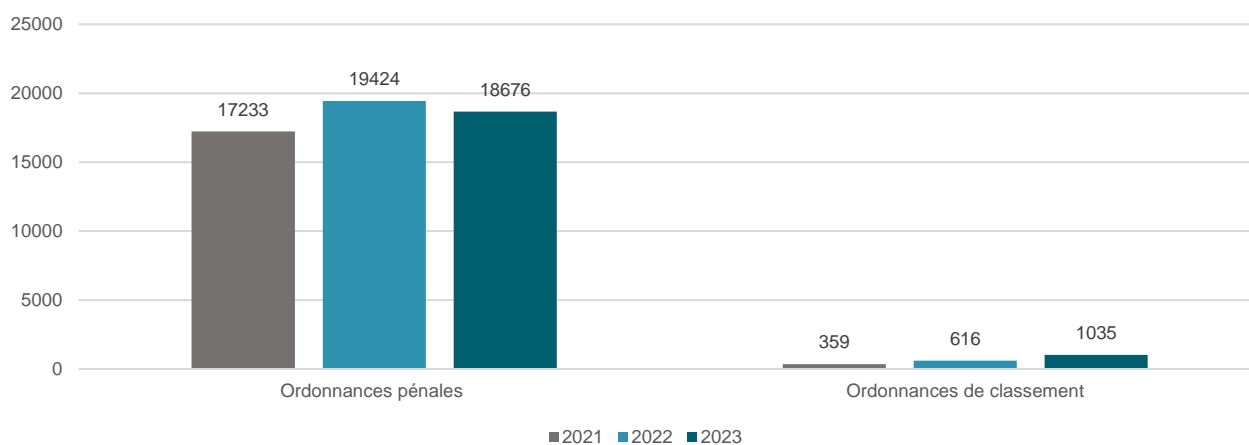
PR - Plaintes - évolution en général 2021-2023



Dénonciations 2023

	Sarine	Singine	Gruyère	Lac	Glâne	Broye	Veveyse	Total
Ordonnances pénales	5700	3007	3888	2029	782	1974	1296	18676
Définitives	5677	2278	3875	2021	779	1953	1274	17857
Frappées d'opposition, transmis au juge	23	23	13	8	3	21	12	103
Ordonnances de classement	78	713	159	15	19	41	10	1035

PR - Dénonciations - évolution en général 2021-2023



3.9.2 Préfecture de la Sarine PRSA

Organisation et composition au 31.12.2023

Lise-Marie Graden, Préfète ; Patrick Nicolet, Tatiana Veth, Lieutenants de Préfet

1.5.1.1. Remarques sur l'activité

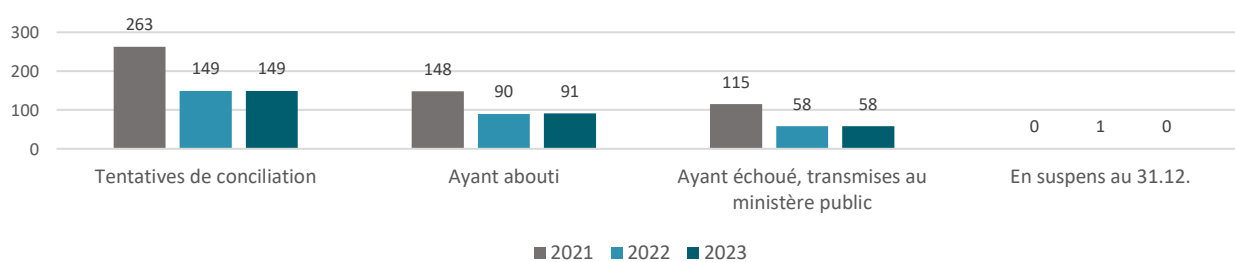
Le volume des affaires pénales est important. Le secteur travaille à flux tendu. Si les chiffres sont relativement stables pour les ordonnances pénales rendues en matière de circulation routière ainsi qu'en matière pénale ordinaire, la Préfecture observe une augmentation des plaintes déposées en matière de mise à ban. Ce phénomène - présent, mais encore non impactant en 2022 - augmente la masse de travail à effectuer dans le domaine au niveau du traitement des dossiers (enregistrement, recherches d'identité, vérification/ recherche, correspondance, renseignement téléphonique, etc.) ce qui réduit le temps pour la rédaction et la notification des ordonnances. Ainsi, s'il n'y a pas de retard particulier dans les autres matières, un retard important commence à se faire sentir en matière de mise à ban alors que la célérité devrait prévaloir dans ce domaine.

De manière générale, une nette augmentation des décisions rendues en matière de circulation routière ainsi qu'une diminution du nombre de dossiers transmis par le Ministère public pour conciliation peuvent être constatées.

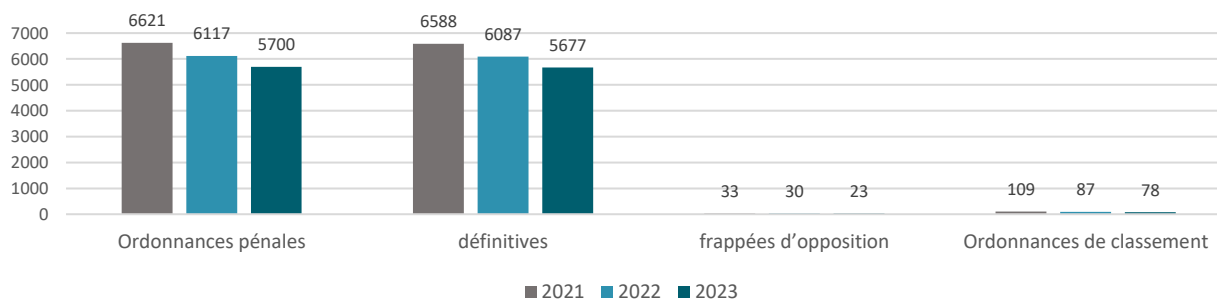
La situation sous l'angle du suivi des dossiers de police des constructions n'a que peu évolué durant l'année 2023. Comme indiqué dans le précédent rapport, ces procédures sont toujours plus complexes et demandent une instruction poussée, ce qui rend leur traitement plus long. La Préfecture ne dispose pas des ressources nécessaires (en temps et en personnel) pour assurer un traitement optimal de ces dossiers et des éventuelles sanctions pénales qui devraient en découler.

3.9.2.1 Charge de travail – statistiques

PRSA - plaintes 2021-2023



PRSA - dénonciations 2021-2023



3.9.2.2 Rapport détaillé de la Préfecture de la Sarine

[Lien.](#)

3.9.3 Préfecture de la Singine PRSI

Organisation et composition au 31.12.2023

Manfred Raemy, Préfet ; Simon Bucheli, Lieutenant de Préfet

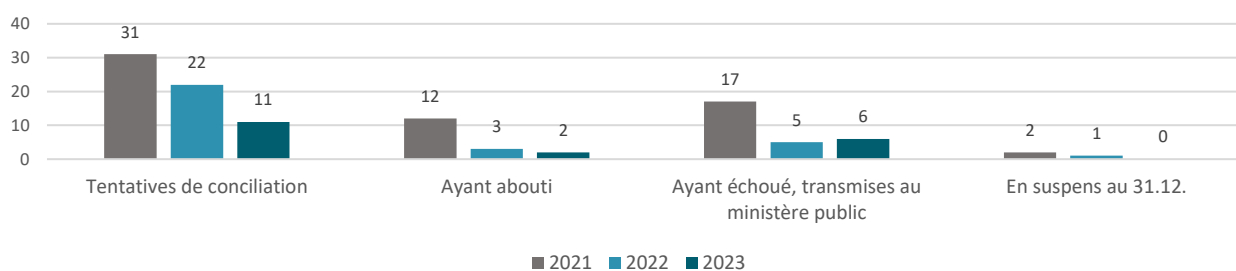
3.9.3.1 Remarques sur l'activité

Le nombre de plaintes pénales reçues a de nouveau augmenté. La Préfecture a enregistré au cours de cet exercice 944 plaintes pénales de plus que l'année précédente, ce qui s'est également répercuté sur le nombre d'ordonnances pénales rendues.

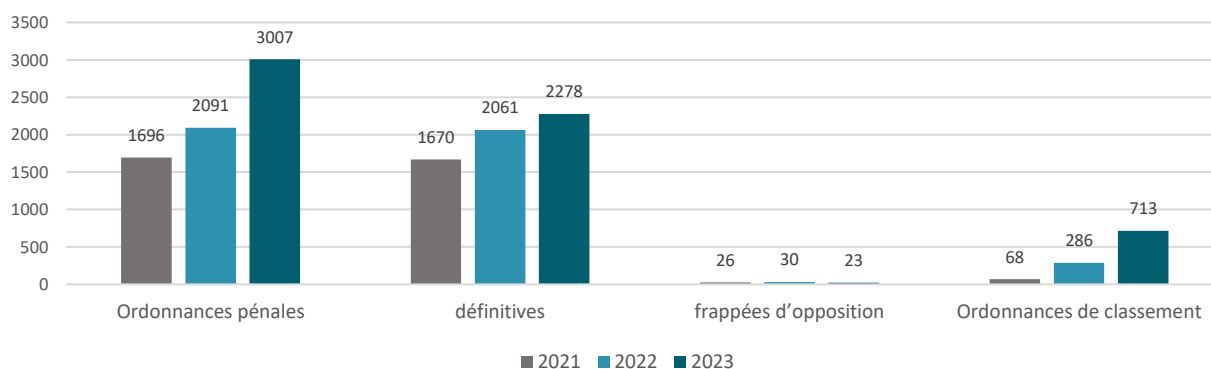
La recherche de l'adresse des conducteurs et conductrices domiciliés à l'étranger s'avère toujours difficile et prend beaucoup de temps.

3.9.3.2 Charge de travail – statistiques

PRSI - plaintes 2021-2023



PRSI - dénonciations 2021-2023



3.9.3.3 Rapport détaillé de la Préfecture de la Singine

[Lien.](#)

3.9.4 Préfecture de la Gruyère PRGR

Organisation et composition au 31.12.2023

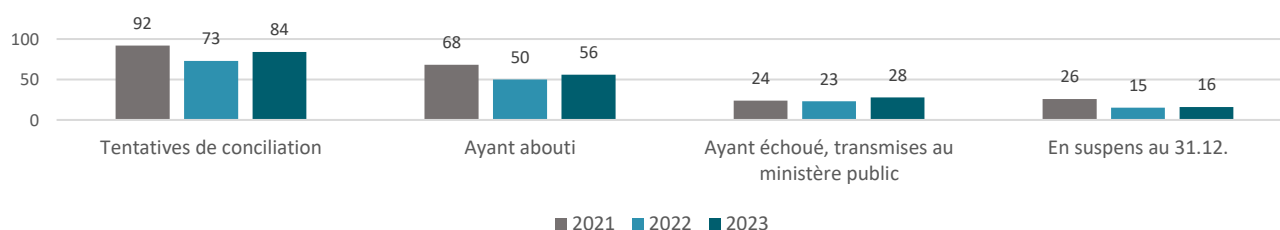
Vincent Bosson, Préfet ; Fabien Schafer, Lieutenant de Préfet

3.9.4.1 Remarques sur l'activité

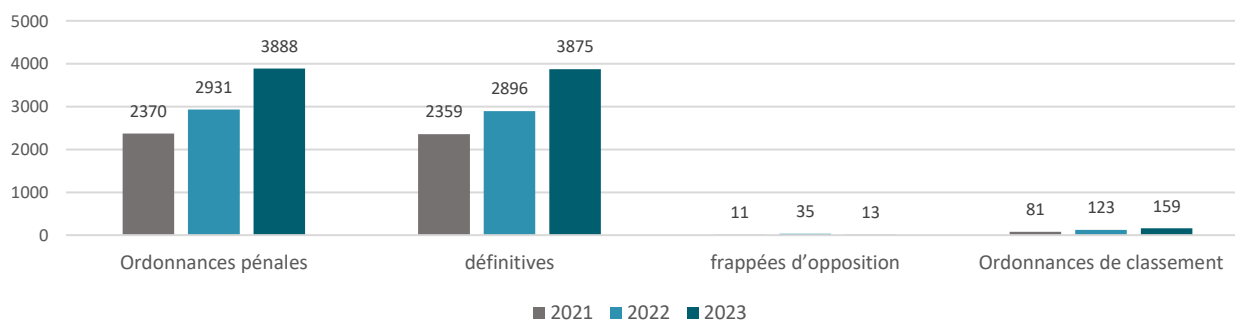
Le nombre total des plaintes enregistrées pour le district de la Gruyère a augmenté. Le nombre total des dénonciations pénales enregistrées par la Préfecture a également connu une augmentation par rapport à 2022. La majorité des dénonciations concernent les violations de mise à ban (2023/2188 - 2022/1510) et la loi sur la circulation routière (2023/1446 - 2022/1188) qui ont fortement augmenté par rapport à l'année précédente. Ces dénonciations entraînent un travail administratif important et soulèvent de nombreuses contestations.

3.9.4.2 Charge de travail – statistiques

PRGR - plaintes 2021-2023



PRGR - dénonciations 2021-2023



3.9.4.3 Rapport détaillé de la Préfecture de la Gruyère

[Lien.](#)

3.9.5 Préfecture du Lac PRLA

Organisation et composition au 31.12.2023

Christoph Wieland, Préfet ; Sarah Göksu Hage, Nicola Constant Ostini Della Vedova, Lieutenants de Préfet

3.9.5.1 Remarques sur l'activité

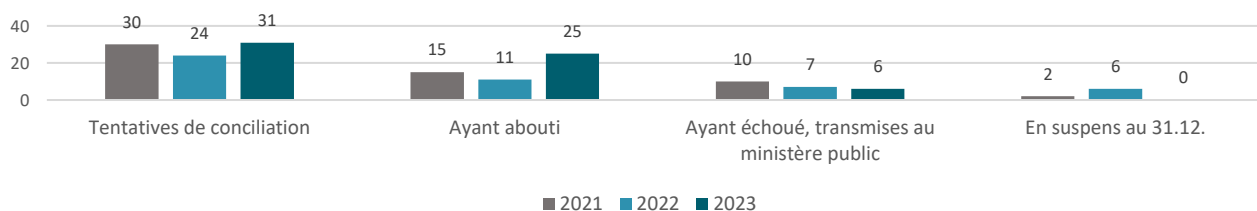
En 2023, 31 plaintes pénales ont été déposées au total (24 l'année précédente).

Par rapport à l'année précédente, le nombre d'ordonnances pénales a nettement diminué en 2023, passant de 5634 à maintenant 2029 ordonnances pénales.

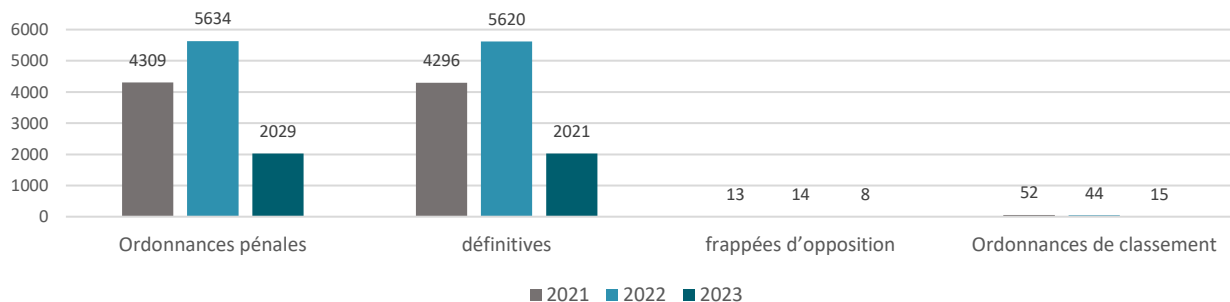
Le net recul des plaintes pénales est en grande partie dû au démontage du radar fixe sur l'A1. A noter que, selon les déclarations de la police cantonale, ce radar sera à nouveau installé en 2024.

3.9.5.2 Charge de travail – statistiques

PRLAC - plaintes 2021-2023



PRLAC - dénonciations 2021-2023



3.9.5.3 Rapport détaillé de la Préfecture du Lac

[Lien.](#)

3.9.6 Préfecture de la Glâne PRGL

Organisation et composition au 31.12.2023

Willy Schorderet, Préfet ; Valentin Bard, Lieutenant de Préfet

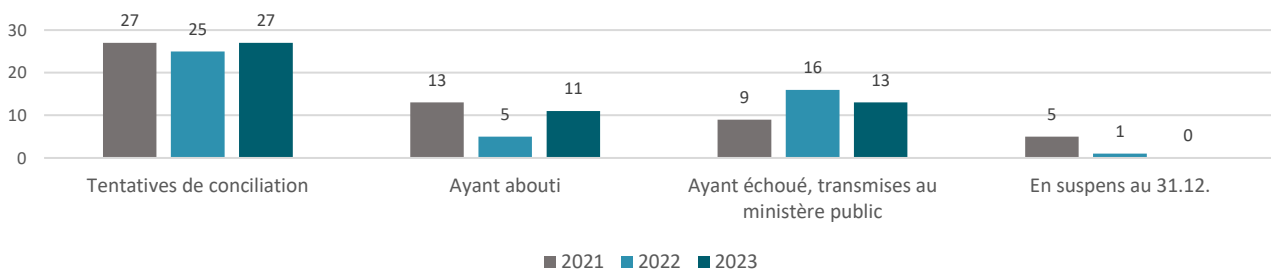
3.9.6.1 Remarques sur l'activité

Le volume des affaires pénales a subi une forte augmentation en 2023 de 46.3%, le nombre d'affaires passant de 553 à 809. Cette progression est due à l'augmentation des dénonciations pour excès de vitesse (+ 147) et pour violation d'une mise à ban (+ 135).

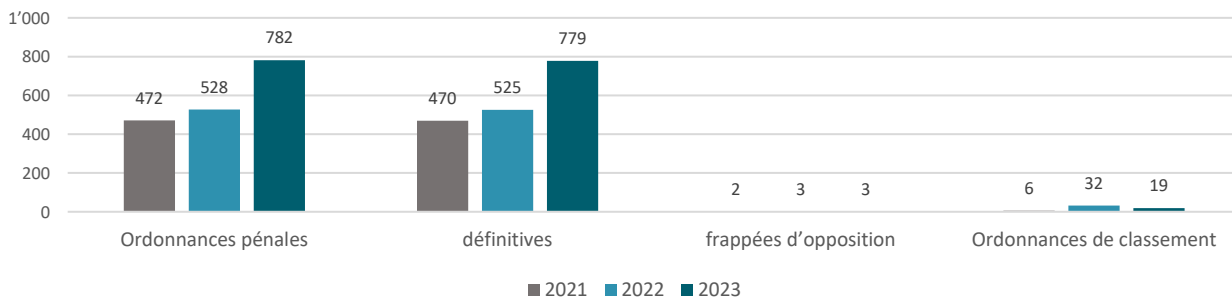
Le nombre de dossiers de plainte transmis par le Ministère public est resté stable (+ 2).

3.9.6.2 Charge de travail – statistiques

PRGL - plaintes 2021-2023



PRGL - dénonciations 2021-2023



3.9.6.3 Rapport détaillé de la Préfecture de la Glâne

[Lien.](#)

3.9.7 Préfecture de la Broye PRBR

Organisation et composition au 31.12.2023

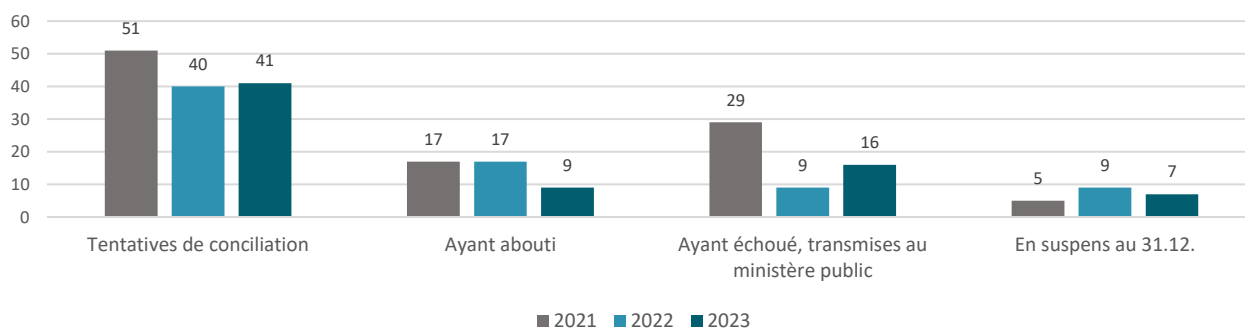
Nicolas Kilchoer, Préfet ; Joël Bourqui, Lieutenant de Préfet

3.9.7.1 Remarques sur l'activité

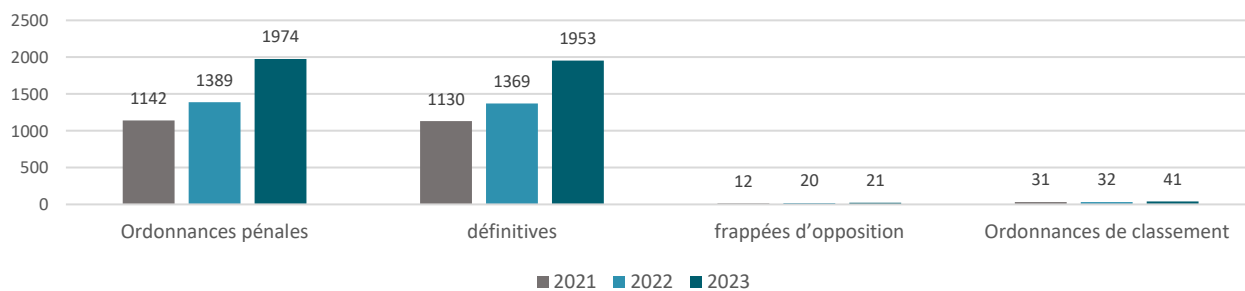
La Préfecture de la Broye enregistre une très forte augmentation de son activité juridictionnelle en matière pénale (1974 dossiers contre 1389 en 2022), mais également en matière administrative.

3.9.7.2 Charge de travail – statistiques

PRBR - plaintes 2021-2023



PRBR - dénonciations 2021-2023



3.9.7.3 Rapport détaillé de la Préfecture de la Broye

[Lien.](#)

3.9.8 Préfecture de la Veveyse PRVE

Organisation et composition au 31.12.2023

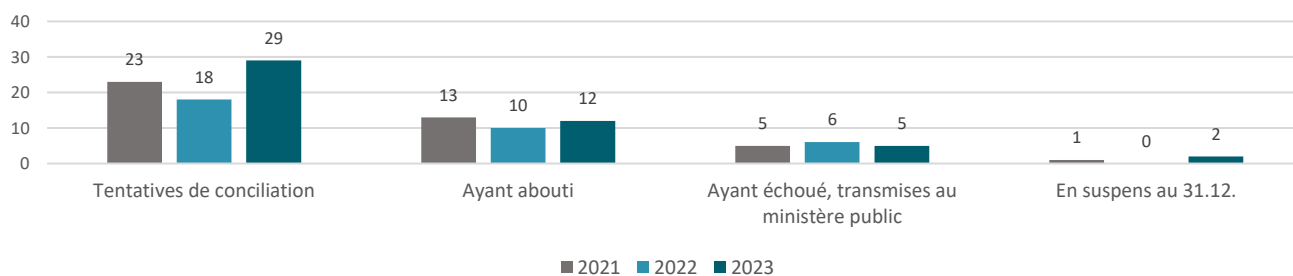
François Genoud, Préfet ; Laura Corpataux, Lieutenante de Préfet

3.9.8.1 Remarques sur l'activité

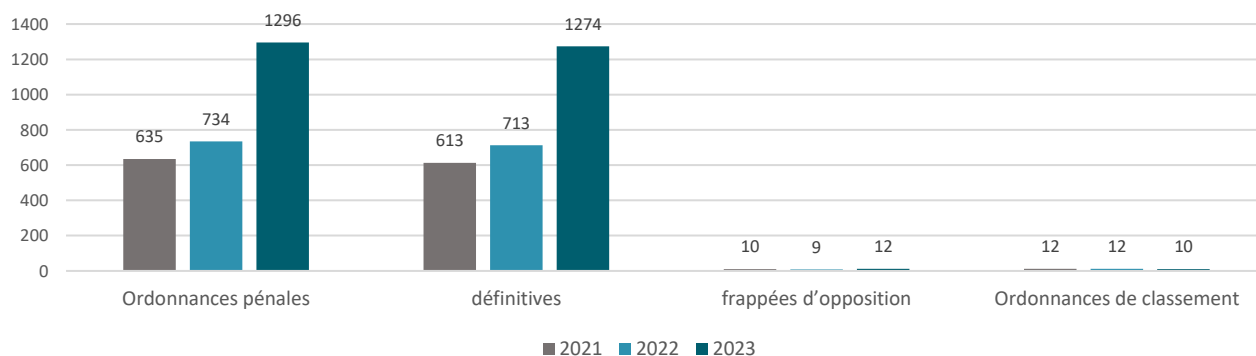
De manière générale, les statistiques montrent une augmentation notable des plaintes (environ 50%) et des dénonciations, explicable pour ces dernières par un accroissement significatif des ordonnances pénales pour excès de vitesse.

3.9.8.2 Charge de travail – statistiques

PRVE - plaintes 2021-2023



PRVE - dénonciations 2021-2023



3.9.8.3 Rapport détaillé de la Préfecture de la Veveyse

[Lien.](#)

3.10 Commissions de conciliation en matière de bail CCB

Mission et compétences

Les commissions de conciliation en matière de bail à loyer CCB permettent notamment de lutter contre les abus, de résoudre les litiges entre propriétaires et locataires et d'assurer une certaine protection des locataires. Elles sont également chargées de fournir des renseignements conformément au nouveau code de procédure civile suisse (art. 201 CPC ; RS 272).

La procédure de tentative de conciliation doit respecter les règles des art. 202 et suivants du code de procédure civile suisse.

Organisation

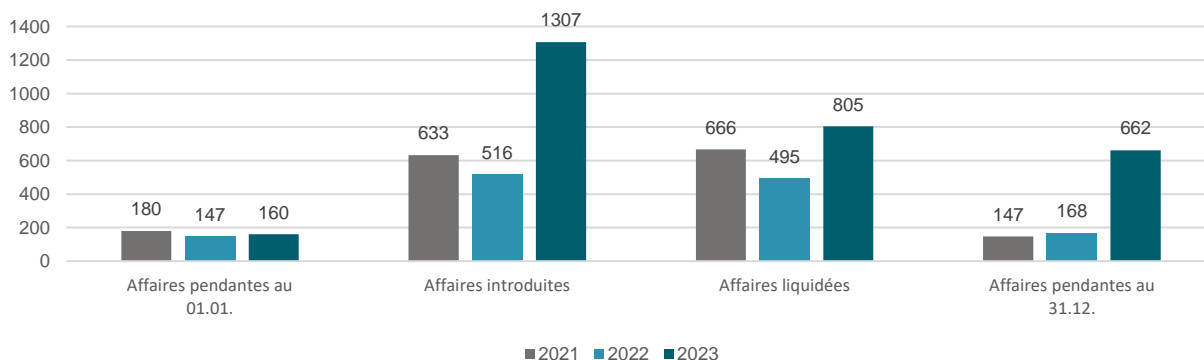
Pour les litiges relatifs aux baux à loyer ou à ferme d'habitations ou de locaux commerciaux, il existe trois autorités de conciliation : une pour le district de la Sarine, une pour les districts de la Singine et du Lac et une pour les districts du Sud (Gruyère, Glâne, Broye et Veveyse).

L'autorité de conciliation siège à trois membres, à savoir le président et deux assesseurs, dont l'un représente les propriétaires et l'autre, les locataires.

Site du Pouvoir judiciaire : <https://www.fr.ch/pj/institutions-et-droits-politiques/justice/pouvoir-judiciaire-autorite-de-conciliation-en-matiere-de-bail-et-tribunal-des-baux>.

3.10.1 Charge de travail – statistiques

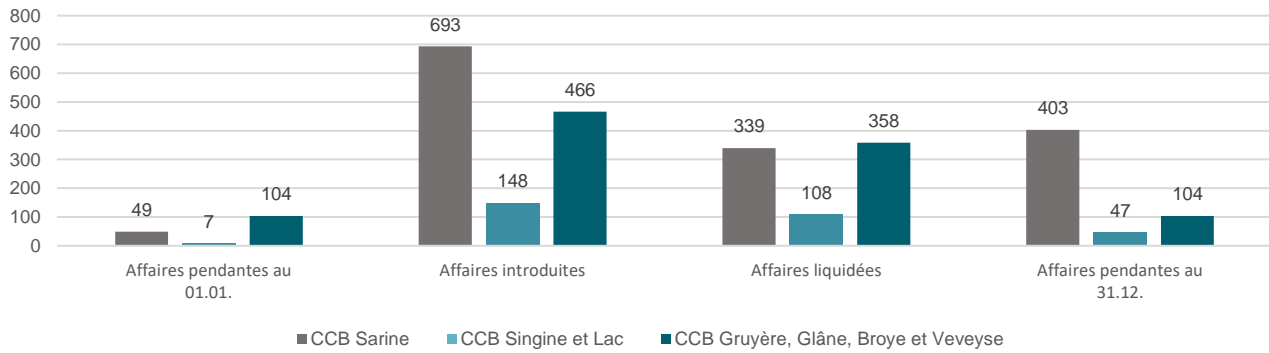
CCB - Evolution charge de travail 2021-2023



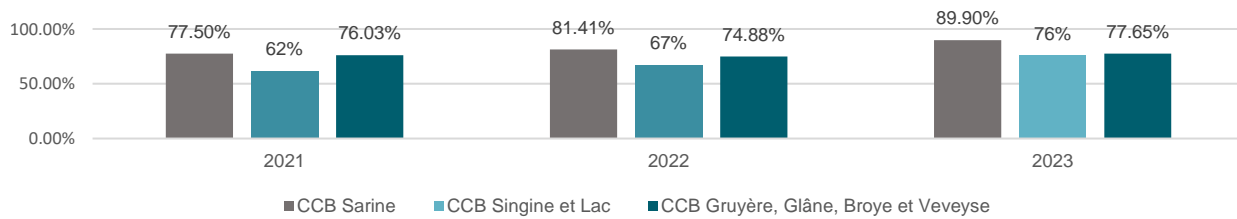
L'augmentation du taux d'intérêt de référence en juin 2023 a eu un impact direct sur le nombre de demandes.

Les Commissions ont été amenées à siéger de manière plus importante. Il a en outre été nécessaire d'augmenter de manière provisoire le personnel administratif.

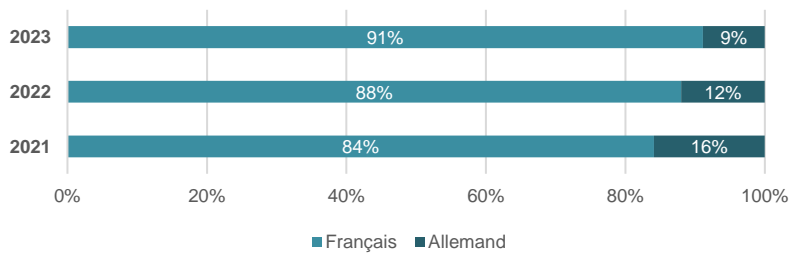
CCB - charge de travail 2023



CCB - évolution taux moyen de conciliation 2021-2023



CCB - Langue des affaires liquidées 2021-2023



3.10.2 Commission de conciliation en matière de bail de la Sarine CCBSA

Organisation et composition au 31.12.2023

Jacqueline Passaplan, Présidente ; Sophie Sarah Dumartheray, Suppléante de la Présidente

Valentin Aebischer, Jean-Marc Boechat, Ricardo Ramos, Amalia Echegoyen, Christine Maillard, Assesseurs (locataires), François Chenaux, Samuel Hirt, Sébastien Thorimbert, Françoise Marchon, Olivier Ragonesi, Assesseurs (propriétaires)

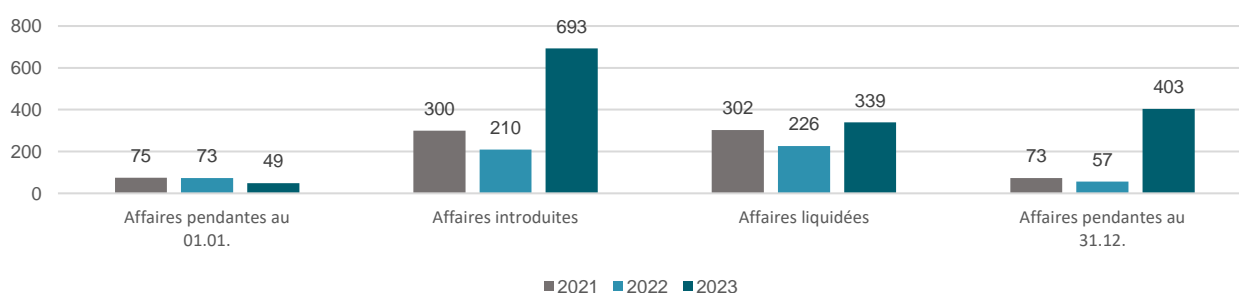
3.10.2.1 Remarques sur l'activité

Comme indiqué ci-dessus, le nombre de requêtes introduites durant l'année a considérablement augmenté en 2023.

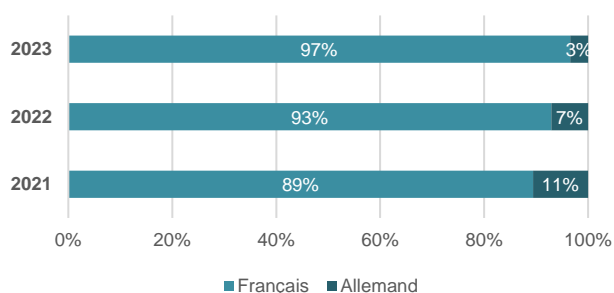
3.10.2.2 Charge de travail – statistiques

3.10.2.2.1 Statistique générale

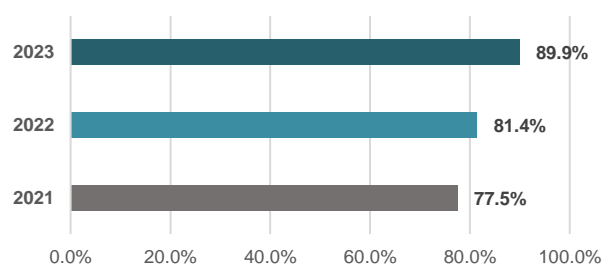
CCBSA - charge de travail 2021-2023



CCBSA - langue des affaires liquidées 2021-2023



CCBSA - taux moyen de conciliation 2021-2023



3.10.2.3 Rapport détaillé de la Commission de conciliation en matière de bail de la Sarine

[Lien.](#)

3.10.3 Commission de conciliation en matière de bail de la Singine et du Lac CCBSL

Organisation et composition au 31.12.2023

Marius Schneuwly, Président ; Sarah Reitze, Suppléante du Président

Susanne Heiniger, Beatrix Franziska Vogl Ott, Assesseurs (locataires), Marianne Isler-Raemy, Edgar Jenny, Assesseurs (propriétaires)

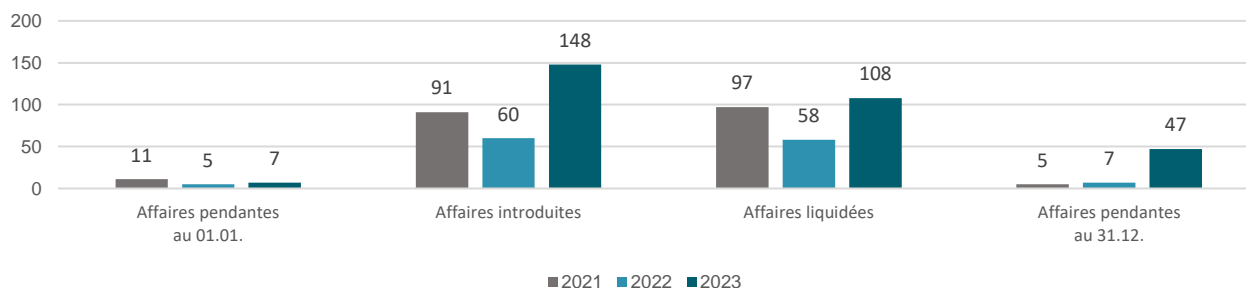
3.10.3.1 Remarques sur l'activité

Comme indiqué ci-dessus, le nombre de requêtes introduites durant l'année a considérablement augmenté en 2023.

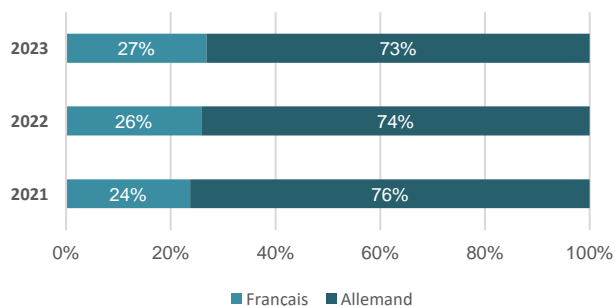
3.10.3.2 Charge de travail – statistiques

3.10.3.2.1 Statistique générale

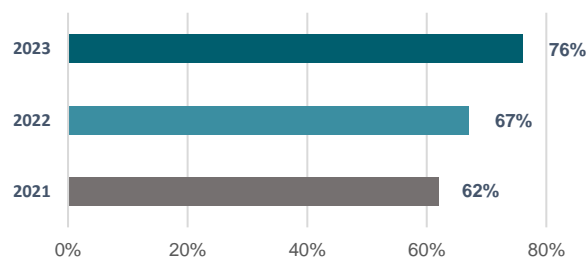
CCBSL - charge de travail 2021-2023



CCBSL - langue des affaires liquidées 2021-2023



CCBSL - taux moyen de conciliation 2021-2023



3.10.3.3 Rapport détaillé de la Commission de conciliation en matière de bail de la Singine et du Lac [Lien.](#)

3.10.4 Commission de conciliation en matière de bail de la Gruyère, de la Glâne, de la Broye et de la Veveyse CCBSUD

Organisation et composition au 31.12.2023

Jean-Christophe Oberson, Président ; Hourri Rousseau, Suppléante du Président

Cristina Beaud, Simon Chatagny, Délia Charrière-Gonzalez, Laure Gallay-Christ, Elodie Surchat, Assesseures (locataires), Alain Charrière, Josiane-Marie Galley, Xavier Guanter, Andéol Jordan, Daniel Massardi, Assesseurs (propriétaires)

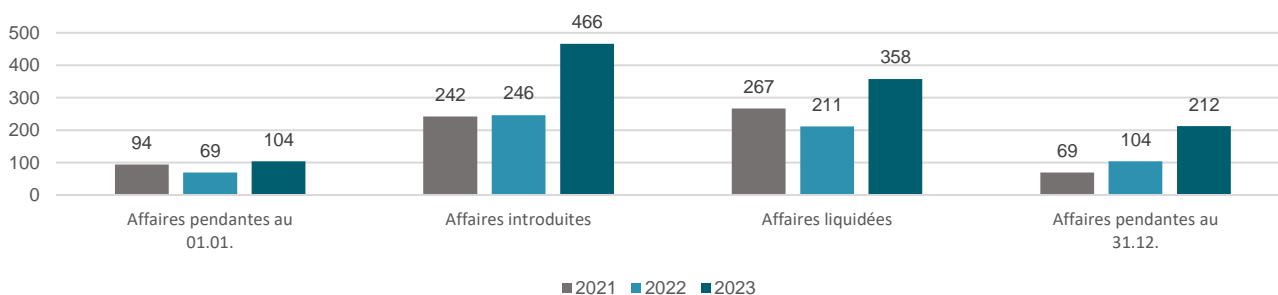
3.10.4.1 Remarques sur l'activité

Comme indiqué ci-dessus, le nombre de requêtes introduites durant l'année a considérablement augmenté en 2023.

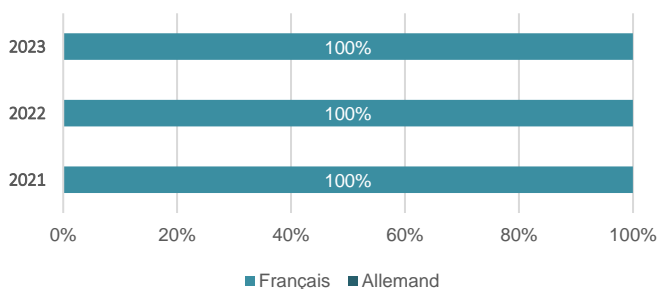
3.10.4.2 Charge de travail – statistiques

3.10.4.2.1 Statistique générale

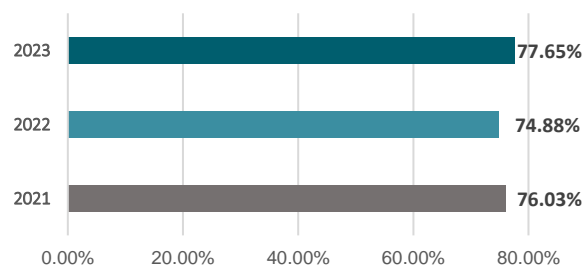
CCBSUD - charge de travail 2021-2023



CCBSUD - langue des affaires liquidées 2021-2023



CCBSUD - taux moyen de conciliation 2021-2023



3.10.4.3 Rapport détaillé de la Commission de conciliation en matière de bail de la Gruyère, de la Glâne, de la Broye et de la Veveyse

[Lien.](#)

3.11 Commission de recours de l'Université CRU

Mission et compétences

La Commission de recours de l'Université CRU est une autorité spéciale de la juridiction administrative, ayant le statut d'autorité judiciaire, instituée par la loi sur l'Université. Elle est indépendante dans l'exercice de ses compétences. L'organisation et la procédure sont réglées dans la loi sur l'Université, dans le code de procédure et de juridiction administrative ainsi que dans le règlement de la Commission. La Commission statue en principe sans débats et dans la majorité des cas par voie de circulation. Pour siéger, elle est composée du président/de la présidente ou du vice-président/de la vice-présidente et de quatre assesseurs désignés par lui/elle.

Site du Pouvoir judiciaire : <https://www.fr.ch/pj/institutions-et-droits-politiques/justice/pouvoir-judiciaire-commission-de-recours-de-luniversite>.

Organisation et composition au 31.12.2023

Daniela Kiener, Présidente ; Géraldine Pontelli-Barras, Vice-présidente

Ambroise Bulambo, Sophie Marchon Modolo, Sarah Riedo, Isabelle Théron, Petra Vondrasek, Frédérique Joëlle Weil Fivian, Assesseurs ; Marina Achermann-Eggelhöfer, Sascha Bischof, Lucas Chocomeli, Eric Davoine, Andreas Stöckli, Laure Zbinden, Assesseurs suppléants

Frédérique Riesen, Timothy Schertenleib, Angélique Marro, Secrétaires juristes

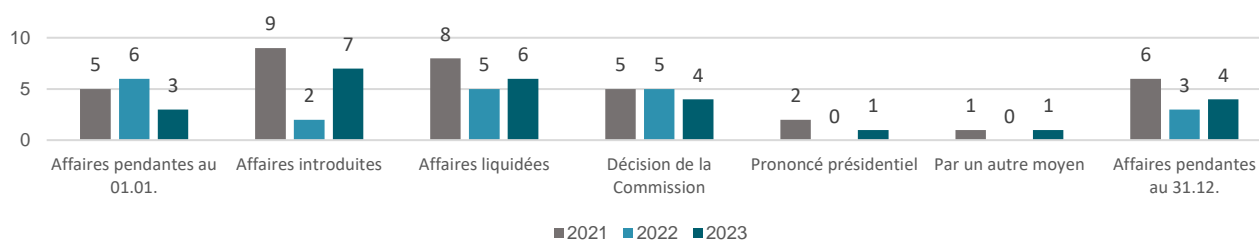
3.11.1 Remarques sur l'activité

Sept nouvelles affaires ont été introduites en 2023. Quatre affaires étaient pendantes au 31 décembre 2023. La Commission est à jour.

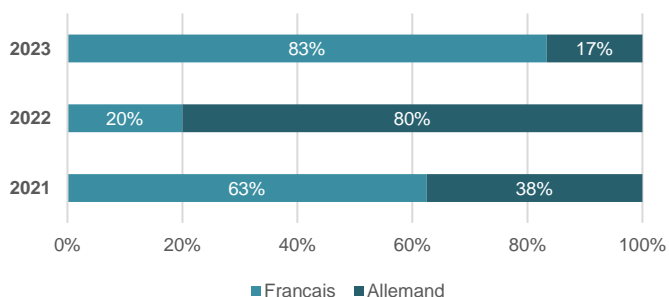
3.11.2 Charge de travail – statistiques

3.11.2.1 Statistique générale

CRU - charge de travail 2021-2023



CRU - langue des affaires liquidées 2021-2023



3.11.3 Rapport détaillé de la Commission de recours de l'Université

[Lien.](#)

3.12 Commission de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail CCEGAL

Mission et compétences

La loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes (LEg) prévoit que chaque canton désigne un office de conciliation, chargé de conseiller gratuitement les parties et de les aider à trouver un accord. Cette commission, indépendante des tribunaux, se penche sur les cas de discrimination fondée sur le sexe dans les rapports de travail dont fait partie le harcèlement sexuel. Elle peut aussi être sollicitée si un cas présente des soupçons de discrimination.

Sous la direction d'un-e président-e, cette commission siège à quatre assesseurs/es, soit deux hommes et deux femmes. Parmi ces assesseur-e-s, deux représentent les employeur-e-s, un-e les travailleurs et travailleuses et un-e les organisations féminines. C'est à cette commission qu'il faut adresser une demande de conciliation et c'est elle qui délivrera, le cas échéant, l'acte de non-conciliation à la suite duquel le tribunal doit être saisi dans les trois mois.

Pour les litiges relevant de rapports de travail de droit privé, la partie demanderesse peut décider unilatéralement de renoncer à la procédure de conciliation. Pour les rapports de droit public, la personne qui invoque une discrimination fondée sur le sexe peut demander un avis à la commission, lorsqu'elle fait recours contre une décision de première instance.

Site du Pouvoir judiciaire : <https://www.fr.ch/institutions-et-droits-politiques/justice/pouvoir-judiciaire-commission-de-conciliation-en-matiere-degalite-entre-les-sexes-dans-les-rapports-de-travail>.

Organisation et composition au 31.12.2023

Suat Ayan Janse van Vuuren, Présidente ; Anastasia Zacharatos, Présidente suppléante

Viviane Collaud, Reto Julmy, assesseur-e-s (employeur-se-s) ; Daniel Bürdel, Jean-Daniel Wicht, assesseurs suppléants (employeur-se-s) ; Raphaël Brandt, René Nicolet, assesseurs (travailleur-se-s) ; Lutfey Kaya, assesseure suppléante (travailleur-se-s) ; Nicole Schmutz Larequi, assesseure (organisations féminines) ; Isabelle Brunner Wicht, assesseure suppléante (organisations féminines)

Anouchka Chardonnens, secrétaire juriste

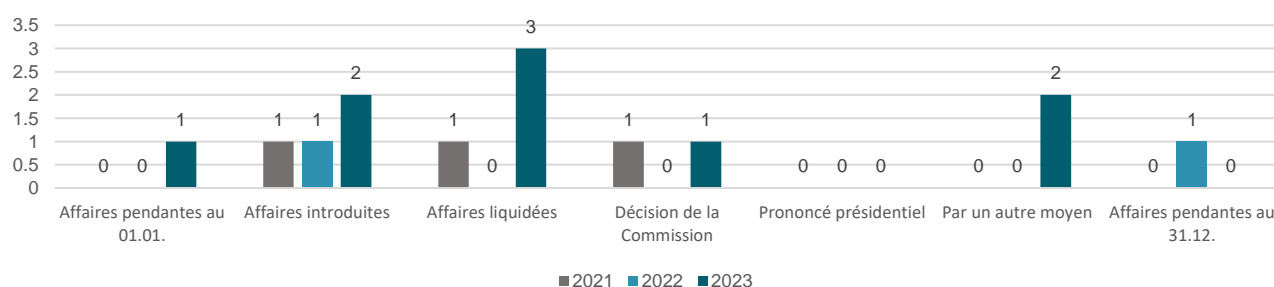
3.12.1 Remarques sur l'activité

Malgré un rappel du contenu de l'art. 62 al. 1a let. a LJ (cf. point 1.9.4.), la Commission n'a enregistré que deux affaires en 2023.

3.12.2 Charge de travail - statistiques

3.12.2.1 Statistique générale

CCEGAL - charge de travail 2021-2023



Langue des affaires liquidées	2021	2022	2023
Affaires en français	0	0	3
Affaires en allemand	1	0	0

3.12.3 Rapport détaillé de la Commission de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail

[Lien.](#)

3.13 Commission de recours en matière d'améliorations foncières CRAF

Mission et compétences

La Commission de recours en matière d'améliorations foncières CRAF exerce ses attributions selon le code de procédure et de juridiction administrative.

Les décisions du comité et celles de la commission de classification d'un syndicat d'améliorations foncières sont notamment susceptibles d'opposition auprès de l'organe qui a rendu la décision (art. 197 al. 1 let. a LAF). Les décisions rendues sur opposition peuvent faire l'objet d'un recours auprès de la CRAF (art. 203 al. 1 LAF).

La procédure administrative est en principe applicable sous réserve des règles spécifiques des art. 203 à 207 LAF (art. 76 à 100 CPJA). La CRAF statue en dernière instance cantonale (art. 203 al. 3 LAF).

Site du Pouvoir judiciaire : <https://www.fr.ch/pj/institutions-et-droits-politiques/justice/pouvoir-judiciaire-commission-de-recours-en-matiere-dameliorations-foncieres-instance-cantonale-unique>

Organisation et composition au 31.12.2023

Jacques Menoud, Président ; Thomas Meyer, Vice-président

Jean-Bernard Bapst, Felix Bärtschi, Yvan Chassot, Jacques Genoud, René Hirsiger, Sylvie Mabillard, Joseph Rhème, Dominique Schaller, Assesseurs

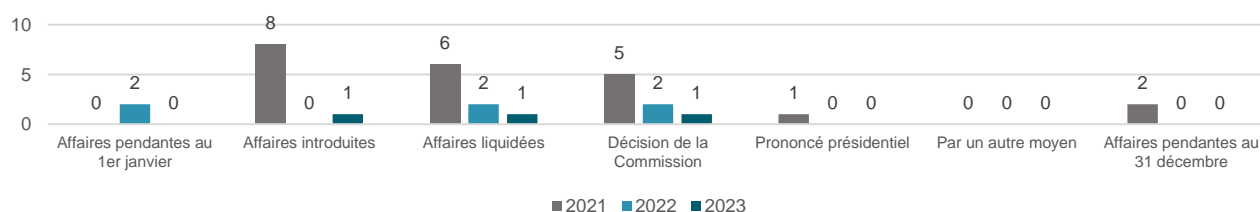
3.13.1 Remarques sur l'activité

La Commission est à jour : aucune affaire pendante au 31 décembre 2023.

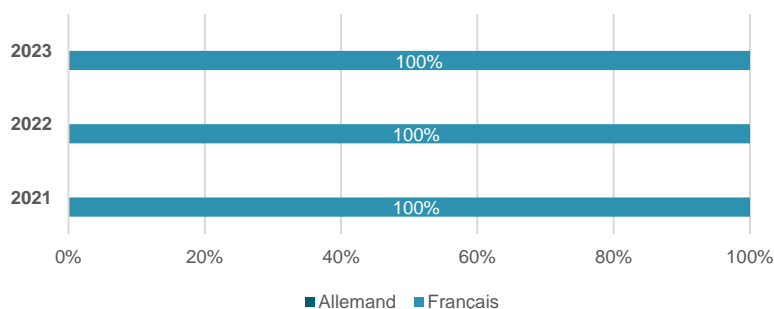
3.13.2 Charge de travail – statistiques

3.13.2.1 Statistique générale

CRAF - charge de travail 2021-2023



CRAF - langue des affaires liquidées 2021-2023



3.13.3 Rapport détaillé de la Commission de recours en matière d'améliorations foncières

[Lien.](#)

3.14 Commission d'expropriation CEXP

Mission et compétences

La Commission d'expropriation CEXP connaît de toutes les questions d'estimation que la loi sur l'expropriation ne place pas dans la compétence d'une autre autorité, ainsi que des demandes d'indemnisation pour cause d'expropriation matérielle. Elle exerce en outre les attributions que d'autres dispositions du droit cantonal confèrent au juge de l'expropriation, formellement ou par des expressions équivalentes (art. 3), par exemple des demandes d'indemnité d'un propriétaire à son voisin, en application de la loi sur l'aménagement du territoire et les constructions.

La procédure devant la Commission est réglée par la loi qui l'institut ainsi que par le Code de procédure et de juridiction administrative. Ses décisions sont sujettes à recours au Tribunal cantonal.

Site du Pouvoir judiciaire : <https://www.fr.ch/pj/institutions-et-droits-politiques/justice/pouvoir-judiciaire-commission-dexpropriation>.

Organisation et composition au 31.12.2023

Anna Noël, Présidente ; Antonin Charrière, Danielle Julmy, Vice-présidents

Gérald Cantin, Pascal Chassot, Olivier Chenevert, Marie Angelina Cécika Christen, Nicolas Paul Corpataux, Lorenz Fivian, Andreas Freiburghaus, Jacqueline Giroud, German Imoberdorf, Jean-Marc Sallin, Patrik Schaller, Noël Schneider, Imre Schnierer, Elodie Surchat, Victorine Alice van Zanten, Assesseurs

Carine Sottas et Cornelia Mooser, Secrétaires

3.14.1 Remarques sur l'activité

Les demandes d'indemnité augmentent chaque année.

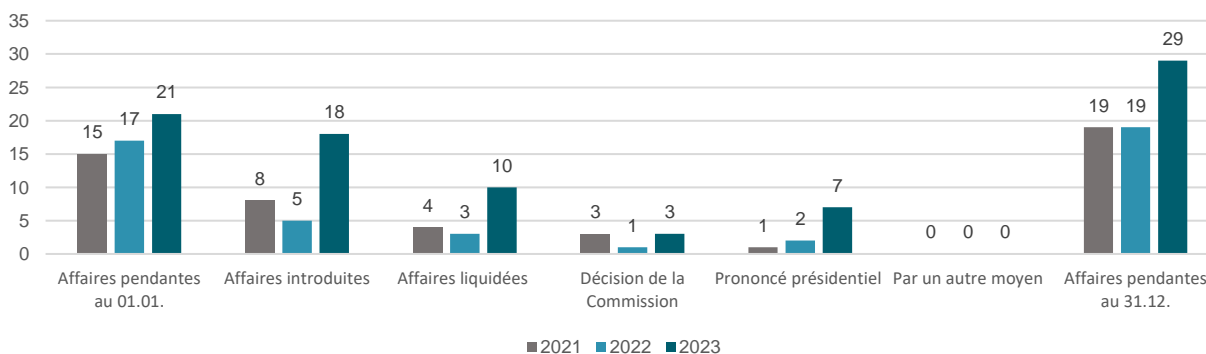
18 nouvelles affaires ont été introduites en 2023 : douze demandes d'indemnité pour expropriation matérielle et six demandes d'expropriation formelle.

La Commission a rendu trois décisions tranchant le principe d'expropriation matérielle.

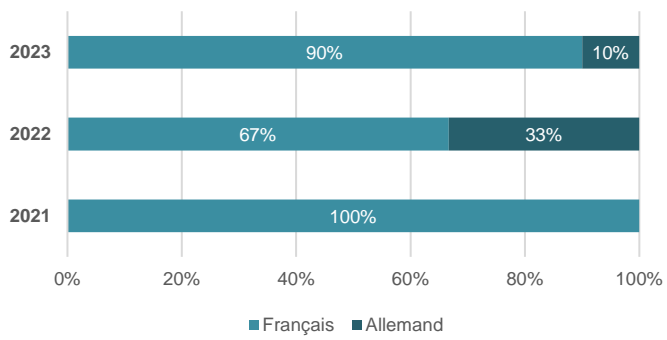
3.14.2 Charge de travail – statistiques

3.14.2.1 Statistique générale

CEXP - charge de travail 2021-2023



CEXP - langue des affaires liquidées 2021-2023



3.14.3 Rapport détaillé de la Commission d'expropriation

[Lien.](#)

3.15 Autorité de surveillance du registre foncier ASRF

Mission et compétences

L'Autorité est chargée de la surveillance et du contrôle judiciaire de la tenue du registre foncier. D'une part, elle inspecte une fois par an chaque service chargé de la tenue du registre foncier. D'autre part, elle statue, sous réserve de recours au Tribunal cantonal, sur les recours interjetés contre les décisions du conservateur ou de la conservatrice du registre foncier.

Site du Pouvoir judiciaire <https://www.fr.ch/institutions-et-droits-politiques/justice/pouvoir-judiciaire-autorite-de-surveillance-du-registre-foncier>.

Organisation et composition au 31.12.2023

Bettina Hürlimann-Kaup, Présidente ; Julien Francey, Vice-président

Rose-Marie Genoud, membre ; Jérôme Delabays, Sébastien Dorthe, Christoph Siegfried Julius Merk, membres suppléants
Xavier Morard, secrétaire-juriste

3.15.1 Remarques sur l'activité

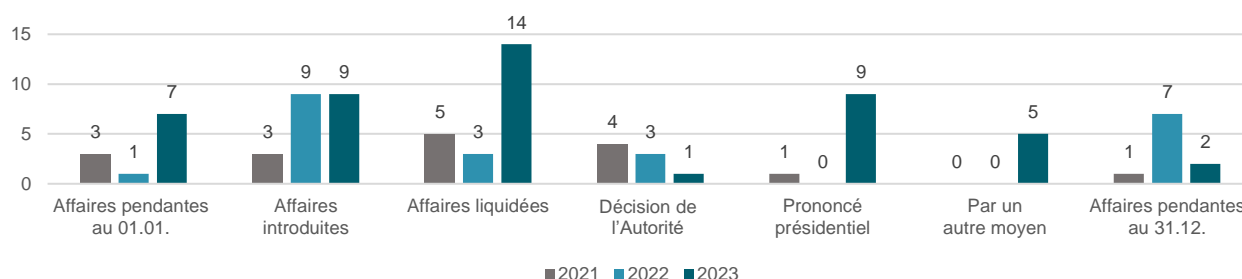
L'Autorité de surveillance du registre foncier a liquidé les affaires courantes et traité les questions juridiques. Elle a en outre visité tous les Registres fonciers en 2023 et a procédé à des contrôles par sondages.

Durant cet exercice, l'Autorité a pu se concentrer en particulier sur la surveillance judiciaire, une partie importante de l'activité de la surveillance administrative étant exercée par la Direction des finances depuis janvier 2023, dans l'esprit d'une solution transitoire. Une solution pérenne devra impérativement être instituée.

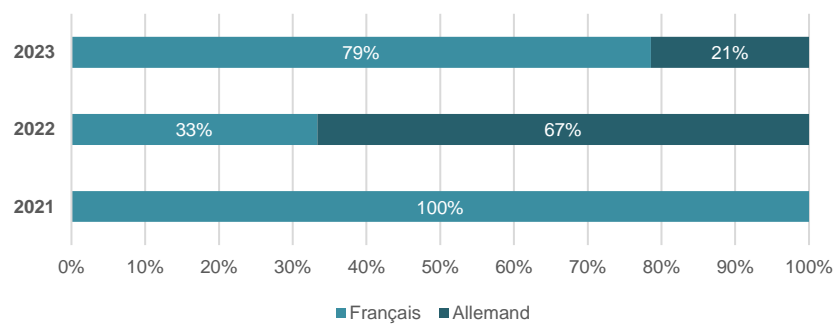
3.15.2 Charge de travail – statistiques

3.15.2.1 Statistique générale

ASRF - charge de travail 2021-2023



ASRF - langue des affaires liquidées 2021-2023



3.15.3 Rapport détaillé de l'Autorité de surveillance du registre foncier

[Lien.](#)

3.16 Commission de recours en matière de premier relevé CRPR

Mission et compétences

La Commission de recours en matière de premier relevé CRPR traite les recours en matière de nouvelle mensuration parcellaire selon la législation spéciale. Elle statue en dernière instance cantonale et œuvre sous la surveillance du Conseil de la magistrature. De par sa composition, elle garantit une prise en compte qualifiée aussi bien des aspects liés aux droits et obligations de personnes touchées que des aspects spécifiques de la mensuration.

De plus, la présence ordinaire de tous les actrices et acteurs impliqués (partie recourante, géomètre intimé, personnes intéressées, témoins) aux débats publics permet d'une manière générale une meilleure compréhension des tenants et aboutissant du droit et de la mensuration dont il est en question.

Site du Pouvoir judiciaire : <https://www.fr.ch/institutions-et-droits-politiques/justice/pouvoir-judiciaire-commission-de-recours-en-matiere-de-premier-releve-instance-cantonale-unique>.

Organisation et composition au 31.12.2023

Alice Reichmuth Pfammatter, Présidente ; Marc Zürcher, Vice-président

Xavier Angéloz, Yvan Chassot, Luc Déglise, Daniel Kaeser, Marcel Koller, Giacinto Zucchini, Assesseurs

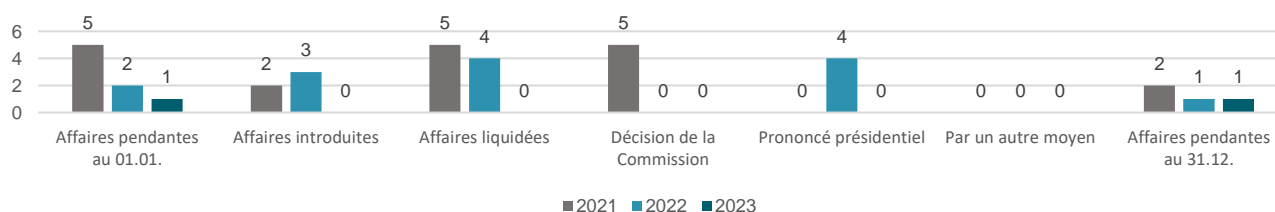
3.16.1 Remarques sur l'activité

Avec une affaire pendante, la Commission de recours est à jour.

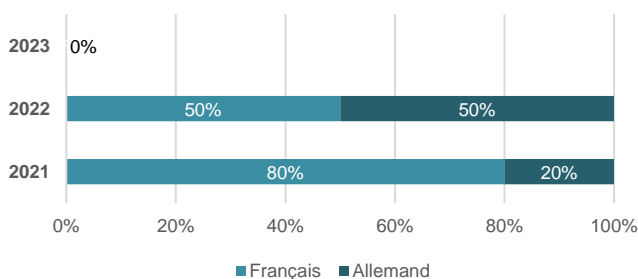
3.16.2 Charge de travail – statistiques

3.16.2.1 Statistique générale

CRPR - charge de travail 2021-2023



CRPR - langue des affaires liquidées 2021-2023



3.16.3 Rapport détaillé de la Commission de recours en matière de premier relevé

[Lien.](#)

3.17 Tribunal arbitral en matière d'assurance maladie et accidents TARB

Mission et compétences

Le Tribunal arbitral, compétent en matière de litiges entre assureurs et fournisseurs de prestations dans les domaines de l'assurance-accidents et de l'assurance-maladie (cf. art. 89 al. 1 LAMal et art. 57 al. 1 LAA), est désigné par les cantons et se compose d'un président neutre et de représentants des parties en nombre égal (art. 89 al. 4 LAMal et art. 57 al. 3 LAA). Le droit fédéral prévoit que la procédure est fixée par le droit cantonal (art. 89 al. 5 LAMal et art. 57 al. 3 LAA).

La loi et le règlement ne décrivent pas précisément, ce qu'il faut entendre par litiges au sens de l'art. 89 al. 1 LAMal et/ou l'art. 57 al. 1 LAA. D'après la jurisprudence et la doctrine, la compétence matérielle du tribunal arbitral suppose que le litige ait pour objet les relations juridiques qui ressortent à l'assurance-maladie et l'assurance-accidents.

Site du Pouvoir judiciaire : <https://www.fr.ch/pj/institutions-et-droits-politiques/justice/pouvoir-judiciaire-tribunal-arbitral-en-matiere-dassurance-maladie-et-accidents-instance-cantonale-unique>.

Organisation et composition au 31.12.2023

Anne-Sophie Peyraud, Présidente

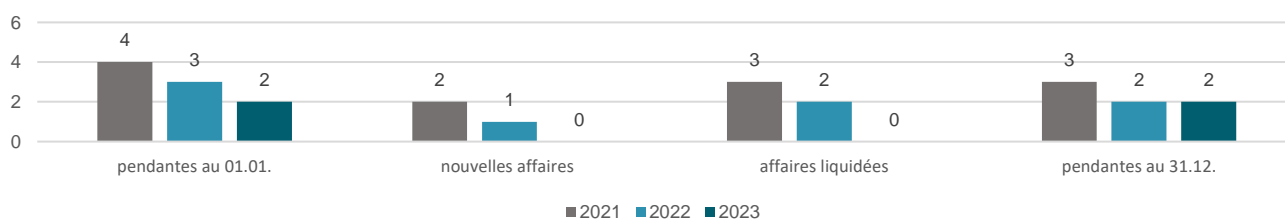
3.17.1 Remarques sur l'activité

L'activité du Tribunal arbitral en 2023 a été très réduite en raison du fait qu'aucune nouvelle affaire n'a été enregistrée. Par ailleurs, le plus ancien dossier pendant est toujours suspendu jusqu'à droit connu sur une affaire similaire dans un autre canton. Un arrêt du Tribunal fédéral était attendu en lien avec la seconde affaire pendante ; ce jugement étant tombé à l'automne 2023, une séance de conciliation va pouvoir être mise sur pied début 2024.

3.17.2 Charge de travail – statistiques

3.17.2.1 Statistique générale

TARB - charge de travail 2021-2023



3.17.3 Rapport détaillé du Tribunal arbitral en matière d'assurance maladie et accidents

[Lien.](#)

Jahresbericht

—

2023



**POUVOIR JUDICIAIRE
GERICHTSBEHÖRDEN**

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

**Conseil de la magistrature CM
Justizrat JR**

Inhaltsverzeichnis

1	Justizrat	6
1.1.	Rat und Sekretariat	6
1.2.	Umzug des Rats	7
1.3.	Plenar- und Kommissionssitzungen	7
1.4.	Wahlen, Ernennungen, Rücktritte und Änderungen von Beschäftigungsgraden	7
1.4.1.	Wahlen	7
1.4.2.	Ernennungen	11
1.5	Aufsichtsbefugnis	12
1.5.1	Administrativaufsicht	12
1.5.2	Disziplinarische Aufsicht	13
1.5.3	Aufhebung der Immunität	14
1.6	Kommunikation	14
1.7	Vernehmlassungen	14
1.8	Umfragen	14
1.9	Analyse der Gerichtsbehörden und Leitplan für Gerichtsbehörden	15
1.10	Verschiedenes	16
1.10.1	Justizkommission des Grossen Rates	16
1.10.2	Jahresberichte des Justizrates und der Gerichtsbehörden	16
1.10.3	Gerichtsarchive	16
1.10.4	Hinweis auf Art. 62 Abs. 1a Bst. a JG	17
1.10.5	Programm E-Justice	17
1.10.6	Informationsaustausch	17
1.10.7	Aufsichtsbehörde über das Grundbuch und Finanzdirektion	17
1.10.8	Weiterbildung der Magistratspersonen	17
1.10.9	Überstunden der Magistratspersonen	18
1.10.10	Neues Programm für die Personalrekrutierung	18
2	Das Gerichtswesen im Jahr 2023	19
2.1	Zusammenfassung und wichtige Ereignisse des Jahres	19
2.1.1	Arbeitslast und Ausstattung der Gerichtsbehörden	19
2.1.2	Räumlichkeiten	20
2.1.3	Gehälter von Magistratspersonen und Beisitzerinnen und Beisitzern	20
2.1.4	Dossierverwaltungsprogramm für die Geschäftsverwaltung der Oberämter	21

2.2	Informatik	21
2.2.1	Informatik-Kompetenzzentrum der Gerichtsbehörden - JUS-TIC	21
2.2.2	Digitalisierung der Gerichtsbehörden	22
2.2.3	Neue Citrix-Arbeitsumgebung	22
2.2.4	Informatik der verschiedenen Kommissionen, die den Gerichtsbehörden zugewiesen sind	22
2.3	Arbeitsbelastung (Neueingänge und erledigte Dossiers)	23
2.3.1	Neueingänge	25
2.3.2	Erledigte Angelegenheiten	26
2.4	Personalausstattung der Gerichtsbehörden 2023	27
3	Tätigkeit der Gerichtsbehörden	28
<hr/>		
3.1	Kantonsgericht KG	28
3.1.1	Personalressourcen	29
3.1.2	Bemerkungen zur Tätigkeit	29
3.1.3	Arbeitslast – Statistik	30
3.1.4	Detaillierter Tätigkeitsbericht des Kantonsgerichts	36
3.2	Staatsanwaltschaft StA	37
3.2.1	Personalressourcen	37
3.2.2	Bemerkungen zur Tätigkeit	38
3.2.3	Arbeitslast - Statistik	38
3.2.4	Detaillierter Tätigkeitsbericht der Staatsanwaltschaft	40
3.3	Zwangsmassnahmengericht ZMG	41
3.3.1	Personalressourcen	41
3.3.2	Bemerkungen zur Tätigkeit	42
3.3.3	Arbeitslast - Statistik	42
3.3.4	Detaillierter Tätigkeitsbericht des Zwangsmassnahmengerichts	42
3.4	Jugendstrafgericht JSG	43
3.4.1	Personalressourcen	43
3.4.2	Bemerkungen zur Tätigkeit	44
3.4.3	Arbeitslast - Statistik	44
3.4.4	Detaillierter Tätigkeitsbericht des Jugendstrafgerichts	45
3.5	Gerichtsunabhängige Justizbehörde GUJB	46
3.5.1	Personalressourcen	46
3.5.2	Bemerkungen zur Tätigkeit	47
3.5.3	Arbeitslast – Statistik	47
3.5.4	Detaillierter Tätigkeitsbericht der Gerichtsunabhängigen Justizbehörde	48

3.6	Wirtschaftsstrafgericht WSG	49
3.6.1	Personalressourcen	49
3.6.2	Bemerkungen zur Tätigkeit	50
3.6.3	Arbeitslast – Statistik	50
3.6.4	Detaillierter Tätigkeitsbericht des Wirtschaftsstrafgerichtes	50
3.7	Bezirksgerichte BG	51
3.7.1	Personalressourcen	51
3.7.2	Arbeitslast – Statistik	53
3.7.2.1	Allgemein	53
3.7.3	Bezirksgericht Saane BGSA	70
3.7.4	Bezirksgericht Sense BGSEN	73
3.7.5	Bezirksgericht Greyerz BGGR	76
3.7.6	Bezirksgericht See BGSEE	79
3.7.7	Bezirksgericht Glane BGGL	82
3.7.8	Bezirksgericht Broye BGBR	85
3.7.9	Bezirksgericht Vivisbach BGVI	88
3.8	Friedensgerichte FG	91
3.8.1	Personalressourcen	92
3.8.2	Arbeitslast – Statistik	93
3.8.3	Friedensgericht Saane FGSA	100
3.8.4	Friedensgericht Sense FGSEN	102
3.8.5	Friedensgericht Greyerz FGGR	104
3.8.6	Friedensgericht See FGSEE	106
3.8.7	Friedensgericht Glane FGGL	108
3.8.8	Friedensgericht Broye FGBR	110
3.8.9	Friedensgericht Vivisbach FGVI	112
3.9	Oberämter OA	114
3.9.1	Strafrechtliche Tätigkeit der Oberämter - Arbeitslast - Statistik	114
3.9.2	Oberamt Saane OASA	116
3.9.3	Oberamt Sense OASEN	117
3.9.4	Oberamt Greyerz OAGR	118
3.9.5	Oberamt See OASEE	119
3.9.6	Oberamt Glane OAGL	120
3.9.7	Oberamt Broye OABR	121
3.9.8	Oberamt Vivisbach OAVI	122

3.10	Schlichtungskommissionen für Mietsachen SKM	123
3.10.1	Arbeitslast - Statistik	123
3.10.2	Schlichtungskommission für Mietsachen des Saanebezirks SKMSA	125
3.10.3	Schlichtungskommission für Mietsachen des Sense- und Seebezirks SKMSS	126
3.10.4	Schlichtungskommission für Mietsachen des Greyerz-, Glane-, Broye- und Vivisbachbezirks SKMSÜD	127
3.11	Rekurskommission der Universität RKU	128
3.11.1	Bemerkungen zur Tätigkeit	128
3.11.2	Arbeitslast – Statistik	128
3.11.3	Detaillierter Tätigkeitsbericht der Rekurskommission der Universität	129
3.12	Schlichtungskommission für die Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben SKGLEICH	130
3.12.1	Bemerkungen zur Tätigkeit	130
3.12.2	Arbeitslast – Statistik	130
3.12.3	Detaillierter Tätigkeitsbericht der Schlichtungskommission für die Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben	131
3.13	Rekurskommission für Bodenverbesserungen RKBV	132
3.13.1	Bemerkungen zur Tätigkeit	132
3.13.2	Arbeitslast – Statistik	132
3.13.3	Detaillierter Tätigkeitsbericht der Rekurskommission für Bodenverbesserungen	132
3.14	Enteignungskommission ENTK	133
3.14.1	Bemerkungen zur Tätigkeit	133
3.14.2	Arbeitslast – Statistik	133
3.14.3	Detaillierter Tätigkeitsbericht der Enteignungskommission	134
3.15	Aufsichtsbehörde über das Grundbuch ABGB	135
3.15.1	Bemerkungen zur Tätigkeit	135
3.15.2	Arbeitslast – Statistik	135
3.15.3	Detaillierter Tätigkeitsbericht der Aufsichtsbehörde über das Grundbuch	136
3.16	Rekurskommission für die Ersterhebung RKEH	137
3.16.1	Bemerkungen zur Tätigkeit	137
3.16.2	Arbeitslast – Statistik	137
3.16.3	Detaillierter Tätigkeitsbericht der Rekurskommission für die Ersterhebung	137
3.17	Schiedsgericht in Sachen Kranken- und Unfallversicherung SCHG	138
3.17.1	Bemerkungen zur Tätigkeit	138
3.17.2	Arbeitslast – Statistik	138
3.17.3	Detaillierter Tätigkeitsbericht des Schiedsgerichts in Sachen Kranken- und Unfallversicherung	138

Einleitung

In Artikel 127 Abs. 3 der Verfassung des Kantons Freiburg ist vorgesehen, dass der Justizrat den Grossen Rat jährlich über seine Tätigkeit informiert.

Der Bericht ist in drei Teile gegliedert. Der erste Teil befasst sich mit der eigentlichen Tätigkeit des Justizrats. Der zweite Teil stellt eine Zusammenfassung der wichtigsten Elemente der Gerichtstätigkeit im Laufe dieses Geschäftsjahres dar. Der dritte Teil schliesslich widmet sich den verschiedenen Gerichtsbehörden. Für jede dieser organisatorischen Einheiten führt ein elektronischer Link zu ihren offiziellen Berichten und detaillierten Statistiken, die nach einem einheitlichen, vom Rat zur Verfügung gestellten Formular erstellt wurden.

1 Justizrat

Aufgabe und Zuständigkeit

Der Justizrat JR übt die Aufsicht über die Gerichtsbehörden und die Staatsanwaltschaft aus. Er ist gegenüber der gesetzgebenden, der vollziehenden und der richterlichen Gewalt unabhängig.

Der Justizrat befasst sich mit der administrativen und disziplinarischen Aufsicht über die Gerichtsbehörden und die Staatsanwaltschaft. Die administrative Aufsicht beinhaltet die Prüfung der Jahresberichte und die jährliche Inspektion der Gerichtsbehörden und der Staatsanwaltschaft. Die administrative Aufsicht über die erstinstanzlichen Gerichtsbehörden kann für eine begrenzte Zeit dem Kantonsgericht übertragen werden. Der Justizrat nimmt zuhanden des Grossen Rates Stellung zu Bewerbungen für die Stellen der richterlichen Gewalt und der Staatsanwaltschaft. Weiter kann er gegenüber den Gerichtsbehörden und der Staatsanwaltschaft Weisungen erlassen, Instruktionen erteilen und andere notwendige Massnahmen treffen.

Webseite JR: <https://www.fr.ch/de/gb/jr>.

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2023

Johannes Frölicher, Präsident; Damien Colliard, Vizepräsident; Nicolas Charrière, Alessia Chocomeli, Michel Heinzmann, Romain Collaud, Gaël Gobet, Katharine Thalmann-Bolz, Caroline Gauch, Mitglieder

- > Wahlkommission: Damien Colliard, Präsident; Johannes Frölicher, Katharina Thalmann-Bolz, Mitglieder
- > Kommission für die disziplinarische Aufsicht: Nicolas Charrière, Präsident; Alessia Chocomeli, Michel Heinzmann, Mitglieder
- > Kommission für die administrative Aufsicht: Caroline Gauch, Präsidentin; Romain Collaud, Gaël Gobet, Mitglieder
- > Sekretariat: Marjorie Jaquet, Generalsekretärin; Yolande Brünisholz, Sekretärin

1.1. Rat und Sekretariat

In diesem Berichtsjahr hat der Justizrat (Rat oder JR) keine Änderung in seiner Zusammensetzung erfahren.

Hingegen wurden einige Kommissionen umgebildet. Michel Heinzmann verliess auf seinen Wunsch hin die Wahlkommission, um der Kommission für die disziplinarische Aufsicht beizutreten. Es gab eine Rochade mit Damien Colliard, der das Präsidium der Wahlkommission übernahm. Damien Colliard, der 2022 für eine weitere Amtszeit von fünf Jahren gewählt wurde, wurde ausserdem für weitere drei Jahre als Vizepräsident bestätigt.

Das Personal des Sekretariats besteht aus Marjorie Jaquet, Generalsekretärin, und Yolande Brünisholz-Waeber, Sekretärin.

Ratspräsident Johannes Frölicher ist zusammen mit dem Sicherheits-, Justiz- und Sportdirektor Mitauftraggeber des Programms E-Justice, das die Digitalisierung der Justiz zum Ziel hat. Marjorie Jaquet vertritt den Rat in der Informatikkommission für die Gerichtsbehörden (IKGB) und setzt ausserdem ihre Tätigkeit zu 10 % für das Programm E-Justice fort.

1.2. Umzug des Rats

Um zusätzliche Räumlichkeiten für das Zwangsmassnahmengericht freizumachen, zog der Rat im April 2023 in die Räumlichkeiten an der Postgasse 1 um. Diese Räumlichkeiten sind provisorisch, bis das Hochbauamt eine endgültige Lösung findet.

Der Rat nutzte den Umzug für eine umfangreiche Archivierung seiner Akten.

1.3. Plenar- und Kommissionssitzungen

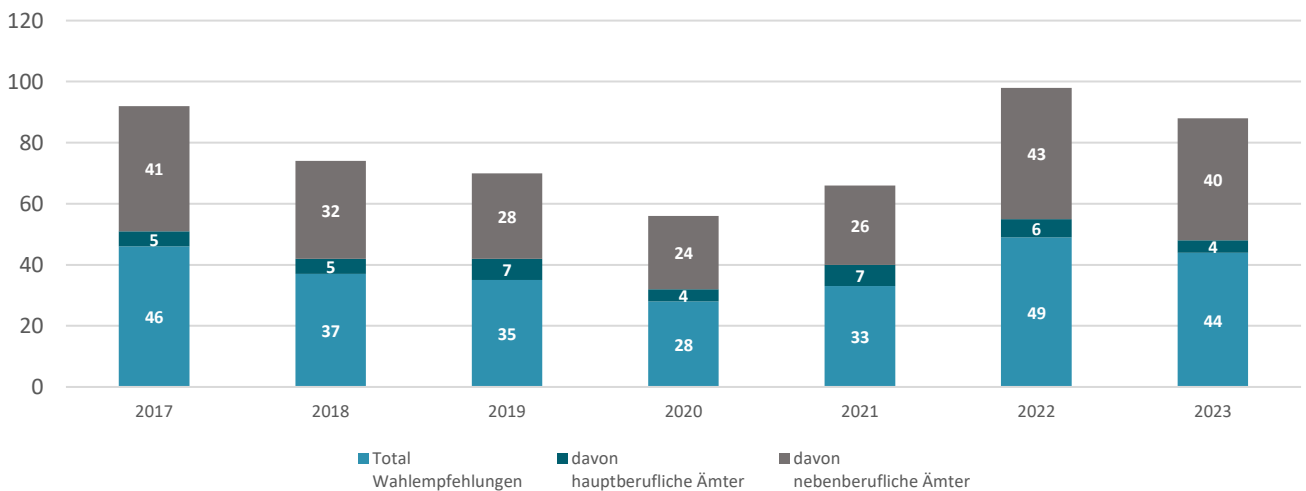
2023 hielt der Rat fünfzehn Plenarsitzungen ab. Er tagte bis im April in den Räumlichkeiten der Staatskanzlei, damit sein Sitzungszimmer einer Richterin des Zwangsmassnahmengerichts zur Verfügung stehen konnte. Nach seinem Umzug konnte er das Sitzungszimmer an der Postgasse benutzen.

Die Kommissionen traten je nach Bedarf in Präsenzsitzungen oder per Videokonferenz zusammen. Ausserdem führte der Rat Inspektionen der Gerichtsbehörden durch. Die Wahlkommission führte die Anhörungen der Kandidatinnen und Kandidaten durch, die sich für ein Amt als Berufsrichterin oder Berufsrichter bewarben.

1.4. Wahlen, Ernennungen, Rücktritte und Änderungen von Beschäftigungsgraden

1.4.1. Wahlen

Wahlen - Stellungnahmen des Justizrates - 2017-2023



Wahlen 2023

Gewählte Personen	Funktion	Abgelöste Personen
Kantonsgericht		
Stéphanie Uwineza Colella	Kantonsrichter/in 100%	Marianne Jungo
Vanessa Thalmann	Kantonsrichter/in 70%	Yann Hofmann
Philippe Tena	Ersatzrichter/in	Erika Schnyder
Marianne Jungo	Ersatzrichter/in	Neues Amt
Keine Neubesetzung im Jahr 2023	Ersatzrichter/in	Stéphanie Uwineza Colella
Jugendstrafgericht		
Daniel Thomas Wirth	Beisitzer/in	Irène Hämmerli
Inès Bruggisser	Ersatzbeisitzer/in	Nicolas Rime
Bezirksgericht Saane		
Vanessa Winckler	Beisitzer/in	Sandra Herren
Johan Dick	Beisitzer/in	Yolande Flury
Gilles de Reyff	Beisitzer/in	Louis Singy
Bezirksgericht Broye		
Anita Moullet	Beisitzer/in	Claire-Lise Sudan
Roman Hapka	Beisitzer/in	Francis Marchand
Bezirksgericht See		
Amt bereits neubesetzt 09.2022	Beisitzer/in	Jonas Petersen
Bezirksgericht Sense		
Stephan Schick	Beisitzer/in	Robert Aeberhard
Bezirksgericht Vivisbach		
Aurélien Espinasse	Beisitzer/in	Jean-Bernard Jaquet
Arbeitsgericht Greyerz		
Maude Duc-Brunner	Beisitzer/in (Arbeitnehmer/in)	Pierre Rouiller
Christian Schafer	Ersatzbeisitzer/in (Arbeitgeber/in)	Philippe Clément
Arbeitsgericht Broye		
Roland Waeber	Beisitzer/in (Arbeitnehmer/in)	Neues Amt
Laurent Derivaz	Beisitzer/in (Arbeitgeber/in)	Neues Amt
Patrick Pillonel	Ersatzbeisitzer/in (Arbeitgeber/in)	Francis Michel

Wahlen 2023

Gewählte Personen

Funktion

Abgelöste Personen

Arbeitsgericht Saane

Maude Borgognon

Ersatzbeisitzer/in
(Arbeitnehmer/in)

Marc Fischer

Gilberto d'Alessandro

Ersatzbeisitzer/in
(Arbeitnehmer/in)

Neues Amt

Arbeitsgericht Sense

Christa Baeriswyl

Ersatzbeisitzer/in
(Arbeitnehmer/in)

Urs Maurer

Arbeitsgericht See

Christine Joller

Präsident/in 10%

Neues Amt

Josef Haag

Ersatzbeisitzer/in
(Arbeitnehmer/in)

Anne-Marie Coopt

Mietgericht Sense und See

Alicia Daniela Loosli

Präsident/in 10%

Neues Amt

Mischa Poffet

Ersatzbeisitzer/in (Mieter/in)

Ivo Hubmann

Friedensgericht Saane

Yvan Sallin

Beisitzer/in (Sozialwesen)

Lucas Chocomeli

Jean-Louis Sciboz

Beisitzer/in (Sozialwesen)

Christian Seydoux

Anne Schrago

Beisitzer/in (Sozialwesen)

Michel Allemann

Friedensgericht Greyerz

Annette Denise Menoud

Beisitzer/in
(Rechnungsprüfung)

Virginie Oliveira da Silva

Delphine Dougoud

Beisitzer/in
(Rechnungsprüfung)

Daniel Bovigny

Yves Charles Erwan Gremion

Beisitzer/in (Sozial- und/oder
Erziehungswesen)

Elisabeth Dunand

Christine Raboud

Beisitzer/in
(Rechnungsprüfung)

Neues Amt

Friedensgericht Broye

Elisabeth Chardonens

Beisitzer/in (Buchhaltung,
Vermögensverwaltung)

Sylvie Bise

Keine Neubesetzung im Jahr 2023

Beisitzer/in
(Sozialversicherungen, Bereich
Landwirtschaft)

Benoît Rimaz

Wahlen 2023		
Gewählte Personen	Funktion	Abgelöste Personen
Friedensgericht Glane		
Keine Neubesetzung im Jahr 2023	Beisitzer/in	Mélanie Robyr Jaques
Laurent Périsset	Beisitzer/in (psychische Gesundheit und Sucht)	Marguerite Morand-Delabays
Rita Menoud	Beisitzer/in (Soziales - Erziehung - Coaching - Psychologie)	Bernard Sansonnens
Friedensgericht Vivisbach		
Maria José Oriola Bicho	Beisitzer/in (Psychologie/Medizin)	Charles Ducrot
Marta Preti	Beisitzer/in (Psychologie/Medizin)	Simon Cottet
Aufsichtsbehörde über das Grundbuch		
Sébastien Dorthe	Ersatzmitglied	Maryse Pradervand-Kernen
Julien Francey	Mitglied	Pierre-Henri Gapany
Rekurskommission der Universität		
Keine Neubesetzung im Jahr 2023	Beisitzer/in	Sarah Riedo
Enteignungskommission		
Antonin Charrière	Vizepräsident/in	Pierre-Henri Gapany
Simone Zurwerra	Vizepräsident/in	Danielle Julmy
Schlichtungskommission für Mietsachen Sense und See		
Gilberte Schär	Beisitzer/in (Eigentümer/in)	Jean-Claud Goldschmid
Dominique Murielle Studer	Beisitzer/in (Eigentümer/in)	Neues Amt
Keine Neubesetzung im Jahr 2023	Beisitzer/in (Mieter/in)	Gabriella Weber Morf
Schlichtungskommission für Mietsachen Saane		
Frédéric Baechler	Beisitzer/in (Eigentümer/in)	Ragonesi Olivier

Der Rat spricht allen Personen, die für die Gerichtsbehörden tätig waren, seinen Dank aus.

In seiner Tätigkeit für die Wahl von Beisitzerinnen und Beisitzern stellt der Rat fest, dass einige Stellenausschreibungen ohne Resonanz blieben. Verfahren für Ämter in Gerichten und Kommissionen mit paritätischen Vertretungen oder solchen, die sehr spezifische Kenntnisse erfordern, sind äusserst problematisch. Der Rat bedauert diese Situation, kann jedoch nichts dagegen unternehmen, zumal auch die Kontaktaufnahme mit den verschiedenen Standesorganisationen keine Änderung bewirkte.

Auch die Besetzung der Ämter, für die zweisprachige Personen gesucht werden, die sowohl an französisch- als auch an deutschsprachigen Sitzungen teilnehmen können, gestaltet sich schwierig.

1.4.2. Ernennungen

Der Rat ist in aussergewöhnlichen und dringenden Situationen befugt, von sich aus eine Richterin oder einen Richter für eine Dauer von bis zu sechs Monaten zu ernennen (Art. 91 Abs. 1 Bst. d JG). Wenn es wahrscheinlich ist, dass eine Magistratsperson für eine längere Zeit verhindert sein wird, kann er sie mit Genehmigung des Grossen Rates und nach Stellungnahme der Justizkommission für höchstens zwölf Monate ersetzen (Art. 91 Abs. 1 Bst. d^{bis} JG).

Ausserdem haben jede Berufsrichterin und jeder Berufsrichter für den Fall einer Verhinderung eine oder einen oder mehrere ordentliche Stellvertreterinnen und Stellvertreter. Die Stellvertreterin oder der Stellvertreter wird vom Justizrat unter den Berufsrichterinnen oder Berufsrichtern der betreffenden Gerichtsbehörde in allen Bezirken ausgewählt; sie oder er muss über die gleichen fachlichen und sprachlichen Kompetenzen verfügen, um die Fälle der verhinderten Richterin oder des verhinderten Richters angemessen behandeln zu können. Die Bestimmungen über die Ernennung einer Stellvertreterin oder eines Stellvertreters für die Generalstaatsanwältin oder den Generalstaatsanwalt und die Richterinnen und Richter des Kantonsgerichts bleiben vorbehalten (Art. 22 Abs. 1 und 2 JG).

Bei diesen Ad-hoc-Ernennungen wird die zu vertretende Magistratsperson jeweils dazu angehört, welche Person für eine Ernennung in Frage kommen könnte. Der administrative Vorsitz der betreffenden Behörde nimmt nunmehr auch Stellung.

Da es nicht immer möglich ist, Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber der betreffenden Behörde zu ernennen, hat der Rat vor einigen Jahren beschlossen, einen Pool von Kandidatinnen und Kandidaten zu erstellen, die für eine solche Ernennung in Frage kommen. Im Berichtsjahr führte er die Liste der Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber nach, die Interesse haben, ein Ad-hoc-Mandat zu übernehmen. 26 Personen haben sich gemeldet.

Nach einem Ad-hoc-Mandat wird den Personen, die ein solches Mandat ausgeführt haben, eine Bescheinigung ausgestellt. Der Rat ist sich bewusst, dass solche Ad-hoc-Ernennungen eine Möglichkeit darstellen, für einen gewissen Nachwuchs bei den betroffenen Behörden zu sorgen, und wollte diese Ernennungen besser «nutzen». Er beschloss daher, zur Ergänzung der Informationen, welche die Ad-hoc Magistratspersonen in ihrem Abschlussbericht vorlegen, ebenfalls einen Bericht vom administrativen Präsidium der betreffenden Behörde einzuholen.

2023 hat der Rat sechs Ad-hoc-Magistratspersonen (Art. 91 Abs. 1 Bst. d JG) und einen Ad-hoc-Gerichtshof für das Kantonsgericht (Art. 22 Abs. 4 JG) ernannt.

Ernennungen 2023		
Ernannte Personen	Funktion	Gesetzliche Grundlage
Staatsanwaltschaft		
Sophie Moeschler (ernannt 2022 für 2023)	Staatsanwältin ad hoc (100%)	Art. 91 Abs. 1 Bst. d JG
Bezirksgericht Saane		
Vlad Pocol	Präsident ad hoc (100%)	Art. 91 Abs. 1 Bst. d JG
Gerichtsunabhängige Justizbehörde		
Marion Mili	Richterin ad hoc (80/100%)	Art. 91 Abs. 1 Bst. d JG
Cindy Cao	Richterin ad hoc (50%)	Art. 91 Abs. 1 Bst. d JG

Ernennungen 2023

Ernannte Personen	Funktion	Gesetzliche Grundlage
Friedensgericht Sense		
Yannick Riedo	Friedensrichter ad hoc (50%)	Art. 91 Abs. 1 Bst. d JG
Justice de paix de la Sarine		
Diana Herkommer	Friedensrichterin ad hoc (70/35%)	Art. 91 Abs. 1 Bst. d JG
Célia Fuentes	Friedensrichterin ad hoc (70/35%)	Art. 91 Abs. 1 Bst. d JG
Kantonsgericht		
Raphaël Inderwildi	Präsident ad hoc	Art. 22 Abs. 4 JG
Isabelle Guisan	Kantonsrichterin ad hoc	Art. 22 Abs. 4 JG
Jacques Dubey	Kantonsrichter ad hoc	Art. 22 Abs. 4 JG

Gemäss Art. 6 JG liess der Rat Ausnahmen für besondere Fälle zu und verlängerte die Mandate mehrerer Beisitzenden.

1.5 Aufsichtsbefugnis

Gemäss Art. 127 KV übt der Rat die Administrativ- und die Disziplinaraufsicht über die Gerichtsbehörden und die Staatsanwaltschaft aus (Abs. 1). Der Rat ist befugt, die Administrativaufsicht über die erstinstanzlichen Gerichtsbehörden dem Kantonsgericht zu delegieren (Abs. 2).

1.5.1 Administrativaufsicht

Neben der Inspektion des Kantonsgerichts, die ihm von Amtes wegen zukommt, inspizierte der Rat die folgenden Behörden:

- > das Zwangsmassnahmengericht;
- > die Bezirksgerichte Glane und Vivisbach;
- > das Friedensgericht Greyerz;
- > die Staatsanwaltschaft;
- > das Jugendstrafgericht;
- > die Aufsichtsbehörde über das Grundbuch;
- > die Gerichtsunabhängige Justizbehörde;
- > die Enteignungskommission;
- > die Rekurskommission für Bodenverbesserungen.

Die Inspektion der übrigen Behörden wurde in Anwendung von Art. 127 Abs. 2 KV an das Kantonsgericht delegiert.

Der Rat hat in Kapitel 3 zu jeder Behörde Anmerkungen gemacht, wobei er sich auf die Inspektionen und die Jahresberichte der Behörden stützt.

Insgesamt wurden bei den Inspektionen keine Missstände festgestellt. Der Rat stellt jedoch fest, dass viele Behörden über eine Überlastung, die zum Teil auf eine neue Rechtsprechung des Bundes zu Unterhaltsbeiträgen zurückzuführen ist, und über einen erheblichen Mangel an Ressourcen (siehe Punkt 2.1.1) sowie über beengte Räumlichkeiten (siehe Punkt 2.1.2) klagen.

Gemäss Art. 101 Abs. 3 JG übt der Justizrat seine Aufsicht von Amtes wegen aus; er stützt sich dabei auf die von ihm gesammelten Informationen, auf Beschwerden und Anzeigen. Im Rahmen dieser allgemeinen Aufsicht ordnete der Rat bei einer Behörde eine Voruntersuchung an.

Statistiken – Informatik

Im Rahmen der administrativen Aufsicht prüft und untersucht der Rat die Statistiken der Behörden nicht nur für die Erstellung seines Jahresberichts über die gerichtliche Tätigkeit, sondern auch für die oben erwähnten Inspektionen. Die Kenntnis dieser Zahlen ist unerlässlich, um auf Überlastungen und Verzögerung zu reagieren, eventuelle Probleme mit den Arbeitsmethoden der Richterinnen und Richter zu erkennen und damit die Gerichtsunabhängige Justizbehörde, die vorübergehend überlastete Behörden entlasten soll, effektiv einzusetzen. Sie ist auch ein wertvolles Instrument, um Probleme bei der Personalausstattung der Gerichte zu erkennen und den politischen Behörden fundierte Anträge auf zusätzliche VZÄ für Gerichte, die unterbesetzt sind, unterbreiten zu können.

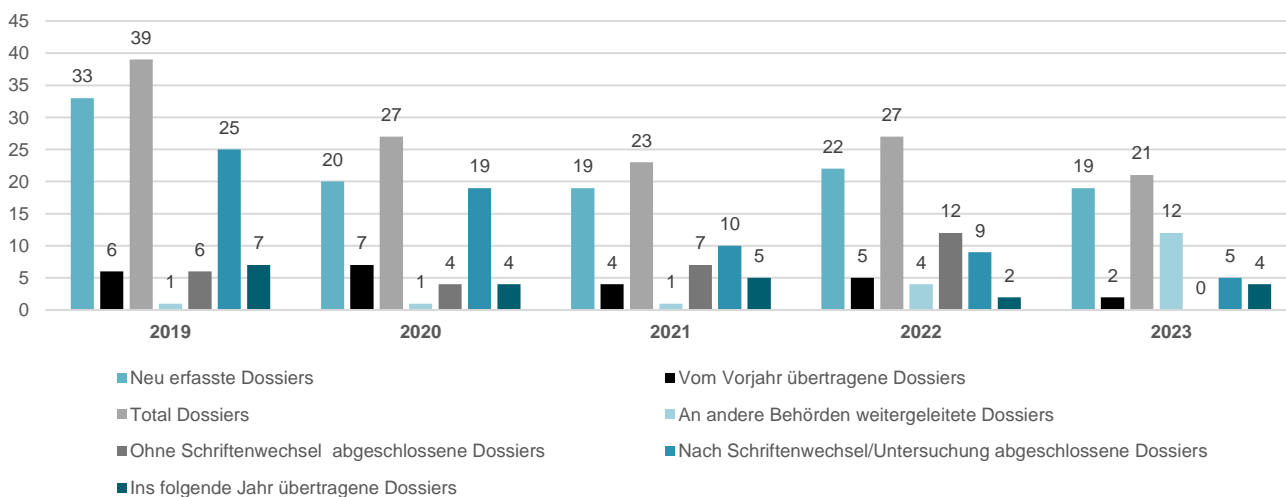
In diesem Zusammenhang weist der Rat darauf hin, dass er unbedingt über ein Instrument verfügen muss, das es ihm ermöglicht, die Statistiken der Gerichtsbehörden in allen Bereichen zusammenfassen und besser vergleichen zu können. In diesem Sinne muss unbedingt anhand einer Koordination zwischen den verschiedenen Instanzen eine einheitliche Registrierung der Dossiers eingeführt werden.

Der Rat hat bereits wiederholt darauf hingewiesen, dass mit der veralteten Datenbank, in der alle haupt- und nebenamtlichen Magistratspersonen des Kantons erfasst sind, keine rationelle und effiziente Nutzung der Daten möglich ist. Der Rat muss in Zukunft über ein modernes und leistungsfähiges Werkzeug verfügen, um die Ressourcen an Richterinnen und Richtern effizient zu verwalten und informieren oder Fragen von politischen Behörden und Rechtsuchenden im Zusammenhang mit der Zusammensetzung der Gerichtsbehörden schnell beantworten zu können. Der Rat hat bereits wiederholt einen entsprechenden Antrag gestellt.

Der Rat merkt ausserdem an dieser Stelle an, dass er ein Geschäftsverwaltungsprogramm benötigt, um bei der Digitalisierung seiner eigenen Tätigkeit wertvolle Zeit einzusparen. Er hat auch hier einen entsprechenden Antrag gestellt und hofft, dass ihm die beantragte Anwendung in naher Zukunft zur Verfügung gestellt wird.

1.5.2 Disziplinarische Aufsicht

Disziplinaraufsicht JR - Entwicklung 2019-2023



Alle im Laufe des Jahres abgeschlossenen Fälle wurden ohne weitere Massnahmen zu den Akten gelegt.

Ein Abberufungsverfahren, verbunden mit einer Suspendierung, wurde aufgrund des Rücktritts der betroffenen Magistratsperson gegenstandslos.

Die Zahl der neuen Anzeigen blieb im Vergleich zu den letzten beiden Jahren unverändert. Dazu ist zu vermerken, dass mehrere Anzeigenden nach dem Einstellungsentscheid des Rates ein oder mehrere Male darauf zurückkamen. Diese wiederholten Interventionen, die Punkte betreffen, über die der Rat bereits entschieden hat, werden nicht als Neueingänge gezählt. Sie stellen jedoch einen deutlichen Arbeitsaufwand dar.

Im Interesse der Effizienz wurde während dieses Berichtsjahrs mehrmals von Art. 43 des Gesetzes über die Verwaltungsrechtspflege (VRG) Gebrauch gemacht, dank dem es möglich ist, zu verlangen, dass die Eingaben gewissen Formerfordernissen entsprechen müssen, ansonsten darauf nicht eingetreten wird.

1.5.3 Aufhebung der Immunität

Gemäss Art. 111 Abs. 3 JG erstellte der Rat einen Bericht zuhanden des Grossen Rates im Zusammenhang mit einem Gesuch um Aufhebung der Immunität einer Magistratsperson. Die diesbezügliche Stellungnahme des Rates viel negativ aus.

1.6 Kommunikation

Die Medienkonferenz zur Veröffentlichung des Jahresberichts fand am 19. Juni 2023 statt.

Der Bericht wurde dem Grossen Rat am 29. Juni 2023 vorgelegt. Der Justizratspräsident nahm wie gesetzlich vorgesehen an dieser Präsentation teil (Art. 198a des Grossratsgesetzes).

1.7 Vernehmlassungen

Der Rat wurde zum Entwurf des Reglements über die Informatiksicherheit und zur Motion für die Änderung der Art. 153 Abs. 1 des Grossratsgesetzes und 13 Abs. 1 des Justizgesetzes angehört.

Er wurde vom Amt für Personal auch um eine Stellungnahme zur Änderung der Richtlinie vom 19. August 2008 über bezahlten Urlaub für Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter, die ein nicht obligatorisches öffentliches Amt ausüben, ersucht.

Nach verschiedenen Gesprächen mit dem Rat und dem Amt für Justiz trat die Freiburger Vereinigung der Richterinnen und Richter (VFR) an Prof. Michel Heinzmann heran, um zu klären, ob eine Partnerschaft zwischen der Universität und ihrer Vereinigung denkbar wäre, um ein Gesetz über die Stellung der Magistratspersonen auszuarbeiten. Eine solche Zusammenarbeit wäre im Rahmen eines Seminars denkbar, dessen Ziel es sein könnte, die verschiedenen gesetzlichen Regelungen über die Stellung der Magistratspersonen, die in anderen Kantonen oder im Ausland bestehen, zu untersuchen.

Der Rat beantwortete ausserdem eine Reihe von Fragen der Universität Genf zum Forschungsprojekt «Die Praxis des Familienrechts während der COVID-19-Pandemie: digitale Justiz und geschlechtsspezifische Ungleichheit».

1.8 Umfragen

Abkürzungen der Gerichtsbehörden des Kantons Freiburg

2022 hatte der Rat eine Untersuchung zu den Abkürzungen durchgeführt, die für die Bezeichnung der Freiburger Gerichtsbehörden verwendet werden. Daraus hat sich ergeben, dass zum Teil verschiedene Abkürzungsvarianten verwendet werden (Buchhaltung, Tribuna, ITA, E-Mail-Adressen, Website des Staates), und dass keine offizielle Liste dieser Abkürzungen vorhanden ist.

Zur Vereinheitlichung und Klärung erstellte der Rat ein offizielles Abkürzungsverzeichnis. Die Vereinheitlichung der Abkürzungen ist insbesondere im Rahmen des Projekts E-Justice unerlässlich.

Die Gerichtsbehörden und die staatlichen Behörden wurden angehört und haben diese Vereinheitlichung begrüsst.

Die neuen Abkürzungen konnten im Laufe dieses Jahres kommuniziert werden. Die nötigen Vorkehrungen für die einheitliche Anwendung dieser neuen Abkürzungen (Internet, Intranet, ITV, E-Mails, verschiedene Dokumente usw.) wurden getroffen. Die Umsetzung erfordert jedoch angemessene Fristen.

Nachführung des «Pools» von Kandidatinnen und Kandidaten, die für ein Ad-hoc-Mandat in Frage kommen

Wie in Punkt 1.4.2. erwähnt, wurden alle Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber eingeladen, sich in die Liste der Personen einzutragen, die sich für ein allfälliges Vertretungsmandat als Ad-hoc-Richterin oder -Richter zur Verfügung stellen möchten. 26 Personen haben sich gemeldet. Ihre Fach- und Sprachkenntnisse wurden vermerkt.

1.9 Analyse der Gerichtsbehörden und Leitplan für Gerichtsbehörden

Der Justizrat hat seine Vision für die Gerichtsbehörden in seinem Leitplan 2023-2028 ergänzt. Dieser wurde am 14. August 2023 veröffentlicht und den Gerichtsbehörden, dem Staatsrat und über die Justizkommission an den Grossen Rat weitergeleitet.

Im Jahr 2017 erstellte der Justizrat den Leitplan 2017-2021, der die Entwicklung der Justiz im Kanton Freiburg in den nächsten Jahren beschrieb. Dieser Plan sollte als Planungsinstrument verstanden werden, das Ziele, Aufgaben und Projekte beschreibt. Damit konnte eine strategische Vision für die kurz- und mittelfristige Zukunft der Freiburger Justiz eingeleitet werden.

Die Vision für die Freiburger Justiz, die im Leitplan 2017-2021 beschrieben wird, wurde wie folgt definiert: Die Freiburger Justiz ist eine zeitgemäss organisierte Institution, die bereit und in der Lage ist, auf die gesellschaftlichen und gesetzlichen Veränderungen zu reagieren und jederzeit eine rasche und hochwertige Rechtspflege sicherstellt.

Der Leitplan 2023-2028 setzt die Linie des ersten Leitplans fort. Mit ihm wird daher das Ziel verfolgt, die Neuorganisation der Justiz und ihre neuen Arbeitsweisen zu begleiten. Darin werden auch die Frage des Wandels und die Notwendigkeit des Changemanagements sowie einige heikle Fragen zum Personalstatut von Magistratspersonen angesprochen.

Das **erste vorrangige Thema**, das die neuen Strukturen und Arbeitsweisen beinhaltet, befasst sich mit der **Reorganisation der Justiz** im Anschluss an die vom Staatsrat eingeleitete Analyse der Gerichtsbehörden. Es behandelt also die Zusammenlegung verschiedener Gerichtsbehörden und die mögliche Einrichtung eines Führungsorgans für die Gerichtsbehörden. Die **Arbeitsbelastung**, ein Thema, das immer wieder auftaucht und den Behörden Sorgen bereitet, wird unter dem Gesichtspunkt der Überlegungen behandelt, die auf mehreren Ebenen angestellt werden müssen, von der individuellen bis zur übergeordneten und gesellschaftlichen Ebene:

- > Berücksichtigung des Bevölkerungswachstums und damit Erhöhung der Zahl der Arbeitskräfte in den Behörden;
- > Gesetzesänderungen, welche die derzeitige Belastung verringern könnten;
- > Anpassung von Arbeitsprozessen und -instrumenten;
- > Schulung der Justiz für die Anwendung neuer Tools und Technologien;
- > Schulung im Bereich «neue» soziologische Werkzeuge;
- > Überlegungen zur Unabhängigkeit, Verantwortung und Ethik der Richterinnen und Richter;
- > Überlegungen dazu, welche Art von Justiz für den Kanton gewünscht wird und welche Rolle sie spielen soll.

Die Neuorganisation der Justiz ist ohne eine digitalisierte Justiz nicht denkbar. Die Digitalisierungsarbeiten bzw. das **Programm E-Justice** des Kantons Freiburg werden derzeit sowohl von den anderen Kantonen als auch vom Bund aufmerksam verfolgt. In der Tat kann sich unser Kanton rühmen, als Pionier in diesem Bereich zu gelten. Die in Projekte umgesetzten angestrebten Ziele, sollen sowohl den Erwartungen des Bundes als auch des Kantons entsprechen. Flexibilität, Zeitersparnis, Effizienzsteigerung und Kostensenkung – die Vorteile sind zahlreich, ganz zu schweigen von der Modernisierung der Justizverwaltung. Schliesslich kann ein Leitplan heute die Frage nach dem Einsatz von **Künstlicher Intelligenz** nicht unerwähnt lassen. Einige Justizsysteme greifen bereits darauf zurück.

Das **zweite vorrangige Thema** befasst sich mit dem **Management des Wandels** (Change-Management) und der Notwendigkeit eines partizipativen Ansatzes sowohl bei der Neuorganisation der Justiz als auch bei ihrer Digitalisierung. Schliesslich wird im Rahmen des **dritten vorrangigen Themas** eine Überlegung zum **Dienstverhältnis der Magistratspersonen** angestellt.

Zusammenfassend ist der Rat der Ansicht, dass die Herausforderung für die dritte Gewalt darin besteht, die steigende Arbeitslast zu bewältigen, die insbesondere mit komplexeren Rechtsfragen und einer wachsenden Bevölkerung sowie mit der technologischen Entwicklung zusammenhängt.

Dies wird dazu führen, dass eine Vereinfachung der territorialen und administrativen Organisation und eine Zentralisierung der Verwaltungsaufgaben gefördert werden, mit dem Ziel, dass sich die Richterinnen und Richter voll auf ihre Hauptaufgabe konzentrieren können, nämlich Urteile zu fällen.

Künstliche Intelligenz sollte Zeit für mehr Gehör der Rechtsuchenden und für die Mündlichkeit bestimmter Verfahren schaffen. Diese «neue» Rolle der Magistratspersonen könnte zu einem besseren Verständnis der geltenden Gesetze und Verfahren und letztlich zu einer grösseren Akzeptanz der Urteile führen.

Die Umsetzung des Programms E-Justice ist unvermeidlich und notwendig. Die Finanzierung dieses Programms muss sichergestellt werden. Das Programm muss unbedingt mit erheblichen Anstrengungen im Bereich des *Change-Managements* und der Unterstützung der Mitarbeitenden einhergehen. Die grundlegende Veränderung der Arbeitsabläufe, die von einem bereits überlasteten Personal bewältigt werden muss, stellt ein bedeutendes Risiko dar, das keinesfalls unterschätzt werden darf.

1.10 Verschiedenes

1.10.1 Justizkommission des Grossen Rates

Anlässlich der Veröffentlichung des Jahresberichts 2022 hatte der Rat einen Austausch mit der Justizkommission in Bezug auf die Praxis des Kantons Freiburg für die Rückzahlung der unentgeltlichen Rechtspflege. Es wurde die Möglichkeit besprochen, dass die Schlichtungskommissionen für Mietsachen ihre Klagebewilligungen durch Urteilsentwürfe ersetzen könnten, um die Mietgerichte zu entlasten. Der Rat hat dieses Anliegen im Anschluss dem Amt für Justiz weitergeleitet.

Für die Ausbildung der Magistratspersonen im Bereich der Schlichtung werden derzeit mehrere Möglichkeiten geprüft. Allerdings wird es angesichts der unterschiedlichen Organisationen und Strukturen schwierig sein, Schlichtungsstatistiken zu erhalten, die denen von Kantonen mit institutionalisierten Schlichtungsbehörden gleichkommen.

1.10.2 Jahresberichte des Justizrates und der Gerichtsbehörden

Um die Arbeit der Behörden und des Rates im Zusammenhang mit den Jahresberichten zu erleichtern hat der Rat die Statistik- und Berichtsvorlagen, die im letzten Jahr für die Bezirksgerichte erstellt wurden, auf die Friedensgerichte ausgedehnt.

Darüber hinaus wurde mit der Vereinheitlichung der Texte, die die Gerichtsbehörden beschreiben, begonnen; dieses Projekt wird in den nächsten Jahresberichten fortgesetzt.

1.10.3 Gerichtsarchive

Gemeinsam mit dem Staatsarchiv, dem Kantonsgericht und dem Amt für Justiz wurde eine Bestandsaufnahme der Gerichtsarchive vorgenommen. Vom Gerichtsarchivar wurde eine Planung der Registraturpläne der Behörden ausgearbeitet. Der Plan des Rats steht kurz vor der Vollendung.

Die Herausforderungen der nächsten Jahre betreffen vor allem die Lagerorte und/oder -räume.

1.10.4 Hinweis auf Art. 62 Abs. 1a Bst. a JG

Mit Schreiben vom 16. August wies der Rat die Arbeitsgerichte des Kantons auf den Inhalt von Art. 62 des Justizgesetzes hin, insbesondere auf Abs. 1a Bst. a (der am 1. Januar 2022 in Kraft trat). Dieser besagt, dass die Schlichtungsbehörde für Gleichstellungsfragen für die Behandlung des ganzen Falls zuständig ist, wenn eine Forderung aus dem Zuständigkeitsbereich des Arbeitsgerichts zu einer Forderung auf der Grundlage des Gleichstellungsgesetzes streitig ist.

Die Behörden wurden eingeladen, diese Fälle an die Schlichtungskommission für die Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben zu überweisen, so wie es der neue Gesetzesartikel vorsieht.

1.10.5 Programm E-Justice

Bei der Umsetzung des Programms E-Justice musste der Rat mehrere Entscheidungen, hauptsächlich betreffend Zugriffsberechtigungen für Tribuna fällen.

Er bestätigte ausserdem den Grundsatz, wonach fachliche Funktionen in IT-Sicherheitsgruppen zusammengefasst werden.

1.10.6 Informationsaustausch

Auf Initiative des Justizrates des Kantons Freiburg fand am 16. November 2023 das erste Treffen der lateinischen Justizräte statt. Delegationen aus den Kantonen Freiburg, Genf, Jura, Neuenburg, Wallis, Waadt und Tessin konnten sich so über ihre verschiedenen Praktiken austauschen. Die Diskussionen waren informativ und konstruktiv. Trotz der teilweise unterschiedlichen Zuständigkeiten treffen die Räte auf ähnliche Schwierigkeiten.

Der Erfahrungsaustausch der verschiedenen Behörden ermöglicht eine Effizienzsteigerung. Diese Treffen werden institutionalisiert.

1.10.7 Aufsichtsbehörde über das Grundbuch und Finanzdirektion

2022 war zwischen dem Rat, der Behörde und der Finanzdirektion eine Vereinbarung über die Bearbeitung der Verwaltungsaufgaben der Behörde unterzeichnet worden. Mit dieser Lösung konnte das Funktionieren kurz- und mittelfristig sichergestellt werden.

Da diese Lösung nur als vorläufig angesehen werden kann, aktivierte der Rat die Wiederaufnahme des Austauschs.

1.10.8 Weiterbildung der Magistratspersonen

In Übereinstimmung mit seiner HR-Politik begleitet der Staat Freiburg seine Führungskräfte und sorgt für die Entwicklung ihrer Managementkompetenzen. So werden bei der Anstellung neuer Führungskräfte einführende Schulungen vom Amt für Personal und Organisation (POA) angeboten, die obligatorisch besucht werden müssen.

Da sich das POA der Besonderheiten des Richteramtes bewusst ist, trat es an die FVR heran, um eine zeitlich und inhaltlich angemessene Ausbildung für Magistratspersonen der Gerichtsbehörden einzuführen, und erarbeitete diese in Zusammenarbeit mit der FVR.

Der Justizrat, dessen Aufgabe es ist, für die Weiterbildung der Magistratspersonen zu sorgen, hat den Inhalt dieser neuen einführenden und speziell für die Gerichtsbehörden konzipierten Ausbildung validiert. Der Ausbildungsgang umfasst drei Module von jeweils einem halben Tag, die über einen Zeitraum von etwa fünf Monaten verteilt sind, nämlich: Techniken für Vorstellungsgespräche, Führung mit Zielvereinbarung, Entwicklung und Personalbeurteilung (ZEB) sowie Konfliktmanagement und -prävention.

Die Ausbildung steht allen offen. Der Rat wollte sie jedoch künftig für neu gewählte Magistratspersonen und für diejenigen, die seit dem 1. Januar 2018 ein Amt als Magistratsperson im Kanton bekleiden, für obligatorisch erklären.

Die ersten Module fanden im September 2023 statt und wurden nur in Französisch durchgeführt. 2024 soll die Ausbildung auch in deutscher Sprache stattfinden.

1.10.9 Überstunden der Magistratspersonen

Magistratspersonen, die um eine Validierung ihrer Über- oder Zusatzstunden (für Magistratspersonen in Teilzeit) zwecks Auszahlung ersuchen, müssen diese begründen.

Aufgrund verschiedener verspäteter Anträge auf Auszahlung von Überstunden hat der Rat in einem Schreiben an alle Magistratspersonen einige Punkte klargestellt. Ausserdem wurden sie aufgefordert, beim Rat ihre Anträge auf Auszahlung oder Übertragung einmal jährlich für jedes Kalenderjahr bis spätestens Ende Januar des Folgejahres zu stellen. Damit die Behörden einen Überblick über die Anträge haben, sollen die verschiedenen Anträge vor Weiterleitung an den Rat beim administrativen Vorsitz des jeweiligen Gerichts zusammengefasst werden, damit die Behörden die Möglichkeit haben, Kommentare oder Erklärungen zu ihrer gesamten Arbeitsbelastung sowie zu den (nicht) bestehenden Kompensationsmöglichkeiten abzugeben.

Zwecks Nachverfolgung der geleisteten Überstunden/Zusatzstunden findet jeweils Mitte und Ende Jahr eine Überprüfung von Amtes wegen statt. Magistratspersonen, die Überstunden leisten müssen, wurden schliesslich aufgefordert, dieses Thema bei den jährlichen Inspektionen mit den Delegationen anzusprechen.

Für 2023 validierte der Rat Über- und Zusatzstunden von insgesamt 2800,88 Stunden. 2022 und 2021 beliefen sich die Gesamtwerte auf 1085 und 1257,89 Stunden. Diese hohe Zahl muss sowohl mit der ständig steigenden Arbeitsbelastung der Behörden als auch mit dem Schreiben des Rates in Verbindung gebracht werden, das zur Folge hatte, dass nachträglich «verspätete» Auszahlungsanträge aufgefangen werden mussten.

1.10.10 Neues Programm für die Personalrekrutierung

Wie bereits im letztjährigen Bericht erwähnt, ist das digitale Rekrutierungsprogramm des Staates Freiburg angesichts der Besonderheiten des Rekrutierungsverfahrens für Magistratspersonen leider nicht auf die Arbeitsabläufe des Rates abgestimmt und bringt teilweise gar einen erheblichen Zeitverlust für sein Sekretariat mit sich.

2 Das Gerichtswesen im Jahr 2023

2.1 Zusammenfassung und wichtige Ereignisse des Jahres

2.1.1 Arbeitslast und Ausstattung der Gerichtsbehörden

Insbesondere aufgrund der immer zahlreicheren Anträge auf VZÄ ordnete der Staatsrat 2017 eine Analyse der Gerichtsbehörden an. Bis diese Ergebnisse vorlagen, war es die Aufgabe der Gerichtsunabhängigen Justizbehörde (die ihre Arbeit am 1. Juli 2016 aufgenommen hatte), zu versuchen, die Behörden zu entlasten. Es war jedoch bereits klar, dass diese Justizbehörde allein die Problematik nicht lösen konnte, die sich in der Zwischenzeit weitgehend verschärft hat und dazu führte, dass 2022 elf neue Stellen bewilligt wurden.

Damals wurde bereits darauf hingewiesen, dass der von den Behörden geäußerte Gesamtbedarf weit über diese 11 VZÄ hinausging. Die Behörden kamen nämlich bereits 2020 zum Schluss, dass die dringende Bewilligung von Stellen von insgesamt 15.55 VZÄ unerlässlich sind, um ihr Funktionieren sicherzustellen. Einige Behörden, die wahrscheinlich der zahlreichen Rückweisungen ihrer in der Vergangenheit gestellten Anträge auf Stellen überdrüssig waren, hatten sich ausserdem nicht geäußert.

Im Rahmen der Inspektionen und der Jahresberichte 2022 und 2023 wies die Mehrheit der Behörden auf eine hohe Arbeitslast hin, die zusätzliche Kräfte sowohl bei den Magistratspersonen als auch bei den Gerichtsschreiberinnen, Gerichtsschreibern und bei den Verwaltungsmitarbeitenden erfordert. Diese besorgniserregende Feststellung im Jahr 2023 veranlasste den Rat, Anfang 2024 die Behörden aufzufordern, ihren Bedarf (an Magistratspersonen, Gerichtsschreiber/innen, Sekretariat) zu formulieren. Es ist wichtig festzuhalten, dass der Einsatz der Gerichtsunabhängigen Justizbehörde, die Ernennung von Ad-hoc-Richterinnen und -richtern für besondere Situationen im Zusammenhang mit umfangreichen, komplexen oder zeitraubenden Verfahren oder um die Abwesenheit von Magistratspersonen zu kompensieren oder zu verhindern, die Zunahme von Überstunden, die Begründung von Beschwerden an den Justizrat gegen Magistratspersonen, und die Kritik an der Verfahrensdauer zu den Elementen gehören, die den offensichtlichen Mangel an Ressourcen bestätigen.

Alle Behörden bekamen zudem die neue Rechtsprechung des Bundes zu den Unterhaltsbeiträgen mit voller Wucht zu spüren. Diese bleibt in ihrer täglichen Anwendung sehr komplex und zeitaufwändig. In diesem Zusammenhang ist anzumerken, dass sich alle Bezirksgerichte einig sind, dass die Komplexität in den Bereichen Familienrecht und Strafverfahren zunimmt. Die Friedensgerichte weisen darauf hin, dass die Situationen immer komplexer, schwieriger, langwieriger und einschneidender werden, ohne dass dies aus den Statistiken hervorgeht. Schliesslich fürchten die Strafbehörden die zusätzliche Arbeitsbelastung, die aufgrund der Änderungen der Strafprozessordnung entsteht.

Die Ursachen für die derzeitige Überlastung und Forderung nach zusätzlichen Stellen der Gerichtsbehörden sind also auf mehrere Faktoren zurückzuführen:

- > Bevölkerungswachstum;
- > Häufigerer Beizug von Anwälten;
- > Komplexere Verfahren, die insbesondere auf Gesetzesänderungen (neues Kindes- und Erwachsenenschutzrecht, bevorstehende Änderungen der Zivilprozess- und der Strafprozessordnung) oder neue Rechtsprechung (insbesondere in Ehesachen) zurückzuführen sind;
- > Umsetzung des digitalen Wandels.

Zwar sollten die Massnahmen, die in der vom Staatsrat in Auftrag gegebenen Analyse der Gerichtsbehörden festgehalten wurden, zu einer Entlastung der Behörden führen, doch werden sie frühestens 2027 greifen. In der Zwischenzeit müssen sowohl die Zivil- als auch die Strafbehörden mit neuen Rechten und neuer Rechtsprechung fertig werden, die, wie bereits mehrfach angemerkt, die Arbeitslast und die Arbeiten, die sich aus der Reorganisation und Digitalisierung der Justiz ergeben, in keiner Weise verringern werden.

Die seit langem überlasteten Behörden können ihre Aufgaben in den nächsten Jahren nicht ohne bedeutende zusätzliche Kräfte erfüllen. Die «gebastelten» und provisorischen Lösungen, die von einem Amt für Justiz eingeführt wurden, das sich der Schwierigkeiten, mit denen die Behörden konfrontiert sind, voll bewusst ist, sind eindeutig an ihre Grenzen gestossen. Daher ist es zwingend erforderlich, dass der dritten Gewalt zusätzliche Kräfte zugestanden werden, um ihr Funktionieren zu gewährleisten.

2.1.2 Räumlichkeiten

Mehrere Behörden leiden unter knappen räumlichen Verhältnissen.

Das Zwangsmassnahmengericht arbeitet nun in einer etwas verbesserten Übergangssituation. Es ist aber zwingend nötig, dass dieses Gericht mit einer dauerhaften und schliesslich angemessenen Lösung – insbesondere bei der Sicherung der Räumlichkeiten – unter besseren Bedingungen arbeiten und tagen kann.

Wie schon im letztjährigen Bericht erwähnt wurde, zog die Buchhaltungsabteilung des Friedensgerichts des Saanebezirks in ein anderes Gebäude in der Postgasse 1. Dadurch wurde in den Räumlichkeiten in der Chorherrengasse bis zum endgültigen Umzug eine gewisse Anzahl an Arbeitsplätzen für das übrige Personal frei.

Auch die Bezirksgerichte Broye und Vivisbach sowie das Friedensgericht Greyerz warten noch auf eine Lösung für ihre räumlichen Probleme.

Mit E-Mail vom 12. Dezember 2023 hat das Amt für Justiz über das neue Konzept für Sicherheit und Gesundheitsschutz am Arbeitsplatz (SGA) informiert, in dem präzisiert wird, dass die Führungskräfte, d. h. die Präsidentinnen und Präsidenten und Chefgerichtsschreiberinnen und -schreiber der Behörden, für die Umsetzung der angemessenen SGA-Politik, -Massnahmen und -Vorschriften sorgen müssen und für die Gesundheit und Sicherheit des Personals verantwortlich sind. Der Rat wurde darauf vom Bezirksgericht Broye darauf aufmerksam gemacht, dass die derzeitigen Räumlichkeiten es nicht ermöglichen, die Gesundheit und Sicherheit des Personals am Arbeitsplatz vollständig zu gewährleisten. Es sei daher nicht denkbar, dass die Präsidentinnen und Präsidenten und Chefgerichtsschreiberinnen und -schreiber im Falle von Problemen irgendeine Verantwortung in dieser Hinsicht übernehmen.

2.1.3 Gehälter von Magistratspersonen und Beisitzerinnen und Beisitzern

Der Rat hat wiederholt darauf hingewiesen, dass er sich gelegentlich mit dem Rückzug von Bewerbungen für hauptberufliche Stellen konfrontiert sieht, weil die vom Amt für Personal empfohlenen Gehaltseinstufungen insbesondere im Vergleich zu anderen Kantonen zu niedrig sind. Der Rat befürchtet, dass dies den Pool an potenziellen kandidierenden Personen einschränkt.

Der Staatsrat hat einem Postulat Folge geleistet und seinen Bericht in Bezug auf die Entschädigung der Beisitzenden an den Grossen Rat überwiesen. Der Grosse Rat nahm den Bericht am 20. Dezember 2023 zur Kenntnis. Folgender Schluss ist ihm zu entnehmen: «Der vorliegende Bericht zeigt, dass die Entschädigung der Freiburger Beisitzenden im Vergleich zu den anderen Westschweizer Kantonen zu tief ist. Es besteht daher die Notwendigkeit, die Tarife und die Spesenvergütung, die den Beisitzenden gewährt werden, zu erhöhen. Die Frage, ob für die Beisitzenden der Friedensgerichte besondere Tarife festgelegt und weiterhin in allen Instanzen und insbesondere in den Zivilgerichtshöfen Beisitzende eingesetzt werden sollen, wird im Rahmen der Umsetzung der Analyse der Gerichtsbehörden geprüft. Gestützt auf die Vorschläge, die bei der Umsetzung der Analyse der Gerichtsbehörden gemacht werden, wird die Sicherheits-, Justiz- und Sportdirektion eine Änderung des Justizreglements in die Vernehmlassung geben, um die Art der Vergütung und den Tarif der Beisitzenden anzupassen.»

2.1.4 Dossierverwaltungsprogramm für die Geschäftsverwaltung der Oberämter

Die Oberämter verfügen noch immer nicht über ein Programm für die elektronische Geschäftsverwaltung, mit der sie Strafsachen digital verwalten können, so dass sie weiterhin mit Excel-Listen arbeiten müssen. Das ist angesichts der heutigen Anforderungen an Effizienz und Rationalität nicht mehr akzeptierbar. Gewisse Oberämter verweisen auch auf die Notwendigkeit, die Übermittlung von Polizeirapporten zu digitalisieren, um eine doppelte Dateneingabe zu vermeiden.

Der Rat interveniert seit vielen Jahren bei der Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft, damit die Oberämter Tribuna benutzen können.

2.2 Informatik

2.2.1 Informatik-Kompetenzzentrum der Gerichtsbehörden - JUS-TIC

Am 1. Januar 2023 nahm Michel Corbaz seine Tätigkeit als Verantwortlicher von JUS-TIC auf. Er bereitete die Tätigkeitsaufnahme des Zentrums vor. Es folgten die Anstellungen der Mitarbeitenden, insbesondere der IT-Verantwortlichen. Das Zentrum wurde am 1. Mai offiziell eröffnet.

JUS-TIC ist der Ansprechpartner für operative Unterstützung für alle Gerichtsbehörden (mit Ausnahme der Oberämter) sowie den Rat.

Die wichtigsten Ziele sind:

- > im Informatikbereich zum ordentlichen Betrieb der Gerichtsbehörden im Alltag beizutragen;
- > den Gerichtsbehörden zu ermöglichen, die neuen fachspezifischen Rollen gemäss der neuen Verordnung über die Digitalisierung korrekt wahrzunehmen;
- > den Nutzerinnen und Nutzern der Gerichtsbehörden guten Support für künftige neue Anwendungen zu leisten.

Das Zentrum hat den Auftrag, zu koordinieren und in den folgenden Bereichen mit den IT-Ansprechpersonen, Key-Userinnen, Key Usern und Verantwortlichen der fachlichen Prozesse zusammenzuarbeiten, dies umfasst:

- > Support: für die Mitarbeitenden der Gerichtsbehörden einen qualitativ hochstehenden Support zu leisten;
- > Begleitung: den Mehrwert der bereitgestellten Tools und Services zu vermitteln;
- > Schulung: Tutorials zu erstellen, zu verbreiten und zu präsentieren, um die Nutzung der Tools und Anwendungen und Services zu erleichtern;
- > Kommunikation: Informationen und Best Practices innerhalb der Gerichtsbehörden zu teilen;
- > Technologiebeobachtung: technologische Entwicklungen bei den von den Gerichtsbehörden genutzten Systemen mitzuverfolgen und zu verstehen;
- > Antizipation: Bedürfnisse zu erkennen und das Arbeitsumfeld von morgen vorzubereiten.

Die abgeschlossenen und laufenden IT-Projekte lauten wie folgt:

- > Erneuerung eines Teils des Computerbestands (je nach Alter der Hardware);
- > Ausstattung von Gerichtssälen mit Videokonferenzsystemen;
- > Update von Tribuna beim Jugendgericht (im Gang);
- > Neue Plattform für den Austausch von Dossiers OAI-TC;
- > Bereitstellung von e-Mailadressen XXX@fr.ch für Mitglieder von Kommissionen, die den Gerichtsbehörden zugewiesen sind, sowie für Beisitzerinnen, Beisitzer, stellvertretende Richterinnen und Richter. Zu erwähnen bleibt, dass die Arbeiten zur Bereitstellung von Tribuna für die Schlichtungskommissionen für Mietsachen von der IKGB wieder aufgenommen wurden (im Gang);
- > Einführung von NewVOSTRA (Verwaltung von Strafregistern) (Frist: Ende Juni 2024);
- > Bearbeitung der Siegel beim Zwangsmassnahmengericht (2023 abgeschlossen).

2.2.2 Digitalisierung der Gerichtsbehörden

Das Projekt zur Digitalisierung der Gerichtsbehörden wird mit der Unterstützung des **kantonalen Programms E-Justice** und dem Bundesprogramm Justitia 4.0, in das mehrere Justizbehörden stark eingebunden sind, durchgeführt.

Kantonsrichterin Anne-Sophie Peyraud hat nach der Wahl von Yann Hofmann an das Bundesgericht den Vorsitz des COPIL des Programms E-Justice übernommen.

Anfang Jahr wurde das Projekt EXPED Zentralisiertes Drucken des Programms E-Justice in allen Gerichtsbehörden eingeführt. Nachkontrollen dieser Lösung werden im Moment noch über das Projekt EXPED Evolution durchgeführt.

Die Umsetzung des Projekts zur Digitalisierung der Gerichtsakten und zur diesbezüglichen Einsichtnahme mithilfe des Tools Nomadoc begann im Laufe dieses Berichtsjahres mit der Einbeziehung mehrerer Behörden in die Pilotphase. Es ist unbedingt notwendig, Kinderkrankheiten der neu eingeführten digitalen Anwendungen zu beheben.

Das Programm E-Justice ist im ersten Schwerpunktthema des Leitplans des Rates enthalten. Es entspricht den Erwartungen des Bundes und der Kantone (Flexibilität, Zeitersparnis, Effizienzsteigerung und Kostensenkung, Modernisierung der Gerichtsbehörden). Die Neuorganisation der Gerichtsbehörden setzt ausserdem digitalisierte Gerichtsbehörden voraus. Die Aufgabe des Programms, dessen Auftraggeber Romain Collaud, Sicherheits-, Justiz- und Sportdirektor, und Johannes Frölicher, Präsident des Rats, sind, hat zum Ziel:

- > IT-Lösungen bereitzustellen;
- > Geschäftsprozesse zu erneuern;
- > Praktiken zu harmonisieren;
- > den Wandel mit Schulungen und durch Bekanntmachen des Mehrwerts der organisatorischen Veränderung zu begleiten.

Der Rat befürchtet, dass die Umsetzung der verschiedenen Projekte des Programms E-Justice durch die Überlastung der Gerichte gefährdet wird. Diese führt nämlich dazu, dass die Behörden nicht die nötige Zeit aufwenden können, um ihre Prozesse und Arbeitsweisen anzupassen und die neuen Anwendungen zu integrieren. Es besteht auch die Gefahr, dass diese Situation dazu führt, dass die Akzeptanz der Digitalisierung bei den Mitarbeitenden gefährdet wird.

2.2.3 Neue Citrix-Arbeitsumgebung

Aufgrund der Empfehlungen von Microsoft, das bestehende Office 2016 auf M365-Tools zu migrieren, wurde eine neue Infrastruktur für die Citrix-Arbeitsumgebung eingeführt, deren Rollout im Herbst 2023 stattfand. Die Kompatibilität der Software Tribuna V3 mit der Office-Suite M365 Apps in der Citrix-Umgebung wurde vom Lieferanten «DeltaLogic», dem Lieferanten der Software Tribuna V3, garantiert.

2.2.4 Informatik der verschiedenen Kommissionen, die den Gerichtsbehörden zugewiesen sind

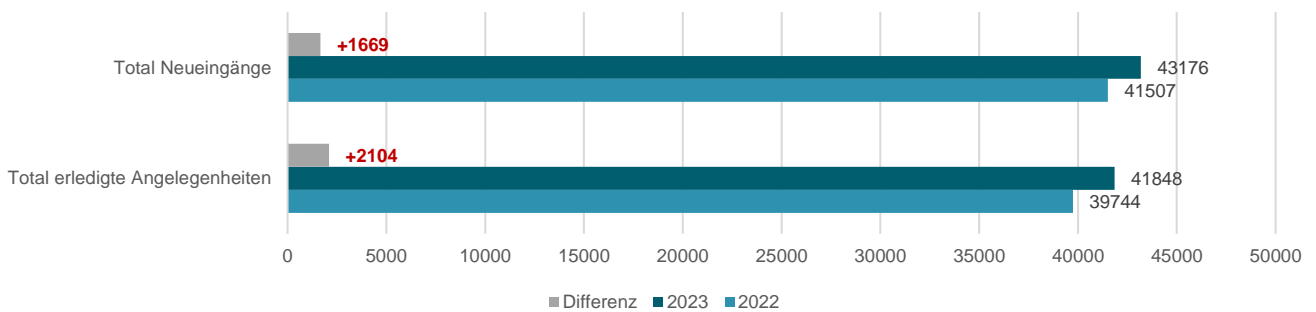
Es findet ein Austausch statt, um die Bedürfnisse der Kommissionen – zu denen auch die Aufsichtsbehörde über das Grundbuch und das Schiedsgericht für die Kranken- und Unfallversicherung gehören – besser zu berücksichtigen.

Im Berichtsjahr wurde ihnen namentlich ein Schreiben zugestellt, in dem sie darüber informiert wurden, dass die Generalsekretärin des Justizrates künftig ihre Ansprechpartnerin für ihre Bedürfnisse ist.

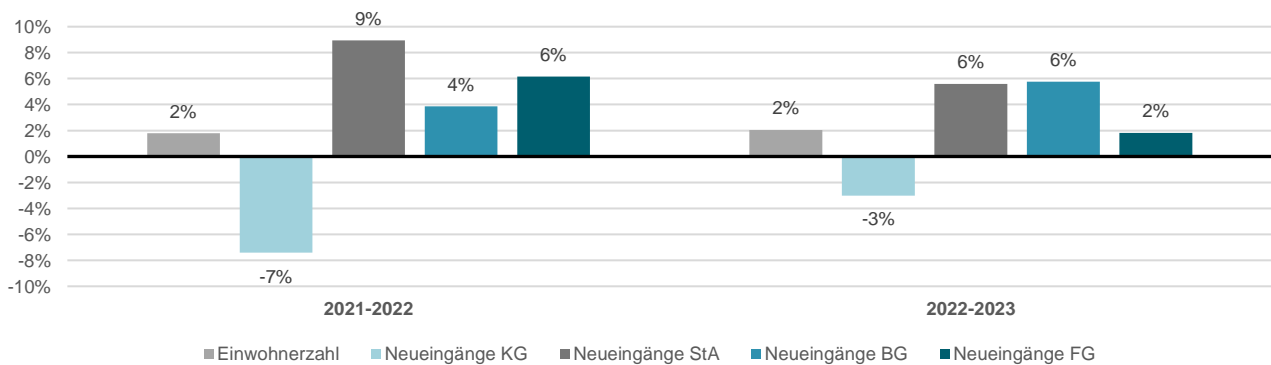
2.3 Arbeitsbelastung (Neueingänge und erledigte Dossiers)

Ohne ein einheitliches statistisches Instrument, das auf alle Gerichtsbehörden anwendbar ist, und angesichts der unterschiedlichen Natur der bei den Behörden hängigen Verfahren, ist es schwierig, einen wirklichen Überblick im Zusammenhang mit der Arbeitslast und der generellen Erledigung der Fälle zu geben. Auf diese Problematik wurde bereits mehrfach hingewiesen. In den nachstehenden Diagrammen sind die Zahlen der Gerichtsunabhängigen Justizbehörde nicht berücksichtigt, da sie bereits in den Zahlen der Behörden enthalten sind, welche die Fälle an sie überwiesen haben. Dasselbe gilt für die Oberämter, die nicht über das Tribuna-System verfügen und deren Einträge zum Teil bereits bei der Staatsanwaltschaft erfasst sind, und für die Schlichtungskommissionen für Mietsachen, deren Zahlen zum Teil in denjenigen der Gerichte enthalten sind. Der Vollständigkeit halber sind diese Zahlen jedoch im zweiten Teil der folgenden Tabellen aufgeführt.

Neueingänge und erledigte Angelegenheiten der Behörden mit Tribuna-Software - Entwicklung 2022-2023 (ohne Kommissionen und Oberämter)

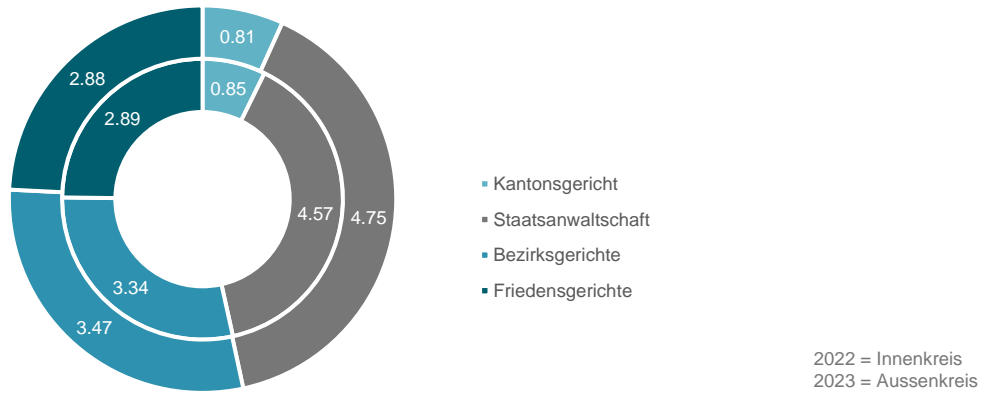


Entwicklung Einwohnerzahl¹⁾ und Neueingänge 2021-2023
KG - StA - BG - FG



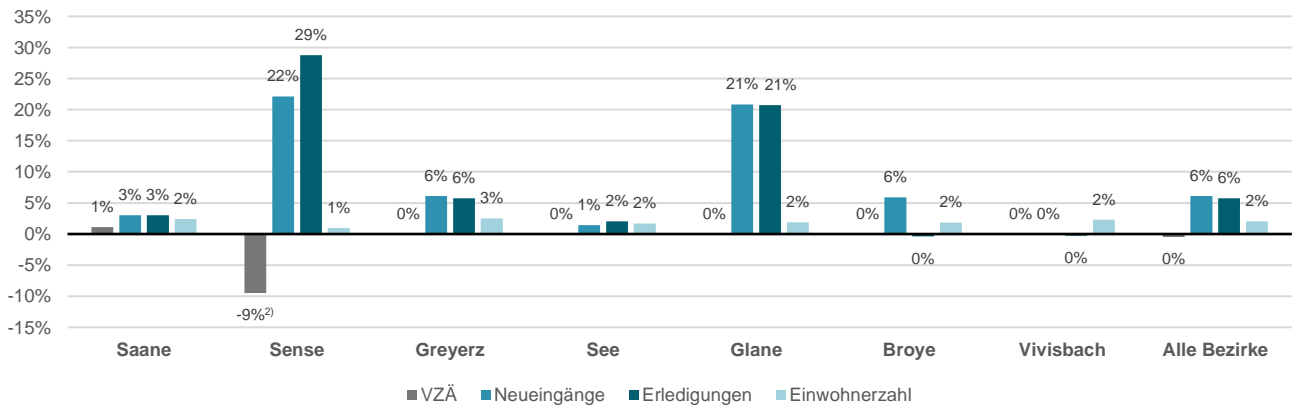
¹⁾ Ständige Wohnbevölkerung (12.2021/12.2022/11.2023)

Neueingänge pro 100 Einwohner¹⁾ 2022-2023



¹⁾ Ständige Wohnbevölkerung (12.2022/11.2023)

Entwicklung Einwohnerzahl¹⁾ - VZÄ - Neueingänge - Bezirksgerichte 2022-2023



¹⁾ Ständige Wohnbevölkerung (12.2022/11.2023)

²⁾ Die 9% Abnahme im Sensebezirk ergeben sich aus einer 2023 weggefallenen VZÄ-Lehrstelle.

2.3.1 Neueingänge

Behörden mit Tribuna-Software	2021	2022	2023
Kantonsgericht	3043	2833	2750
Staatsanwaltschaft	13917	15283	16188
Zwangsmassnahmengericht	830	711	869
Jugendstrafgericht	1636	1850	1675
Gerichtsunabhängige Richterin ¹⁾	298	505	446
Wirtschaftsstrafgericht	3	10	12
Bezirksgerichte	10733	11163	11847
Friedensgerichte	9062	9657	9835
Total	39224	41507	43176

¹⁾ Die Neueingänge der Gerichtsunabhängigen Justizbehörde sind bereits in den Zahlen der verschiedenen Behörden, die Dossiers an diese Einheit übertragen haben, miteinberechnet.

Andere Behörden	2021	2022	2023
Oberämter ¹⁾	17233*	19424	18676
Schlichtungskommissionen für Mietsachen ²⁾	633	516	1307
Rekurskommission der Universität	9	2	7
Schlichtungskommission für Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben	1	1	2
Rekurskommission für Bodenverbesserungen	8	0	1
Enteignungskommission	8	5	18
Aufsichtsbehörde über das Grundbuch	3	9	9
Rekurskommission für die Ersterhebung	2	3	0
Schiedsgericht in Sachen Kranken- und Unfallversicherung	2	1	0
Total	17899	19961	20020

¹⁾ Ein Teil der Neueingänge der Oberämter, die nicht über das Tribuna-Computersystem verfügen, sind bereits bei der Staatsanwaltschaft erfasst.

²⁾ Ein Teil der Angelegenheiten der Kommissionen sind bereits in den Zahlen der verschiedenen Gerichte miteinberechnet.

*) Diese Zahl stimmt nicht mit der Zahl des Vorjahresberichtes überein. Die angegebene Zahl war aufgrund eines Informatikproblems ungenau und wurde im vorliegenden Bericht korrigiert.

2.3.2 Erledigte Angelegenheiten

Behörden mit Tribuna-Software	2021	2022	2023
Kantonsgericht	3095	2837	2776
Staatsanwaltschaft	14127	14699	15953
Zwangsmassnahmengericht	830	718	852
Jugendstrafgericht	1463	1752	1674
Gerichtsunabhängige Richterin ¹⁾	304	433	482
Wirtschaftsstrafgericht	3	10	12
Bezirksgerichte	10958	11085	11722
Friedensgerichte	8191	8643	8859
Total	38667	39744	41848

¹⁾ Die erledigten Angelegenheiten der Gerichtsunabhängigen Justizbehörde sind bereits in den Zahlen der verschiedenen Behörden, die Dossiers an diese Einheit übertragen haben, miteinberechnet.

Andere Behörden (ohne Oberämter)	2021	2022	2023
Schlichtungskommissionen für Mietsachen ¹⁾	666	495	805
Rekurskommission der Universität	8	5	6
Schlichtungskommission für Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben	1	0	3
Rekurskommission für Bodenverbesserungen	6	2	1
Enteignungskommission	4	3	10
Aufsichtsbehörde über das Grundbuch	5	3	14
Rekurskommission für die Ersterhebung	5	4	0
Schiedsgericht in Sachen Kranken- und Unfallversicherung	3	2	0

¹⁾ Ein Teil der Angelegenheiten der Kommissionen sind bereits in den Zahlen der verschiedenen Gerichte miteinberechnet.

Das **Kantonsgericht** verzeichnete in diesem Berichtsjahr einen Rückgang der Gesamtzahl seiner registrierten und erledigten Angelegenheiten. Auch die Zahl der hängigen Angelegenheiten konnte gesenkt werden. Allerdings ist eine deutliche Zunahme der umfangreichen und komplexen Dossiers festzustellen, die sich jedoch nicht in den Zahlen widerspiegelt.

Die **Staatsanwaltschaft** muss weiterhin eine hohe Arbeitslast bewältigen. Tatsächlich stieg die Zahl der Verfahren, die in diesem Berichtsjahr registriert wurden, analog zur Zahl der erledigten Angelegenheiten. Auch die Zahl der hängigen Verfahren konnte gesenkt werden.

Das **Zwangsmassnahmengericht** verzeichnet erneut eine Zunahme der Neueingänge.

Die zahlenmässige Abnahme der Eingänge, die beim **Jugendstrafgericht** festgestellt wurde, ist unter Vorbehalt zu betrachten, da die Zählweise der eingehenden Fälle geändert wurde.

Die Zahl der neuen Angelegenheiten über alle Fachgebiete hinweg, die bei den **Bezirksgerichten** registriert wurden, stieg an. Die Zahl der erledigten Angelegenheiten ist zwar gestiegen, doch konnte dadurch die Zahl der am 31. Dezember hängigen Angelegenheiten nicht gesenkt werden. Wie im vergangenen Jahr stieg im Saanebezirk die Zahl der Eingänge, der erledigten Angelegenheiten und der hängigen Angelegenheiten. Der Glanebezirk verzeichnet im Berichtsjahr die gleiche Entwicklung. Im Sense-, im Greyerz- und im Seebezirk nahmen die Eingänge und die Erledigungen zu; die hängigen Angelegenheiten konnten jedoch gesenkt werden. Im Broyebezirk nahm die Zahl der

Eingänge, der hängigen Angelegenheiten und der erledigten Angelegenheiten ab. Der Vivisbachbezirk schliesslich hatte die gleiche Anzahl an Eingängen, einen Rückgang der Erledigungen und eine Zunahme der hängigen Angelegenheiten.

2023 wurden der **Gerichtsunabhängigen Justizbehörde** 446 Fälle zugewiesen (505 im Jahr 2022), und sie konnte 482 erledigen (433 im Jahr 2022).

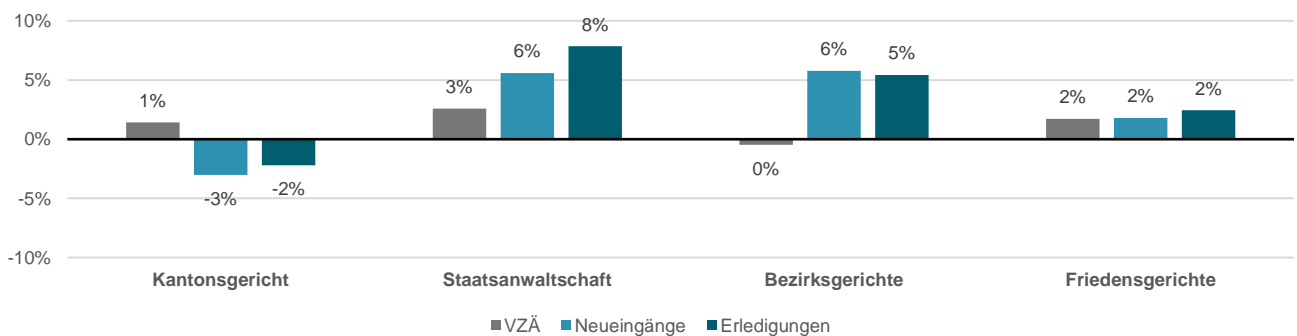
Das Volumen der neuen Fälle in allen Rechtsgebieten **der Friedensgerichte** ist gestiegen. Dasselbe gilt für die erledigten Fälle, die hängigen Fälle und die getroffenen Entscheide. Diese Tendenz findet sich im Saane-, im Greyerz- und im Broyebezirk. Im Sensebezirk gingen die Eingänge, die erledigten Fälle und die Entscheide zurück, während die Zahl der hängigen Fälle anstieg. Der Seebezirk sieht sich einem Anstieg der Eingänge, der hängigen Fälle und der Entscheide gegenüber; die Zahl der erledigten Fälle geht zurück. Im Glanebezirk nahm die Zahl der getroffenen Entscheide zu, während die Eingänge, die erledigten Fälle und die hängigen Fälle zurückgingen. Im Vivisbachbezirk schliesslich gehen die Eingänge und die erledigten Fälle zurück; die hängigen Fälle und die Entscheide nehmen zu.

Wie oben festgestellt wurde, verwalten die **Oberämter** ihre Angelegenheiten mit Excel-Tabellen, was einen Zeitverlust mit sich bringt und die Arbeit dieser ohnehin schon stark belasteten Behörden erschwert. Die Verwaltungsgerichtsbarkeit ist nach wie vor von der Aufsicht des Rats ausgenommen.

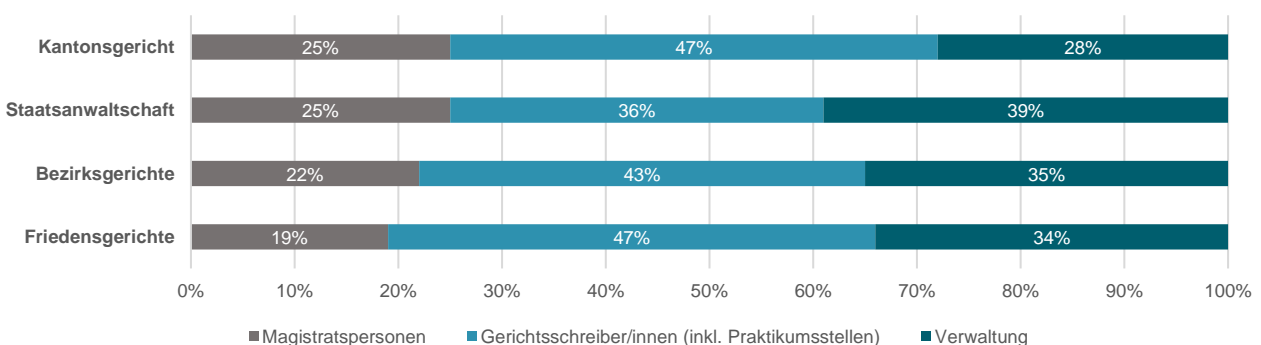
Schliesslich sahen sich die **Schlichtungskommissionen für Mietsachen** im Berichtsjahr einer regelrechten Explosion der Zahl ihrer Fälle gegenüber; diese Zunahme ist natürlich auf die Erhöhung des Referenzzinssatzes zurückzuführen.

2.4 Personalausstattung der Gerichtsbehörden 2023

Entwicklung VZÄ (Magistratspersonen, Gerichtsschreiber/innen, Verwaltung) - Neueingänge - Erledigungen 2022-2023



Personalressourcen VZÄ nach den verschiedenen Kategorien 2023



3 Tätigkeit der Gerichtsbehörden

3.1 Kantonsgericht KG

Aufgabe und Zuständigkeit

Das Kantonsgericht KG ist oberste Behörde in Zivil-, Straf- und Administrativsachen. Es entscheidet über Berufungen und Beschwerden gegen ein erstinstanzliches Urteil und auch über Klagen und Beschwerden gegen Entscheide der Verwaltungsbehörden des Kantons. Ihm kommt eine doppelte Funktion als Gerichtsbehörde und als delegiertes Aufsichtsorgan über die Verwaltung der Rechtspflege zu.

Webseite KG: <https://www.fr.ch/de/gb/kg>

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2023

Marc Sugnaux, Präsidentin; Marc Boivin, Vizepräsident

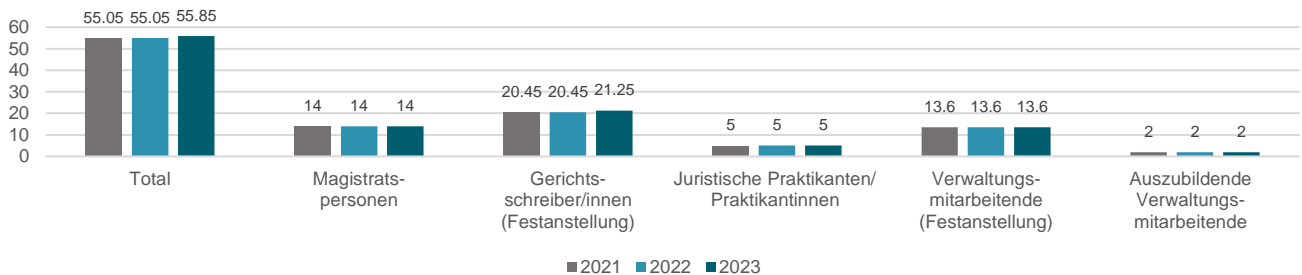
Stéphanie Colella, Jérôme Delabays, Markus Ducret, Michel Favre, Johannes Frölicher, Dominique Gross, Daniela Kiener, Catherine Overney, Anne-Sophie Peyraud, Laurent Schneuwly, Vanessa Thalmann, Cornelia Thalmann El Bachary, Sandra Wohlhauser, Mitglieder

Annick Achtari, François-Xavier Audergon, Felix Baumann, Olivier Bleicker, Mathias Boschung, Sonia Bulliard Grosset, Jenny Castella, Francine Defferrard, Catherine Faller, Susanne Fankhauser, Debora Friedli-Bruggmann, Caroline Gauch, Tarkan Göksu, Catherine Hayoz, Michel Heinzmann, Marianne Jungo, Jean-Benoît Meuwly, Séverine Monferini Nuoffer, Jean-Luc Mooser, Bruno Pasquier, Christian Pfammatter, Armin Sahli, Jean-Marc Sallin, Sandrine Schaller Walker, Daniel Schneuwly, Kurt Schwab, Philippe Tena, Catherine Yesil-Huguenot, Marc Zürcher, Ersatzrichterin/Ersatzrichter

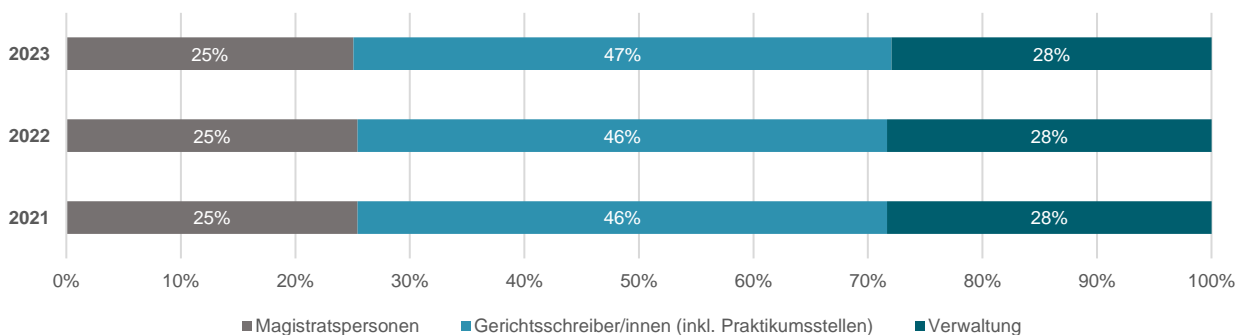
- > I. Zivilappellationshof: Jérôme Delabays, Präsident; Dina Beti, Sandra Wohlhauser, Laurent Schneuwly, Cornelia Thalmann El Bachary, Mitglieder
- > II. Zivilappellationshof: Dina Beti, Präsidentin; Catherine Overney, Michel Favre, Markus Ducret, Mitglieder
- > Schuldbetreibungs- und Konkurskammer: Catherine Overney, Präsidentin; Markus Ducret, Michel Favre, Mitglieder
- > Kindes- und Erwachsenenschutzhof: Sandra Wohlhauser, Präsidentin; Jérôme Delabays, Laurent Schneuwly, Vanessa Thalmann, Mitglieder
- > Strafappellationshof: Michel Favre, Präsident; Catherine Overney, Markus Ducret, Marc Boivin, Mitglieder
- > Strafkammer: Laurent Schneuwly, Präsident; Jérôme Delabays, Sandra Wohlhauser, Mitglieder
- > I. Verwaltungsgerichtshof: Anne-Sophie Peyraud, Präsidentin; Dina Beti, Dominique Gross, Stéphanie Colella, Mitglieder
- > II. Verwaltungsgerichtshof: Johannes Frölicher, Präsident; Dominique Gross, Anne-Sophie Peyraud, Cornelia Thalmann El Bachary, Vanessa Thalmann, Mitglieder
- > III. Verwaltungsgerichtshof: Dominique Gross, Präsidentin; Johannes Frölicher, Dina Beti, Stéphanie Colella, Mitglieder
- > Steuergerichtshof: Marc Sugnaux, Präsident; Dina Beti, Daniela Kiener, Mitglieder
- > I. Sozialversicherungsgerichtshof: Marc Boivin, Präsident; Marc Sugnaux, Dominique Gross, Vanessa Thalmann, Stéphanie Colella, Mitglieder
- > II. Sozialversicherungsgerichtshof: Daniela Kiener, Präsident; Johannes Frölicher, Anne-Sophie Peyraud, Marc Sugnaux, Mitglieder

3.1.1 Personalressourcen

KG - Personalressourcen - VZÄ am 31.12.



KG - Personalressourcen - VZÄ nach den verschiedenen Kategorien



3.1.2 Bemerkungen zur Tätigkeit

Das Kantonsgericht stellt seit mehreren Jahren eine beunruhigende Tendenz zu vermehrt umfangreichen und komplexen Fällen fest. Dieses Phänomen ist in allen Kantonen zu beobachten und betrifft auch die Bundesgerichte. Es steht im Zusammenhang damit, dass sich Rechtsuchende vermehrt hartnäckig und systematisch gefällten Entscheiden widersetzen und von Rechtsmitteln Gebrauch machen.

Dazu kommen wiederholte Änderungen von Gesetzen und der Rechtsprechung, die eine doppelte Auswirkung haben. Einerseits werden die rechtlichen Vorschriften in vielen Bereichen immer komplizierter, wodurch sich die Möglichkeiten, Rechtsmittel einzulegen, vervielfachen. Andererseits entwickeln sich die Verfahren weiter und zwingen die Gerichtsbehörden, rascher zu entscheiden. Dies ist insbesondere im Bereich des Strafrechts der Fall, denn am 1. Januar 2024 treten neue Bestimmungen der revidierten Strafprozessordnung in Kraft, die vorschreiben, dass die Rechtsmittelinstanz (Strafkammer) innerhalb von 6 Monaten und das Berufungsgericht (Strafappellationshof) innerhalb von 12 Monaten entscheiden muss. In Strafsachen kommt noch dazu, dass die Rechtsprechung des Bundesgerichts die Möglichkeiten, im schriftlichen Verfahren zu entscheiden, eingeschränkt hat, was zur Folge hat, dass die Zahl der mündlichen Sitzungen, an denen zwingend drei Kantonsrichterinnen oder Kantonsrichter anwesend sein müssen, deutlich gestiegen ist (+40 % seit 2017), unabhängig davon, um was es in dieser Art von Fällen geht.

Es wird auch auf die bedeutende Belastung des I. Zivilappellationshofs hingewiesen, welche die Folge davon ist, dass die Zahl der Angelegenheiten, die aufgrund der Rechtsprechung des Bundesgerichts bei den Unterhaltsbeiträgen eingetragen werden, weiterhin massiv zunimmt. Die Belastung des II. Verwaltungsgerichtshofs hängt namentlich mit der Revision des Bundesgesetzes über die Raumplanung und der Verabschiedung des neuen kantonalen Richtplans zusammen.

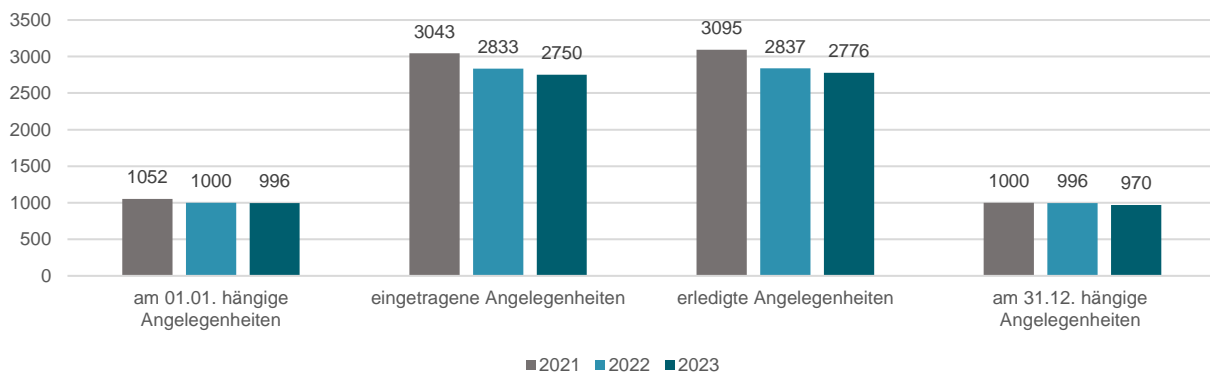
Im Jahr 2023 fällte das Kantonsgericht 2776 Urteile. Obwohl die Zahl der erledigten Fälle gegenüber 2022 (2837) und im Vergleich zu den Vorjahren zurückging, spiegelt diese Zahl nicht die effektive Arbeitslast des Kantonsgerichts wieder, die nach wie vor sehr hoch ist. Wie schon erwähnt wurde, sind die Verfahren in den letzten Jahren erheblich komplexer geworden, so dass das Arbeitsvolumen der einzelnen Fälle stark zugenommen hat und die Bearbeitungszeiten länger geworden sind. Die Zahl der Neueingänge ist ebenfalls gesunken (2023: 2750; 2022: 2833 %), die Zahl der hängigen Fälle belief sich am 31. Dezember 2023 auf 970, das sind 26 Fälle weniger als Ende 2022 (996), was erfreulich ist.

Das Kantonsgericht ist zudem stark in die Umsetzung des Programms E-Justice eingebunden. Die Tatsache, dass sich das Kantonsgericht freiwillig als Pilotbehörde zur Verfügung stellt (zentralisiertes Drucken im Jahr 2022, NomaDoc im Jahr 2023), ist ein wichtiges positives Zeichen für Veränderungen in allen Behörden.

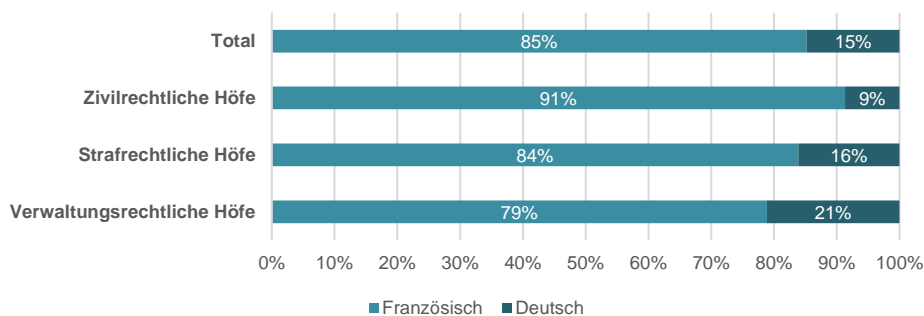
3.1.3 Arbeitslast – Statistik

3.1.3.1 Allgemeines

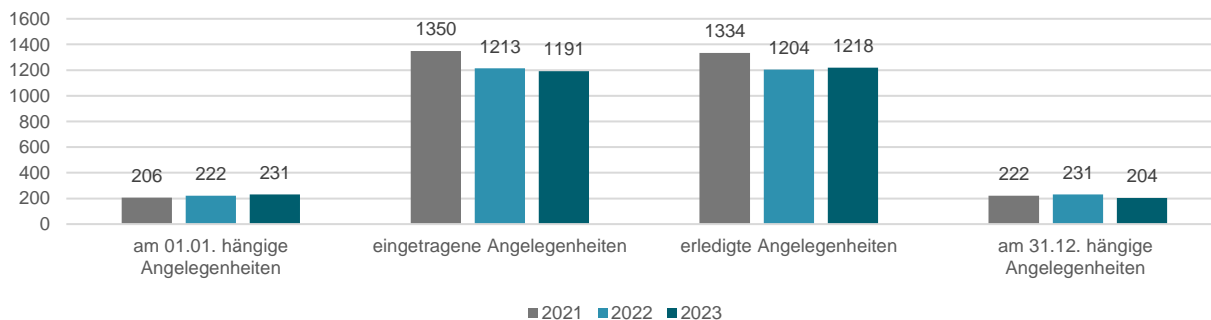
KG - Allgemeine Statistik Gericht und verschiedene Höfe 2021-2023



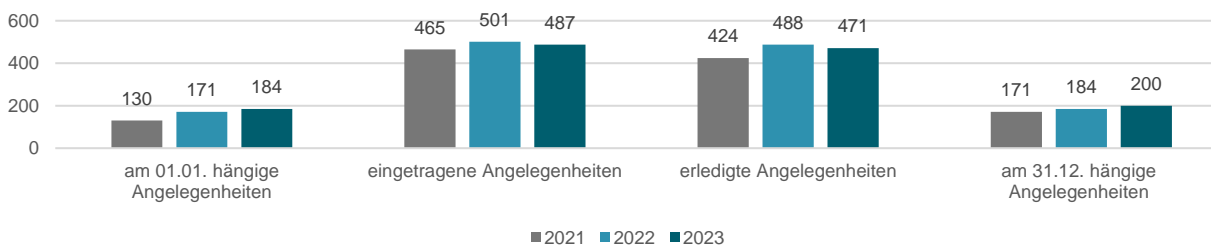
KG - Verfahrenssprache erledigte Angelegenheiten 2023



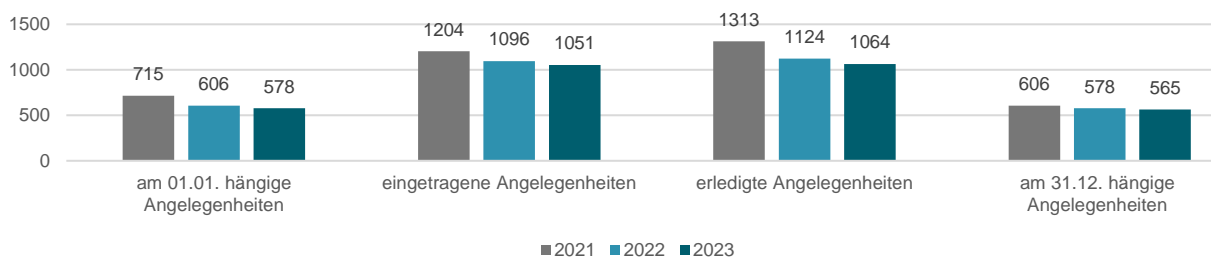
Zivilrechtliche Höfe - Entwicklung 2021-2023



Strafrechtliche Höfe - Entwicklung 2021-2023



Verwaltungsrechtliche Höfe - Entwicklung 2021-2023

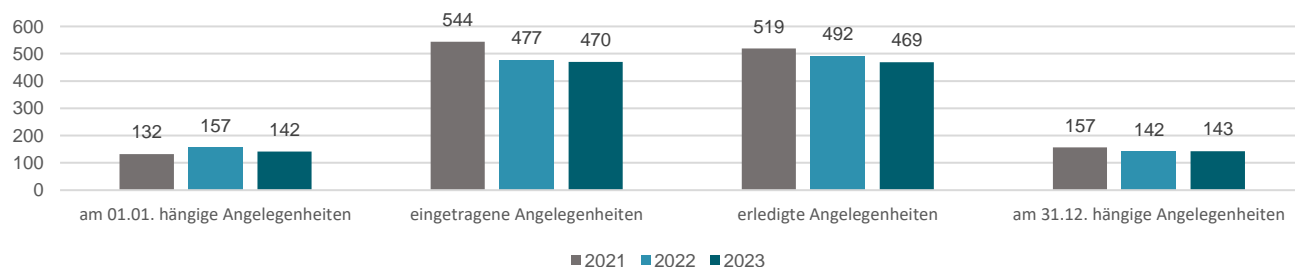


Verfahrensdauer	1–30 Tge	1–3 Mte	3–6 Mte	6–12 Mte	1–2 J.	>2 J.
I. Zivilappellationshof	200	113	70	64	21	1
II. Zivilappellationshof	135	98	31	12	3	1
II. Zivilappellationshof – intern. Rechtsh.	173	8	0	1	0	0
Schuldbetreibungs- u. Konkurskammer	111	38	4	1	0	0
Kindes- u. Erwachsenenschutzhof	57	50	25	1	0	0
Strafappellationshof	34	24	27	78	38	0
Strafkammer	79	123	52	10	6	0
I. Verwaltungsgerichtshof	28	49	30	42	13	2
II. Verwaltungsgerichtshof	34	30	25	57	56	11
III. Verwaltungsgerichtshof	40	68	20	43	4	1
Steuergerichtshof	20	38	17	30	4	0
I. Sozialversicherungsgerichtshof	20	26	28	113	37	2
II. Sozialversicherungsgerichtshof	24	24	54	63	9	2

3.1.3.2 Zivilrechtliche Höfe

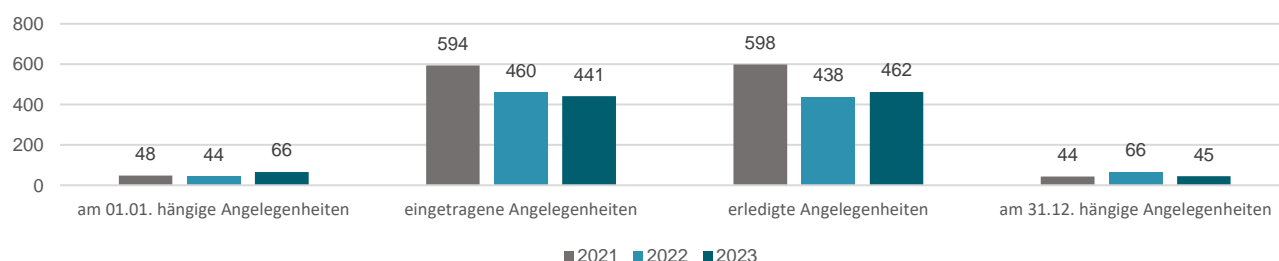
3.1.3.2.1 I. Zivilappellationshof

I. Zivilappellationshof - allgemeine Statistik 2021-2023



3.1.3.2.2 II. Zivilappellationshof

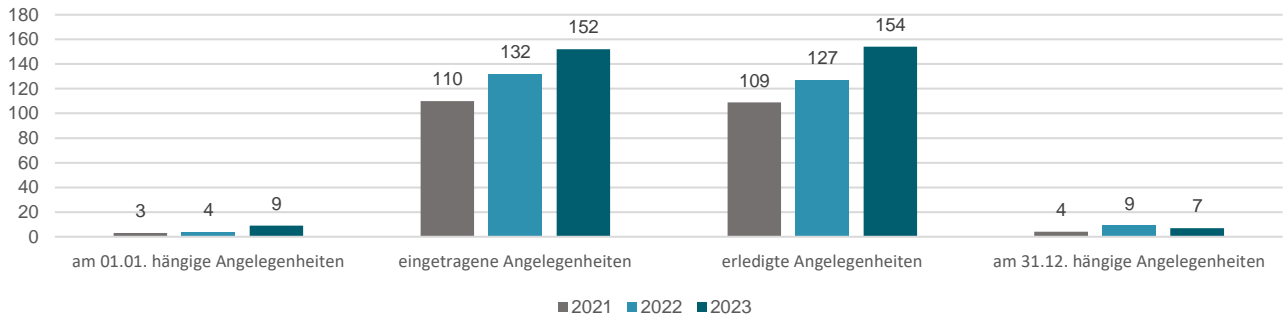
II. Zivilappellationshof - allgemeine Statistik 2021-2023



Internationale Rechtshilfeersuchen inbegriffen.

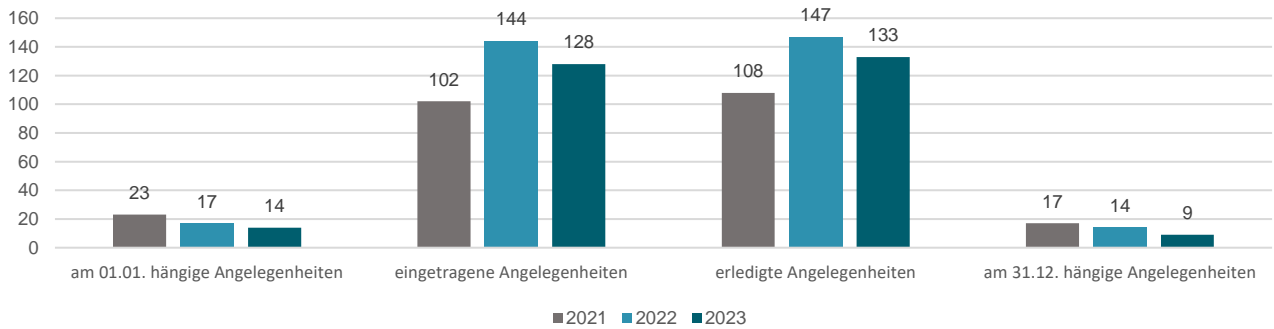
3.1.3.2.3 Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Schuldbetreibungs- und Konkurskammer - allgemeine Statistik 2021-2023



3.1.3.2.4 Kindes- und Erwachsenenschutzhof

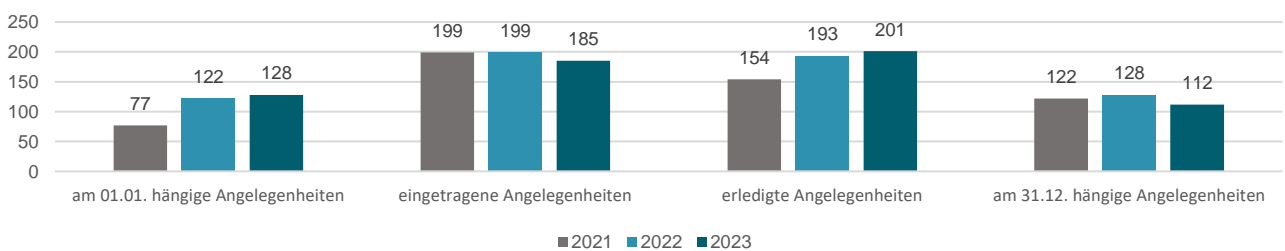
Kindes- und Erwachsenenschutzhof - allgemeine Statistik 2021-2023



3.1.3.3 Strafrechtliche Höfe

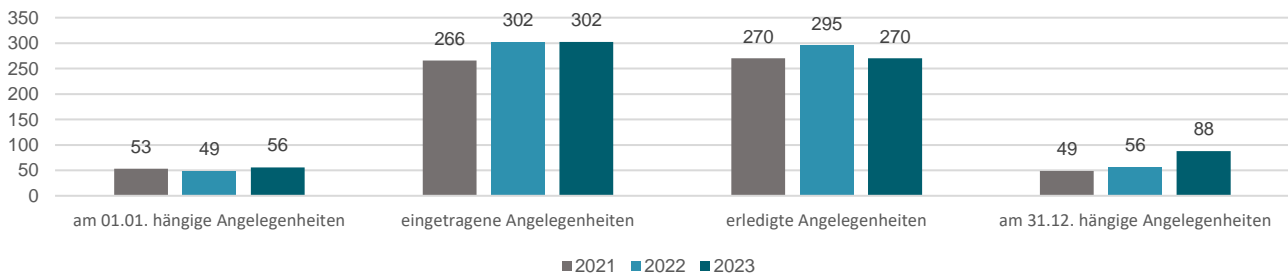
3.1.3.3.1 Strafappellationshof

Strafappellationshof - allgemeine Statistik 2021-2023



3.1.3.3.2 Strafkammer

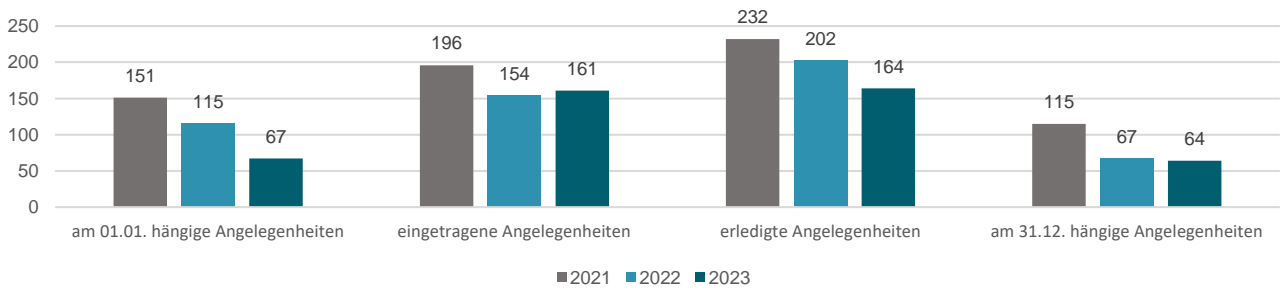
Strafkammer - allgemeine Statistik 2021-2023



3.1.3.4 Verwaltungsrechtliche Höfe

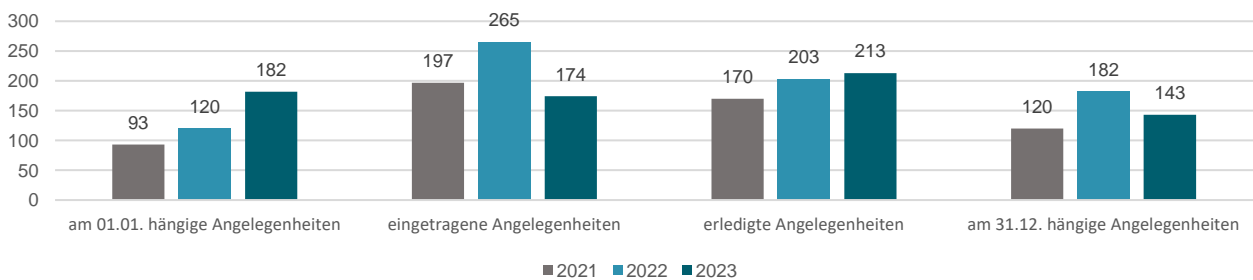
3.1.3.4.1 I. Verwaltungsgerichtshof

I. Verwaltungsgerichtshof - allgemeine Statistik 2021-2023



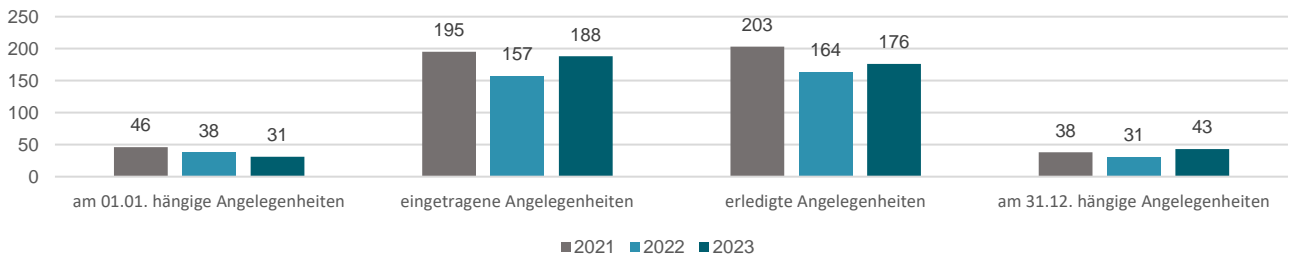
3.1.3.4.2 II. Verwaltungsgerichtshof

II. Verwaltungsgerichtshof - allgemeine Statistik 2021-2023



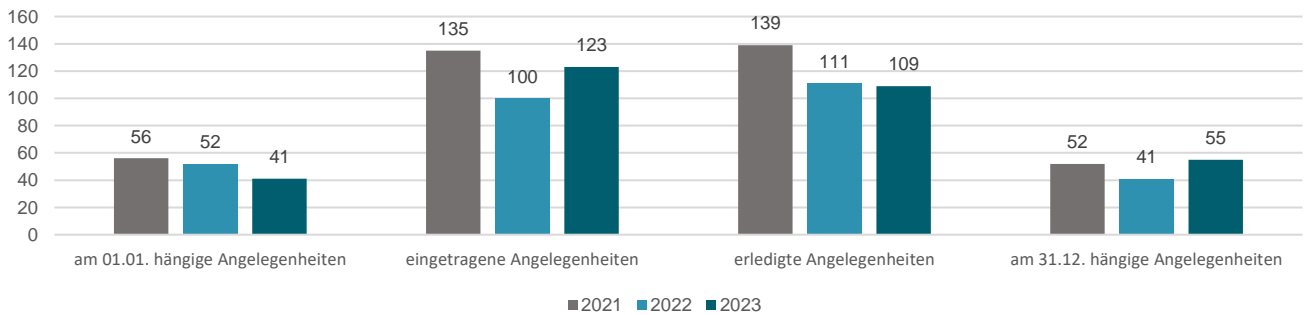
3.1.3.4.3 III. Verwaltungsgerichtshof

III. Verwaltungsgerichtshof - allgemeine Statistik 2021-2023



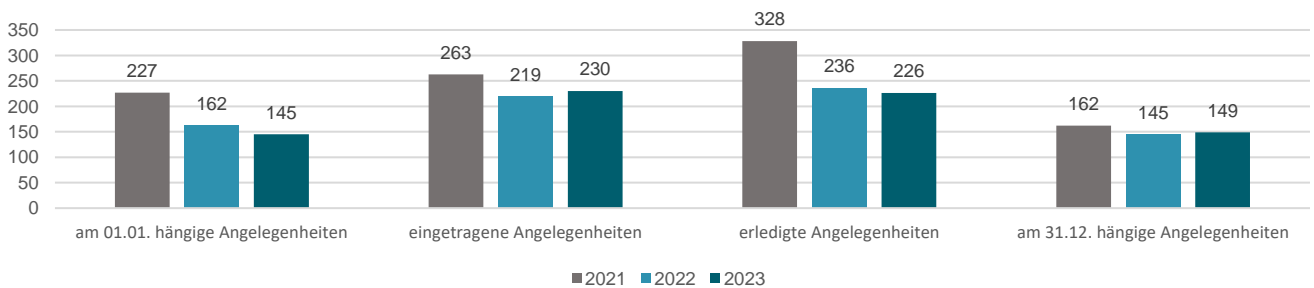
3.1.3.4.4 Steuergerichtshof

Steuergerichtshof - allgemeine Statistik 2021-2023



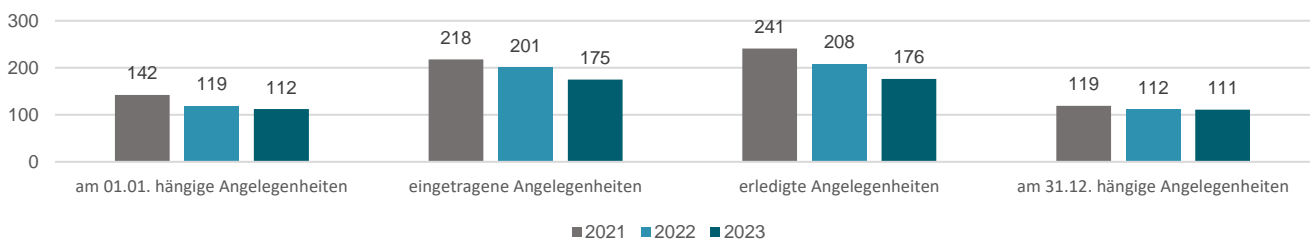
3.1.3.4.5 I. Sozialversicherungsgerichtshof

I. Sozialversicherungsgerichtshof - allgemeine Statistik 2021-2023



3.1.3.4.6 II. Sozialversicherungsgerichtshof

II. Sozialversicherungsgerichtshof - allgemeine Statistik 2021-2023



3.1.3.4.7 Beschwerden an das Bundesgericht

Behandelte Rechtsgebiete	2021	2022	2023
I. Zivilappellationshof	24	37	24
II. Zivilappellationshof	23	24	15
Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	4	6	7
Kindes- und Erwachsenenschutzhof	9	7	4
Strafappellationshof	50	29	50
Strafkammer	22	34	41
I. Verwaltungsgerichtshof	30	18	23
II. Verwaltungsgerichtshof	18	16	16
III. Verwaltungsgerichtshof	12	9	6
Steuergerichtshof	12	11	4
I. Sozialversicherungsgerichtshof	32	23	36
II. Sozialversicherungsgerichtshof	21	15	17
Total	257	229	243

3.1.4 Detaillierter Tätigkeitsbericht des Kantonsgerichts

[Link.](#)

3.2 Staatsanwaltschaft StA

Aufgabe und Zuständigkeit

Die Staatsanwaltschaft StA wacht über die Einhaltung von Recht und Ordnung. Sie vertritt namentlich den Staat vor den Bezirksstrafgerichten und gegebenenfalls den Bezirkszivilgerichten, dem Jugendstrafgericht, dem Wirtschaftsstrafgericht, dem Kantons- und dem Bundesgericht.

Webseite StA: <https://www.fr.ch/de/sjd/sta>.

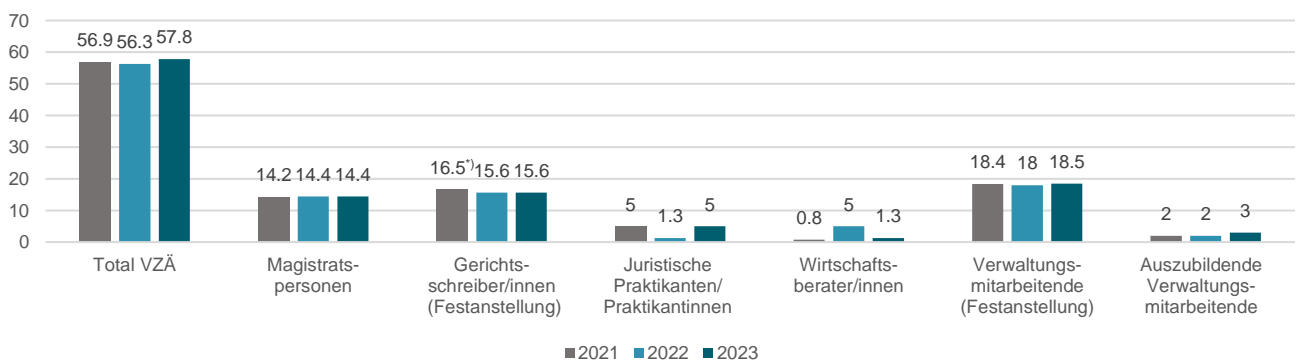
Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2023

Fabien Gasser, Generalstaatsanwalt; Alessia Chocomeli, Stellvertretende Generalstaatsanwältin; Raphaël Bourquin, Stellvertretender Generalstaatsanwalt

Stéphanie Amara, Julien Aubry, Philippe Barboni, Marc Bugnon, Sandrine Chardonnens, Frédéric Chassot, Catherine Christinaz, Christiana Dieu Bach, Patrick Genoud, Liliane Hauser, Sonja Hurni, Laurent Moschini, Staatsanwältin/Staatsanwalt

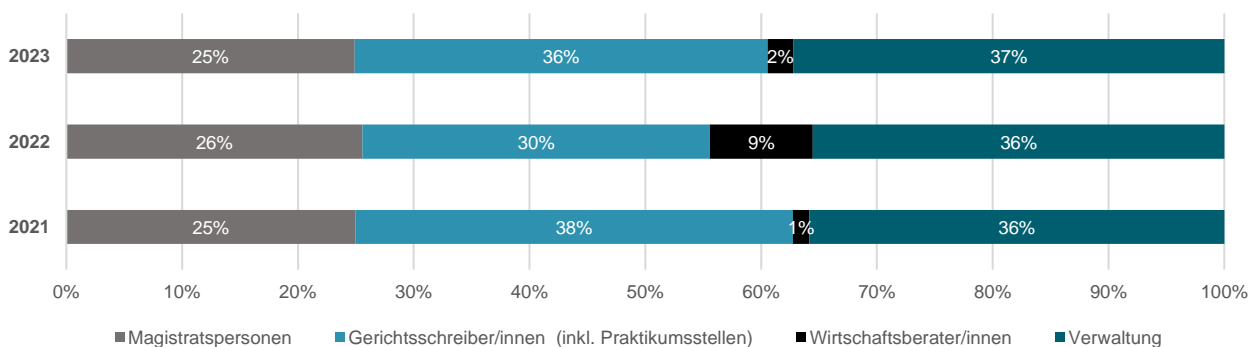
3.2.1 Personalressourcen

StA - Personalressourcen - VZÄ am 31.12.



*) Im Jahr 2021 enthielt der Bericht eine nicht ständige Gerichtsschreiberstelle, die mit Hilfe eines ausserordentlichen Budgets erhalten wurde.

StA - Personalressourcen nach VZÄ der verschiedenen Kategorien 2021-2023



3.2.2 Bemerkungen zur Tätigkeit

Die Staatsanwaltschaft hatte, was die Arbeitslast betrifft, ein schwieriges Jahr: Es ist ein deutlicher Anstieg der Zahl der registrierten Verfahren (+ 905 Einheiten) auf erstmals mehr als 16 000 Fälle zu verzeichnen.

Diese Situation führte zu Verzögerungen auf allen Ebenen, von der Registrierung der Fälle bis zum Eintrag ins Strafregister. Diese Verzögerungen hatten auch zur Folge, dass versandbereite Dossiers zurückgehalten werden mussten, weil neue Anzeigen eingereicht oder ein Antrag auf Gerichtsstandübernahme aus einem anderen Kanton gestellt wurde.

Die Prozesse und die Priorisierung bestimmter Aufgaben mussten überarbeitet werden, und es wurden zusätzliche (aber bloss temporäre) Arbeitskräfte bewilligt, so dass die Zahl der erledigten Fälle erhöht und damit die Zahl der hängigen Fälle in Grenzen gehalten werden konnte.

Die kommenden Änderungen der Gesetzgebung werden sich stark auf die Arbeitslast auswirken: Inkrafttreten der revidierten Strafprozessordnung (am 01.01.2024), der neuen Bestimmungen zu Sexualdelikten (am 01.07.2024) und des Bundesgesetzes über betrügerische Konkurse (am 01.01.2025). Der Generalstaatsanwalt befürchtet, dass auch aufgrund des neuen Art. 352a der Strafprozessordnung (StPO), der die Staatsanwaltschaft dazu verpflichtet, alle Beschuldigten einzuvernehmen, denen eine unbedingte Freiheitsstrafe (oder der Widerruf einer solchen Strafe) droht, die Zahl der Einvernahmen explodieren wird. Die Einführung von Art. 318 Abs. 1^{bis}, der die Staatsanwaltschaft verpflichtet, alle Geschädigten, auch diejenigen, die noch nicht als Zivilkläger aufgetreten sind, über ihre Absicht, eine Einstellungsverfügung zu erlassen, zu informieren und ihnen eine Frist zu setzen, um sich formell als Partei zu konstituieren und ihre Beweisanträge einzureichen, wird die Verfahren ebenfalls verlängern.

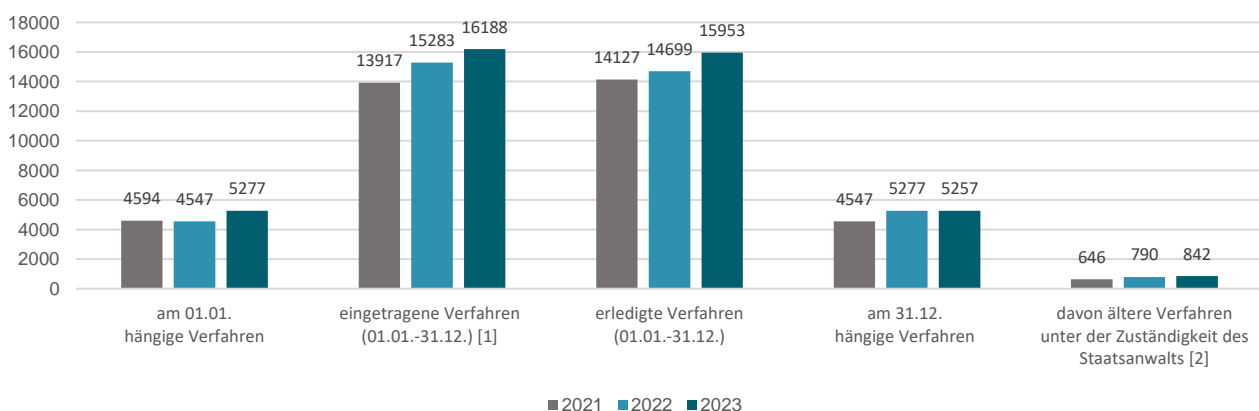
Wie oben erwähnt, ist es zwingend erforderlich, dass die Staatsanwaltschaft 2025 durch die Schaffung einer neuen Einheit über eine neue, nachhaltige Ausstattung verfügt.

Schliesslich hat die Staatsanwaltschaft die Spezialisierungen in den Bereichen Wirtschaftsdelikte und Widerhandlungen gegen das Bundesgesetz über Betäubungsmittel teilweise wieder eingeführt. Alle Staatsanwältinnen und Staatsanwälte arbeiten zwar in allen anderen Bereichen, können aber Ansprechpersonen für strafbare Handlungen gegen die sexuelle Integrität und im Kampf gegen den Menschenhandel in Anspruch nehmen.

3.2.3 Arbeitslast - Statistik

3.2.3.1 Im Allgemeinen

StA - Allgemeine Statistik 2021-2023

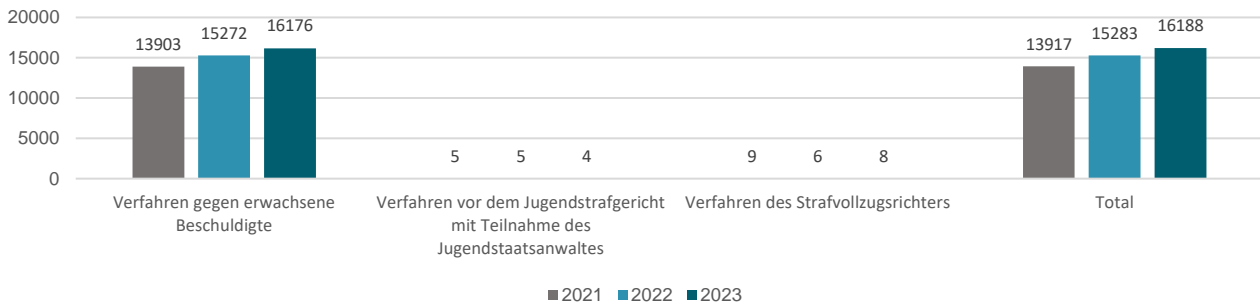


¹⁾ In den vorliegenden statistischen Zahlen entspricht eine Einheit einer beschuldigten Person. Es ist möglich, dass ein Strafossier mehrere Beschuldigte betrifft.
²⁾ d.h. offen seit mehr als 12 Monaten.

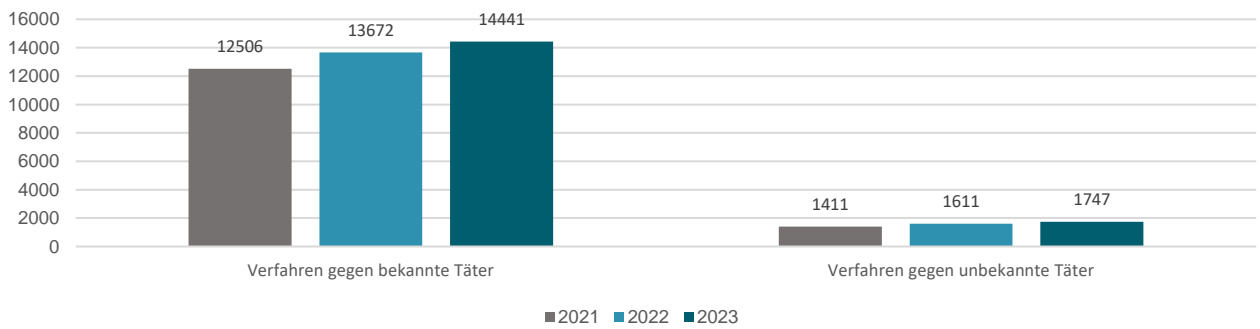
3.2.3.2 Eingetragene und hängige Verfahren

3.2.3.2.1 Eingetragene Verfahren

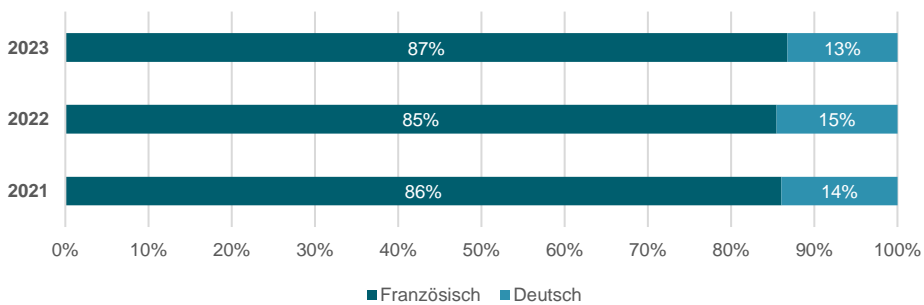
StA - Aufteilung der eingetragenen Verfahren 2021-2023



StA - Verfahren gegen bekannte und unbekannte Täter 2021-2023

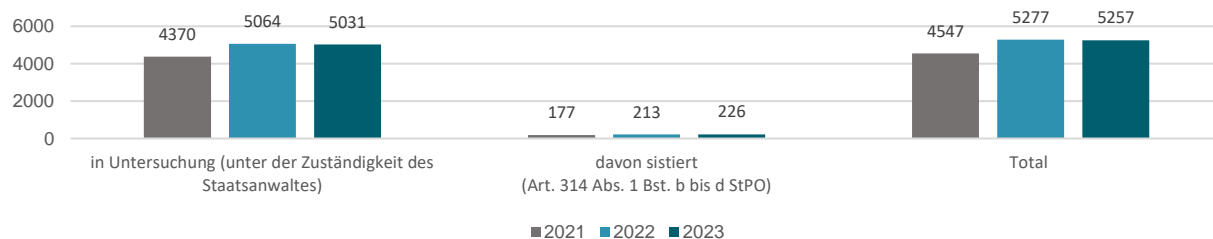


StA - Verfahrenssprache Neueingänge 2021-2023



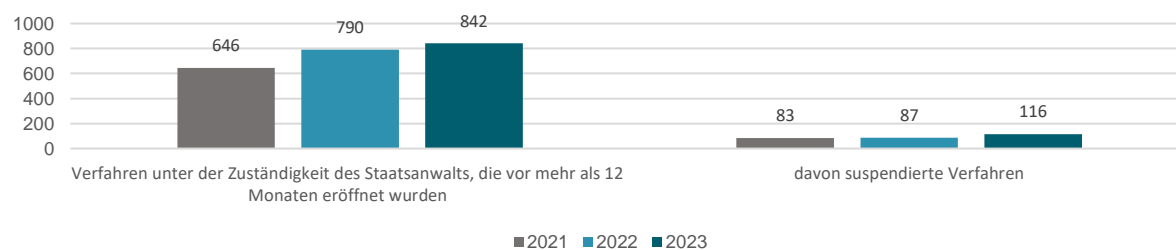
3.2.3.2.2 Hängige Verfahren

StA - Hängige Verfahren 2021-2023



3.2.3.2.3 Ältere hängige Verfahren

StA - Ältere hängige Verfahren 2021-2023



3.2.4 Detaillierter Tätigkeitsbericht der Staatsanwaltschaft

[Link.](#)

3.3 Zwangsmassnahmengericht ZMG

Aufgabe und Zuständigkeit

Das Zwangsmassnahmengericht ZMG bewilligt für den ganzen Kanton auf Antrag der Staatsanwaltschaft, der Jugendstrafrichterin/des Jugendstrafrichters oder des Amtes für Bevölkerung und Migration besonders einschneidende Zwangsmassnahmen auf dem Gebiet des Straf- und Verwaltungsrechts. Es trifft seine Entscheide durch eine Einzelrichterin/einen Einzelrichter.

Das Zwangsmassnahmengericht ordnet eine Untersuchungshaft an und verlängert diese, ordnet die Sicherheitshaft an, entscheidet über Haftentlassungsgesuche; ordnet andere Zwangsmassnahmen an oder genehmigt diese (insbesondere die Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs, die Überwachung mit technischen Überwachungsgeräten und die verdeckte Ermittlung); entscheidet über Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht, soweit hierfür die richterliche Beurteilung vorgeschrieben ist (insbesondere die Überprüfung der Rechtmässigkeit der Vorbereitungs- oder Ausschaffungshaft).

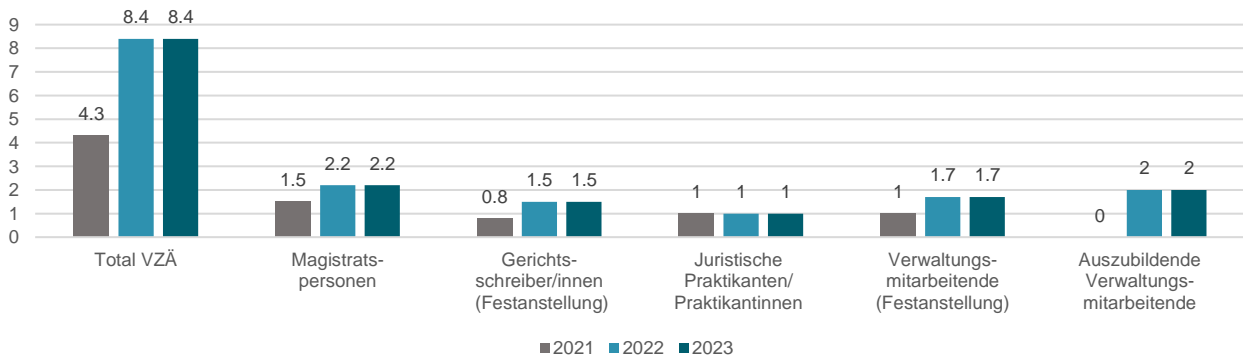
Webseite Gerichtsbehörden: <https://www.fr.ch/de/institutionen-und-politische-rechte/justiz/gerichtsbehoerden-zwangsmassnahmengericht>.

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2023

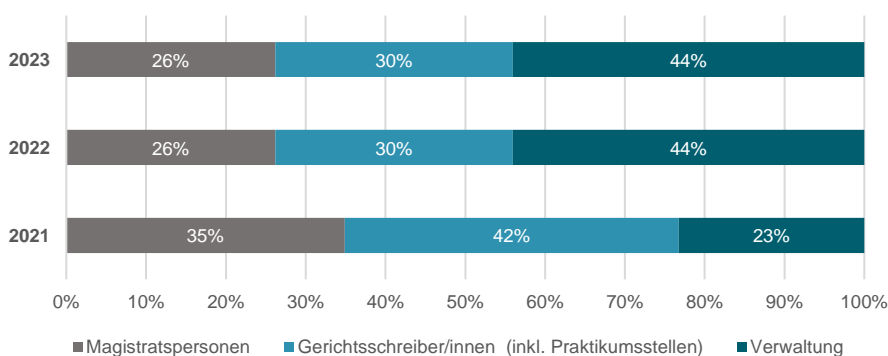
Delphine Maradan, Géraldine Barras, Sonja Walter, Richterinnen; Adeline Corpataux, Ludovic Farine, Caroline Gauch, Peter Stoller, Stellvertretende Richterin/Stellvertretender Richter

3.3.1 Personalressourcen

ZMG - Personalressourcen - VZÄ am 31.12.



ZMG - Personalressourcen (VZÄ) nach den verschiedenen Kategorien



3.3.2 Bemerkungen zur Tätigkeit

Nachdem das Volumen der Rechtsprechungstätigkeit im Jahr 2022 stabil geblieben war, nahm sie im Berichtsjahr wieder deutlich zu.

2023 wurde das Gericht mit 869 neuen Fällen befasst, 158 Fälle mehr als im Jahr 2022, was einem Anstieg der Anzahl der Fälle um mehr als 22 % innerhalb eines Jahres entspricht. Generell ist die Zahl der registrierten Fälle seit der Schaffung des Zwangsmassnahmengerichts im Jahr 2011 stets gestiegen.

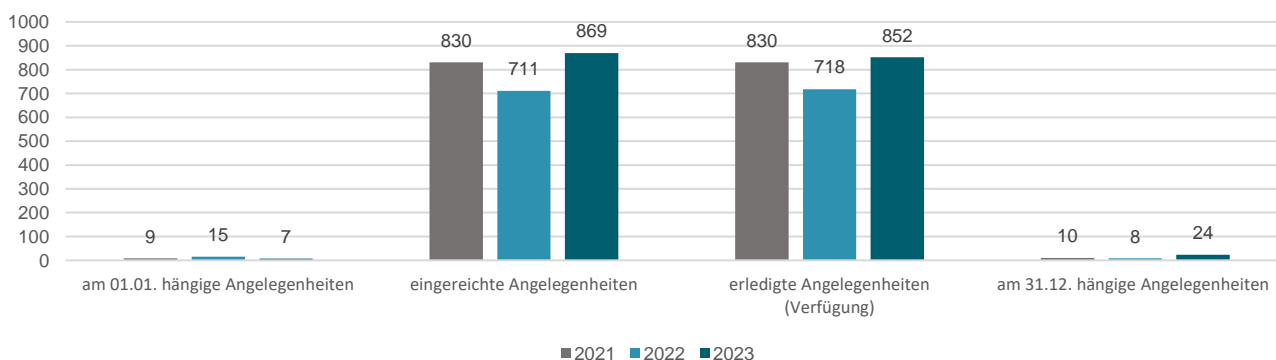
Der Rat ist erfreut, dass die interne Organisation des ZMG und die Verteilung der Fälle gut funktioniert. Er begrüsst die Umwandlung einer Gerichtsschreiberstelle in eine Chefgerichtsschreiberstelle, wodurch die Magistratspersonen von vielen Verwaltungsaufgaben entlastet werden können. Er begrüsst die Installation des vollständig und gesicherten PCs für die Siegel, was eine spürbare Zeitersparnis mit sich bringt. Der Rat nahm auch zur Kenntnis, dass die deutschsprachige Gerichtsschreiberei Unterstützung braucht.

Schliesslich weist der Justizrat darauf hin, dass dieses Gericht immer noch in Räumlichkeiten, die unter dem Gesichtspunkt der Sicherheit ungeeignet und zu klein sind, untergebracht ist und keinen Gerichtssaal hat.

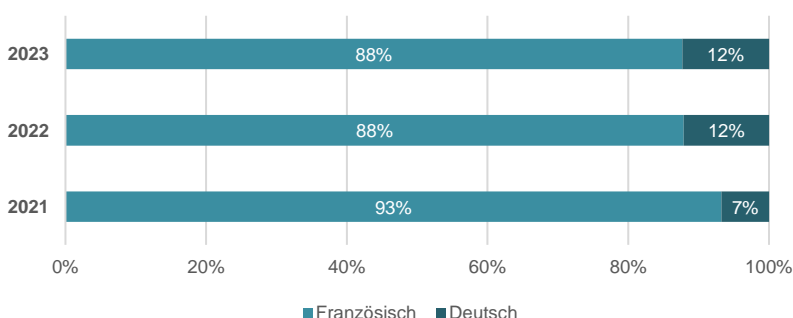
3.3.3 Arbeitslast - Statistik

3.3.3.1 Allgemeine Statistik

ZMG - Allgemeine Statistik 2021-2023



ZMG - Verfahrenssprache erledigte Angelegenheiten 2021-2023



3.3.4 Detaillierter Tätigkeitsbericht des Zwangsmassnahmengerichts

[Link.](#)

3.4 Jugendstrafgericht JSG

Aufgabe und Zuständigkeit

Das Jugendstrafgericht JSG behandelt Straftaten von Jugendlichen im Alter zwischen 10 und 18 Jahren. Es ist zuständig für die Verfolgung und Aburteilung der Straftaten sowie den Vollzug der Strafe.

Die Jugendrichterin/der Jugendrichter schliesst in ihrer/seiner Funktion als Untersuchungsbehörde die Untersuchung mit einer Einstellungsverfügung oder, wenn das Delikt nicht in die Zuständigkeit des Jugendstrafgerichts fällt, mit einem Strafbefehl ab. Fällt die Beurteilung der Straftat in die Zuständigkeit des Jugendstrafgerichts, so werden die Akten der Jugendstaatsanwaltschaft für die Anklageerhebung übergeben.

In seiner Funktion als urteilende Behörde entscheidet das Jugendstrafgericht erstinstanzlich über alle Straftaten, für die eine Unterbringung, eine Busse von mehr als 1000 Franken oder ein Freiheitsentzug von mehr als drei Monaten in Frage kommen. Es beurteilt auch Anklagen im Anschluss an Einsprachen gegen Strafbefehle.

Webseite Gerichtsbehörden: <https://www.fr.ch/de/institutionen-und-politische-rechte/justiz/gerichtsbehoerden-jugendgericht>.

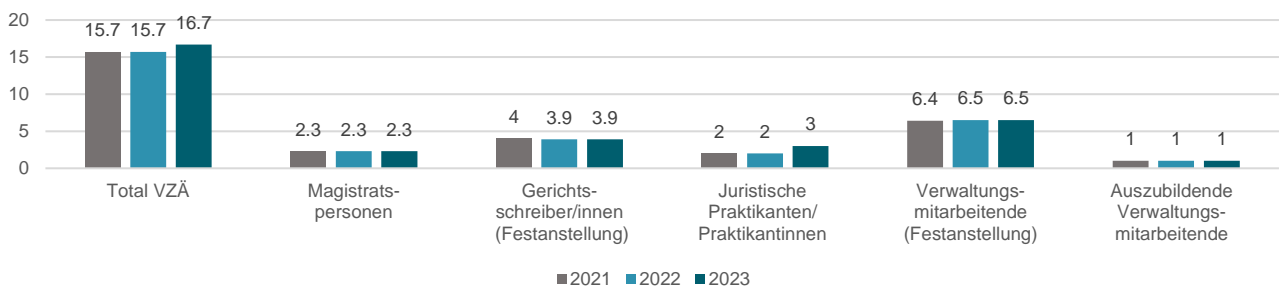
Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2023

Sandrine Boillat Zaugg, Pierre-Laurant Dougoud, Arthur Lehmann, Präsidentin/Präsident

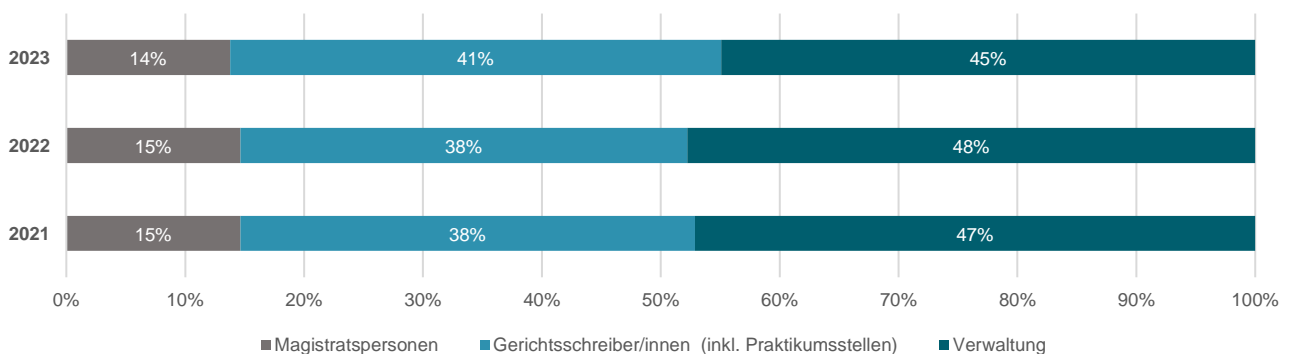
Gisèle Cotting Morf, Irène Hämmerli, Claude Pauchard, Claudine Perroud, Beisitzende; Brigitte Bauer, Inès Bruggisser, Mario Bugnon, Sylvie Gobet, Ersatzbeisitzende

3.4.1 Personalressourcen

JSG - Personalressourcen - VZÄ am 31.12.



JSG - Personalressourcen (VZÄ) nach den verschiedenen Kategorien 2021-2023



3.4.2 Bemerkungen zur Tätigkeit

2023 gingen beim Jugendstrafgericht 1675 neue Fälle ein (2022: 1850), die 1070 Minderjährige betrafen (2022: 1189). Während die Zahl der angezeigten Minderjährigen innerhalb der statistischen Norm der letzten Jahre liegt, ist die Zahl der neuen Fälle mit aller Zurückhaltung zu betrachten; sie ist auf die neue Zählweise der eingehenden Fälle, die seit dem 1. März 2023 in Kraft ist, d. h. eine Nummer pro Minderjährigen (vorher eine Nummer pro Fall) zurückzuführen.

Der Justizrat hat zur Kenntnis genommen, dass die Arbeitslast dieser Behörde aus verschiedenen Gründen weiter steigt und komplexer wird (Rückgang des Durchschnittsalters der jugendlichen Beschuldigten, Schwere der Straftaten, Schwierigkeiten, Angehörige zur Mitarbeit zu bewegen, ...).

Eine zügige Abwicklung der Verfahren ist aufgrund fehlender Ressourcen derzeit nicht mehr gewährleistet. So müssen sich die Richterinnen und Richter oft damit abfinden, dass sie minderjährige Angeklagte nicht mehr einvernehmen können, obwohl diese Phase des Verfahrens entscheidend ist. Da es nicht genügend Plätze in Zwangseinrichtungen gibt, entsteht bei manchen Delikten der Eindruck, dass sie ungestraft bleiben.

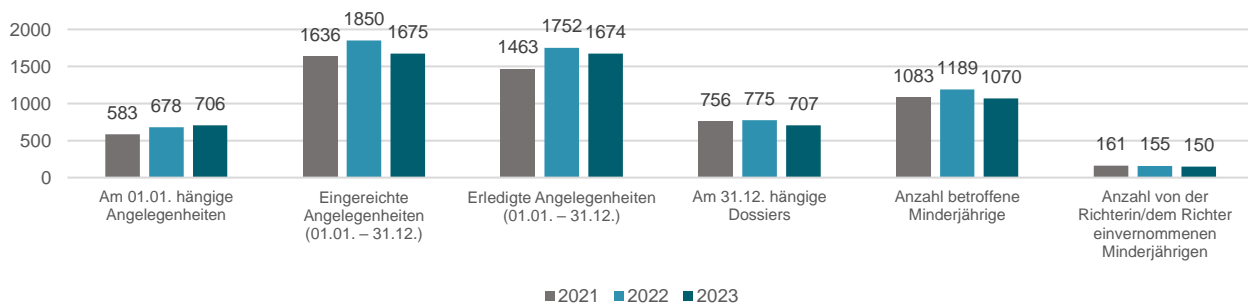
Mit anderen Worten kann der Rat nur feststellen, dass die zur Verfügung gestellten Instrumente für die Jugendstrafrechtspolitik und ihren Auftrag eindeutig mangelhaft sind.

Wie im Vorjahresbericht und oben erwähnt, ist die Schaffung einer zusätzlichen vollständigen Einheit (Richter/in / Gerichtsschreiberei / Sekretariat) dringend nötig, damit diese Behörde sich in Richtung einer zufriedenstellenden Umsetzung des Jugendstrafrechts bewegen kann.

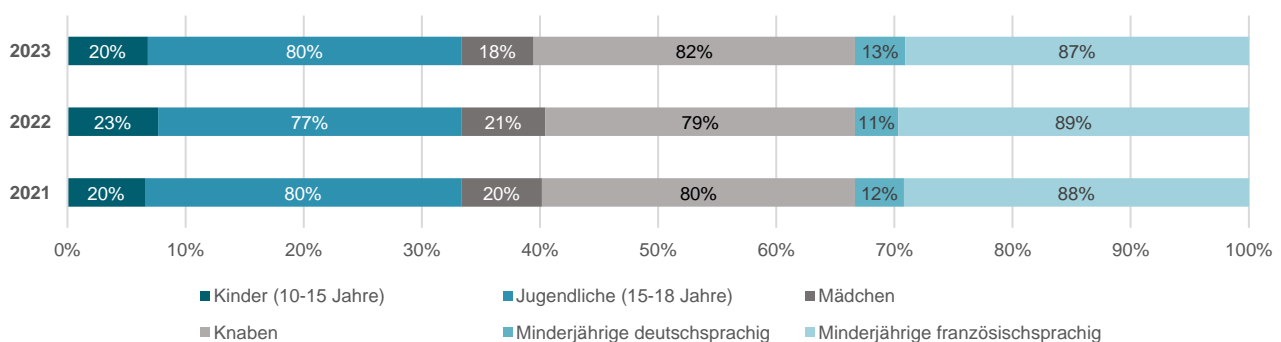
3.4.3 Arbeitslast - Statistik

3.4.3.1 Anzeigen und Strafanträge

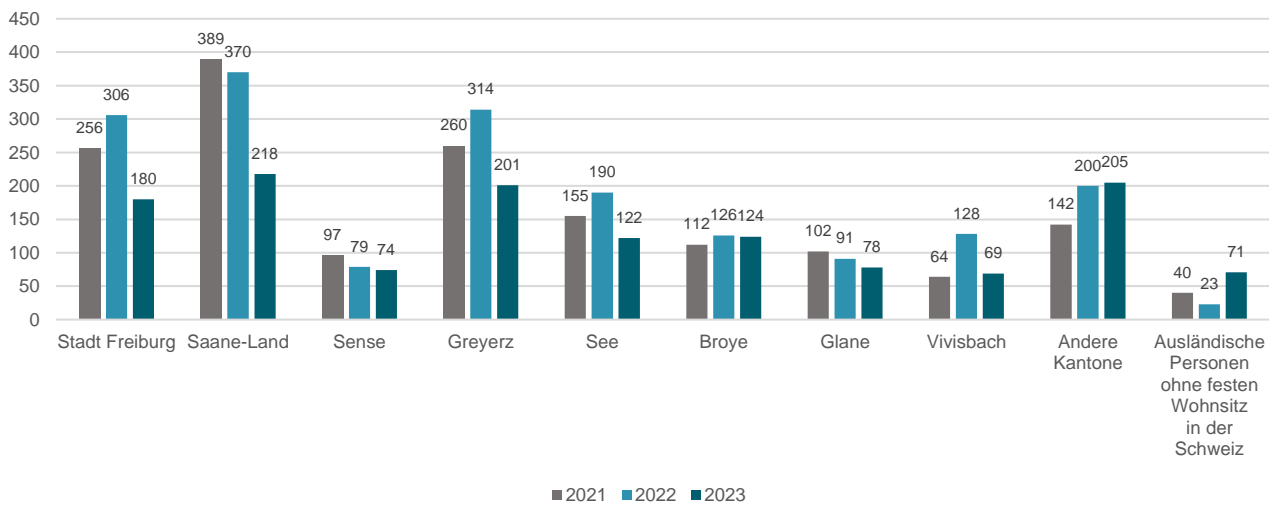
JSG - Allgemeine Statistik 2021-2023



JSG - Aufteilung nach Alter, Geschlecht und Sprache 2021-2023

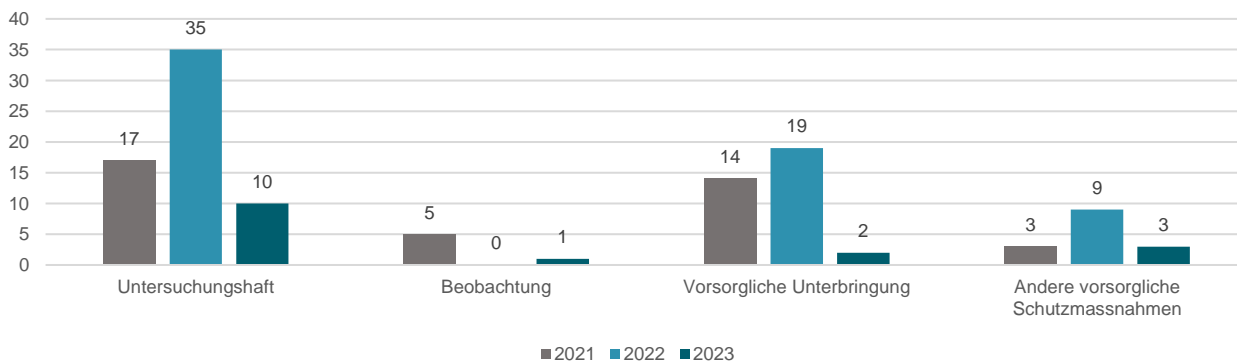


JSG - Aufteilung nach Wohnsitz 2021-2023



3.4.3.2 Vorsorgliche Massnahmen

JSG - Vorsorgliche Massnahmen 2021-2023



3.4.4 Detaillierter Tätigkeitsbericht des Jugendstrafgerichts

[Link.](#)

3.5 Gerichtsunabhängige Justizbehörde GUJB

Aufgabe und Zuständigkeit

Die gerichtsunabhängige RichterIn oder der gerichtsunabhängige Richter begibt sich zu den erstinstanzlichen Gerichtsbehörden des Staates Freiburg, um die ihm oder ihr anvertrauten Dossiers zu behandeln. Er oder sie hat den Auftrag, die erstinstanzlichen Gerichtsbehörden bei Überlastungen, Abwesenheiten oder Ausstand von Magistratspersonen temporär zu unterstützen. Es ist zu beachten, dass der gerichtsunabhängige Richter oder die gerichtsunabhängige RichterIn zurzeit ausschliesslich in französischer Sprache arbeitet.

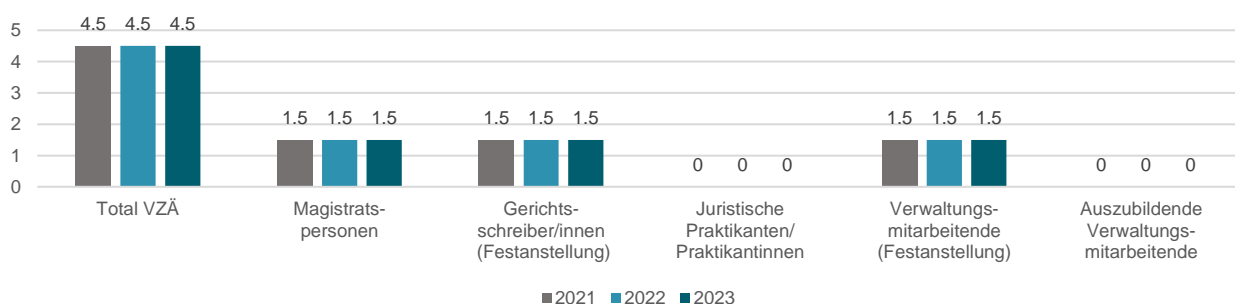
Webseite Gerichtsbehörden: <https://www.fr.ch/de/institutionen-und-politische-rechte/justiz/gerichtsbehoerden-cellule-judiciaire-itinerante>.

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2023

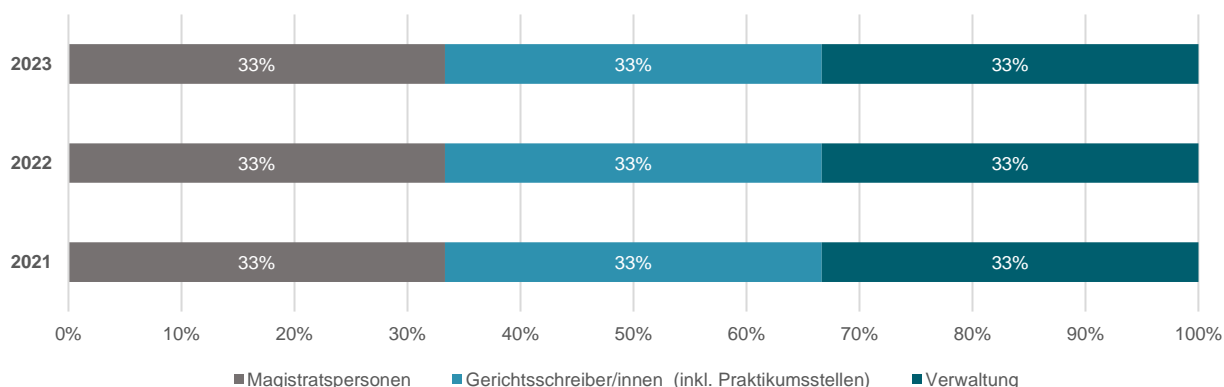
Lorraine Vallet, Nadine Aebischer, Richterinnen

3.5.1 Personalressourcen

GUJB - Personalressourcen - VZÄ am 31.12.



GUJB - Personalressourcen (VZÄ) nach den verschiedenen Kategorien



3.5.2 Bemerkungen zur Tätigkeit

Im Jahr 2023 haben 5 Bezirksgerichte regelmässig die Dienste der Gerichtsunabhängigen Justizbehörde in Anspruch genommen.

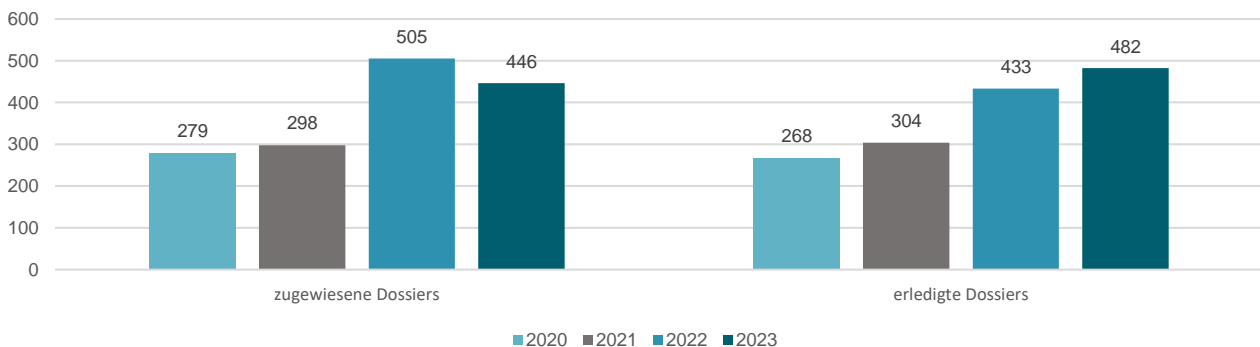
Die in allen Gerichten festgestellte Zunahme der Arbeitslast und die zunehmende Komplexität sind auch bei dieser Behörde festzustellen. Die administrative und organisatorische Belastung, die durch die spezielle Funktion bedingt ist, erschwert zudem ihren täglichen Betrieb.

In verschiedenen Instanzen, bei denen die gerichtsunabhängige Behörde einspringt, konnten vorübergehende Verstärkungen (junge Stellensuchende oder befristete Verträge für Gerichtsschreiber/innen) gewährt werden. Angesichts der steigenden und schwankenden Arbeitslast einiger Gerichte überprüfte der Rat jedoch im Laufe des Jahres dreimal den Schlüssel für die Verteilung der Fälle, die der Gerichtsunabhängigen Justizbehörde zugeteilt werden.

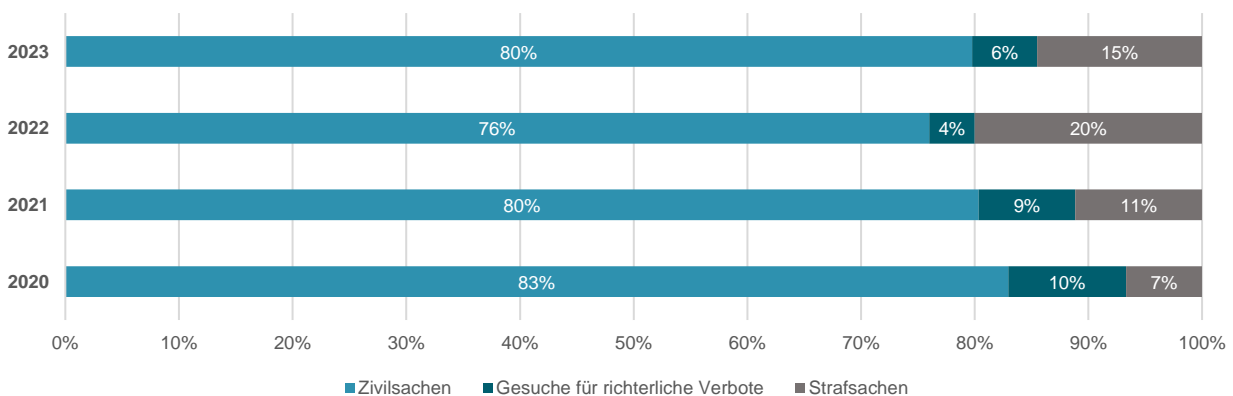
Während die zu 50 % angestellte Richterin die am Programm E-Justice beteiligten Magistratspersonen unterstützt, muss die zu 100 % angestellte Magistratsperson alle Gerichte (Fälle in französischer Sprache) entlasten. In Anbetracht der Überlastung aller ersten Instanzen hat auch die Einheit eine massive Belastung zu bewältigen, die angesichts der Art der ihr zugewiesenen Fälle nicht unbedingt aus den Erledigungszahlen hervorgeht.

3.5.3 Arbeitslast – Statistik

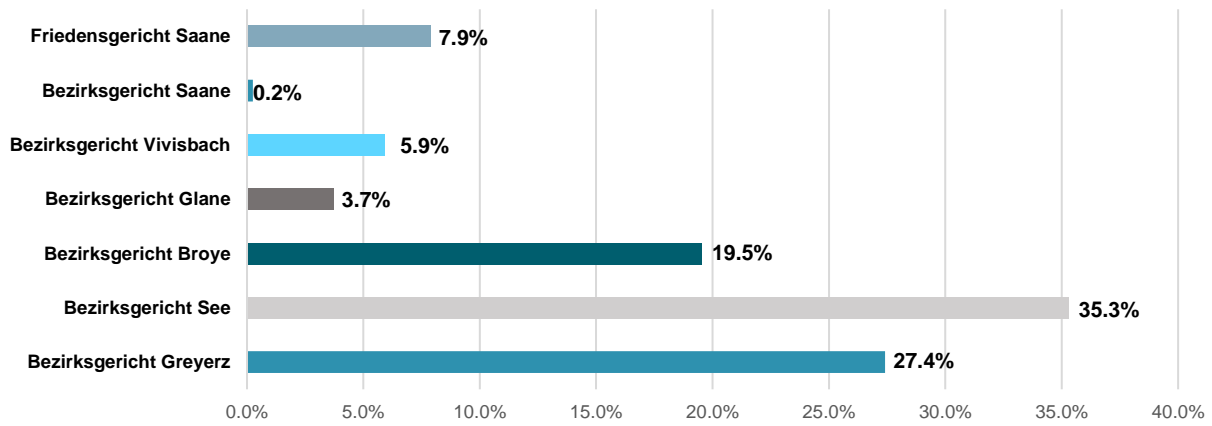
GUJB - Allgemeine Statistik 2020-2023



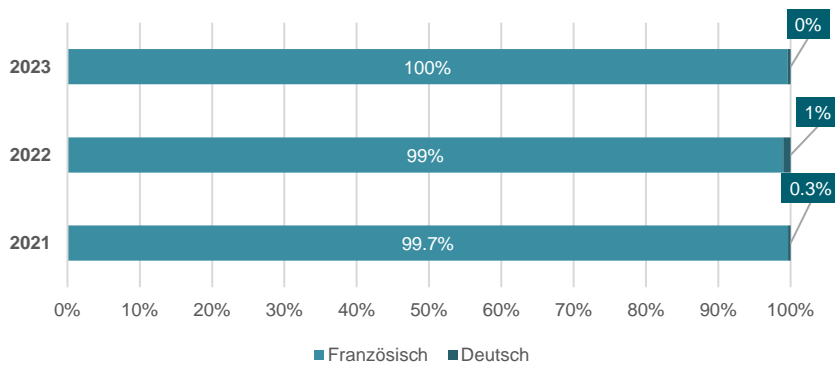
GUJB - Aufteilung der zu behandelnden Dossiers nach Rechtsgebiet 2020-2023



GUJB - Aufteilung der erledigten Dossiers nach Gerichtseinheit 2023



GUJB - Verfahrenssprache erledigte Dossers 2021-2023



3.5.4 Detaillierter Tätigkeitsbericht der Gerichtsunabhängigen Justizbehörde

[Link.](#)

3.6 Wirtschaftsstrafgericht WSG

Aufgabe und Zuständigkeit

Das Wirtschaftsstrafgericht WSG ist ein erstinstanzliches Gericht, dessen Gerichtsbarkeit sich auf das ganze Kantonsgebiet erstreckt. Es beurteilt die Angelegenheiten, die hauptsächlich Vermögensdelikte oder Urkundenfälschungen betreffen, wenn ihre Abklärung besondere wirtschaftliche Kenntnisse oder die Würdigung einer grossen Zahl von Beweisurkunden erfordert.

Webseite Gerichtsbehörden: <https://www.fr.ch/de/institutionen-und-politische-rechte/justiz/gerichtsbehoerden-wirtschaftsstrafgericht>.

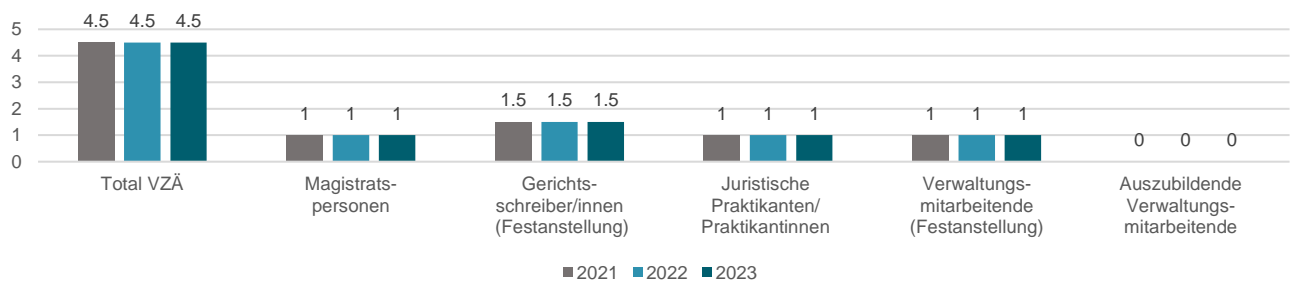
Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2023

Alain Gautschi, Präsident; Benoît Chassot, José Rodriguez, Jean-Marc Sallin, Stellvertretende Präsidenten

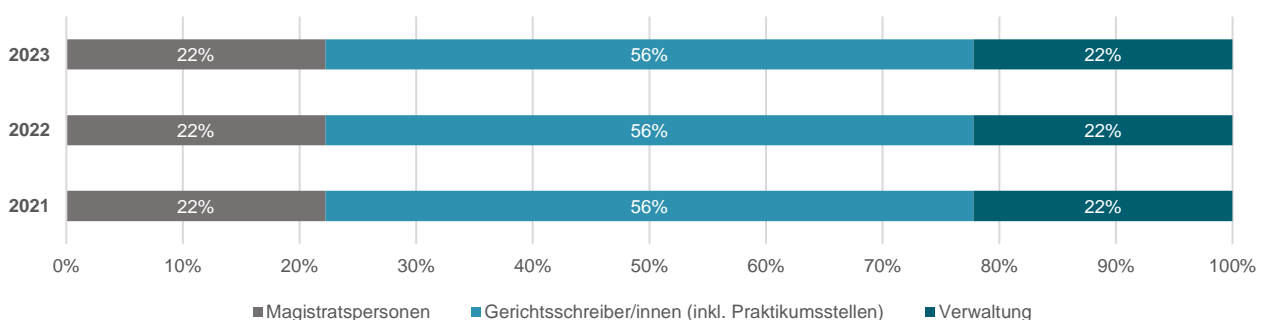
Julien Baechler, Céline Cal-Oberson, Eric Charrière, Julien Joseph Collaud, Dominique Corminboeuf-Strehblow, Joseph Déneraud, Marie-Christine Dorand, Alexandre Dumas, Laurent Jacot, Bernard Loup, Cédric Margueron, Gisela Marty, Martin Morel, Nicole Moret, Thierry Schmid, Thierry Vial, Franz Walter, Andreas Zbinden, Beisitzende

3.6.1 Personalressourcen

WSG - Personalressourcen - VZÄ am 31.12.



WSG - Personalressourcen (VZÄ) nach den verschiedenen Kategorien



3.6.2 Bemerkungen zur Tätigkeit

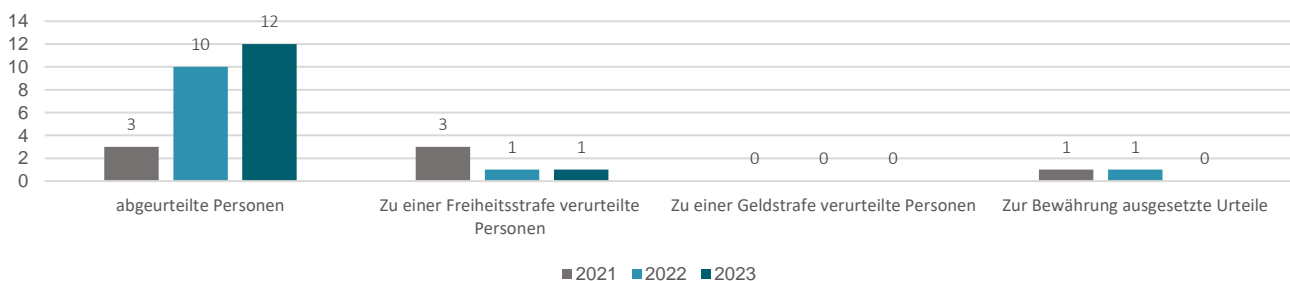
2023 tagte das Wirtschaftsgericht wie folgt: 7 Fälle zwischen Februar und Juli 2023. Zudem wurden 5 weitere Entscheide später getroffen.

Der Justizrat ist sich der besonderen Rolle dieser Behörde bewusst, d. h. der umfangreichen Dossiers, die eine konzentrierte Arbeit über mehrere Monate hinweg erfordern.

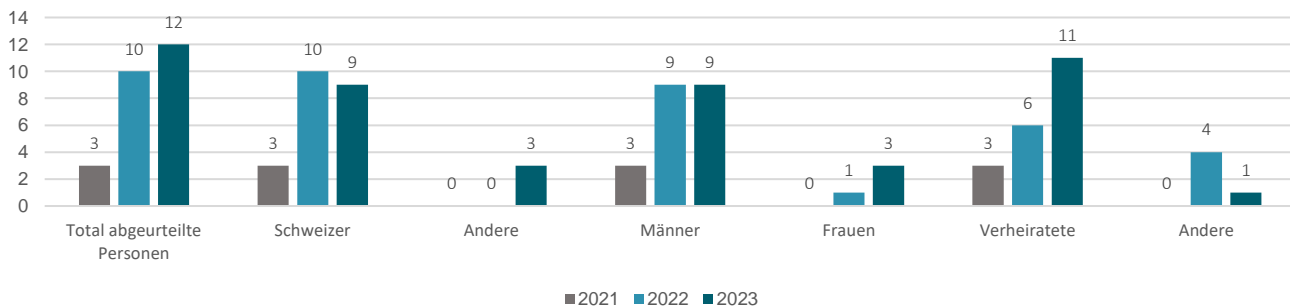
Der Rat stellt schliesslich fest, dass keine Lösung für die Stellvertretung des Präsidiums gefunden werden konnte; das ist insbesondere auf die besonderen Anforderungen dieses Amtes (zweispachige Magistratsperson mit soliden Kompetenzen im Finanz- und Rechnungswesen, Gehaltsvorstellungen, äusserst variable Arbeitsbelastung, ...) zurückzuführen. Derzeit wird mit dem Amt für Justiz nach einer Lösung gesucht.

3.6.3 Arbeitslast – Statistik

WSG - Anzahl abgeurteilte Personen 2021-2023



WSG - Abgeurteilte Personen - Aufteilung nach Nationalität, Geschlecht, Zivilstand 2021-2023



Vergleichstabellen vgl. Punkt 3.7.2.4.3 hiernach (S. 68).

3.6.4 Detaillierter Tätigkeitsbericht des Wirtschaftsstrafgerichtes

[Link.](#)

3.7 Bezirksgerichte BG

Aufgabe und Zuständigkeit

Im Kanton Freiburg bestehen sieben Bezirksgerichte, deren Sitze sich in Freiburg, Tafers, Bulle, Murten, Romont, Estavayer-le-Lac und Châtel-St-Denis befinden (fünf sind französischsprachig, eines deutschsprachig und eines zweisprachig).

Jedes Gericht besteht aus einem oder mehreren Präsidenten, Richtern und Gerichtsschreibern. Die Präsidenten sind Berufsrichter und die Richter Laien, welche nebenamtlich amten.

Die Bezirksgerichte tagen als Zivil- und Strafgerichte, bilden aber auch andere Gerichtsbehörden (Arbeitsgericht, Mietgericht usw.).

Es handelt sich um erstinstanzliche Gerichtsbehörden, die in zahlreichen zivil- und strafrechtlichen Angelegenheiten entscheiden.

In Zivilsachen

Das Bezirkszivilgericht ist das ordentliche Zivilgericht. Es entscheidet erstinstanzlich in allen zivilrechtlichen Angelegenheiten, für die keine andere Zuständigkeit vorgesehen ist. Das Bezirkszivilgericht besteht jeweils aus einem Präsidenten und zwei Richtern.

Der Präsident entscheidet als Einzelrichter über vermögensrechtliche Angelegenheiten, deren Streitwert 30 000 Franken nicht übersteigen. Dies in den Fällen des summarischen Verfahrens, namentlich betreffend Rechtsöffnung, Konkurs, Arrest und Nachlassvertrag, sowie in den übrigen Fällen, in denen das Gesetz seine Zuständigkeit vorsieht.

Folgende Gerichtsbehörden sind dem Bezirksgericht angegliedert: das Mietgericht und das Arbeitsgericht.

Das Mietgericht entscheidet über Streitigkeiten aus Mietrecht betreffend nichtlandwirtschaftliche unbewegliche Sachen.

Das Arbeitsgericht entscheidet in privatrechtlichen Streitigkeiten aus einem Arbeitsverhältnis.

In Strafsachen

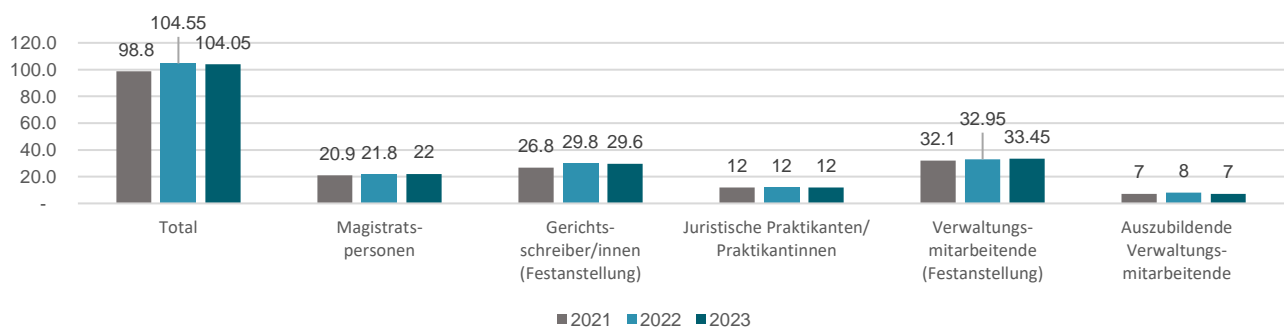
Das Bezirksstrafgericht entscheidet erstinstanzlich über alle Straftaten, für die keine andere Behörde zuständig ist. Es besteht aus einem Präsidenten und vier Beisitzenden.

Der Polizeirichter, dessen Funktion vom Präsidenten des Bezirksstrafgerichts ausgeübt wird, entscheidet als Einzelrichter erstinstanzlich, sofern das Gesetz keine andere Behörde als zuständig bezeichnet, bei Übertretungen sowie Verbrechen und Vergehen, für welche eine Freiheitsstrafe von höchstens 18 Monaten zu erwarten ist.

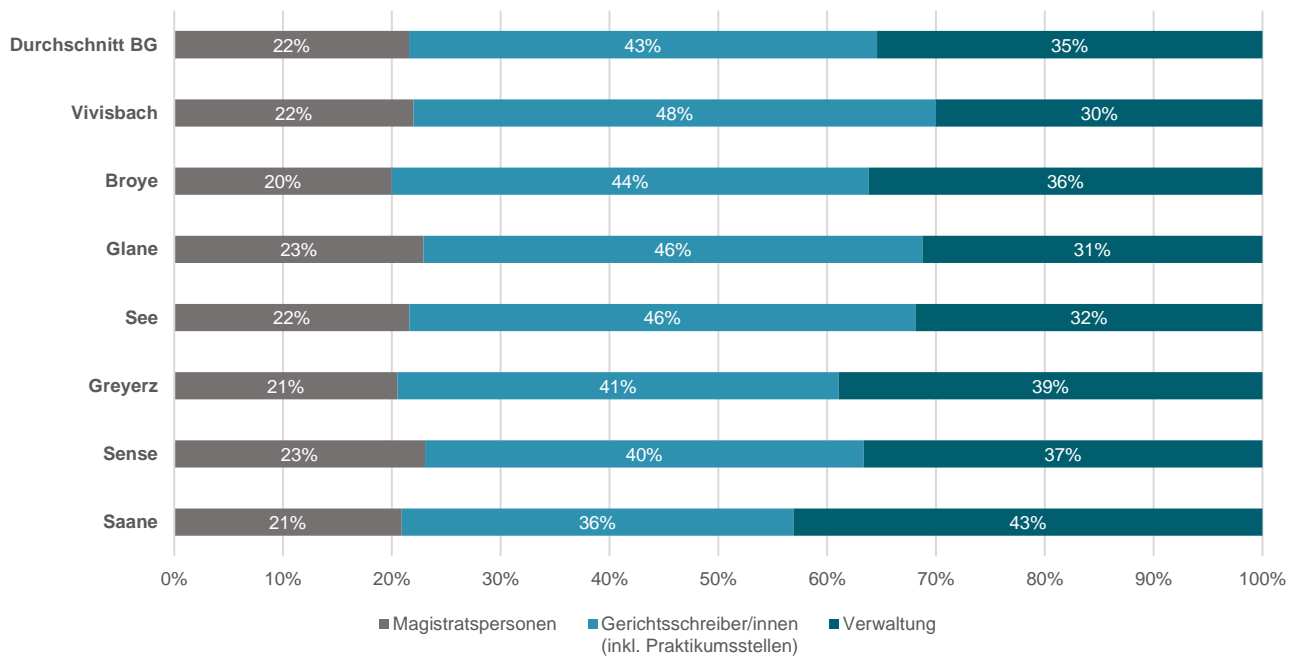
Webseite Gerichtsbehörden: <https://www.fr.ch/de/institutionen-und-politische-rechte/justiz/gerichtsbehoerden-bezirksgerichte>

3.7.1 Personalressourcen

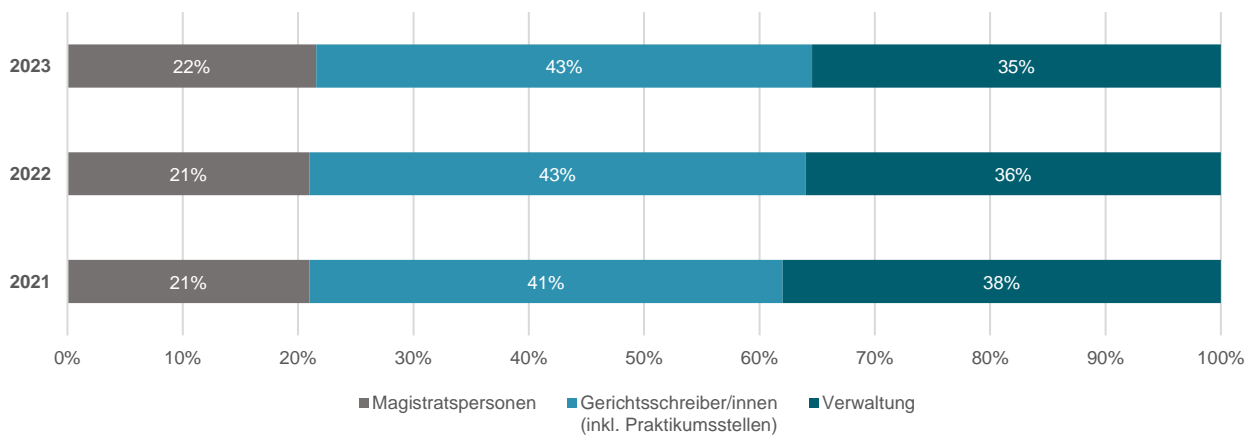
BG - Personalressourcen - VZÄ am 31.12.



BG - Personalressourcen (VZÄ) nach den verschiedenen Kategorien am 31.12.2023



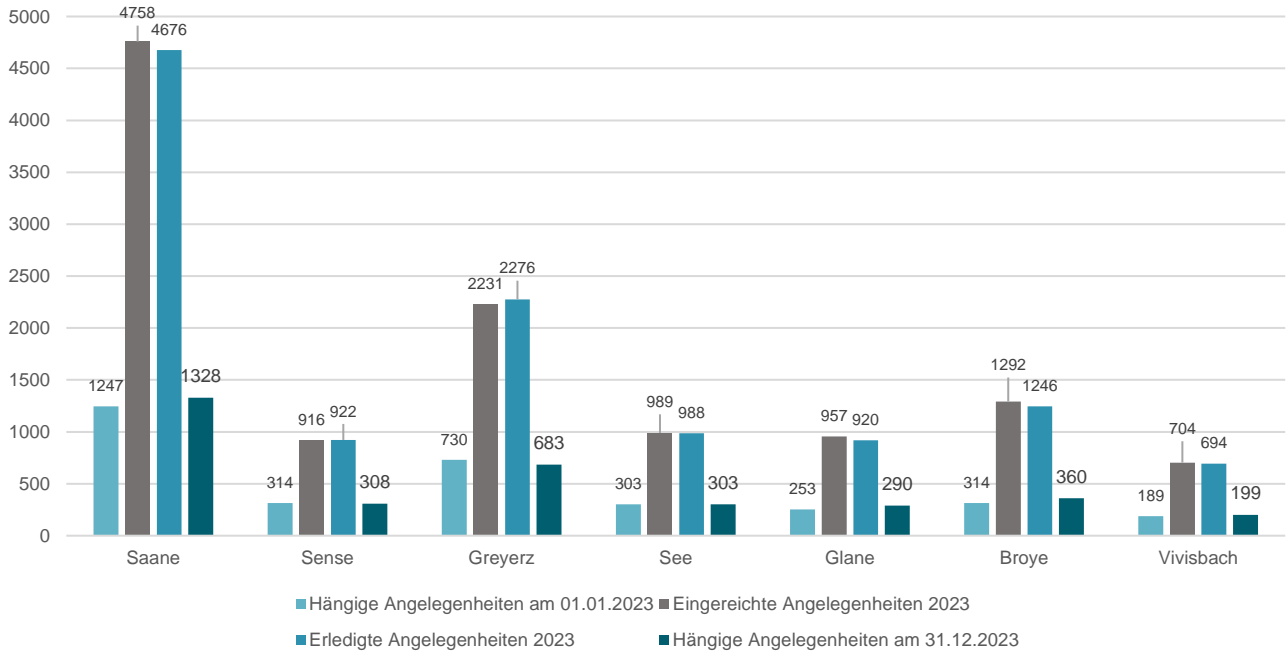
BG - Personalressourcen (VZÄ) nach Kategorien 2021-2023



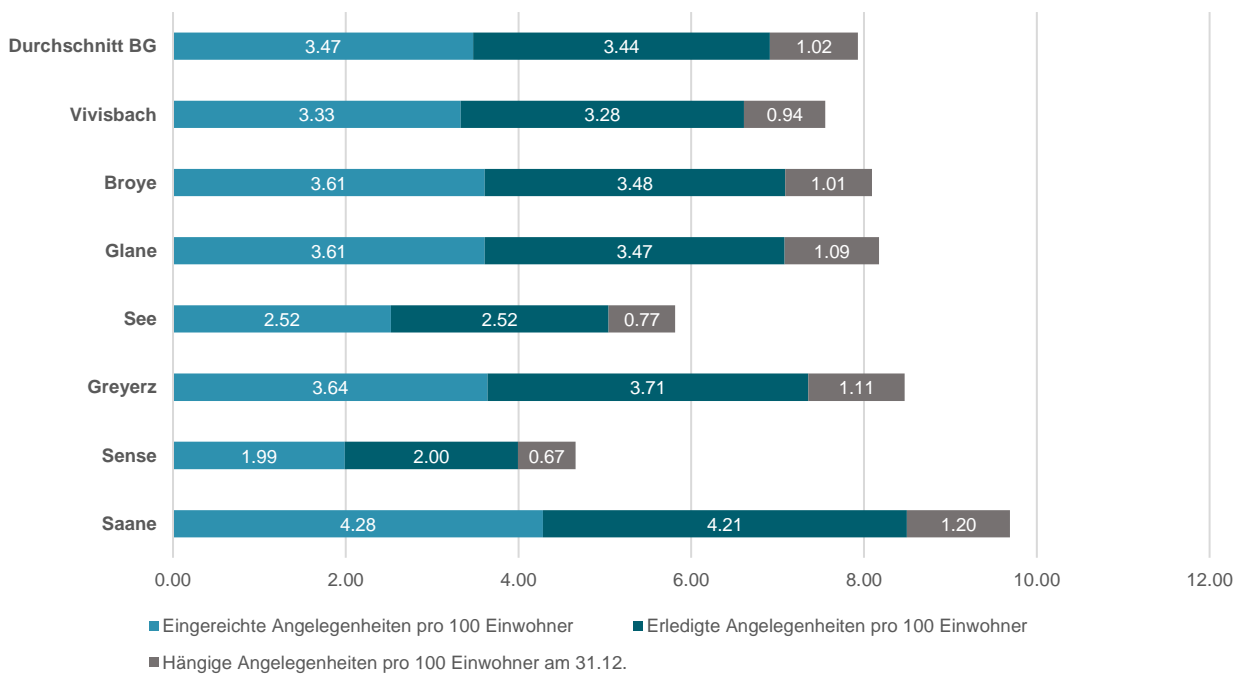
3.7.2 Arbeitslast – Statistik

3.7.2.1 Allgemein

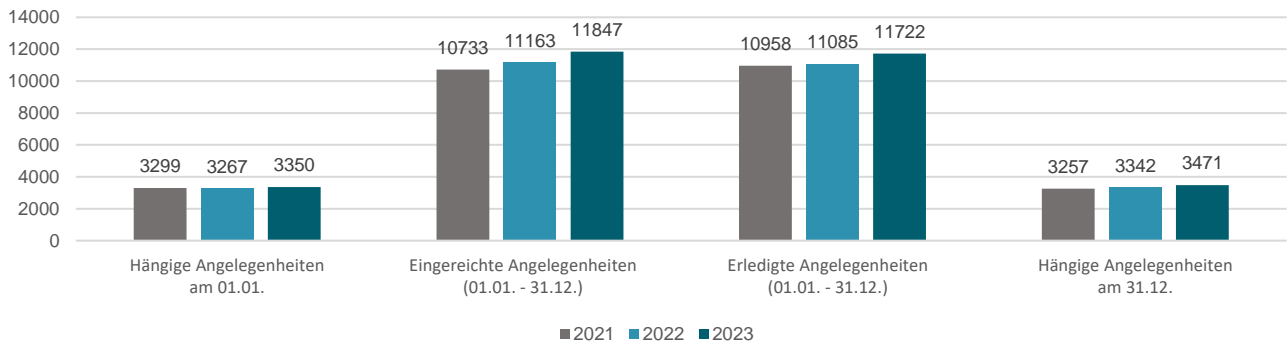
BG - Arbeitslast 2023



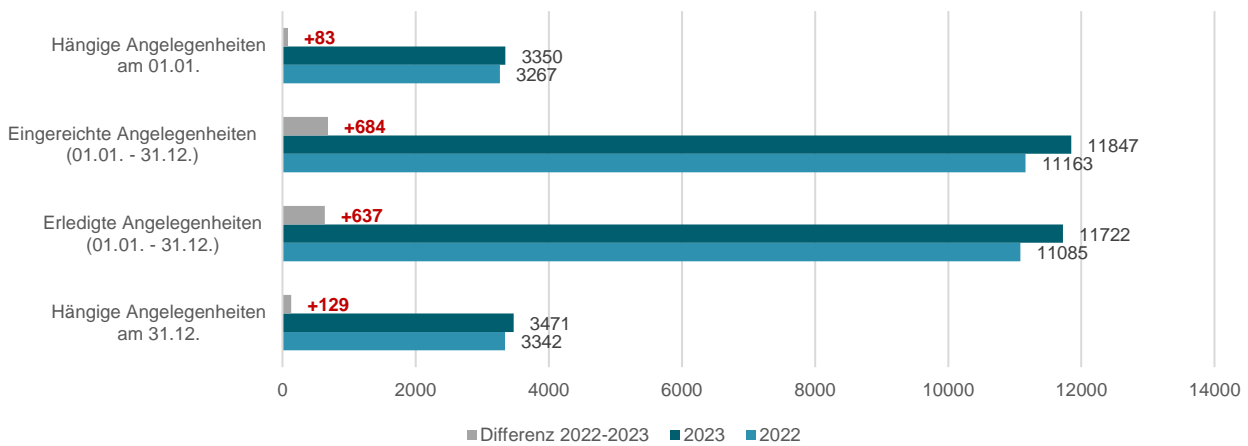
BG - Arbeitslast 2023 pro 100 Einwohner (ständige Wohnbevölkerung 11.2023)



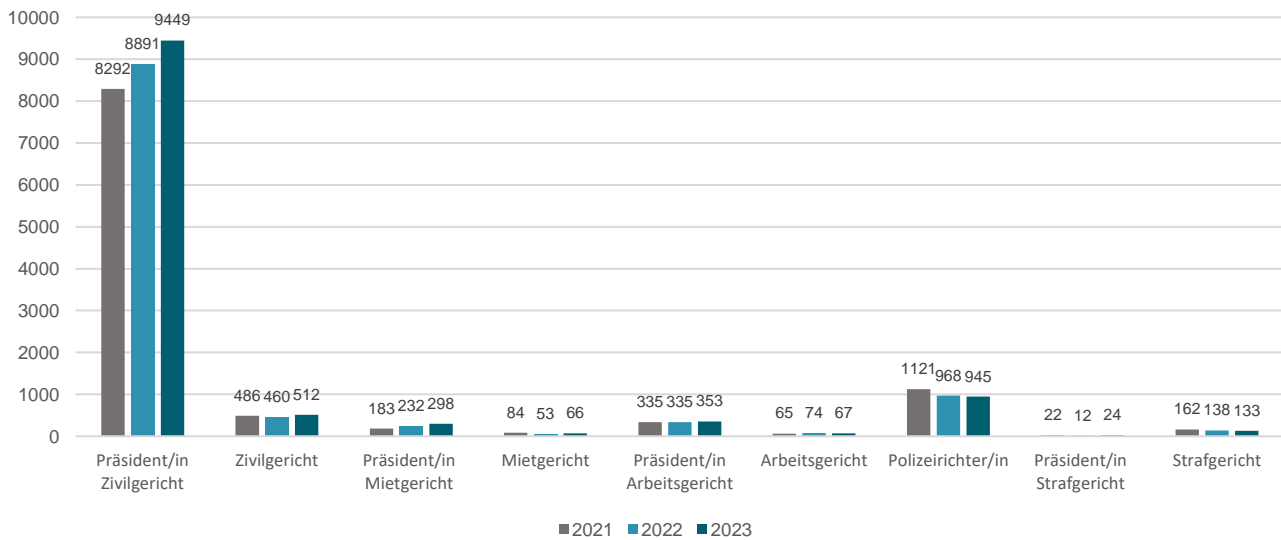
BG - Allgemeine Entwicklung 2021-2023



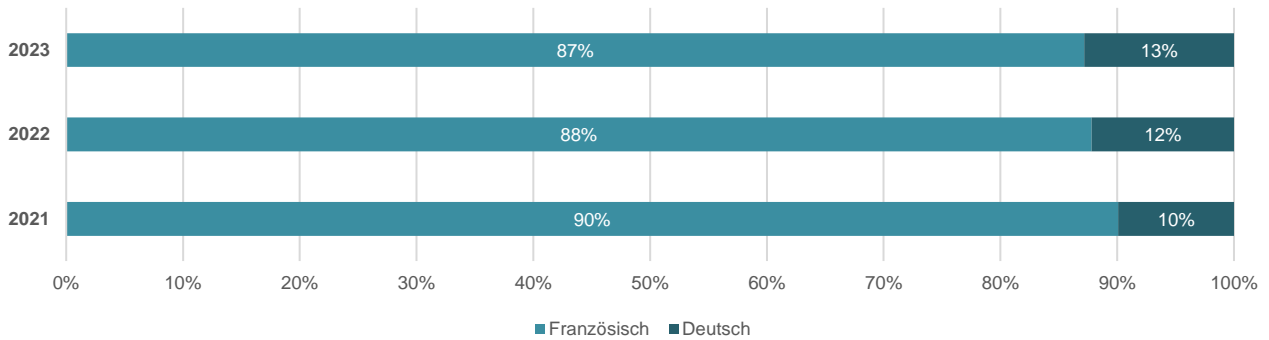
BG - Entwicklung Arbeitslast 2022-2023



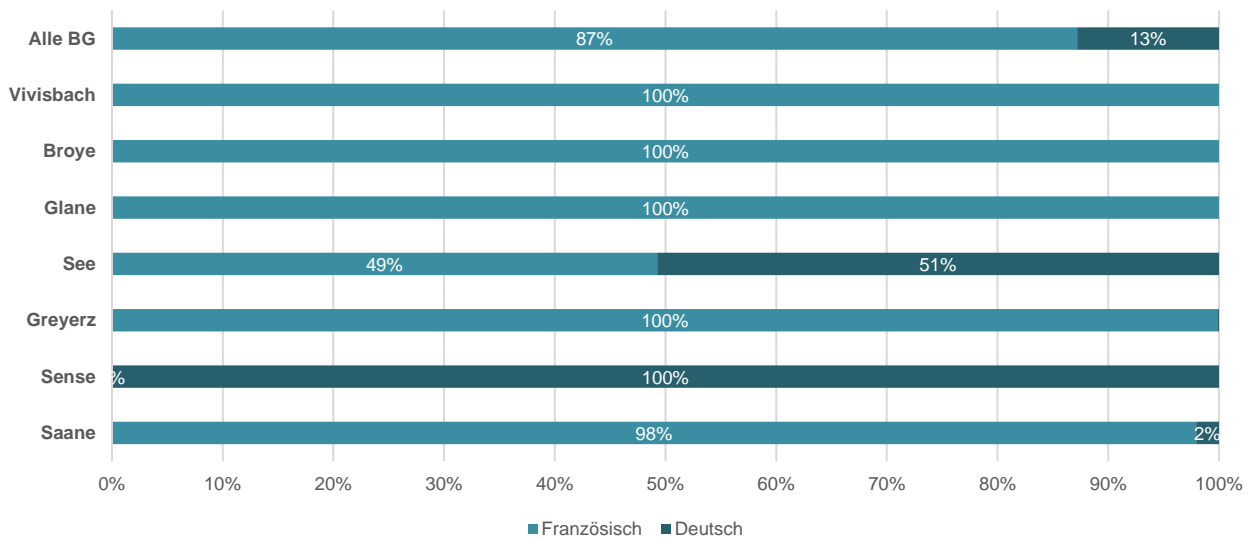
BG - Entwicklung Arbeitslast 2021-2023



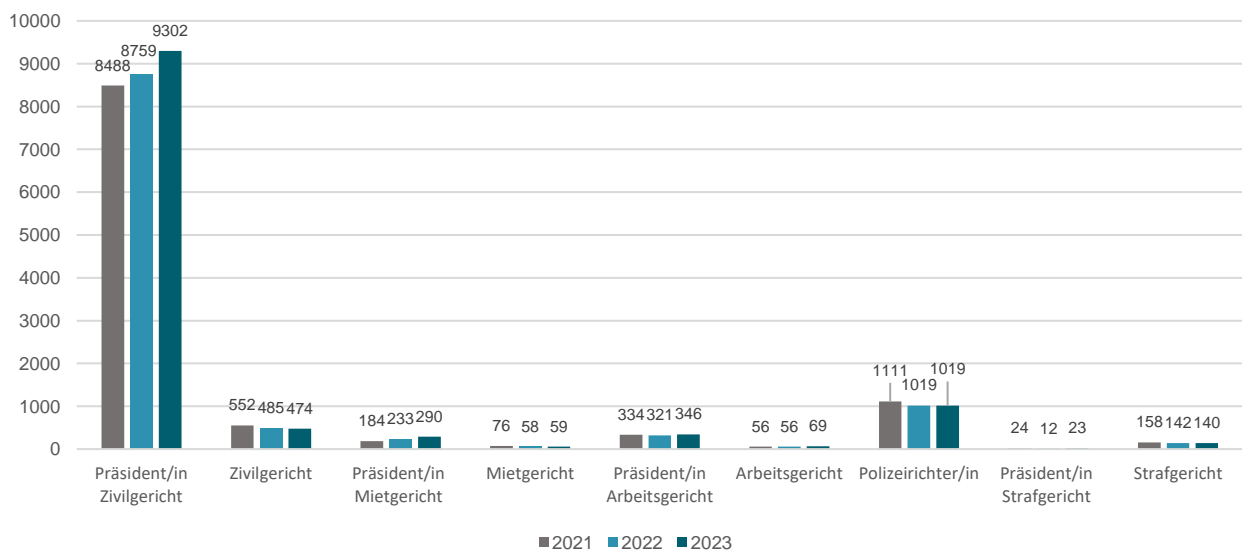
BG - Verfahrenssprache Neueingänge allgemein 2021-2023



BG - Gesamtübersicht Verfahrenssprache Neueingänge 2023



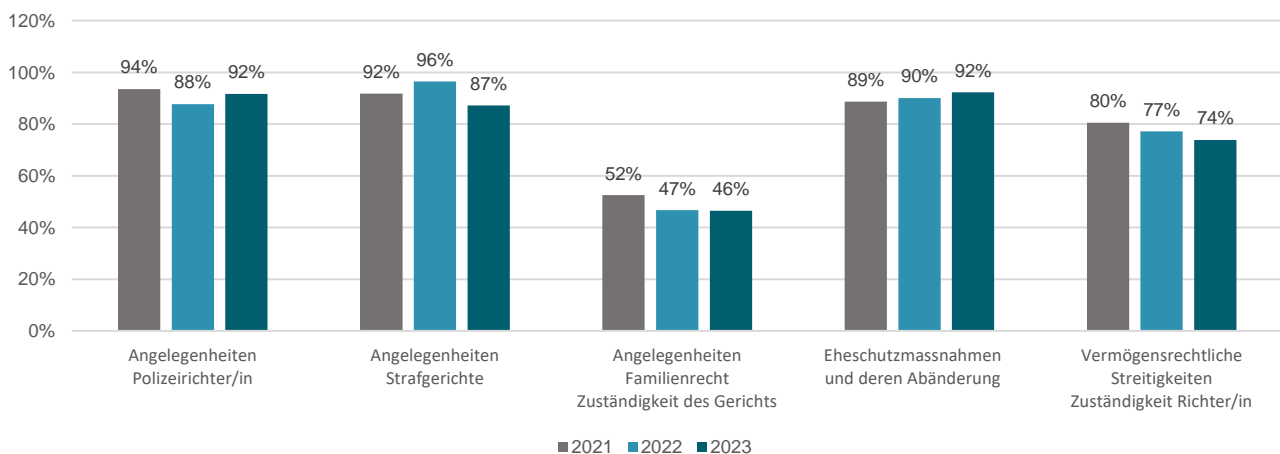
BG - Entwicklung erledigte Angelegenheiten - Gesamtübersicht 2021-2023



3.7.2.2 Zwischen der Erfassung der Angelegenheiten und der Urteilsfällung durchschnittlich verstrichene Zeit

	1-30 Tage	1-3 Mte	3-6 Mte	6-12 Mte	1-2 Jahre	> 2 Jahre
Strafrichter/in	121	261	374	203	77	17
Strafgericht	9	33	38	29	14	2
Polizeirichter/in	112	228	336	174	63	15
Zivilgericht	24	36	47	58	102	93
Familienrecht	23	35	44	55	98	83
Klagen aus Vertrag	1	1	3	3	4	10
Präsident/in Zivilgericht	495	2239	465	177	76	20
Scheidung auf gemeinsames Begehren mit umfassender Einigung	34	260	92	21	5	1
Eheschutzmassnahmen und deren Abänderung	27	114	82	50	19	4
Vermögensrechtliche Streitigkeiten (Art. 51 Abs. 1 Bst a JG)	24	37	48	60	48	12
Rechtsöffnung	410	1828	243	46	4	3
Arbeitsgericht	81	172	57	33	31	17
Präsident/in	81	169	46	21	6	2
Gericht	0	3	11	12	25	15
Mietgerichtsbarkeit	81	164	27	20	16	7
Präsident/in	81	160	11	5	3	2
Gericht	0	4	16	15	13	5

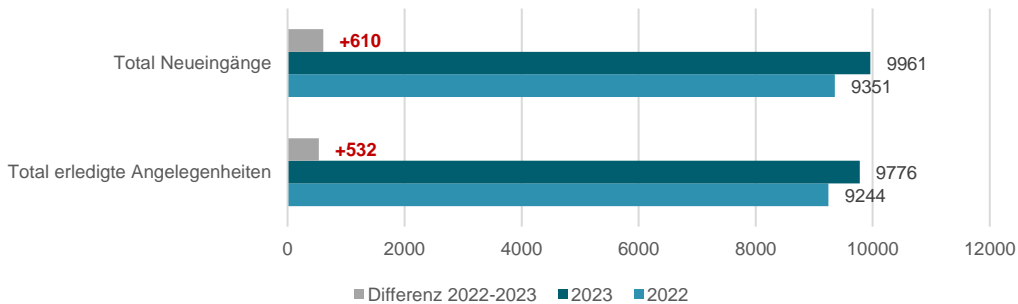
BG - Innerhalb eines Jahres nach Eingang abgeurteilte Angelegenheiten 2021-2023



3.7.2.3 Zivilverfahren

3.7.2.3.1 Allgemein

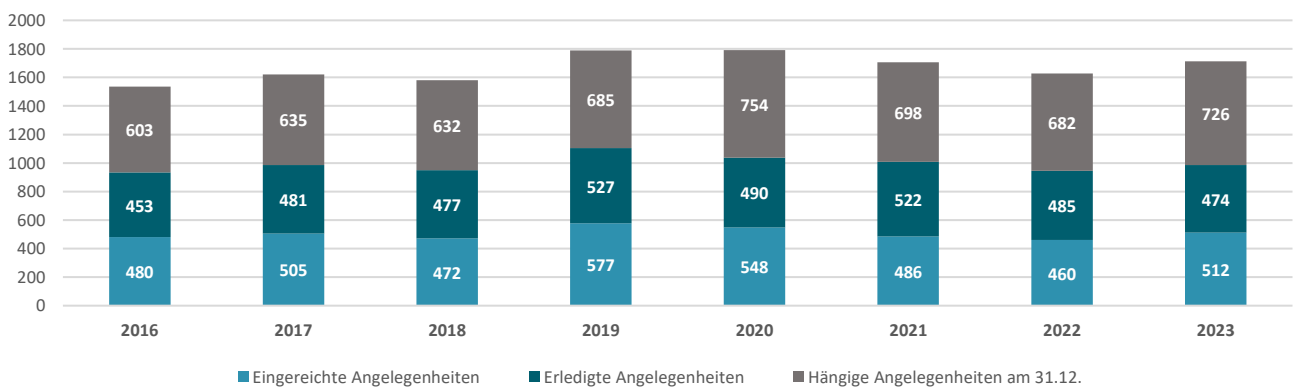
Zivilverfahren - Vergleich Neueingänge und erledigte Angelegenheiten 2021-2023
- Gerichte und Präsidentinnen/Präsidenten



3.7.2.3.2 Bezirksgerichte (BG) – Zivilverfahren

Aufteilung 2023	Hängige Angelegenheiten am 01.01.	Eingereichte Angelegenheiten (01.01.-31.12.)	Erledigte Angelegenheiten (01.01.-31.12.)	Hängige Angelegenheiten am 31.12.	Davon bis zum 31.12. des vorletzten Jahres eingereichte Angelegenheiten
Saane	255	173	166	261	73
Sense	52	45	56	41	9
Greyerz	158	98	83	173	50
See	53	40	34	59	18
Glane	49	54	42	61	14
Broye	73	71	62	82	11
Vivisbach	49	31	31	49	16
Total	689	512	474	726	191

BG - Entwicklung Zivilverfahren Bezirksgerichte 2016-2023



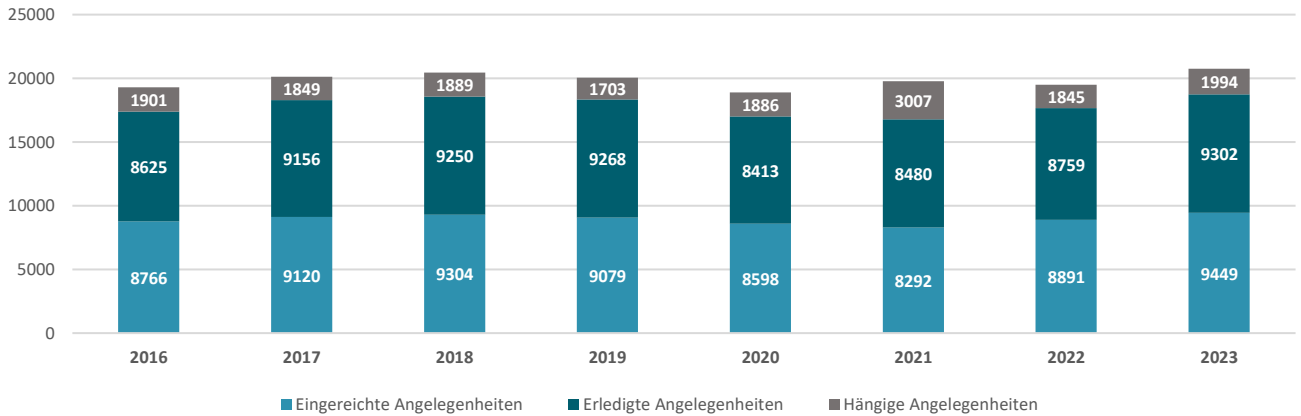
Gegenstand der Entscheide

	Saane	Sense	Greyerz	See	Glane	Broye	Vivis- bach	Total
A. Zivilgesetzbuch	138	50	75	30	40	52	24	409
1. Personenrecht	0	1	0	1	0	0	0	2
2. Familienrecht	133	48	69	26	37	49	23	385
a) Scheidung	97	35	52	21	20	29	18	272
b) Änderung von Scheidungsurteilen	33	13	16	5	17	20	5	109
c) Trennung	2	0	0	0	0	0	0	2
d) Verschiedenes	1	0	1	0	0	0	0	2
3. Erbrecht	2	0	1	1	0	0	0	4
4. Sachenrecht	3	1	5	2	3	3	1	18
B. Obligationenrecht	15	4	5	1	1	4	2	32
1. Klagen aus Vertrag	12	3	4	1	1	2	2	25
2. Klagen aus unerlaubter Handlung	1	0	0	0	0	1	0	2
3. Gesellschaftsrecht	1	1	0	0	0	0	0	2
4. Andere	1	0	1	0	0	1	0	3
C. Andere eidg. oder kant. Gesetze	14	2	3	3	1	6	5	34
Total	167	56	83	34	42	62	31	475

3.7.2.3.3 Gerichtspräsidentinnen/Gerichtspräsidenten – Zivilverfahren

Aufteilung 2023	Hängige Angelegenheiten am 01.01.	Eingereichte Angelegenheiten (01.01.-31.12.)	Erledigte Angelegenheiten (01.01.-31.12.)	Hängige Angelegenheiten am 31.12.	Davon bis zum 31.12. des vorletzten Jahres eingereichte Angelegenheiten
Saane	683	3806	3724	765	15
Sense	180	719	702	197	9
Greyerz	401	1785	1838	348	36
See	170	783	774	178	9
Glane	139	776	717	198	1
Broye	188	1020	1001	207	9
Vivisbach	87	560	546	101	1
Total	1848	9449	9302	1994	80

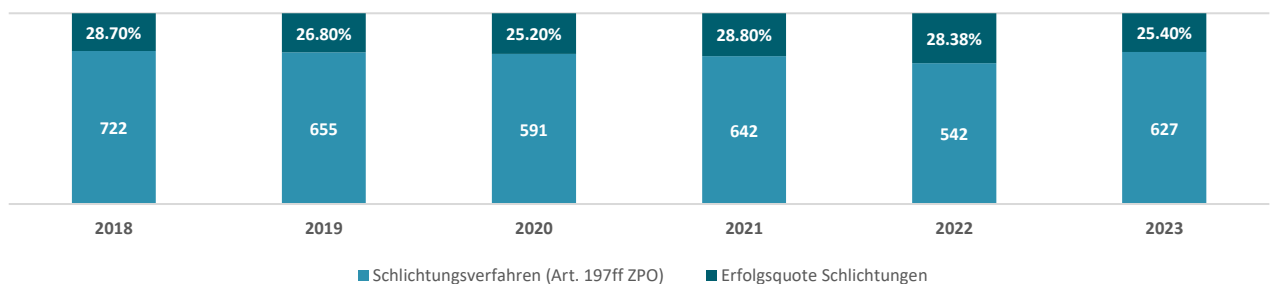
BG - Entwicklung Zivilverfahren Gerichtspräsidentinnen/Gerichtspräsidenten 2016-2023



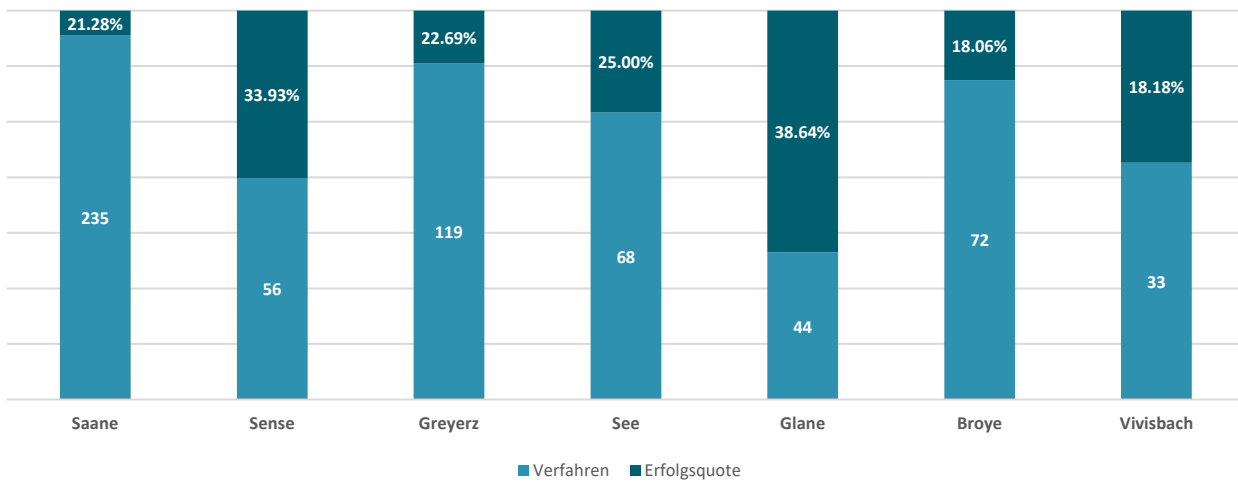
Gegenstand der ergangenen Entscheide und Verfügungen

	Saane	Sense	Greyerz	See	Glane	Broye	Vivis- bach	Total
1. Scheidung auf gemeinsames Begehren mit umfassender Einig.	144	55	80	47	39	57	50	472
2. Trennung auf gemeinsames Begehren mit umfassender Einigung	2	0	0	1	0	0	1	4
3. Eheschutzmassnahmen und deren Abänderung (Art. 172 ZGB)	110	20	60	33	34	35	24	316
4. Vermögensrechtliche Streitigkeiten (Art. 51 Abs. 1 Bst. a JG)	92	11	62	8	24	17	18	232
5. Vorsorgliche Massnahmen und deren Abänderung	327	60	202	61	94	142	40	926
6. Vorläufige Eintrag. Pfandrechten Handwerker/ Unternehmer	46	1	10	4	11	19	7	98
7. Entscheide betreffend die unentgeltliche Rechtspflege	550	88	329	93	110	109	74	1353
8. Entscheide gestützt auf das EGSchKG	2030	366	878	407	343	487	269	4780
9. Aufhebung von Wertpapieren	24	6	20	11	3	12	4	80
10. Rechtshilfebegehren	4	10	16	12	0	18	11	71
11. Urteilsvollstreckung (Art. 339 ZPO)	6	2	4	0	1	5	1	19
12. Schlichtungsverfahren (Art. 197ff ZPO)	235	56	119	68	44	72	33	627
13. Verschiedenes	154	27	58	29	14	28	14	324
Total	3724	702	1838	774	717	1001	546	9302

Gesamtübersicht Schlichtungsquote und Erledigung 2018-2023



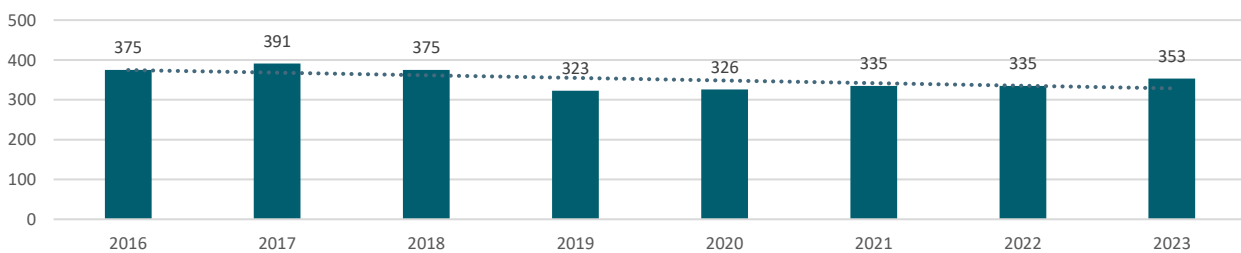
Schlichtungsverfahren und Schlichtungsquote 2023 - pro Bezirk



3.7.2.3.4 Arbeitsgerichte

3.7.2.3.4.1 Präsidentinnen und Präsidenten der Arbeitsgerichte

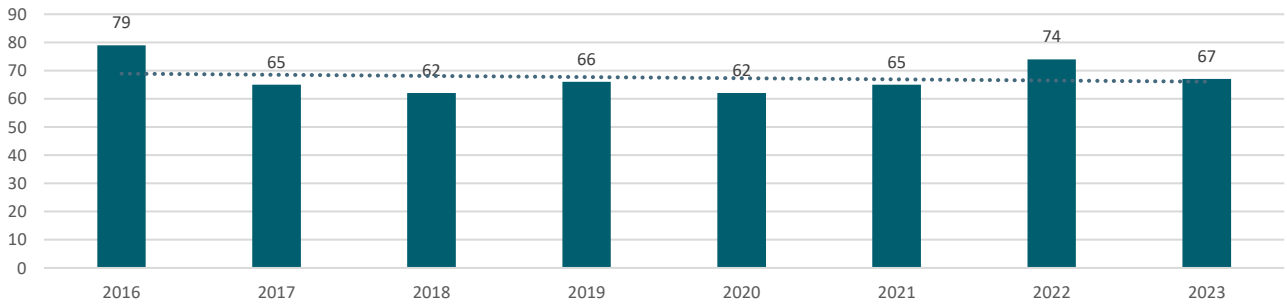
Präsident/in Arbeitsgerichte - Neueingänge - Entwicklung - 2016-2023



Aufteilung 2023	per 01.01. hängige Angelegenheiten	neu eingereichte Angelegenheiten	gefällte Urteile	abgeschlossene Fälle durch Vergleich	andere abgeschlossene Fälle	per 31.12. hängige Angelegenheiten
Saane	38	148	10	28	105	43
Sense	10	13	0	4	17	2
Greyerz	16	65	3	19	35	24
See	11	36	1	8	25	13
Glane	4	15	0	4	12	3
Broye	9	56	7	17	31	10
Vivisbach	6	20	2	7	11	6
Total	94	353	23	87	236	101

3.7.2.3.4.2 Arbeitsgerichte (AG)

AG - Neueingänge - Entwicklung 2016-2023

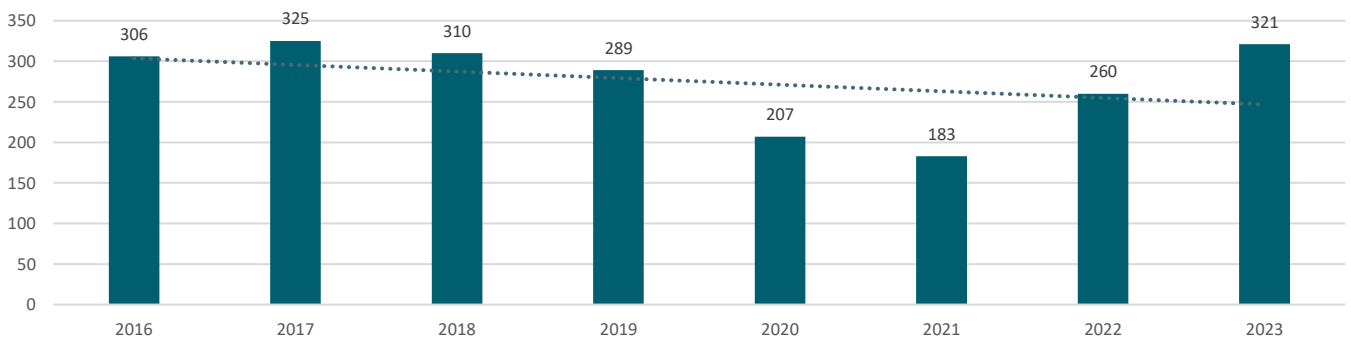


Aufteilung 2023	per 01.01. hängige Angelegen- heiten	neu eingereichte Angelegen- heiten	gefällte Urteile	abge- schlossene Fälle durch Vergleich	andere abge- schlossene Fälle	per 31.12. hängige Angelegenheiten
Saane	60	27	8	12	10	57
Sense	4	4	2	1	0	5
Greyerz	16	9	8	3	1	13
See	11	10	6	4	4	7
Glane	2	4	0	3	0	3
Broye	5	11	3	2	10	10
Vivisbach	7	2	1	0	0	8
Total	105	67	28	25	25	103

3.7.2.3.5 Mietgerichtsbarkeit

3.7.2.3.5.1 Präsidentinnen und Präsidenten der Mietgerichte

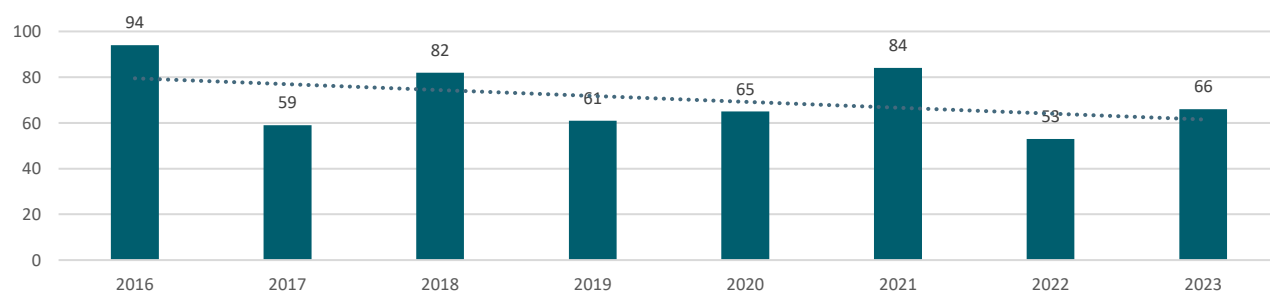
Präsident/in Mietgerichte - Neueingänge - Entwicklung 2016-2023



Aufteilung 2023	per 01.01. hängige Angelegenheiten	neu eingereichte Angelegenheiten	gefällte Urteile	per 31.12. hängige Angelegenheiten
Saane	18	142	141	19
Sense	5	26	26	5
Greyerz	16	65	3	19
See	2	13	12	3
Glane	3	18	18	3
Broye	2	25	16	11
Vivisbach	7	32	33	6
Total	53	321	249	66

3.7.2.3.5.2 Mietgerichte (MG)

MG - Neueingänge - Entwicklung 2016-2023

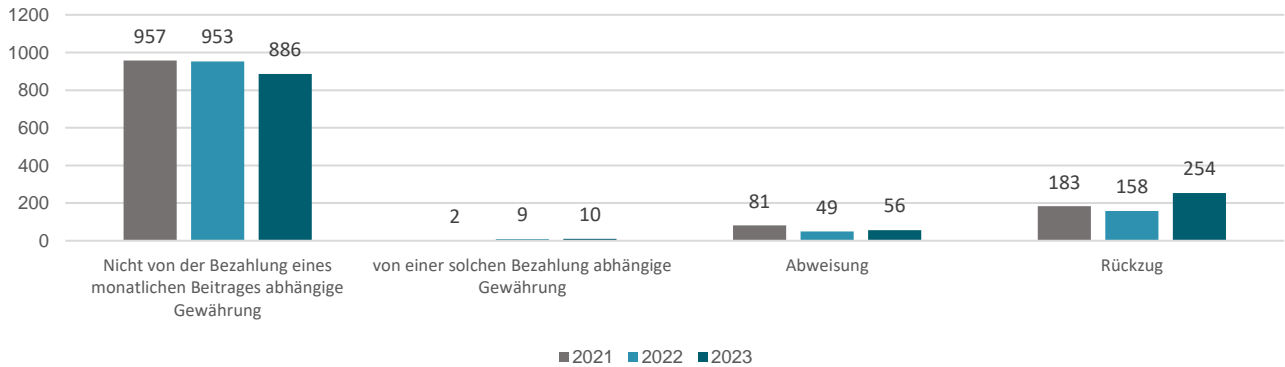


Aufteilung 2023	per 01.01. hängige Angelegenheiten	neu eingereichte Angelegenheiten	gefällte Urteile	per 31.12. hängige Angelegenheiten
Saane	19	22	17	24
Sense	5	9	6	8
Greyerz	0	0	0	0
See	6	6	4	8
Glane	16	8	15	9
Broye	0	8	1	7
Vivisbach	20	13	16	17
Total	66	66	59	73

3.7.2.3.6 Unentgeltliche Rechtspflege

3.7.2.3.6.1 Zivilsachen

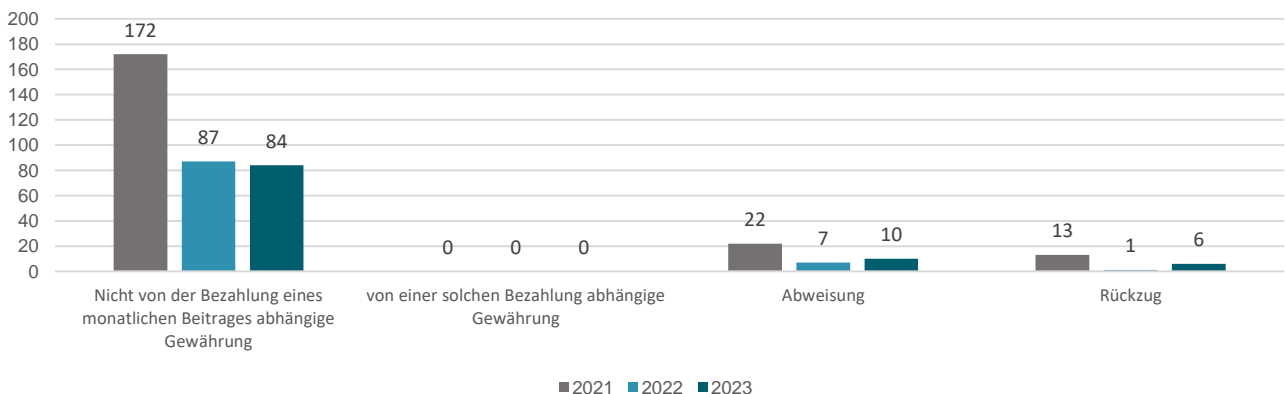
Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten sowie die Bestellung eines amtlichen Rechtsbeistandes umfasst 2021-2023



Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten sowie die Bestellung eines amtlichen Rechtsbeistandes umfasst

2023	Nicht von der Bezahlung eines monatlichen Beitrages abhängige Gewährung	von einer solchen Bezahlung abhängige Gewährung	Abweisung	Rückzug
Saane	372	0	27	137
Sense	53	0	3	17
Greyerz	257	0	12	53
See	64	0	5	17
Glane	80	0	5	15
Broye	0	8	1	7
Vivisbach	60	2	3	8
Total	886	10	56	254

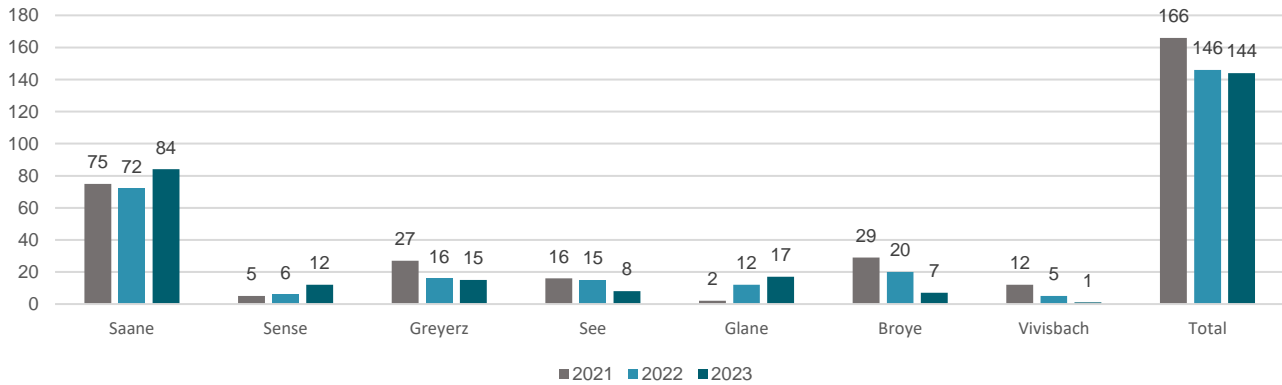
Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten umfasst 2021-2023



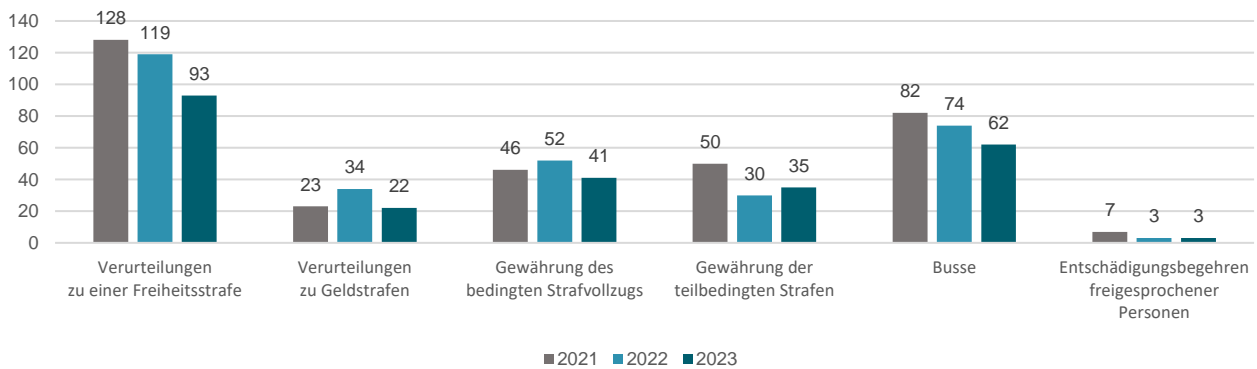
3.7.2.4 Strafsachen

3.7.2.4.1 Bezirksstrafgerichte

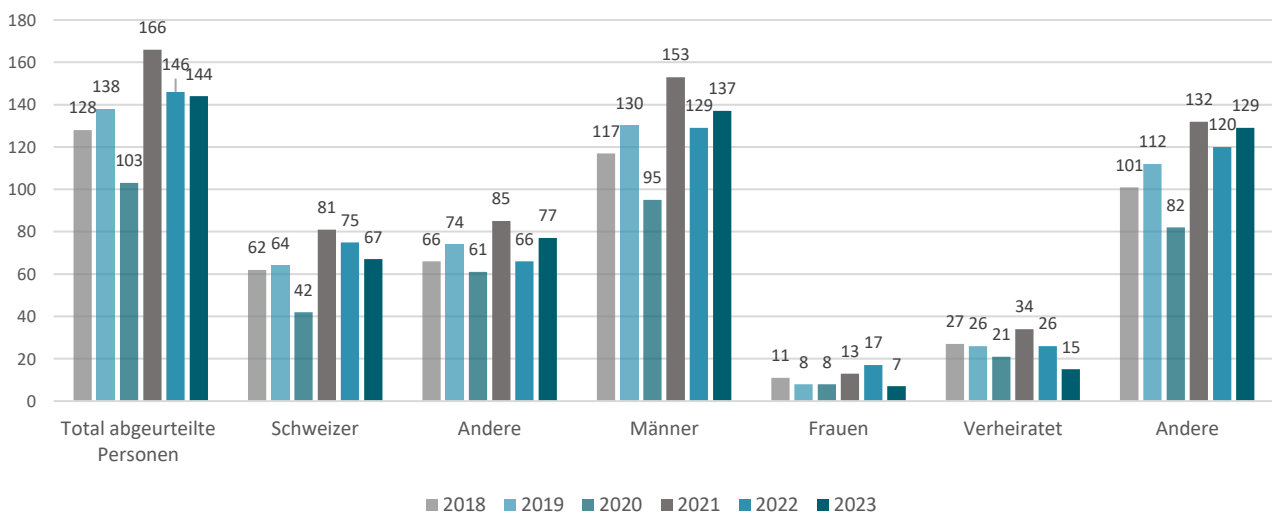
Strafgerichte - Abgeurteilte Personen 2021-2023



Strafgerichte - Abgeurteilte Personen 2021-2023 (abgeurteilte Personen)



Strafgerichte - Abgeurteilte Personen - Aufteilung nach Nationalität, Geschlecht, Zivilstand 2018-2023



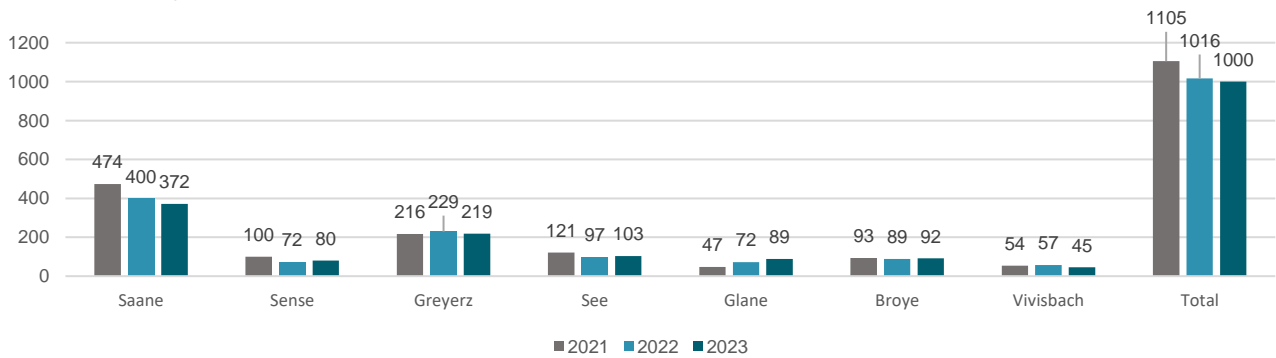
2023	Abgeurteilte Personen	Nationalität		Geschlecht		Zivilstand		Verfahrenssprache	
		Schweizer	Andere	Männer	Frauen	Verheiratet	Andere	Französisch	Deutsch
Saane	84	30	54	82	2	5	79	80	4
Sense	12	9	3	11	1	1	11	0	12
Greyerz	15	11	4	15	0	2	13	15	0
See	8	2	6	7	1	2	6	6	2
Glane	17	14	3	14	3	4	13	17	0
Broye	7	1	6	7	0	1	6	7	0
Vivisbach	1	0	1	1	0	0	1	1	0
Total	144	67	77	137	7	15	129	126	18

Anzahl strafbarer Handlungen

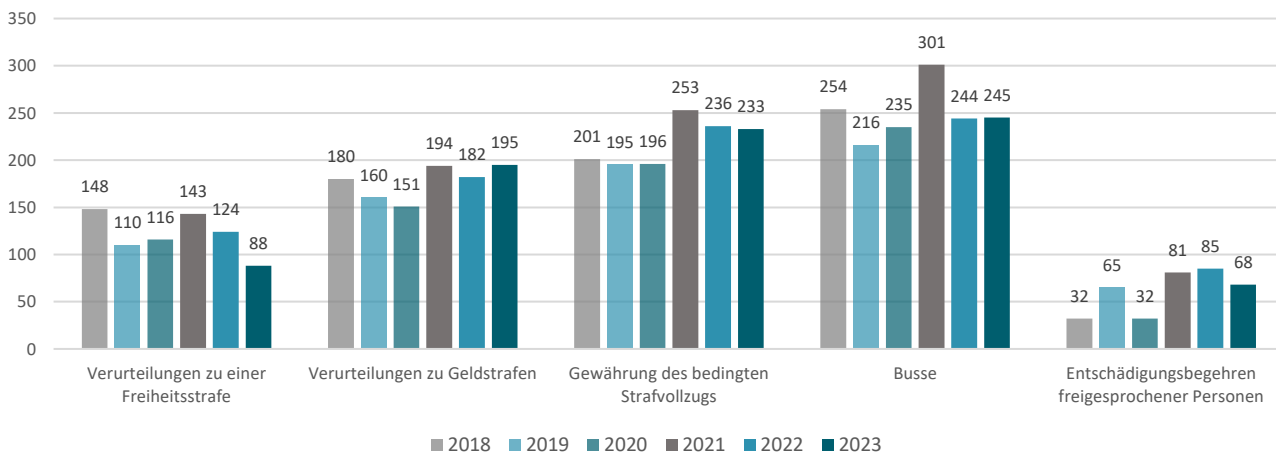
	Saane	Sense	Greyerz	See	Glane	Broye	Vivisbach	Total
1. Strafbare Handlungen gegen Leib und Leben (Art. 111-136 StGB)	24	16	4	4	4	3	0	55
2. Strafbare Handlungen gegen das Vermögen (Art. 137-172ter StGB)	77	5	15	4	4	0	0	105
3. Strafbare Handlungen gegen die Ehre und den Geheim- oder Privatbereich (Art. 173-179novies StGB)	40	1	1	3	1	0	0	46
4. Verbrechen oder Vergehen gegen die Freiheit (Art. 180-186 StGB)	40	3	7	6	2	1	0	59
5. Strafbare Handlungen gegen die sexuelle Integrität	22	4	7	10	2	0	0	45
6. Vergehen gegen die Familie (Art. 213 - 220 StGB)	1	0	0	0	1	0	0	2
7. Gemeingefährliche Verbrechen oder Vergehen (Art. 221-230 StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
8. Verbrechen und Vergehen gegen den öffentlichen Verkehr (Art. 237-239 StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
9. Fälschung von Geld, amtlichen Wertzeichen, amtlichen Zeichen, Mass und Gewicht (Art. 240-250 StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
10. Urkundenfälschung (Art. 251-257 StGB)	5	0	2	0	2	0	0	9
11. Verbrechen oder Vergehen gegen den öffentlichen Frieden (Art. 258-263 StGB)	2	0	1	0	0	0	0	3
12. Verbrechen und Vergehen gegen den Staat und die Landesverteidigung (Art. 265-278 StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
13. Verbrechen oder Vergehen gegen die Rechtspflege (Art. 303-311 StGB)	4	1	0	1	0	0	0	6
14. Strafbare Handlungen gegen die Amts- und Berufspflicht (Art. 312-322 StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
15. Bestechung (Art. 322ter-322octies StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
16. Übertretungen bundesrechtlicher Bestimmungen (Art. 323-332 StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
17. Verstösse gegen das SVG	33	2	3	5	1	3	3	50
18. Verstösse gegen das BetrG	72	11	15	7	13	10	0	128
19. Verstösse gegen das AGAuG	0	0	0	0	0	0	0	0
20. Verstösse gegen das WG	1	1	0	1	1	0	0	4
21. Verstösse gegen andere eidgenössische oder kantonale Gesetze	51	2	18	3	4	0	1	79
Total	343	46	73	44	35	17	4	562

3.7.2.4.2 Polizeirichterinnen und Polizeirichter

Polizeirichterinnen/Polizeirichter - überwiesene Personen 2021-2023



Polizeirichterinnen/Polizeirichter - Allgemeine Entwicklung 2018-2023

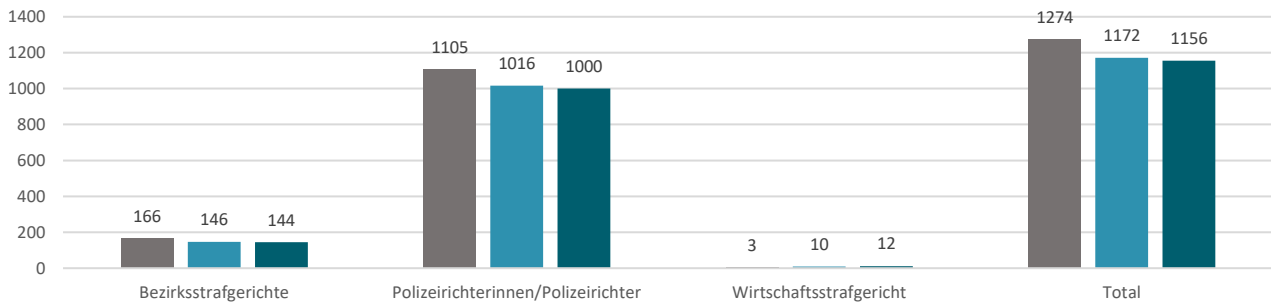


Aufteilung 2023	Überwiesene Personen	Verurteilte	Freigesprochene	Rückzug des Straf-antrags oder der Einsprache
Saane	372	151	63	98
Sense	80	37	9	20
Greyerz	219	67	41	66
See	103	41	16	26
Glane	89	42	16	10
Broye	92	38	8	30
Vivisbach	45	19	8	6
Total	1000	395	161	256

Anzahl strafbare Handlungen	Saane	Sense	Greyerz	See	Glane	Broye	Vivisbach	Total
1. Strafbare Handlungen gemäss StGB	135	28	75	47	48	24	11	368
a) Körperverletzungen	24	4	8	13	7	5	3	64
b) Strafbare Handlungen gegen das	5	1	4	2	0	0	2	14
c) Ehrverletzungen	6	5	14	10	7	5	1	48
d) Sexualdelikte	46	7	18	2	13	4	2	92
e) Ungehorsam gegen amtliche Verfügungen	5	1	1	2	0	1	0	10
f) Übertretung von Bestimmungen des	0	0	0	0	0	0	0	0
g) Verschiedenes	49	10	30	18	21	9	3	140
2. Strafbare Handlungen gemäss EGStGB	5	2	3	2	1	2	0	15
a) Art. 8 EGStGB	0	0	0	0	0	0	0	0
b) Verschiedenes	5	2	3	2	1	2	0	15
3. Strafbare Handlungen	140	41	91	63	44	45	36	460
a) gegen das Fischereigesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
b) gegen das Jagdgesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
c) gegen das Waldgesetz	0	0	0	4	0	0	0	4
d) gegen das Lebensmittelgesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
e) gegen das Fremdenpolizeigesetz	0	0	0	0	6	0	0	6
f) gegen das Gesetz über Ausländerinnen	7	4	4	14	0	0	2	31
g) gegen das Zivilschutzgesetz	0	0	0	0	2	0	0	2
h) gegen das Tierschutzgesetz	0	0	0	1	3	1	0	5
i) gegen das Gewässerschutzgesetz	0	0	0	0	3	0	0	3
j) gegen das Verkehrsgesetz	7	2	2	0	0	0	0	11
k) gegen das Gesetz über die öffentlichen	1	0	0	0	0	0	0	1
l) gegen das	0	0	0	0	0	0	0	0
m) gegen das Binnenschiffahrtsgesetz	0	0	1	2	0	0	0	3
n) gegen das Strassenverkehrsgesetz	72	16	44	12	9	20	17	190
o) gegen das Betäubungsmittelgesetz	21	7	11	3	6	8	10	66
p) Verstösse gegen das WG	3	0	3	1	1	2	0	10
q) Verschiedenes	29	12	26	26	14	14	7	128
Total	280	71	169	112	93	71	47	843

3.7.2.4.3 Zusammenfassung Strafsachen

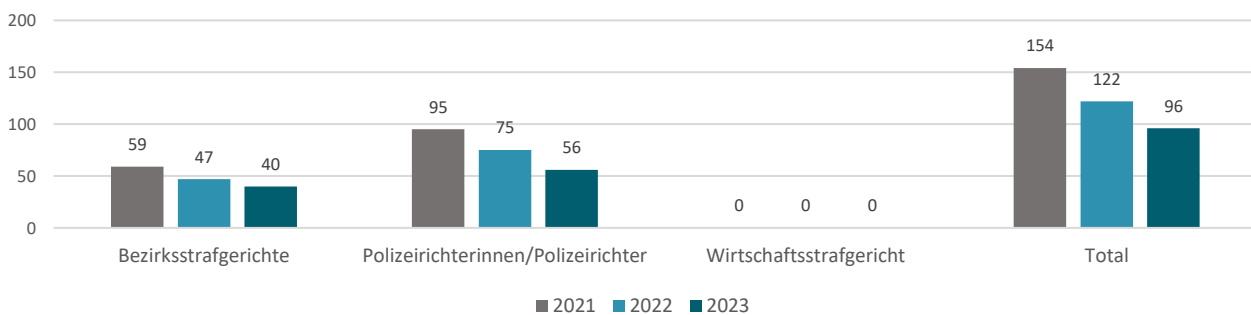
Zusammenfassung - Allgemeine Entwicklung abgeurteilte Personen 2021-2023



Aufteilung 2023	Bezirksstrafgerichte	Polizeirichter/innen	Wirtschaftsstrafgericht WSG	Total
Saane	84	372	--	456
Sense	12	80	--	92
Greyerz	15	219	--	234
See	8	103	--	111
Glane	17	89	--	106
Broye	7	92	--	99
Vivisbach	1	45	--	46
WSG	--	--	12	12
Total	144	1000	12	1156

3.7.2.4.4 Urteile betreffend den Widerruf oder die Verlängerung des bedingten Strafvollzugs

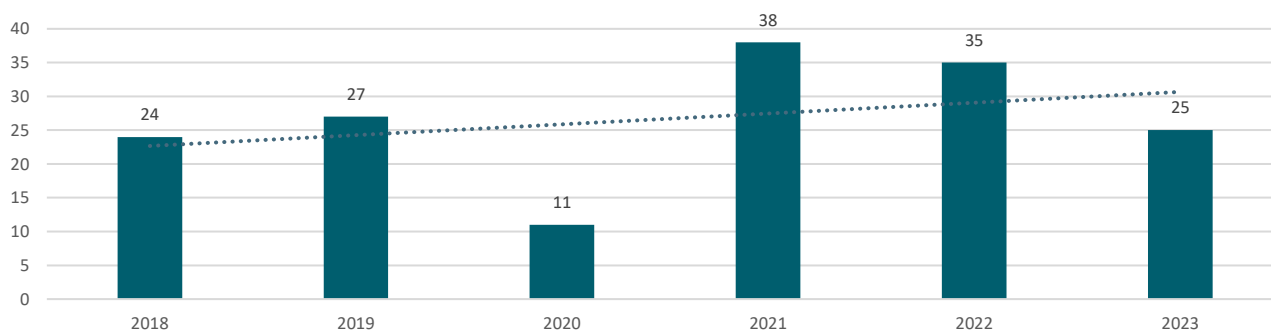
Urteile betreffend den Widerruf oder die Verlängerung des bedingten Strafvollzugs - Entwicklung 2021-2023



Aufteilung 2023	Bezirksstrafgerichte	Polizeirichter/innen	Wirtschaftsstrafgericht WSG	Total
Saane	27	24	--	51
Sense	3	2	--	5
Greyerz	4	12	--	16
See	2	7	--	9
Glane	1	4	--	5
Broye	3	6	--	9
Vivisbach	0	1	--	1
WSG	--	--	0	0
Total	40	56	0	96

3.7.2.4.5 Untersuchungshaft

Anzahl Beschuldigte in Untersuchungshaft zum Zeitpunkt des Urteils - Entwicklung 2018-2023



3.7.3 Bezirksgericht Saane BGSA

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2023

François-Xavier Audergon, Benoît Chassot, Adeline Corpataux, Alain Gautschi, Ariane Guye, Rebekka Jutzet, Stéphane Raemy, José Rodriguez, Alexandra Rossi Carré, Jean-Marc Sallin, Präsidentinnen/Präsidenten

Frédérique Bütikofer Repond, Claudia Dey Gremaud, Pascal L’Homme, Jean-Benoît Meuwly, Sandrine Schaller Walker, Stellvertretende Präsidentinnen/Präsidenten

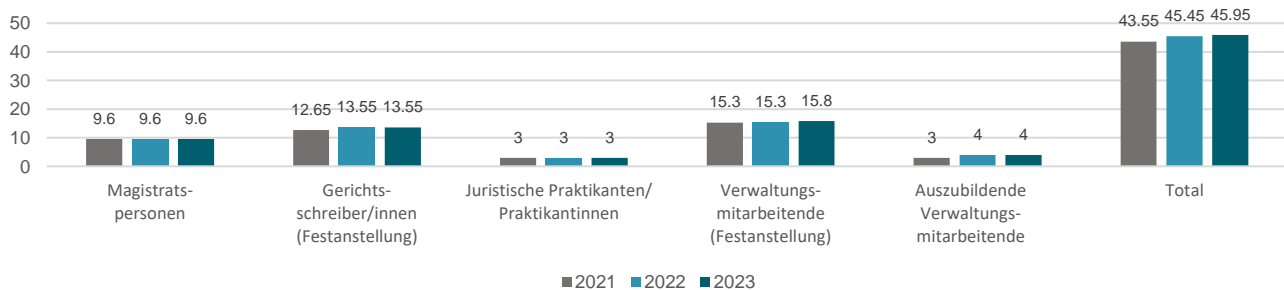
Zivil- und Strafgericht: Béatrice Ackermann, Mary-Lise Bapst, Renate Bartosch Krauskopf, Claude Chassot, Hélène Cudré-Mauroux, Caroline de Buman, Gilles de Reyff, Anne de Steiger, Colette Défago, Caroline Déneraud, Johan Dick, Jean-Pierre Droz, Pierre Duffour, Yolande Flury, Christine Frehner, Claudia Häller, Dominique Haller Sobritz, Agnes Hayoz, Catherine Hayoz, Anne Hemmer, Renato Iliescu, Anne Jochem, Jürg Jost, Hans Jungo, Bernard Lauper, Damiano Lepori, Barbara Moigno, Samuel Rar, Sébastien Roch, Anne-Colette Schmutz-Schaller, Gilles Schorderet, Louis Charles Singy, Cécile Thiémar, José Uldry, Petra Vondrasek, Vanessa Winckler, Beisitzende

Arbeitsgericht: Christelle Almeida Borges, Ariane Guye, José Rodriguez, Präsidentin/Präsident; Rebekka Jutzet, Stellvertretende Präsidentin; Nicole Madeleine Aeby, David Brugger, Karin Rudaz, Beisitzende; Maude Borgognon, Gilberto D’Alessandro, Jean-François Feyer, Marc Fischer, Xavier Ganioz, Patrick Gendre, Reto Julmy, Ersatzbeisitzende

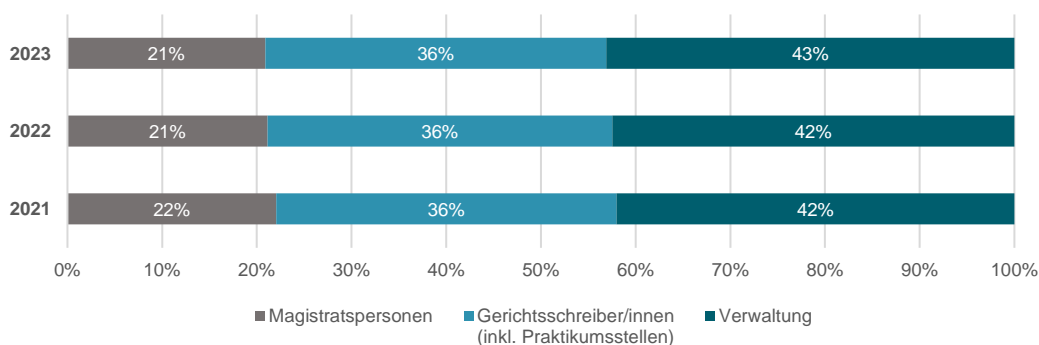
Mietgericht: Ariane Guy, Präsidentin; Rebekka Jutzet, Alexandra Rossi Carré, Stellvertretende Präsidentin/Präsident; Matthieu Loup, Isabelle Sob, Claude Terrapon, Pierre Wicht, Beisitzende; Christian Aebischer, Roxane Casazza, Catherine Hayoz, Marie-Jeanne Piccand, Ersatzbeisitzende

3.7.3.1 Personalressourcen

BGSA - Personalressourcen - VZÄ am 31.12.



BGSA - Personalressourcen - VZÄ nach den verschiedenen Kategorien 2021-2023



3.7.3.2 Bemerkungen zur Tätigkeit

2023 belief sich die Zahl der Fälle, die sowohl in die Zuständigkeit des Zivilgerichts des Saanebezirks als auch in diejenige der Präsidentinnen und Präsidenten eingetragen waren, auf 3978. Pro Vollzeitäquivalent (VZÄ) entspricht dies 829 Fällen (3978 / 4,8 VZÄ).

Die Zahl der registrierten Fälle nahm im Vergleich zu 2022 (+2 %, d. h. +85 Fälle) und im Vergleich zu 2021 (+20 %, d. h. +674 Fälle) stark zu.

2023 erledigten das Zivilgericht und seine Präsidentinnen und Präsidenten 3890 Fälle. Die Zahl der erledigten Fälle im Jahr 2022 betrug 3757.

Wie bereits im Vorjahresbericht festgestellt, werden Zivilfälle abgesehen von der steigenden Anzahl von Fällen auch immer komplexer, was sowohl auf die Zahl der beteiligten Rechtsuchenden als auch auf die Bereiche, die sie betreffen, zurückzuführen ist.

2023 gingen beim Mietgericht 164 neue Fälle ein (142 für die Präsidentin, 22 für das Gericht). Insgesamt stieg die Zahl der Fälle, die am 31. Dezember 2023 hängig waren, im Vergleich zu den Fällen, die am 31. Dezember 2022 hängig waren, um 16 % (+6 Einheiten, davon 5 beim Mietgericht). Die Situation dürfte sich in Zukunft nicht verbessern, da die Fälle immer komplexer werden und die Mieterinnen und Mieter mit periodischen Mieterhöhungen konfrontiert sind.

2023 gingen beim Strafgericht des Saanebezirks 79 neue Fälle zur Beurteilung ein (76 auf Französisch; 3 auf Deutsch). Das Gericht hat 78 Fälle erledigt. Am 1. Januar 2024 bleiben noch 32 Fälle, die behandelt werden müssen.

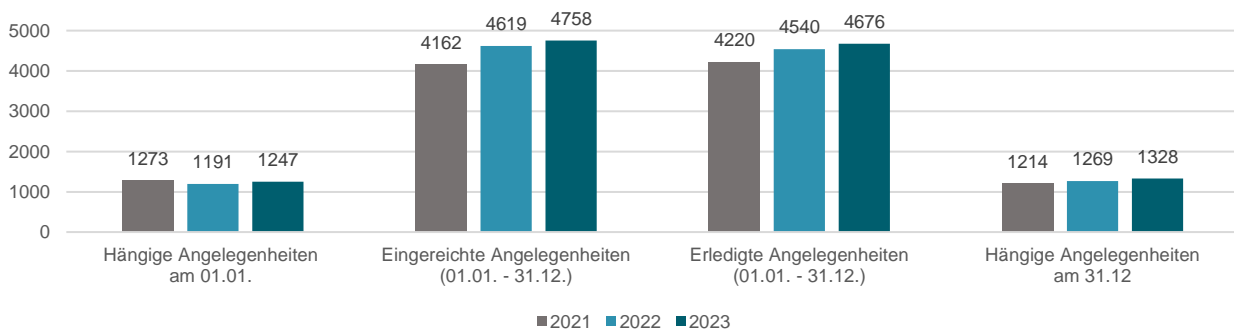
2023 gingen bei den Polizeirichterinnen und -richtern des Saanebezirks 354 neue Dossiers ein (332 auf Französisch; 22 auf Deutsch). Sie erledigten 371. Am 1. Januar 2024 bleiben also noch 126 Fälle, die behandelt werden müssen.

Die Präsidentinnen und Präsidenten stellen fest, dass die Fälle der Polizeirichterinnen und -richter oft genauso komplex und umfangreich sind wie diejenigen, die dem Strafgericht zugewiesen werden.

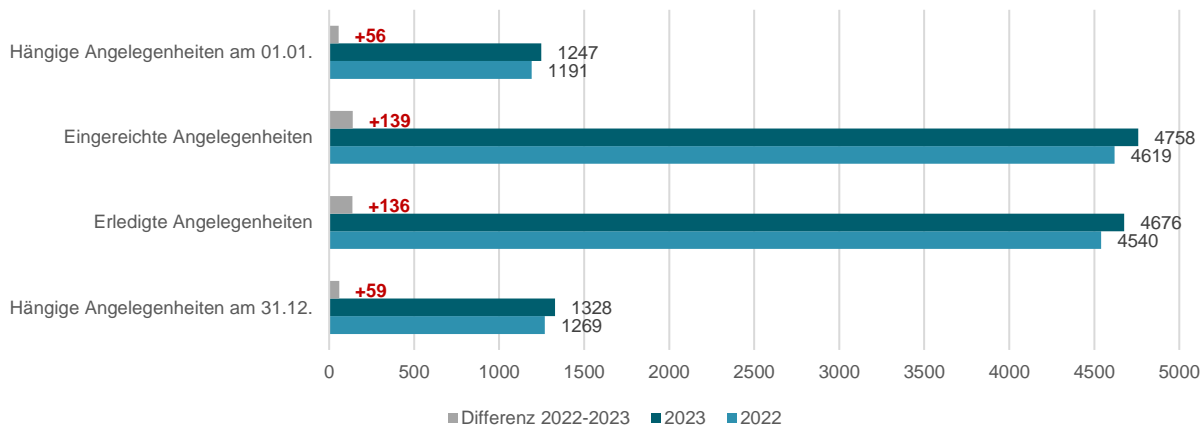
Schliesslich stiessen die Räumlichkeiten des Gerichts, wie bereits im letzten Jahr festgehalten, an die Grenzen ihrer Möglichkeiten. Die Situation bei der Sicherheit der Räumlichkeiten bleibt zudem problematisch.

3.7.3.3 Arbeitslast – Statistik

BGSA - Allgemeine Entwicklung 2021 - 2023



BGSA - Entwicklung Arbeitslast 2022-2023



Entwicklung 2022-2023

	Hängige Angelegenheiten am 01.01.		Eingereichte Angelegenheiten (01.01. - 31.12.)		Erledigte Angelegenheiten (01.01. - 31.12.)		Hängige Angelegenheiten am 31.12.	
	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023
Präsident/in Zivilgericht	559	683	3729	3806	3585	3724	703	765
Zivilgericht	262	255	166	172	172	166	256	261
Präsident/in Mietgericht (Saane)	17	18	111	142	110	141	18	19
Mietgericht (Saane)	21	19	17	22	19	17	19	24
Präsident/in Arbeitsgericht	48	38	144	148	155	143	37	43
Arbeitsgericht	49	60	42	27	31	30	59	57
Polizeirichter/in	209	143	337	354	400	371	146	126
Präsident/in Strafgericht	1	0	1	7	2	6	0	1
Strafgericht	25	31	72	79	66	78	31	32
Total	1191	1247	4619	4758	4540	4676	1269	1328

3.7.3.4 Detaillierter Tätigkeitsbericht des Bezirksgerichts Saane

[Link.](#)

3.7.4 Bezirksgericht Sense BGSSEN

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2023

Debora Friedli-Bruggmann, Caroline Gauch, Pascale Vaucher Mauron, Präsidentinnen; Peter Stoller, Stellvertretender Präsident

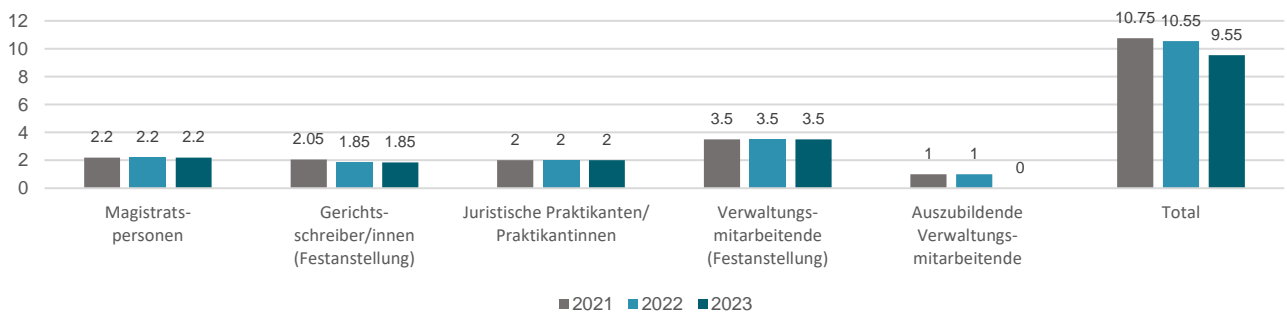
Zivil- und Strafericht: Robert Aeberhard, Judith Berger, Martha Bürgisser, Dominique Chappuis Waeber, Eveline Jungo, Guido Jungo, Urs Kolly, Marianne Portmann, Thomas Reidy, Stephan Schick, Markus Stöckli, Myriam Sturny, Martin Waeber, Beisitzende

Arbeitsgericht: Caroline Gauch, Jonas Kühni, Präsidentin/Präsident; Debora Friedli-Bruggmann, Stellvertretende Präsidentin; Irène Marguet, René Stritt, Beisitzende; Christa Baeriwyl, Dominique Chappuis Waeber, Pascal Rappo, Michael Zurkinden, Ersatzbeisitzende

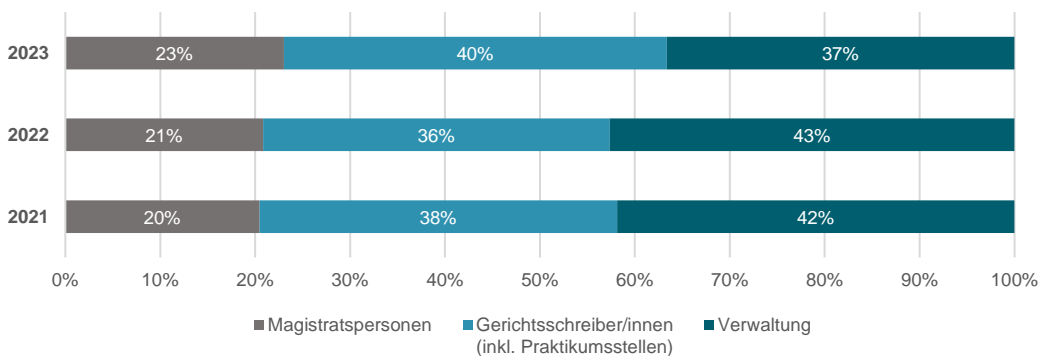
Mietgericht des Sense- und Seebezirks: Nicholas Bürgy, Caroline Gauch, Alicia Daniela Loosli, Pascale Vaucher Mauron, Präsidentin/Präsident; Sandrine Schaller Walker, Peter Stoller, Stellvertretende Präsidentin/Stellvertretender Präsident; Verena Loembe, Gilberte Schär, Beisitzende; Susanne Genner, Ivo Hubmann, Jean-Louis Jungo, Erika Schneider, Ersatzbeisitzende

3.7.4.1 Personalressourcen

BGSSEN - Personalressourcen - VZÄ am 31.12.



BGSSEN - Personalressourcen - VZÄ nach den verschiedenen Kategorien 2021-2023



3.7.4.2 Bemerkungen zur Tätigkeit

Im Jahr 2023 wurden insgesamt 816 zivilrechtliche Angelegenheiten registriert (2017: 936, 2018: 827, 2019: 832, 2020: 780, 2021: 732, 2022: 649). Im Gegensatz zu den letzten Berichtsjahren wurden die in Murten eingegangenen Mietrechtsfälle für diesen Zeitraum nicht mehr berücksichtigt. 814 Verfahren konnten abgeschlossen werden (2017: 907; 2018: 848, 2019: 819, 2020: 778, 2021: 757, 2022: 634). Die Zahl 814 bezieht sich auf Entscheide, die ein Verfahren beenden; alle übrigen Entscheide, wie z. B. Sistierungen, Entscheide über Gutachten und weitere Zwischenentscheide, werden nicht gezählt.

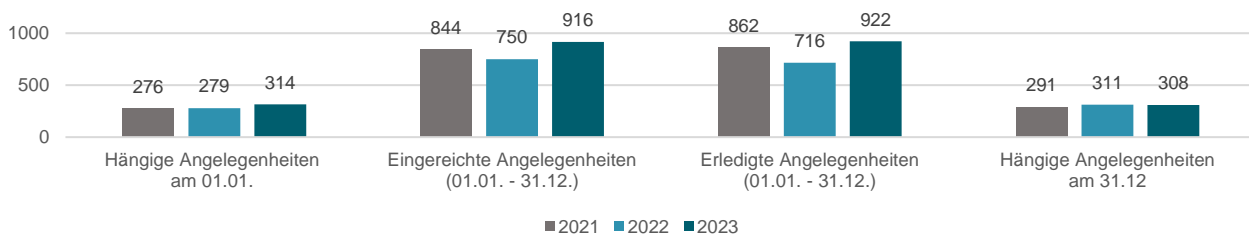
Insgesamt sind 100 Strafsachen registriert worden (2017: 83; 2018: 75, 2019: 89, 2020: 85, 2021: 106, 2022: 103), 108 Angelegenheiten wurden erledigt (2017: 93, 2018: 69, 2019: 89, 2020: 77, 2021: 107, 2022: 82). In diesen Zahlen sind insbesondere die in der Hauptzahl enthaltenen Gesuche um unentgeltliche Rechtspflege nicht berücksichtigt.

Die Arbeitslast war nach wie vor sehr hoch, konnte aber grösstenteils gemeistert werden. Die Fälle werden immer komplexer, die Dossiers immer umfangreicher, die Häufigkeit der rechtlichen Änderungen und die Anforderungen an die Begründung von Entscheiden immer höher.

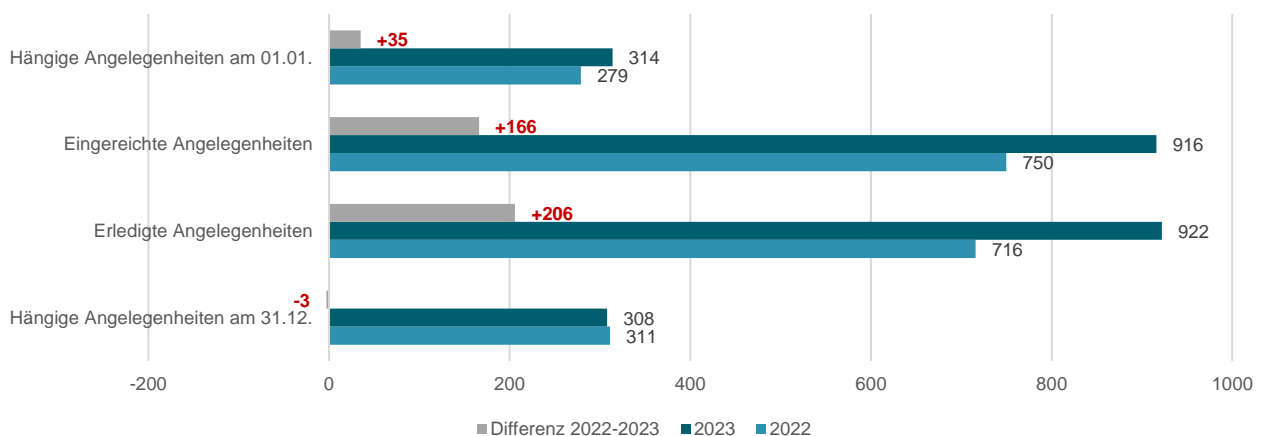
Schliesslich ist noch zu erwähnen, dass es trotz intensiver Suche schwierig ist, Praktikumsstellen zu besetzen.

3.7.4.3 Arbeitslast – Statistik

BGSEN - Allgemeine Entwicklung 2021-2023



BGSEN - Entwicklung Arbeitslast 2022-2023



Entwicklung 2022-2023	Hängige Angelegenheiten am 01.01.		Eingereichte Angelegenheiten (01.01. - 31.12.)		Erledigte Angelegenheiten (01.01. - 31.12.)		Hängige Angelegenheiten am 31.12.	
	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023
Präsident/in Zivilgericht	181	180	560	719	562	702	177	197
Zivilgericht	40	52	43	45	32	56	52	41
Präsident/in Mietgericht (Sense)	4	5	16	26	15	26	5	5
Mietgericht (Sense)	8	5	3	9	6	6	5	8
Präsident/in Arbeitsgericht	4	10	24	13	18	21	10	2
Arbeitsgericht	3	4	3	4	1	3	5	5
Polizeirichter/in	29	46	92	88	75	91	45	43
Präsident/in Strafgericht	0	0	0	4	0	3	0	1
Strafgericht	10	12	9	8	7	14	12	6
Total	279	314	750	916	716	922	311	308

3.7.4.4 Detaillierter Tätigkeitsbericht des Bezirksgerichts Sense

[Link.](#)

3.7.5 Bezirksgericht Greyerz BGGR

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2023

Frédérique Bütikofer Repond, Claudia Dey Gremaud, Romain Lang, Camille Perroud Sugnaux, Séverine Zehnder, Präsidentin/Präsident; Grégoire Bovet, Debora Friedli-Bruggmann, Pascal L’Homme, Pascale Vaucher Mauron, Stellvertretende Präsidentin/Stellvertretender Präsident

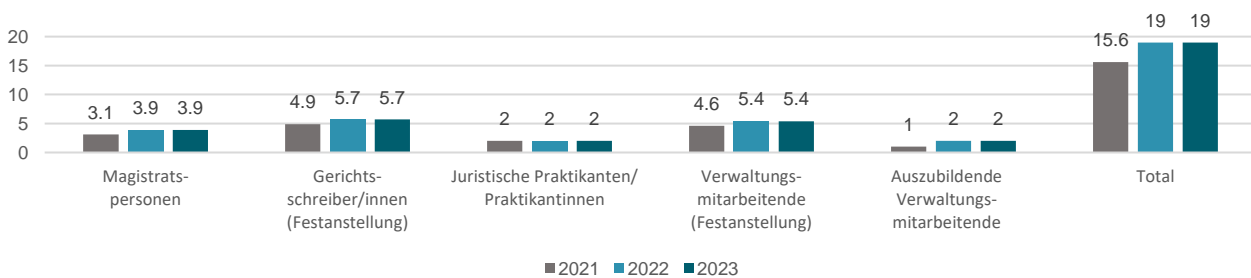
Zivil- und Strafgericht: Jacques Aebischer, Philippe Barras, Karine Beaud, Damien Blanc, Soraya Bosson, Jacqueline Brodard, Michel Castella, Barbara Clément Reichenbach, Ludmilla Combriat, Colette Dupasquier, Nicole Fragnière-Morard, Maryse Gapany Joye, Stéphane Giller, Patrice Morand, Jean-Marie Oberson, Rachel Sauge, Corinne Marie Uginet, Christian Wyssmüller, Beisitzende

Arbeitsgericht: Romain Lang, Nicolas Oberson, Präsidenten; Claudia Dey Gremaud, Debora Friedli-Bruggmann, Caroline Gauch, Séverine Zehnder, Stellvertretende Präsidentin/Stellvertretender Präsident; Maude Duc-Brunner, Yolande Progin, Beisitzende; Philippe Clément, François Ducrest, Mathieu Fehlmann, Christian Schafer, Christian Schorderet, Ersatzbeisitzende

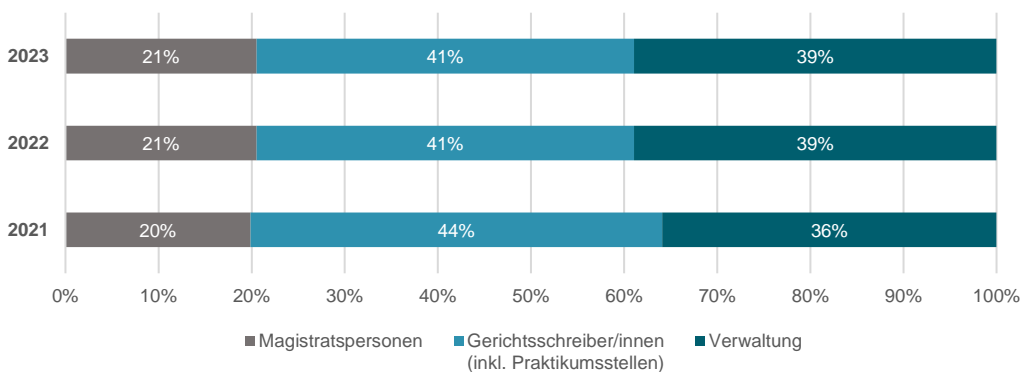
Mietgericht des Greyerz-, Glane-, Broye- und Vivisbachbezirks: Grégoire Bovet, Pascal L’Homme, Präsidenten; Sonia Bulliard Grosset, Debora Friedli-Bruggmann, Romain Lang, Jean-Benoît Meuwly, Virginie Sonney, Pascale Vaucher Mauron, Stellvertretende Präsidentin/Stellvertretender Präsident; Marc Delabays, Marcel Favre, Beisitzende; Pierre-André Defferrard, Justine Dumas, Sandra Martins, Baptiste Morand, Ersatzbeisitzende

3.7.5.1 Personalressourcen

BGGR - Personalressourcen - VZÄ am 31.12.



BGGR - Personalressourcen - VZÄ nach den verschiedenen Kategorien 2021-2023



3.7.5.2 Bemerkungen zur Tätigkeit

Die Arbeitslast ist 2023 weiter gestiegen, insgesamt wurden 2231 neue Fälle eingetragen, gegenüber 2103 im letzten Jahr. Dazu kommt, dass die Dossiers immer komplexer und zeitraubender werden.

Bei den Zivilsachen belief sich die Zahl der eingetragenen Angelegenheiten, alle Fälle zusammengenommen, in diesem Jahr auf 1999, während sie im Vorjahr 1870 betragen hatte, das ist eine Zunahme um ca. 7 %.

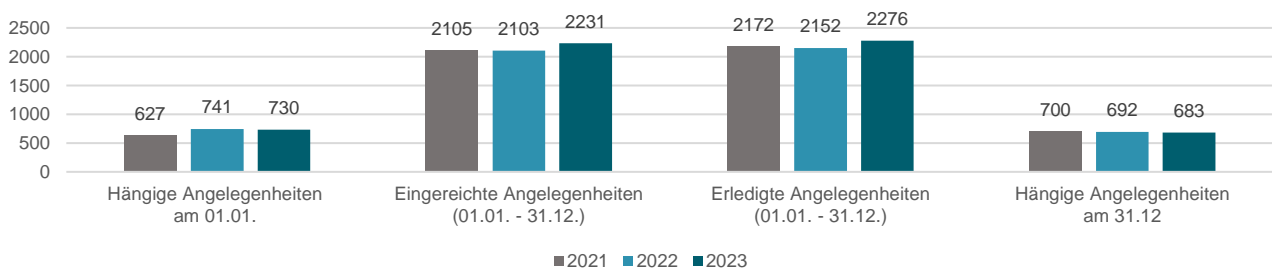
Abgesehen von dieser zahlenmässigen Zunahme werden die Fälle immer komplexer und die Anforderungen, die das Bundesgericht insbesondere bei eherechtlichen Entscheiden stellt, erhöhen die Arbeitsbelastung beim Verfassen von Texten sehr.

2023 belief sich die Zahl der neu registrierten Strafsachen auf 232 Dossiers, verglichen mit 233 im Vorjahr. Die Präsidentinnen stellen fest, dass die Fälle der Polizeirichterinnen und -richter oft genauso komplex und umfangreich sind wie diejenigen, die dem Strafgericht zugewiesen werden. Ausserdem stellen die Präsidentinnen fest, dass die Komplexität der Strafsachen zunimmt.

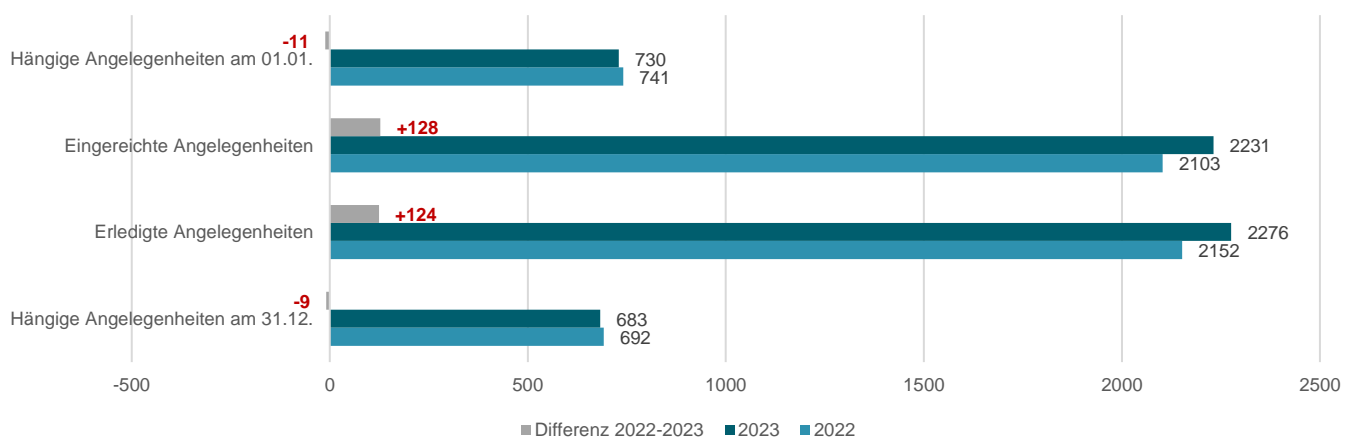
Diese Behörde kam während des gesamten Jahres 2023 in den Genuss der Unterstützung durch die Gerichtsunabhängige Justizbehörde. So wurden dieser 109 neue Fälle (104 in Zivil- und 5 in Strafsachen) zugewiesen. Ende des Jahres informierte der Justizrat das Bezirksgericht Greyerz über den neuen Schlüssel für die Verteilung der Fälle an die Gerichtsunabhängige Justizbehörde, bei dem das Gericht nicht mehr mit einer einwöchigen Zuteilung rechnen kann.

3.7.5.3 Arbeitslast - Statistik

BGGR - Allgemeine Entwicklung 2021-2023



BGGR - Entwicklung Arbeitslast 2022-2023



Entwicklung 2022-2023	Hängige Angelegenheiten am 01.01.		Eingereichte Angelegenheiten (01.01. - 31.12.)		Erledigte Angelegenheiten (01.01. - 31.12.)		Hängige Angelegenheiten am 31.12.	
	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023
Präsident/in Zivilgericht	393	401	1686	1785	1707	1838	372	348
Zivilgericht	165	158	91	98	105	93	151	173
Präsident/in Mietgericht (Greyerz)	5	3	29	42	31	44	3	1
Mietgericht (Greyerz)	0	0	0	0	0	0	0	0
Präsident/in Arbeitsgericht	10	16	57	65	51	57	16	24
Arbeitsgericht	15	16	7	9	7	12	15	13
Polizeirichter/in	143	125	210	203	229	219	124	107
Präsident/in Strafgericht	2	3	7	7	6	8	3	2
Strafgericht	8	8	16	22	16	15	8	15
Total	741	730	2103	2231	2152	2276	692	683

3.7.5.4 Detaillierter Tätigkeitsbericht des Bezirksgerichts Greyerz

[Link.](#)

3.7.6 Bezirksgericht See BGSEE

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2023

Sandrine Schaller Walker, Peter Stoller, Präsidentin/Präsident; Jean-Benoît Meuwly, Pascale Vaucher Mauron, Stellvertretende Präsidentin/Stellvertretender Präsident

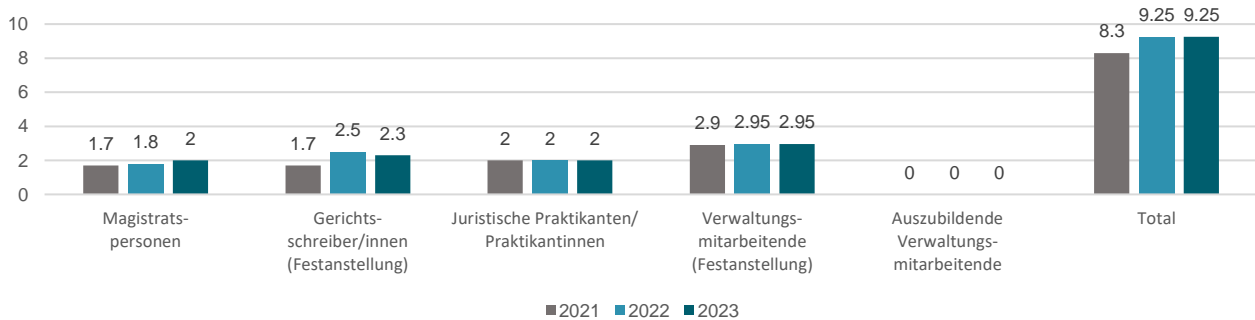
Zivil- und Strafergericht: Daniel Baechler, Brigitte Bauer, Nicole Chuard, Eric Delley, Miriam Deuble, David Humair, Cilette Marchand, Jonas Petersen, Frédéric Plancherel, Thomas Schick, Valentine Tschümperlin, Aline Wälti, Patrick Zehnder, Beisitzende

Arbeitsgericht: Christina Joller, Peter Stoller, Präsidentin/Präsident; Sandrine Schaller Walker, Stellvertretende Präsidentin; Bruno Schwander, Eliane Weber, Beisitzende, Anne-Marie Coopt, Manfred Meyer, Christian Pillonel, Philipp Wieland, Ersatzbeisitzende

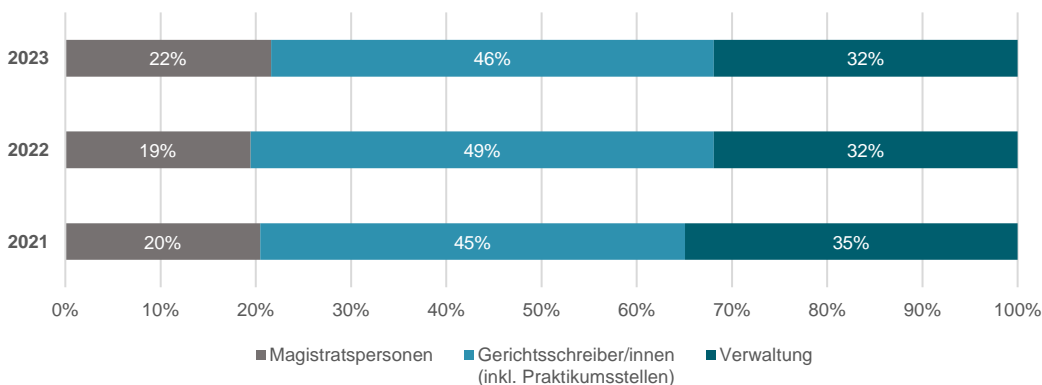
Mietgericht des Sense- und Seebezirks: Nicholas Bürgy, Caroline Gauch, Alicia Daniela Loosli, Pascale Vaucher Mauron, Präsidentin/Präsident; Sandrine Schaller Walker, Peter Stoller, Stellvertretende Präsidentin/Stellvertretender Präsident; Verena Loembe, Gilberte Schär, Beisitzende; Susanne Genner, Ivo Hubmann, Jean-Louis Jungo, Erika Schneider, Ersatzbeisitzende

3.7.6.1 Personalressourcen

BGSEE - Personalressourcen - VZÄ am 31.12.



BGSEE - Personalressourcen - VZÄ nach den verschiedenen Kategorien 2021-2023



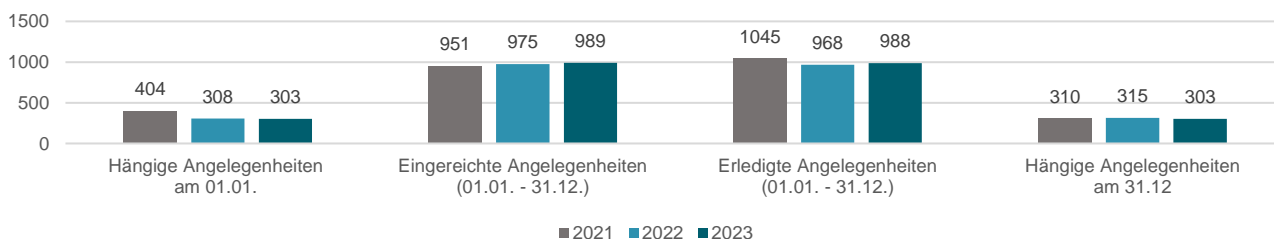
3.7.6.2 Bemerkungen zur Tätigkeit

Die Arbeitslast des Bezirksgerichts See ist nach wie vor sehr hoch, insbesondere wegen der weiter steigenden Zahl französischsprachiger Angelegenheiten, ein Trend, der sich auch 2023 einmal mehr bestätigte. Wobei diese Angelegenheiten 2009 erst 29 % der neuen Angelegenheiten ausmachten, diese Zahl jedoch bis 2020 auf 45 % und bis 2023 auf 50 % gestiegen ist.

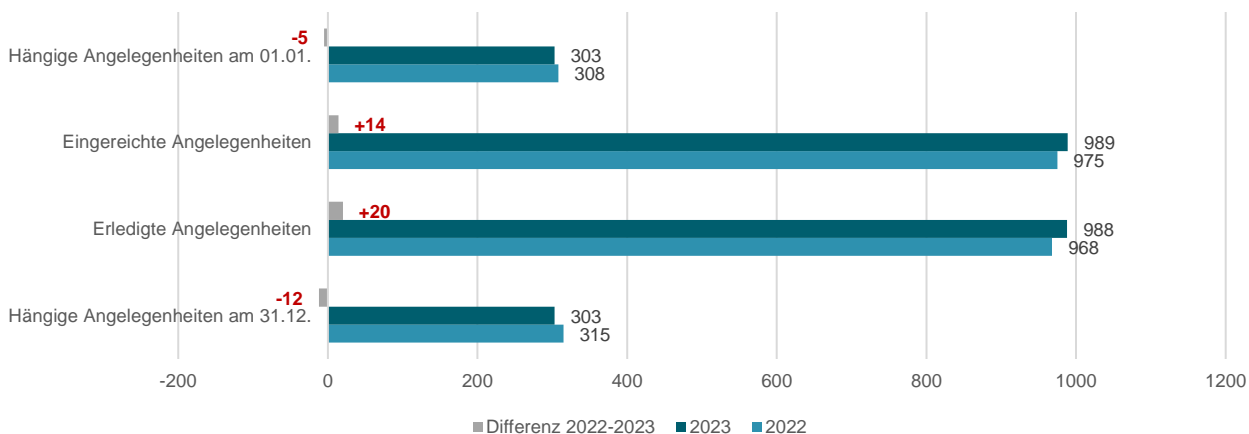
Die Präsidentin und der Präsident sind am Programm E-Justice beteiligt: Die Präsidentin Schaller arbeitet mit einem Beschäftigungsgrad von etwa 40 % für das Programm, und Präsident Stoller hat sich als Auftraggeber des Projekts Exped Evolution für die Digitalisierung der Justiz im Kanton eingesetzt. Die Gerichtsunabhängige Justizbehörde wurde zur Verfügung gestellt, um den Prozentsatz zu ersetzen, den Präsidentin Schaller dem Programm E-Justice gewidmet hat.

3.7.6.3 Arbeitslast - Statistik

BGSEE - Allgemeine Entwicklung 2021-2023



BGSEE - Entwicklung Arbeitslast 2022-2023



Entwicklung 2022-2023	Hängige Angelegenheiten am 01.01.		Eingereichte Angelegenheiten (01.01. - 31.12.)		Erledigte Angelegenheiten (01.01. - 31.12.)		Hängige Angelegenheiten am 31.12.	
	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023
Präsident/in Zivilgericht	172	170	744	783	767	774	179	178
Zivilgericht	57	53	30	40	35	34	52	59
Präsident/in Mietgericht (See)	2	2	14	13	14	12	2	3
Mietgericht (See)	9	6	2	6	5	4	6	8
Präsident/in Arbeitsgericht	4	11	36	36	28	34	12	13
Arbeitsgericht	8	11	10	10	7	14	11	7
Polizeirichter/in	47	47	98	95	97	108	48	34
Präsident/in Strafgericht			0		0		0	
Strafgericht	9	3	11	6	15	8	5	1
Total	308	303	975	989	968	988	315	303

3.7.6.4 Detaillierter Tätigkeitsbericht des Bezirksgerichts See

[Link.](#)

3.7.7 Bezirksgericht Glane BGGL

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2023

Grégoire Bovet, Präsident; Sonia Bulliard Grosset, Frédérique Bütikofer Repond, Claudia Dey Gremaud, Romain Lang, Pascal L'Homme, Jean-Benoît Meuwly, Stellvertretende Präsidentin/Stellvertretender Präsident

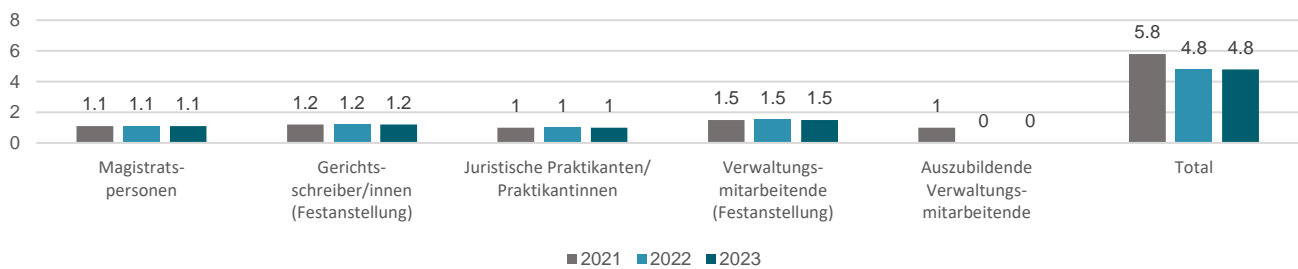
Zivil- und Strafgericht: Jean-François Bard, Astrid Bichsel-Zeindl, Marlène Cornu, Guillaume Favre, Maja Fontaine, Christophe Girard, Muriel Joye, Claudine Matthey, Philippe Pache, Beisitzende

Arbeitsgericht: Jacques Menoud, Präsident; Grégoire Bovet, Pascal L'Homme, Stellvertretende Präsidenten; Vincent Brodard, John Ropraz, Beisitzende; Christian Deillon, Sébastien Jaquier, Denis Repond, Cédric Rossel, Jacques Terrapon, Jean-François Vuagniaux, Ersatzbeisitzende

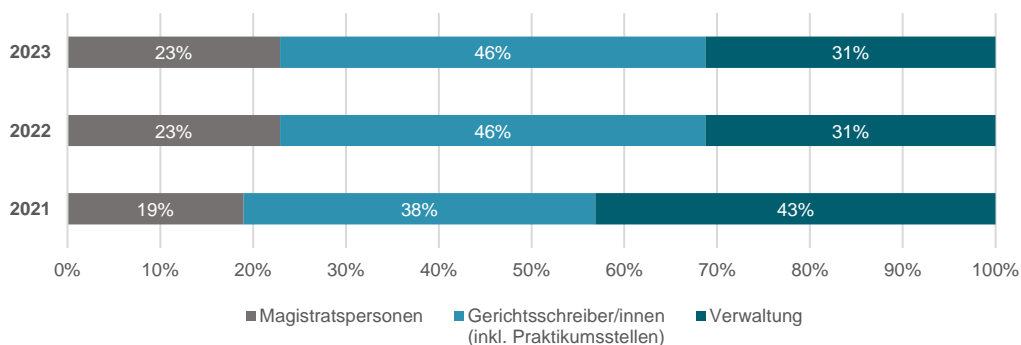
Mietgericht des Greyerz-, Glane-, Broye- und Vivisbachbezirks: Grégoire Bovet, Pascal L'Homme, Präsidenten; Sonia Bulliard Grosset, Debora Friedli-Bruggmann, Romain Lang, Jean-Benoît Meuwly, Virginie Sonney, Pascale Vaucher Mauron, Stellvertretende Präsidentin/Stellvertretender Präsident; Marc Delabays, Marcel Favre, Beisitzende; Pierre-André Defferrard, Justine Dumas, Sandra Martins, Baptiste Morand, Ersatzbeisitzende

3.7.7.1 Personalressourcen

BGGL - Personalressourcen - VZÄ am 31.12.



BGGL - Personalressourcen - VZÄ nach den verschiedenen Kategorien 2021-2023



3.7.7.2 Bemerkungen zur Tätigkeit

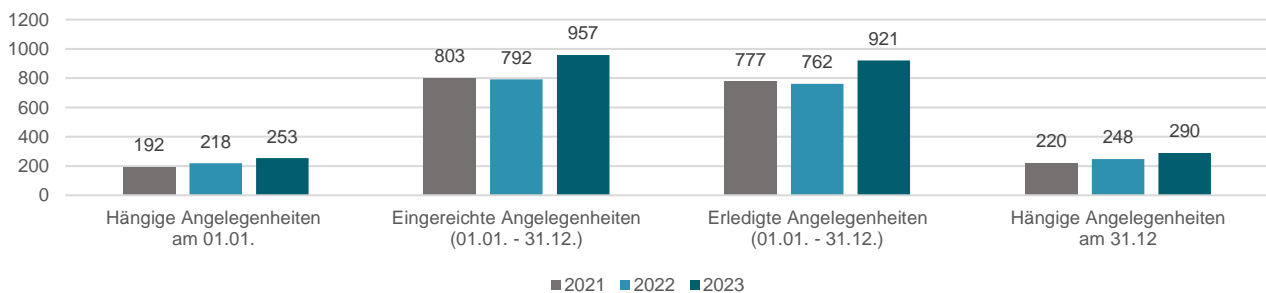
Die Arbeitslast stieg im Jahr 2023 erheblich an (Anstieg der Zahl der Fälle um 20 % von 792 Fällen im Jahr 2022 auf 957 Fälle im Jahr 2023), so dass die Zahl der offenen Fälle weiter anstieg (von 248 Fällen Ende 2022 auf 290 Fälle Ende 2023), trotz des ständigen Einsatzes der kompetenten und engagierten Mitarbeitenden, der Entlastung von 40 Fällen durch die Gerichtsunabhängige Justizbehörde und zahlreicher Überstunden des Präsidenten.

Der Rückgang der Fälle im Bereich des Mietgerichts ist darauf zurückzuführen, dass die Fälle, die Immobilien im Broyebezirk betreffen, seit 2023 von den Präsidentinnen Bulliard, Grosset, Sonney und Präsident Meuwly behandelt werden.

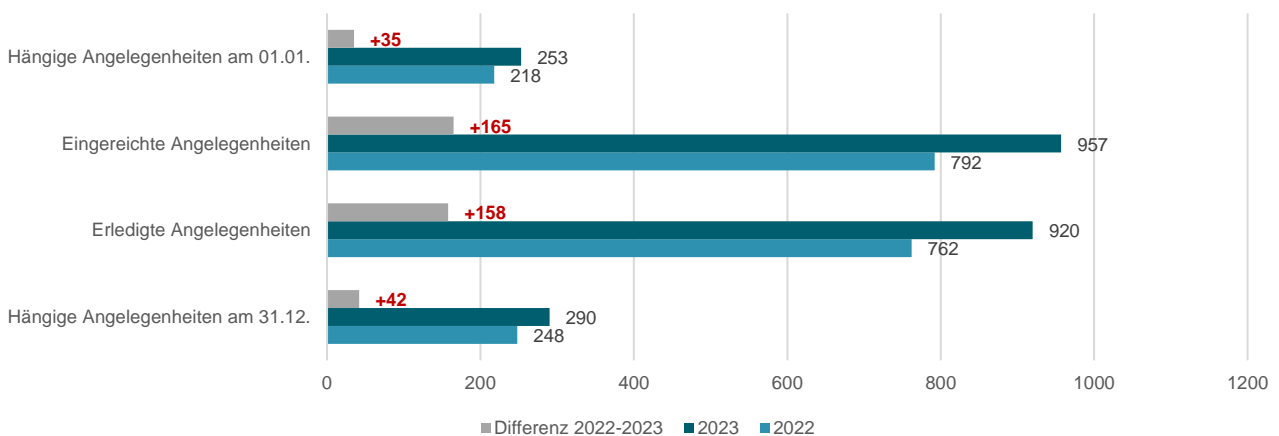
Die Situation ist sehr kritisch und erfordert eine unverzügliche Verstärkung der Personalressourcen, da die Entlastungen nicht ausreichen, um die steigende Arbeitsbelastung und die zunehmende Komplexität aufzufangen.

3.7.7.3 Arbeitslast - Statistik

BGGL - Allgemeine Entwicklung 2021-2023



BGGL - Entwicklung Arbeitslast 2022-2023



Entwicklung 2022-2023

	Hängige Angelegenheiten am 01.01.		Eingereichte Angelegenheiten (01.01. - 31.12.)		Erledigte Angelegenheiten (01.01. - 31.12.)		Hängige Angelegenheiten am 31.12.	
	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023
Präsident/in Zivilgericht	125	139	598	776	588	718	135	198
Zivilgericht	51	49	36	54	38	42	49	61
Präsident/in Mietgericht (Glane)	6	3	19	18	22	18	3	3
Mietgericht (Glane)	12	16	18	8	14	15	16	9
Präsident/in Arbeitsgericht	3	4	16	15	15	16	4	3
Arbeitsgericht	0	2	2	4	0	3	2	3
Polizeirichter/in	19	31	83	71	72	89	30	13
Präsident/in Strafgericht	0	0	1	3	1	3	0	0
Strafgericht	2	9	19	8	12	17	9	0
Total	218	253	792	957	762	921	248	290

3.7.7.4 Detaillierter Tätigkeitsbericht des Bezirksgerichts Glane[Link.](#)

3.7.8 Bezirksgericht Broye BGBR

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2023

Sonia Bulliard Grosset, Jean-Benoît Meuwly, Virginie Sonney, Präsidentin/Präsident; Grégoire Bovet, Pascal L'Homme, Stéphane Raemy, Alexandra Rossi Carré, Stellvertretende Präsidentin/Stellvertretender Präsident

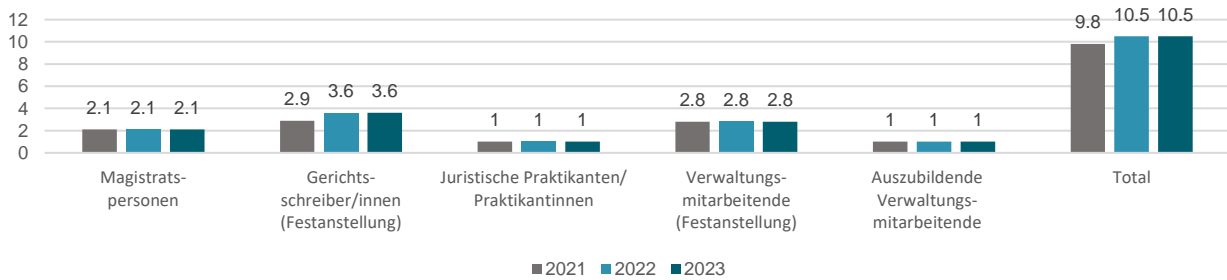
Zivil- und Strafergericht: Guy Biland, Maurice Bourqui, Martine Corminboeuf, Francis Duruz, Marcel Godel, Micheline Guerry, Carine Haenni, Claude Jabornigg, Christine Keller, Francis Marchand, Annelise Moser, Irène Rüsi, Beisitzende

Arbeitsgericht: Christian Esseiva, Jean-Benoît Meuwly, Präsidenten; Sonia Bulliard Grosset, Stellvertretende Präsidentin; Etienne Volery, Laurent Derivaz, Yvan Corminboeuf, Roland Waeber, Beisitzende; Frédéric Gross, Francis Michel, Patrick Pillonel, Hans Krebs, Christian Müller, Ersatzbeisitzende

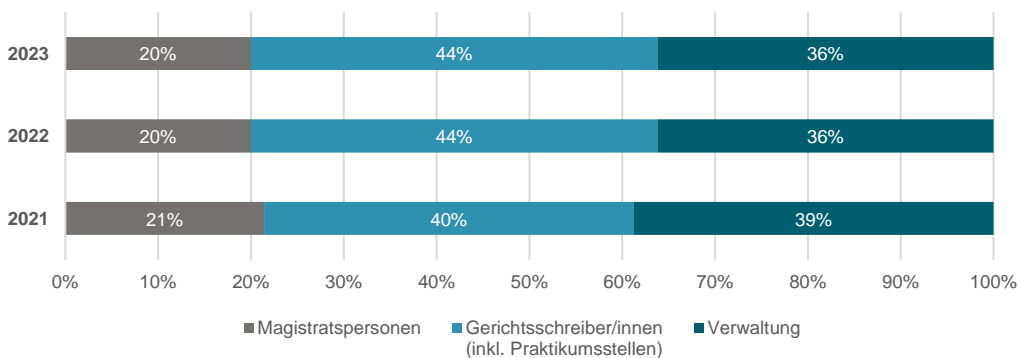
Mietgericht des Greyerz-, Glane-, Broye- und Vivisbachbezirks: Grégoire Bovet, Pascal L'Homme, Präsidenten; Sonia Bulliard Grosset, Debora Friedli-Bruggmann, Romain Lang, Jean-Benoît Meuwly, Virginie Sonney, Pascale Vaucher Mauron, Stellvertretende Präsidentin/Stellvertretender Präsident; Marc Delabays, Marcel Favre, Beisitzende; Pierre-André Defferrard, Justine Dumas, Sandra Martins, Baptiste Morand, Ersatzbeisitzende

3.7.8.1 Personalressourcen

BGBR - Personalressourcen - VZÄ am 31.12.



BGBR - Personalressourcen - VZÄ nach den verschiedenen Kategorien 2021-2023



3.7.8.2 Bemerkungen zur Tätigkeit

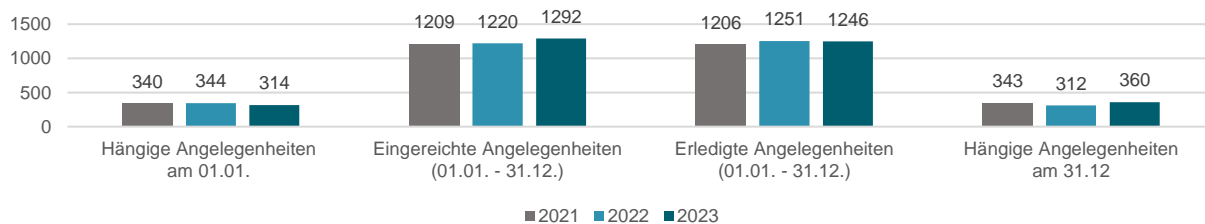
Die Arbeitslast ist im Berichtsjahr weiter gestiegen; die Zahl der Neueingänge betrug 1292 im Jahr 2023 (gegenüber 1220 im Jahr 2022 und 1209 im Jahr 2021). Während die erledigten Fälle eine hohe Zahl, nämlich 1246 (gegenüber 1251 im Jahr 2022 und 1206 im Jahr 2021) erreichten, stieg die Zahl der Fälle, die Ende 2023 hängig waren auf 360 (gegenüber 343 im Jahr 2022 und 312 im Jahr 2021).

Diese fortwährende Belastung kann nicht mehr mithilfe der Gerichtsunabhängigen Justizbehörde aufgefangen werden. Zusätzliche Personalressourcen sind unerlässlich.

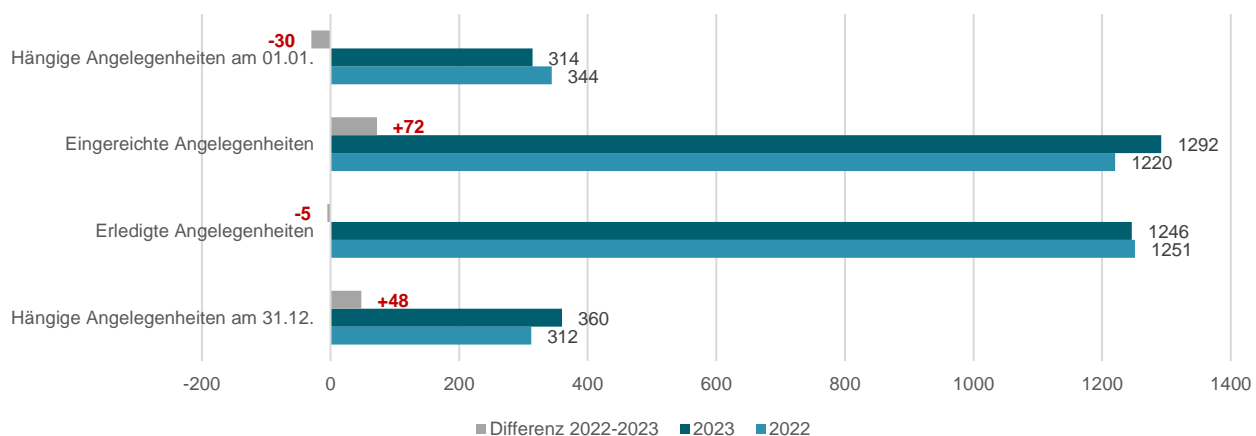
Diese Behörde wurde während des gesamten Jahres 2023 durch die Gerichtsunabhängige Justizbehörde unterstützt. So wurden dieser insgesamt 102 Fälle zugewiesen, nämlich 84 Fälle aus dem Zuständigkeitsbereich des Präsidiums des Zivilgerichts (davon 23 Gesuche um unentgeltliche Rechtspflege), 8 Fälle aus dem Zuständigkeitsbereich des Zivilgerichts und 10 Fälle aus dem Zuständigkeitsbereich des Polizeirichters. Ende des Jahres informierte der Justizrat das Bezirksgericht Broye über den neuen Schlüssel für die Zuteilung der Fälle der Gerichtsunabhängigen Justizbehörde, wonach das Gericht mit einer zusätzlichen Zuteilung während einer Woche rechnen kann.

3.7.8.3 Arbeitslast - Statistik

BGBR - Allgemeine Entwicklung 2021-2023



BGBR - Entwicklung Arbeitslast 2022-2023



Entwicklung 2022-2023	Hängige Angelegenheiten am 01.01.		Eingereichte Angelegenheiten (01.01. - 31.12.)		Erledigte Angelegenheiten (01.01. - 31.12.)		Hängige Angelegenheiten am 31.12.	
	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023
Präsident/in Zivilgericht	210	188	993	1020	1014	1001	188	207
Zivilgericht	72	73	61	71	62	62	71	82
Präsident/in Mietgericht (Broye)	1	2	16	25	15	16	2	11
Mietgericht (Broye)	0	0	0	8	0	1	0	7
Präsident/in Arbeitsgericht	11	9	39	56	41	55	9	10
Arbeitsgericht	8	5	5	11	8	6	5	10
Polizeirichter/in	28	37	98	90	89	96	37	31
Präsident/in Strafgericht	0	0	2	2	2	2	0	0
Strafgericht	14	0	6	9	20	7	0	2
Total	344	314	1220	1292	1251	1246	312	360

3.7.8.4 Detaillierter Tätigkeitsbericht des Bezirksgerichts Broye

[Link.](#)

3.7.9 Bezirksgericht Vivisbach BGVI

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2023

Pascal L’Homme, Präsident; Grégoire Bovet, Frédérique Bütikofer Repond, Claudia Dey Gremaud, Romain Lang, Stellvertretende Präsidentin/Stellvertretender Präsident

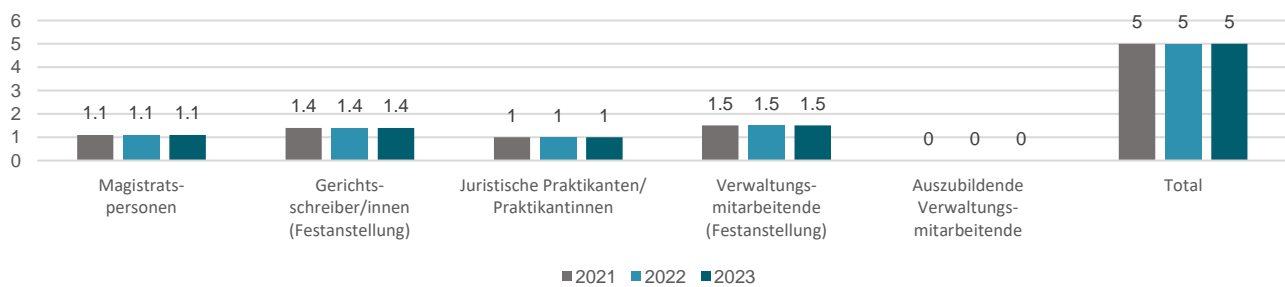
Zivil- und Strafgericht: Claudine Aebischer, Noémie Berthoud, Stéphane Broillet, Jeannick Cardinaux, Valérie Dewarrat, Roland Dumoulin, Aurélien Espinasse, Catherine Mossier, Caroline Perroud, François Pilloud, Michel Savoy, Marie Wicht, Beisitzende

Arbeitsgericht: Julia Giallombardo, Pascal L’Homme, Präsidentin/Präsident; Jacques Menoud, Stellvertretender Präsident; Pascal Emonet, Fabienne Tâche, Beisitzende; Laurent Gabriel, Daniel Jamain, Eric Maillard, Antonio-Elviro Soares, Ersatzbeisitzende

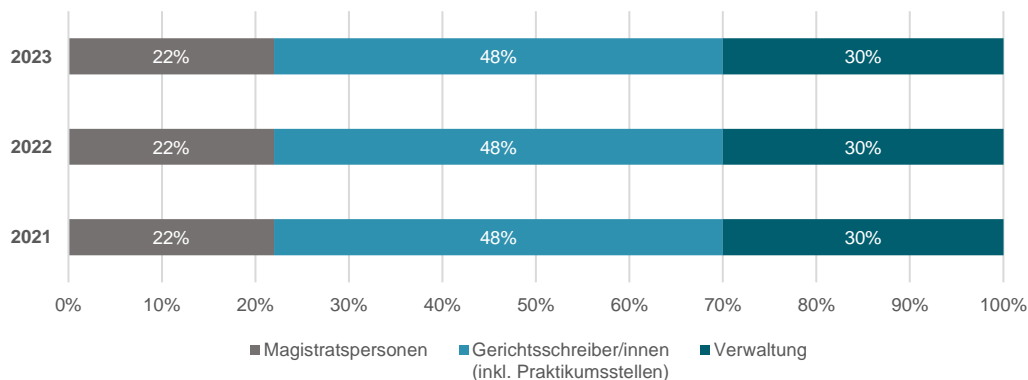
Mietgericht des Greyerz-, Glane-, Broye- und Vivisbachbezirks: Grégoire Bovet, Pascal L’Homme, Präsidenten; Sonia Bulliard Grosset, Debora Friedli-Bruggmann, Romain Lang, Jean-Benoît Meuwly, Virginie Sonney, Pascale Vaucher Mauron, Stellvertretende Präsidentin/Stellvertretender Präsident; Marc Delabays, Marcel Favre, Beisitzende; Pierre-André Defferrard, Justine Dumas, Sandra Martins, Baptiste Morand, Ersatzbeisitzende

3.7.9.1 Personalressourcen

BGVI - Personalressourcen - VZÄ am 31.12.



BGVI - Personalressourcen - VZÄ nach den verschiedenen Kategorien 2021-2023



3.7.9.2 Bemerkungen zur Tätigkeit

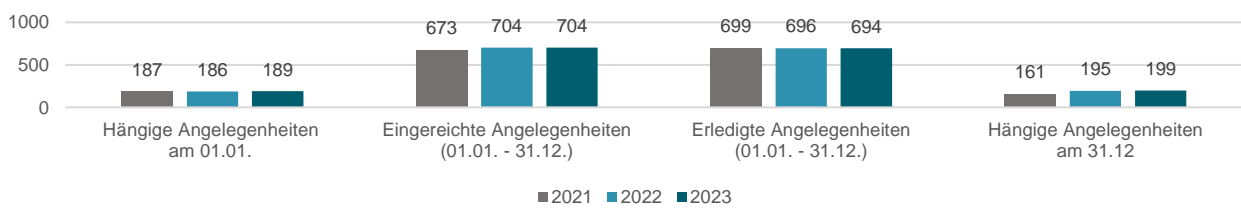
Statistisch gesehen ist die Arbeitslast gleichgeblieben. Die zunehmende Komplexität und der Umfang einiger Fälle tragen jedoch dazu bei, dass die Fälle und die Arbeitslast zugenommen haben. Die neue Rechtsprechung des Bundesgerichtes zur Berechnung von Unterhaltsbeiträgen hat ebenfalls eine sehr bedeutende Auswirkung.

Die Haltung der Rechtsuchenden wird zudem immer komplizierter. Eheschutzmassnahmen nehmen sehr viel Zeit in Anspruch.

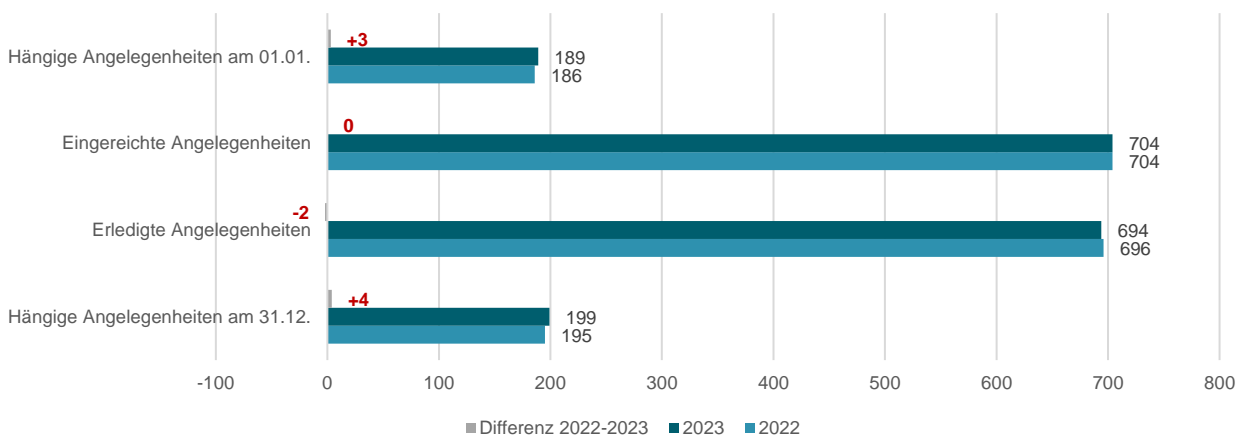
Beim Mietgericht wird die Arbeitsbelastung immer grösser.

3.7.9.3 Arbeitslast – Statistik

BGVI - Allgemeine Entwicklung 2021-2023



BGVI - Entwicklung Arbeitslast 2022-2023



Entwicklung 2022-2023	Hängige Angelegenheiten am 01.01.		Eingereichte Angelegenheiten (01.01. - 31.12.)		Erledigte Angelegenheiten (01.01. - 31.12.)		Hängige Angelegenheiten am 31.12.	
	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023
Präsident/in Zivilgericht	91	87	551	560	536	546	91	101
Zivilgericht	51	49	33	31	41	31	51	49
Präsident/in Mietgericht (Vivisbach)	6	7	27	32	26	33	7	6
Mietgericht (Vivisbach)	21	20	13	13	14	16	20	17
Präsident/in Arbeitsgericht	0	6	19	20	13	20	6	6
Arbeitsgericht	4	7	5	2	2	1	7	8
Polizeirichter/in	13	13	50	44	57	45	13	12
Präsident/in Strafgericht	0	0	1	1	1	1	0	0
Strafgericht	0	0	5	1	6	1	0	0
Total	186	189	704	704	696	694	195	199

3.7.9.4 Detaillierter Tätigkeitsbericht des Bezirksgerichts Vivisbach

[Link.](#)

3.8 Friedensgerichte FG

Aufgabe und Zuständigkeit

Das Friedensgericht ist in erster Linie Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde. Sein Präsident ist der Friedensrichter. Die Erwachsenenschutzbehörde ordnet eine Massnahme an, wenn die Unterstützung der hilfsbedürftigen Person durch die Familie, andere nahestehende Personen oder private oder öffentliche Dienste nicht ausreicht oder von vornherein als ungenügend erscheint und wenn bei Urteilsunfähigkeit der hilfsbedürftigen Person keine oder keine ausreichende eigene Vorsorge (Vorsorgeauftrag und Patientenverfügung) getroffen worden ist und die Massnahmen von Gesetzes wegen (Vertretung durch den Ehegatten/eingetragenen Partner, Vertretung bei medizinischen Massnahmen, Schutz der Person, die sich in einer Wohn- oder Pflegeeinrichtung aufhält) nicht genügen.

Die Erwachsenenschutzbehörde kann entweder eine Beistandschaft errichten oder eine fürsorgerische Unterbringung anordnen. Es gibt vier Arten von Beistandschaften: die Begleitbeistandschaft, die Vertretungsbeistandschaft, die Mitwirkungsbeistandschaft und die umfassende Beistandschaft.

Die Erwachsenenschutzbehörde ist auch für die gerichtliche Beurteilung der ärztlichen Unterbringungsentscheide zuständig.

Die Kindesschutzbehörde ist für die Anordnung sämtlicher Kindesschutzmassnahmen – zum Beispiel Aufhebung der elterlichen Obhut, Entziehung der elterlichen Sorge, Unterbringung und Ernennung eines Beistandes – zuständig.

Nicht miteinander verheiratete Eltern können erklären, dass sie die elterliche Sorge gemeinsam ausüben möchten. Die Erklärung kann entweder gleichzeitig mit der Anerkennung des Kindes durch den Vater gegenüber dem Zivilstandsamt oder später gegenüber der Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde am Wohnsitz des Kindes abgegeben werden. Ist ein Elternteil nicht bereit, die Erklärung über die gemeinsame elterliche Sorge abzugeben, so kann der andere Elternteil an die Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde am Wohnsitz des Kindes gelangen. Die gemeinsame elterliche Sorge darf einem Elternteil nur in begründeten Ausnahmefällen vorenthalten werden (nur wenn das Kindeswohl durch die Verfügung der gemeinsamen Sorge schwerwiegend gefährdet wird).

Die Entscheide der Schutzbehörde können mit Beschwerde beim Kindes- und Erwachsenenschutzhof des Kantonsgerichts angefochten werden.

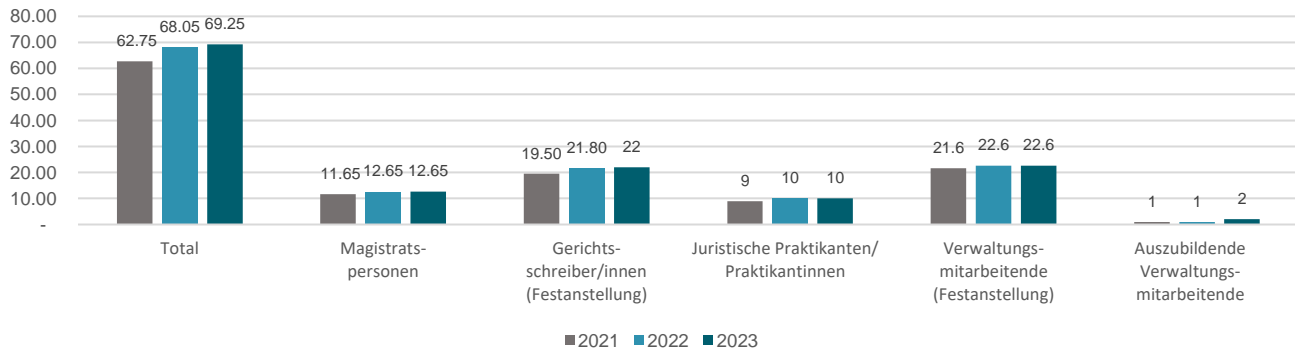
Dem Friedensgericht und dem Friedensrichter kommen Aufgaben im Bereich des Erbrechts zu. Neben den Steuerinventaren, die der Friedensrichter nach jedem Todesfall aufzunehmen hat, hat er auch die für die Sicherung des Erbanges nötigen Massnahmen zu treffen. Unter diesem Titel ist er mit der Testamentseröffnung und der Ausstellung von Erbbescheinigungen befasst.

Der Friedensrichter kann unter anderem richterliche Betretungsverbote erlassen.

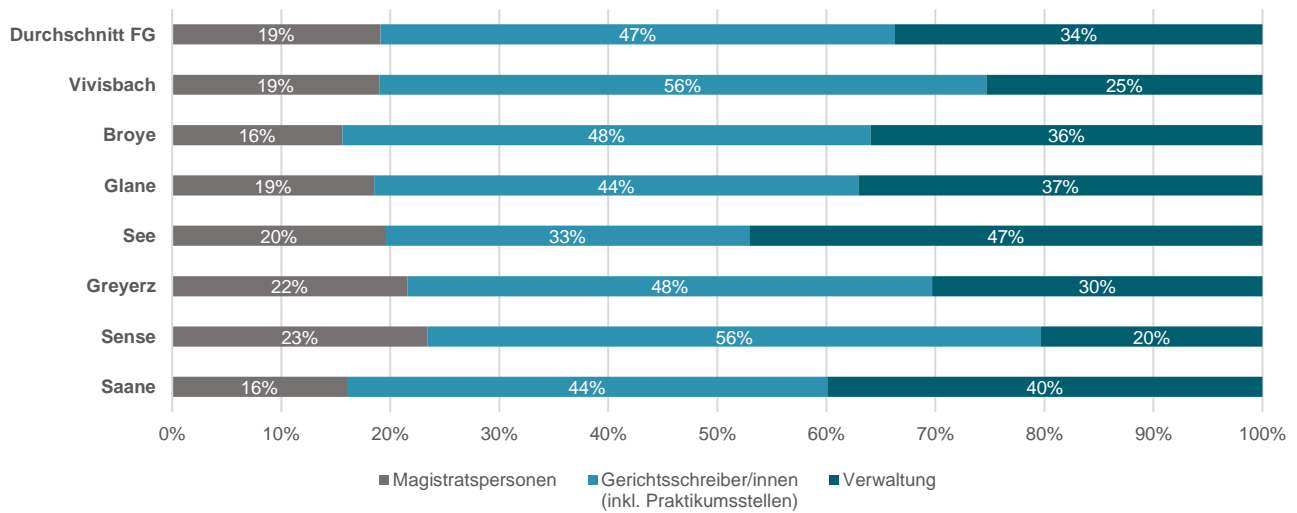
Webseite Gerichtsbehörden: <https://www.fr.ch/de/institutionen-und-politische-rechte/justiz/gerichtsbehoerden-friedensgerichte>.

3.8.1 Personalressourcen

FG - Personalressourcen - VZÄ am 31.12.



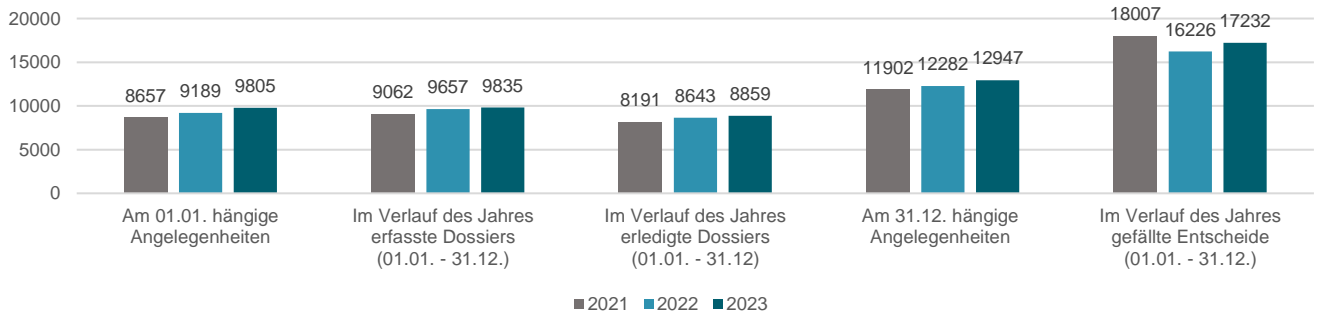
FG - Personalressourcen (VZÄ) nach den verschiedenen Kategorien am 31.12.2023



3.8.2 Arbeitslast – Statistik

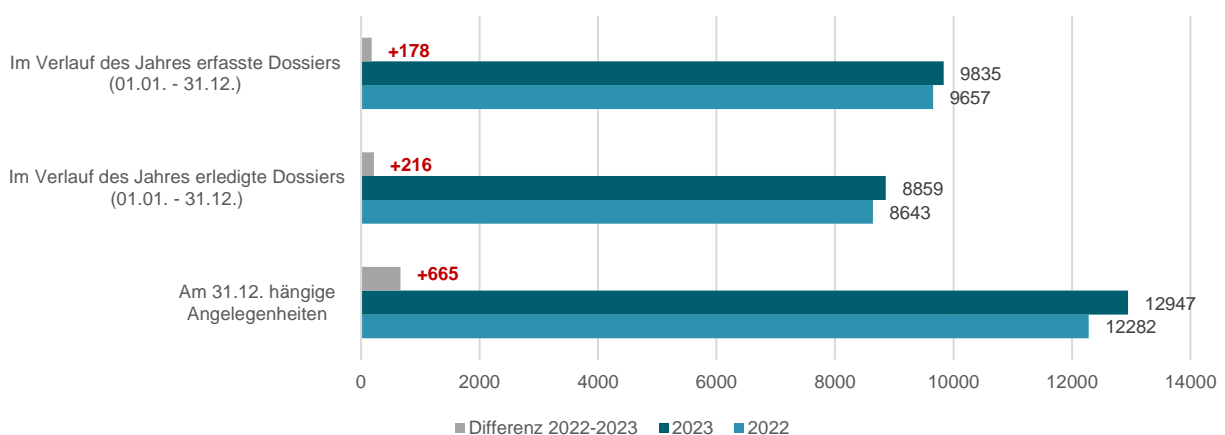
3.8.2.1 Allgemeine Statistik

FG - Allgemeine Statistik 2021-2023

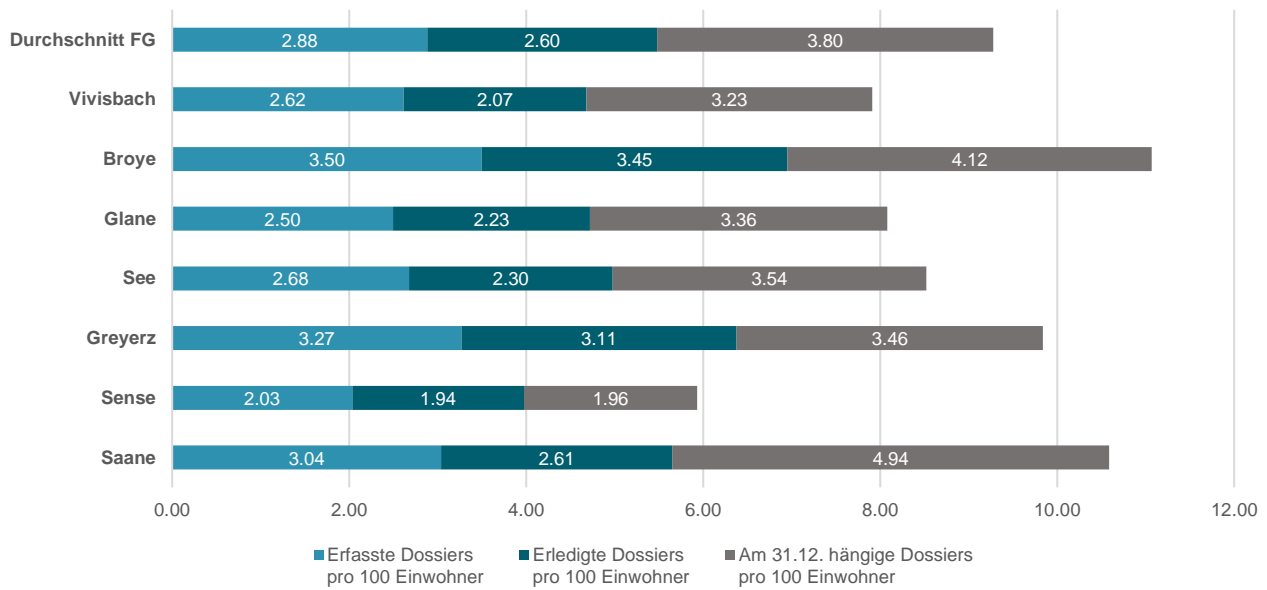


2023	Saane	Sense	Greyerz	See	Glane	Broye	Vivisbach	Total
Am 01.01. hängige Angelegenheiten	3847	719	1576	1241	681	1296	445	9805
Im Verlauf des Jahres erfasste Dossiers (01.01.-31.12.)	3376	937	2004	1050	662	1253	553	9835
Im Verlauf des Jahres erledigte Dossiers (01.01.-31.12.)	2897	893	1904	902	590	1236	437	8859
Am 31.12. hängige Angelegenheiten	5486	902	2121	1389	891	1475	683	12947
Im Verlauf des Jahres gefällte Entscheide (01.01.-31.12.)	6137	2038	4004	1312	1360	1428	953	17232

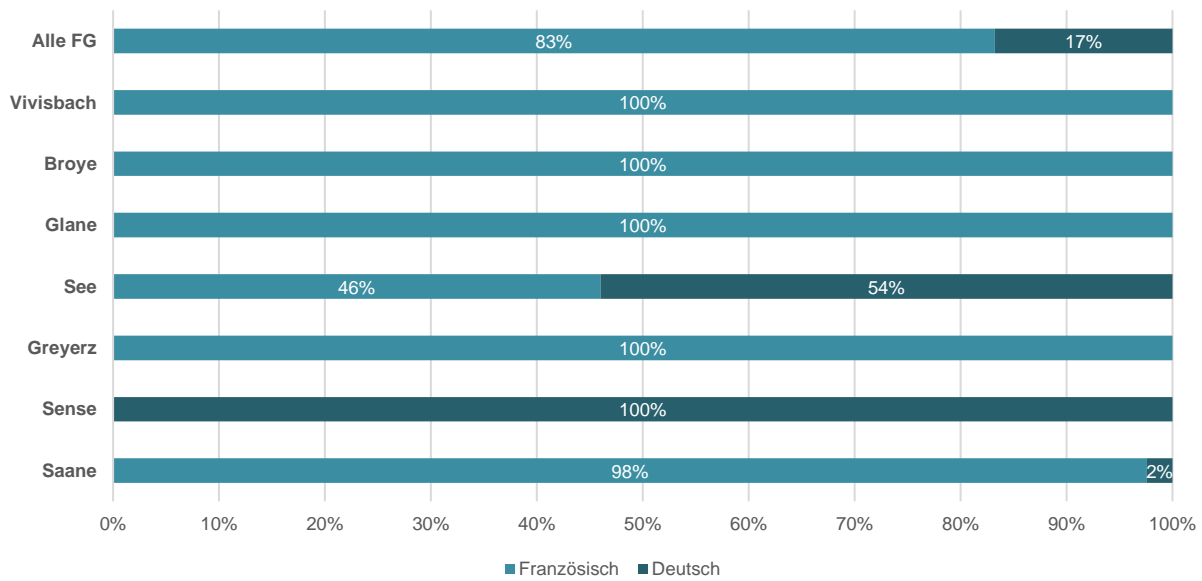
FG - Entwicklung allgemeine Arbeitslast 2022-2023



FG - Arbeitslast 2023 pro 100 Einwohner (ständige Wohnbevölkerung 11.2023)

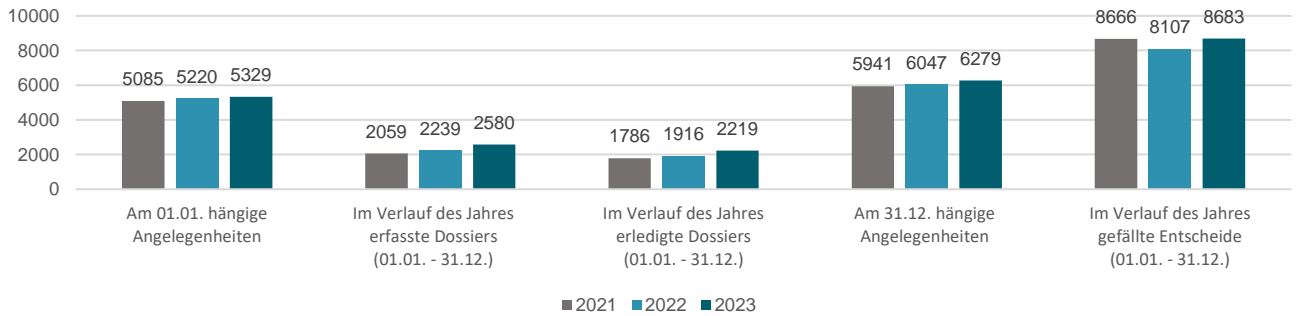


FG - Verfahrenssprache erledigte Angelegenheiten 2023



3.8.2.2 Erwachsenenschutz

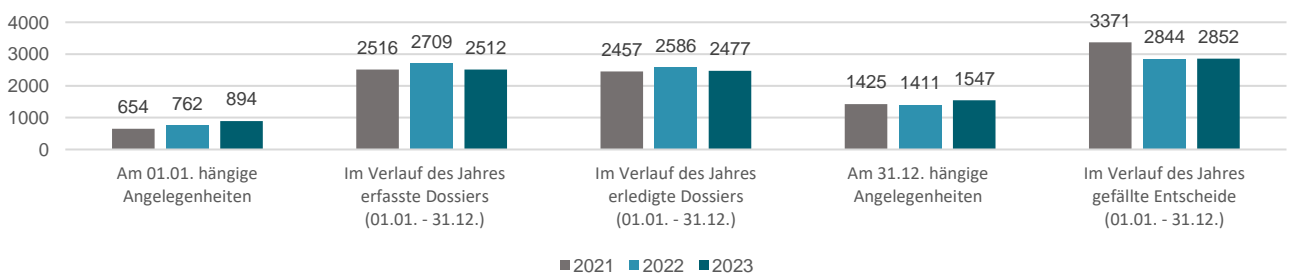
FG - Erwachsenenschutz - Entwicklung 2021-2023



2023	Saane	Sense	Greyerz	See	Glane	Broye	Vivisbach	Total
Am 01.01. hängige Angelegenheiten	2129	527	1000	479	382	556	256	5329
Im Verlauf des Jahres erfasste Dossiers (01.01.-31.12.)	886	246	550	228	199	318	153	2580
Im Verlauf des Jahres erledigte Dossiers (01.01.-31.12.)	742	227	489	203	177	261	120	2219
Am 31.12. hängige Angelegenheiten	2521	618	1207	504	463	636	330	6279
Im Verlauf des Jahres gefällte Entscheide (01.01.-31.12.)	2917	922	2133	742	841	655	473	8683

3.8.2.3 Nachlass

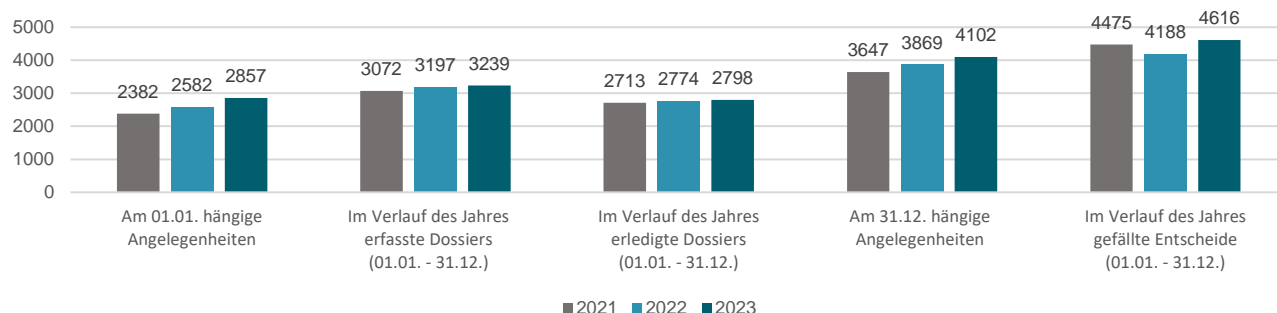
FG - Nachlass - Entwicklung 2021-2023



2023	Saane	Sense	Greyerz	See	Glane	Broye	Vivisbach	Total
Am 01.01. hängige Angelegenheiten	215	11	14	205	79	343	27	894
Im Verlauf des Jahres erfasste Dossiers (01.01.-31.12.)	785	345	507	286	177	262	150	2512
Im Verlauf des Jahres erledigte Dossiers (01.01.-31.12.)	792	338	522	222	165	309	129	2477
Am 31.12. hängige Angelegenheiten	656	34	49	269	105	345	89	1547
Im Verlauf des Jahres gefällte Entscheide (01.01.-31.12.)	817	768	510	128	190	259	180	2852

3.8.2.4 Kindesschutz

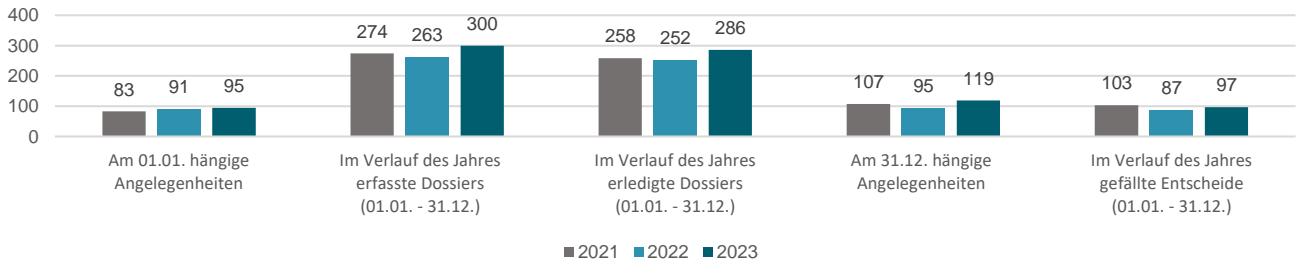
FG - Kindesschutz - Entwicklung 2021-2023



2023	Saane	Sense	Greyerz	See	Glane	Broye	Vivisbach	Total
Am 01.01. hängige Angelegenheiten	1166	160	438	457	178	329	129	2857
Im Verlauf des Jahres erfasste Dossiers (01.01.-31.12.)	1212	230	666	325	185	450	171	3239
Im Verlauf des Jahres erledigte Dossiers (01.01.-31.12.)	955	220	620	276	144	453	130	2798
Am 31.12. hängige Angelegenheiten	1830	221	690	506	261	395	199	4102
Im Verlauf des Jahres gefällte Entscheide (01.01.-31.12.)	2002	285	1112	343	262	391	221	4616

3.8.2.5 Unzuständigkeit

FG - Unzuständigkeit*) - Entwicklung 2021-2023



*) Es handelt sich dabei hauptsächlich um Rechtsöffnungsanträge, die für unzulässig erklärt und aus dem Verfahrensverzeichnis gestrichen wurden.

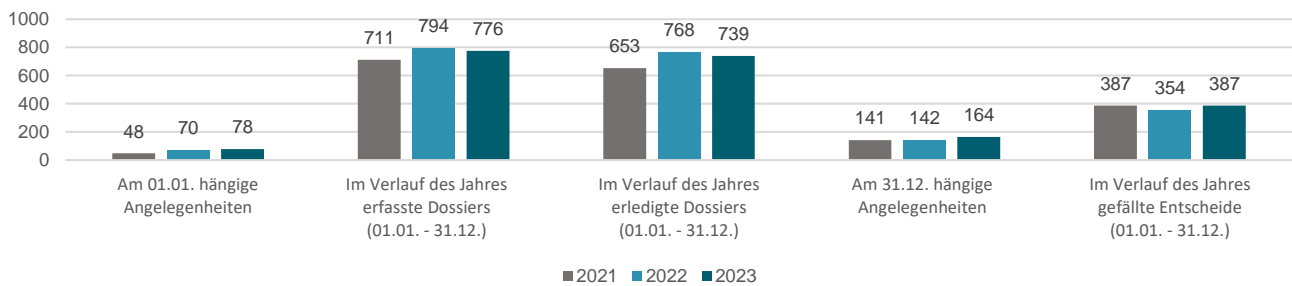
2023	Saane	Sense	Greyerz	See	Glane	Broye	Vivisbach	Total
Am 01.01. hängige Angelegenheiten	11	0	0	57	3	24	0	95
Im Verlauf des Jahres erfasste Dossiers (01.01.-31.12.)	46	8	24	86	15	111	10	300
Im Verlauf des Jahres erledigte Dossiers (01.01.-31.12.)	38	8	24	80	15	111	10	286
Am 31.12. hängige Angelegenheiten	21	0	0	63	4	31	0	119
Im Verlauf des Jahres gefällte Entscheide (01.01.-31.12.)	40	8	24	0	1	14	10	97

3.8.2.6 Nichteintreten und Verfahrenseinstellung, mit oder ohne Entscheid

2023	Saane	Sense	Greyerz	See	Glane	Broye	Vivisbach	Total
1. Unzuständigkeit (Art. 59 ZPO)	52	10	25	75	10	144	9	325
2. Abgeschriebenes Verfahren, Unterbrechung des Verfahrens und	15	2	5	10	5	20	1	58

3.8.2.7 Fürsorgerische Unterbringung

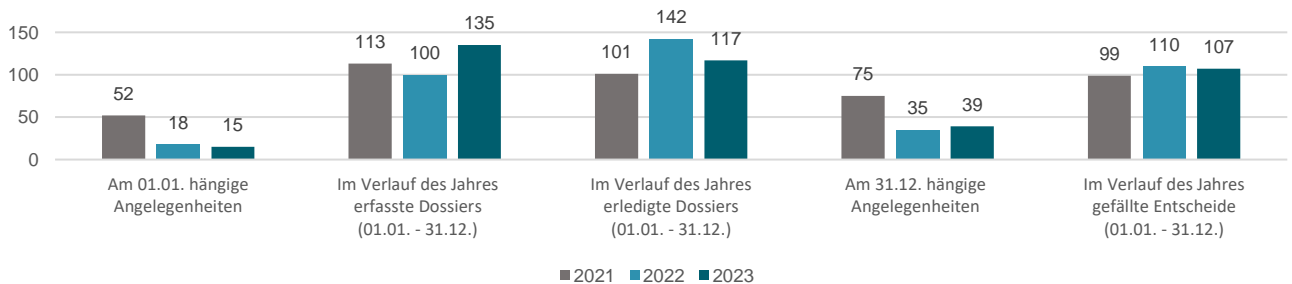
FG - Fürsorgerische Unterbringung - Entwicklung 2021-2023



2023	Saane	Sense	Greyerz	See	Glane	Broye	Vivisbach	Total
Am 01.01. hängige Angelegenheiten	49	2	3	8	4	10	2	78
Im Verlauf des Jahres erfasste Dossiers (01.01.-31.12.)	313	79	180	49	59	65	31	776
Im Verlauf des Jahres erledigte Dossiers (01.01.-31.12)	286	74	179	40	60	67	33	739
Am 31.12. hängige Angelegenheiten	99	4	11	17	7	18	8	164
Im Verlauf des Jahres gefällte Entscheide (01.01.-31.12.)	167	16	65	27	31	52	29	387

3.8.2.8 Gerichtliches Verbot

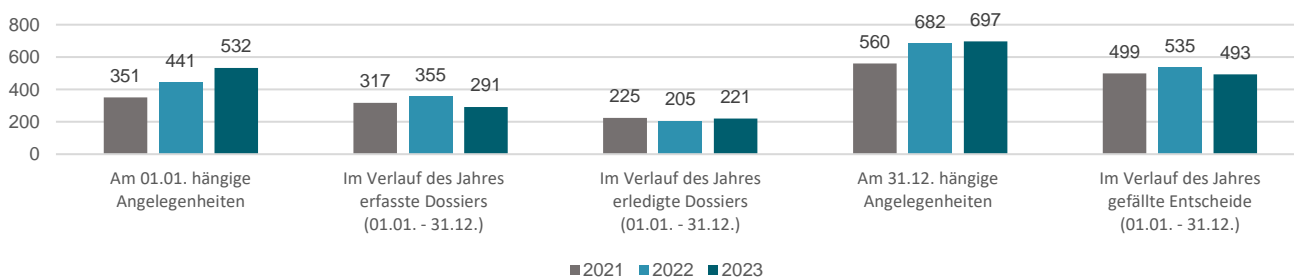
FG - Gerichtliches Verbot - Entwicklung 2021-2023



2023	Saane	Sense	Greyerz	See	Glane	Broye	Vivisbach	Total
Am 01.01. hängige Angelegenheiten	0	0	1	1	4	8	1	15
Im Verlauf des Jahres erfasste Dossiers (01.01.-31.12.)	42	7	19	14	14	28	11	135
Im Verlauf des Jahres erledigte Dossiers (01.01.-31.12.)	38	9	19	12	11	21	7	117
Am 31.12. hängige Angelegenheiten	5	1	2	3	9	14	5	39
Im Verlauf des Jahres gefällte Entscheide (01.01.-31.12.)	32	7	23	5	12	16	12	107

3.8.2.9 Unentgeltliche Rechtspflege

FG - Unentgeltliche Rechtspflege - Entwicklung 2021-2023



2023	Saane	Sense	Greyerz	See	Glane	Broye	Vivisbach	Total
Am 01.01. hängige Angelegenheiten	275	18	120	35	30	24	30	532
Im Verlauf des Jahres erfasste Dossiers (01.01.-31.12.)	92	22	58	60	13	19	27	291
Im Verlauf des Jahres erledigte Dossiers (01.01.-31.12.)	46	17	51	67	18	14	8	221
Am 31.12. hängige Angelegenheiten	354	24	162	28	42	35	52	697
Im Verlauf des Jahres gefällte Entscheide (01.01.-31.12.)	162	32	139	67	23	38	32	493

3.8.3 Friedensgericht Saane FGSA

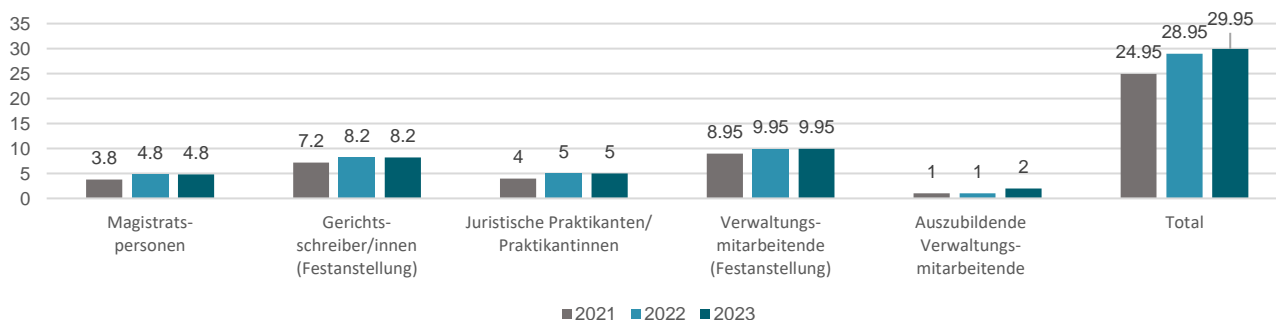
Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2023

Samuel Briguet, Gaël Gobet, Mélanie Imhof, Violaine Monnerat, Delphine Queloz, Wanda Suter, Friedensrichterin/Friedensrichter; Martina Gerber-Sturny, Seraina Rohner Stulz, Ersatzrichterin

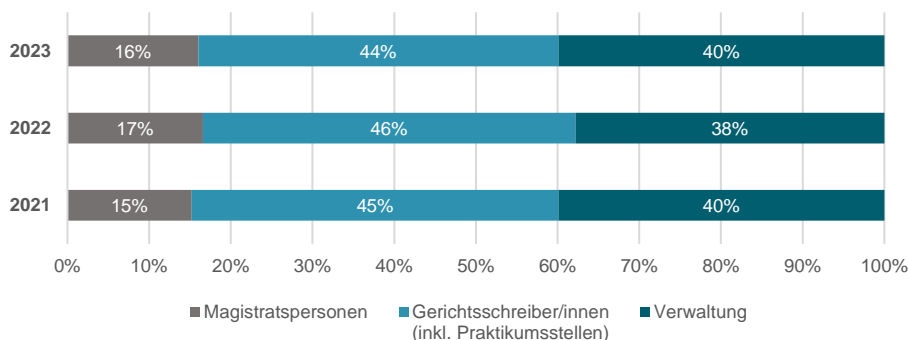
Béatrice Ackermann, Michel Allemann, Fabienne Bapst, Jean-Luc Bourqui, Marcel Bulliard, Catherine Ducrest-Wyssmueller, Laurent Eggertswyler, Philippe Ettlin, Stefanie Frölicher-Güggi, Jean-Pierre Antonio Gauch, Béatrix Guillet, Myriam Guillet, Christian Gummy, Fabienne Jacquat-Bondallaz, Eve-Marine Jordan, Nathalie Mastelli, Danièle Mayer Aldana, Madeleine Merkle, Sonia Nicolet, Blaise Rochat, Claire Roelli, Yvan Sallin, Marie Schaefer, Anne Schrago, Jean-Louis Sciboz, Matthias Wattendorff, Beisitzende

3.8.3.1 Personalressourcen

FGSA - Personalressourcen - VZÄ am 31.12.



FGSA - Personalressourcen (VZÄ) nach den verschiedenen Kategorien



3.8.3.2 Bemerkungen zur Tätigkeit

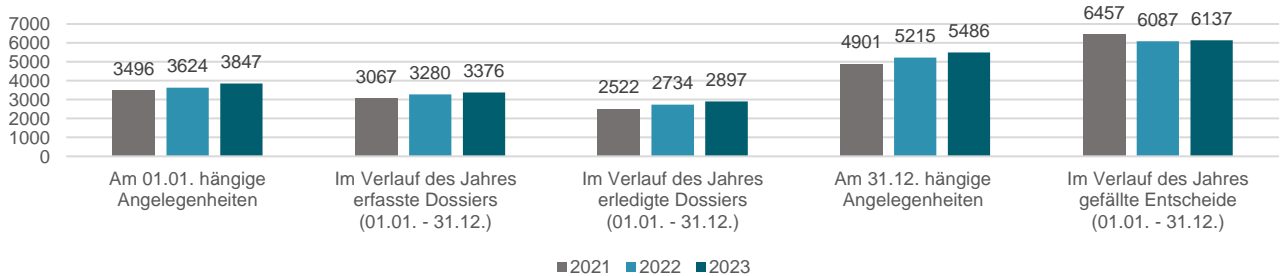
Wie schon im letzten Jahr betont wurde, sind sich alle Friedensgerichte einig, dass die Angelegenheiten zahlreicher und komplexer werden. Die psychische Belastung ist gross und manchmal sehr herausfordernd.

Im Saanebezirk konnte ein Anstieg der neu registrierten Dossiers festgestellt werden, d. h. 96 Meldungen mehr als 2022, das bedeutet 96 zusätzliche Abklärungen, die durchgeführt werden müssen. Die Behörde zählte zwischen dem 1. Januar und dem 31. Dezember 3376 neue Angelegenheiten. Am 31. Dezember 2023 zählt sie 271 hängige Fälle mehr als im Vorjahr. Der Anstieg der Zahl der hängigen Fälle im Bereich des Kindesschutzes (+134) ist bemerkenswert und lässt sich durch die Komplexität einiger Fälle erklären.

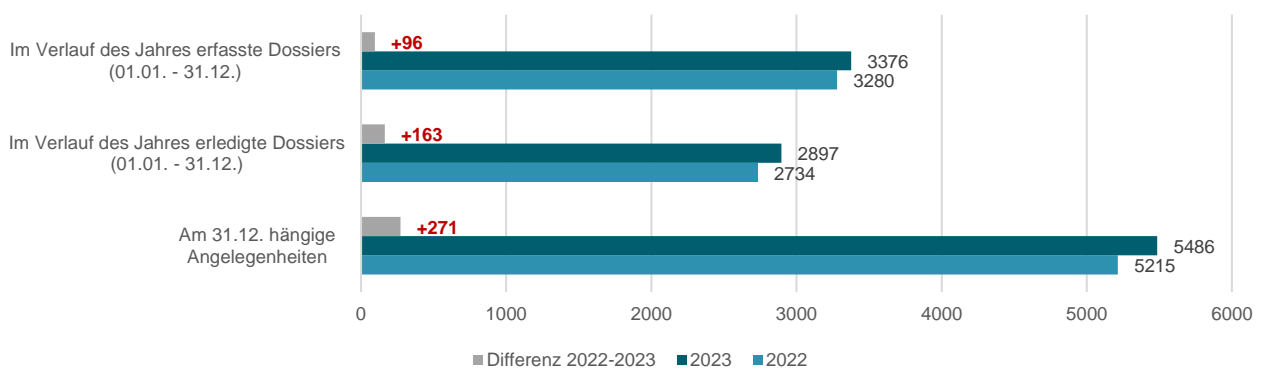
Die Suche nach neuen Räumlichkeiten wird mit Unterstützung des Amtes für Justiz und des Hochbauamts weitergeführt.

3.8.3.3 Arbeitslast – Statistik

FGSA - Allgemeine Entwicklung 2021-2023



FGSA - Entwicklung Arbeitslast 2022-2023



3.8.3.4 Detaillierter Tätigkeitsbericht des Friedensgerichts Saane

[Link.](#)

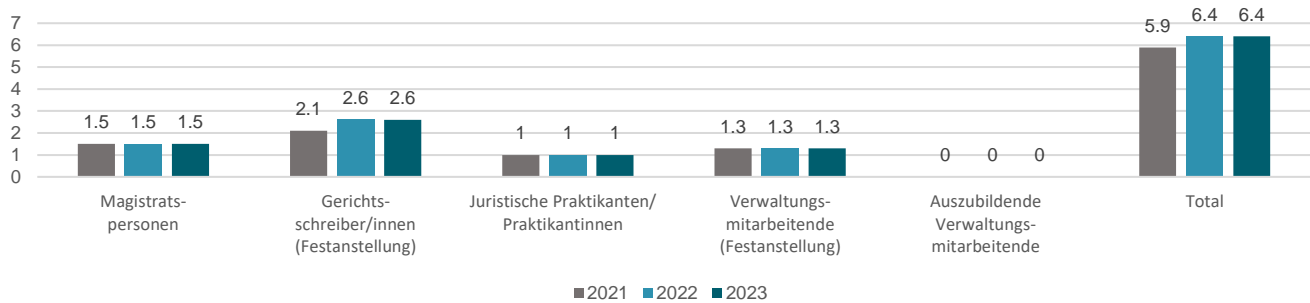
3.8.4 Friedensgericht Sense FGSEN

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2023

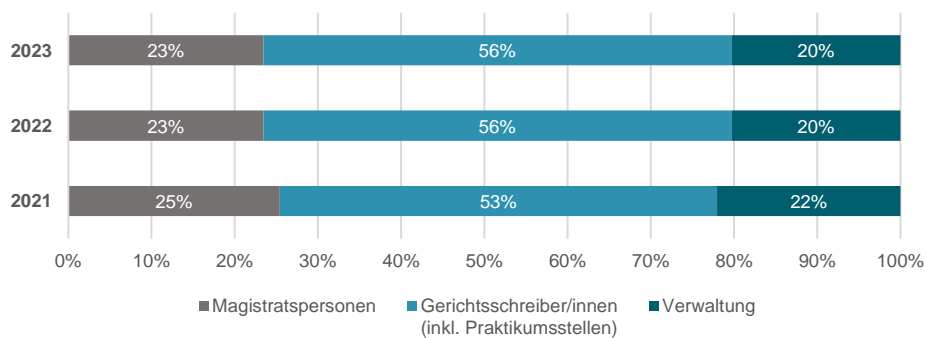
Martina Gerber-Sturny, Seraina Rohner Stulz, Friedensrichterin; Claudine Lurf-Vonlanthen, Wanda Suter, Ersatzrichterin
 Tamara Aebischer, Brigitte Gauch, Therese Imstepf, Marie-Therese Piller, Sylvia Reidy, Ivo Riedo, Ruth Schärli, Michel Seewer, Beisitzende

3.8.4.1 Personalressourcen

FGSEN - Personalressourcen - VZÄ am 31.12.



FGSEN - Personalressourcen - VZÄ nach den verschiedenen Kategorien



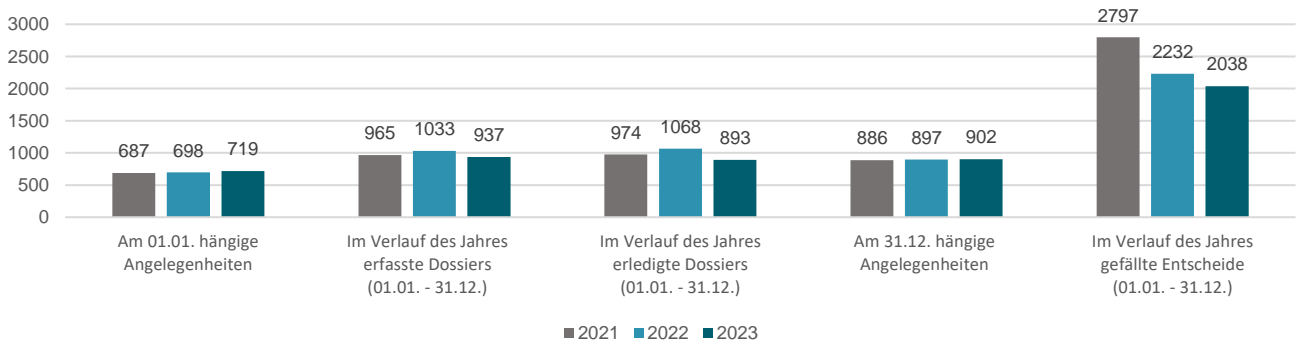
3.8.4.2 Bemerkungen zur Tätigkeit

Die Arbeitslast war 2023 erneut gross. Dringende Angelegenheiten und laufende Geschäfte bestimmten weitgehend die Prioritäten und liessen wenig oder keinen Raum für andere Angelegenheiten.

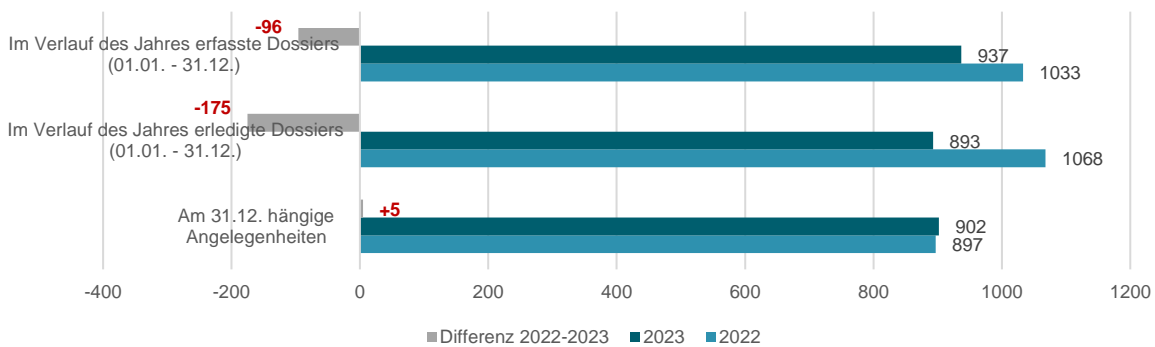
Wie bei den meisten Behörden wird die Frage der Personalausstattung thematisiert werden müssen.

3.8.4.3 Arbeitslast – Statistik

FGSEN - Allgemeine Entwicklung 2021-2023



FGSEN - Entwicklung Arbeitslast 2022-2023



3.8.4.4 Detaillierter Tätigkeitsbericht des Friedensgerichts Sense

[Link.](#)

3.8.5 Friedensgericht Greyerz FGGR

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2023

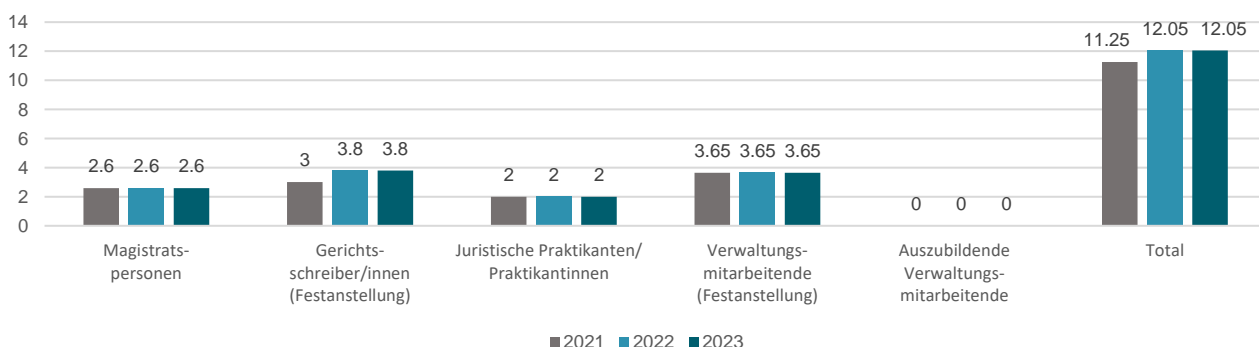
Jean-Joseph Brodard, Laure-Marie Collaud-Piller, Sophie Margueron Gumy, Marie-Laure Paschoud Page, Friedensrichterin/Friedensrichter

Martina Gerber-Sturny, Claudine Lurf-Vonlanthen, Seraina Rohner Stulz, Wanda Suter, Ersatzrichterin

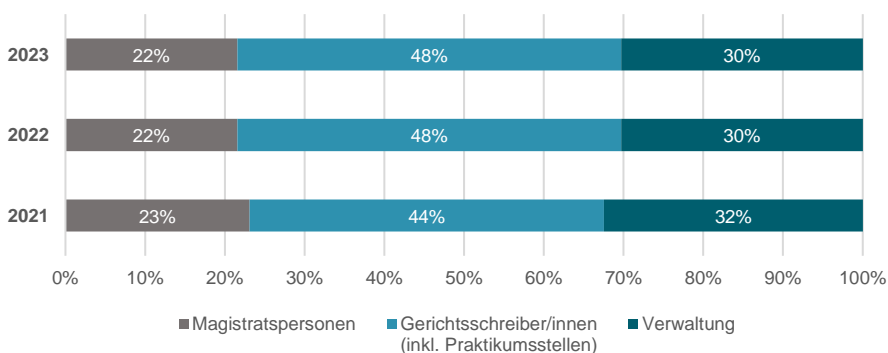
Sylvain Bertschy, Daniel Bovigny, Frédérique Brodard, François Charrière, Liliana Chiacchiari Helbling, Marie-Antoinette Christen Bloch, Robert Combriat, Sara Liliana Delamadeleine, Delphine Dougoud, Elisabeth Dunand, Yves Gremion, Annette Menoud, Maria-Elvira Nordmann, Laurent Oberson, Christine Raboud, Fatima Rey, Dominique Schmutz, Beisitzende

3.8.5.1 Personalressourcen

FGGR - Personalressourcen - VZÄ am 31.12.



FGGR - Personalressourcen (VZÄ) nach den verschiedenen Kategorien



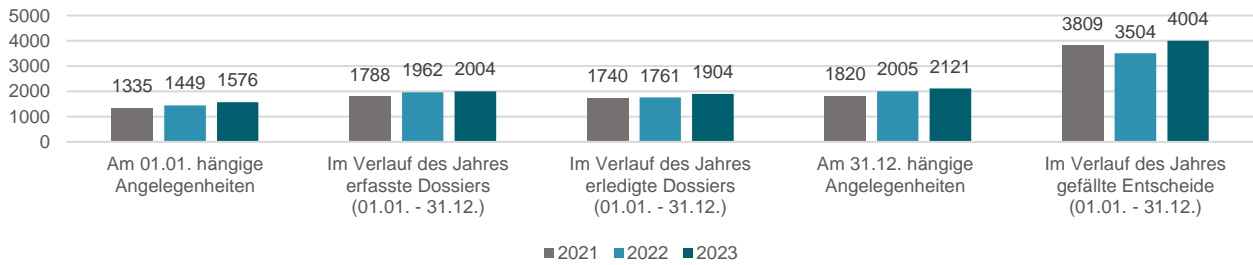
3.8.5.2 Bemerkungen zur Tätigkeit

Es ist ein Anstieg der Fälle zu verzeichnen, verbunden mit einer zunehmenden Komplexität der Dossiers.

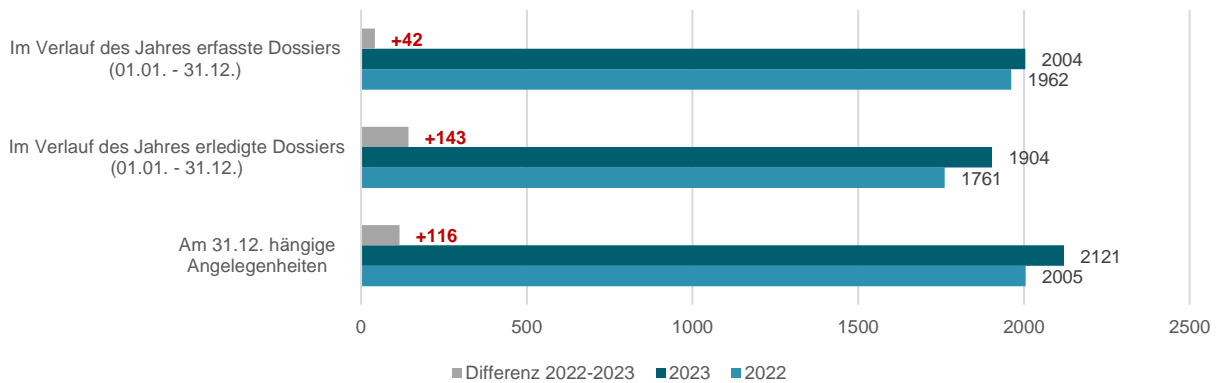
Die Behörde stellt fest, dass sie oft keine konkreten Hilfestellungen anbieten kann, weil es ihr im Anschluss an ihre Entscheide an ausreichenden Mitteln mangelt, sei es auf institutioneller Ebene oder wegen mangelnden Personalressourcen. Besonders heikel ist die Situation beim Kinderschutz. Eine vertiefte und zukunftsorientierte kantonale Analyse könnte dazu beitragen, eine vorausschauende Personenschutzpolitik zu entwickeln.

3.8.5.3 Arbeitslast – Statistik

FGGR - Allgemeine Entwicklung 2021-2023



FGGR - Entwicklung Arbeitslast 2022-2023



3.8.5.4 Detaillierter Tätigkeitsbericht des Friedensgerichts Greyz

[Link.](#)

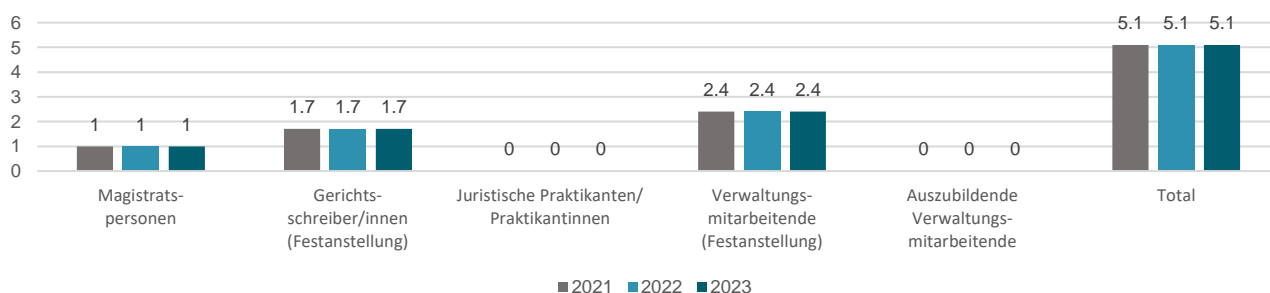
3.8.6 Friedensgericht See FGSEE

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2023

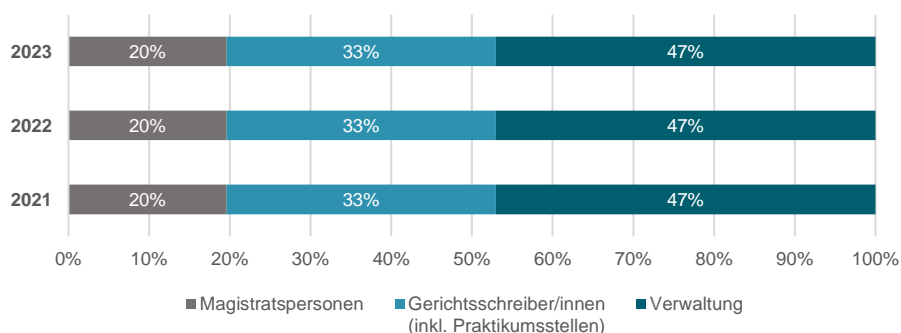
Claudine Lurf-Vonlanthen, Friedensrichterin; Martina Gerber-Sturny, Seraina Rohner Stulz, Wanda Suter, Ersatzrichterin
 Claudia Achermann, Nicole Aebi, Marie-Madeleine Bovigny Rossy, Els De Kock, Guido Egger, Jacqueline Haefliger, Ivan Progin, Marianne Reinhard Ryser, Olivier Simonet, Sabine Spring, Annakatharina Walser Beglinger, Beisitzende

3.8.6.1 Personalressourcen

FGSEE - Personalressourcen - VZÄ am 31.12.



FGSEE - Personalressourcen (VZÄ) nach den verschiedenen Kategorien



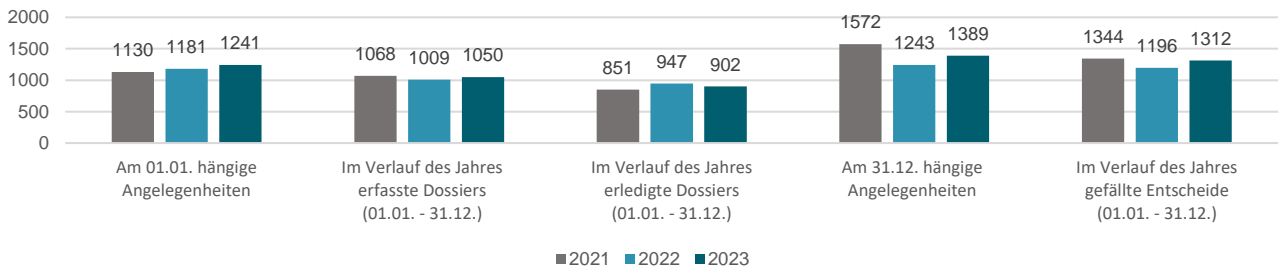
3.8.6.2 Bemerkungen zur Tätigkeit

Die Arbeitsbelastung war erneut für alle Mitarbeitenden hoch. Überstunden waren nötig, um die anstehenden Aufgaben und Arbeiten zu bewältigen.

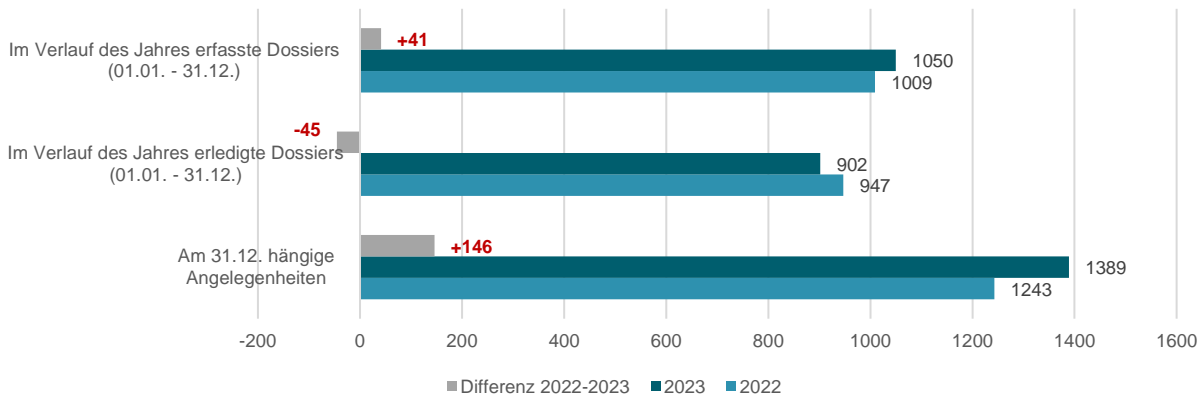
Die Behörde weist darauf hin, dass die Verfahren immer komplexer werden und daher immer mehr Zeit in Anspruch nehmen.

3.8.6.3 Arbeitslast – Statistik

FGSEE - Allgemeine Entwicklung 2021-2023



FGSEE - Entwicklung Arbeitslast 2022-2023



3.8.6.4 Detaillierter Tätigkeitsbericht des Friedensgerichts See

[Link.](#)

3.8.7 Friedensgericht Glane FGGL

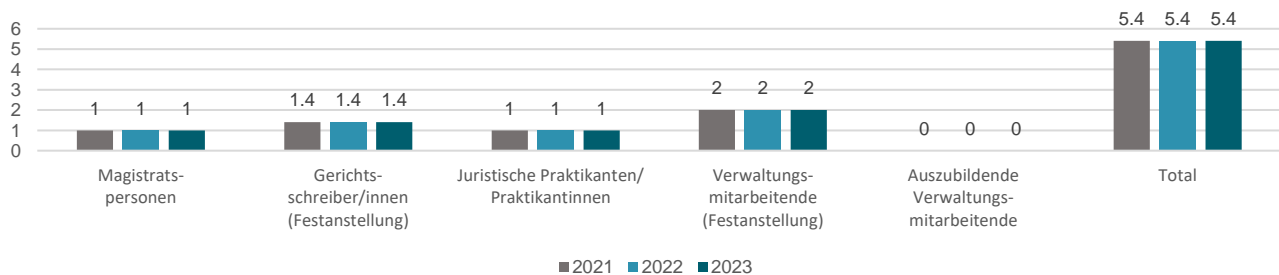
Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2023

Marc Butty, Friedensrichter; Sylviane Sauteur, Ersatzrichterin

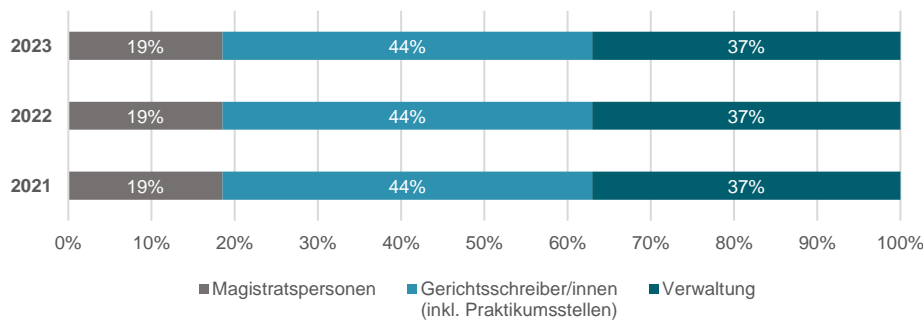
Jean-François Bard, Jean-François Bonfils, Claude-Alain Bürgi, Claudine Codourey, Mircea-Ninel Cuzman, Evelyne Garrido, Benoît Gex, Jean-François Girard, Claudine Jaquier, Marguerite Morand-Delabays, Pascale Mottet, Bernard Sansonnens, Ethan Zaami, Beisitzende

3.8.7.1 Personalressourcen

FGGL - Personalressourcen - VZÄ am 31.12.



FGGL - Personalressourcen (VZÄ) nach den verschiedenen Kategorien



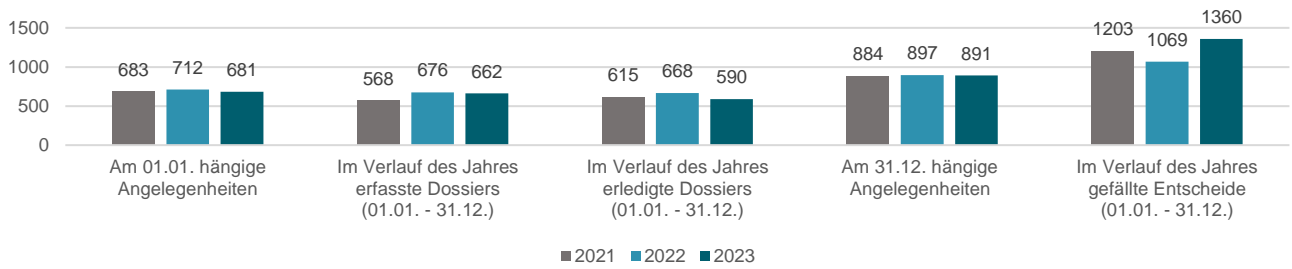
3.8.7.2 Bemerkungen zur Tätigkeit

Die Fälle werden immer komplexer und die Arbeitsbelastung immer grösser.

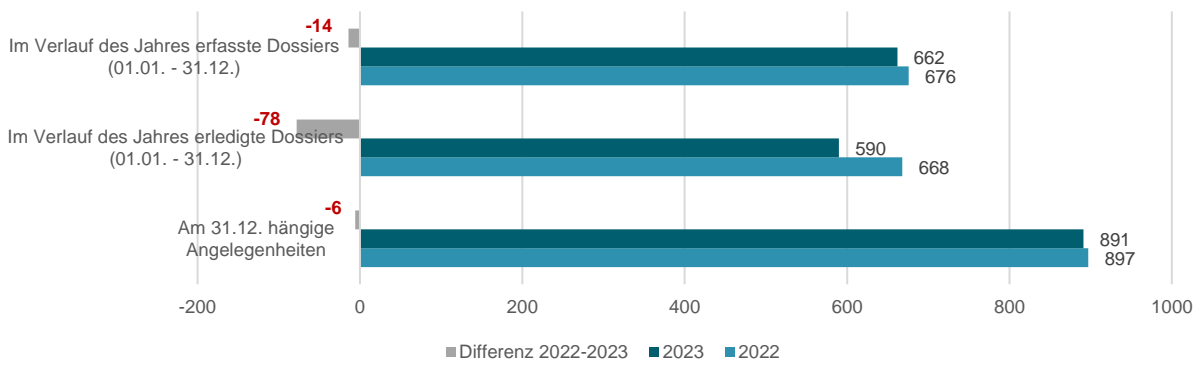
Das Sekretariat ist seit mehreren Jahren überlastet, was sich auch auf die Gerichtsschreiberei und den Friedensrichter auswirkt. Schliesslich gibt es eine Tendenz zu mehr Rechtsstreitigkeiten, insbesondere mit Anwälten in Kinderschutzfällen.

3.8.7.3 Arbeitslast – Statistik

FGGL - Allgemeine Entwicklung 2021-2023



FGGL - Entwicklung Arbeitslast 2022-2023



3.8.7.4 Detaillierter Tätigkeitsbericht des Friedensgerichts Glane

[Link.](#)

3.8.8 Friedensgericht Broye FGBR

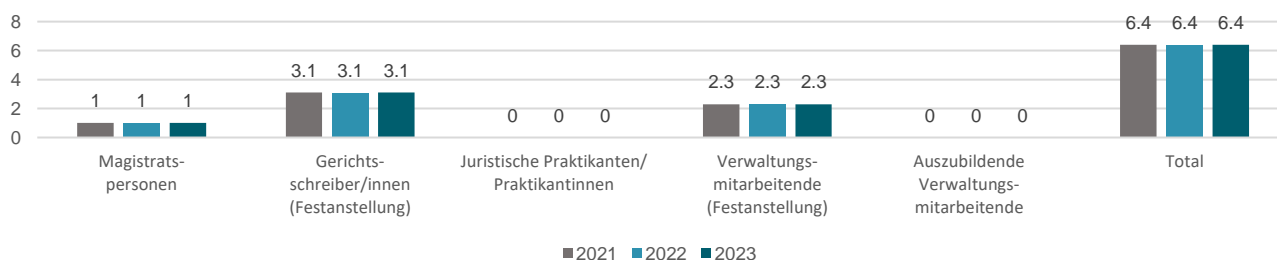
Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2023

Sylviane Sauteur, Friedensrichterin; Sophie Germond, Ersatzrichterin

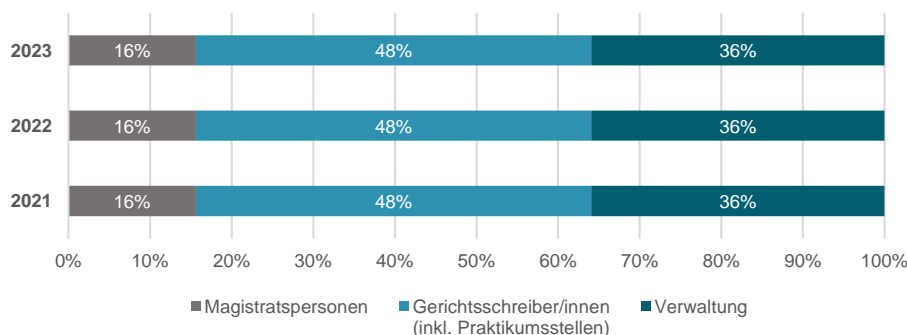
Cristina Boffi, Elisabeth Chardonnens, Marie-Claire Corminboeuf, Eric Haberkorn, Jean-Bernard Renevey, Benoît Rimaz, Rose-Marie Rodriguez, Thierry Schneider, Nathalie Sideris-Corminboeuf, Beisitzende

3.8.8.1 Personalressourcen

FGBR - Personalressourcen - VZÄ am 31.12.



FGBR - Personalressourcen (VZÄ) nach den verschiedenen Kategorien



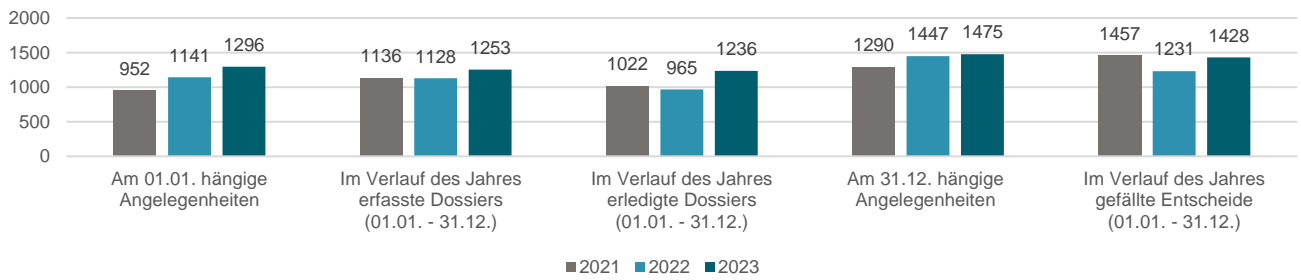
3.8.8.2 Bemerkungen zur Tätigkeit

Die Arbeitsbelastung nimmt weiterhin zu.

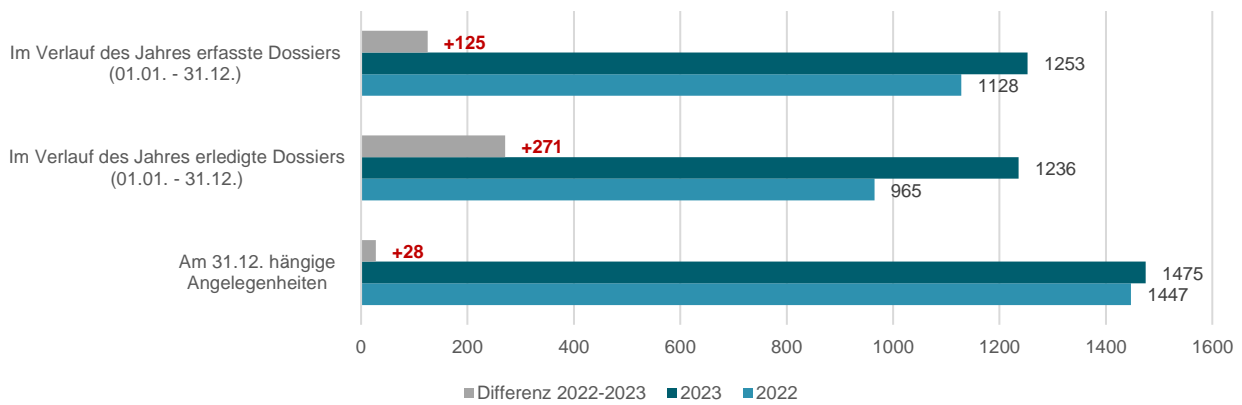
Die immer komplexer werdenden Situationen der Betroffenen auf sozialer und familiärer Ebene, die wachsende Bevölkerung und die zunehmenden (psycho-)sozialen und finanziellen Schwierigkeiten, beunruhigen die Behörde. Da die Arbeitslast bei den sozialen Institutionen selbst steigt, nehmen auch die Meldungen an die Schutzbehörden zu. Dieser Befund betrifft alle Bevölkerungsschichten, unabhängig von Alter, Geschlecht und persönlicher Situation. Die Folgen im Zusammenhang mit der Covid-19-Pandemie sind leider noch immer gegenwärtig. Diese Situation beweist, wie wichtig der Zusammenhalt aller organisatorischen, menschlichen, informationstechnologischen und ganz allgemein technologischen Strukturen ist.

3.8.8.3 Arbeitslast – Statistik

FGBR - Allgemeine Entwicklung 2021-2023



FGBR - Entwicklung Arbeitslast 2022-2023



3.8.8.4 Detaillierter Tätigkeitsbericht des Friedensgerichts Broye

[Link.](#)

3.8.9 Friedensgericht Vivisbach FGVl

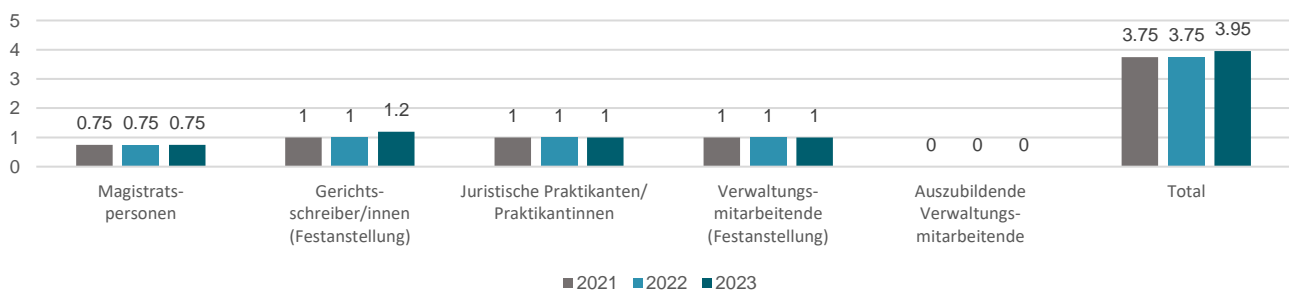
Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2023

Sophie Germond, Friedensrichterin; Marc Butty, Ersatzrichter

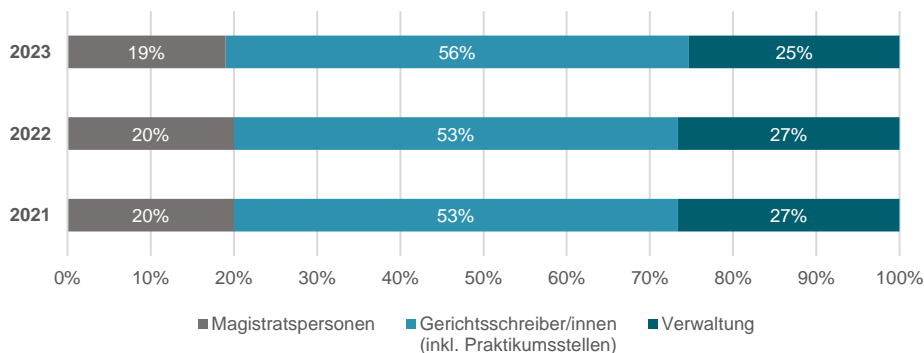
Anne-Lise Chaperon, Isabelle Fluri Ruchet, Marie-Claude Genoud, Séverine Maillard, Roland Mesot, Maria José Oriola Bicho, Nicole Paillard, Yves Pollet, Marta Preti, Jean-Daniel Vial, Maryline Werro, Beisitzende

3.8.9.1 Personalressourcen

FGVl - Personalressourcen - VZÄ am 31.12.



FGVl - Personalressourcen (VZÄ) nach den verschiedenen Kategorien



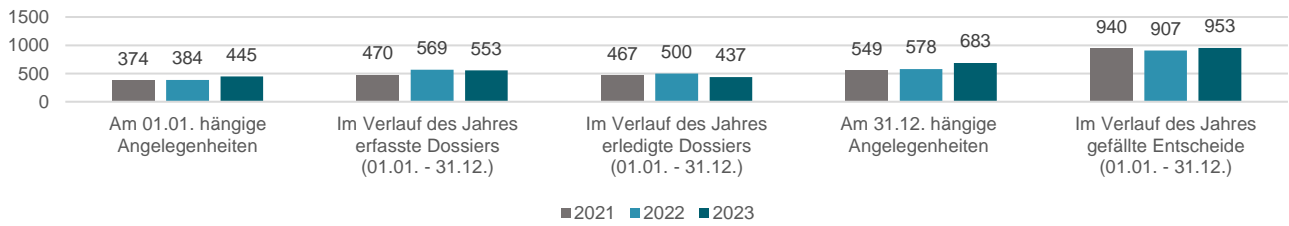
3.8.9.2 Bemerkungen zur Tätigkeit

Im Jahr 2023 nahm die gesamte Arbeitslast weiterhin beträchtlich zu (+18 % im Vergleich zum Jahr 2022). Insbesondere bei den Erwachsenenschutzfällen (+21 %) ist dies festzustellen. Bei den Kinderschutzfällen bleibt die Zahl der neu eröffneten Fälle stabil. Die Zunahme der hängigen Fälle (+21 %) ist Ausdruck dafür, dass die zu regelnden Situationen komplexer werden und sich über einen längeren Zeitraum erstrecken. Es handelt sich auch oft um Fälle von Personen, die dauerhafte Hilfestellung benötigen.

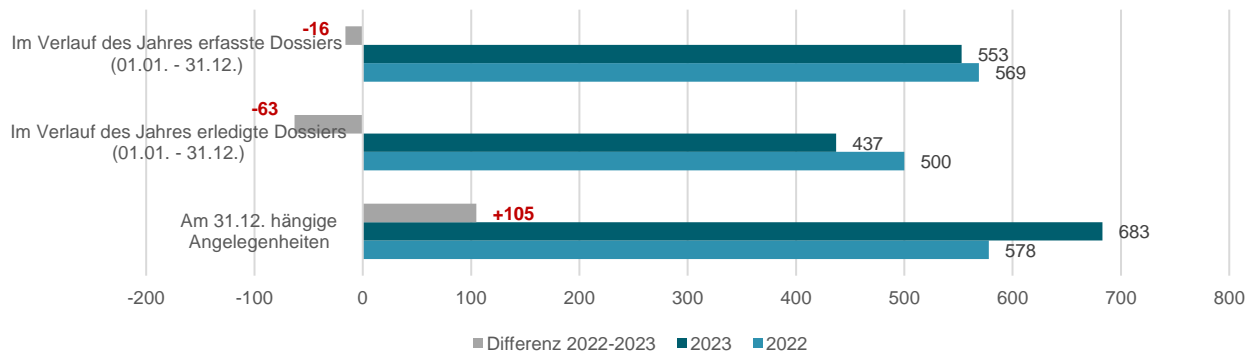
Generell wird erneut betont, dass die Fälle immer komplexer werden. Es geht oft um einen Teufelskreis von Problemen, die sich gegenseitig beeinflussen: Schulden, psychische Probleme usw.

3.8.9.3 Arbeitslast - Statistik

FGVI - Allgemeine Entwicklung 2021-2023



FGVI - Entwicklung Arbeitslast 2022-2023



3.8.9.4 Detaillierter Tätigkeitsbericht des Friedensgerichts Vivisbach

[Link.](#)

3.9 Oberämter OA

Aufgabe und Zuständigkeit

Der Oberamtmann vertritt den Staatsrat und jede seiner Direktionen im Bezirk. Er wird von der Wahlversammlung des Bezirks für fünf Jahre gewählt.

Er trägt zur Entwicklung seines Bezirks bei, im Besonderen veranlasst und fördert er die regionale und interkommunale Zusammenarbeit (Art. 15 des Gesetzes über die Oberamt männer). Er ist ebenfalls für die Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung verantwortlich (Art. 19). Zusätzlich zu diesen Aufgaben übt er die Befugnisse aus, die ihm durch die Gesetze und Reglemente auferlegt werden (Art. 14). Er ist so namentlich verantwortlich für die Erteilung von Baubewilligungen (vgl. Raumplanungs- und Baugesetz).

Er ist gemäss dem Gesetz über die Gemeinden und dem Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege zuständig für Beschwerden gegen Verfügungen der Gemeindebehörden.

Im Bereich des Strafrechts ist er zuständig für Geschäfte, welche die Spezialgesetzgebung ihm zuordnet, namentlich im Bereich des Strassenverkehrsrechts.

Die Aufsicht des Justizrates umfasst lediglich die Tätigkeit der Oberämter im strafrechtlichen Bereich.

Organisation

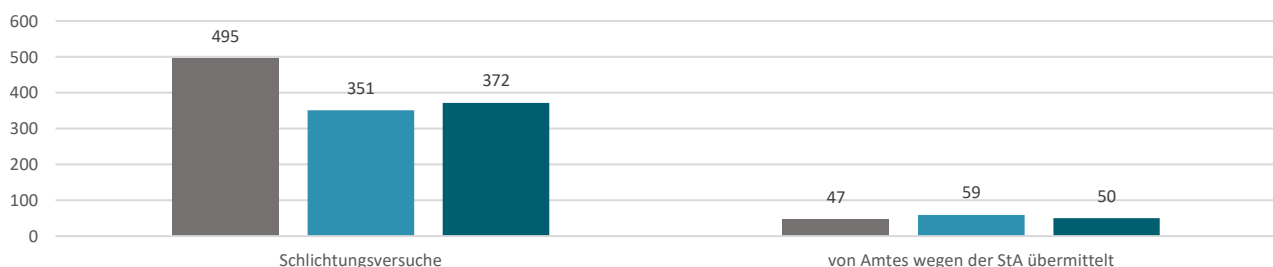
Der Kanton Freiburg zählt sieben Oberämter, welche in den Hauptorten des jeweiligen Bezirks ihren Sitz haben.

Webseite Gerichtsbehörden: <https://www.fr.ch/de/institutionen-und-politische-rechte/justiz/oberaemter>.

3.9.1 Strafrechtliche Tätigkeit der Oberämter - Arbeitslast - Statistik

Strafanträge 2023	Saane	Sense	Greyerz	See	Glane	Broye	Vivis- bach	Total
Schlichtungsversuche	149	11	84	31	27	41	29	372
erfolgreich	91	2	56	25	11	9	12	206
gescheitert, der StA übermittelt	58	6	28	6	13	16	5	132
hängig	0	0	16	0	0	7	2	25
von Amtes wegen der StA übermittelt	29	3	5	0	3	10	0	50

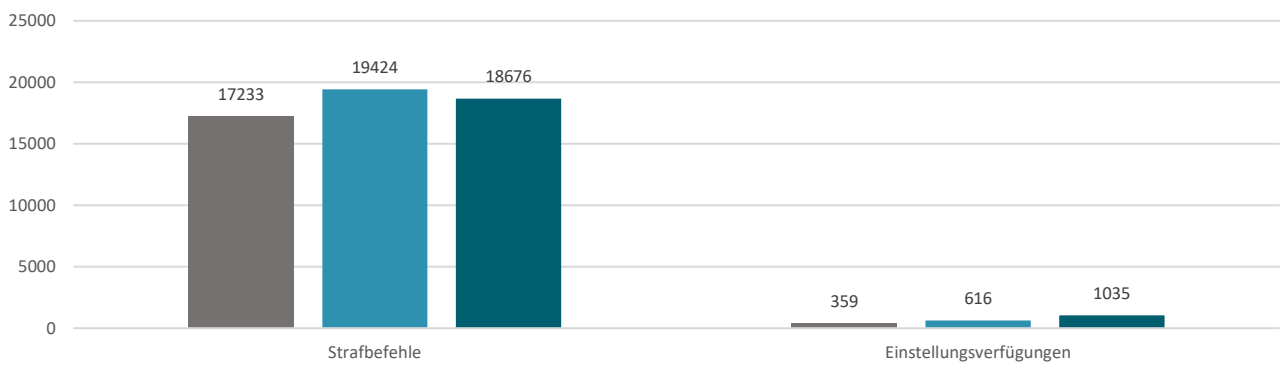
OA - Strafanträge - Allgemeine Entwicklung 2021-2023



Strafanzeigen 2023

	Saane	Sense	Greyerz	See	Glane	Broye	Vivis- bach	Total
Strafbefehle	5700	3007	3888	2029	782	1974	1296	18676
endgültig	5677	2278	3875	2021	779	1953	1274	17857
mit Einsprache belegt	23	23	13	8	3	21	12	103
Einstellungsverfügungen	78	713	159	15	19	41	10	1035

OA - Strafanzeigen - Allgemeine Entwicklung 2021-2023



3.9.2 Oberamt Saane OASA

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2023

Lise-Marie Graden, Oberamtfrau; Patrick Nicolet, Tatiana Veth, Vizeoberamtfrau/Vizeoberamtman

3.9.2.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

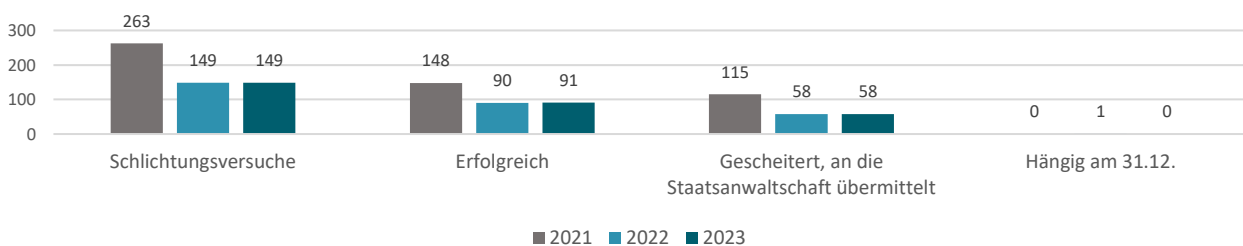
Der Umfang der Strafsachen ist beträchtlich und kaum zu bewältigen. Während die Zahlen bei den Strafbefehlen, die im Strassenverkehr und in gewöhnlichen Strafsachen erlassen werden, relativ stabil sind, beobachtet das Oberamt einen Anstieg der Klagen im Bereich der richterlichen Verbote. Dieses bereits 2022 beobachtete Phänomen, erhöht den Arbeitsaufwand im Bereich der Fallbearbeitung (Registrierung, Suchen nach der Identität, Prüfung / Fahndung, Schriftverkehr, telefonische Auskunft usw.), was die Zeit für das Verfassen und die Zustellung von Verfügungen verringert. So gibt es zwar in den anderen Bereichen keine besonderen Verzögerungen, aber bei den richterlichen Verboten beginnt sich ein grosser Rückstand bemerkbar zu machen, obwohl diese Fälle eigentlich möglichst rasch behandelt werden sollten.

Generell sind eine deutliche Zunahme der Entscheide im Bereich des Strassenverkehrs und ein Rückgang der Fälle, die von der Staatsanwaltschaft der Schlichtung zugeführt werden, zu verzeichnen.

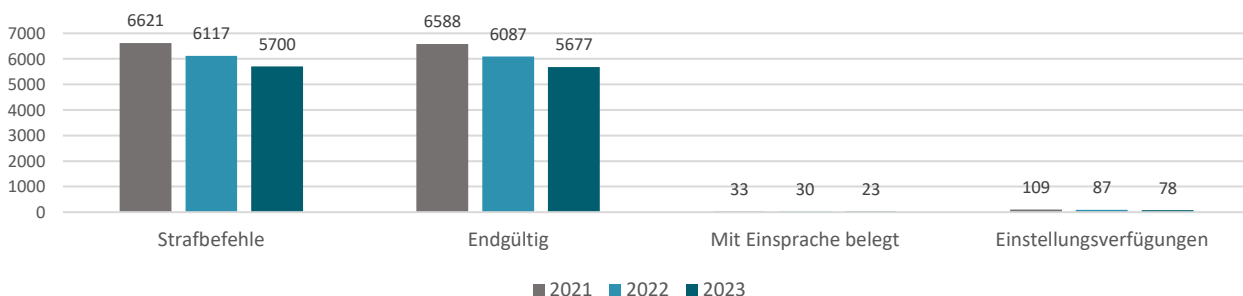
Die Situation bei der Nachverfolgung der Baupolizeidossiers hat sich im Jahr 2023 nur wenig verändert. Wie bereits im Vorjahresbericht erwähnt, werden diese Verfahren immer komplexer und erfordern eine gründliche Untersuchung, wodurch ihre Bearbeitung länger dauert. Das Oberamt verfügt nicht über die notwendigen Ressourcen (Zeit und Personal), um eine optimale Bearbeitung dieser Dossiers und der möglichen strafrechtlichen Sanktionen, die sich daraus ergeben sollten, zu gewährleisten.

3.9.2.2 Arbeitslast - Statistik

OASA - Strafanträge 2021-2023



OASA - Strafanzeigen 2021-2023



3.9.2.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht des Oberamtes Saane

[Link.](#)

3.9.3 Oberamt Sense OASEN

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2023

Manfred Raemy, Oberamtmann; Simon Bucheli, Vizeoberamtmann

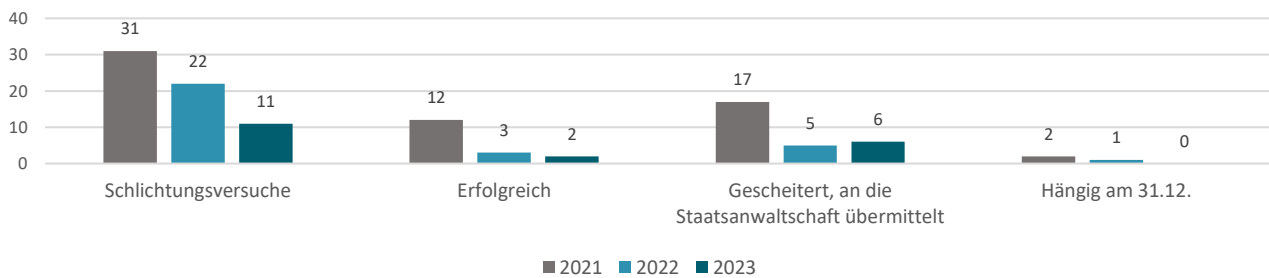
3.9.3.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

Die Zahl der eingegangenen Strafklagen nahm erneut zu. Das Oberamt verzeichnete in diesem Berichtsjahr 944 Strafklagen mehr als im Vorjahr, was sich auch auf die Zahl der Strafbefehle auswirkte.

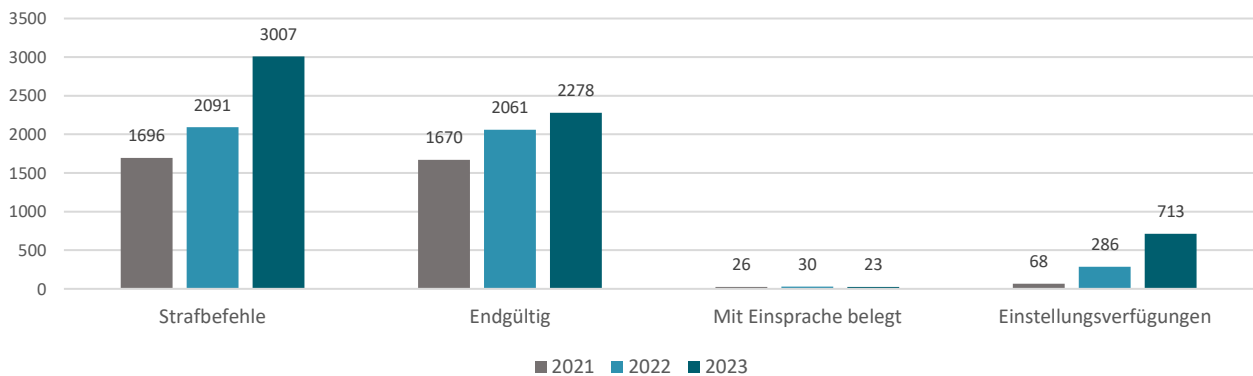
Die Suche nach der Adresse von Fahrzeuglenkerinnen und -Lenkern mit Wohnsitz im Ausland erweist sich immer wieder als schwierig und zeitaufwendig.

3.9.3.2 Arbeitslast - Statistik

OASEN - Strafanträge 2021-2023



OASEN - Strafanzeigen 2021-2023



3.9.3.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht des Oberamtes Sense

[Link.](#)

3.9.4 Oberamt Greyerz OAGR

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2023

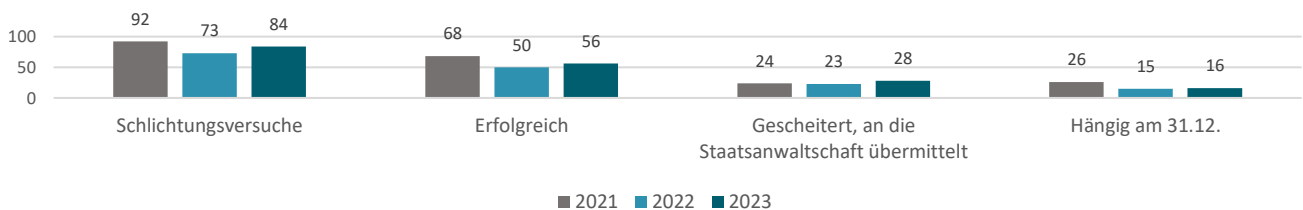
Vincent Bosson, Oberamtmann; Fabien Schafer, Vizeoberamtmann

3.9.4.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

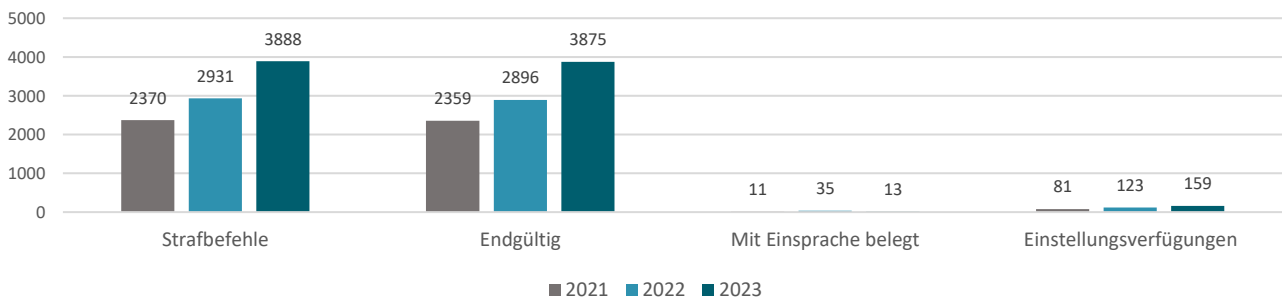
Die Gesamtzahl der für den Greyerzbezirk registrierten Strafklagen hat zugenommen. Die Zahl der beim Oberamt eingegangenen Strafanzeigen stieg im Vergleich zum Jahr 2022 an. Die meisten Anzeigen betrafen Verstösse gegen richterliche Verbote (2023 / 2188 - 2022 / 1510) und Widerhandlungen im Zusammenhang mit dem Strassenverkehrsgesetz (2023 / 1446 -2022 / 1188), die im Vergleich zum Vorjahr zugenommen haben. Diese Anzeigen verursachen einen hohen Verwaltungsaufwand und führen zu zahlreichen Anfechtungen.

3.9.4.2 Arbeitslast – Statistik

OAGR - Strafanträge 2021-2023



OAGR - Strafanzeigen 2021-2023



3.9.4.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht des Oberamtes Greyerz

[Link.](#)

3.9.5 Oberamt See OASEE

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2023

Christoph Wieland, Oberamtmann; Sarah Göksu Hage, Nicola Constant Ostini Della Vedova, Vizeoberamtfräu/Vizeoberamtmann

3.9.5.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

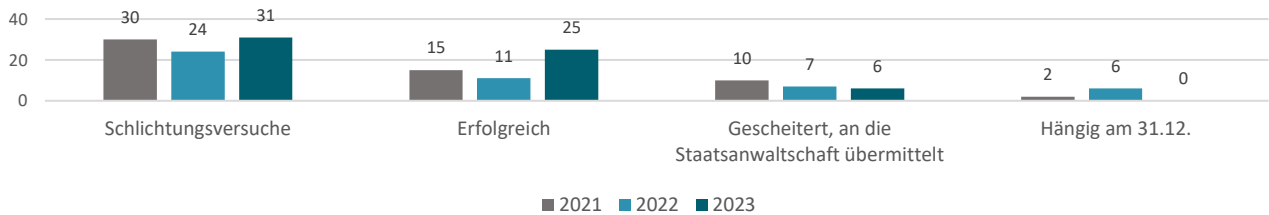
Im Jahr 2023 wurden insgesamt 31 Strafklagen eingereicht (24 im Vorjahr).

Im Vergleich zum Vorjahr ging die Zahl der Strafbefehle im Jahr 2023 deutlich zurück, nämlich von 5634 auf 2029.

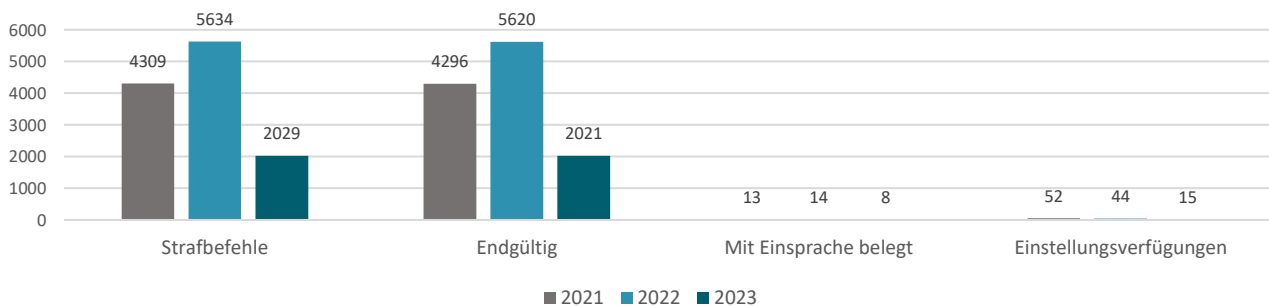
Der deutliche Rückgang der Strafbefehle ist grösstenteils auf den Abbau des fest installierten Radars auf der A1 zurückzuführen. Es sei darauf hingewiesen, dass dieser Radar laut Aussagen der Kantonspolizei 2024 wieder aufgestellt werden soll.

3.9.5.2 Arbeitslast - Statistik

OASEE - Strafanträge 2021-2023



OASEE - Strafanzeigen 2021-2023



3.9.5.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht des Oberamtes See

[Link.](#)

3.9.6 Oberamt Glane OAGL

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2023

Willy Schorderet, Oberamtmann; Valentin Bard, Vizeoberamtmann

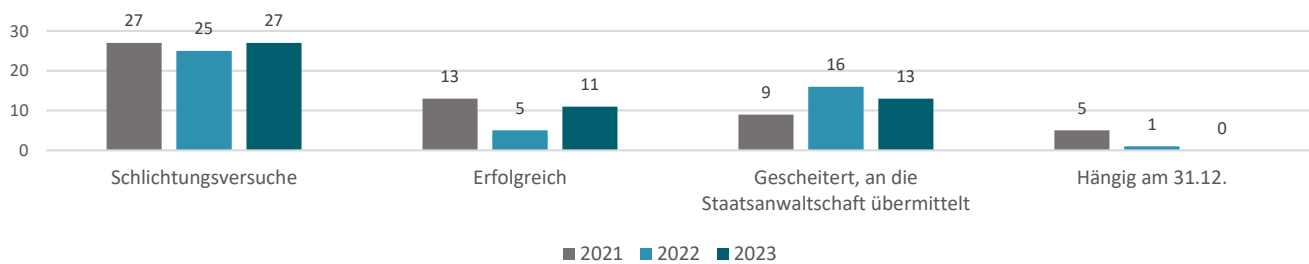
3.9.6.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

Das Volumen der Strafsachen erfuhr 2023 einen starken Anstieg um 46,3 %, wobei die Zahl der Fälle von 553 auf 809 stieg. Dieser Anstieg ist auf die Zunahme der Verzeigungen wegen Geschwindigkeitsüberschreitungen (+147) und wegen Verstössen gegen richterliche Verbote (+135) zurückzuführen.

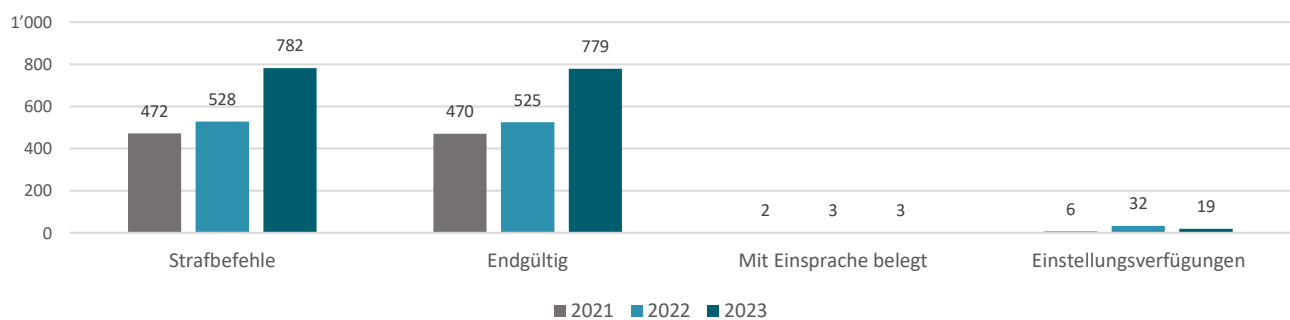
Die Anzahl der von der Staatsanwaltschaft weitergeleiteten Strafantragsdossiers blieb stabil (+2).

3.9.6.2 Arbeitslast - Statistik

OAGL - Strafanträge 2021-2023



OAGL - Strafanzeigen 2021-2023



3.9.6.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht des Oberamtes Glane

[Link.](#)

3.9.7 Oberamt Broye OABR

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2023

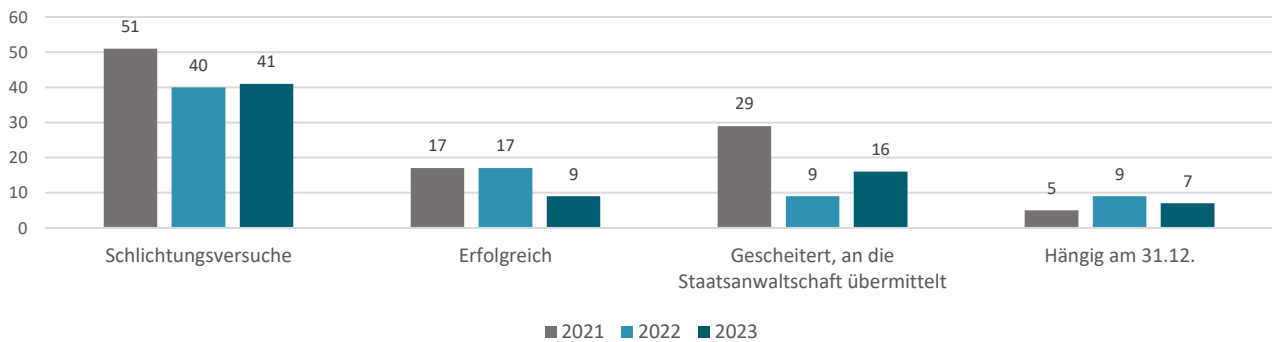
Nicolas Kilchoer, Oberamtmann; Joël Bourqui, Vizeoberamtmann

3.9.7.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

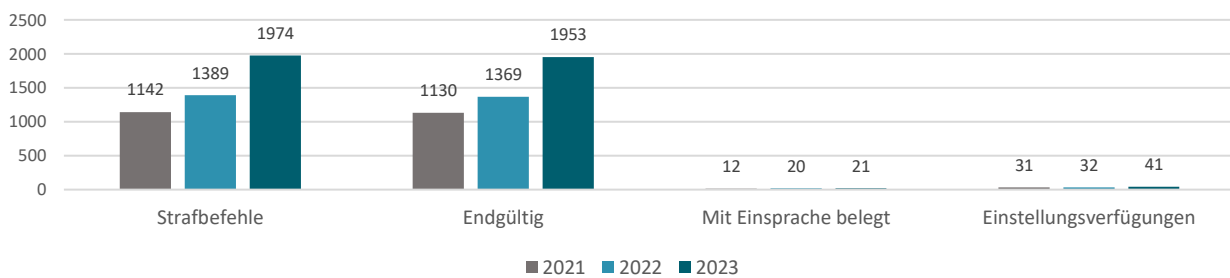
Das Oberamt des Broyebezirks verzeichnet eine leichte Steigerung der gerichtlichen Tätigkeit im Strafbereich (1974 Dossiers gegenüber 1389 Dossiers im Jahr 2022), aber auch im Verwaltungsbereich.

3.9.7.2 Arbeitslast - Statistik

OABR - Strafanträge 2021-2023



OABR - Strafanzeigen 2021-2023



3.9.7.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht des Oberamtes Broye

[Link.](#)

3.9.8 Oberamt Vivisbach OAVI

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2023

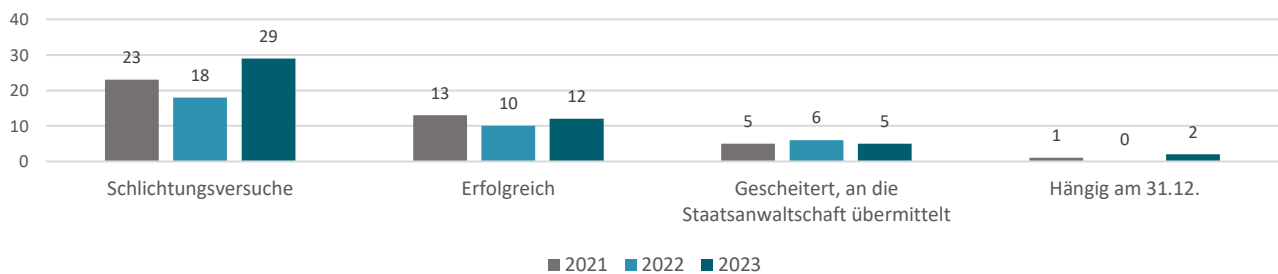
François Genoud, Oberamtmann; Laura Corpataux, Vizeoberamtfräu

3.9.8.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

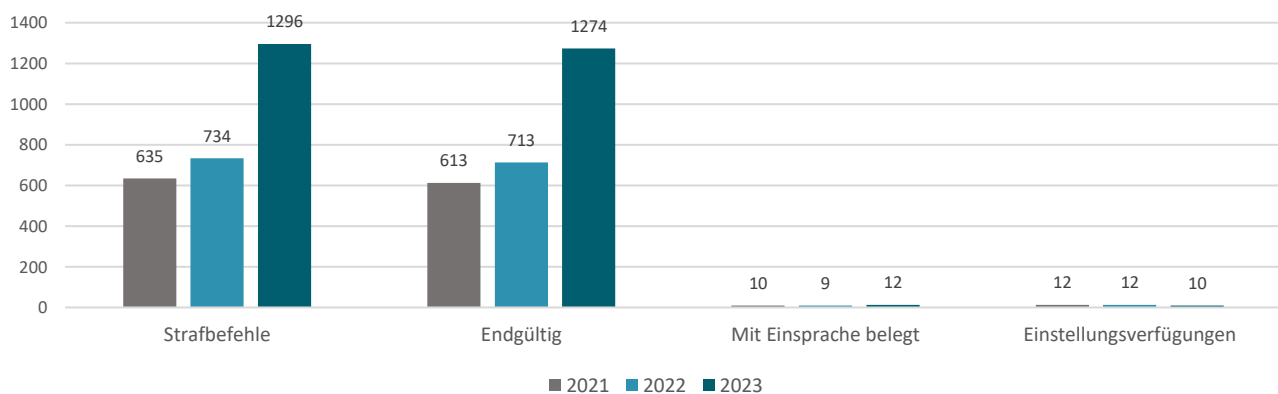
Im Allgemeinen zeigen die Statistiken einen deutlichen Anstieg der Strafklagen (ca. 50 %) und Verzeigungen, der bei letzteren mit einem deutlichen Anstieg der Strafbefehle wegen Geschwindigkeitsüberschreitungen erklärt werden kann.

3.9.8.2 Arbeitslast - Statistik

OAVI - Strafanträge 2021-2023



OAVI - Strafanzeigen 2021-2023



3.9.8.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht des Oberamtes Vivisbach

[Link.](#)

3.10 Schlichtungskommissionen für Mietsachen SKM

Aufgabe und Zuständigkeit

Die Schlichtungskommissionen im Mietwesen ermöglichen es, Missbräuche zu bekämpfen, Streitigkeiten zwischen Eigentümern und Mietern zu schlichten und einen gewissen Schutz der Mieter zu gewährleisten. Sie haben gemäss der neuen schweizerischen Zivilprozessordnung (Art. 201 ZPO; SR 272) auch die Aufgabe der Rechtsberatung.

Beim Schlichtungsverfahren müssen die Regeln nach den Art. 202 ff. der schweizerischen Zivilprozessordnung eingehalten werden.

Organisation

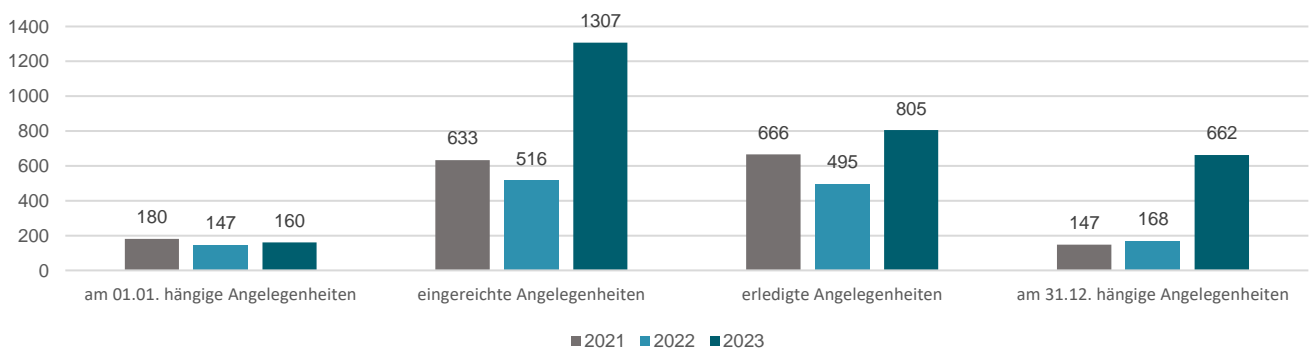
Für Streitigkeiten bei Miete und Pacht von Wohn- oder Geschäftsräumen sind drei Schlichtungsbehörden zuständig: eine für den Saanebezirk; eine für den Sense- und Seebezirk und eine für die südlichen Bezirke (Greyerz-, Glane-, Broye- und Vivisbachbezirk).

Die Schlichtungskommissionen tagen jeweils zu dritt und setzen sich aus dem Präsidenten und zwei Beisitzenden zusammen, von denen jeweils eine Beisitzende/ein Beisitzender die Vermieterinnen bzw. Mieterinnen und Mieter vertritt.

Webseite der Gerichtsbehörden: <https://www.fr.ch/de/institutionen-und-politische-rechte/justiz/gerichtsbehoerden-schlichtungsbehoerden-in-mietsachen-und-mietgericht>.

3.10.1 Arbeitslast - Statistik

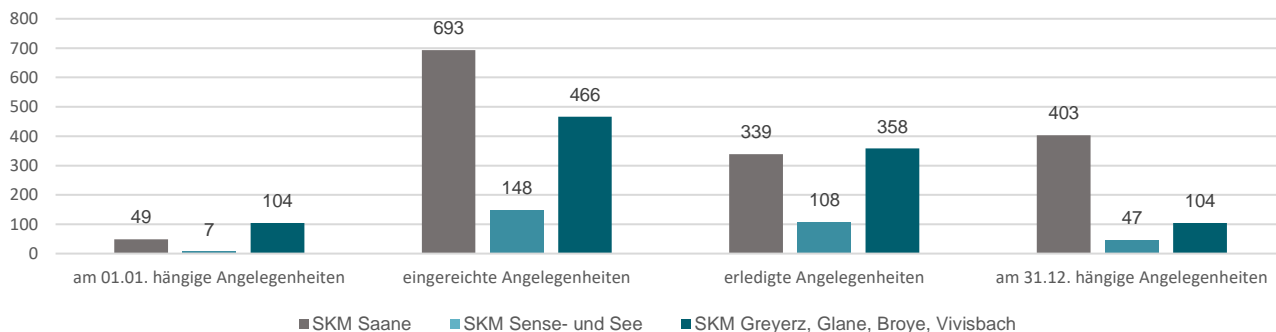
SKM - Entwicklung Arbeitslast 2021-2023



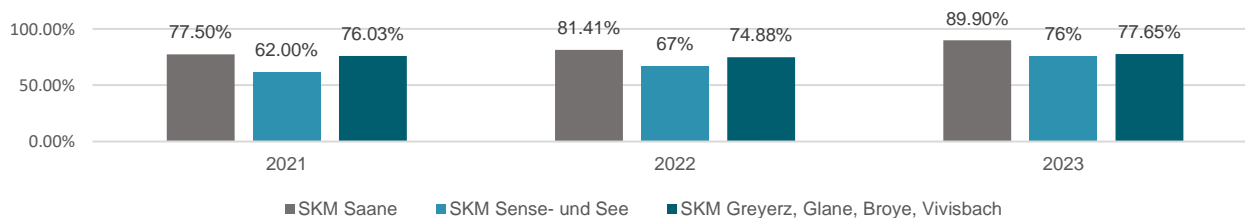
Die Erhöhung des Referenzzinssatzes im Juni 2023 wirkte sich direkt auf die Zahl der Gesuche aus.

Die Kommissionen mussten häufiger tagen. Ausserdem musste das Verwaltungspersonal vorübergehend aufgestockt werden.

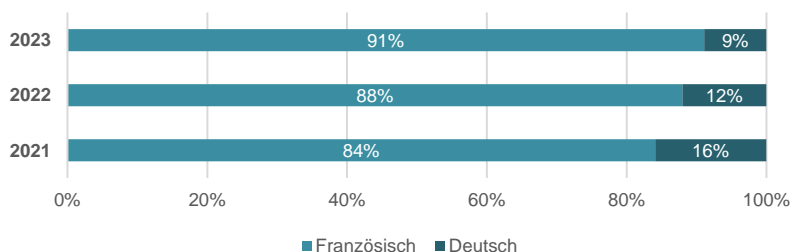
SKM - Arbeitslast 2023



SKM - Entwicklung Schlichtungsgrad 2021-2023



SKM - Verfahrenssprache erledigte Angelegenheiten 2021-2023



3.10.2 Schlichtungskommission für Mietsachen des Saanebezirks SKMSA

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2023

Jacqueline Passaplan, Präsidentin; Sophie Sarah Dumartheray, Stellvertretende Präsidentin

Valentin Aebischer, Jean-Marc Boechat, Ricardo Ramos, Amalia Echegoyen, Christine Maillard, Beisitzende (Mietervertretung), François Chenaux, Samuel Hirt, Sébastien Thorimbert, Françoise Marchon, Olivier Ragonesi, Beisitzende (Eigentümerversetzung)

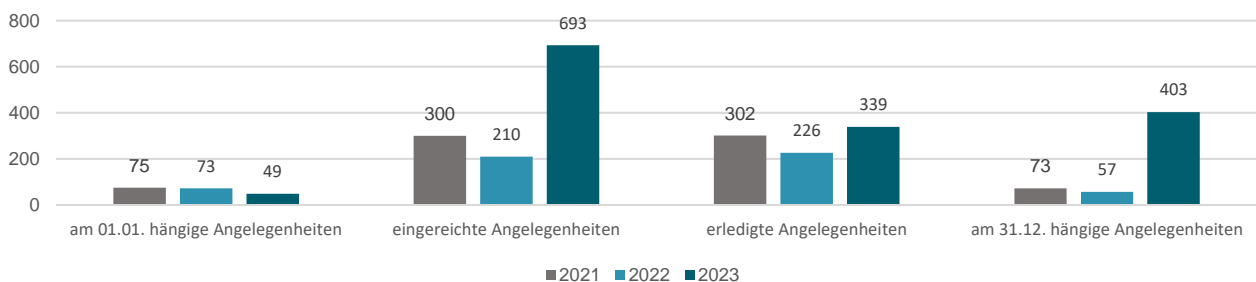
3.10.2.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

Wie bereits erwähnt, stieg 2023 die Zahl der Gesuche, die im Laufe des Jahres eingereicht wurden, erheblich an.

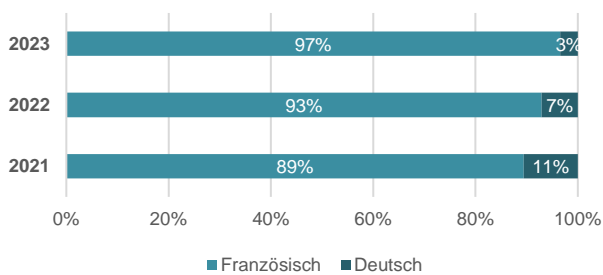
3.10.2.2 Arbeitslast – Statistik

3.10.2.2.1 Allgemeine Statistik

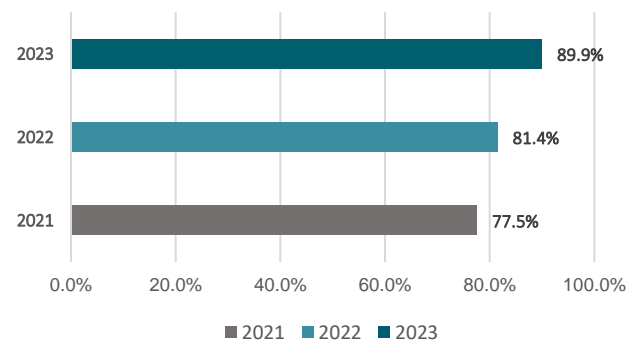
SKMSA - Arbeitslast 2021-2023



SKMSA - Verfahrenssprache erledigte Angelegenheiten 2021-2023



SKMSA - Schlichtungsgrad 2021-2023



3.10.2.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht der Schlichtungskommission für Mietsachen des Saanebezirks

[Link.](#)

3.10.3 Schlichtungskommission für Mietsachen des Sense- und Seebezirks SKMSS

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2023

Marius Schneuwly, Präsident; Sarah Reitze, Stellvertretende Präsidentin

Susanne Heiniger, Beatrix Franziska Vogl Ott, Beisitzende (Mietervertretung), Marianne Isler-Raemy, Edgar Jenny, Beisitzende (Eigentümerversetzung)

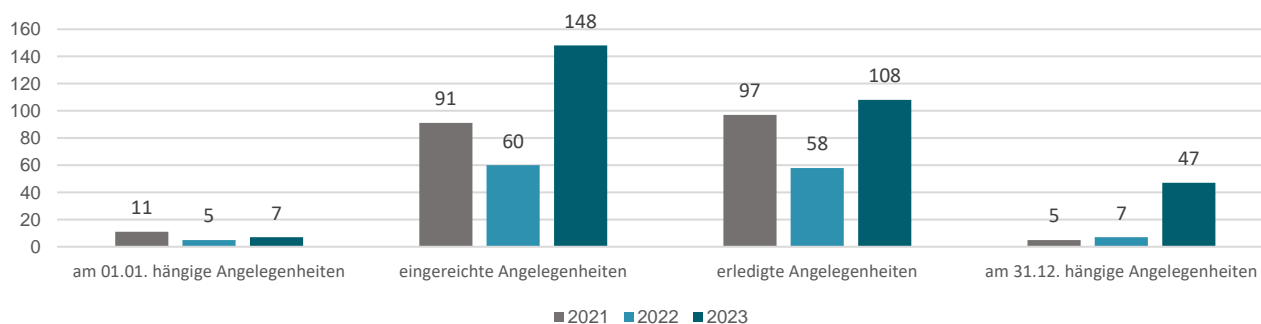
3.10.3.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

Wie bereits erwähnt, stieg 2023 die Zahl der Gesuche, die im Laufe des Jahres eingereicht wurden, erheblich an.

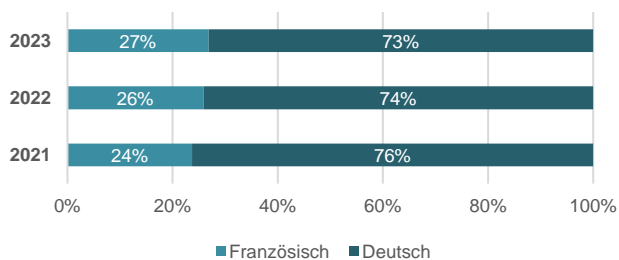
3.10.3.2 Arbeitslast – Statistik

3.10.3.2.1 Allgemeine Statistik

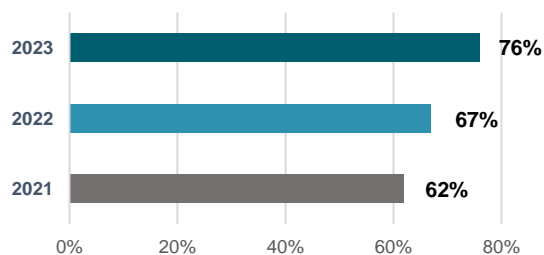
SKMSS - Arbeitslast 2021-2023



SKMSS - Verfahrenssprache erledigte Angelegenheiten 2021-2023



SKMSS - Schlichtungsgrad 2021-2023



3.10.3.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht der Schlichtungskommission für Mietsachen des Sense- und Seebezirks

[Link.](#)

3.10.4 Schlichtungskommission für Mietsachen des Greyerz-, Glane-, Broye- und Vivisbachbezirks SKMSÜD

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2023

Jean-Christophe Oberson, Präsident; Hourri Rousseau, Stellvertretende Präsidentin

Cristina Beaud, Simon Chatagny, Délia Charrière-Gonzalez, Laure Gally-Christ, Elodie Surchat, Beisitzende (Mietervertretung), Alain Charrière, Josiane-Marie Galley, Xavier Guanter, Andéol Jordan, Daniel Massardi, Beisitzende (Eigentümerversetzung)

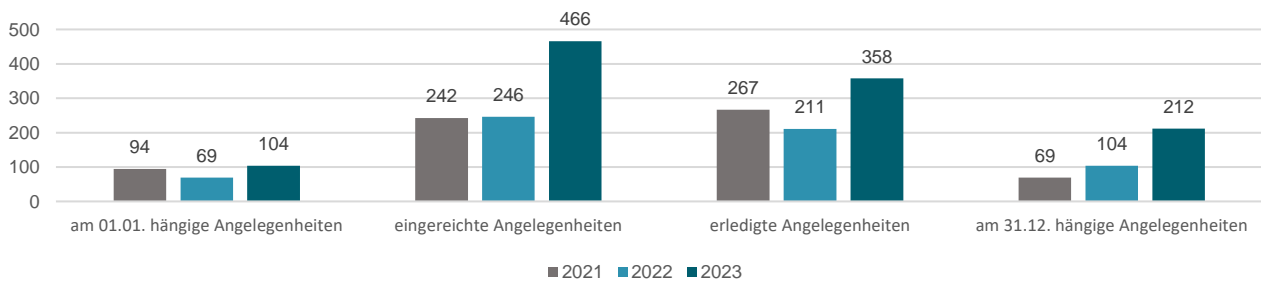
3.10.4.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

Wie bereits erwähnt, stieg 2023 die Zahl der Gesuche, die im Laufe des Jahres eingereicht wurden, erheblich an.

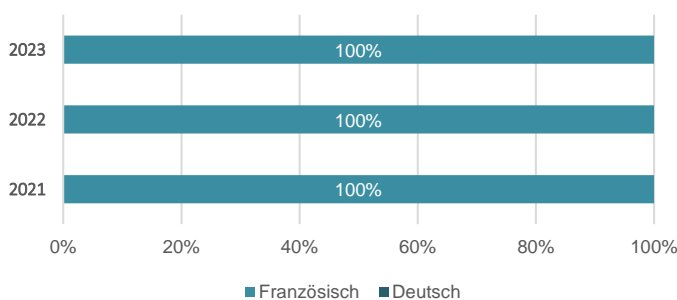
3.10.4.2 Arbeitslast – Statistik

3.10.4.2.1 Allgemeine Statistik

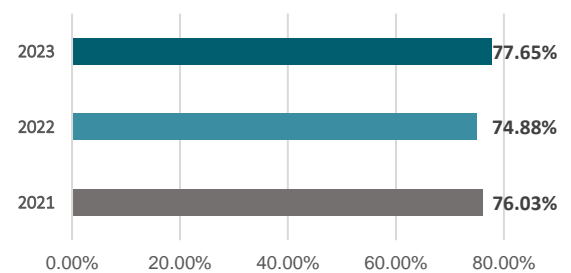
SKMSÜD - Arbeitslast 2021-2023



SKMSÜD - Verfahrenssprache erledigte Angelegenheiten 2021-2023



SKMSÜD - Schlichtungsgrad 2021-2023



3.10.4.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht der Schlichtungskommission für Mietsachen des Greyerz-, Glane-Broye- und Vivisbachbezirks

[Link.](#)

3.11 Rekurskommission der Universität RKU

Aufgabe und Zuständigkeit

Die Rekurskommission ist eine durch das Gesetz über die Universität geschaffene besondere Verwaltungsjustizbehörde mit dem Status einer Gerichtsbehörde. Organisation und Verfahren sind im Gesetz über die Universität, im Verwaltungsrechtspflegegesetz sowie im Kommissionsreglement geregelt. Die Kommission entscheidet in der Regel ohne mündliche Verhandlung und mehrheitlich im Zirkularverfahren. Sie tagt unter dem Vorsitz der Präsidentin/des Präsidenten oder der Vizepräsidentin/des Vizepräsidenten mit vier von ihr oder ihm bestimmten Beisitzenden.

Webseite Gerichtsbehörden: <https://www.fr.ch/de/institutionen-und-politische-rechte/justiz/gerichtsbehoerden-rekurskommission-der-universitaet>.

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2023

Daniela Kiener, Präsidentin; Géraldine Pontelli-Barras, Vizepräsidentin

Ambroise Bulambo, Sophie Marchon Modolo, Sarah Riedo, Isabelle Théron, Petra Vondrasek, Frédérique Joëlle Weil Fivian, Beisitzende; Marina Achermann-Eggelhöfer, Sascha Bischof, Lucas Chocomeli, Eric Davoine, Andreas Stöckli, Laure Zbinden, Ersatzbeisitzende

Frédérique Riesen, Timothy Schertenleib, Angélique Marro, juristische Sekretärinnen

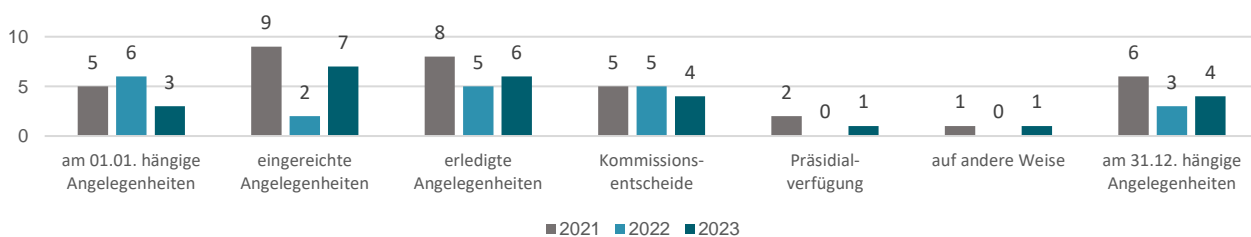
3.11.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

2023 wurden 7 neue Angelegenheiten eingereicht: Vier Angelegenheiten waren am 31. Dezember 2023 noch hängig. Die Kommission ist à jour.

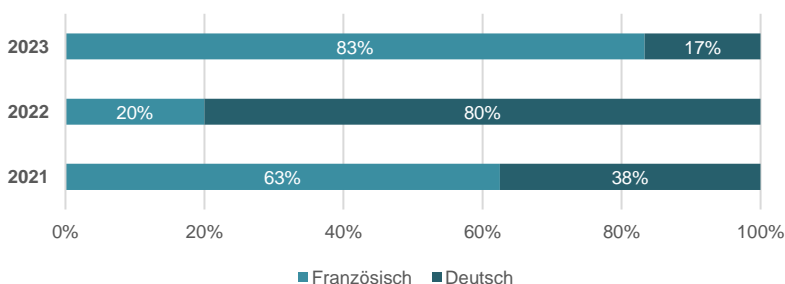
3.11.2 Arbeitslast – Statistik

3.11.2.1 Allgemeine Statistik

RKU - Arbeitslast 2021-2023



RKU - Verfahrenssprache erledigte Angelegenheiten 2021-2023



3.11.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht der Rekurskommission der Universität
[Link.](#)

3.12 Schlichtungskommission für die Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben SKGLEICH

Aufgabe und Zuständigkeit

Jeder Kanton richtet gemäss Bundesgesetz über die Gleichstellung von Frau und Mann (GIG) eine Schlichtungsstelle ein, die die Parteien kostenlos beraten und versuchen, eine Einigung herbeizuführen. Die Kommission kümmert sich unabhängig von den Gerichten um Situationen von Diskriminierung in der Arbeitswelt aufgrund des Geschlechts und um Situationen von sexueller Belästigung. Sie kann bei Verdacht auf Diskriminierung kontaktiert werden.

Die Kommission verhandelt unter der Leitung einer vorsitzenden Person mit vier Beisitzenden, nämlich zwei Frauen und zwei Männern. Zwei Beisitzerinnen oder Beisitzer vertreten die Arbeitgebenden, eine oder einer die Arbeitnehmenden und eine oder einer die Frauenorganisationen. Allfällige Schlichtungsgesuche sind an diese Kommission zu richten. Sie wird gegebenenfalls den Weiterziehungsschein ausstellen, worauf innerhalb von drei Monaten das Gericht eingeschaltet werden muss.

Bei Streitigkeiten im Zusammenhang mit privatrechtlichen Arbeitsverhältnissen kann die klagende Partei einseitig auf das Schlichtungsverfahren verzichten. Bei öffentlich-rechtlichen Arbeitsverhältnissen kann die wegen einer Diskriminierung klagende Person von der Schlichtungskommission eine Stellungnahme verlangen, nachdem sie Beschwerde gegen einen erstinstanzlichen Entscheid erhoben hat.

Webseite Gerichtsbehörden: <https://www.fr.ch/de/institutionen-und-politische-rechte/justiz/gerichtsbehoerden-schlichtungskommission-fuer-die-gleichstellung-der-geschlechter-im-erwerbsleben>.

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2023

Suat Ayan Janse van Vuuren, Präsidentin; Anastasia Zacharatos, Stellvertretende Präsidentin

Viviane Collaud, Reto Julmy, Beisitzende (Arbeitgebende); Daniel Bürdel, Jean-Daniel Wicht, Ersatzbeisitzende (Arbeitgebende); Raphaël Brandt, René Nicolet, Beisitzende (Arbeitnehmende); Lutfey Kaya, Ersatzbeisitzende (Arbeitnehmende); Nicole Schmutz Larequi, Beisitzende (Frauenorganisation); Isabelle Brunner Wicht, Ersatzbeisitzende (Frauenorganisation)

Anouchka Chardonnens, juristische Sekretärin

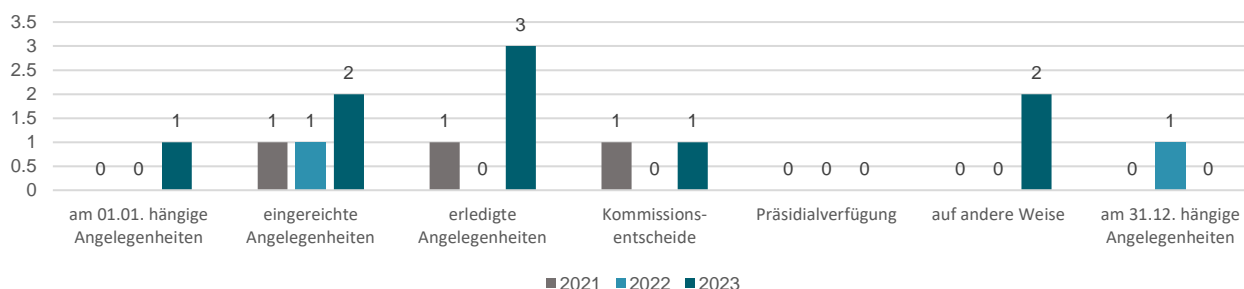
3.12.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

Trotz einem Hinweis auf den Inhalt von Art. 62 Abs. 1a Bst. a JG (siehe Punkt 1.9.4.) verzeichnete die Kommission im Jahr 2023 nur zwei Fälle.

3.12.2 Arbeitslast – Statistik

3.12.2.1 Allgemeine Statistik

SKGLEICH - Arbeitslast 2021-2023



Verfahrenssprache erledigte Angelegenheiten	2021	2022	2023
Angelegenheiten in Französisch	0	0	3
Angelegenheiten in Deutsch	1	0	0

3.12.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht der Schlichtungskommission für die Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben

[Link.](#)

3.13 Rekurskommission für Bodenverbesserungen RKBV

Aufgabe und Zuständigkeit

Die Rekurskommission für Bodenverbesserungen RKBV übt ihre Befugnisse gemäss dem Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege aus. Namentlich die Entscheide des Vorstandes und der Schätzungskommission einer Körperschaft (Art. 197 Abs. 1 Bst. a GBO) sind beim Organ, welches die Entscheidung getroffen hat, mit Einsprache anfechtbar. Die erlassenen Einspracheentscheide (Art. 203 Abs. 1 GBO) können mit Beschwerde bei der RKBO angefochten werden. Das Verwaltungsverfahren (Art. 76 bis 100 VRG) ist grundsätzlich anwendbar unter Berücksichtigung der Sonderregeln von Art. 203 bis 207 GBO. Die RKBO entscheidet als letzte kantonale Instanz (Art. 203 Abs. 3 GBO).

Webseite Gerichtsbehörden: <https://www.fr.ch/de/institutionen-und-politische-rechte/justiz/gerichtsbehoerden-rekurskommission-fuer-bodenverbesserungen-als-einzige-kantonale-instanz-taetige-behoerde>.

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2023

Jacques Menoud, Präsident; Thomas Meyer, Vizepräsident

Jean-Bernard Bapst, Felix Bärtschi, Yvan Chassot, Jacques Genoud, René Hirsiger, Sylvie Mabillard, Joseph Rhême, Dominique Schaller, Beisitzende

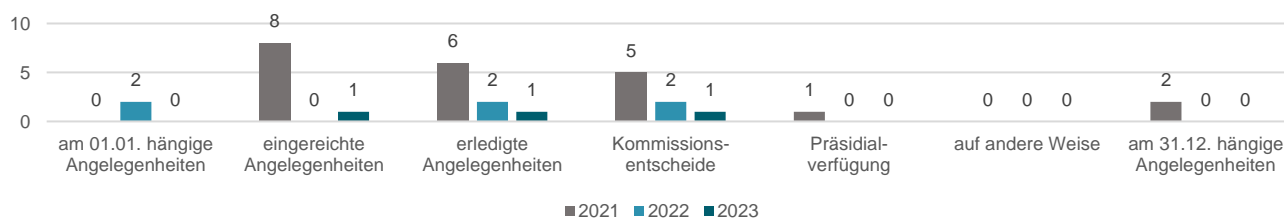
3.13.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

Die Kommission ist à jour: Am 31. Dezember 2023 war kein Fall hängig.

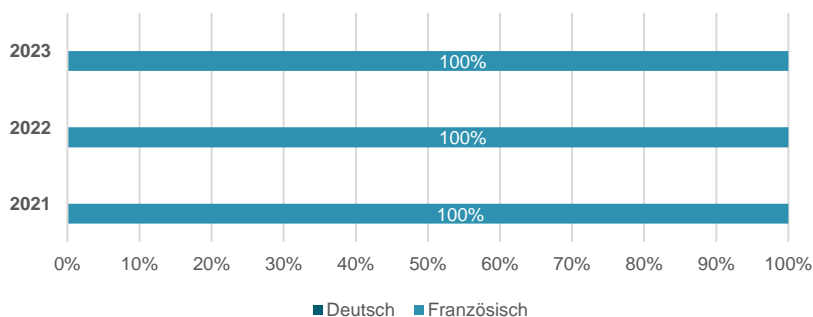
3.13.2 Arbeitslast – Statistik

3.13.2.1 Allgemeine Statistik

RKBV - Arbeitslast 2021-2023



RKBV - Verfahrenssprache erledigte Angelegenheiten 2021-2023



3.13.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht der Rekurskommission für Bodenverbesserungen

[Link.](#)

3.14 Enteignungskommission ENTK

Aufgabe und Zuständigkeit

Die Kommission entscheidet über alle Schätzungsfragen, die durch das Gesetz über die Enteignung nicht einer anderen Behörde übertragen werden, sowie über Entschädigungsbegehren wegen materieller Enteignung. Sie übt ferner die Kompetenzen aus, die andere Bestimmungen des kantonalen Rechts ausdrücklich oder sinngemäss – zum Beispiel die Entschädigungsbegehren eines Eigentümers gegenüber seinem Nachbarn, in Anwendung des Raumplanungs- und Baugesetzes – dem Enteignungsrichter zuweisen.

Das Verfahren vor der Kommission ist geregelt in jenem Gesetz, welches sie einsetzt, sowie im Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege. Ihre Entscheide können mit Beschwerde an das Kantonsgericht angefochten werden.

Webseite Gerichtsbehörden: <https://www.fr.ch/de/institutionen-und-politische-rechte/justiz/gerichtsbehoerden-enteignungskommission>.

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2023

Anna Noël, Präsidentin; Antonin Charrière, Vizepräsident; Danielle Julmy, Vizepräsidentin

Gérald Cantin, Pascal Chassot, Olivier Chenevert, Marie Angelina Cécika Christen, Nicolas Paul Corpataux, Lorenz Fivian, Andreas Freiburghaus, Jacqueline Giroud, German Imoberdorf, Jean-Marc Sallin, Patrik Schaller, Noël Schneider, Imre Schnierer, Elodie Surchat, Victorine Alice van Zanten, Beisitzende

Carine Sottas und Cornelia Mooser, Sekretärin

3.14.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

Die Zahl der Anträge auf Entschädigung wegen Enteignung steigt jedes Jahr.

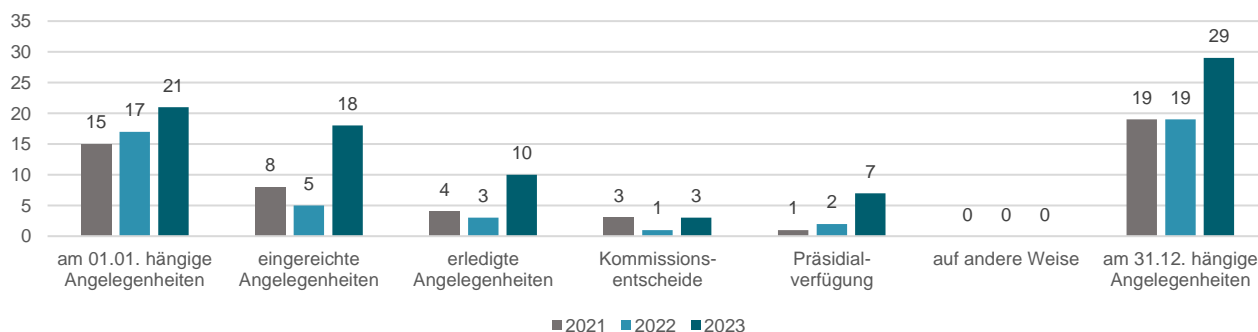
2023 wurden 18 neue Angelegenheiten eingereicht: 12 Anträge auf Entschädigung für eine materielle Enteignung und 6 Anträge auf formelle Enteignung.

Die Kommission traf 3 Entscheide, in denen sie über den Grundsatz der materiellen Enteignung entschied.

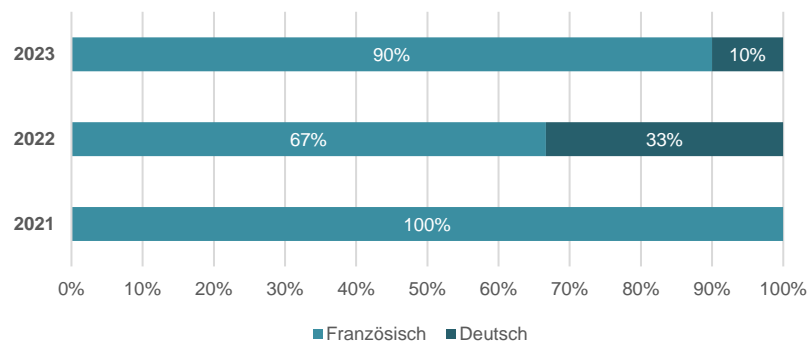
3.14.2 Arbeitslast – Statistik

3.14.2.1 Allgemeine Statistik

ENTK - Arbeitslast 2021-2023



ENTK - Verfahrenssprache erledigte Angelegenheiten 2021-2023



3.14.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht der Enteignungskommission

[Link.](#)

3.15 Aufsichtsbehörde über das Grundbuch ABGB

Aufgabe und Zuständigkeit

Die Aufsichtsbehörde ist zuständig für die Überwachung und die gerichtliche Aufsicht der Grundbuchführung. Einerseits prüft sie jedes für die Grundbuchführung zuständige Amt einmal jährlich. Andererseits befindet sie, unter Vorbehalt der Beschwerde an das Kantonsgericht, über Beschwerden gegen Entscheide der Grundbuchverwalterinnen und Grundbuchverwalter.

Webseite Gerichtsbehörden: <https://www.fr.ch/de/institutionen-und-politische-rechte/justiz/gerichtsbehoerden-aufsichtsbehoerde-ueber-das-grundbuch>.

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2023

Bettina Hürlimann-Kaup, Präsidentin; Julien Francey, Vizepräsidentin

Rose-Marie Genoud, Mitglied; Jérôme Delabays, Sébastien Dorthe, Christoph Siegfried Julius Merk, Ersatzmitglieder

Xavier Morard, juristischer Sekretär

3.15.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

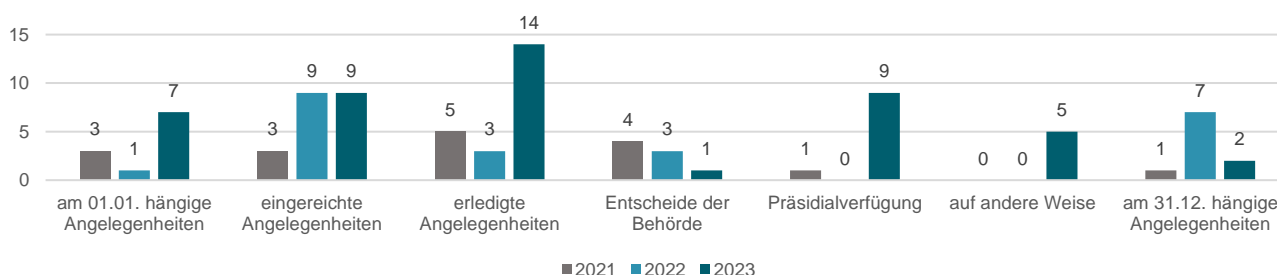
Die Aufsichtsbehörde über das Grundbuch erledigte die laufenden Angelegenheiten und behandelte Rechtsfragen. Sie besuchte ausserdem 2023 alle Grundbuchämter und führte Stichprobenkontrollen durch.

Im Berichtsjahr konnte sich die Behörde insbesondere auf die richterliche Aufsicht konzentrieren, da ein wesentlicher Teil der administrativen Aufsichtstätigkeit seit Januar 2023 im Sinne einer Übergangslösung von der Finanzdirektion ausgeübt wird. Es muss unbedingt eine dauerhafte Lösung gefunden werden.

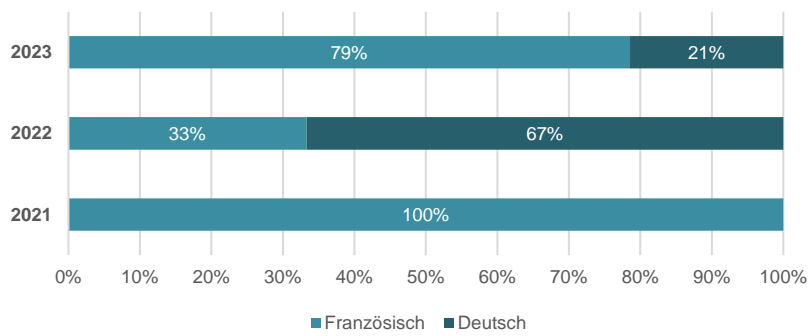
3.15.2 Arbeitslast – Statistik

3.15.2.1 Allgemeine Statistik

ABGB - Arbeitslast 2021-2023



ABGB - Verfahrenssprache erledigte Angelegenheiten 2021-2023



3.15.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht der Aufsichtsbehörde über das Grundbuch

[Link.](#)

3.16 Rekurskommission für die Ersterhebung RKEH

Aufgabe und Zuständigkeit

Sie behandelt Beschwerden im Bereich von Parzellarvermessungen gemäss der Spezialgesetzgebung. Sie entscheidet als letzte kantonale Instanz. Aufgrund ihrer Zusammensetzung garantiert sie die sachkundige Berücksichtigung sowohl von Aspekten in Bezug auf die Rechte und Pflichten der betroffenen Personen als auch spezifische Aspekte in Bezug auf die Vermessung.

Zudem ermöglicht die Anwesenheit aller betroffenen Personen (beschwerdeführende Partei, beschwerter Geometer, interessierte Personen, Zeugen) an den öffentlichen Verhandlungen im Allgemeinen ein besseres Verständnis der Rechte und der Vermessung im in Frage stehenden Dossier.

Webseite Gerichtsbehörden <https://www.fr.ch/de/institutionen-und-politische-rechte/justiz/gerichtsbehoerden-rekurskommission-fuer-die-ersterhebung-als-einzige-kantonale-instanz-taetige-behoerde>.

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2023

Alice Reichmuth Pfammatter, Präsidentin; Marc Zürcher, Vizepräsidentin

Xavier Angéloz, Yvan Chassot, Luc Déglise, Daniel Kaeser, Giacinto Zucchini, Beisitzende

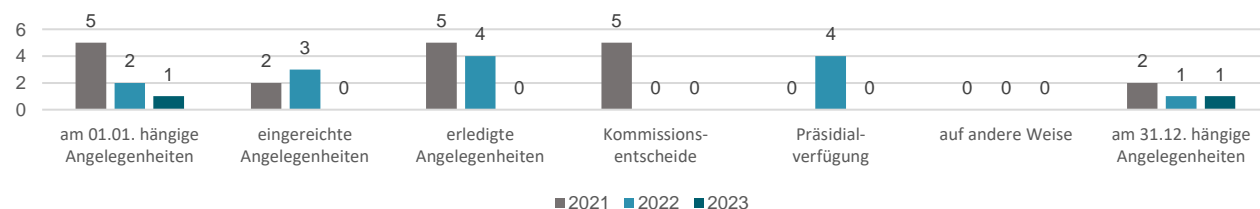
3.16.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

Mit einer hängigen Angelegenheit ist die Beschwerdekommission à jour.

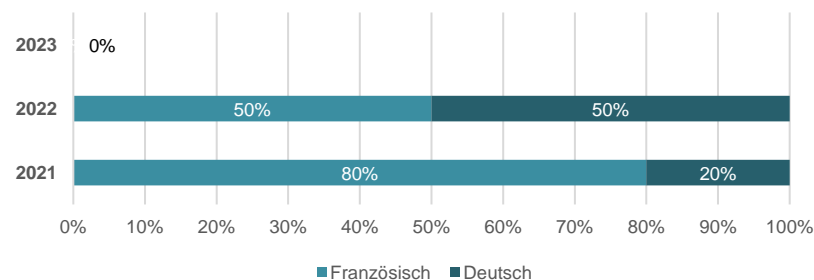
3.16.2 Arbeitslast – Statistik

3.16.2.1 Allgemeine Statistik

RKEH - Arbeitslast 2021-2023



RKEH - Verfahrenssprache erledigte Angelegenheiten 2021-2023



3.16.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht der Rekurskommission für die Ersterhebung

[Link.](#)

3.17 Schiedsgericht in Sachen Kranken- und Unfallversicherung SCHG

Aufgabe und Zuständigkeit

Das für Streitigkeiten zwischen Versicherern und Leistungserbringern in den Bereichen Kranken- und Unfallversicherung zuständige (Art. 89 Abs. 1 KVG sowie Art. 57 Abs. 1 UVG), von den Kantonen zu bezeichnende (Art. 89 Abs. 4 KVG und Art. 57 Abs. 3 UVG) Schiedsgericht setzt sich aus einer neutralen Person, die den Vorsitz innehat, und aus je einer Vertretung der Versicherer und der betroffenen Leistungserbringer in gleicher Zahl zusammen. Im Rahmen der bundesrechtlichen Vorgaben ist die nähere Ausgestaltung des schiedsgerichtlichen Verfahrens grundsätzlich Sache der Kantone (Art. 89 Abs. 5 KVG und Art. 57 Abs. 3 UVG).

Gesetz und Verordnung umschreiben nicht näher, was unter Streitigkeiten im Sinne von Art. 89 Abs. 1 KVG bzw. Art. 57 Abs. 1 UVG zu verstehen ist. Nach Rechtsprechung und Lehre setzt die sachliche Zuständigkeit des Schiedsgerichts voraus, dass die Streitigkeit Rechtsbeziehungen zum Gegenstand hat, die sich aus dem KVG/UVG ergeben oder auf Grund des KVG/UVG eingegangen worden sind.

Webseite Gerichtsbehörden: <https://www.fr.ch/de/institutionen-und-politische-rechte/justiz/gerichtsbehoerden-schiedsgericht-in-sachen-kranken-und-unfallversicherung-als-einzige-kantonale-instanz-taetige-behoerde>.

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2023

Anne-Sophie Peyraud, Präsidentin

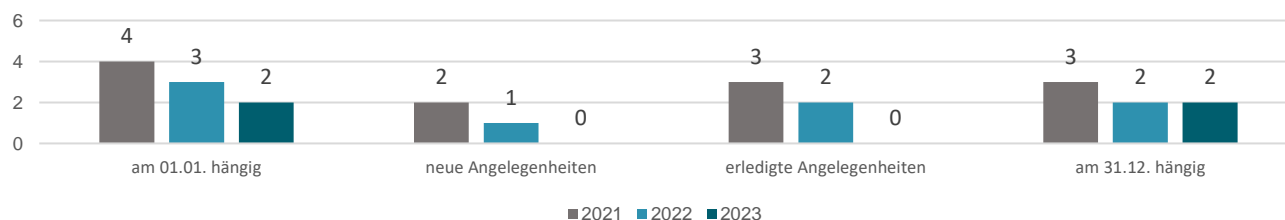
3.17.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

Die Tätigkeit des Schiedsgerichts war 2023 sehr gering, da keine neuen Fälle registriert wurden. Ausserdem ist der älteste hängige Fall bis zum gerichtlichen Entscheid in einem ähnlichen Fall in einem anderen Kanton immer noch sistiert. Im Zusammenhang mit dem zweiten hängigen Fall wurde ein Bundesgerichtsentscheid erwartet; da dieses Urteil im Herbst 2023 erging, wird Anfang 2024 eine Schlichtungssitzung stattfinden können.

3.17.2 Arbeitslast – Statistik

3.17.2.1 Allgemeine Statistik

SCHG - Arbeitslast 2021-2023



3.17.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht des Schiedsgerichts in Sachen Kranken- und Unfallversicherung

[Link.](#)

Annexe

Anhang

GRAND CONSEIL

2024-GC-139

GROSSER RAT

2024-GC-139

Rapport annuel 2023 - Conseil de la magistrature

Jahresbericht 2023 - Justizrat

Propositions de la Commission de justice

Antrag der Justizkommission

Présidence : Bertrand Morel

Präsidium: Bertrand Morel

Vice-Présidence : Pierre Mauron

Vize-Präsidium: Pierre Mauron

Membres : Christophe Chardonens, Sandra Lepori, David Papaux, Annick Remy-Ruffieux, Daphné Roulin

Mitglieder: Christophe Chardonens, Sandra Lepori, David Papaux, Annick Remy-Ruffieux, Daphné Roulin

La Commission de justice

Die Justizkommission

prend acte

du rapport annuel 2023 du Conseil de la magistrature et invite le Grand Conseil à en faire de même.

nimmt Kenntnis

vom Jahresbericht 2023 des Justizrats und lädt den Grossen Rat ein, dasselbe zu tun.

Catégorisation du débat

La Commission de justice propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Kategorie der Behandlung

Die Justizkommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Le 12 juin 2024

Den 12. Juni 2024



Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Motion 2023-GC-319

Financement des frais de transport des élèves SAF

Auteurs :	Bapst Pierre-Alain / Pauchard Marc
Nombre de cosignataires :	26
Dépôt :	21.12.2023
Développement :	21.12.2023
Transmission au Conseil d'Etat :	21.12.2023
Réponse du Conseil d'Etat :	14.05.2024

I. Résumé de la motion

Par motion déposée et déposée le 21 décembre 2023, les députés souhaitent que la loi scolaire soit modifiée afin d'intégrer une prise en charge des frais de transport pour les élèves SAF. Elle poursuivra les trois objectifs suivants :

1. Egalité de traitement : garantir que tous les élèves SAF du canton de Fribourg bénéficient d'un soutien équitable, indépendamment de leur commune de résidence.
2. Financement étatique des frais de transport : proposer que l'Etat prenne en charge les frais de transport des élèves SAF sur le fonds de promotion du sport ou un fonds similaire pour les activités culturelles. Actuellement les frais de transport sont à la charge des communes.
3. Encouragement au sport et à la culture : renforcer l'encouragement des jeunes talents en allégeant la charge financière des familles et en favorisant un accès équitable aux opportunités.

II. Réponse du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat a été amené à plusieurs reprises à s'exprimer à propos du programme SAF, ces dernières années, en particulier lors du rapport 2019-DICS-5 sur le postulat 2017-GC-38 Romain Collaud, Gabrielle Bourguet – « Concept Sports-Arts-Formation » et sur le postulat 2017-GC-51 Philippe Savoy, Laurent Dietrich « Concept Sports-Arts-Formation ».

Programme Sports-Arts-Formation (SAF)

Au début des années 2000, seules les écoles du post-obligatoire académique offraient des aménagements pour les sportifs et sportives de talent. Si elles sont rejointes dès 2008 par les écoles du cycle d'orientation et les écoles professionnelles, le programme SAF a, quant à lui, été officialisé par la législation scolaire, en particulier l'article 93 du règlement de la loi scolaire, entré en vigueur le 1^{er} août 2016, puis avec l'adoption par la DFAC de directives relatives à l'application des mesures scolaires en avril 2017.

Ce programme permet à de nombreux jeunes talents de concilier dans de bonnes conditions les études et leur pratique d'un sport ou d'un art de haut niveau. Différents types de programmes « sport-art-études » existent en Suisse. Le dispositif fribourgeois SAF constitue un modèle adapté aux spécificités du canton, en particulier en raison de la qualité de ses institutions et de la masse critique d'élèves inscrits au programme. Il permet aux élèves de suivre la formation de leur choix dès le S2, ainsi que la langue des études (français, allemand ou bilingue). Entrées en vigueur le 1^{er} mai 2017, les directives SAF de la Direction de la formation et des affaires culturelles ont été adaptées le 1^{er} février 2022 et le 1^{er} février 2023. Le Service de la formation professionnelle a également adopté ses propres directives au 1^{er} novembre 2022.

Une table ronde pour recueillir des propositions d'amélioration

La délégation du Conseil d'Etat pour le sport (DCE-Sport) a organisé une table ronde consacrée au programme SAF en date du 21 juin 2023.

Au cours de la table ronde, plusieurs activités ont été organisées pour faciliter les échanges et les discussions :

- > Présentations concernant le SAF : des expert-e-s et intervenant-e-s clés du domaine du sport, des arts et de la formation ont partagé des présentations sur les opportunités, les défis et les bénéfices d'une approche intégrée du SAF.
- > Ateliers de travail : des ateliers ont été mis en place pour permettre aux participant-e-s de se pencher sur des questions spécifiques liées au SAF, tels que le financement des programmes, l'accès équitable à la formation artistique et sportive, l'intégration du SAF dans les écoles, etc.
- > Témoignages : des témoignages de sportifs et de sportives, d'artistes et d'étudiant-e-s ayant bénéficié d'une formation intégrée SAF ont été partagés pour illustrer les impacts positifs de cette approche.
- > Discussions en groupe : des discussions de groupe ont été organisées pour encourager les échanges d'idées et les débats sur les meilleures pratiques et les solutions possibles pour promouvoir le SAF dans le canton.

Cette table ronde qui a réuni les partenaires institutionnels et sportifs du canton avait pour but de proposer des recommandations concrètes au Conseil d'Etat. Un rapport contenant de nombreuses propositions qui ont pour but d'améliorer la prise en charge des athlètes et des artistes de talent est en préparation. Sans dévoiler son contenu, le Conseil d'Etat constate que la question du financement des frais de transports des élèves SAF n'a pas été discutée comme une mesure qui serait souhaitée : d'autres mesures sont voulues prioritairement.

Financement des frais de transports scolaires et égalité de traitement des élèves

Par ailleurs, l'organisation et le financement des transports scolaires sont une tâche communale et non cantonale, conformément à la loi scolaire (art. 57 al.2 let. g). La législation scolaire définit quels sont les transports pris en charge par les communes et quels sont les transports pris en charge par les parents.

L'organisation des transports scolaires ne s'appliquant pas de manière identique d'une région à l'autre, les communes apparaissent comme les autorités les mieux à même de développer des transports scolaires qui tiennent mieux compte des besoins propres aux différents contextes locaux.

Revenir sur cette répartition des tâches et des charges entre l'Etat et les communes s'agissant du transport d'une seule catégorie d'élèves n'est ni pertinent ni opportun.

De plus, le Conseil d'Etat conteste l'analyse des député-e-s selon laquelle les élèves SAF seraient traités inégalement. D'une part, les élèves SAF sont au bénéfice de nombreux aménagements personnalisés pour optimiser autant que possible la conciliation entre leurs études et leur pratique sportive ou culturelle à haut niveau. D'autre part, il y a d'autres situations dans lesquelles ce sont aussi les parents qui prennent en charge les frais liés aux transports comme indiqué plus haut. Il s'agit notamment des élèves qui effectuent une 12^e année linguistique, des élèves à haut potentiel intellectuel (HPI) qui participent à des regroupements hebdomadaires, des élèves qui s'adonnent au sport scolaire facultatif ou encore des élèves qui ont changé de cercle scolaire pour raison de langue ou pour une autre raison liée à leur intérêt.

Il n'y a ainsi aucune raison d'offrir aux parents des élèves qui suivent le programme SAF un avantage financier alors que d'autres familles dont les enfants sont dans des situations comparables n'en bénéficieraient pas. Par souci d'équité, un éventuel changement de système concernant les transports devrait être analysé de manière globale et en respectant les compétences des communes et celles du canton.

En conclusion

Le rapport qui fait suite à la table ronde du 21 juin 2023 contiendra de nombreuses mesures de nature à améliorer le statut des élèves SAF. C'est parmi ces mesures qu'il s'agira d'établir des priorités de mise en œuvre.

Afin de maintenir la cohérence du principe de financement des transports scolaires tel qu'il existe et celle du travail réalisé lors de la table ronde du 21 juin 2023, le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à rejeter la motion.



Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Motion 2023-GC-319

Finanzierung der Transportkosten für Schülerinnen und Schüler des Förderprogramms Sport-Kunst-Ausbildung

Urheber:	Bapst Pierre-Alain / Pauchard Marc
Anzahl Mitunterzeichnende:	26
Einreichung:	21.12.2023
Begründung:	21.12.2023
Überweisung an den Staatsrat:	21.12.2023
Antwort des Staatsrats:	14.05.2024

I. Zusammenfassung der Motion

Mit einer Motion, die am 21. Dezember 2023 eingereicht und unterschrieben wurde, wollen die Grossratsmitglieder, dass das Schulgesetz geändert wird, um eine Übernahme der Transportkosten für Schülerinnen und Schüler des Förderprogramms Sport-Kunst-Ausbildung (SKA) aufzunehmen. Mit der Motion werden drei Ziele verfolgt:

1. Gleichbehandlung: Sicherstellen, dass alle Schülerinnen und Schüler des SKA-Förderprogramms im Kanton Freiburg unabhängig von ihrer Wohngemeinde eine gleichwertige Unterstützung erhalten.
2. Finanzierung der Transportkosten durch den Staat: Vorschlag, dass der Staat die Transportkosten für Schülerinnen und Schüler des SKA-Förderprogramms aus dem Fonds zur Sportförderung oder einem ähnlichen Fonds für kulturelle Aktivitäten übernimmt. Derzeit werden die Transportkosten von den Gemeinden getragen.
3. Sport- und Kulturförderung: Die Förderung junger Talente verstärken, indem die finanzielle Belastung der Familien verringert und ein gleichwertiger Zugang zu Chancen gefördert wird.

II. Antwort des Staatsrats

Der Staatsrat sah sich in den letzten Jahren mehrfach veranlasst, sich zum SKA-Förderprogramm zu äussern, insbesondere im Rahmen des Berichts 2019-DICS-5 zum Postulat 2017-GC-38 Romain Collaud, Gabrielle Bourguet – Konzept «Sport–Kunst–Ausbildung» und zum Postulat 2017-GC-51 Philippe Savoy, Laurent Dietrich Konzept «Sport–Kunst–Ausbildung».

Förderprogramm Sport–Kunst–Ausbildung (SKA)

Zu Beginn der 2000er Jahre boten nur die allgemeinbildenden Schulen der Sekundarstufe 2 schulische Massnahmen (Anpassungen) für junge Sporttalente an. Nach 2008 schlossen sich auch die Orientierungsschulen und die Berufsfachschulen dem SKA-Förderprogramm an. Dieses wurde schliesslich formell in der Schulgesetzgebung verankert, insbesondere in Artikel 93 des Reglements zum Schulgesetz, das am 1. August 2016 in Kraft trat, und in den Richtlinien über die schulischen

Massnahmen im Rahmen des Programms «Sport-Kunst-Ausbildung», die im April 2017 von der BKAD verabschiedet wurden.

Dieses Förderprogramm ermöglicht zahlreichen jungen Talenten, ihre schulische Ausbildung und die Ausübung eines Spitzensports oder von Kunst unter guten Bedingungen zu vereinbaren. In der Schweiz gibt es verschiedene Arten von Förderprogrammen für «Sport-Kunst-Ausbildung». Das Freiburger SKA-Förderprogramm ist ein Konzept, das auf die Besonderheiten des Kantons zugeschnitten ist, insbesondere in Hinsicht auf die Qualität seiner Bildungsinstitutionen und der kritischen Masse der am Förderprogramm teilnehmenden Schülerinnen und Schülern. Es ermöglicht den Schülerinnen und Schülern der Sekundarstufe 2, den Bildungsgang ihrer Wahl zu belegen sowie die Unterrichtssprache (Französisch, Deutsch oder zweisprachig) zu wählen. Die am 1. Mai 2017 in Kraft getretenen SKA-Richtlinien der Direktion für Bildung und kulturelle Angelegenheiten (BKAD) wurden am 1. Februar 2022 und am 1. Februar 2023 angepasst. Das Amt für Berufsbildung hat am 1. November 2022 seine eigenen Richtlinien verabschiedet.

Ein runder Tisch, um Verbesserungsvorschläge zu diskutieren

Die Delegation des Staatsrats für den Sport (DCE-Sport) führte am 21. Juni 2023 eine Gesprächsrunde in Form eines runden Tisches zum SKA-Förderprogramm durch.

Während dieser Gesprächsrunde wurden mehrere Aktivitäten organisiert, um den Austausch und die Diskussion zu fördern:

- > Präsentationen zum SKA-Förderprogramm: Expertinnen und Experten sowie wichtige Akteurinnen und Akteure aus den Bereichen Sport, Kunst und Bildung hielten Vorträge über die Chancen, Herausforderungen und Vorteile eines integrierten SKA-Konzepts.
- > Workshops: Es wurden Workshops angeboten, in denen sich die Teilnehmenden mit spezifischen Fragen im Zusammenhang mit dem SKA-Förderprogramm befassen konnten, wie z. B. Finanzierung von Programmen, gleichberechtigter Zugang zur Kunst- und Sportausbildung, Integration des SKA-Förderprogramms in den Schulen usw.
- > Erfahrungsberichte: Erfahrungsberichte von Sportlerinnen und Sportlern, Künstlerinnen und Künstlern sowie Studierenden, die von einer integrierten Sport-Kunst-Ausbildung profitiert haben, wurden ausgetauscht, um die positiven Auswirkungen dieses Konzepts zu veranschaulichen.
- > Gruppendiskussionen: Gruppendiskussionen boten Gelegenheit, den Ideenaustausch und die Debatten über bewährte Verfahren und mögliche Lösungen zur Weiterentwicklung des SKA-Förderprogramms im Kanton anzuregen.

Die Gesprächsrunde mit den Schul- und Sportpartnern des Kantons hatte zum Ziel, dem Staatsrat konkrete Empfehlungen vorzuschlagen. Ein Bericht mit zahlreichen Vorschlägen, die die Betreuung von Sport- und Kunsttalenten verbessern sollen, ist in Vorbereitung. Ohne den Inhalt dieses Berichts vorwegzunehmen, hält der Staatsrat fest, dass die Frage der Finanzierung der Transportkosten der Schülerinnen und Schüler, die am SKA-Förderprogramm teilnehmen, nicht als wünschenswerte Massnahme diskutiert wurde: Andere Massnahmen haben Priorität.

Finanzierung von Schülertransportkosten und Gleichbehandlung der Schülerinnen und Schüler

Im Übrigen fallen die Organisation und Finanzierung der Schülertransporte gemäss Schulgesetz in den Zuständigkeitsbereich der Gemeinden und nicht in den des Kantons (Art. 57 Abs. 2 Bst. g SchG). In der Schulgesetzgebung ist geregelt, welche Transporte von den Gemeinden und welche von den Eltern übernommen werden.

Da die Schülertransporte von Region zu Region unterschiedlich organisiert sind, gelangte man zum Schluss, dass die Gemeinden die am besten geeignete Behörde sind, um die Schülertransporte zu organisieren. Denn so kann den Besonderheiten der verschiedenen örtlichen Gegebenheiten bestmöglich Rechnung getragen werden.

Eine Änderung dieser Aufgaben- und Lastenverteilung zwischen Staat und Gemeinden, wenn es um den Transport einer einzigen Kategorie von Schülerinnen und Schülern geht, ist weder relevant noch angebracht.

Darüber hinaus widerspricht der Staatsrat der Analyse der Grossratsmitglieder, dass Schülerinnen und Schüler, die vom SKA-Förderprogramm profitieren, ungleich behandelt würden. Einerseits kommen die ins SKA-Förderprogramm aufgenommenen Schülerinnen und Schüler in den Genuss zahlreicher individueller Anpassungen, damit sie ihre schulische Ausbildung besser mit der Ausübung eines Spitzensports oder der Kunst verbinden können. Andererseits gibt es auch andere Situationen, in denen ebenfalls die Eltern, wie oben beschrieben, die Kosten für den Transport tragen. Dazu gehören Schülerinnen und Schüler, die ein 12. partnersprachliches Schuljahr absolvieren, hochbegabte Schülerinnen und Schüler, die an wöchentlichen Zusammenkünften teilnehmen, Schülerinnen und Schüler, die am freiwilligen Schulsport teilnehmen, oder Schülerinnen und Schüler, die aus sprachlichen Gründen oder aus einem anderen Grund, der mit ihren Interessen zusammenhängt, den Schulkreis gewechselt haben.

Es besteht somit kein Grund, den Eltern von Schülerinnen und Schülern, die am SKA-Förderprogramm teilnehmen, einen finanziellen Vorteil zu gewähren, während andere Familien mit Kindern in vergleichbaren Situationen nicht davon profitieren würden. Aus Gründen der Gleichbehandlung sollte ein möglicher Systemwechsel in Sachen Schülertransporte ganzheitlich und unter Beachtung der Zuständigkeiten der Gemeinden und des Kantons analysiert werden.

Schlussbemerkungen

Der Bericht, der im Anschluss an die Gespräche anlässlich des runden Tisches vom 21. Juni 2023 erstellt wird, wird zahlreiche Massnahmen enthalten, um den Status der am SKA-Förderprogramm teilnehmenden Schülerinnen und Schülern zu verbessern. Anschliessend gilt es unter diesen Massnahmen jene zu bestimmen, die bei der Umsetzung Vorrang haben.

Um die Kohärenz des Prinzips der Finanzierung der Schülertransporte in ihrer heutigen Form und der geleisteten Arbeit anlässlich des runden Tisches vom 21. Juni 2023 zu wahren, fordert der Staatsrat den Grossen Rat auf, die Motion abzulehnen.

Rapport annuel 2023 de la commission interparlementaire de contrôle de la Convention scolaire romande (CIP CSR)

Mesdames et Messieurs les Présidentes et Présidents des Parlements cantonaux de Berne, Fribourg, Vaud, Valais, Neuchâtel, Genève et Jura,
Mesdames et Messieurs les Députées et Députés,

Conformément aux dispositions précisées ci-dessous, la Commission interparlementaire de contrôle de la Convention scolaire romande (CSR) vous invite à prendre connaissance de son rapport annuel.

Le bureau de la commission est composé des présidents des délégations cantonales, soit de:

Vincent Eschmann	JU	
Gaétan Emonet	FR	Président 2023
Ana Roch	GE	Succède à Jean Romain
Karim Saïd	BE	
Amina Chouiter Djebaili	NE	
David Vogel	VD	
Julien Dubuis	VS	Vice-président 2023

1. CADRE LEGISLATIF

La Convention scolaire romande du 21 juin 2007 est entrée en vigueur le 1^{er} août 2009. Elle institue un Espace romand de la formation qui s'intègre dans l'Accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire (HarmoS). La CSR reprend ainsi les dispositions contraignantes de l'accord suisse tout en étendant l'engagement des cantons romands à d'autres domaines de coopération obligatoire.

L'activité de la commission découle du contrôle parlementaire d'institutions intercantionales généralisé, dès 2001 en Suisse romande, par la « Convention relative à la négociation, à la ratification, à l'exécution et à la modification des conventions intercantionales et des traités avec l'étranger », accord remplacé en 2011 par la « Convention relative à la participation des Parlements cantonaux dans le cadre de l'élaboration, de la ratification, de l'exécution et de la modification des conventions intercantionales et des traités des cantons avec l'étranger » (CoParl).

Le présent rapport annuel de la commission, à l'intention des parlements cantonaux, repose sur les dispositions contenues aux articles 20 à 25 du chapitre 5 de la CSR qui prévoient, en particulier, que la commission préavise le rapport annuel, le budget et les comptes de la Conférence intercantonale de l'instruction publique (CIIP).

2. RENOUVELLEMENT AU SEIN DE LA CIP

Suite aux élections cantonales au printemps, la délégation genevoise a été recomposée. Elle est à présent présidée par Madame Ana Roch.

3. SEANCES DE LA CIP

Durant l'année, le Bureau s'est réuni à trois reprises par visioconférence : le 1^{er} février, le 4 mai et le 14 septembre.

Les séances plénières se sont déroulées le 1^{er} juin à Lausanne, avec la présence du Président de la CIIP Monsieur Christophe Darbellay, et le 6 novembre à Fribourg avec la présence du Vice-président de la CIIP Monsieur Martial Courtet. Dans le cadre de son message, le Président de la CIIP a remercié l'ensemble du personnel impliqué dans la formation pour son engagement et sa résilience. Le Vice-président de la CIIP a commencé son message en soulignant l'importance des rencontres entre la CIIP et CIP CSR pour assurer la bonne mise en œuvre de la CSR et pour échanger sur les préoccupations respectives dans le domaine de la formation.

Les préoccupations de la CIIP qui ont été relatées sont les suivantes :

- La question de la pénurie des enseignants et de l'attractivité de la profession : la Conférence latine de la formation des enseignants (CLFE) est en train d'élaborer un projet de requalification de la formation et des possibilités d'évolution de carrière.
- La question de la violence au sein de l'école et du climat scolaire : la Commission consultative des associations partenaires (COPAR) est chargée de collecter des informations sur le climat scolaire en général, soit la santé mentale des jeunes – notamment dans cette phase d'après-Covid-19 – et d'autres problématiques liées à l'environnement scolaire, dans le but de proposer des recommandations ou mesures concrètes à mettre en œuvre.
- La thématique de l'intelligence artificielle : une task force issue de la Commission du numérique (CONUM) a été instaurée.
- L'évolution des moyens alloués à l'éducation par la Confédération

Les principales avancées qui ont été relevées sont les suivantes :

- Les Moyens d'enseignement romands (MER) en SHS (Sciences humaines et Sociales, histoire-géo) et Maths 1-8 sont terminés. Les nouveaux moyens de français sont également dans les classes pour les 1-2H et 5H. Le projet éditorial Français 9-11 est en cours de consultation et devrait être validé d'ici la fin d'année 2023.
- Concernant les plateformes de mise à disposition des moyens d'enseignement de la CIIP, le chantier a débuté. Il y aura dans un premier temps un portail unique à l'attention des enseignants, puis dans un second temps pour les élèves.
- La mise en place d'un référentiel de compétences commun de formation pour la formation des enseignants pour toute la scolarité obligatoire et pour le secondaire II général et professionnel.
- La fourniture d'un outil de définition des profils de compétences transversales.

La CIP CSR a été informée que l'Assemblée plénière ainsi que les conférences de chefs de service avaient préparé le nouveau Programme d'activité qui organisera le travail de la CIIP pour les quatre prochaines années. De plus, un programme est en cours de préparation pour fêter en 2024 le 150^e anniversaire de la CIIP.

Durant les parties thématiques, la CIP CSR a pu bénéficier d'une présentation du MER français introduit à la rentrée 2023 pour le 1^{re}-2^e et 5^e année, ainsi que d'une explication du projet « Profil de compétences transversales ». En novembre, la séance a été conclue par l'exposé de Monsieur Eric Vanoncini sur la question de savoir si ChatGPT et plus largement l'intelligence artificielle représentait un bouleversement dans l'enseignement.

3. RAPPORT D'ACTIVITES DE LA CIIP 2022 : ETAT DES LIEUX DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION SCOLAIRE ROMANDE (CSR)

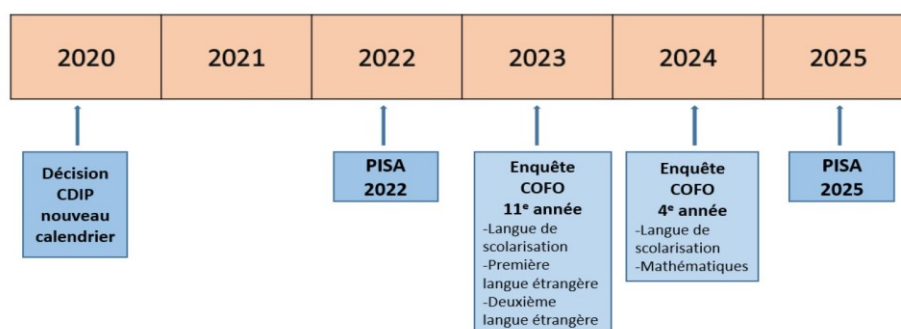
Tous les articles de la CSR sont à ce jour réalisés. Les points forts de l'année 2022 sont les suivants :

- Développement et préparation d'une plateforme unique pour les moyens d'enseignement
- Révision du Plan d'étude romand (PER): Éducation numérique et tableau de bord
- Fin de la rédaction des moyens romands en mathématiques
- Développement de la qualification des enseignants
- Préparation des tests-pilote pour l'évaluation de l'oral en allemand et la résolution de problèmes en maths
- Instrument profil de compétences transversales

Les principaux éléments du rapport d'activité sont décrits ci-dessous.

[art.6] Tests de référence sur la base des standards nationaux

Les résultats de l'enquête PISA effectuée en 2022 seront publiés en 2023. Une réflexion sur le dispositif est en cours en vue de trouver une stabilité et de définir un rythme de passation des tests CoFo. Parallèlement à la préparation des enquêtes 2023 et 2024, plusieurs scénarios ont donc été étudiés. L'intention est à priori de maintenir ces tests, la mesure des sciences naturelles ayant toutefois été exclue. L'Assemblée plénière se positionnera 2023 sur ces questions. Le calendrier de la CDIP est le suivant :



[art.8] Contenu du plan d'études romand

Les travaux d'implémentation de l'Education numérique dans le PER ont été entrepris. La plateforme électronique professionnelle du PER a été améliorée, avec notamment la mise en ligne de la quasi-totalité des moyens d'enseignement officiels romands et diverses ressources d'enseignement.

[art.9] Moyens d'enseignement et ressources didactiques

Les MER de SHS et Mathématiques sont achevés. La phase d'édition des MER 1^{re}-2^e et 5^e années est terminée et sera mise à disposition dès la rentrée 2023. S'agissant du cycle 3, un projet éditorial est en cours d'élaboration et devrait être validé par l'Assemblée plénière durant le 2^e semestre 2023.

[art.12] Formation initiale des enseignants

Concernant la structure des formations, une grande stabilité est constatée sur les questions de profils et durées des formations aussi bien que sur les aspects concernant les conditions d'admission. Des solutions sont mises en œuvre pour gérer la pénurie d'enseignants (admissions sur dossier, validation des acquis de l'expérience, formation en emploi). La CLFE a proposé un Référentiel de compétences romand pour la formation des enseignants à l'éducation numérique. Elle travaille également sur un projet de revalorisation de la profession d'enseignant du primaire au regard du rapport Développement de la qualification des enseignants du degré primaire (Rapport QuaPri).

[art. 15] Epreuves romandes/banque d'items

L'année 2022 a largement été consacrée à la préparation du test pilote 2023 qui portera sur l'évaluation de l'oral en allemand et sur la résolution de problèmes en mathématiques en 8^e année. De plus, une validation qualitative de ressources sur la production de l'écrit en français en 8^e année a été réalisée. Les ressources évaluatives pour les enseignants ont également été étayées durant l'année pour les mathématiques et le seront en 2023 pour le français.

[art. 16] Profils de connaissance/compétences

L'attestation Profil de compétences transversales (PCT) a été développée. Il s'agit d'un outil d'accompagnement destiné à soutenir tous les élèves vers l'entrée en profession. Cet outil peut être intégré au cursus de formation du secondaire I. Le PCT romand est intégré au projet national « Profil d'exigences ».

4. BUDGET 2023 DE LA CIIP

Le budget couvrant le secrétariat général et l'Institut de recherche et de documentation pédagogique est adopté. Il se monte à CHF 6'028'700 et comporte 23.7 postes permanents et 2.1 postes sous contrats de droit privé. Les cantons financent à hauteur de CHF 5'503'660 (sans indexation).

Les cantons contribuent au fonctionnement du Glossaire des patois romands pour CHF 260'000 (sans indexation).

L'excédent de revenus de CHF 72'460 passe à CHF 80'460 par l'utilisation du fonds propre affecté au soutien au projet Livre+ (CHF 8'000 en 2024).

- **UMER-SO** (contributions remboursables): le budget 2024 de l'Unité des moyens d'enseignement romands pour la scolarité obligatoire est adopté (CHF 19'676'000 de charges d'exploitation et CHF 4'568'000 de dépenses d'investissement ; 7.7 postes permanents et 4.4 postes sous contrat de droit privé). Une licence d'accès au numérique est mise en place pour financer partiellement la gestion et l'exploitation du numérique des plateformes existantes d'un montant de CHF 300'000 en 2024. S'inscrivant dans le Plan d'action en faveur de l'éducation numérique (PAN), un crédit d'investissement provisoire « Portail unique/ Corporate » est adopté de CHF 4'120'000 entre 2024 et 2030. Pour disposer des liquidités nécessaires à ce projet, les cantons versent une contribution remboursable Numérique de CHF 710'000 en 2024. La contribution remboursable MER n'est pas demandée en 2024.
- **UMER-FP** (subvention du Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation - SEFRI) : le budget de l'Unité des moyens d'enseignement romands pour la formation professionnelle s'élève à CHF 2'671'000 (1.1 poste permanent et 1 poste sous contrat de droit privé). La gestion commerciale des ouvrages de la formation professionnelle est externalisée. Les travaux engagés sur deux projets d'envergure se poursuivent : la

collection pour le Commerce entièrement modifiée selon ordonnance du SEFRI (adopté par l'Assemblée plénière le 19.11.2020) et la plateforme numérique pour les ouvrages de la formation professionnelle NovaPro (appel d'offre lancé le 4 mars 2022).

5. COMPTES 2022

Les comptes 2022 du secrétariat général ont été adoptés par l'Assemblée plénière en avril 2023. Le résultat opérationnel pour le secrétariat général montre un excédent de revenus de CHF 88'466.96.

Compte tenu de l'utilisation du fonds propre affecté à la Banque romande d'items et au soutien au projet Livre+, c'est un excédent de revenus net de CHF 215'868.93 qui est versé sur les capitaux propres.

- **UMER-SO:** le résultat opérationnel pour la scolarité obligatoire montre un excédent de charges de CHF 239'593.03. Le fonds propre affecté au développement stratégique du numérique, d'un million de francs ouvert en 2021 est utilisé pour un montant de CHF 283'457. Le responsable des produits numériques est engagé depuis janvier 2022. C'est donc finalement un excédent de charges net de 95'215.78 qui est prélevé sur les capitaux propres.
- **UMER-FP:** le résultat opérationnel pour la formation professionnelle montre un excédent de charges de CHF 175'010.95. Cependant, avec l'utilisation de la réserve accordée par l'Assemblée plénière pour les deux projets en cours que sont la révision complète de la collection du Commerce selon nouvelle ordonnance du SEFRI (CHF 260'264) et le développement d'une plateforme numérique (CHF 155'633), c'est un excédent de revenus net qui se dégage de CHF 240'886.05, versé sur la réserve propre de l'UMER-FP (selon RFI art. 4 alinéa 2).

6. ELECTIONS

L'élection à la présidence et à la vice-présidence de la CIP CSR pour l'année 2024 a eu lieu lors de l'assemblée plénière du 6 novembre 2023 à Fribourg. Le canton du Valais exercera la présidence et la vice-présidence revient au canton de Vaud.

7. INTERVENTIONS PARLEMENTAIRES

Aucune intervention parlementaire n'a été déposée au cours de l'année sous revue.

Lors de la séance plénière du 1^{er} juin 2023, le Président de la CIIP avait exprimé le souci de la CDIP, respectivement de la CIIP, quant à la diminution probable des moyens alloués à l'éducation par la Confédération ces prochaines années. Comme ces deux conférences, la CIP CSR a signifié son inquiétude en adressant un courrier au Conseiller fédéral Monsieur Guy Parmelin. La CIP CSR a choisi ce procédé, car aucun instrument intercantonal ne permet d'intervenir directement auprès du Conseil fédéral. Le Conseiller fédéral Monsieur Guy Parmelin a répondu au courrier du 6 novembre 2023 de la CIP CSR en date du 8 décembre 2023.

8. CONCLUSION RECOMMANDATION FINALE

La Commission interparlementaire de contrôle de la CSR recommande aux Grands Conseils des cantons de Berne, Fribourg, Vaud, Valais, Neuchâtel, Genève et Jura, de prendre acte du rapport d'information de la CIIP, présenté conformément à l'art. 20 de la Convention scolaire romande.

Fribourg, le 19 mars 2024

Gaétan Emonet
Président CIP CSR 2023

Jahresbericht 2023 der Interparlamentarischen Kommission für die Kontrolle der Westschweizer Schulvereinbarung (IPK-CSR)

Sehr geehrte Damen und Herren Grossratspräsidentinnen und Grossratspräsidenten der Kantone Bern, Freiburg, Waadt, Wallis, Neuenburg, Genf und Jura
Sehr geehrte Damen und Herren Grossrätinnen und Grossräte

Die Interparlamentarische Kommission für die Kontrolle der Westschweizer Schulvereinbarung (Convention scolaire romande, CSR) lädt Sie gemäss den unten aufgeführten Bestimmungen ein, ihren Jahresbericht zur Kenntnis zu nehmen.

Dem Kommissionsbüro gehören folgende Leiterinnen und Leiter der kantonalen Delegationen an:

Vincent Eschmann	JU	
Gaéтан Emonet	FR	Präsident 2023
Ana Roch	GE	Nachfolgerin von Jean Romain
Karim Saïd	BE	
Amina Chouiter Djebaili	NE	
David Vogel	VD	
Julien Dubuis	VS	Vizepräsident 2023

1. RECHTSGRUNDLAGEN

Die Westschweizer Schulvereinbarung (Convention scolaire romande, CSR) vom 21. Juni 2007 ist am 1. August 2009 in Kraft getreten. Sie errichtet einen westschweizerischen Bildungsraum, der Teil der Interkantonalen Vereinbarung über die Harmonisierung der Volksschule (HarmoS) ist. Die CSR übernimmt die verbindlichen Bestimmungen der schweizerischen Vereinbarung und erweitert die Pflichten der Westschweizer Kantone auf weitere Bereiche der obligatorischen Zusammenarbeit.

Die Kommissionstätigkeit ergibt sich aus der parlamentarischen Kontrolle interkantionaler Institutionen, die ab 2001 in der Westschweiz durch die *Vereinbarung über die Aushandlung, Ratifikation, Ausführung und Änderung der interkantonalen Verträge und der Vereinbarungen der Kantone mit dem Ausland* verallgemeinert wurde. 2011 wurde diese Vereinbarung durch den *Vertrag über die Mitwirkung der Kantonsparlamente bei der Ausarbeitung, der Ratifizierung, dem Vollzug und der Änderung von interkantonalen Verträgen und von Verträgen der Kantone mit dem Ausland (Vertrag über die Mitwirkung der Parlamente, ParVer)* ersetzt.

Der vorliegende Jahresbericht der Kommission zu Händen der Kantonsparlamente beruht auf den Bestimmungen von Artikel 20 bis 25 in Kapitel V der CSR, die insbesondere vorsehen, dass die Kommission den Jahresbericht, das Budget und die Jahresrechnung der Interkantonalen Erziehungsdirektorenkonferenz der Westschweiz und des Tessins (CIIP) vorprüft.

2. WECHSEL IN DER IPK

Nach den kantonalen Wahlen im Frühjahr wurde die Genfer Delegation neu zusammengesetzt. Sie wird neu von Ana Roch geleitet.

3. SITZUNGEN DER IPK

2023 trat das Büro dreimal per Videokonferenz zusammen: am 1. Februar, 4. Mai und 14. September.

Die Plenarsitzungen fanden am 1. Juni in Lausanne in Anwesenheit des Präsidenten der CIIP, Christophe Darbellay, und am 6. November in Freiburg in Anwesenheit des Vizepräsidenten der CIIP, Martial Courtet, statt. Im Rahmen seines Grusswortes dankte der Präsident der CIIP dem gesamten an der Ausbildung beteiligten Personal für seinen Einsatz und seine Resilienz. Der Vizepräsident der CIIP unterstrich in seinem Grusswort die Bedeutung der Treffen zwischen der CIIP und der IPK-CSR, um eine gute Umsetzung der CSR zu gewährleisten und sich über die jeweiligen Anliegen im Bildungsbereich auszutauschen.

Folgende Sorgen der CIIP wurden geäußert:

- Die Frage des Lehrkräftemangels und der Attraktivität des Lehrerberufs: Die lateinische Konferenz für die Ausbildung der Lehrkräfte und der Bildungskader (CLFE) ist dabei, ein Projekt zur Neuqualifizierung der Ausbildung und der Möglichkeiten der beruflichen Entwicklung auszuarbeiten.
- Gewalt in der Schule und Schulklima: Die Beratende Kommission der Partnerverbände (CO-PAR) soll Informationen über das Schulklima im Allgemeinen, die psychische Gesundheit von Jugendlichen – insbesondere in der post-Covid-Phase – und andere Probleme im Zusammenhang mit dem schulischen Umfeld sammeln, um Empfehlungen oder konkrete Massnahmen zur Umsetzung vorschlagen zu können.
- Das Thema der künstlichen Intelligenz: Eine Task Force der Kommission für digitale Bildung (CONUM) wurde eingerichtet.
- Die Entwicklung der vom Bund für die Bildung bereitgestellten Mittel

Die wichtigsten Fortschritte, die festgestellt wurden, sind die folgenden:

- Die Westschweizer Lehrmittel (MER) für Geistes- und Sozialwissenschaften (Geschichte, Geografie) und Mathematik 1–8 sind fertiggestellt. Die neuen Französischlehrmittel für die Klassen 1–2H und 5H werden schon im Unterricht verwendet. Das Verlagsprojekt Französisch 9–11 befindet sich in der Konsultationsphase und wird voraussichtlich bis Ende 2023 abgeschlossen sein.
- Die Arbeiten an den CIIP-Plattformen für die Bereitstellung von Lehrmitteln haben begonnen. Zunächst wird es ein einziges Portal für Lehrpersonen geben, später auch für Schülerinnen und Schüler.
- Die Einführung eines gemeinsamen Kompetenzrahmens für die Lehrerausbildung für die gesamte Volksschule und für die allgemeinbildende und berufsbildende Sekundarstufe II.
- Die Bereitstellung eines Instruments zur Definition von transversalen Kompetenzprofilen.

Die IPK CSR wurde darüber informiert, dass die Plenarversammlung und die Amtsleiterkonferenzen das neue Tätigkeitsprogramm vorbereitet haben, das die Arbeit der CIIP für die nächsten vier Jahre regeln wird. Darüber hinaus wird ein Programm vorbereitet, um das 150-Jahr-Jubiläum der CIIP im Jahr 2024 zu feiern.

Während der themenbezogenen Teile kam die IPK-CSR in den Genuss einer Vorstellung des Französischlehrmittels, das mit Beginn des Schuljahres 2023 für die Klassen 1–2 und 5 eingeführt wird, sowie einer Erläuterung des Projekts «transversales Kompetenzprofil». Im November schloss die Sitzung mit einem Vortrag von Eric Vanoncini zur Frage, ob ChatGPT und künstliche Intelligenz im Allgemeinen den Unterricht revolutionieren werden.

4. JAHRESBERICHT 2022 DER CIIP: STAND DER UMSETZUNG DER WESTSCHWEIZER SCHULVEREINBARUNG (CSR)

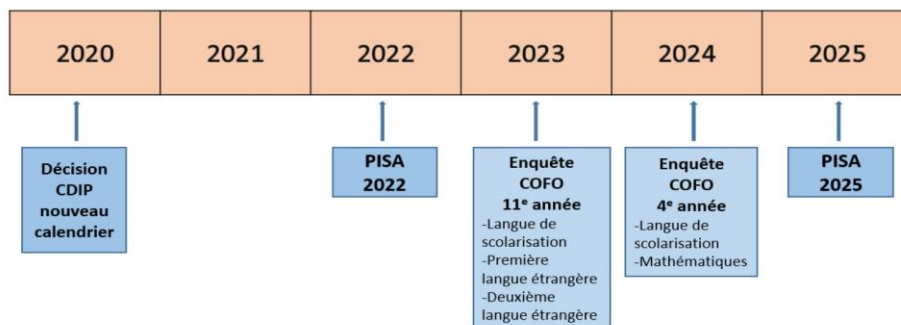
Alle Artikel der CSR sind heute umgesetzt. Die Schwerpunkte des Jahres 2022 waren:

- Entwicklung und Vorbereitung einer einheitlichen Plattform für Lehrmittel
- Überarbeitung des Westschweizer Lehrplans (PER): Digitale Bildung und Dashboard
- Abschluss der Redaktion der Westschweizer Lehrmittel für Mathematik
- Entwicklung der Lehrerqualifikation
- Vorbereitung der Pilottests für die Bewertung der Deutschkenntnisse mündlich und der Problemlösungskompetenz in Mathematik
- Instrument transversales Kompetenzprofil

Die wichtigsten Elemente des Jahresberichts sind nachstehend beschrieben.

[Art. 6] Referenztests auf der Grundlage von nationalen Standards

Die Ergebnisse der PISA-Studie, die 2022 durchgeführt wurde, werden 2023 veröffentlicht. Derzeit wird über das System nachgedacht, um Stabilität zu erreichen und einen Rhythmus für die Durchführung der ÜGK-Tests festzulegen. Parallel zur Vorbereitung der Erhebungen 2023 und 2024 wurden daher verschiedene Szenarien untersucht. Es wird davon ausgegangen, dass die Tests beibehalten werden, die Evaluation der Naturwissenschaften wurde jedoch ausgeschlossen. Die Plenarversammlung wird sich 2023 zu diesen Fragen äussern. Der Zeitplan der EDK sieht wie folgt aus:



[Art. 8] Inhalt des Westschweizer Lehrplans

Die Arbeiten zur Implementierung der digitalen Bildung in den PER wurden aufgenommen. Die professionelle elektronische Plattform des PER wurde verbessert, insbesondere wurden fast alle offiziellen Westschweizer Lehrmittel und verschiedene Unterrichtsressourcen online gestellt.

[Art. 9] Lehrmittel und didaktische Materialien

Die Westschweizer Lehrmittel (MER) für Geistes- und Sozialwissenschaften sowie Mathematik wurden fertiggestellt. Die Redaktionsphase der MER für die Klassen 1–2 und 5 ist abgeschlossen, und die Werke werden ab dem Schuljahr 2023 zur Verfügung stehen. Für den dritten Zyklus wird derzeit ein Redaktionsprojekt entwickelt, das in der zweiten Hälfte des Jahres 2023 von der Plenarversammlung genehmigt werden soll.

[Art. 12] Grundausbildung von Lehrerinnen und Lehrern

In Bezug auf die Struktur der Studiengänge wurde eine hohe Stabilität bei den Profilen und der Dauer der Studiengänge sowie bei den Aspekten der Zulassungsbedingungen festgestellt. Es werden Lösungen zur Bewältigung des Lehrkräftemangels umgesetzt (Zulassungsverfahren «Aufnahme sur Dossier», Validierung von Bildungsleistungen, berufsbegleitende Ausbildung). Die CLFE hat einen Westschweizer Kompetenzrahmen für die Ausbildung von Lehrkräften im Bereich der digitalen Bildung vorgeschlagen. Darüber hinaus arbeitet sie aufgrund des Berichts «Weiterentwicklung der Qualifikation von Primarlehrpersonen» (QuaPri) an einem Projekt zur Aufwertung des Primarlehrerberufs.

[Art. 15] Westschweizerische Vergleichsprüfungen/Datenbank

Das Jahr 2022 wurde weitgehend der Vorbereitung des Pilottests 2023 gewidmet, der die Bewertung der mündlichen Sprachkompetenz in Deutsch und der mathematischen Problemlösungskom-

petenz in der 8. Klasse zum Gegenstand haben wird. Darüber hinaus wurde eine qualitative Validierung der Ressourcen zur schriftlichen Produktion in Französisch in der 8. Klasse durchgeführt. Die Bewertungsressourcen für Lehrer wurden ebenfalls im Laufe des Jahres für Mathematik konsolidiert und werden es 2023 für Französisch sein.

[Art. 16] Entwicklungs- und Kompetenzprofil

Neu gibt es eine Bescheinigung für transversale Kompetenzprofile (TKP/PCT). Es handelt sich um ein Begleitinstrument, das alle Schülerinnen und Schüler auf dem Weg zum Berufseinstieg unterstützen soll. Dieses Instrument kann in den Lehrplan der Sekundarstufe I integriert werden. Das Westschweizer TKP ist in das nationale Projekt «anforderungsprofile.ch» integriert.

5. CIIP-BUDGET 2023

Das Budget für das Generalsekretariat und das Institut für Pädagogische Forschung und Dokumentation (IRDP) wurde angenommen. Es beläuft sich auf 6 028 700 Franken und umfasst 23,7 Festanstellungen sowie 2,1 Anstellungen mit privatrechtlichen Verträgen. Die Kantone finanzieren 5 503 660 Franken (ohne Indexierung).

Die Kantone tragen zum Betrieb des *Glossaire des patois romands* in Höhe von 260 000 Franken (ohne Indexierung) bei.

Der Ertragsüberschuss von 72 460 Franken erhöht sich auf 80 460 Franken, weil für die Unterstützung des Projekts *Livre+* Eigenmittel verwendet wurden (CHF 8000 im Jahr 2024).

- **UMER-SO** (rückerstattungspflichtige Beiträge): Das Budget 2024 des Lehrmittelbereichs Volksschule wurde angenommen (Betriebskosten: CHF 19 676 000; Investitionsausgaben: CHF 4 568 000; 7,7 Festanstellungen und 4,4 Anstellungen mit privatrechtlichen Verträgen). Eine Lizenz für den digitalen Zugang wird eingeführt, um die Verwaltung und den digitalen Betrieb der bestehenden Plattformen in Höhe von CHF 300 000 im Jahr 2024 teilweise zu finanzieren. In Übereinstimmung mit dem Aktionsplan für digitale Bildung (PAN) wird ein vorläufiger Investitionskredit für ein einheitliches Portal/Corporate in Höhe von CHF 4 120 000 zwischen 2024 und 2030 verabschiedet. Um die notwendige Liquidität für dieses Projekt bereitzustellen, zahlen die Kantone 2024 einen rückzahlbaren Digitalisierungsbeitrag in Höhe von CHF 710 000. Der rückerstattungspflichtige MER-Beitrag wird im Jahr 2024 nicht beantragt.
- **UMER-FP** (Beitrag des Staatssekretariats für Bildung, Forschung und Innovation, SBFI): Das Budget des Lehrmittelbereichs Berufsbildung beläuft sich auf CHF 2 671 000 (1,1 Festanstellungen und 1 Anstellung mit privatrechtlichem Vertrag). Die kaufmännische Verwaltung der Lehrmittel für die Berufsbildung wurde ausgelagert. Die Arbeiten an zwei Grossprojekten werden fortgesetzt: die vollständig überarbeitete KV-Kollektion gemäss SBFI-Verordnung (von der Plenarversammlung am 19.11.2020 verabschiedet) und die digitale Plattform für Berufsbildungslehrmittel NovaPro (Ausschreibung vom 4. März 2022).

6. RECHNUNG 2022

Die Rechnung 2022 des Generalsekretariats wurde von der Plenarversammlung im April 2023 verabschiedet. Das operative Ergebnis für das Generalsekretariat zeigt einen Einkommensüberschuss von CHF 88 466.96.

Aufgrund der Verwendung von Eigenmitteln für die «Banque romande d'items» und die Unterstützung des Projekts *Livre+* konnte ein Nettoertragsüberschuss von CHF 215 868.93 in das Eigenkapital überwiesen werden.

- **UMER-SO:** Das operative Ergebnis für den Lehrmittelbereich Volksschule zeigt einen Aufwandüberschuss von CHF 239 593.03. Dem 2021 eröffneten Eigenfonds für die Entwicklung der Digitalisierungsstrategie, der 1 Million Franken enthält, werden CHF 283 457 entnommen. Der Verantwortliche für digitale Produkte ist seit Januar 2022 angestellt. Daher wurde ein Nettoaufwandsüberschuss von CHF 95 215.78 dem Eigenkapital entnommen.
- **UMER-FP:** Das operative Ergebnis für den Lehrmittelbereich Berufsbildung verzeichnet einen Aufwandüberschuss von CHF 175 010.95. Mit der Verwendung der von der Plenarversammlung genehmigten Reserve für die beiden laufenden Projekte, d. h. die vollständige Überarbeitung der KV-Kollektion gemäss neuer SBFI-Verordnung (CHF 260 264) und die Entwicklung einer digitalen Plattform (CHF 155 633), ergibt sich jedoch ein Nettoertragsüberschuss von CHF 240 886.05, der (gemäss Art. 4 Abs. 2 des Finanzreglements) der Eigenreserve des UMER-FP zugewiesen wird.

7. WAHLEN

Die Wahlen der Präsidentin/des Präsidenten sowie der Vizepräsidentin/des Vizepräsidenten der IPK-CSR für das Jahr 2024 fanden an der Plenarversammlung am 6. November 2023 in Freiburg statt. Das Präsidium wird vom Kanton Wallis wahrgenommen werden. Das Vizepräsidium geht an den Kanton Waadt.

8. PARLAMENTARISCHE VORSTÖSSE

Im Berichtsjahr wurden keine parlamentarischen Vorstösse eingereicht.

In der Plenarsitzung vom 1. Juni 2023 hatte der Präsident der CIIP die Sorge der EDK bzw. der CIIP über die wahrscheinliche Kürzung der Bundesmittel für die Bildung in den nächsten Jahren zum Ausdruck gebracht. Wie diese beiden Konferenzen brachte auch die IPK-CSR ihre Besorgnis zum Ausdruck, indem sie am 6. November 2023 ein Schreiben an Bundesrat Guy Parmelin richtete. Die IPK-CSR entschied sich für dieses Verfahren, da es kein interkantonales Instrument gibt, das es erlaubt, direkt beim Bundesrat zu intervenieren. Bundesrat Guy Parmelin beantwortete das Schreiben der IPK-CSR am 8. Dezember 2023.

9. SCHLUSSEMPFEHLUNG

Die IPK-CSR empfiehlt den Parlamenten der Kantone Bern, Freiburg, Waadt, Wallis, Neuenburg, Genf und Jura, den Rechenschaftsbericht der CIIP, der ihnen gemäss Artikel 20 der Westschweizer Schulvereinbarung vorgelegt wird, zur Kenntnis zu nehmen.

Freiburg, 19. März 2024

Gaétan Emonet
IPK-CSR-Präsident 2023